L'AFRIQUE EN DÉVELOPPEMENT



Inégalités en Afrique subsaharienne

Perspectives multidimensionnelles et enjeux futurs

Anda David, Murray Leibbrandt, Vimal Ranchhod, et Rawane Yasser, Éditeurs

AFD
AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT

WORLD BANK GROUP

Inégalités en Afrique subsaharienne



Scannez pour voir tous les titres de cette série.

L'AFRIQUE EN DÉVELOPPEMENT

Inégalités en Afrique subsaharienne

Perspectives multidimensionnelles et enjeux futurs

Sous la direction d'Anda David, Murray Leibbrandt, Vimal Ranchhod, et Rawane Yasser

Une copublication de l'Agence française de développement et de la Banque mondiale

© 2025 International Bank for Reconstruction and Development / The World Bank
1818 H Street NW, Washington, DC 20433
Téléphone : 202-473-1000; Internet: www.worldbank.org

Les analyses, interprétations et conclusions de ce livre sont formulées sous la responsabilité de leurs auteurs. Elles ne reflètent pas nécessairement le point de vue des administrateurs de la Banque mondiale ni des États qu'ils représentent ni celui de l'Agence française de développement.

La Banque mondiale et l'Agence française de développement ne garantissent pas l'exactitude des données citées dans cet ouvrage. Les frontières, les couleurs, les dénominations et toute autre information figurant sur les cartes du présent rapport n'impliquent de la part de la Banque mondiale ou de l'Agence française de développement aucun jugement quant au statut juridique d'un territoire quelconque et ne signifient nullement que l'institution reconnaît ou accepte ces frontières.

Droits et permissions

L'utilisation de cet ouvrage est soumise aux conditions de la licence « Creative Commons Attribution 3.0 IGO » (CCBY 3.0 IGO) http://creativecommons.org/licenses/by/3.0/igo/. Conformément aux termes de la licence Creative Commons Attribution (paternité), il est possible de copier, distribuer, transmettre et adapter le contenu de l'ouvrage, notamment à des fins commerciales, sous réserve du respect des conditions suivantes :

Mention de la source — L'ouvrage doit être cité de la manière suivante : David, Anda, Murray Leibbrandt, Vimal Ranchhod et Rawane Yasser, eds. 2025. *Inégalités en Afrique sub-saharienne: Perspectives multi-dimensionnelles et enjeux futurs.* Washington, DC: World Bank. doi:10.1596/978-1-4648-2150-9. License: Creative Commons Attribution CC BY 3.0 IGO

Traduction — Si une traduction de cet ouvrage était réalisée, veuillez ajouter à la mention de la source de l'ouvrage l'avertissement suivant : « *Cette traduction n'a pas été réalisée par l'Agence française de développement (AFD) ou la Banque mondiale et ne doit pas être considérée comme une traduction officielle de ces dernières. L'AFD et la Banque mondiale ne sauraient être tenues responsable du contenu de la traduction ni des erreurs qu'elle pourrait contenir.* »

Adaptation — Si une adaptation de cet ouvrage était réalisée, veuillez ajouter à la mention de la source l'avertissement suivant : « *Cet ouvrage est une adaptation d'une oeuvre originale de l'Agence française de développement (AFD) et de la Banque mondiale. Les idées et opinions exprimées dans cette adaptation n'engagent que l'auteur ou les auteurs de l'adaptation et ne sont pas validées par l'Agence française de développement (AFD) ou la Banque mondiale.* »

Contenu tiers — L'Agence française de développement (AFD) et la Banque mondiale ne sont pas nécessairement propriétaires de chaque composante du contenu de cet ouvrage. Elles ne garantissent donc pas que l'utilisation d'une composante ou d'une partie quelconque du contenu de l'ouvrage ne porte pas atteinte aux droits de tierces parties concernées. L'utilisateur du contenu assume seul le risque de réclamations ou de plaintes pour violation de ces droits. Pour réutiliser une composante de cet ouvrage, il vous appartient de juger si une autorisation est requise et de l'obtenir le cas échéant auprès du détenteur des droits d'auteur. Parmi les composantes, on citera, à titre d'exemple, les tableaux, les graphiques et les images.

Toute demande de renseignements sur les droits et licences doit être adressée à : World Bank Publications, The World Bank, 1818 H Street NW, Washington, DC 20433, USA; e-mail: pubrights@worldbank.org.

ISBN (paper) : 978-1-4648-2150-9
ISBN (electronic) : 978-1-4648-2151-6
DOI : 10.1596/978-1-4648-2150-9

Photographie de couverture : © peeterv, Balogun market, Lagos, Nigeria / iStock. Réutilisation soumise à autorisation.
Conception graphique : Bill Pragluski, Critical Stages, LLC
Mise en page de la version française : Kokliko/Agence Ferrari

Numéro de contrôle de la Librairie du Congrès : 2024922722

Collection « L'Afrique en développement »

Créée en 2009, la collection « **L'Afrique en développement** » s'intéresse aux grands enjeux sociaux et économiques du développement en Afrique subsaharienne. Chacun de ses numéros dresse l'état des lieux d'une problématique et contribue à alimenter la réflexion liée à l'élaboration des politiques locales, régionales et mondiales. Décideurs, chercheurs et étudiants y trouveront les résultats des travaux de recherche les plus récents, mettant en évidence les difficultés et les opportunités de développement du continent.

Cette collection est dirigée par l'Agence française de développement et la Banque mondiale. Pluridisciplinaires, les manuscrits sélectionnés émanent des travaux de recherche et des activités de terrain des deux institutions. Ils sont choisis pour leur pertinence au regard de l'actualité du développement. En travaillant ensemble sur cette collection, l'Agence française de développement et la Banque mondiale entendent renouveler les façons d'analyser et de comprendre le développement de l'Afrique subsaharienne.

Membres du comité consultatif

Agence française de développement
Thomas Melonio, directeur exécutif, direction « Innovations, recherche et savoirs »
Carl Bernadac, directeur, Chef du Département d'évaluation économique et de politiques publiques

Banque mondiale
Andrew Dabalen, chef économiste, région Afrique
Cesar Calderon, économiste spécialiste en chef, région Afrique
Chorching Goh, économiste spécialiste en chef, région Afrique
Aparajita Goyal, économiste en chef, région Afrique

Titres de la collection « L'Afrique en développement »

2024

**Migrants, Markets, and Mayors: Rising above the Employment Challenge in Africa's Secondary Cities* (2024), *Migrants, marchés et maires : Relever le défi de l'emploi dans les villes secondaires d'Afrique* (2024), Luc Christiaensen, Nancy Lozano-Gracia (eds.)

2023

**Africa's Resource Future: Harnessing Natural Resources for Economic Transformation during the Low Carbon Transition* (2023), *Les ressources naturelles, un enjeu clé pour l'avenir de l'Afrique : ressources naturelles et transformation économique dans un contexte de transition vers des économies décarbonées* (2023), James Cust, Albert Zeufack (eds.)

**L'Afrique en commun: tensions, mutations, perspectives* (2023), *The Commons: Drivers of Change and Opportunities for Africa* (2023), Stéphanie Leyronas, Benjamin Coriat, Kako Nubukpo (eds.)

2021

Social Contracts for Development: Bargaining, Contention, and Social Inclusion in Sub-Saharan Africa (2021), Mathieu Clouthier, Bernard Harborne, Deborah Isser, Indhira Santos, Michael Watts

Industrialization in Sub-Saharan Africa: Seizing Opportunities in Global Value Chains (2021), Kaleb G. Abreha, Woubet Kassa, Emmanuel K. K. Lartey, Taye A. Mengistae, Solomon Owusu, Albert G. Zeufack

2020

**Les systèmes agroalimentaires en Afrique. Repenser le rôle des marches* (2020), *Food Systems in Africa: Rethinking the Role of Markets* (2021), Gaelle Balineau, Arthur Bauer, Martin Kessler, Nicole Madariaga

**The Future of Work in Africa: Harnessing the Potential of Digital Technologies for All* (2020), *L'avenir du travail en Afrique : exploiter le potentiel des technologies numériques pour un monde du travail plus inclusif* (2021), Jieun Choi, Mark A. Dutz, Zainab Usman (eds.)

2019

All Hands on Deck: Reducing Stunting through Multisectoral Efforts in Sub-Saharan Africa (2019), Emmanuel Skoufias, Katja Vinha, Ryoko Sato

**The Skills Balancing Act in Sub-Saharan Africa: Investing in Skills for Productivity, Inclusivity, and Adaptability* (2019), *Le développement des compétences en Afrique subsaharienne, un exercice d'équilibre : Investir dans les compétences pour la productivité, l'inclusion et l'adaptabilité* (2020), Omar Arias, David K. Evans, Indhira Santos

**Electricity Access in Sub-Saharan Africa: Uptake, Reliability, and Complementary Factors for Economic Impact* (2019), *Accès à l'électricité en Afrique subsaharienne : adoption, fiabilité et facteurs complémentaires d'impact économique* (2020), Moussa P. Blimpo, Malcolm Cosgrove-Davies

2018

**Facing Forward: Schooling for Learning in Africa* (2018), *Perspectives : l'école au service de l'apprentissage en Afrique* (2019), Sajitha Bashir, Marlaine Lockheed, Elizabeth Ninan, Jee-Peng Tan

Realizing the Full Potential of Social Safety Nets in Africa (2018), Kathleen Beegle, Aline Coudouel, Emma Monsalve (eds.)

2017

**Mining in Africa: Are Local Communities Better Off?* (2017), *L'exploitation minière en Afrique : les communautés locales en tirent-elles parti?* (2020), Punam Chuhan-Pole, Andrew L. Dabalen, Bryan Christopher Land

**Reaping Richer Returns: Public Spending Priorities for African Agriculture Productivity Growth* (2017), *Obtenir de meilleurs résultats : priorités en matière de dépenses publiques pour les gains de productivité de l'agriculture africaine* (2020), Aparajita Goyal, John Nash

2016

Confronting Drought in Africa's Drylands: Opportunities for Enhancing Resilience (2016), Raffaello Cervigni, Michael Morris (eds.)

2015

**Africa's Demographic Transition: Dividend or Disaster?* (2015), *La transition démographique de l'Afrique : dividende ou catastrophe ?* (2016), David Canning, Sangeeta Raja, Abdo Yazbech

Highways to Success or Byways to Waste: Estimating the Economic Benefits of Roads in Africa (2015), Ali A. Rubaba, Federico Barra, Claudia Berg, Richard Damania, John Nash, Jason Russ

Enhancing the Climate Resilience of Africa's Infrastructure: The Power and Water Sectors (2015), Raffaello Cervigni, Rikard Liden, James E. Neumann, Kenneth M. Strzepek (eds.)

The Challenge of Stability and Security in West Africa (2015), Alexandre Marc, Neelam Verjee, Stephen Mogaka

**Land Delivery Systems in West African Cities: The Example of Bamako, Mali* (2015), *Le système d'approvisionnement en terres dans les villes d'Afrique de l'Ouest : L'exemple de Bamako* (2015), Alain Durand-Lasserve, Maÿlis Durand-Lasserve, Harris Selod

**Safety Nets in Africa: Effective Mechanisms to Reach the Poor and Most Vulnerable* (2015), *Les filets sociaux en Afrique : méthodes efficaces pour cibler les populations pauvres et vulnérables en Afrique subsaharienne* (2015), Carlo del Ninno, Bradford Mills (eds.)

2014

Tourism in Africa: Harnessing Tourism for Growth and Improved Livelihoods (2014), Iain Christie, Eneida Fernandes, Hannah Messerli, Louise Twining-Ward

**Youth Employment in Sub-Saharan Africa* (2014), *L'emploi des jeunes en Afrique subsaharienne* (2014), Deon Filmer, Louise Fox

2013

**Les marchés urbains du travail en Afrique subsaharienne* (2013), *Urban Labor Markets in Sub-Saharan Africa* (2013), Philippe De Vreyer, François Roubaud (eds.)

Enterprising Women: Expanding Economic Opportunities in Africa (2013), Mary Hallward-Driemeier

Securing Africa's Land for Shared Prosperity: A Program to Scale Up Reforms and Investments (2013), Frank F. K. Byamugisha

The Political Economy of Decentralization in Sub-Saharan Africa: A New Implementation Model (2013), Bernard Dafflon, Thierry Madiès (eds.)

2012

Empowering Women: Legal Rights and Economic Opportunities in Africa (2012), Mary Hallward-Driemeier, Tazeen Hasan

**Financing Africa's Cities: The Imperative of Local Investment* (2012), *Financer les villes d'Afrique : l'enjeu de l'investissement local* (2012), Thierry Paulais

**Structural Transformation and Rural Change Revisited: Challenges for Late Developing Countries in a Globalizing World* (2012), *Transformations rurales et développement : les défis du changement structurel dans un monde globalisé* (2013), Bruno Losch, Sandrine Fréguin-Gresh, Eric Thomas White

**Light Manufacturing in Africa: Targeted Policies to Enhance Private Investment and Create Jobs* (2012), *L'Industrie légère en Afrique : politiques ciblées pour susciter l'investissement privé et créer des emplois* (2012), Hinh T. Dinh, Vincent Palmade, Vandana Chandra, Frances Cossar

**Informal Sector in Francophone Africa: Firm Size, Productivity, and Institutions* (2012), *Les entreprises informelles de l'Afrique de l'ouest francophone : taille, productivité et institutions* (2012), Nancy Benjamin, Ahmadou Aly Mbaye

2011

Contemporary Migration to South Africa: A Regional Development Issue (2011), Aurelia Segatti, Loren Landau (eds.)

Challenges for African Agriculture (2011), Jean-Claude Deveze (ed.)

**L'Économie politique de la décentralisation dans quatre pays d'Afrique subsaharienne : Burkina Faso, Sénégal, Ghana et Kenya* (2011), *The Political Economy of Decentralization in Sub-Saharan Africa: A New Implementation Model in Burkina Faso, Ghana, Kenya, and Senegal* (2011), Bernard Dafflon, Thierry Madiès (eds.)

2010

Gender Disparities in Africa's Labor Market (2010), Jorge Saba Arbache, Alexandre Kolev, Ewa Filipiak (eds.)

**Africa's Infrastructure: A Time for Transformation* (2010), *Infrastructures africaines, une transformation impérative* (2010), Vivien Foster, Cecilia Briceño-Garmendia (eds.)

*Disponible en français

Tous les ouvrages de la collection « L'Afrique en développement »
sont accessibles gratuitement sur :
http://hdl.handle.net/10986/2150.

Sommaire

Avant-propos : Les inégalités, une fatalité ? *xvii*
Remerciements *xix*
Coordination de l'ouvrage *xxi*
Introduction *xxxi*

PARTIE 1 ÉTAT DES LIEUX

1 Aperçu des inégalités en Afrique **3**
Anda David, Rocco Zizzamia, Murray Leibbrandt, Rawane Yasser et Vimal

Introduction 3
Les inégalités en Afrique : niveaux et tendances 4
Quelques particularités de l'analyse des inégalités en Afrique 14
Conclusion 16
Note 17
Références 17

2 Mesurer les inégalités **19**
Muna Shifa, Richmond Atta Ankomah et Samuel Kipruto

Introduction 19
Aperçu de la disponibilité des données en Afrique subsaharienne 20
Principales difficultés de la mesure des inégalités en Afrique subsaharienne 22
Mesurer les inégalités multidimensionnelles 30
Conclusion 32
Notes 32
Références 33

PARTIE 2 ANALYSER ET RÉDUIRE LES INÉGALITÉS MULTIDIMENSIONNELLES

3 Inégalités en matière d'éducation et de santé 41

Monica Lambon-Quayefio, Vimal Ranchhod, Nkechi Owoo, Moses Muriithi, Linda Zanfini, Reuben Mutegi et Germano Mwabu

Introduction 41
Inégalités dans l'éducation 42
Inégalités et injustices dans le recours au système de santé 48
Liens entre santé, éducation et résultats sur le marché du travail 54
Conclusion 57
Notes 58
Références 59

4 Inégalités sur le marché du travail 65

Vimal Ranchhod, Anda David, Damiano Kulundu Manda, Cecilia Poggi, Claire Zanuso et Rawane Yasser

Introduction 65
Résultats en matière d'emploi et inégalité des revenus 66
Informalité 71
Groupes marginalisés : Femmes, jeunes, groupes raciaux ou ethniques 74
Conclusion 80
Notes 82
Références 82

5 Inégalités de genre 87

Abena D. Oduro, Serge Rabier, Jacqueline Mosomi et Rawane Yasser

Introduction 87
Inégalités de genre dans l'éducation 87
Inégalités de genre en matière de santé 90
Les inégalités sur le marché du travail 93
Inégalités de genre dans le travail de soin non rémunéré 97
Inégalités de genre dans l'accès aux ressources productives et leur contrôle 101
Le rôle des systèmes juridiques et des normes sociales 105
Conclusion 107
Notes 108
Références 109

6 Inégalités spatiales : inégalités multidimensionnelles à l'échelle des territoires 119
Nkechi Owoo, Muna Shifa, Vimal Ranchhod et Mary Zhang

Introduction 119
Inégalités spatiales dans différents contextes d'Afrique subsaharienne 122
Hétérogénéités dans les inégalités spatiales 131
Conclusions et conséquences sur les politiques 139
Note 141
Références 141

7 Migration et inégalités 145
Anda David, Murray Leibbrandt, Muna Shifa et Rawane Yasser

Introduction 145
Tendances migratoires en Afrique subsaharienne 146
Lien entre migration et inégalités 148
Au-delà des inégalités économiques 160
Conclusion 165
Références 166

8 Mobilité sociale et persistance des inégalités 173
Murray Leibbrandt, Rawane Yasser, Robert Osei et Mike Savage

Introduction 173
Mobilité intergénérationnelle 175
Mobilité intragénérationnelle 182
L'importance de la mobilité sociale pour les politiques de lutte contre les inégalités 191
Notes 193
Références 194

9 Politiques de lutte contre les inégalités en Afrique 199
Fabio Andrés Díaz Pabón, Annalena Oppel, Murray Leibbrandt, Mike Savage et Anda David

Introduction 199
Politiques inscrites à l'intérieur du cadre 203
Politiques inscrites en dehors du cadre 209
L'art du possible pour des politiques de réduction des inégalités 213
Références 217

PARTIE 3 REPOUSSER LES LIMITES DE LA CONNAISSANCE ET ENCLENCHER DES ACTIONS POLITIQUES

10 Changement climatique, réduction de la pauvreté et inégalités entre les pays et en leur sein 225
Anda David, Murray Leibbrandt, Hélène Djoufelkit et Rawane Yasser

Introduction 225
Inégalités entre les pays 226
Inégalités au sein des pays 232
Combattre les inégalités climatiques : aller de l'avant 238
Notes 245
Références 246

11 Développement durable et modèles de croissance économique 251
Rawane Yasser, Murray Leibbrandt, Anda David, Fabio Andrés Díaz Pabón et Hélène Djoufelkit

Introduction 251
Croissance, pauvreté et inégalités 252
Pourquoi la croissance n'a-t-elle pas été inclusive ? 258
Au-delà de la croissance : repenser les modèles de croissance économique 266
Conclusion 274
Annexe : Évolution de la pauvreté en fonction des niveaux d'inégalité initiale 275
Notes 276
References 276

Figures

1.1 Part de l'Afrique subsaharienne dans chaque groupe des revenus mondiaux en 1990 et en 2016 6
1.2 Croissance de l'ensemble des revenus en Afrique par centile sur la période 1980-2016 7
1.3 Évolution de la répartition des revenus en Afrique 7
2.1 Disponibilité de données d'enquête en Afrique subsaharienne 1980-2019 21
4.1 Taux de chômage (estimations modélisées du Bureau international du Travail) 67
4.2 Taux de chômage pour certains pays (estimations modélisées du BIT) 67
4.3 Part de l'emploi informel – Estimations modélisées du BIT 71
4.4 Part des jeunes NEET dans le monde en 2022 – Estimations modélisées par le BIT 76
4.5 Part des jeunes NEET dans certains pays africains en 2022 – Estimations modélisées par le BIT 77
5.1 Ratio emploi/population pour des pays africains choisis 95
5.2 La propriété en Afrique 2010-2016 102

6.1 Pourcentage (%) de privation des services de base dans les différents pays 123
6.2 Niveau d'éducation et accès à l'électricité et à des installations sanitaires sûres pour chaque région du Ghana, 2017 137
6.3 Niveau d'éducation et accès aux services de base dans les régions du Grand Accra et du Haut Ghana oriental, 2017 138
7.1 Chiffres clés sur la migration en Afrique 147
7.2 Transferts de fonds personnels reçus en pourcentage du PIB en Afrique subsaharienne 153
7.3 Envois de fonds reçus de particuliers (en milliard de dollars actuels) en Afrique subsaharienne 154
7.4 Institutions sociales discriminatoires pour la migration des femmes : entre incitation et contrainte 162
8.1 Élasticités intergénérationnelles des revenus dans la distribution des revenus en Afrique du Sud 179
9.1 Les politiques inscrites à l'intérieur, en dehors et au-delà du cadre 202
10.1 Inégalité mondiale des émissions carbone : entre les pays et en leur sein, 1990-2019 233
11.1 Ratios régionaux de pauvreté à 1,90 dollar (%), 1981-2019 253
11.2 Part de l'Afrique subsaharienne dans chaque groupe de revenu mondial en 1990 et 2016 254
11.3 Courbe d'incidence de la croissance pour l'Afrique entre 1980 et 2016 255
11.4 Emploi et croissance des revenus en Afrique (1980-2017) 263
11.5 Emploi et inégalités en Afrique (1980-2017) 264
11.6 Dépenses pour la protection sociale par régions et par pays : au niveau mondial et dans l'ensemble de l'Afrique 267
11A.1 Indice de Gini initial entre 40 et 50 275

Cartes

1.1 Part des 10 % des revenus les plus élevés en Afrique en 2022 9
1.2 Part des 40 % des revenus les plus faibles en 2022 10
1.3 Coefficients de Gini dans les pays africains en 2020 11
5.1 Écarts de genre en matière de propriété foncière et immobilière en Afrique 2010-2016 95
6.1 Pauvreté multidimensionnelle et absence de services de base en Afrique subsaharienne 120
6.2 Pourcentage (%) de privation d'électricité dans les différentes régions du Ghana, du Kenya et de l'Afrique du Sud 124
6.3 Pourcentage (%) de privation d'assainissement dans les différentes régions du Ghana, du Kenya et de l'Afrique du Sud 127
6.4 Pourcentage (%) de privation d'eau dans les différentes régions du Ghana, du Kenya et de l'Afrique du Sud 129

6.5 Accès à l'eau propre dans les provinces et municipalités de district en Afrique du Sud 132
6.6 Pauvreté et accès à des sources en eau améliorées, Kenya (2009) 133
6.7 Accès à l'électricité des plus grandes villes de Côte d'Ivoire 134
8.1 Élasticités générationnelles de l'éducation au Mali 177
9.1 Salaires minimums dans les pays africains en 2022 204
10.1 Émissions de CO_2 par habitant en 2022 227
11.1 Nombre de seuils sociaux atteints 269
11.2 Nombre de limites biophysiques transgressées 271

Tableaux

6.1 Services de base des résidences rurales et urbaines au Ghana, au Kenya et en Afrique du Sud 135
8.1 Mobilité des revenus personnels sud-africains dans les groupes de revenus les plus élevés, comparaison de 2021 à 2011 188

Avant-propos : Les inégalités, une fatalité ?

Existe-t-il une courbe de Kuznets?

La disparité croissante entre riches et pauvres demeure l'un des défis critiques des dernières décennies, affectant les pays de tous les continents, quel que soit leur PIB par habitant. Cet écart croissant entrave non seulement les efforts visant à éradiquer l'extrême pauvreté, mais il fait également obstacle aux progrès vers la justice sociale et vers le renforcement de la résilience. Les inégalités croissantes constituent des obstacles importants au développement durable, et c'est dans ce contexte que le présent ouvrage contribue aux débats en cours en proposant une analyse exhaustive des défis actuels et des perspectives d'avenir concernant les inégalités sur le continent africain.

Alors que l'horizon 2030 approche à grands pas, l'absence de progrès significatifs sur l'Objectif de Développement durable (ODD) 10, qui vise à réduire les inégalités au sein des pays et entre les pays, est alarmante. Cet échec, comme le soulignent Melonio et Trémel (2021), contraste fortement avec la prolifération des initiatives internationales visant à lutter contre les inégalités. Les Nations unies ont récemment souligné l'urgence de la question en lançant le « Pacte pour l'avenir », qui souligne explicitement le rôle central que doit jouer la réduction des inégalités dans la construction de sociétés pacifiques, justes et inclusives. De même, le G20 a réitéré son engagement historique à promouvoir l'inclusion sociale, économique et politique, en mettant l'accent sur des outils tels que la taxation du patrimoine et les taux d'imposition minimum des sociétés, défendus par des chercheurs tels Gabriel Zucman[1] et Lucas Chancel *et al.* comme des mécanismes essentiels pour lutter contre la concentration de la richesse[2].

[1] Zucman, 2024, « Pour une norme fiscale minimale coordonnée pour les individus à très haut patrimoine », https://gabriel-zucman.eu/files/report-g20.pdf

[2] Rapport sur les inégalités dans le monde, 2022, https://wir2022.wid.world/www-site/uploads/2021/12/WorldInequalityReport2022_Full_Report.pdf

Ces initiatives ont gagné en pertinence dans le contexte de la reprise après la COVID-19 et de la crise géopolitique actuelle résultant de l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Les flambées des prix des denrées alimentaires et de l'énergie qui en ont résulté ont eu un impact disproportionné sur les pays à revenu élevé et faible, aggravant encore davantage les inégalités mondiales. En outre, l'augmentation du niveau de la dette souveraine, aggravée par les pressions budgétaires liées à la transition vers une économie à faibles émissions de carbone, a accentué le besoin d'élargir la base budgétaire. Le Brésil a placé la lutte contre les inégalités au premier plan de sa présidence du G20 et nous attendons que l'Afrique du Sud, la prochaine présidence du G20, maintienne cette priorité. En Europe, les efforts pour taxer les grandes entreprises technologiques (GAFAM) reflètent non seulement un désir d'équité fiscale mais aussi la nécessité de protéger les économies locales et de combler l'écart d'inégalité que ces sociétés ont creusé.

Malgré l'intensification des appels à la taxation du patrimoine et à la réduction des inégalités, les progrès ont été lents. Un défi clé consiste à créer une voie politique viable pour mettre en œuvre des politiques fiscales progressives. La résistance des bénéficiaires du système actuel fait souvent obstacle aux efforts, ce qui rend les progrès difficiles. De plus, la réduction des inégalités nécessite non seulement une redistribution ex post mais aussi des mécanismes de pré-distribution qui s'attaquent aux causes profondes de l'inégalité. Les politiques axées sur l'éducation, la concurrence, la réglementation des marchés financiers et le développement industriel sont toutes susceptibles de créer des possibilités économiques plus équitables, d'assurer l'accès au crédit, de créer des emplois et une croissance économique plus équilibrée.

L'Afrique, malgré des défis uniques et profonds, est souvent négligée dans ces discussions mondiales. Cet ouvrage cherche à placer les problèmes spécifiques du continent – tels que l'inégalité des revenus, l'inégalité d'accès à l'éducation et aux soins de santé, la vulnérabilité climatique et la croissance inclusive – au centre de la conversation.

Cet ouvrage propose également des politiques innovantes, y compris des réformes de la concurrence et des cadres de négociation qui transforment l'équilibre entre le capital et le travail. Étant donné que l'inégalité en Afrique est profondément enracinée dans des facteurs historiques, économiques et institutionnels, il est nécessaire de mettre davantage l'accent sur les politiques de pré-distribution. Ces changements systémiques peuvent contribuer à remodeler les conditions dans lesquelles l'inégalité se manifeste et persiste.

En plus des réformes politiques, il est essentiel de renforcer l'infrastructure de recherche et d'enseignement qui sous-tend notre compréhension de l'inégalité. Les préoccupations d'équité doivent être prises en compte dans le domaine scientifique, et les capacités de recherche africaines doivent être renforcées. Ce volume, rédigé en collaboration avec le Centre d'Excellence Africain pour la Recherche sur les Inégalités (ACEIR), appelle à mettre davantage l'accent sur l'autonomisation des chercheurs africains dans le cadre d'une stratégie de développement plus large. Ce faisant, elle s'inscrit dans le cadre de l'engagement de l'Agence française de développement (AFD) à soutenir la recherche comme outil essentiel au développement durable.

Thomas Melonio
Chef économiste
Directeur exécutif « Innovations, recherche et savoirs »
Agence française de développement

Remerciements

L'Agence française de développement et les éditeurs de cet ouvrage expriment leur profonde gratitude aux nombreuses personnes et institutions qui ont contribué à la réalisation de cette étude sur les inégalités multidimensionnelles en Afrique.

Ce travail n'aurait pas été possible sans les recherches et les connaissances inestimables apportées par les chercheurs et les institutions qui ont établi un partenariat avec le Centre d'Excellence Africain pour la Recherche sur les Inégalités (ACEIR). Cet ouvrage constitue la contribution la plus importante de ce partenariat remarquable au cours des 5 premières années d'ACEIR en tant que centre d'excellence au sein de l'Alliance des universités de recherche africaines. Les analyses rigoureuses et le dévouement infaillible de ces partenaires ont contribué à façonner l'étendue et la profondeur des recherches présentées dans ce volume.

De nombreuses analyses présentées dans l'ouvrage s'inspirent des travaux entrepris dans le cadre de la Facilité de recherche UE-AFD sur les inégalités, financé par la Commission européenne. Nous remercions Mathilde Cournut et Antonio Teixeira pour leur soutien continu aux projets de recherche financés par le Fonds de recherche UE-AFD sur les inégalités.

Nous sommes reconnaissants à Etienne Charrière pour son précieux soutien tout au long du processus éditorial. Nous remercions également Hélène Djoufelkit, Sophie Salomon, Isabelle Ensarguet, Haajirah Esau et Felipe Korreales, dont le soutien a rendu ce livre possible. Nous sommes également reconnaissants pour les précieux commentaires et suggestions de Harald Winkler.

Cet effort collectif reflète notre vision commune de faire progresser les connaissances pour favoriser un avenir plus équitable pour l'Afrique. Un grand merci aux critiques dont les précieux commentaires et idées ont considérablement amélioré le contenu cet ouvrage.

Coordination de l'ouvrage

Rédacteurs

Anda David est chargée de recherche à l'AFD (Agence française de développement), où elle est économiste principale en charge des recherches sur les inégalités. Elle est titulaire d'un doctorat de l'université Paris Dauphine, portant sur l'économie du développement, avec une spécialisation sur les migrations et les marchés du travail. Ses recherches actuelles portent sur les inégalités et la durabilité. Entre 2004 et 2015, elle a régulièrement collaboré avec diverses organisations internationales actives sur ces questions, telles que l'OCDE, l'OIT (Organisation internationale du travail) et la Banque mondiale. Anda David a rejoint l'équipe de recherche de l'AFD en décembre 2015 et dirige le programme de recherche sur les inégalités. Elle est actuellement coordinatrice scientifique de la Facilité de recherche UE-AFD sur les inégalités et, depuis janvier 2021, elle est basée à la direction régionale Afrique australe de l'AFD, à Johannesburg.

Murray Leibbrandt est titulaire de la chaire de recherche sur la pauvreté et les inégalités à l'université du Cap et directeur du Centre d'excellence africain pour la recherche sur les inégalités au sein de l'Alliance des universités africaines. Il a été directeur de l'unité de recherche sur le travail et le développement en Afrique australe à l'université du Cap de 2002 à juillet 2023. Il est membre de l'Académie des sciences d'Afrique du Sud, directeur de recherche non-résident à l'Institut mondial de recherche sur les aspects économiques du développement de l'université des Nations Unies (UNU-WIDER) et a récemment siégé au comité exécutif de l'Association internationale d'économie. Dans ses recherches, il utilise des données issues des enquêtes et des données fiscales, en particulier des données de panel, pour analyser la pauvreté, les inégalités et la dynamique du marché du travail en Afrique du Sud et dans le reste de l'Afrique. De 2007 à 2019, il a été l'un des chercheurs principaux à initier l'enquête nationale sur la dynamique des revenus (*National Income Dynamics Study*, NIDS), une étude longitudinale nationale menée

en Afrique du Sud. Il est actuellement responsable de la recherche pour l'étude de panel nationale menée dans le cadre du projet de recherche « Health and Aging in Africa: Longitudinal studies in South Africa ». Il a travaillé en étroite collaboration avec les communautés politiques en Afrique et plus particulièrement en Afrique du Sud. En 1995-1996, il a fait partie de la Commission sur le marché du travail du président Mandela, chargée d'émettre des recommandations sur la législation post-apartheid encadrant le marché du travail et, en 2016-2017, il a fait partie du groupe consultatif sur le salaire minimum national du vice-président Ramaphosa. En 2021, il a siégé dans le groupe d'experts chargé de conseiller le ministre du Développement social sur le soutien du revenu de base et, en 2021-2022, dans un groupe de travail du ministère de l'Enseignement supérieur et de la formation chargée de réexaminer la politique de financement des étudiants.

Vimal Ranchhod est professeur à l'École d'économie de l'université du Cap, directeur adjoint de l'unité de recherche sur le travail et le développement en Afrique australe et responsable du pôle sud-africain du Centre d'excellence africain pour la recherche sur les inégalités. Il a obtenu son diplôme de premier cycle à l'université de Witwatersrand à Johannesburg, ainsi qu'une maîtrise et un doctorat en économie à l'université du Michigan aux États-Unis. Ses recherches portent sur les marchés du travail, l'éducation, la pauvreté, les inégalités et la discrimination. Il a publié des articles dans plusieurs revues, dont *Journal of Development Economics, World Bank Economic Review, World Development, Economics of Education Review et British Journal of Sociology*. Il a reçu le prix du meilleur article pour ses recherches lors de la conférence de l'African Econometrics Society, ainsi que le prix commémoratif Francis Wilson récompensant le meilleur article publié. Il est membre de l'Académie des sciences d'Afrique du Sud et est actuellement membre élu du conseil de la Société d'économie d'Afrique du Sud. Il a donné plusieurs cours sur l'économie du travail, l'économétrie appliquée, la théorie microéconomique, l'économie du développement et l'économie des inégalités. Il a réussi à recueillir des financements auprès de différents types d'établissements, notamment des organisations multinationales, des organismes gouvernementaux et des fondations philanthropiques.

Rawane Yasser est chargée de recherche à l'AFD et travaille sur les inégalités, la pauvreté, le marché du travail et les migrations internationales. Diplômée d'un master à Paris 1 Panthéon-Sorbonne auprès de l'Institut d'études du développement économique et social (IEDES), elle se spécialise en économie du développement, avec une orientation sur l'évaluation économique des politiques et des projets de développement. Elle a travaillé au Laboratoire interdisciplinaire d'évaluation des politiques publiques (LIEPP) de Sciences Po Paris sur la question des inégalités de genre sur le marché du travail au sein de la Chaire pour l'emploi et l'entrepreneuriat des femmes. Ensuite, elle a coordonné et mis en œuvre des évaluations d'impact à l'IFPRI (*International Food Policy Research Institute*) en évaluant l'impact de projets de développement agricole en Tanzanie, à Djibouti, au Ghana et au Kenya. Elle a rejoint l'équipe de recherche de l'AFD en novembre 2021 et travaille actuellement au sein du programme de recherche sur les inégalités. Ses travaux actuels portent sur les inégalités, la pauvreté, les migrations internationales et l'emploi décent dans les pays africains.

Contributions aux chapitres de l'ouvrage

Richmond Atta-Ankomah est économiste du développement et directeur de recherche à l'Institut de recherche statistique, sociale et économique (ISSER) de l'université du Ghana. Il est titulaire d'un doctorat de l'Université ouverte (Open University), au Royaume-Uni. Avant de rejoindre l'ISSER début 2017, Richmond a travaillé en tant que chercheur associé à l'Unité des politiques et pratiques de développement, à l'École des sciences sociales et des études mondiales, à l'Université ouverte. Il est également chercheur associé au Centre d'Excellence Africain pour la Recherche sur les Inégalités (ACEIR) depuis 2018 et a été chercheur invité à l'Université ouverte entre 2017 et 2019. Son intérêt pour la recherche converge largement autour des questions de développement concernant les ménages et les entreprises en Afrique subsaharienne. Il possède une vaste expérience dans la conception et la mise en œuvre de divers protocoles de recherche, y compris ceux utilisés dans le cadre des évaluations d'impact.

Fabio Andrés Díaz Pabón est chargé de recherche sur la question des Objectifs de développement durable (ODD) et de l'Agenda 2063 (A2063) de l'Union africaine, au Centre d'excellence africain pour la recherche sur les inégalités (ACEIR) de l'université du Cap, en Afrique du Sud. Chercheur associé honoraire au département d'études politiques et internationales de l'université Rhodes en Afrique du Sud. Il est membre du groupe de recherche « Comunicación y Democracia » rattaché à l'université de Tolima en Colombie. Diaz Pabon est un chercheur transdisciplinaire qui aborde de manière critique les défis mondiaux en intégrant les enseignements de plusieurs domaines, notamment l'économie, les études sur le développement, la sociologie, la science politique et la pensée systémique. Ses domaines d'expertise et ses travaux récents comprennent : la politique, l'économie du développement, la pauvreté, les inégalités, les mouvements sociaux, la justice transitionnelle, les impacts du changement climatique et du dérèglement climatique sur le développement, la gouvernance et la responsabilité. Ses domaines de recherche actuels portent sur les défis à relever pour atteindre les ODD et l'Agenda 2063 en Afrique ; le rôle des traités internationaux, tels que le protocole de Maputo, dans la réduction des inégalités de genre en Afrique ; l'impact de l'innovation technologique sur les résultats en matière de développement ; et l'interaction entre les revenus du travail et les revenus du capital dans le conditionnement des inégalités de revenus et de richesse.

Hélène Djoufelkit est directrice du département Diagnostics économiques et politiques publiques à l'AFD au sein de la direction Innovation, stratégie et recherche. Elle a commencé sa carrière à l'AFD en 2004 dans l'équipe de recherche, travaillant principalement sur le lien entre les rentes économiques et le développement dans les pays riches en ressources naturelles, sur la macroéconomie de la zone du franc CFA, et sur les instruments de financement innovants, tels que le mécanisme de suspension du service de la dette pour les prêts de l'AFD. En 2008, elle a été nommée conseillère principale de l'administrateur pour la France au FMI et à la Banque mondiale, en charge des questions africaines. À partir de 2012, elle a été pendant quatre ans directrice adjointe nationale du bureau de l'AFD en Égypte. Elle est retournée

à Paris en 2016 et a occupé le poste de chef de l'unité de la stratégie et de la responsabilité de l'entreprise. Elle est titulaire d'un doctorat en économie du développement du Centre d'études et de recherches sur le développement international (CERDI).

Samuel Kipruto est analyste principal et conseiller pour le projet kényan de plateforme nationale d'information pour la nutrition, une initiative de la Commission européenne soutenue par le Département du développement international du Royaume-Uni et la Fondation Bill & Melinda Gates. Avant d'occuper son poste actuel, il était économiste et statisticien principal au Bureau national des statistiques du Kenya, avec plus de 25 ans d'expérience dans les domaines de la conception d'enquêtes, de la collecte, du traitement et de l'analyse des données, avec un fort penchant pour la nutrition, la pauvreté et les inégalités. Il possède beaucoup d'expérience dans le traitement de grands ensembles de données, y compris les recensements et les sondages de grande ampleur. Il est titulaire d'une maîtrise en gestion des politiques économiques de l'université du Ghana, à Legon, et d'une licence en sciences de l'université Kenyatta. Il est actuellement membre du Centre d'excellence africain pour la recherche sur les inégalités, au pôle de l'Afrique de l'Est, et travaille sur les tendances et le diagnostic des inégalités au Kenya, ainsi que sur l'impact de la politique fiscale sur les inégalités et la pauvreté, parmi d'autres projets au Kenya.

Damiano Kulundu Manda est professeur associé d'économie au département d'économie et d'études du développement de l'université de Nairobi. Il est titulaire d'un doctorat en économie de l'université de Göteborg, en Suède, ainsi que d'une maîtrise et d'une licence en économie de l'université de Nairobi. Il a 34 ans d'expérience dans l'enseignement universitaire et plus de 25 ans dans l'enseignement et la supervision de travaux de recherche et de thèses de troisième cycle. Il possède une vaste expérience dans la gestion de la recherche au sein d'institutions nationales et de réseaux de recherche internationaux. Ses domaines de recherche couvrent la recherche appliquée sur les marchés du travail, les inégalités, la pauvreté, le genre, le changement climatique et d'autres questions transversales. Par le passé, Manda a occupé le poste de directeur associé de l'École d'économie de l'université de Nairobi (2017-2019), de chef du département du secteur social à l'Institut kényan de recherche et d'analyse des politiques publiques (KIPPRA) et de directeur de la recherche au Consortium pour la recherche économique en Afrique (CREA). Il est actuellement coordinateur du pôle kényan du Centre d'excellence africain pour la recherche sur les inégalités à l'université de Nairobi. Il est chercheur et membre du CREA, du Centre d'excellence africain pour la recherche sur les inégalités, du Centre de recherche d'excellence sur les inégalités, la pauvreté et la privation et de l'Association économiste du Kenya. Il a travaillé comme consultant pour la Banque mondiale, l'UNU-WIDER et l'UNICEF, entre autres.

Monica Lambon-Quayefio est chercheure en microéconomie appliquée dont les recherches portent en général sur le genre et les marchés du travail, la protection sociale, l'éducation et les innovations numériques dans l'agriculture. Dans ses recherches, elle adopte un mélange d'approches expérimentales et d'autres méthodes quantitatives pour explorer l'impact des interventions et des politiques. Affiliée au Laboratoire d'action contre la pauvreté Abdul

Latif Jameel (J-PAL), elle est actuellement maître de conférences au département d'économie de l'université du Ghana. Elle est titulaire d'un doctorat en économie de l'université Clark du Massachusetts (États-Unis), où elle a également obtenu une maîtrise en économie.

Jacqueline Mosomi est une économiste avec plus de 10 ans d'expérience spécialisée dans la microéconomie, l'économie du travail et l'analyse et la gestion des données d'enquêtes auprès des ménages. Les recherches de Mosomi sont consacrées à la compréhension et à la prise en compte des disparités de genre dans les résultats économiques, en particulier dans les contextes des pays en développement. Elle a obtenu son doctorat en économie à l'université du Cap en 2019, en étudiant les tendances de l'écart salarial entre les hommes et les femmes sur le marché du travail. Ses recherches actuelles se situent toujours au croisement du genre, des marchés du travail et du développement économique, et cherchent à orienter l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes et à promouvoir une croissance économique inclusive et des résultats sociétaux équitables.

Reuben Mutegi est maître de conférences en planification et économie de l'éducation à l'École d'éducation de l'université de Nairobi, au Kenya. Il est titulaire d'un doctorat en planification de l'éducation et d'une maîtrise en planification et économie de l'éducation de l'université de Nairobi. Ses domaines de recherche sont les politiques d'éducation et de santé, l'évaluation d'impact, le suivi et l'évaluation, les dynamiques du travail, les inégalités, la comptabilité intergénérationnelle et les dividendes démographiques. Il fait partie de l'équipe de recherche des projets internationaux « National Transfer Account » (NTA) et « Counting Women Work » (CWW). Reuben a précédemment travaillé à l'Université internationale des États-Unis en Afrique. Il a reçu une bourse ARUA-Carnegie Early Career Research Fellowship en 2022.

Germano Mwabu est professeur émérite d'économie à l'université de Nairobi. Ses recherches portent sur l'analyse de la pauvreté et des inégalités, l'économie de la santé, les comptes de transfert nationaux et l'économie du développement. Il a codirigé (avec le professeur Erik Thorbecke) un projet de recherche collaboratif du CREA sur la pauvreté, la distribution des revenus et les marchés du travail en Afrique subsaharienne de 1998 à 2005. Il a occupé des postes de chercheur à court terme à Göteborg, Kobe, Brookings, Louvain, Cornell et à la Banque mondiale. De nationalité kényane, il est titulaire d'un doctorat en économie de l'université de Boston (États-Unis).

Moses Kinyanjui Muriithi est titulaire d'un doctorat en économie de la santé de l'université de Nairobi. Il est actuellement professeur associé d'économie au département d'économie et d'études de développement (DEDS) de la même université. Il dirige le secteur d'économie du DEDS. Au-delà de l'enseignement, il participe à des activités de recherche et de conseil, notamment auprès des ministères kényans de la santé, de la planification et des finances, ainsi qu'auprès d'organisations internationales telles que l'OMS, l'USAID, l'ONUSIDA, l'UNICEF, la Banque mondiale, le CRDI, la Fondation des Nations unies, le *World Resource Institute* (WRI), le CREG et le CREA. Il a plus de 18 ans d'expérience en direction et recherche appliquée dans les domaines de l'économie de la santé, de la pauvreté et des inégalités, du travail des femmes,

de l'économie du développement, de la finance, des comptes de transfert nationaux, de la santé mondiale, du changement climatique et de l'analyse du rapport coût-efficacité. Il est notamment affilié au Centre africain d'excellence pour la recherche sur les inégalités (ACEIR), hébergé par l'université du Cap, en Afrique du Sud ; au *Global National Transfer Accounts* (Global NTA), basé aux universités d'Hawaï et de Berkeley ; au projet RAAMP (Washington, D.C.) ; au CREG à Dakar, au Sénégal ; et au Consortium pour la recherche économique en Afrique (CREA) à Nairobi. Il donne des cours de maîtrise et de doctorat en économie de la santé au *Joint Facility for Electives* du CREA, basé à Nairobi. Il est vice-président du comité exécutif du Global NTA.

Abena D. Oduro est professeur associé au département d'économie de l'université du Ghana, à Legon. Ses recherches actuelles portent sur les questions de l'autonomisation économique des femmes, le genre et la politique commerciale, le genre et la sécurité de l'emploi, ainsi que l'analyse de la pauvreté, des inégalités et de la vulnérabilité. Elle a publié des ouvrages sur l'élaboration de budgets en prenant en compte les questions de genre, sur la violence entre partenaires intimes et sur le genre et la propriété d'actifs. Elle est rédactrice en chef adjointe de *Feminist Economics* et est l'une des co-rédactrices du numéro spécial de la revue intitulé « Gendering the Debt Crisis: Feminist Political Economy Perspectives on Debt and the Global South ». Elle est membre de l'Association internationale pour une économie féministe et du Centre d'excellence africain pour la recherche sur les inégalités. Ses publications récentes sont : V. Acheampong, et A. D. Oduro (2024), « Gender and Development », *in* P. Carmody et J. T. Murphy (dir.), *Handbook of African economic development*, Cheltenham, Edward Elgar ; A. D. Oduro et H. Swaminathan (2024), « Individualising wealth and asset measures in the global south: Challenges and new directions for research », *in* F. Bennet, S. Avram et S. Austen (dir.), *A research agenda for financial resources within the household*, Cheltenham, Edward Elgar.

Robert Darko Osei est professeur associé à l'Institut de recherche statistique, sociale et économique (ISSER) de l'université du Ghana, à Legon, et vice-doyen de l'École des études supérieures de l'université du Ghana. Ses principaux domaines de travail sont la pauvreté évaluative et la recherche sur le monde rural, les effets des politiques fiscales à grande et petite échelles, l'efficacité de l'aide et d'autres questions de politique de développement économique. Darko Osei a obtenu son doctorat à l'université de Nottingham, au Royaume-Uni, en étudiant l'aide, le commerce et la croissance dans les zones rurales du Ghana.

Annalena Oppel est chargée de recherche au sein du programme *Atlantic Fellows for Social and Economic Equity*, où elle contribue à l'élaboration du programme de bourses, à l'enseignement et au mentorat. Ses travaux portent sur des approches interdisciplinaires de la recherche sur les inégalités, en particulier celles qui se concentrent sur les perceptions des inégalités, les préférences politiques et l'incertitude économique. Elle travaille également sur la protection sociale et la fiscalité dans les pays du Sud. Elle s'intéresse également aux initiatives qui repensent la recherche et la pratique du développement dans une optique décoloniale. Avant de rejoindre la *London School of Economics*, elle était chargée de recherche à l'UNU WIDER, chercheuse invitée à l'université de Harvard et elle travaille aujourd'hui en tant que consultante avec des partenaires tels que la GIZ, le GDN et l'ODI. Elle est titulaire d'un doctorat en études du développement de l'Institut d'études du développement de l'université du Sussex.

Nkechi S. Owoo est professeur associée d'économie à l'université du Ghana. Ses recherches portent sur l'économétrie spatiale, l'économie de la santé et de la démographie, la pauvreté et les inégalités, l'économie au prisme du genre, ainsi que le changement climatique et la durabilité environnementale. Elle est également titulaire d'un certain nombre de bourses de visite et de recherche locales et internationales. Elle a été chercheure invitée au sein du groupe de recherche sur l'économie du développement (DECRG) de la Banque mondiale à Washington, D.C., et est également chercheure non-résidente au Centre pour le développement mondial (CGD) à Washington, D.C., ainsi qu'à l'Institut d'économie du travail IZA, à Bonn, en Allemagne. Elle est également associée au Partenariat pour la politique économique (PEP) à Nairobi, au Kenya, ainsi qu'au Centre africain d'excellence pour la recherche sur les inégalités et à l'Institut de l'environnement pour le développement (EfD), tous deux à Accra, au Ghana. Elle a été chargée de recherche principale non-résidente à l'Institut sur la population à Washington, D.C., et chargée de recherche invitée à l'université Cornell et à l'université du Michigan, toutes deux aux États-Unis, ainsi qu'à l'université de Pretoria en Afrique du Sud et à l'université de Bristol au Royaume-Uni. Elle représente actuellement la région Afrique au conseil d'administration de l'Union internationale pour l'étude scientifique de la population (UIESP), basée en France, et est chercheuse invitée au Laboratoire d'action contre la pauvreté Abdul Latif Jameel (J-PAL). Owoo a fait partie de la série « Featured Economist » de l'Association économique internationale (AIE), ainsi que de la série de blogs « African Scholar Spotlight » du J-PAL. Elle a également été consultante pour la Banque mondiale, l'Organisation internationale du travail (OIT), l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI), le Fonds international d'urgence pour l'enfance des Nations unies (UNICEF), ainsi que le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE).

Cecilia Poggi est économiste et chargée de recherche en protection sociale à l'AFD. Ses projets portent sur l'évolution des systèmes de protection sociale et l'extension des programmes, l'étude des vulnérabilités des ménages et des travailleurs, ainsi que sur le renforcement des réglementations visant à promouvoir des emplois décents. Poggi mène également des recherches approfondies sur le rôle du travail informel, les plateformes numériques de travail pour les travailleurs dans les pays émergents et en développement et les inégalités de genre. Elle a suivi une formation d'économiste du développement avec une spécialisation en économie du travail et en analyse quantitative, pour obtenir une maîtrise en économie du développement et un doctorat en économie à l'université du Sussex, au Royaume-Uni. Avant de rejoindre l'AFD en 2018, Cecilia a travaillé comme consultante pour des instituts de recherche, la Banque mondiale et l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture sur des questions liées à l'emploi, la migration, la pauvreté et les outils de collecte de données pour les ménages et les entreprises.

Serge Rabier est socio-démographe à l'AFD. Il initie et coordonne des programmes de recherche sur les questions de population et les thèmes liés à l'égalité de genre. Il est diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et titulaire d'un doctorat en démographie de l'université Sorbonne Paris Cité. Après une carrière dans le secteur bancaire, le conseil et l'ingénierie pédagogique en France et en Asie du Sud-Est, il concentre ses pratiques et ses recherches sur la prise en compte

et l'intégration du genre dans les politiques publiques, notamment en matière de santé et de droits sexuels et reproductifs, et de politiques de population en tant que directeur exécutif d'une organisation de développement (2001-2015). Il effectue différentes missions en tant qu'expert sur les questions de genre dans les politiques de population, notamment au sein de la Banque africaine de développement (2018-2019). Entre 2012 et 2018, il a travaillé comme maître de conférences associé en politiques de développement aux universités Paris Descartes et Paris 1 Panthéon-Sorbonne (dans les programmes de master). De 2013 à 2019, il a été membre du Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes, instance de conseil auprès du Premier ministre français. En septembre 2019, il rejoint l'Agence française de développement en tant que chargé d'études au sein du département Diagnostics économiques et politiques publiques.

Mike Savage est professeur de sociologie à la *London School of Economics*, où il a été l'un des membres fondateurs et co-directeur de l'Institut international sur les inégalités, l'un des principaux centres mondiaux d'enseignement et de recherche sur les questions des inégalités multidimensionnelles. Il est l'un des principaux sociologues spécialisés dans les classes et strates sociales, et ses recherches avec la BBC sur la Great British Class Survey ont suscité l'intérêt du public lors de son lancement en 2013. Il est membre de la British Academy et a reçu le prix Seigfried Landshut de l'Institut de recherche sociale de Hambourg en 2023. Parmi ses publications récentes, citons *Social Class in the 21st Century* (2015), dont il est coauteur, et *The Return of Inequality: Social Change and the Weight of the Past* (2021).

Muna Shifa est directrice de recherche au sein l'unité de recherche sur le travail et le développement en Afrique australe (SALDRU) de l'université du Cap. Elle est également membre de l'équipe de recherche du Centre d'Excellence Africain pour la Recherche sur les Inégalités (ACEIR). Ses recherches portent sur la mesure de la pauvreté et des inégalités multidimensionnelles, les inégalités socio-économiques en matière de santé, la vulnérabilité sociale liée au changement climatique, les impacts du changement climatique et les résultats en matière de bien-être, les inégalités et les conflits, la cohésion sociale et les inégalités, les inégalités de genre et les inégalités intersectionnelles, les régimes fonciers et les moyens de subsistance en milieu rural. Elle est titulaire d'un doctorat et d'une maîtrise en économie de l'université du Cap, ainsi que d'une licence en statistiques de l'université d'Addis-Abeba, en Éthiopie.

Linda Zanfini est économiste du développement. Elle est responsable de la recherche sur l'éducation, la formation et l'insertion professionnelle à l'Agence française de développement. Ses travaux portent également sur les institutions et les systèmes de recherche des pays du Sud. Avant de rejoindre le département de recherche de l'AFD, elle a travaillé à évaluer les politiques de coopération, au titre de conseillère politique au sein du ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères, et à la direction de la stratégie de l'AFD où elle était chargée de la responsabilité sociale des entreprises. Elle a également enseigné à l'université de Paris-Sud. Elle est titulaire d'un doctorat en économie du développement de l'université de Paris Ouest-Nanterre La Défense.

Claire Zanuso est responsable de l'équipe d'évaluation d'impact à l'Agence française de développement. Elle a rejoint l'AFD en 2016 et a depuis dirigé le développement des évaluations d'impact, y compris les évaluations d'impact géospatial (EIG) au sein du portefeuille d'évaluations de l'agence. Zanuso est titulaire d'un doctorat en économie du développement de l'université Paris-Dauphine. Ses recherches actuelles portent sur le marché du travail, les aspirations des jeunes et l'évaluation de l'impact des infrastructures durables dans les pays en développement.

Mary Zhang est chargée de recherche et maître de conférences en études mondiales et régionales à l'université d'Oxford. Elle est chercheuse en politique sociale. Ses recherches visent à favoriser un avenir équitable, inclusif et durable pour les groupes marginalisés et vulnérables de nos sociétés. Son travail s'articule autour de trois axes principaux : (1) étudier les points d'intersection entre la pauvreté, la marginalité, la justice sociale et d'autres défis d'ampleur, tels que l'insécurité alimentaire et le changement climatique ; (2) renforcer l'égalité de genre, en établissant un lien entre l'autonomisation des femmes et des minorités sexuelles et de genre dans les chaînes de valeur mondiales et la qualité de la gouvernance ; et (3) promouvoir le développement durable, en abordant les défis environnementaux et climatiques et les stratégies d'adaptation pour une transition juste vers un avenir plus durable. Ses travaux bénéficient d'un soutien solide de la part d'instituts de financement réputés, tels que l'UKRI, l'ESRC, le NERC et le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF). Elle utilise un ensemble de méthodes quantitatives et qualitatives avancées et innovantes.

Rocco Zizzamia est chercheur post-doctoral au Centre d'étude des économies africaines au département d'économie et à l'Oxford Martin School, à l'Université d'Oxford. Il est affilié au Somerville College en tant que « jeune chercheur Fulford » (2023-2025). Ses recherches portent sur la protection sociale et les marchés du travail. Ses travaux actuels emploient des méthodes expérimentales pour étudier le potentiel des innovations dans la conception et la mise en œuvre des systèmes de protection sociale afin d'accroître la résilience des ménages à la pauvreté et aux événements climatiques extrêmes tels que les inondations et les sécheresses. Par le passé, il a étudié les marchés du travail, les inégalités, la réduction de la pauvreté, la dynamique de la pauvreté et la stratification sociale, en utilisant diverses méthodes, notamment des enquêtes longitudinales, des enquêtes de terrain, des études qualitatives et des expériences comportementales en laboratoire. Il est chercheur affilié à l'unité de recherche SALDRU et directeur de publication d'une série de documents de travail de la CSAE.

Introduction

Historique et contexte

En 2015, l'adoption de l'Agenda 2030 pour le développement durable a signé l'engagement des dirigeants mondiaux à réduire les inégalités. Un objectif de développement durable (ODD) répond à cet enjeu, il s'agit de l'ODD 10, qui vise à « réduire les inégalités entre les pays et dans leur sein ». Cela découle de deux constatations. Tout d'abord, en s'attaquant aux inégalités, le but d'éradiquer l'extrême pauvreté peut être atteint plus rapidement. Ensuite, les niveaux actuels d'inégalités sont élevés dans de nombreux pays, ce qui a des conséquences significatives sur les trajectoires de développement de ces pays. Les fortes inégalités peuvent entraver la croissance, la stabilité macroéconomique et la réduction de la pauvreté. Les inégalités socio-économiques peuvent en effet être à l'origine d'une instabilité politique, sociale et économique et compromettre la résilience nécessaire pour s'adapter aux chocs. Il est donc essentiel de réduire les inégalités, non seulement pour éradiquer la pauvreté, mais aussi pour permettre l'atteinte des objectifs en termes de justice sociale, de cohésion et développement.

Dans *Development as Freedom* (Sen, 2000), Sen aborde la question des inégalités sous l'angle des capacités. Il souligne que les inégalités de revenus peuvent être très différentes des inégalités qui surviennent dans d'autres « espaces », comme celui du bien-être, de la liberté et de différents éléments constitutifs de la qualité de vie. Il peut ainsi s'agir de la santé, du travail, de l'éducation et de la protection sociale, soulignant ainsi que les inégalités sont un phénomène multidimensionnel. Une approche holistique est donc nécessaire pour traiter pleinement les différents facteurs de ces inégalités, ainsi que leurs conséquences.

Telle a été l'approche du programme intitulé « Facilité de recherche UE-AFD sur les inégalités », dans le cadre duquel plus de 100 articles ont été publiés depuis 2017. L'un des principaux partenaires de ce programme est le Centre d'Excellence Africain pour la Recherche sur les Inégalités (ACEIR), dont l'objectif est de contribuer à une compréhension approfondie,

multidimensionnelle et interdisciplinaire des inégalités dans différents contextes nationaux africains, ainsi qu'à une compréhension continentale et mondiale de la façon dont les inégalités peuvent être surmontées. Le contenu de l'ouvrage s'appuyera sur des recherches approfondies menées à la fois dans le cadre de la Facilité de recherche UE-AFD sur les inégalités et par le réseau des chercheurs de l'ACEIR.

Nous nous concentrerons ainsi sur les inégalités économiques et sociales en Afrique, les premières se rapportant principalement aux disparités de revenus ou de richesse, et les secondes à l'inégalité des chances, y compris les disparités d'accès aux services, aux soins de santé ou à l'éducation, ou à un emploi décent, entre autres. Nous examinons les inégalités verticales, entre les individus ou les ménages, ainsi que les inégalités horizontales entre les groupes (concernant le genre, l'appartenance ethnique, la religion, la race ou l'espace).

Parmi les tendances mondiales marquantes des dernières décennies, la diminution de la pauvreté extrême représente l'une des plus importantes. Dans ce contexte mondial, la dynamique africaine est particulièrement intéressante. Au cours des trente dernières années, l'Afrique a connu une forte accéleration de sa croissance économique. Cependant, les progrès en matière de réduction de la pauvreté ont été lents. L'incidence de la pauvreté en Afrique est plus élevée qu'ailleurs et, bien que le continent ait bénéficié d'un épisode de « croissance miraculeuse », cela ne s'est pas traduit par une réduction massive de la pauvreté comme cela a été le cas dans d'autres régions. Ainsi, une proportion considérable d'individus est exclue de cette croissance, qui, par conséquent, n'est pas inclusive en Afrique. Il est donc probable que les inégalités élevées et croissantes, ainsi que les caractéristiques de ces inégalités soient les principaux facteurs de l'incapacité à traduire la croissance économique en réduction de la pauvreté (Clementi *et al.*, 2022).

L'Afrique abrite sept des dix pays les plus marqués au monde par les inégalités, tandis que le continent souffre d'inégalités extrêmes d'après les normes internationales (Odusola *et al.*, 2017 ; Chancel *et al.*, 2019). Le continent présente également l'écart le plus élevé entre les 10 % des plus hauts revenus et les 50 % les plus bas, un chiffre supérieur à la valeur constatée dans d'autres régions d'inégalité extrême. (Chancel *et al.*, 2019). En 2019, en Afrique, les 10 % les plus riches ont en moyenne touché 54 % de l'ensemble des revenus , tandis que les 50 % les plus pauvres n'en ont touché que 9 % (Chancel *et al.*, 2023). Au-delà des inégalités de revenus, l'impact à long terme du colonialisme en Afrique a entraîné une transmission intergénérationnelle de la richesse, du foncier, de l'éducation et de la santé, ce qui est à l'origine de la persistance des inégalités sur le continent.

En raison de la nature particulière des inégalités sur son sol et de son poids croissant dans l'ensemble des inégalités dans le monde, il est essentiel que l'Afrique participe pleinement aux discussions mondiales sur la question. Le débat mondial présente d'importantes lacunes en matière de recherche et de politiques en ce qui concerne le contexte africain. En outre, la voix de l'Afrique est de plus en plus importante puisque l'Afrique subsaharienne constitue le principal moteur de la croissance démographique mondiale. La population africaine est en moyenne très pauvre et se situe principalement dans la partie inférieure de la distribution

mondiale des revenus. Elle joue donc un rôle crucial dans le débat sur les inégalités dans le monde. En s'appuyant sur des recherches récentes sur les inégalités, cet ouvrage met en lumière la dynamique des inégalités en Afrique, dont la distribution des opportunités et des résultats.

L'étude des inégalités a gagné en importance ces dernières années, avec la publication de plusieurs ouvrages très remarqués montrant que la réduction des inégalités, reflet de ce qui caractérise une société, traduit la croissance économique en réduction de la pauvreté et en développement de manière plus générale (Bourguignon, 2004). Cela inclut d'importantes recherches sur les inégalités en Afrique, ainsi que des rapports fondamentaux publiés ces dernières années (Odusola *et al.*, 2017 ; Banque mondiale, 2022a ; Chancel *et al.*, 2023). Ces travaux soulignent notamment que l'Afrique australe est la sous-région la plus inégalitaire au monde. En outre, compte tenu des données actuellement disponibles et des limites qu'elles présentent en termes de disponibilité et de qualité, la capacité à mener des recherches et à fournir des résultats probants sur la diminution des inégalités en Afrique est fortement limitée.

Ce livre apporte sa pierre à ces analyses en présentant une perspective globale et approfondie sur les inégalités en Afrique. Il comprend une série d'études de cas sur des pays tels que le Ghana, le Kenya, l'Afrique du Sud, le Burkina Faso, la Zambie et le Malawi, capturant ainsi les différences et les similitudes des inégalités africaines à partir d'un large éventail de perspectives. En comprenant les principaux défis à relever et en identifiant les lacunes les plus importantes en matière de connaissances, cet ouvrage dresse un bilan important et propose des idées nouvelles concernant la recherche sur les inégalités en Afrique.

Messages clés

Partie 1 : État des lieux

1. *La vue d'ensemble des inégalités en Afrique montre une hétérogénéité à plusieurs échelles, avec des niveaux et des tendances très différents d'une région et d'un pays à l'autre, dans le cadre d'un niveau global d'inégalités très élevé en Afrique, ainsi que différents freins et limites à la mesure, la compréhension et la conceptualisation des inégalités (Chapitre 1).*

Un fil conducteur se dégage autour des inégalités élevées et croissantes dans de nombreux pays africains. Il est clair qu'une analyse détaillée et contextuelle est cruciale pour prendre en compte les spécificités socioculturelles et institutionnelles et les facteurs historiques qui ont façonné la trajectoire du continent.

2. *Pour saisir la stratification et l'aspect pluridimensionnel des inégalités en Afrique, il est nécessaire de disposer de meilleures données, qui aillent au-delà des revenus et de la consommation (Chapitre 2).*

Étant donné que les inégalités multidimensionnelles se conjuguent pour produire des niveaux agrégés d'inégalités, il est nécessaire de quantifier chacune des dimensions et chacun des aspects des inégalités. Cependant, la disponibilité de données à long terme régulières et de bonne

qualité est assez rare en Afrique. Certaines avancées méthodologiques récentes combinent les données fiscales, les comptes nationaux et les données d'enquête afin de répondre à certains problèmes liés à l'estimation des inégalités de richesses et de revenus sur la base des seules données d'enquête.

Partie 2 : Analyser et réduire les inégalités multidimensionnelles

3. *L'éducation et la santé sont des aspects essentiels du bien-être des personnes et les inégalités qui concernent ces deux domaines réduisent fondamentalement les chances de participer au marché du travail, ce qui génère et amplifie les inégalités des revenus (Chapitre 3).*

Les disparités en matière d'accès aux soins de santé, d'état de santé et de niveau d'éducation sont dues, pour l'essentiel, à des facteurs similaires tels que la situation socio-économique et la pauvreté des ménages, la situation géographique et le genre. Les normes sociales sont également des facteurs déterminants pour l'accès des ménages et des femmes à des soins de santé et à une éducation de qualité. Collectivement, ces inégalités déterminent les possibilités pour les individus d'échapper à la pauvreté et de progresser dans la distribution des revenus grâce à des conséquences favorables sur le marché du travail.

4. *Avec une part importante d'emplois informels et précaires, un secteur formel relativement restreint et une grande précarité parmi les jeunes, la dynamique du marché du travail est essentielle pour comprendre la dynamique des inégalités en Afrique (Chapitre 4).*

Les inégalités salariales sont relativement élevées dans de nombreux contextes africains. Outre la dispersion des salaires, les taux de chômage sont eux aussi très élevés dans certains pays, en particulier en Afrique australe. Les pays où les taux de chômage sont très bas ont tendance à avoir des secteurs informels très importants, ce qui est source de préoccupation quant au sous-emploi, à la précarité et à la vulnérabilité des personnes employées dans ces secteurs. Pour ce qui est des inégalités horizontales, les femmes sont plus susceptibles de trouver un emploi dans le secteur informel ou d'occuper un emploi indépendant, et sont également plus susceptibles d'effectuer des activités familiales non rémunérées. Ces écarts d'emploi et de salaire s'appliquent également à certains groupes raciaux et ethniques dans certains pays. Enfin, c'est en Afrique que l'on trouve le plus grand nombre de jeunes qui ne sont ni en emploi, ni en études, ni en formation (NEET).

5. *Les inégalités entre les hommes et les femmes, profondément marquées dans les pays africains, se situent au carrefour de plusieurs types d'inégalités, et persistent dans trois dimensions : économique (participation aux activités génératrices de revenus, accès aux ressources et à leur propriété), sociale (accès à la santé et à l'éducation) et politique (participation à la prise de décision au niveau des ménages, de la communauté et du pays) (Chapitre 5).*

L'influence des normes et des stéréotypes liés au genre est considérable dans tous les contextes africains. Les inégalités entre les genres sont particulièrement manifestes au sein du foyer, les femmes n'ayant souvent qu'un pouvoir de décision limité et peu voix au chapitre, chargées d'un lourd fardeau de tâches non rémunérées et souvent victimes de violences domestiques. Ces inégalités sont étendues à la communauté et à la société à travers des règles formelles et des normes informelles. Cette discrimination à l'égard des femmes contraint fortement

les sociétés africaines. Le processus d'élaboration des politiques doit tenir compte de la dimension de genre afin de limiter la discrimination à l'égard des femmes dans les sphères sociale, économique et politique.

6. *Les inégalités spatiales à l'intérieur d'un pays, en termes d'accès aux services de base (électricité, assainissement et eau potable) est une composante clé des inégalités nationales dans la plupart des pays africains, et a de graves conséquences pour la santé, l'éducation et les opportunités d'emploi sur le marché du travail (Chapitre 6).*

Les inégalités spatiales qui persistent encore aujourd'hui en Afrique découlent des passés coloniaux des pays, qui ont eu un impact sur la nature du cadre institutionnel et politique post-indépendance de chaque pays. L'importance des inégalités spatiales est mise en évidence par les fortes disparités entre différentes régions en termes de caractéristiques démographiques des ménages, telles que le genre du chef de ménage, les niveaux d'éducation au sein du ménage et la composition raciale ou ethnique d'une région.

7. *En Afrique, l'exode rural est un phénomène d'ampleur dans de nombreux pays et les mouvements migratoires internationaux sont considérables. La plupart de ces mouvements se produisent au sein de la région, et les inégalités en sont à la fois une cause et une conséquence (Chapitre 7).*

Les contraintes financières et sociales de la migration sont corrélées aux inégalités dans les régions d'origine. Les individus en situation de pauvreté et de vulnérabilité et ceux qui sont victimes de discrimination ne sont souvent pas en mesure de partir. Une fois que la migration a lieu, elle peut avoir des effets directs et indirects sur les inégalités. Les effets directs se produisent par le biais des envois de fonds aux ménages migrants, qui modifient alors la structure des dépenses de leur ménage. Les effets indirects se manifestent principalement par des changements sur le marché du travail au sein des communautés de départ ainsi que dans les communautés d'accueil et en raison des nouveaux modèles de dépenses et d'investissements. Au-delà des inégalités économiques, les normes et les institutions ainsi que le changement climatique sont des forces contemporaines majeures qui façonnent les liens entre migration et inégalités.

8. *Les données relatives à la mobilité intergénérationnelle (entre les générations) et intragénérationnelle (au cours de la vie d'une personne) suggèrent que l'immobilité est élevée en Afrique (Chapitre 8).*

Ces données montrent qu'il est impératif de concentrer les politiques sur les facteurs structurels des inégalités de chances ainsi que sur les inégalités qui en découlent en matière de bénéfices, de revenus et de richesses. Il s'agit notamment de politiques et de règles formelles et de normes informelles qui affectent l'accès équitable à des soins de santé et à une éducation de qualité, ainsi que la répartition des opportunités sur le marché du travail, des actifs et des richesses entre les générations et au sein d'une même génération. D'une génération à l'autre, l'avenir des enfants reste fortement lié au statut socio-économique de leurs parents. Au sein des générations, la persistance de la pauvreté, le risque de tomber dans la pauvreté pour de nombreuses personnes et les faibles taux de mobilité ascendante vers la classe moyenne stable et l'élite indiquent une persistance des inégalités tout au long de la vie.

9. *Les politiques de réduction des inégalités peuvent être des instruments conventionnels qui modifient directement les revenus (« à l'intérieur du cadre »), tels que les politiques du marché du travail, les politiques fiscales et les politiques de dépense sociale, mais aussi des politiques qui modifient les relations sociales qui conditionnent les revenus (« à l'extérieur du cadre »), telles que la politique de la concurrence et les périmètres de négociation qui influent sur les avantages relatifs issus du capital et du travail (Chapitre 9).*

Les politiques traditionnelles de réduction des inégalités, telles que les filets de protection sociale, la fiscalité et les politiques du marché du travail, ont été largement appliquées en Afrique, avec plus ou moins de succès. Si elles sont importantes, elles se heurtent à des contraintes particulières dans de nombreux contextes africains, telles qu'un taux élevé d'informalité, une faible industrialisation avec une forte présence de captiaux étrangers et des niveaux de pauvreté élevés. Ces facteurs limitants et l'urgence climatique plaident en faveur de nouvelles politiques qui inclueraient des cadres réglementant l'adoption et le développement de nouvelles technologies, ainsi que des systèmes de partage des actifs et des capitaux.

Partie 3 : Repousser les frontières de la connaissance et enclencher des actions politiques

10. *Le changement climatique est responsable de l'accroissement des inégalités entre les pays et au sein même de ceux-ci, l'Afrique étant touchée de manière disproportionnée par les changements de température et les phénomènes météorologiques extrêmes, alors même que la contribution du continent aux émissions mondiales de CO_2 ne dépasse pas les 5 % (chapitre 10).*

La crise climatique est marquée par d'importantes inégalités entre l'Afrique et le reste du monde, ainsi qu'entre les pays africains et au sein même de ceux-ci, la vulnérabilité aux effets climatiques étant fortement liée aux revenus et à la richesse. Il est donc impératif de mieux comprendre les inégalités liées au changement climatique, tant entre les pays qu'à l'intérieur de ceux-ci, lors de l'élaboration des mesures d'adaptation et d'atténuation.

11. *Les inégalités ont fortement entravé une croissance économique durable et inclusive en Afrique, il est donc impératif d'élargir la réflexion au-delà de la croissance économique et de prendre en compte les limites environnementales sans équivoque (chapitre 11).*

Jusqu'à présent, les modèles de croissance économique en Afrique n'ont pas été inclusifs en raison de facteurs fondamentaux tels que des niveaux élevés d'inégalités initiales, une forte dépendance à l'égard des industries minières et extractives et une faible réactivité de l'emploi à la croissance économique. Les modèles de croissance économique mondiale n'étaient pas non plus durables d'un point de vue environnemental. Il convient d'accorder une attention particulière aux enjeux de durabilité lors de la mise en place de processus de croissance qui puissent offrir un environnement propice à l'épanouissement de l'ensemble de la population africaine et garantir qu'une croissance inclusive et durable dans les pays développés n'entrave pas le développement des pays à faibles revenus.

Références

Bourguignon, François. 2004. "The Poverty-Growth-Inequality Triangle." Working Paper 125. Indian Council for Research on International Economic Relations, New Delhi.

Chancel, Lucas, Denis Cogneau, Amory Gethin, and Alix Myczkowski. 2019. "Income Inequality in Africa, 1990–2017." WID.world Issue Brief 2019/6. World Inequality Lab. Paris School of Economics and University of California, Berkeley.

Chancel, Lucas, Denis Cogneau, Amory Gethin, Alix Myczkowski, and Anne-Sophie Robilliard. 2023. "Income Inequality in Africa, 1990–2019: Measurement, Patterns, Determinants." *World Development* 163: 106162. https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2022.106162.

Clementi, Fabio, Michele Fabiani, Vasco Molini, and Rocco Zizzamia. 2022. "Are We Really Painting the Devil on the Walls? Polarization and Its Drivers in Sub-Saharan Africa in the Past Two Decades." *Journal of African Economies* 31 (2): 124–46. https://doi.org/10.1093/jae/ejab006.

Odusola, Ayodele F., Giovanni Andrea Cornia, Haroon Bhorat, and Pedro Conceição, eds. 2017. *Income Inequality Trends in Sub-Saharan Africa: Divergence, Determinants and Consequences: Overview*. New York: United Nations Development Programme, Regional Bureau for Africa.

Sen, Amartya. 2000. *Development as Freedom*. New York: Anchor Books. https://search.library.wisc.edu/catalog/999977297202121.

World Bank. 2022. *Inequality in Southern Africa: An Assessment of the Southern African Customs Union*. Washington, DC: World Bank. https://doi.org/10.1596/37283.

PARTIE 1

État des lieux

Chapitre 1

Aperçu des inégalités en Afrique

Anda David, Rocco Zizzamia, Murray Leibbrandt, Rawane Yasser et Vimal Ranchhod

Introduction

Tandis que les programmes de développement ont été principalement axés sur la réduction de la pauvreté en Afrique, les débats sur les inégalités dans le monde ont négligé la question des inégalités en Afrique subsaharienne. Et ce, alors même que l'Afrique compte sept des dix pays les plus inégalitaires au monde et se trouve être une région d'inégalités extrêmes d'après les normes internationales (Odusola *et al.*, 2017 ; Chancel *et al.*, 2019). Ce n'est que récemment que les questions de distribution sont arrivés sur le devant de la scène dans les débats politiques et publics, en raison de la façon dont les inégalités façonnent la croissance inclusive (ou plutôt son absence). Ces dernières années, l'Afrique a connu une forte croissance économique. Cependant, les progrès en matière de réduction de la pauvreté ont été lents, ce qui signifie qu'une part considérable des individus est exclue du processus de croissance. Il est probable que les inégalités élevées et croissantes soient la cause principale de cette incapacité à traduire la croissance en réduction de la pauvreté (Clementi *et al.*, 2022). En effet, l'Afrique présente l'écart le plus important entre les revenus moyens des 10 % d'individus les plus riches et ceux des 50 % les plus pauvres, dépassant ainsi la valeur observée dans d'autres régions où les inégalités sont extrêmes (l'écart est environ 20 fois supérieur à celui d'autres régions, comme le Moyen-Orient, l'Inde ou le Brésil) (Chancel *et al.*, 2019). Cette caractéristique significative des inégalités sur le continent africain mérite d'être analysée et prise en compte à un niveau politique.

Toutefois, plusieurs difficultés peuvent compromettre ce travail d'analyse. Tout d'abord, compte tenu des données actuelles et de leurs limites en termes de disponibilité et de qualité, la capacité à mener des recherches et à fournir des résultats sur les inégalités en Afrique est limitée. La qualité des données en Afrique est en décalage par rapport à d'autres régions : dans la base de données mondiale sur les inégalités de revenus (World Income Inequality Database, WIID), il n'existe que cinq observations de haute qualité par année et par pays des indicateurs de distribution pour l'Afrique subsaharienne entre 1900 et 2006, contre 65 pour l'Amérique centrale et l'Amérique du Sud et 719 pour l'Europe de l'Ouest

(Zizzamia, David et Leibbrandt, 2021). Ensuite, contrairement à la pauvreté, les inégalités ne font pas l'objet d'une approche normative et communément reconnue, étant donné qu'il s'agit d'un concept relatif, aux frontières mouvantes et dépourvu de norme universelle.

Quoi qu'il en soit, la réduction des inégalités est plus complexe que la réduction de la pauvreté, en particulier sur le continent africain. En raison de la forte transmission intergénérationnelle du statut social, engendrée par le passé colonial de l'Afrique, la répartition des actifs est relativement immuable, ce qui rend les inégalités plus persistantes que la pauvreté et la croissance. En outre, les structures qui façonnent les politiques et donc les inégalités, telles que les institutions, les normes sociales et les régimes politiques, n'évoluent pas facilement.

Dans ce chapitre, nous donnons un aperçu de ce que nous savons des inégalités sur le continent africain, tout en soulignant certaines des spécificités et disparités entre les pays. Nous examinons également l'évolution des inégalités en Afrique par rapport à d'autres pays en étudiant la répartition des revenus et des richesses au fil du temps, et nous expliquons les caractéristiques spécifiques des inégalités en Afrique.

Les inégalités en Afrique : niveaux et tendances

Malgré les difficultés énumérées ci-dessus, plusieurs rapports et ensembles de données offrent un aperçu des niveaux et des tendances des inégalités en Afrique. L'Afrique en tant que région apparaît comme ayant les niveaux les plus élevés d'inégalité de revenus. Dans cette section, nous explorons les niveaux et les tendances des inégalités en Afrique, tant pour l'Afrique dans son ensemble qu'au niveau régional et national.

a. Les inégalités dans l'ensemble de l'Afrique

Niveaux

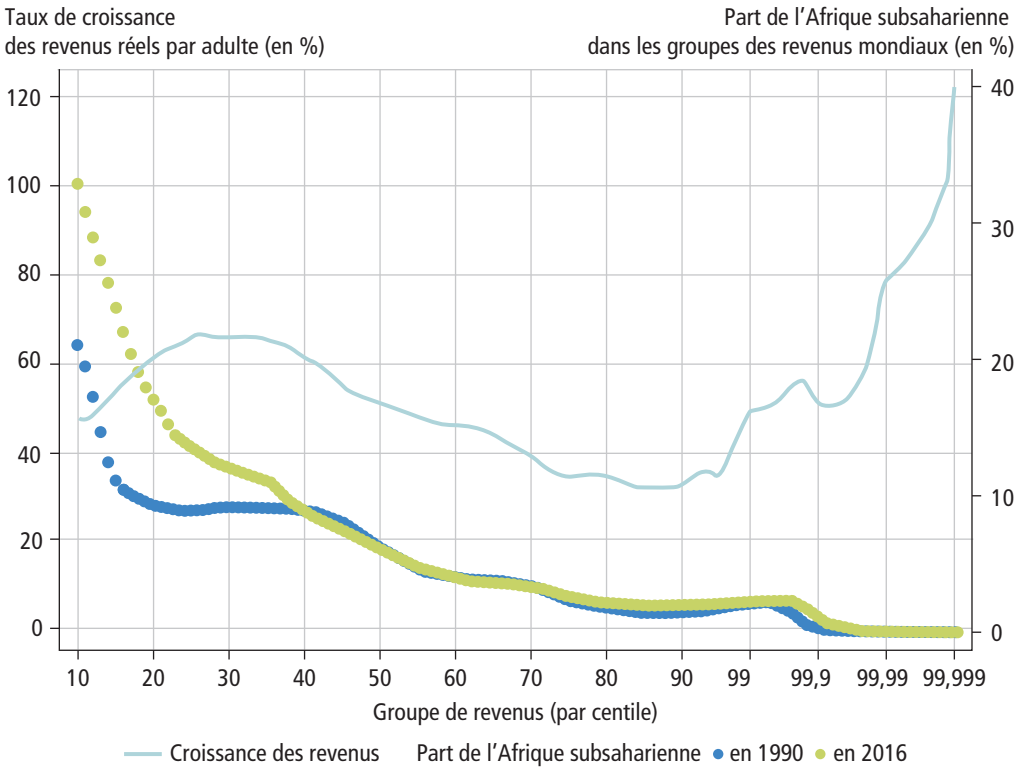
La dernière mise à jour de la base de données sur les inégalités dans le monde (World Inequality Database, WID) estime qu'en Afrique, en moyenne, les 10 % d'individus les plus riches ont touché 54 % de l'ensemble des revenus en 2019, tandis que les 50 % d'individus les plus pauvres n'en ont touché que 9 % (Chancel *et al.*, 2023). Ce chiffre fait de l'Afrique l'un des continents où les inégalités de revenus sont les plus fortes. En Europe, la part des 10 % des revenus les plus élevés représente 34 % de l'ensemble des revenus dans le monde, 47 % aux États-Unis, 55 % en Amérique latine et 61 % au Moyen-Orient. Toutefois, ce qui distingue la répartition des revenus en Afrique, c'est l'écart important entre les 10 % de revenus les plus élevés et les 50 % de revenus les plus bas. Les revenus moyens des 10 % supérieurs sont environ 30 fois plus élevés que ceux des 50 % inférieurs, alors que ce ratio est plus faible dans d'autres régions où les inégalités sont extrêmes, comme le Moyen-Orient, l'Inde ou le Brésil, où ce ratio se situe autour de 20. Ces résultats soulignent la forte polarisation des inégalités en Afrique.

Selon la base de données sur les inégalités de revenus dans le monde (WIID), le coefficient de Gini moyen en Afrique en 2020 est de 0,53, alors qu'il est de 0,41 dans le reste des pays à revenu faible et intermédiaire de la tranche inférieure. (UNU-WIDER, 2023). La limite supérieure de la fourchette des indices de Gini en Afrique dépasse celle du reste des pays en développement, ce qui met en évidence une caractéristique particulièrement distinctive du continent africain, à savoir les inégalités extrêmes. Parmi les pays africains, 76 % (soit 41 pays sur 54) présentent un coefficient de Gini supérieur à l'indice de Gini médian de tous les pays à revenu faible et intermédiaire de la tranche inférieure.

Tendances

Cette perspective sur le niveau récent d'inégalités peut être complétée par l'étude de l'évolution des inégalités en Afrique au cours des dernières décennies. Une reproduction de la « courbe de l'éléphant » de Milanovic (Figure 1.1) présentant la croissance des revenus mondiaux entre 1990 et 2016 montre comment l'Afrique représente une majorité d'individus composant la partie la plus basse de la distribution des revenus (les plus pauvres qui sont exclus de la croissance). Pour analyser la part d'Africains présents dans chaque groupe des revenus mondiaux, nous utilisons les données issues de la base de données sur les inégalités mondiales (WID)[1] de chaque groupe de revenus en 1990 et en 2016 pour reproduire la courbe des inégalités mondiales et de la croissance économique, en plaçant les parts de la population de l'Afrique subsaharienne dans chaque groupe de revenu. La Figure 1.1 montre que la population africaine se concentre de plus en plus dans le quart inférieur de la distribution des revenus, avec 33 % de la population du 10^{e} centile mondial de la distribution des revenus résidant en Afrique subsaharienne en 2016, contre 21 % en 1990, les Africains n'étant pratiquement pas représentés dans le 0,1 % supérieur. Ce graphique montre clairement que la situation de la population africaine s'est en fait détériorée par rapport au reste du monde, puisque la part de l'Afrique dans les 30 % les plus pauvres de la répartition des revenus a en réalité augmenté.

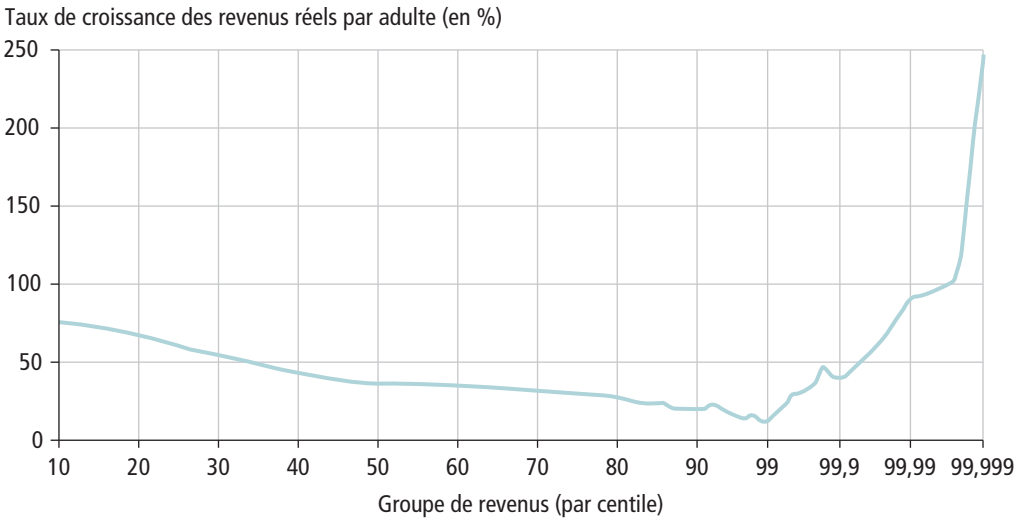
Figure 1.1 Part de l'Afrique subsaharienne[2] dans chaque groupe des revenus mondiaux en 1990 et en 2016



Source : Calculs des auteurs basés sur les fichiers de réplication de WID.world.
Note : Taux de croissance cumulé entre 1990 et 2016 du revenu national avant impôt mesuré en euros indexés sur la parité du pouvoir d'achat de 2016.
Lecture : en 2016, 33 % de la population du 10e centile de la distribution des revenus dans le monde résidaient en Afrique subsaharienne.

Cette perspective peut être complétée par une analyse de l'évolution des inégalités de revenus au cours de cette période. La Figure 1.2 illustre certains aspects en présentant la courbe d'incidence de la croissance en Afrique entre 1980 et 2016. La Figure 1.2 montre la manière dont les inégalités se sont accrues au profit des riches et des très riches sur le continent, améliorant à peine le bien-être d'autres tranches de la population, les 1 % de personnes les mieux rémunérées s'arrogeant 27 % de la croissance totale sur le continent. Une analyse de décomposition montre que 75 % des inégalités en Afrique peut être attribuée aux inégalités internes aux pays (Chancel *et al.*, 2023).

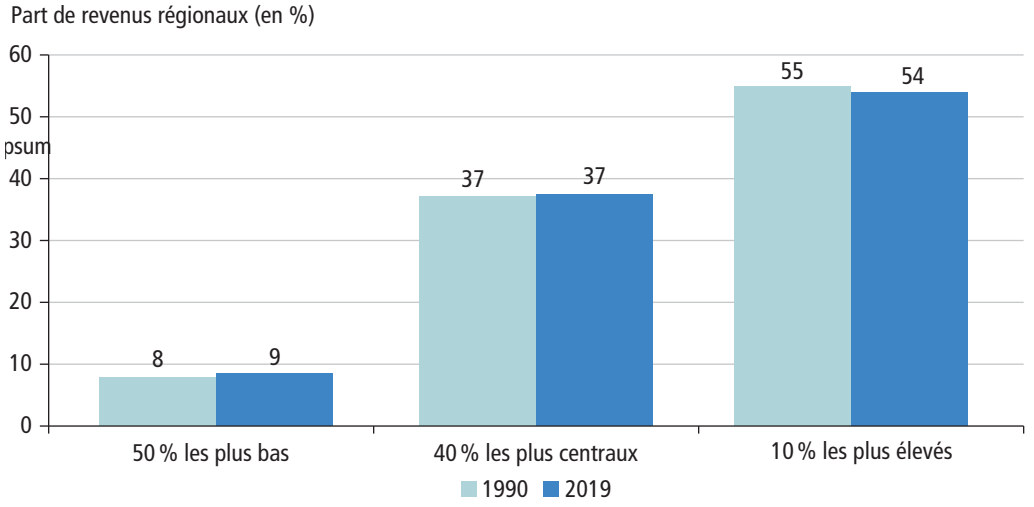
Figure 1.2 Croissance de l'ensemble des revenus en Afrique par centile sur la période 1980-2016



Source: Calculs des auteurs basés sur les fichiers de réplication de WID.world.
Taux de croissance cumulé entre 1980 et 2016 du revenu national avant impôt mesuré en euros indexés sur la parité du pouvoir d'achat de 2016.
Lecture: Les revenus du centile p99p99.1 (les 10 % inférieurs des 1 % de personnes aux revenus les plus élevés au niveau mondial) ont augmenté de 13 % entre 1980 et 2016. Les 1 % les plus riches ont capté 27 % de la croissance totale.

Une récente mise à jour du WID montre que la part des 10 % les plus riches a diminué de 55 % à 54 %, tandis que la part des 50 % les plus pauvres a augmenté de 8 % à 9 % (Figure 1.3).

Figure 1.3 Évolution de la répartition des revenus en Afrique



Source : Chancel *et al.*, (2023).

Ce niveau d'inégalité globalement élevé masque toutefois d'importantes différences au niveau régional, qui sont examinées dans la section suivante.

b. Niveaux et tendances aux niveaux régionaux et nationaux

Le consensus qui se dégage de la recherche est que l'Afrique se caractérise par des niveaux et des tendances d'inégalités hétérogènes au cours des dernières années. Les études doivent donc aller au-delà des moyennes continentales et d'examiner les inégalités au niveau des pays.

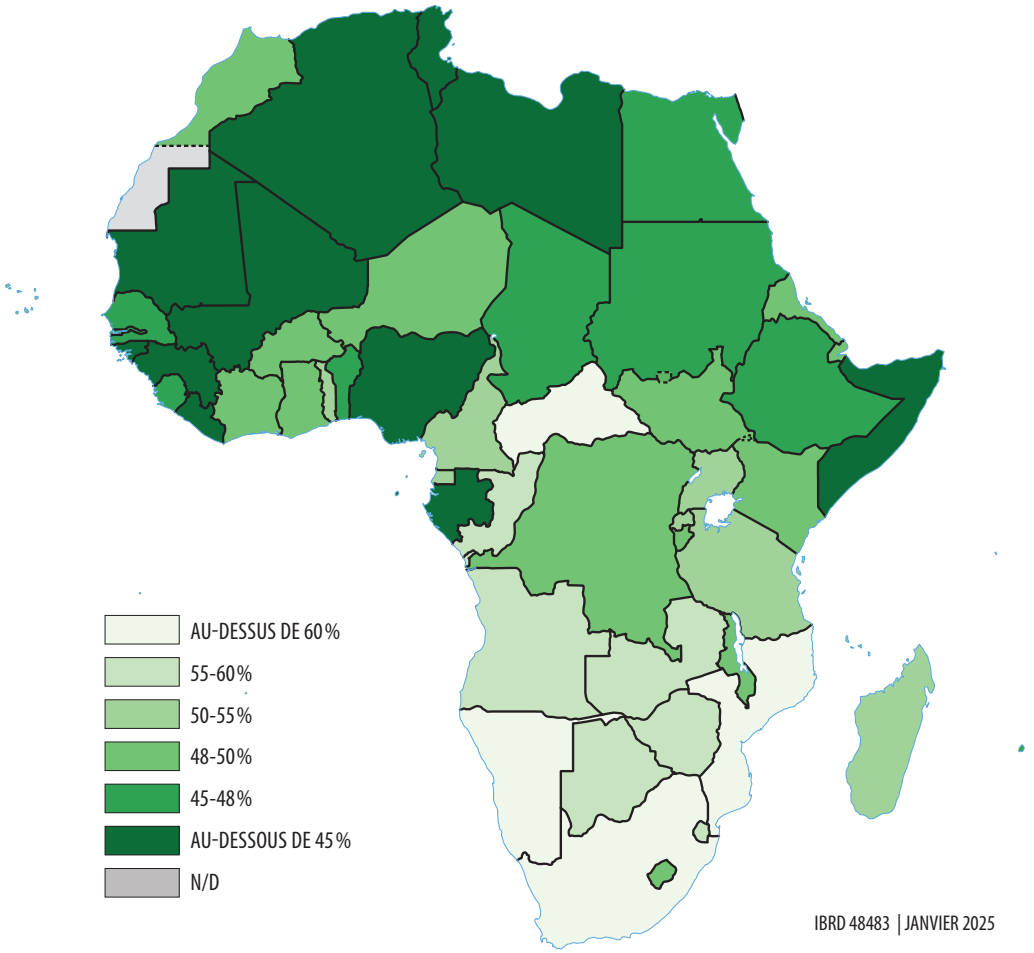
Niveaux

Tout d'abord, il existe d'importantes disparités régionales dans les niveaux d'inégalités sur le continent, avec une concentration de fortes inégalités en Afrique australe, qui s'atténuent au niveau de la zone du Sahara et du nord du continent (Odusola *et al.*, 2017 ; Chancel *et al.*, 2019 ; Zizzamia, David et Leibbrandt 2021). L'Afrique subsaharienne abrite sept des dix pays les plus inégalitaires au monde. Cette tendance est confirmée par des outils de mesure des inégalités, qu'il s'agisse des 10 % les plus riches ou des 40 % les plus pauvres, ou des indices de Gini dans les différents pays (Cartes 1.1, 1.2 et 1.3).

L'Afrique australe est considérée comme la région la plus inégalitaire : dans des pays tels que l'Afrique du Sud et le Botswana, la part des 10 % les plus riches dépasse 65 % des revenus (Chancel *et al.*, 2023). L'Afrique centrale présente des niveaux d'inégalité plus faibles, mais qui restent élevés comparés à l'international (Figures 1.1 et 1.2). Au Congo, en 2011, 56 % de l'ensemble des revenus était détenu par 10 % des citoyens les plus riches, tandis que la part des 40 % inférieurs n'en détenait que 7 %. Les pays d'Afrique de l'Est sont plus égalitaires : au Kenya, en 2015, la part des 40 % de revenus les plus faibles représentait environ 9 % de l'ensemble des revenus, tandis que les 10 % de revenus les plus élevés concentraient 48 % du revenu national.

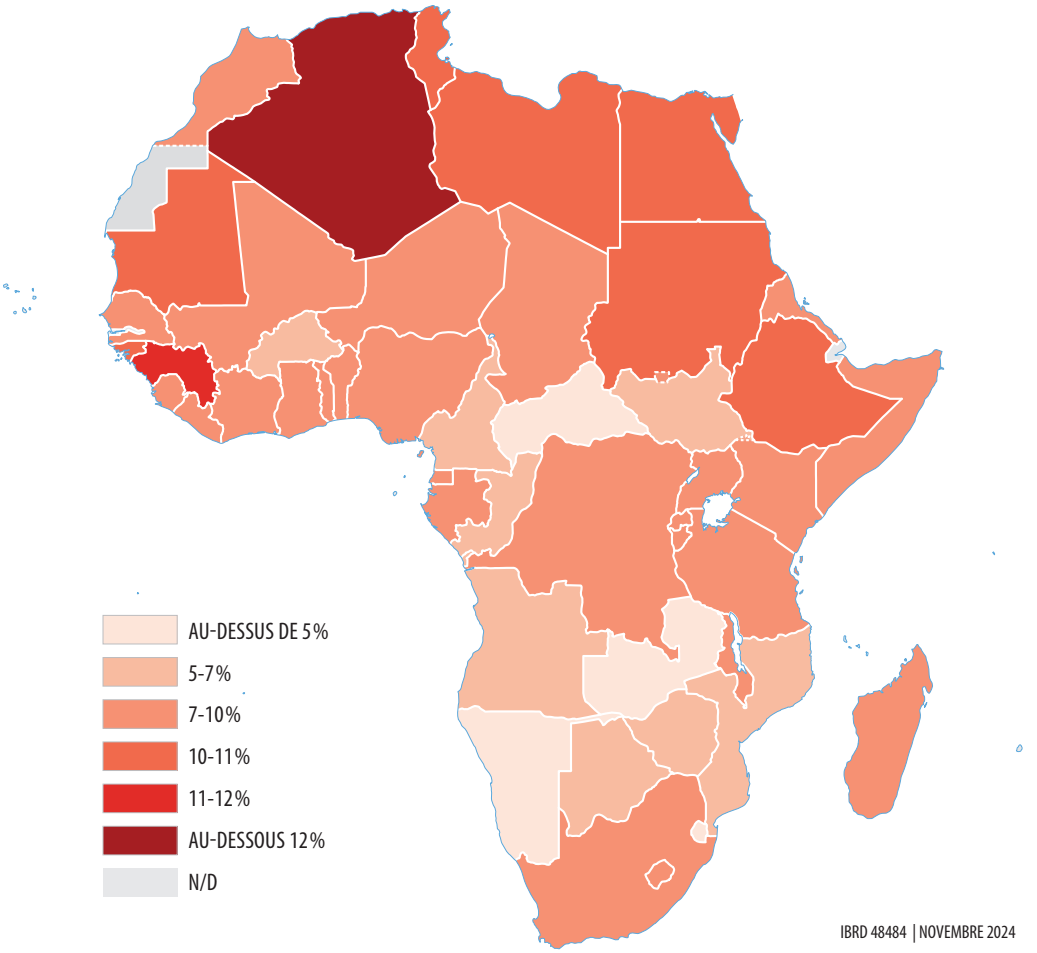
Les inégalités diminuent au fur et à mesure que l'on se déplace vers le nord et l'ouest de l'Afrique. C'est en Afrique du Nord que les inégalités sont les plus faibles, l'Algérie étant le pays le moins inégalitaire du continent : en 2011, les 10 % les plus riches ont touché 37 % du revenu national, tandis que les 40 % les plus pauvres en ont touché 14 %. Toutefois, les résultats doivent être envisagés avec précaution étant donné les préoccupations concernant la fiabilité et la disponibilité des données dans de nombreux pays africains.

Carte 1.1 Part des 10 % des revenus les plus élevés en Afrique en 2022



Source : Élaboration des auteurs à partir des données de la WID.world (2022).
Note : Les estimations combinent des données d'enquête, des données fiscales et des données de comptabilité nationale.

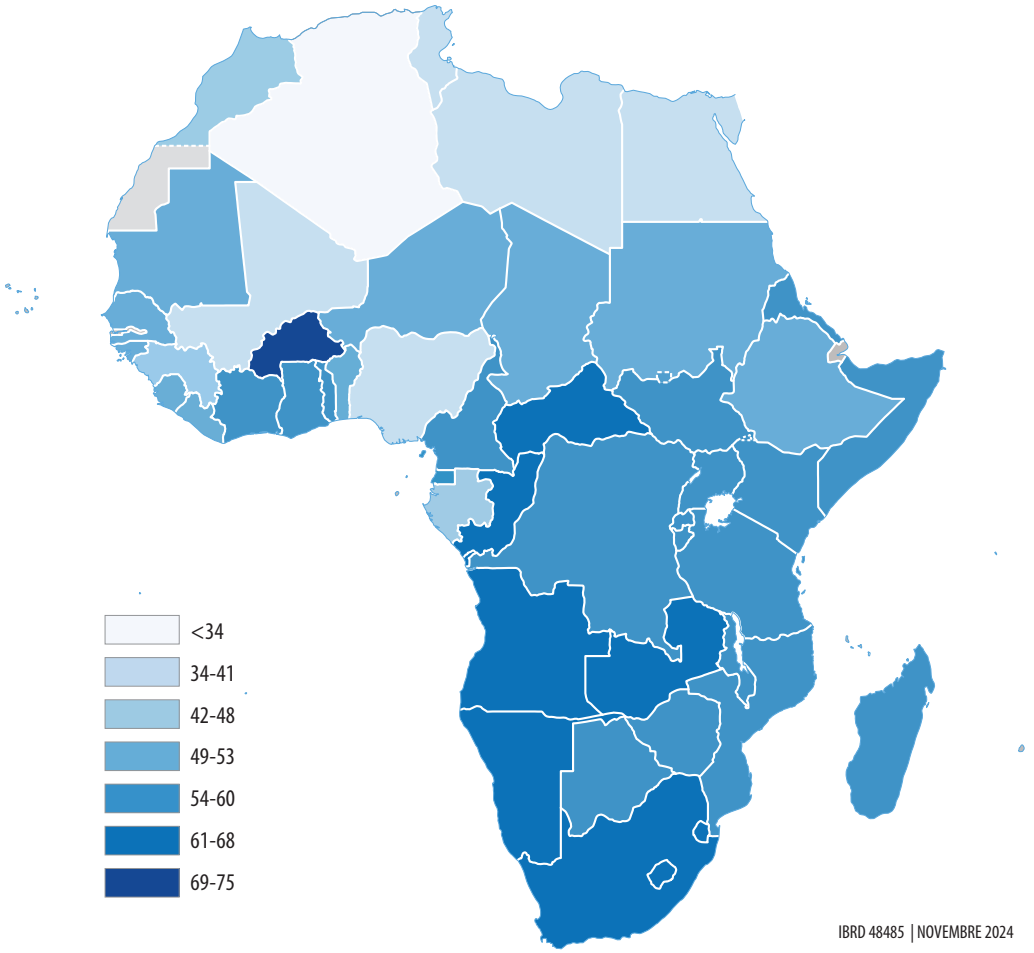
Carte 1.2 **Part des 40 % des revenus les plus faibles en 2022**



Source : Élaboration des auteurs à partir des données de la WID.world (2022).
Note: Les estimations combinent des données d'enquête, des données fiscales et des données de comptabilité nationale.

Une caractéristique remarquable des inégalités en Afrique est la prévalence des inégalités extrêmes dans certains des pays, qu'on ne retrouve pas dans d'autres régions en développement. En utilisant l'indice de Gini, huit pays présentent des coefficients de Gini supérieurs à 0,60 : l'Angola, la République centrafricaine, la Zambie, la Namibie, le Burkina Faso, l'Eswatini, la République du Congo et l'Afrique du Sud (UNU-WIDER, 2023).

Carte 1.3 **Coefficients de Gini dans les pays africains en 2020**



Source : Élaboration des auteurs à partir des données de la UNU-WIDER (2023)

Tendances

L'évolution des inégalités est elle aussi marquée par une grande hétérogénéité selon les pays. On observe en effet une divergence sur ce point : 17 pays africains ont vu leurs niveaux d'inégalités diminuer, tandis que 12 ont connu une augmentation des inégalités sur la période 1991-2011 (Cornia, 2017).

La majeure partie des inégalités de revenus à l'échelle du continent provient de la composante intra-pays plutôt que des différences de revenus moyennes entre les pays (Chancel *et al.*, 2023). Les inégalités sont restées relativement stables entre 1990 et 2019, à l'exception de l'Afrique australe, où elles ont augmenté de manière significative. En étudiant la distribution des revenus en Afrique du Sud depuis 1913 (Alvaredo et Atkinson, 2022), les auteurs ont constaté que la part du 1 % supérieur détenait plus de 25 % des revenus en 1913, celle du 0,5 % supérieur environ 18 % et celle du 0,1 % supérieur environ 8 %, avec une tendance à la baisse jusqu'aux années 1980, quand la part du 1 % supérieur a été divisée par deux. Elle est toutefois repartie à la hausse après 2002.

c. Inégalités de patrimoine

L'une des particularités des inégalités africaines est le niveau et la persistance des inégalités de patrimoine (Banque mondiale, 2022a ; Zizzamia, David et Leibbrandt, 2021). Il est important de comprendre comment la richesse perpétue les inégalités et brise les cycles de pauvreté intergénérationnelle. Or, c'est un domaine qui reste peu étudié, principalement en raison d'un manque d'accès aux données nécessaires sur les patrimoines. Puisque la richesse n'est pas directement imposée dans la plupart des pays, les données fiscales sur la richesse des individus ne suffisent pas. Pour disposer de données fiables, il faudrait compiler des données provenant de plusieurs sources. L'expansion récente des enquêtes auprès des ménages et des enquêtes par panels à travers l'Afrique ouvre de nouvelles possibilités d'étudier la relation entre les inégalités de revenus et de patrimoine.

De Magalhães et Santaeulàlia-Llopis (2018) utilisent une étude par panel menée en Ouganda, au Malawi et en Tanzanie pour étudier les modes de transmission entre la distribution des revenus et celle du patrimoine. Ils constatent une faible corrélation entre les inégalités de revenus et de patrimoine dans ces pays africains, ce qui indique une incapacité à accumuler de la richesse grâce aux revenus. Les ménages ruraux présentent également une transmission plus faible des inégalités entre les revenus et la richesse que les ménages urbains. Le centile supérieur dans la distributiondes revenus, parmi les ménages ruraux, détient une part plus faible de la richesse que les ménages urbains. Les résultats indiquent des niveaux élevés de mobilité des revenus pour tous les ménages, la volatilité des revenus entravant donc l'accumulation de la richesse. Cela signifie que les riches ne restent pas riches assez longtemps pour accumuler du patrimoine, traduisant ainsi le caractère persistant des inégalités de patrimoine en Afrique.

Un rapport récent de la Banque mondiale (2022) se concentre sur les pays de l'Union douanière d'Afrique australe (SACU), qui se caractérisent par d'importantes inégalités dans tous les aspects de la richesse, les 10 % les plus riches de la population détenant 56,9 % des actifs totaux des ménages au Botswana (2018), 68,4 % en Namibie (2018) et 68,6 % en Afrique du Sud (2019). La répartition de la richesse totale des ménages est également très concentrée dans les 10 % supérieurs de la distribution des revenus, avec 71,7 % en Afrique du Sud et 71,3 % en Namibie (Banque mondiale, 2022a).

En Afrique du Sud, les inégalités de patrimoine peuvent même dépasser les inégalités de consommation ou de revenus (Shifa *et al.*, 2023). En se concentrant sur la distribution du patrimoine en Afrique du Sud entre 1993 et 2017 (Chatterjee, Czajka et Gethin, 2022), il apparaît que l'Afrique du Sud présente des niveaux extrêmes de concentration de la richesse, les 10 % les plus riches détenant 86 % du patrimoine global, et les 0,1 % les plus riches en possédant près d'un tiers. Ces niveaux élevés d'inégalité concernent par ailleurs toutes les formes d'actifs : logement, pensions, fonds et actifs financiers, et ne montrent aucun signe de diminution depuis la fin de l'apartheid.

Une dimension importante des inégalités de patrimoine en Afrique concerne les inégalités entre les genres en termes d'accès aux biens et au foncier, ainsi qu'à leur propriété (chapitre 5).

Il existe d'importantes différences entre les hommes et les femmes en ce qui concerne la propriété des biens, ainsi que le contrôle des biens et du patrimoine (Gaddis, Lahoti et Swaminathan, 2022 ; Gaddis, Lahoti et Wenjie, 2018).

d. Au-delà des inégalités de revenus et de patrimoine

Si les mesures des inégalités de revenus et de patrimoine donnent une vue d'ensemble des inégalités sur le continent, il est essentiel d'étudier les inégalités au-delà des mesures monétaires pour comprendre comment les inégalités apparaissent et se transmettent. Cela implique de comprendre l'évolution des inégalités dans d'autres dimensions et comment ces dimensions interagissent entre elles. Les inégalités dans les domaines de l'éducation, de la santé, de l'emploi et du climat sont des facteurs critiques qui alimentent les inégalités de revenus et de patrimoine observées et qui s'y imbriquent.

Pour commencer, l'accès à une éducation de qualité joue un rôle central dans la réduction des inégalités. L'Afrique subsaharienne présente les taux d'exclusion scolaire les plus élevés au monde (chapitre 3). Si l'accès à l'enseignement primaire s'est amélioré dans la plupart des pays africains, les inégalités persistent dans l'enseignement secondaire et supérieur, tout comme les écarts entre les genres en matière d'accès à l'éducation. Cette répartition inégale de l'accès à l'éducation a pour effet de transmettre les inégalités des chances d'une génération à l'autre, car les inégalités en matière d'éducation ont également un impact sur les inégalités en matière d'emploi. Le marché du travail est l'un des principaux facteurs d'inégalité en Afrique (chapitre 4), en raison de l'importance du travail informel, de la grande précarité parmi les jeunes et d'un secteur formel relativement restreint. L'Afrique souffre également d'inégalités persistantes en matière d'accès aux services de santé, en particulier aux services de santé maternelle, néonatale et infantile – l'Afrique enregistre en effet les taux de mortalité maternelle les plus élevés au monde. Un autre aspect des inégalités profondément ancré dans la plupart des pays africains est l'écart significatif entre les hommes et les femmes. Ces inégalités de genre persistent dans l'accès à la santé et à l'éducation, à l'emploi, aux activités génératrices de revenus, ainsi qu'aux biens et au patrimoine (chapitre 5).

Les inégalités liées au changement climatique constituent le le frein au développement le plus difficile à résoudre en Afrique, puisqu'il s'agit du continent le plus vulnérable aux effets du changement climatique. Ceux-ci pèsent de manière disproportionnée sur certaines régions du monde, l'Afrique étant particulièrement touchée par les changements de température, les phénomènes météorologiques extrêmes et la propagation des maladies, alors même que le continent contribue à moins de 5 % des émissions mondiales de carbone (chapitre 10). Dans les pays africains, la vulnérabilité à ces impacts climatiques est fortement liée aux inégalités de revenus et de patrimoine.

Enfin, l'Afrique se caractérise par une profonde fracture entre les zones urbaines et rurales et un accès inégal aux services et infrastructures de base (Clementi *et al.*, 2022). Il est essentiel de comprendre à la fois les contextes ruraux et urbains, ainsi que la manière dont ils interagissent pour appréhender les inégalités en Afrique (chapitre 6).

Quelques particularités de l'analyse des inégalités en Afrique

Les inégalités de revenus et de patrimoine en Afrique reflètent certaines caractéristiques qui ont façonné la dynamique des inégalités sur le continent. Il s'agit notamment d'un mélange de caractéristiques historiques, politiques et institutionnelles. Les inégalités extrêmes de revenus et de patrimoine étudiées précédemment seraient le reflet des caractéristiques historiques et institutionnelles des inégalités en Afrique.

Tout d'abord, les niveaux d'inégalité actuels en Afrique et leur évolution au cours des dernières décennies soulignent la persistance des inégalités. L'histoire de la région est marquée par le passé colonial de la plupart des pays africains, un passé qui est souvent invoqué comme principal facteur des niveaux d'inégalités en Afrique (Cornia, 2017 ; Alvaredo, Cogneau et Piketty, 2021 ; Chancel *et al.*, 2023). La colonisation de peuplement européenne qu'ont subi de nombreux pays africains a entraîné une forte concentration des actifs productifs (foncier et capitaux) et a limité l'accès des populations autochtones à l'éducation et à l'emploi. Les pays où la part des revenus des 10 % les plus riches est la plus élevée, comme l'Afrique du Sud, l'Eswatini, le Botswana et la Namibie, comptent encore un nombre important de citoyens d'origine européenne.

Les conséquences du colonialisme se sont prolongées après l'indépendance et façonnent encore aujourd'hui les inégalités en Afrique. Le passé colonial a entraîné des répercussions à long terme sur les institutions, les sociétés et la nature de la croissance économique, et a donné naissance à des inégalités persistantes. La concentration des actifs et des richesses entre les mains d'une minorité de colons a créé une structure dualiste d'administrations coloniales et d'entreprises spécialisées dans l'exportation de ressources naturelles, qui a perduré après l'indépendance grâce au développement des industries extractives (Alvaredo, Cogneau et Piketty, 2021 ; Chancel *et al.*, 2023). Caractérisées par une forte intensité de capitaux et une faible création d'emplois, les industries extractives peuvent perpétuer les inégalités de revenus.

L'impact à long terme de ce type de colonialisme a dessiné les contours des inégalités en Afrique, en entraînant une transmission intergénérationnelle du patrimoine, du foncier, de l'éducation et de la santé, qui est à l'origine de la persistance des inégalités sur le continent. L'accès à la terre et la propriété foncière sont des sources de richesse et d'actifs particulièrement importantes dans le contexte africain. La distribution inégale des terres qui a eu lieu pendant la période coloniale s'est poursuivie bien après que les pays aient acquis leur indépendance et continue à ce jour de façonner les inégalités (Chancel *et al.*, 2023). La législation et la réglementation relatives au foncier et aux autres actifs sont essentielles pour comprendre les différentes trajectoires des moyens de subsistance et la mobilité socioéconomique en Afrique. Contrairement à de nombreux pays asiatiques en développement, les réformes foncières en Afrique ont été limitées, ce qui a empêché une répartition plus équitable des terres.

Une autre dimension importante des inégalités en Afrique est son modèle de croissance particulier, caractérisé par une faible élasticité de la réduction de la pauvreté par rapport à d'autres régions. Sa croissance est donc peu inclusive et présente des niveaux élevés d'inégalités

(Odusola *et al.*, 2017). Un important courant de littérature a exploré le rôle joué par la transformation structurelle dans l'évolution des inégalités. Contrairement à d'autres régions où la part de la valeur ajoutée est passée de l'agriculture au secteur manufacturier, les recherches montrent qu'en Afrique la part de la valeur ajoutée, en pourcentage, a été transférée des secteurs à faible inégalité à ceux à forte inégalité (Cornia, 2017 ; Odusola *et al.*, 2017). En Afrique, la baisse de l'emploi agricole a été absorbée par les services ou le chômage urbain plutôt que par l'industrie manufacturière.

Les structures des inégalités en Afrique reflètent également la marge de manœuvre budgétaire. L'espace budgétaire en Afrique reste faible par rapport à d'autres régions en développement et l'effet distributif des politiques est toujours contesté (Chancel *et al.*, 2023). Des recherches ont démontré l'effet positif de la protection sociale sur la réduction des inégalités, ce qui montre que la protection sociale devrait être une priorité pour remédier aux inégalités (Odusola *et al.*, 2017). La couverture et la qualité de la protection sociale restent également inférieures aux niveaux moyens mondiaux. La redistribution par le biais de la fiscalité est limitée en Afrique et la plupart des systèmes fiscaux africains ont tendance à être régressifs (Odusola *et al.*, 2017). Les budgets alloués aux services publics sont eux aussi inférieurs aux moyennes mondiales, en particulier dans les domaines de l'éducation et de la santé.

Dans le contexte africain, il est essentiel de comprendre les inégalités de genre et d'âge au sein des ménages. Les relations sociales au sein du ménage sont cruciales lorsqu'il est question de croissance inclusive pour les femmes et les jeunes. Or, les statistiques sur les revenus sont généralement recueillies au niveau du ménage, ce qui suppose que l'ensemble des revenus et de la consommation sont répartis de manière égale entre les membres du ménage. Ignorer les inégalités au sein des ménages conduit à sous-estimer les inégalités globales. De Vreyer et Lambert (2021) tentent de prendre en compte le poids des inégalités au sein des ménages et constatent que les inégalités de consommation qui y ont court représentent 14 % des inégalités au Sénégal. Souvent, ces inégalités internes aux ménages sont des inégalités de genre. La forte prévalence de ménages polygames et la taille importante des ménages dans certains pays africains sont des particularités importantes, qui déterminent les inégalités (Zizzamia, David et Leibbrandt, 2021). Pour évaluer correctement les inégalités dans un contexte africain, il convient d'en tenir compte.

En ce qui concerne la propriété des actifs, dans de nombreux pays africains, les actifs des ménages sont détenus conjointement par les hommes et les femmes, mais cela n'implique pas une égalité d'accès ou de contrôle. Il est donc nécessaire de comprendre les processus de prise de décision au sein des ménages. Les disparités entre les hommes et les femmes en matière de propriété et d'utilisation des actifs sont importantes en Afrique, et en particulier en Afrique subsaharienne. Comme nous le verrons plus en détail au chapitre 5, il est possible d'évoluer vers un modèle plus égalitaire à travers un changement structurel de la croissance, en abandonnant les modèles existants de répartition des richesses. Une évolution de la propriété foncière pourrait rendre les femmes et les hommes plus égaux face à la propriété des actifs (Oduro et Doss, 2018).

Enfin, l'inégalité des chances et la faible mobilité sociale en Afrique sont des éléments essentiels dans la répartition des richesses et des actifs, qui sont déterminants pour les moyens de subsistance des populations. Le rôle du patrimoine dans la reproduction des inégalités est un aspect important à comprendre pour prendre des décisions politiques plus équitables. Les inégalités de chances impliquent que les circonstances pré-déterminées, telles que le genre, la race, le lieu de naissance et les antécédents familiaux, influent sur le cours de la vie d'un individu, notamment sur ses revenus, son niveau d'éducation et son activité professionnelle. Les inégalités de chances peuvent se manifester par des écarts vis-à-vis de l'accès aux soins de santé, de l'état de santé, de l'accès à une éducation de qualité et des résultats scolaires (chapitre 3). Ces disparités contribuent à la persistance des inégalités et entravent ainsi la mobilité sociale. La mobilité intergénérationnelle est le degré de corrélation entre la trajectoire de vie d'une personne et celles de ses parents et, compte tenu de la forte inertie de la transmission des actifs entre les générations, elle rend les inégalités plus persistantes que la pauvreté. Ces préoccupations sont encore plus fortes en Afrique, où l'avenir des enfants reste fortement corrélé au statut socioéconomique de leurs parents (chapitre 8). Brunori, Palmisano et Peragine (2016) estiment que les circonstances exogènes et communautaires représentent 30 à 40 % des inégalités globales dans 11 pays d'Afrique subsaharienne. Le Malawi, l'Ouganda et la Tanzanie présentent la part la plus élevée d'inégalité des chances dans les inégalités totales, mesurées au niveau national, tandis que le Rwanda, Madagascar et les Comores affichent la part la plus faible. En Afrique du Sud, les données montrent que les opportunités qui se présentent à un individu sont étroitement liées au statut socioéconomique de ses parents, et indiquent un degré élevé de persistance du niveau de revenus d'une génération à l'autre (Piraino, 2015 ; Finn, Leibbrandt et Ranchhod, 2017).

Conclusion

Cette vue d'ensemble des inégalités en Afrique montre notamment plusieurs échelles d'hétérogénéité : différents niveaux et tendances entre les régions et les pays, mais aussi différents freins et limites à la mesure, à la compréhension et à la conceptualisation des inégalités. Néanmoins, un fil rouge se déssine autour des inégalités très élevées ou de celles dont l'augmentation devient préoccupante dans de nombreux pays africains. Il souligne la nécessité de disposer de meilleures données permettant d'aller au-delà des revenus, de la consommation, de l'accès aux services de base et de leur coût. Enfin, il est essentiel de disposer d'analyses contextualisées et détaillées prenant en compte non seulement les spécificités socioculturelles mais aussi les facteurs institutionnels et historiques qui ont façonné la trajectoire du pays. Pour remédier aux inégalités, il faut en comprendre les causes et leur manifestation actuelle dans la société. La réduction de la pauvreté ayant été au centre des interventions liées au développement sur tout le continent au cours des dernières décennies, il devient nécessaire de faire davantage évoluer les perspectives vers les inégalités, en tenant compte du rôle qu'elles jouent dans la réduction de la pauvreté et la création d'économies plus résilientes. Ces efforts doivent impliquer différents acteurs, dont les gouvernements, les agences de développement, les institutions financières et le monde universitaire.

Notes

1. Pour le graphique, il faut restreindre l'analyse à l'Afrique subsaharienne.
2. Comprend des données pour le Bénin (2003, 2011, 2015) ; le Burkina Faso (1994, 1998, 2003, 2014) ; le Burundi (1998, 2006, 2013) ; le Cameroun (1996, 2001, 2007, 2014) ; la Côte d'Ivoire (1985-1988, 1993, 1998, 2002, 2008, 2015) ; l'Éthiopie (1995, 1999, 2004, 2010) ; le Ghana (1991, 1998, 2005, 2012) ; la Guinée-Bissau (1991, 1993, 2002, 2010) ; Guinée (1994, 2002, 2007, 2012) ; Kenya (1994, 1997, 2005) ; Lesotho (1994, 2002, 2010) ; Madagascar (1997, 1999, 2001, 2005, 2010, 2010, 2012) ; Malawi (1997, 2004, 2010) ; Mali (1994, 2001, 2006, 2009) ; Mauritanie (1995, 2000, 2004, 2008, 2014) ; Mozambique (1996, 2002, 2008) ; Niger (1994, 2005, 2007, 2011, 2014) ; Nigéria (1992, 2003, 2009) ; Rwanda (2000, 2005, 2010, 2013) ; Sénégal (2001, 2005, 2011) ; Afrique du Sud (1996, 2002, 2006, 2008, 2011) ; Tanzanie (1991, 2000, 2007, 2011) ; Togo (2006, 2011, 2015) ; Ouganda (1992, 1996, 1999, 2002, 2005, 2009, 2012) ; Zambie (1991, 1996, 1998, 2002, 2004, 2006, 2015).

Références

Alvaredo, Facundo, and A. B. Atkinson. 2022. "Top Incomes in South Africa in the Twentieth Century." *Cliometrica* 16 (3): 477–546. https://doi.org/10.1007/s11698-021-00235-4.

Alvaredo, Facundo, Denis Cogneau, and Thomas Piketty. 2021. "Income Inequality under Colonial Rule. Evidence from French Algeria, Cameroon, Tunisia, and Vietnam and Comparisons with British Colonies 1920–1960." *Journal of Development Economics* 152: 102680. https://doi.org/10.1016/j.jdeveco.2021.102680.

Brunori, Paolo, Flaviana Palmisano, and Vito Peragine. 2016. "Inequality of Opportunity in Sub-Saharan Africa." Policy Research Working Paper No. 7782, World Bank, Washington, DC.

Chancel, Lucas, Denis Cogneau, Amory Gethin, and Alix Myczkowski. 2019. "Income Inequality in Africa, 1990–2017." WID.world Issue Brief 2019/6, World Inequality Lab, Paris School of Economics and University of California, Berkeley.

Chancel, Lucas, Denis Cogneau, Amory Gethin, Alix Myczkowski, and Anne-Sophie Robilliard. 2023. "Income Inequality in Africa, 1990–2019: Measurement, Patterns, Determinants." *World Development* 163: 106162. https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2022.106162.

Chatterjee, Aroop, Léo Czajka, and Amory Gethin. 2022. "Wealth Inequality in South Africa, 1993–2017." *World Bank Economic Review* 36 (1): 19–36. https://doi.org/10.1093/wber/lhab012.

Clementi, Fabio, Michele Fabiani, Vasco Molini, and Rocco Zizzamia. 2022. "Are We Really Painting the Devil on the Walls? Polarization and Its Drivers in Sub-Saharan Africa in the Past Two Decades." *Journal of African Economies* 31 (2): 124–46. https://doi.org/10.1093/jae/ejab006.

Cornia, Giovanni. 2017. "Inequality Levels, Trends and Determinants in Sub-Saharan Africa: An Overview of Main Changes since the Early 1990s." In *Income Inequality Trends in Sub-Saharan Africa: Divergence, Determinants and Consequences*, edited by Ayodele F. Odusola, Giovanni Cornia, Haroon Bhorat, and Pedro Conceição, 23–51. New York: United Nations Development Programme, Regional Bureau for Africa.

De Magalhães, Leandro, and Raül Santaeulàlia-Llopis. 2018. "The Consumption, Income, and Wealth of the Poorest: An Empirical Analysis of Economic Inequality in Rural and Urban Sub-Saharan Africa for Macroeconomists." *Journal of Development Economics* 134: 350–71. https://doi.org/10.1016/j.jdeveco.2018.05.014.

De Vreyer, Philippe, and Sylvie Lambert. 2021. "Inequality, Poverty, and the Intra-Household Allocation of Consumption in Senegal." *World Bank Economic Review* 35 (2): 414–35. https://doi.org/10.1093/wber/lhz052.

Finn, Arden, Murray Leibbrandt, and Vimal Ranchhod. 2017. "Patterns of Persistence: Intergenerational Mobility and Education in South Africa." SALDRU Working Paper No. 175, Southern Africa Labour and Development Research Unit, University of Cape Town, South Africa.

Gaddis, Isis, Rahul Lahoti, and Hema Swaminathan. 2022. "Women's Legal Rights and Gender Gaps in Property Ownership in Developing Countries." *Population and Development Review* 48 (2): 331–77. https://doi.org/10.1111/padr.12493.

Gaddis, Isis, Rahul Lahoti, and Li Wenjie. 2018. "Gender Gaps in Property Ownership in Sub-Saharan Africa." Policy Research Working Paper No. 8573, World Bank, Washington, DC.

Lakner, Christoph, and Branko Milanovic. 2016. "Global Income Distribution: From the Fall of the Berlin Wall to the Great Recession." *World Bank Economic Review* 30(2), 203–32.

Oduro, Abena D., and Cheryl R. Doss. 2018. "Changing Patterns of Wealth Distribution: Evidence from Ghana." *Journal of Development Studies* 54 (5): 933–48. https://doi.org/10.1080/00220388.2018.1430769.

Odusola, Ayodele F., Giovanni Andrea Cornia, Haroon Bhorat, and Pedro Conceição, eds. 2017. *Income Inequality Trends in Sub-Saharan Africa: Divergence, Determinants and Consequences: Overview*. New York: United Nations Development Programme, Regional Bureau for Africa.

Piraino, Patrizio. 2015. "Intergenerational Earnings Mobility and Equality of Opportunity in South Africa." *World Development* 67: 396–405. https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2014.10.027.

Shifa, Muna, Rejoice Mabhena, Vimal Ranchhod, and Murray Leibbrandt. 2023. "An Assessment of Inequality Estimates for the Case of South Africa." WIDER Working Paper No. 2023/90, United Nations University, World Institute for Development Economics Research, Helsinki, Finland. https://doi.org/10.35188/UNU-WIDER/2023/398-7.

UNU-WIDER (United Nations University, World Institute for Development Economics Research). 2023. *World Income Inequality Database (WIID) Companion—Version 28* (November 2023). UNU-WIDER, Helsinki, Finland. https://doi.org/10.35188/UNU-WIDER/WIIDcomp-281123.

World Bank. 2022. *Inequality in Southern Africa: An Assessment of the Southern African Customs Union*. Washington, DC: World Bank. https://doi.org/10.1596/37283.

Zizzamia, Rocco, Anda David, and Murray Leibbrandt. 2021. "Inequality in Sub-Saharan Africa: A Review Paper." AFD Research Paper 207, Agence française de développement, Paris.

Chapitre 2

Mesurer les inégalités

Muna Shifa, Richmond Atta Ankomah et Samuel Kipruto

Introduction

Bien que le rôle des inégalités sur l'économie et le bien-être social ait été reconnu ces dernières années, une approche unifiée et simple pour conceptualiser et mesurer les inégalités manque encore à l'appel. Il est admis que les inégalités représentent un phénomène multidimensionnel qui couvre à la fois des dimensions économiques (comme le revenu et les autres résultats du marché du travail) et non économiques du bien-être (comme la satisfaction de vie et l'état de santé). Par conséquent, pour analyser les inégalités, il est important de déterminer d'abord l'espace d'évaluation pertinent[1], qui peut souvent être lié à l'objectif d'analyser les inégalités (Sen, 1992).

Même en se limitant à la mesure des inégalités économiques, il convient de toujours distinguer les différents aspects des inégalités. Il faut savoir répondre aux questions de l'inégalité de quoi et entre qui. Par exemple, tandis que les inégalités verticales mesurent les inégalités entre les individus ou les ménages, les inégalités horizontales mesurent les inégalités entre les groupes sociaux (par exemple, les groupes formés selon l'ethnie ou le genre) ou les unités spatiales. On distingue également la mobilité intragénérationnelle, qui compare le statut économique d'un individu tout au long de sa vie, de la mobilité intergénérationnelle, qui compare le statut économique d'une personne à celui de ses parents. Si une analyse des inégalités dite « de résultats » mesure les inégalités dans la distribution des résultats économiques comme le revenu ou les salaires, alors une analyse des inégalités de chances mesure les inégalités dans la distribution des opportunités d'obtenir ces résultats. Il est essentiel d'appréhender ces différences pour comprendre l'impact que peuvent avoir les différentes formes d'inégalités sur d'autres résultats sociaux et sur le débat politique. Par exemple, les travaux sur le lien entre inégalités et résultats sociaux négatifs montrent que les inégalités horizontales ont plus de poids que les inégalités verticales pour expliquer les issues de conflits (Hillesund *et al.*, 2018).

Bien que les ODD (ODD 10) mettent l'accent sur l'évaluation des progrès sur différents aspects des inégalités, les données sur les revenus ont traditionnellement été utilisées comme base de bien-être pour la mesure des inégalités. Le principe fondamental de l'utilisation du revenu

pour évaluer le bien-être est que le revenu est un moyen essentiel pour obtenir d'autres résultats en matière de bien-être. En outre, les inégalités de revenus et de patrimoine sont souvent associées à d'autres dimensions des inégalités, comme les inégalités d'accès aux services de base. En outre, le recours aux prix est le meilleur moyen d'agréger les valeurs des différents biens et services fondamentaux pour évaluer le bien-être.

Néanmoins, il est largement admis que le revenu ou d'autres ressources ne suffisent pas pour mesurer le bien-être individuel (Sen, 1992 ; Stiglitz, Sen et Fitoussi, 2009). Les données relatives aux revenus ou à la consommation ne tiennent pas compte des transferts sociaux gratuits ou subventionnés. En outre, les individus n'ont pas tous la même capacité à convertir leurs revenus ou d'autres ressources en réalisations de valeur. En effet, de nombreux facteurs, tels que les structures sociales et institutionnelles (comme le rôle des femmes dans la société), les structures de pouvoir, les situations personnelles (comme la santé physique et mentale), les caractéristiques environnementales et d'autres facteurs déterminent la capacité des individus à convertir des revenus et d'autres ressources en réalisations de valeur (Sen, 1992 ; 1999).

Selon l'approche des capacités de Sen, les conditions de vie des individus devraient être évaluées en termes de fonctionnements ou de réalisations et de capacités[2]. Ainsi, les capacités, qui représentent les chances réelles de bien-être des individus, devraient être considérées comme un espace d'évaluation pertinent pour analyser les inégalités de bien-être. Cette approche par le prisme des capacités a servi de cadre conceptuel pour calculer l'indice de développement humain (IDH), l'indice de pauvreté multidimensionnelle (IPM) mondial[3] et pour élaborer le cadre des inégalités multidimensionnelles (Multidimensional Inequality Framework, MIF).

Mesurer les tendances des inégalités dans la pratique est complexe dans de nombreux pays à faible et moyen revenu, que l'on adopte l'espace d'évaluation des ressources ou celui des fonctionnements et des capacités. En Afrique subsaharienne, seuls quelques pays recueillent des données de haute qualité et fiables sur les revenus ou d'autres indicateurs de bien-être (Figure 2.1). Ce chapitre présente certains des principaux défis auxquels nous sommes confrontés dans l'analyse des inégalités en Afrique subsaharienne, ainsi que les approches adoptées pour y répondre.

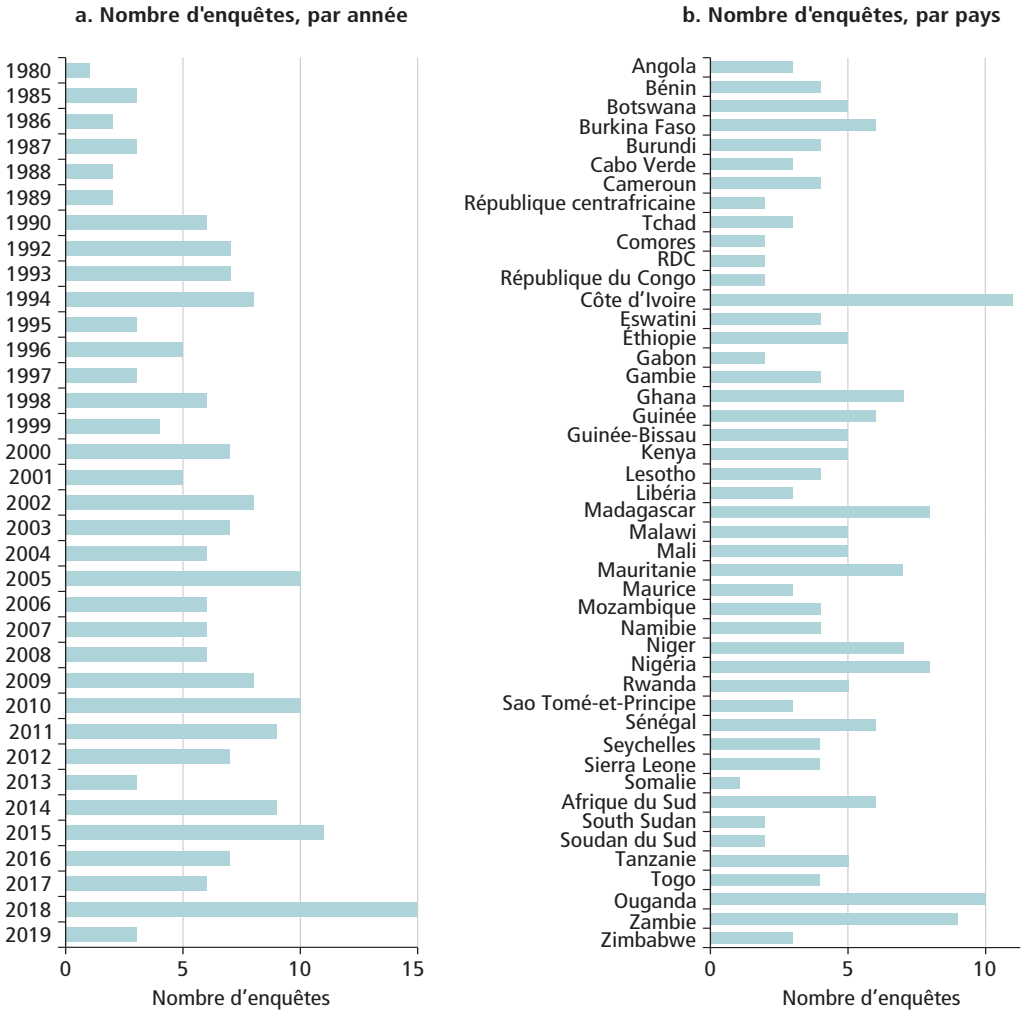
Aperçu de la disponibilité des données en Afrique subsaharienne

Il est essentiel de disposer de données d'enquête sur les ménages qui soient de haute qualité et fiables afin de suivre les progrès réalisés en matière de réduction de la pauvreté et des inégalités, ainsi que vis-à-vis de la réalisation des ODD. Malgré l'augmentation du nombre d'enquêtes depuis les années 1980, la plupart des pays d'Afrique subsaharienne affichent une fréquence et une qualité des données d'enquête qui laissent à désirer. Depuis les années 1980, seuls 25 des 46 pays d'Afrique subsaharienne ayant réalisé des enquêtes sur les revenus ou la consommation en ont mené au moins cinq (Figure 2.1). Entre 1900 et 2006, la base de données mondiale sur les inégalités de revenus (WIID) ne contient que cinq observations par année et par pays rassemblant des données de haute qualité sur les revenus et la consommation pour l'Afrique subsaharienne, contre 65 pour l'Amérique centrale et l'Amérique du Sud et 719 pour l'Europe de l'Ouest (Zizzamia, David et Leibbrandt, 2021). De même, selon le rapport 2022 sur la pauvreté et la prospérité partagée (Banque mondiale, 2022b), seuls 9 des 91 pays ayant réalisé

deux enquêtes comparables auprès des ménages entre 2014 et 2019 se trouvent en Afrique subsaharienne. De telles lacunes dans les données rendent impossible l'évaluation de l'impact des politiques ou des chocs en temps voulu.

Le nombre d'enquêtes utilisées pour mesurer les indicateurs de bien-être non monétaires, tels que l'éducation, la nutrition et le niveau de vie, a également augmenté de manière significative (voir Alkire et Robson, 2022). En particulier, les enquêtes démographiques et de santé (EDS) et les enquêtes en grappes à indicateurs multiples (MICS) sont largement utilisées pour mesurer la pauvreté multidimensionnelle et les indicateurs clés des ODD[4]. Bien que les données des EDS fournissent des indicateurs relativement comparables pour mesurer les dimensions non monétaires du bien-être à travers le temps et les pays, il est difficile de comparer les progrès en matière d'inégalités entre les pays en raison des différences de calendrier et de fréquence des enquêtes (voir Shifa et Leibbrandt, 2022).

Figure 2.1 Disponibilité de données d'enquête en Afrique subsaharienne 1980-2019



Source : Chiffres calculés par les auteurs à partir des données de (https://pip.worldbank.org/).
Note : Aucune enquête n'a été menée en 1981-1984 et en 1991.

Principales difficultés de la mesure des inégalités en Afrique subsaharienne

Dans cette section, nous soulignons les principales difficultés que pose l'analyse des différentes dimensions et des différents aspects des inégalités en Afrique subsaharienne. Nous examinons ensuite certaines avancées méthodologiques récentes qui ont permis de surmonter certains de ces obstacles, en nous concentrant sur l'Afrique du Sud, le Kenya et le Ghana.

Mesurer les inégalités de revenus

Le coefficient de Gini est l'outil de mesure des inégalités le plus utilisé pour estimer les inégalités de revenus. Parmi les autres mesures d'inégalité de revenus couramment utilisées, on peut citer les ratios des rangs centiles, tels que la part des revenus qui revient aux 10 % les plus riches et aux 1 % les plus riches, ainsi que le ratio de Palma (part des 10 % les plus riches divisée par la part des 40 % les plus pauvres). Le coefficient de Gini peut être calculé à l'aide de la formule suivante :

$$G = \sum_{i=1}^{N} \sum_{j=1}^{N} \frac{|y_i - y_j|}{2N^2 \mu} \qquad (2.1)$$

Où y_i et y_j indiquent respectivement le niveau de revenu de l'individu i et de l'individu j, N est la taille de la population, et μ est le revenu moyen d'une société. La valeur du coefficient de Gini va de 0 à 1, où une valeur de 0 représente une égalité parfaite, où le revenu serait réparti de manière égale entre tous les membres d'une société, et où une valeur de 1 représente une inégalité totale, où une seule personne toucherait la totalité du revenu de cette société.

Le coefficient de Gini, qui figure dans la formule ci-dessus, est une mesure des inégalités relatives. Les mesures d'inégalité relative satisfont à la propriété d'invariance d'échelle : l'augmentation du revenu de chacun dans la même proportion ne modifiera pas les mesures d'inégalité relative[5].

En revanche, une variation proportionnelle du revenu de chacun augmentera les inégalités mesurées si l'on utilise une mesure d'inégalité absolue comme le coefficient de Gini absolu ou l'écart-type. Bien qu'il n'y ait pas de bonne ou de mauvaise approche en matière de mesure des inégalités, l'utilisation de mesures des inégalités relatives ou absolues peut révéler des tendances contradictoires dans ce domaine (Niño-Zarazúa, Roope et Tarp, 2017 ; Ravallion, 2020). Par exemple, Niño-Zarazúa, Roope et Tarp (2017) démontrent que si les mesures des inégalités absolues révèlent une tendance à l'augmentation des inégalités de revenus au niveau mondial, les mesures des inégalités relatives indiquent une tendance à la baisse.

Étant donné la prévalence de l'informalité et du travail indépendant dans le secteur agricole et dans d'autres secteurs au sein de nombreux pays d'Afrique subsaharienne, il est difficile de mesurer l'ensemble des revenus. Par conséquent, les analyses des inégalités en Afrique subsaharienne s'appuient fortement sur les données de consommation. L'utilisation de ces dernières, plutôt que de celle des données sur les revenus, peut conduire à sous-estimer

l'inégalité des revenus en Afrique subsaharienne (Clementi *et al.*, 2020). En effet, les enquêtes traditionnelles sur la consommation ne représentent pas de manière adéquate les biens et services utilisés par les déciles de revenus les plus élevés. Cette sous-estimation s'explique également par le fait que les riches ont tendance à épargner davantage, tandis que les pauvres ont tendance à lisser davantage leur consommation. En outre, les enquêtes sur le revenu et la consommation sous-représentent les individus et les ménages disposant de revenus élevés (Ravallion, 2022).

Diverses approches ont été utilisées pour corriger la sous-estimation des inégalités de revenus due à l'utilisation de données sur la consommation et à l'absence d'individus touchant des revenus élevés. Elles comprennent la repondération des données, l'utilisation d'un modèle micro-comportemental pour remédier aux réponses sélectives à l'enquête, l'utilisation de données externes telles que les registres de l'impôt sur le revenu et les comptes nationaux (Ravallion, 2022 ; Chancel *et al.*, 2023). Clementi *et al.* (2020) montrent qu'après ajustement pour tenir compte de la sous-déclaration des données de consommation dans six pays d'Afrique subsaharienne[6], les estimations du coefficient de Gini ont augmenté d'environ 20 %.

Une autre approche consiste à transformer les données de consommation en données de revenus par une modélisation particulière et en utilisant des données provenant de pays similaires qui disposent à la fois de données de revenus et de consommation (Chancel *et al.*, 2023 ; Gradín, 2021). Chancel *et al.* (2023) estiment les inégalités de revenus dans les pays africains entre 1990 et 2019 en combinant des enquêtes, des données fiscales et des données tirées des comptes nationaux. Toutefois, ces approches reposent fortement sur des hypothèses et présentent des limites. En outre, très peu de pays d'Afrique subsaharienne mènent des enquêtes qui collectent à la fois des données sur les revenus et sur la consommation.

L'Afrique du Sud est l'un des pays qui disposent de données relativement meilleures provenant des registres fiscaux et d'autres enquêtes sur les revenus et la consommation. Des recherches récentes combinant des données fiscales et des données d'enquête en Afrique du Sud suggèrent que les inégalités de revenus et de patrimoine en Afrique du Sud ont continué à augmenter après 2008 (Assouad, Chancel et Morgan, 2018 ; Bassier et Woolard, 2021 ; Chatterjee, Czajka et Gethin, 2022 ; Alvaredo et Atkinson, 2022), alors que si l'on se fonde sur les seules données d'enquête, il semblerait que les inégalités de revenus soient restées stables, voire aient même diminué depuis 2008 (Hundenborn, Leibbrandt et Woolard, 2018 ; Checchi, Cupak et Munzi, 2021 ; Stats SA, 2019).

Au Ghana, les enquêtes sur le niveau de vie (GLSS) constituent la principale source de données pour mesurer les inégalités de consommation et de revenus. L'enquête GLSS a compté sept cycles depuis le premier cycle en 1987-1988, avec un intervalle moyen d'environ quatre à cinq ans entre chaque cycle. Toutefois, les méthodes et le contenu des questionnaires utilisés pour mesurer la consommation et les revenus ont fortement évolué au fil du temps, il est donc à craindre que les mesures des inégalités ne soient pas comparables dans le temps (Atta-Ankomah, Lambon-Quayefio et Osei, 2023). En outre, les données publiques sur les salaires ont été utilisées pour mesurer les inégalités au Ghana, mais ces données ne couvrent qu'une petite

partie de la population. Les informations fournies par le ministère ghanéen des Finances indiquent qu'un peu plus de deux millions de personnes, soit 8,2 % de la population active, paient l'impôt sur le revenu au Ghana. En raison du manque de données fiables sur les revenus dans la plupart des pays d'Afrique subsaharienne, y compris au Ghana et au Kenya, Gradín (2021) a utilisé des séries de coefficients de Gini sur la consommation pour estimer les inégalités de revenus sur la base des estimations des paramètres du lien entre inégalités de revenus et consommation, en s'appuyant sur les pays qui disposent de données sur les deux mesures.

Mesurer les inégalités de patrimoine

L'utilisation des revenus ne reflète pas correctement les disparités d'accès aux ressources économiques. Le patrimoine est une ressource économique clé, utilisée pour lisser la consommation et aider les individus à atténuer les effets négatifs des chocs. La mesure du patrimoine au niveau des ménages ou des individus nécessite des informations sur la valeur du stock d'actifs (actifs financiers et non financiers) à un moment donné, ainsi que sur la valeur totale des dettes en cours. Le patrimoine est défini comme la valeur nette du stock d'actifs totaux moins la valeur de tous les passifs. Étant donné qu'une grande partie des familles ont un patrimoine net négatif ou nul (c'est-à-dire que la valeur totale du passif de ces familles est supérieure ou égale à la valeur de l'actif total), les indices d'inégalité standards tels que le coefficient de Gini ne conviennent pas. D'autres mesures sont alors utilisées, telles que les parts de patrimoine des 10 % les plus riches et des 50 % les plus pauvres, ainsi que le ratio de patrimoine net moyen/médian.

Les données permettant d'évaluer le patrimoine, comme indiqué ci-dessus, sont rares dans les pays à faible et moyen revenu et les pays d'Afrique subsaharienne. L'étude nationale sur la dynamique des revenus (National Income Dynamics Study, NIDS) est l'une des rares enquêtes récentes à avoir recueilli auprès des ménages des données sur le patrimoine (actifs et passifs) en Afrique du Sud. Ces données montrent qu'en Afrique du Sud, le patrimoine est réparti beaucoup plus inégalement que les revenus (Mbewe et Woolard, 2016 ; Daniels et Augustine, 2016). Des tentatives ont été initiées pour collecter des données similaires au Ghana. Néanmoins, les informations sur la valeur des actifs sont basées sur une évaluation subjective par les personnes interrogées, ou la méthode suppose que les personnes interrogées disposent d'informations exactes concernant les valeurs de leurs actifs sur le marché, ce qui n'est pas nécéssairement vrai, en particulier dans le contexte d'un pays en développement. Par conséquent, la plupart des études sur les inégalités de patrimoine ont souvent utilisé des indices d'actifs créés à partir de la propriété de biens durables d'un ménage, qui sert d'indicateur du patrimoine. Les résultats de ces études ne montrent aucune tendance cohérente (c'est-à-dire une tendance à la hausse ou à la baisse) dans les inégalités des actifs (voir, par exemple, Atta-Ankomah *et al.*, 2020). Une étude réalisée par Oduro et Doss (2018) montre qu'il y a eu des changements dans le patrimoine des ménages au fil du temps au Ghana.

Lorsqu'on évalue les inégalités de richesse à l'aide d'enquêtes auprès des ménages, il est également difficile d'inclure les plus grandes fortunes. Pour tenir compte de leur absence, certaines études combinent les données d'enquête avec les données fiscales pour estimer

les inégalités de patrimoine en Afrique du Sud (Orthofer, 2016 ; Chatterjee, Czajka et Gethin, 2022). Chatterjee, Czajka et Gethin (2022) évaluent la distribution de la richesse personnelle en Afrique du Sud entre 1993 et 2017 en combinant des microdonnées provenant des déclarations de revenus, des enquêtes auprès des ménages et des statistiques de bilans macroéconomiques. Néanmoins, il est difficile de reproduire une telle analyse dans d'autres pays d'Afrique subsaharienne en raison du manque de données d'enquête sur le patrimoine et de statistiques fiscales suffisantes, étant donné que les revenus et le patrimoine ne sont pas imposés de manière efficace dans la plupart des pays. En outre, en raison de l'évasion fiscale, même les données fiscales administratives pourraient sous-estimer l'ampleur des inégalités de patrimoine en Afrique subsaharienne (Zizzamia, David et Leibbrandt, 2021).

Inégalités de revenus et de patrimoine au sein des ménages

Les statistiques sur le revenu, la consommation et la richesse sont généralement collectées au niveau des ménages. En outre, pour tenir compte de la taille et de la composition des ménages, des techniques par habitant ou par équivalent adulte sont utilisées. Ces approches supposent que l'ensemble des revenus et de la consommation soient mis en commun au sein des familles et répartis de manière égale entre les membres du ménage. Par conséquent, ignorer les inégalités au sein des ménages conduit à sous-estimer à la fois les inégalités globales et les niveaux de pauvreté. De Vreyer et Lambert (2021), par exemple, montrent que les inégalités de consommation au sein des ménages représentent 14 % des inégalités au Sénégal, à l'aide d'une enquête s'appuyant sur des données ventilées par type de consommation. Il est très difficile de mener des enquêtes complexes représentatives au niveau national de cette manière, et ce type d'enquêtes est extrêmement rare.

L'analyse des inégalités de revenus ou de patrimoine par le prisme du genreest complexe en raison du manque de données désagrégées sur les revenus ou le patrimoine. Les indicateurs de bien-être comme l'éducation sont souvent utilisés pour mesurer les résultats individuels et les inégalités de genre. De même, les données sur les revenus ont été utilisées pour examiner les inégalités de genre, mais la qualité et la disponibilité de ces données sont relativement limitées dans la plupart des pays d'Afrique subsaharienne. Par exemple, si l'Afrique du Sud dispose d'enquêtes sur la main-d'œuvre de qualité raisonnable et publiées à une fréquence suffisamment élevée (voir Kerr, 2021), ce n'est pas le cas du Ghana et du Kenya.

L'enquête indépendante la plus récente sur la main-d'œuvre au Kenya a été réalisée en 1998-1999. Toutefois, la plupart des enquêtes nationales, telles que les enquêtes de suivi du bien-être (WMS, 1992, 1994 et 1997), les enquêtes intégrées sur les ménages au Kenya (KIHBS, 2005-2006 et 2015-2016) et le programme d'enquête continue sur les ménages au Kenya (KCHSP, 2019, 2020, 2021 et 2022) ont inclus des modules sur la main-d'œuvre.

Dans le cas du Ghana, une seule enquête sur la main-d'œuvre a été réalisée à ce jour, et ces données ne sont utiles que pour étudier les inégalités de revenus salariaux entre les individus, ce qui est comparable aux jeux de données de l'enquête GLSS (voir Atta-Ankomah *et al.*, 2020). Une analyse récente des données salariales du secteur public est également utile,

mais elle se heurte à des difficultés similaires, car elle ne tient pas compte des secteurs privé et informel (GSS, 2022). En ce qui concerne le patrimoine et les actifs, certains chercheurs ont dû collecter de nouvelles données avec des échantillons de taille relativement réduite afin d'examiner les écarts et les inégalités de genre en matière de richesse et d'actifs au niveau individuel au Ghana (Doss, Meinzen-Dick et Bomuhangi, 2014 ; Deere *et al.*, 2013 ; Oduro, Deere et Catanzarite, 2015).

Inégalités horizontales et spatiales

Les inégalités horizontales désignent les disparités de bien-être au sein de groupes sociaux bien définis (Stewart, 2008). En général, les caractéristiques ethniques (c'est-à-dire la tribu, la religion, la langue) sont utilisées pour décrire les groupes sociaux dans l'examen des inégalités horizontales dans les pays d'Afrique subsaharienne. En outre, comme les groupes ethniques ont tendance à se regrouper dans des unités spatiales (Alesina, Michalopoulos et Papaioannou, 2016), l'analyse des inégalités ethniques correspond souvent à la mesure des inégalités spatiales (c'est-à-dire les inégalités entre différentes régions d'un pays donné).

Les inégalités horizontales peuvent être mesurées à l'aide de mesures d'inégalité telles que le coefficient de Gini pondéré par la population et le coefficient de variation pondéré par la population. Alors que le coefficient de Gini mesurant les inégalités ethniques est calculé en comparant le revenu moyen de chaque groupe ethnique avec celui de tous les autres groupes ethniques, le coefficient de variation compare le revenu moyen d'un groupe donné avec le revenu moyen global.

Le coefficient de variation pondéré par la population est également l'indice le plus couramment utilisé pour mesurer les inégalités spatiales (Gluschenko, 2018). Le coefficient de variation pondéré par la population est calculé à l'aide de la formule suivante :

$$\mathrm{GCOV} = \frac{\sqrt{\sum_g^m \left(Y_g - \overline{Y}_w\right)^2 * p_g}}{\overline{Y}_w} \qquad (2.2)$$

Où m est le nombre de groupes (unités raciales, ethniques ou spatiales) ; p_g est la part de population du groupe g ; g, $\overline{Y}_w$ est le revenu moyen pondéré des groupes (la moyenne globale de la variable du revenu) ; et Y_g est le revenu moyen du groupe g. Plus la valeur de GCOV est élevée, plus les inégalités entre les groupes sont importantes (c'est-à-dire que les inégalités horizontales sont plus élevées).

Outre la disponibilité des données et les autres problèmes de mesure liés à l'estimation des inégalités verticales, la quantification et la comparaison des inégalités horizontales entre les pays et dans le temps posent certaines difficultés bien particulières (Canelas et Gisselquist, 2019 ; Leipziger, 2023). Les informations sur l'appartenance ethnique ne sont généralement pas saisies dans les enquêtes standards auprès des ménages qui mesurent les résultats en matière de bien-être, tels que les revenus ou la consommation. Dans les enquêtes sur les ménages qui recueillent des informations sur l'appartenance ethnique, comme l'EDS, les groupes minoritaires ont tendance à être sous-représentés car ils se trouvent généralement dans des

endroits éloignés ou exposés à des conflits. Dans les pays comptant un grand nombre de groupes ethniques, la taille de l'échantillon n'est souvent pas représentative pour estimer les inégalités horizontales entre tous les groupes ethniques d'un pays donné. Ainsi, lors de l'analyse des inégalités horizontales, un grand nombre de groupes ethniques minoritaires sont regroupés dans la catégorie « autres ». Cela ne tient pas compte de l'ampleur des inégalités entre les « autres » groupes. Le Ghana est un bon exemple de pays comptant de nombreux groupes ethniques : on en dénombre plus de 90[7]. Il est intéressant de noter que les études disponibles sur les inégalités horizontale au Ghana (GSS, 2015 ; Cooke, Hague et McKay, 2016 ; Atta-Ankomah *et al.*, 2020) tendent à se concentrer sur l'analyse des inégalités entre les unités spatiales (par exemple, les régions et les districts) plutôt qu'entre les groupes ethniques. Cela s'explique par les difficultés précédemment évoquées liées à l'utilisation des enquêtes sur les ménages pour mesurer les inégalités horizontales.

L'évaluation des inégalités spatiales en Afrique subsaharienne présente des défis similaires (voir Shifa et Leibbrandt, 2022). Les enquêtes standards sur les revenus et la consommation ne fournissent pas d'échantillon représentatif au-delà des premières régions administratives géographiques. Par exemple, les données de l'enquête GLSS au Ghana fournissent un échantillon représentatif au niveau régional, mais pas au niveau des districts, qui sont des unités administratives géographiques plus petites au sein des régions.

Les données de recensement fournissent elles aussi des informations sur l'appartenance ethnique et des sous-échantillons représentatifs dans la plupart des pays, mais ne disent que peu de choses des indicateurs de bien-être. En raison du manque de données sur les revenus ou la consommation, l'analyse des inégalités spatiales repose souvent sur la mesure des inégalités d'accès aux services de base. L'Afrique du Sud fait figure d'exception avec des données sur les revenus collectées à l'aide du recensement national et de vastes enquêtes telles que les enquêtes communautaires. Ces informations permettent d'estimer les disparités spatiales de revenus de manière plus précise encore.

Toutefois, en raison du manque de données sur les prix desagrégés dans l'espace, l'analyse des inégalités spatiales de revenus ne tiennenet que rarement compte des disparités de prix au sein d'un pays donné. En outre, les changements fréquents d'unités administratives compliquent les comparaisons à long terme des disparités spatiales au sein d'un pays donné. Au Ghana, par exemple, les régions administratives ont fait l'objet d'une série de réorganisations, le nombre de régions étant passé de 5 au début des années 1960 à 16 aujourd'hui. De même, alors que les districts administratifs étaient au nombre de 110 à la fin des années 1980, on en compte aujourd'hui 216.

Des études récentes utilisent les données sur la luminosité nocturne comme indicateur de substitution (ou prédicteur) de l'activité économique afin de surmonter les difficultés de mesure des inégalités ethniques et spatiales dans le temps et entre les pays (Alesina, Michalopoulos et Papaioannou, 2016 ; Lessmann et Seidel, 2017). Alesina, Michalopoulos et Papaioannou (2016), par exemple, ont combiné les données d'images satellitaires sur la densité lumineuse avec des cartes ethnographiques qui localisent les régions d'origine des groupes ethnolinguistiques, pour analyser les inégalités ethnique au niveau mondial. Néanmoins, le fait de se fonder sur

la luminosité nocturne pour estimer les inégalités spatiales présente le risque de sous-estimer les inégalités spatiales dans les zones où les activités primaires, telles que l'agriculture, constituent la principale activité économique, comme c'est le cas dans de nombreux pays d'Afrique subsaharienne (Gibson *et al.*, 2021). En outre, les cartes ethnographiques peuvent être moins précises dans les zones où les groupes ethniques ne sont pas regroupés dans l'espace, comme c'est souvent le cas dans les zones urbaines en raison des migrations.

Mobilité sociale et inégalité des chances

Il existe deux types d'analyse de la mobilité sociale : la mobilité intragénérationnelle, qui se penche sur le statut économique d'un individu au fil du temps, et la mobilité intergénérationnelle, qui compare le statut économique d'un individu à celui de ses parents. Il existe différentes méthodes pour mesurer la mobilité sociale (Fields et Ok, 1996 ; Chetty *et al.*, 2014 ; Iversen, Krishna et Sen, 2021). Les mesures de la mobilité absolue et de la mobilité relative peuvent servir à mesurer les deux types de mobilité. La mobilité intergénérationnelle absolue, par exemple, évalue l'ampleur du changement positif ou négatif d'une personne en matière de bien-être par rapport à ses parents (ou à sa propre position de départ pour la mobilité intragénérationnelle). La mobilité intergénérationnelle relative mesure à quel point le bien-être d'un individu est décorrélé de celui de ses parents. L'une des mesures de mobilité intergénérationnelle relative les plus utilisées est la mesure de corrélation des rangs, qui peut être calculée à l'aide de la formule suivante :

$$Rank_{it} = \alpha_0 + \alpha_1 Rank_{pt\text{-}1} + X\beta + \varepsilon_{it} \qquad (2.3)$$

Où $Rank_{it}$ it mesure le rang de l'enfant dans la distribution des revenus ; $Rank_{pt\text{-}1}$ est le rang de ses parents dans la distribution des revenus ; et α_1 indique dans quelle mesure le rang d'un enfant dans la distribution des revenus (à l'âge adulte) est lié à celui de ses parents. Une valeur élevée de α_1 implique une moindre mobilité entre les générations. Les matrices de transition des revenus peuvent également être utilisées pour mesurer la mobilité relative, la proportion d'enfants passant dans le quintile supérieur et dont les parents se trouvaient dans le quintile inférieur étant particulièrement intéressante. La principale limite de ces mesures de la mobilité relative est que le changement pourrait être dû à la détérioration de la situation sociale d'enfants issus de familles disposant de revenus élevés plutôt qu'à l'amélioration des résultats d'enfants issus de familles disposant de faibles revenus. Il est possible d'utiliser des mesures absolues de la mobilité ascendante, en calculant par exemple la probabilité qu'un enfant dont les parents se situent dans le 25^{e} centile de la distribution des revenus ait un niveau de revenus supérieur au seuil de pauvreté national (Chetty *et al.*, 2014).

Le concept d'inégalité des chances est étroitement lié à la mobilité sociale. Les inégalités pour des résultats spécifiques (par exemple, concernant les revenus ou l'éducation) sont causées par les circonstances (facteurs sur lesquels les individus ont un contrôle limité), les niveaux d'effort (facteurs que les individus peuvent contrôler) et les politiques (Roemer, 2002 ; Brunori, Ferreira et Peragine, 2013). L'analyse des inégalités de chances s'intéresse à la mesure dans laquelle des

facteurs autres que les niveaux d'effort influencent les résultats d'un individu en matière de bien-être. Il existe toutefois plusieurs conceptualisations et cadres pour mesurer les inégalités de chances (voir Brunori, Ferreira et Peragine, 2013 ; Bosmans et Öztürk, 2021).

L'analyse empirique des inégalités de chances implique souvent d'estimer dans quelle mesure le bien-être des individus peut varier en raison de disparités parmi les caractéristiques héritées (comme la situation socioéconomique des parents). Par exemple, une étude récente au Ghana (Lambon-Quayefio *et al.*, 2020) a conceptualisé et mesuré les inégalités de chances à l'aide des différentes circonstances personnelles qui existent entre les individus, telles que le lieu de naissance, la localité de résidence, l'éducation des parents et la présence des parents au sein du ménage. En s'appuyant sur une analyse de médiation avec deux vagues de données de l'enquête GSPS, Lambon-Quayefio *et al.* (2020) constatent que les inégalités de chances sont à l'origine de 8,1 % de l'ensemble des inégalités de consommation au Ghana.

La mobilité sociale et les inégalités dans leur ensemble sont, elles aussi, étroitement liées. Une plus grande inégalité est associée à des niveaux plus faibles de mobilité sociale (Corak, 2013 ; DiPrete, 2020). Cela s'explique principalement par le fait que les possibilités de parvenir à de meilleurs résultats en matière de bien-être sont plus inégalement réparties dans les pays où les inégalités sont élevées (Brunori, Ferreira et Peragine, 2013 ; Corak, 2013). En ce sens, les trois concepts d'inégalité, de mobilité sociale et d'inégalité des chances sont interdépendants, et plusieurs mécanismes sous-jacents ont été proposés pour expliquer les liens qui existent entre eux (Durlauf, Kourtellos et Tan, 2022).

La mesure de la mobilité ou des inégalités de chances nécessite des données qui suivent les individus dans le temps ainsi que des informations sur les parents. En général, les données sur les revenus (ou les gains), l'éducation ou le statut professionnel sont souvent utilisées dans les analyses de la mobilité. Cependant, contrairement aux pays développés où les données sur les revenus, les données administratives ou la profession sont facilement disponibles, ces informations manquent dans les pays en développement (voir Iversen, Krishna et Sen, 2021).

Il est difficile d'analyser la dynamique du bien-être en Afrique subsaharienne car seul un petit nombre de pays recueillent des données de panel représentatives au niveau national (Dang et Dabalen, 2019). Pour remédier à cela, Dang et Dabalen (2019) ont créé des panels synthétiques pour 21 pays d'Afrique subsaharienne en utilisant au moins deux enquêtes transversales comparables[8]. Dans la plupart des cas, les séries de données de panel disponibles sont des panels de ménages plutôt que des panels individuels, et ils couvrent de courtes périodes. Par exemple, dans le cas du Ghana Socioeconomic Panel Survey (GSPS), il n'y a que trois cycles de données de panel disponibles (2009-2010, 2013-2014 et 2018).

Les chercheurs sont confrontés à des défis comparables à ceux du GLSS lorsqu'ils utilisent les données de panel pour estimer la mobilité du bien-être au niveau individuel. Par exemple, le concept pertinent pour le bien-être (c'est-à-dire la consommation) ne peut être mesuré qu'au niveau du ménage et non au niveau individuel, tandis que l'analyse de la mobilité des revenus individuels est limitée au revenu salarial et n'est disponible que pour les personnes ayant un

emploi rémunéré d'une période à l'autre (voir Atta-Ankomah *et al.*, 2020 ; Atta-Ankomah et Osei, 2021 pour l'analyse de la mobilité du bien-être à l'aide de données de panel ghanéennes).

Les données de panel NIDS en Afrique du Sud suivent les individus dans le temps, ce qui permet de mesurer la mobilité des revenus entre 2008 et 2017. Bien que les séries de données de panel sur les ménageset les individus puissent être utiles pour l'analyse de la mobilité intragénérationnelle, ils ne conviennent pas pour mesurer la mobilité intergénérationnelle car les informations sur les niveaux de revenus des partenaires et des enfants adultes ne sont pas disponibles. En raison du manque de données de ce type, l'analyse de la mobilité intergénérationnelle en Afrique subsaharienne se concentre principalement sur la mobilité éducative en utilisant des données transversales telles que les données de recensement (Alesina *et al.*, 2021 ; Ouedraogo et Syrichas, 2021 ; van der Weide *et al.*, 2024 ; Razzu et Wambile, 2022). Par exemple, Ouedraogo et Syrichas (2021) ont analysé la mobilité intergénérationnelle à l'aide de données sur l'éducation et l'emploi provenant de 28 pays africains. La base de données mondiale sur la mobilité intergénérationnelle (GDIM) fournit des estimations de la mobilité intergénérationnelle absolue et relative (van der Weide et al., 2024).

L'un des avantages de la caractéristique « éducation » est que celle-ci peut être quantifiée avec plus de précision que les revenus, et ne change pas pour les individus adultes une fois qu'elle a été acquise. Cependant, contrairement aux revenus et au patrimoine, l'éducation et d'autres indicateurs non liés aux revenus ont une limite supérieure, et les estimations des études sur la mobilité sociale vont dans des directions opposées selon que l'on utilise des indicateurs liés ou non aux revenus (Iversen, Krishna et Sen, 2021).

En outre, les études sur la mobilité sont souvent fondées sur un échantillon d'enfants vivant avec leurs parents, ce qui peut introduire un biais de sélection lié à la cohabitation. Afin de réduire le biais de cohabitation, Piraino (2015) et Finn, Leibbrandt et Ranchhod (2017) estiment la mobilité intergénérationnelle des revenus en Afrique du Sud en utilisant les données du NIDS, après imputation des revenus des parents. Une telle approche est possible car l'étude NIDS pose aux personnes interrogées une série de questions sur les caractéristiques de leurs parents qui ne vivent pas avec eux ou qui sont décédés (âge, éducation et profession). Les données du GSPS comportent des questions similaires, il donc est possible d'utiliser l'approche utilisée par Piraino (2015) et Finn, Leibbrandt et Ranchhod (2017) pour estimer la mobilité intergénérationnelle des revenus salariaux au Ghana.

Mesurer les inégalités multidimensionnelles

Comme nous l'avons vu précédemment, le bien-être est un concept multidimensionnel, dont les différentes composantes peuvent se renforcer ou se compléter. Pour mesurer les inégalités multidimensionnelles à l'aide d'un seul indice, il est nécessaire de choisir les dimensions à prendre en compte et la méthode de calcul d'un indice. Il n'existe pas d'approche simple pour produire un indice d'inégalité multidimensionnelle aussi développé que les indices d'inégalité basés sur un seul indicateur de bien-être (par exemple, le revenu). Une fois que les dimensions

pertinentes ont été sélectionnées, certaines méthodes peuvent être utilisées pour calculer un indice d'inégalité multidimensionnelle (Aaberge et Brandolini, 2014).

L'approche par les capacités de Sen a été largement utilisée comme cadre théorique pour le calcul de mesures multidimensionnelles du bien-être. Sen ne fournit cependant pas la liste des capacités jugées importantes pour évaluer le bien-être individuel, car cette liste doit être déterminée en fonction de la participation du public et du contexte (Sen, 2004). Les études qui adoptent l'approche par les capacités comme cadre d'analyse de la pauvreté et des inégalités multidimensionnelles mesurent les fonctionnements et les réalisations, en raison de la difficulté de mesurer les capacités telles que définies par Sen. Par exemple, en utilisant des données au niveau microéconomique, le MPI mesure les multiples privations au sein des indicateurs concernant l'éducation, la santé et le niveau de vie (Alkire et Foster, 2011). Cependant, pour analyser les inégalités de bien-être, des mesures telles que le MPI ne sont pas appropriées car elles ne mesurent que les désavantages.

En suggérant des domaines et des indicateurs supplémentaires pour évaluer les inégalités multidimensionnelles, le cadre des inégalités multidimensionnelles (Mutlidimensional Inequality Framework, MIF) tente d'opérationnaliser l'approche des capacités de Sen (LSE, 2018). Le MIF comprend sept domaines et un éventail de sous-domaines : 1) vie et santé ; 2) sécurité physique et juridique ; 3) éducation et apprentissage ; 4) sécurité financière et travail digne : 5) conditions de vie confortables, indépendantes et sûres ; 6) participation, influence et voix ; et 7) vie personnelle, familiale et sociale). Le MIF a été utilisé pour cartographier les inégalités multidimensionnelles dans cinq pays d'Afrique de l'Ouest (Burkina Faso, Ghana, Mali, Niger et Sénégal) dans le cadre d'une étude récente (Cavero, 2020). Les résultats révèlent d'importantes inégalités multidimensionnelles en fonction du genre, du lieu, du revenu et des groupes ethniques ou religieux.

L'utilisation du MIF dans le contexte subsaharien est compliquée, principalement parce que cette mesure nécessite beaucoup de données et que les enquêtes existantes ne fournissent pas d'information sur la plupart des domaines pour une année donnée et dans le temps. En outre, la technique ne nous permet pas d'évaluer les multiples avantages et désavantages au niveau individuel.

Compte tenu des difficultés pratiques précédemment évoquées, les mesures des inégalités multidimensionnelles reposent souvent sur un petit nombre de variables de bien-être (telles que l'éducation, la santé, l'accès aux services de base et les actifs des ménages). Par exemple, dans les études sur les inégalités multidimensionnelles au Ghana, au Kenya et en Afrique du Sud, les différentes dimensions des inégalités ont été examinées à l'aide de diverses techniques analytiques et ont été analysées la plupart du temps indépendamment les unes des autres.

Les indices concernant le patrimoine ont été largement utilisés pour mesurer les résultats multidimensionnels du bien-être. Par exemple, dans le cas de l'Afrique du Sud (Stats SA, 2019), 18 indicateurs ont été utilisés pour quantifier les dimensions du bien-être économique qui ne sont pas liées aux revenus, y compris l'accès aux services de base et aux actifs des ménages

(comme le fait de posséder un téléviseur, une machine à laver, une voiture et un ordinateur). Toutefois, cette approche ne tient pas compte des variations de la qualité ou de la valeur marchande des biens possédés par les ménages, car ceux-ci sont rarement mesurés en valeur monétaire. En outre, en raison des problèmes de comparabilité des enquêtes et étant donné que les différents actifs peuvent être évalués différemment selon le contexte, il est difficile d'élaborer des indicateurs et des mesures des inégalités permettant une comparaison entre les pays.

Conclusion

Le bien-être étant une notion aux multiples dimensions, il est nécessaire de pouvoir quantifier ces différentes dimensions et aspects des inégalités afin de suivre les résultats en matière de bien-être individuel ou social. Malgré cela, la majorité des analyses des inégalités en Afrique subsaharienne se concentrent sur l'évaluation des inégalités économiques, telle que les inégalités de revenus mesurées à l'aide de données sur la consommation. Cependant, les enquêtes de consommation qui soient de bonne qualité, publiées à une fréquence suffisamment élevée (ou d'enquêtes connexes) et avec des séries longues sont encore assez rares en Afrique subsaharienne, il est donc difficile d'évaluer les effets des politiques ou des chocs en temps voulu. De même, à l'exception de l'Afrique du Sud, il n'existe pas d'enquêtes représentatives au niveau national qui recueillent des informations sur les actifs et les passifs afin d'évaluer les disparités de patrimoine. Enfin, les enquêtes sur les revenus et le patrimoine sous-estiment considérablement les inégalités en Afrique subsaharienne dans la mesure où elles ne tiennent pas compte des personnes ayant les revenus les plus élevés et des personnes très fortunées.

Nous avons souligné certaines avancées méthodologiques récentes qui combinent les données fiscales, les comptes nationaux et les données d'enquête afin de résoudre certaines difficultés liées à l'estimation du patrimoine et des inégalités de revenus, sur la base des seules données d'enquête. L'utilisation d'une telle approche dans le contexte de l'Afrique subsaharienne reste difficile en raison du manque de données fiscales et d'autres séries de données pertinents. Il est donc essentiel d'améliorer la qualité et la disponibilité des données administratives et des données d'enquête dans les pays d'Afrique subsaharienne.

Notes

1. Dans ce contexte, l'espace d'évaluation désigne toutes les informations nécessaires à l'évaluation du bien-être.
2. Il a défini les fonctionnements comme les « diverses choses qu'une personne peut apprécier de faire ou d'être », et les capacités comme « les différentes combinaisons de fonctionnements qu'il lui est possible de réaliser » (Sen, 1999, p. 75).
3. D'autres cadres, comme celui des droits humains, ont également été utilisés pour mesurer la pauvreté et les inégalités multidimensionnelles (voir Gordon *et al.*, 2003).
4. Alkire et Robson (2022) fournissent une liste de portails de données qui peuvent être utilisés pour localiser des données d'enquêtes nationales multithématiques sur les ménages. Voir également Zizzamia, David et Leibbrandt (2021).
5. Pour une vue d'ensemble des principaux axiomes d'inégalité, voir Shifa et Ranchhod (2019).
6. Ils ont ajusté la partie supérieure de la distribution de la consommation en utilisant les informations de la distribution des revenus obtenues à partir du même échantillon, à l'aide des données du Ghana, du Kenya, du Malawi, du Niger, du Nigéria et de l'Ouganda.
7. https://minorityrights.org/country/ghana/
8. Éthiopie, Ghana, Afrique du Sud, Tanzanie, Malawi, Nigéria et Ouganda.

Références

Aaberge, Rolf, and Andrea Brandolini. 2014. "Multidimensional Poverty and Inequality." Economic Research and International Relations Area, Bank of Italy, Rome. https://EconPapers.repec.org/RePEc:bdi:wptemi:td_976_14.

Alesina, Alberto, Sebastian Hohmann, Stelios Michalopoulos, and Elias Papaioannou. 2021. "Intergenerational Mobility in Africa." *Econometrica* 89 (1): 1–35. https://doi.org/10.3982/ECTA17018.

Alesina, Alberto, Stelios Michalopoulos, and Elias Papaioannou. 2016. "Ethnic Inequality." *Journal of Political Economy* 124 (2): 428–88. https://doi.org/10.1086/685300.

Alkire, Sabina, and James Foster. 2011. "Counting and Multidimensional Poverty Measurement." *Journal of Public Economics* 95 (7): 476–87. https://doi.org/10.1016/j.jpubeco.2010.11.006.

Alkire, Sabina, and Matthew Robson. 2022. "On International Household Survey Data Availability for Assessing Pre-Pandemic Monetary and Multidimensional Poverty in Developing Countries." *Development Studies Research* 9 (1): 277–95. https://doi.org/10.1080/21665095.2022.2141286.

Alvaredo, Facundo, and A. B. Atkinson. 2022. "Top Incomes in South Africa in the Twentieth Century." *Cliometrica* 16 (3): 477–546. https://doi.org/10.1007/s11698-021-00235-4.

Assouad, Lydia, Lucas Chancel, and Marc Morgan. 2018. "Extreme Inequality: Evidence from Brazil, India, the Middle East, and South Africa." *AEA Papers and Proceedings* 108: 119–23. https://doi.org/10.1257/pandp.20181076.

Atta-Ankomah, Richmond, Monica P. Lambon-Quayefio, and Robert Darko Osei. 2023. "Differences in Inequality Measurement: Ghana Case Study." WIDER Working Paper No. 2023/91, United Nations University, World Institute for Development Economics Research, Helsinki, Finland. https://ideas.repec.org/p/unu/wpaper/wp-2023-91.html.

Atta-Ankomah, Richmond, and Robert Darko Osei. 2021. "Structural Change and Welfare: A Micro Panel Data Evidence from Ghana." *Journal of Development Studies* 57 (11): 1927–44. https://doi.org/10.1080/00220388.2021.1939864.

Atta-Ankomah, Richmond, Robert Darko Osei, Isaac Osei-Akoto, Felix Ankomah Asante, Abena D. Oduro, Nkechi Owoo, Monica Lambon-Quayefio, and Stephen Afranie. 2020. "Inequality Diagnostics for Ghana." African Center of Excellence for Inequalities Research, University of Cape Town, South Africa.

Bassier, Ihsaan, and Ingrid Woolard. 2021. "Exclusive Growth? Rapidly Increasing Top Incomes Amid Low National Growth in South Africa." *South African Journal of Economics* 89 (2): 246–73. https://doi.org/10.1111/saje.12274.

Bosmans, Kristof, and Z. Emel Öztürk. 2021. "Measurement of Inequality of Opportunity: A Normative Approach." *Journal of Economic Inequality* 19 (2): 213–37. https://doi.org/10.1007/s10888-020-09468-1.

Brunori, Paolo, Francisco H. G. Ferreira, and Vito Peragine. 2013. "Inequality of Opportunity, Income Inequality and Economic Mobility: Some International Comparisons." Policy Research Working Paper No. 6304, World Bank, Washington, DC. https://ideas.repec.org/p/wbk/wbrwps/6304.html.

Canelas, Carla, and Rachel M. Gisselquist. 2019. "Horizontal Inequality and Data Challenges." *Social Indicators Research* 143 (1): 157–72. https://doi.org/10.1007/s11205-018-1932-1.

Cavero, Teresa. 2020. "Analysis of Multidimensional Inequalities in West Africa and a Strategy for Inequality Reduction." DEVCO, AFD, AECID and Oxfam Research Project. Agence Française de Développement, Paris.

Chancel, Lucas, Denis Cogneau, Amory Gethin, Alix Myczkowski, and Anne-Sophie Robilliard. 2023. "Income Inequality in Africa, 1990–2019: Measurement, Patterns, Determinants." *World Development* 163: 106162. https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2022.106162.

Chatterjee, Aroop, Léo Czajka, and Amory Gethin. 2022. "Wealth Inequality in South Africa, 1993–2017." *World Bank Economic Review* 36 (1): 19–36. https://doi.org/10.1093/wber/lhab012.

Checchi, Daniele, Andrej Cupak, and Teresa Munzi. 2021. "Empirical Challenges Comparing Inequality across Countries: The Case of Middle-Income Countries from the LIS Database." In *Inequality in the Developing World*, edited by Carlos Gradín, Murray Leibbrandt, and Finn Tarp, 74–106. Oxford, United Kingdom: Oxford University Press. https://doi.org/10.1093/oso/9780198863960.003.0004.

Chetty, Raj, Nathaniel Hendren, Patrick Kline, and Emmanuel Saez. 2014. "Where Is the Land of Opportunity? The Geography of Intergenerational Mobility in the United States." *Quarterly Journal of Economics* 129 (4): 1553–623. https://doi.org/10.1093/qje/qju022.

Clementi, Fabio, Andrew Dabalen, Vasco Molini, and Francesco Schettino. 2020. "We Forgot the Middle Class! Inequality Underestimation in a Changing Sub-Saharan Africa." *Journal of Economic Inequality* 18: 45–70. https://doi.org/10.1007/s10888-019-09432-8.

Cooke, Edgar, Sarah Hague, and Andy McKay. 2016. "The Ghana Poverty and Inequality Report: Using the 6th Ghana Living Standards Survey." University of Sussex, Brighton, UK.

Corak, Miles. 2013. "Income Inequality, Equality of Opportunity, and Intergenerational Mobility." *Journal of Economic Perspectives* 27 (3): 79–102. https://doi.org/10.1257/jep.27.3.79.

Dang, Hai-Anh H., and Andrew L. Dabalen. 2019. "Is Poverty in Africa Mostly Chronic or Transient? Evidence from Synthetic Panel Data." *Journal of Development Studies* 55 (7): 1527–47. https://doi.org/10.1080/00220388.2017.1417585.

Daniels, Reza C., and Taryn Augustine. 2016. "The Measurement and Distribution of Household Wealth in South Africa Using the National Income Dynamics Study (NIDS) Wave 4." SALDRU Working Paper No. 183, Southern Africa Labour and Development Research Unit, University of Cape Town, South Africa. https://ideas.repec.org/p/ldr/wpaper/183.html.

De Vreyer, Philippe, and Sylvie Lambert. 2021. "Inequality, Poverty, and the Intra-Household Allocation of Consumption in Senegal." *World Bank Economic Review* 35 (2): 414–35. https://doi.org/10.1093/wber/lhz052.

Deere, Carmen Diana, Abena D. Oduro, Hema Swaminathan, and Cheryl Doss. 2013. "Property Rights and the Gender Distribution of Wealth in Ecuador, Ghana and India." *Journal of Economic Inequality* 11 (2): 249–65. https://doi.org/10.1007/s10888-013-9241-z.

DiPrete, Thomas A. 2020. "The Impact of Inequality on Intergenerational Mobility." *Annual Review of Sociology* 46 (1): 379–98. https://doi.org/10.1146/annurev-soc-121919-054814.

Doss, Cheryl, Ruth Meinzen-Dick, and Allan Bomuhangi. 2014. "Who Owns the Land? Perspectives from Rural Ugandans and Implications for Large-Scale Land Acquisitions." *Feminist Economics* 20 (1): 76–100. https://doi.org/10.1080/13545701.2013.855320.

Durlauf, Steven N., Andros Kourtellos, and Chih Ming Tan. 2022. "The Great Gatsby Curve." *Annual Review of Economics* 14 (1): 571–605. https://doi.org/10.1146/annurev-economics-082321-122703.

Fields, Gary S., and Efe A. Ok. 1996. "The Meaning and Measurement of Income Mobility." *Journal of Economic Theory* 71 (2): 349–77. https://doi.org/10.1006/jeth.1996.0125.

Finn, Arden, Murray Leibbrandt, and Vimal Ranchhod. 2017. "Patterns of Persistence: Intergenerational Mobility and Education in South Africa." SALDRU Working Paper No. 175, Southern Africa Labour and Development Research Unit, University of Cape Town, South Africa.

Gibson, John, Susan Olivia, Geua Boe-Gibson, and Chao Li. 2021. "Which Night Lights Data Should We Use in Economics, and Where?" *Journal of Development Economics* 149: 102602. https://doi.org/10.1016/j.jdeveco.2020.102602.

Gluschenko, Konstantin. 2018. "Measuring Regional Inequality: To Weight or Not to Weight?" *Spatial Economic Analysis* 13 (1): 36–59. https://doi.org/10.1080/17421772.2017.1343491.

Gordon, David, Shailen Nandy, Christina Pantazis, Simon Pemberton, and Peter Townsend. 2003. *Child Poverty in the Developing World*. Bristol, United Kingdom: The Policy Press.

Gradín, Carlos. 2021. "WIID Companion (March 2021): Data Selection." United Nations University, World Institute for Development Economics Research, Helsinki, Finland. https://doi.org/10.35188/UNU-WIDER/WTN/2021-4.

GSS (Ghana Statistical Service). 2015. *Ghana Poverty Mapping Report*. Accra: GSS.

GSS (Ghana Statistical Service). 2022. *Ghana 2022 Earnings Inequality in the Public Sector*. Accra: GSS.

Hillesund, Solveig, Karim Bahgat, Gray Barrett, Kendra Dupuy, Scott Gates, Håvard Mokleiv Nygård, Siri Aas Rustad, Håvard Strand, Henrik Urdal, and Gudrun Østby. 2018. "Horizontal Inequality and Armed Conflict: A Comprehensive Literature Review." *Canadian Journal of Development Studies/Revue Canadienne d'études Du Développement* 39 (4): 463–80. https://doi.org/10.1080/02255189.2018.1517641.

Hundenborn, Janina, Murray Leibbrandt, and Ingrid Woolard. 2018. "Drivers of Inequality in South Africa." WIDER Working Paper No. 2018/162, United Nations University, World Institute for Development Economics Research, Helsinki, Finland. https://doi.org/10.35188/UNU-WIDER/2018/604-3.

Iversen, Vegard, Anirudh Krishna, and Kunal Sen. 2021. *Social Mobility in Developing Countries*. Oxford, United Kingdom: Oxford University Press. https://global.oup.com/academic/product/social-mobility-in-developing-countries-9780192896858?prevNumResPerPage=20&prevSortField=1&sortField=8&resultsPerPage=20&start=0&lang=en&cc=gb.

Kerr, Andrew. 2021. "Measuring Earnings Inequality in South Africa Using Household Survey and Administrative Tax Microdata." WIDER Working Paper No. 2021/82, United Nations University, World Institute for Development Economics Research, Helsinki, Finland. https://doi.org/10.35188/UNU-WIDER/2021/020-7.

KNBS (Kenya National Bureau of Statistics). 2020. *Inequality Trends and Diagnostics in Kenya 2020*. Nairobi: KNBS.

Lambon-Quayefio, Monica P., Robert D. Osei, Abena D. Oduro, and Isaac Osei Akoto. 2020. "Understanding the Relationship between Consumption Inequality, Inequality of Opportunity and Education Outcomes in Ghana." AFD Research Paper 159, Agence Française de Développement, Paris.

Leipziger, Lasse Egendal. 2023. "Measuring Ethnic Inequality: An Assessment of Extant Cross-National Indices." *British Journal of Political Science* 53 (2): 652–73. https://doi.org/10.1017/S000712342200014X.

Lessmann, Christian, and André Seidel. 2017. "Regional Inequality, Convergence, and Its Determinants—A View from Outer Space." *European Economic Review* 92: 110–32. https://doi.org/10.1016/j.euroecorev.2016.11.009.

LSE (London School of Economics and Political Science). 2018. *Multidimensional Inequality Framework*. London: LSE.

Mbewe, Samson, and Ingrid Woolard. 2016. "Cross-Sectional Features of Wealth Inequality in South Africa: Evidence from the National Income Dynamics Study." SALDRU Working Paper No. 185, Southern Africa Labour and Development Research Unit, University of Cape Town, South Africa. https://api.semanticscholar.org/CorpusID:157079862.

Niño-Zarazúa, Miguel, Laurence Roope, and Finn Tarp. 2017. "Global Inequality: Relatively Lower, Absolutely Higher." *Review of Income and Wealth* 63 (4): 661–84. https://doi.org/10.1111/roiw.12240.

Oduro, Abena D., Carmen Diana Deere, and Zachary B. Catanzarite. 2015. "Women's Wealth and Intimate Partner Violence: Insights from Ecuador and Ghana." *Feminist Economics* 21 (2): 1–29. https://doi.org/10.1080/13545701.2014.997774.

Oduro, Abena D., and Cheryl R. Doss. 2018. "Changing Patterns of Wealth Distribution: Evidence from Ghana." *Journal of Development Studies* 54 (5): 933–48. https://doi.org/10.1080/00220388.2018.1430769.

Orthofer, Anna. 2016. "Wealth Inequality in South Africa: Evidence from Survey and Tax Data." REDI3x3 Working Paper No. 15, Southern Africa Labour and Development Research Unit, University of Cape Town, South Africa.

Ouedraogo, Rasmane, and Nicolas Syrichas. 2021. "Intergenerational Social Mobility in Africa Since 1920." IMF Working Paper No. 2021/215, International Monetary Fund, Washington, DC. https://doi.org/10.5089/9781513593807.001.

Piraino, Patrizio. 2015. "Intergenerational Earnings Mobility and Equality of Opportunity in South Africa." *World Development* 67: 396–405. https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2014.10.027.

Ravallion, Martin. 2020. "Ethnic Inequality and Poverty in Malaysia since May 1969. Part 1: Inequality." *World Development* 134 (C). https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2020.1.

Ravallion, Martin. 2022. "Missing Top Income Recipients." *Journal of Economic Inequality* 20 (1): 205–22. https://doi.org/10.1007/s10888-022-09530-0.

Razzu, Giovanni, and Ayago Wambile. 2022. "Four Decades of Intergenerational Educational Mobility in Sub-Saharan Africa." *Journal of Development Studies* 58 (5): 931–50. https://doi.org/10.1080/00220388.2021.2008366.

Roemer, John E. 2002. "Equality of Opportunity: A Progress Report." *Social Choice and Welfare* 19 (2): 455–71. https://doi.org/10.1007/s003550100123.

Sen, Amartya. 1992. *Inequality Reexamined*. Oxford: Clarendon Press.

Sen, Amartya. 1999. *Development as Freedom*. Oxford: Oxford University Press.

Sen, Amartya. 2004. "Capabilities, Lists, and Public Reason: Continuing the Conversation." *Feminist Economics* 10 (3): 77–80. https://doi.org/10.1080/1354570042000315163.

Shifa, Muna, and Murray Leibbrandt. 2022. "Spatial Inequality in Sub-Saharan Africa." *African Geographical Review* 43 (1): 1–17. https://doi.org/10.1080/19376812.2022.2099916.

Shifa, Muna, and Vimal Ranchhod. 2019. "Handbook on Inequality Measurement for Country Studies." African Center of Excellence for Inequalities Research, University of Cape Town, South Africa.

Stats SA (Statistics South Africa), SALDRU (Southern Africa Labour and Development Research Unit), and AFD (Agence Française de Développement). 2019. *Inequality Trends in South Africa: A Multidimensional Diagnostic of Inequality, 2017*. Pretoria: Stats SA, SALDRU, and AFD.

Stewart, Frances, ed. 2008. *Horizontal Inequalities and Conflict*. London: Palgrave Macmillan UK. https://doi.org/10.1057/9780230582729.

Stiglitz, Joseph, Amartya Sen, and Jean Fitoussi. 2009. "Report of the Commission on the Measurement of Economic Performance and Social Progress." www.stiglitz-sen-fitoussi.fr.

Van der Weide, Roy, Christoph Lakner, Daniel Gerszon Mahler, Ambar Narayan, and Rakesh Gupta. 2024. "Intergenerational Mobility around the World: A New Database." *Journal of Development Economics* 166: 103167. https://doi.org/10.1016/j.jdeveco.2023.103167.

World Bank. 2022. *Poverty and Shared Prosperity 2022: Correcting Course.* Washington, DC: World Bank.

Zizzamia, Rocco, Anda David, and Murray Leibbrandt. 2021. "Inequality in Sub-Saharan Africa: A Review Paper." AFD Research Paper 207, Agence française de développement, Paris.

PARTIE 2

Analyser et réduire les inégalités multidimensionnelles

Chapitre 3

Inégalités en matière d'éducation et de santé

Monica Lambon-Quayefio, Vimal Ranchhod, Nkechi Owoo, Moses Muriithi, Linda Zanfini, Reuben Mutegi et Germano Mwabu

Introduction

De nombreux pays d'Afrique subsaharienne ont réalisé des progrès significatifs dans l'amélioration de l'accès à la santé et à l'éducation, ce qui s'est traduit par un capital humain amélioré ces dernières années. Cependant, la région reste caractérisée par des inégalités dans les domaines de la santé et de l'éducation, lesquels sont étroitement liés. Ces inégalités se renforcent mutuellement, ainsi les progrès réalisés dans certains domaines du capital humain sont entravés par l'absence de progrès dans d'autres dimensions. L'accès à l'éducation et à la santé influe non seulement sur la possibilité d'une vie meilleure, mais permet également de participer plus activement aux activités économiques et politiques (Sen, 2000).

Les disparités dans les niveaux d'éducation et de santé sont des déterminants clés des résultats sur le marché du travail et sont donc des facteurs essentiels des inégalités de revenus. Dans les pays en développement, les inégalités en matière d'éducation et de santé sont deux sources importantes d'inégalité économique globale, et sont principalement engendrées par les inégalités de chances (Lambon-Quayefio *et al.*, 2020).

Les inégalités de chances représentent le fait que les circonstances dites « héritées », telles que le genre, la race, le lieu de naissance et les antécédents familiaux, influent sur les réalisations d'un individu, par exemple les revenus, le niveau d'éducation et la profession. Les inégalités de chances constituent l'aspect des inégalités le plus difficile à traiter (Lambon-Quayefio *et al.*, 2020). En termes de santé, les inégalités de chances se manifestent par des disparités dans l'accès aux soins de santé, dans les résultats des soins de santé et dans les connaissances en matière de santé. De même, les inégalités de chances en matière d'éducation peuvent être des disparités dans l'accès à une éducation de qualité, dans les résultats scolaires et dans la maîtrise des ressources éducatives. Ces disparités n'affectent pas seulement le bien-être des individus, mais contribuent également à perpétuer les inégalités de manière générale et limitent

la mobilité ascendante, raison pour laquelle elles sont traitées ensemble dans ce chapitre. Il est donc essentiel de s'attaquer aux inégalités de chances dans les domaines de l'éducation et de la santé afin de réduire les écarts fondamentaux observés en termes de bien-être. Un accès équitable à l'éducation et à la santé, voilà le principal levier à actionner par les décideurs politiques pour s'attaquer aux inégalités de chances et minimiser les traitements injustes au sein de la société.

Dans la suite de ce chapitre, nous soulignons les principales caractéristiques des inégalités d'accès et de résultats dans les domaines de l'éducation et de la santé en nous appuyant sur des exemples observés au Ghana, au Kenya, en Afrique du Sud, au Burkina Faso, en Zambie et au Malawi. Tout d'abord, le chapitre se penche sur les inégalités dans l'enseignement primaire, secondaire et supérieur dans certains pays africains. Ensuite, nous nous concentrons sur les inégalités dans l'accès aux services de santé et sur les résultats en matière de santé maternelle et infantile. Enfin, le chapitre met en évidence les liens entre l'éducation et la santé, ainsi que l'impact de ces dimensions du capital humain sur le marché du travail et le bien-être des ménages en Afrique subsaharienne.

Inégalités dans l'éducation

L'éducation est l'un des principaux facteurs de développement économique et les dirigeants africains, qui en sont bien conscients, ont toujours accordé la priorité à l'éducation dans leurs programmes de développement. Depuis l'indépendance, le taux de scolarisation dans l'enseignement primaire s'est hissé jusqu'à plus de 80 % en moyenne, le continent africain connaissant l'une des plus fortes augmentations du taux de scolarisation dans l'enseignement élémentaire parmi toutes les régions en développement (Institut de statistique de l'UNESCO (ISU), 2023). Malgré cette hausse, le taux moyen de scolarisation dans l'éducation de base en Afrique reste inférieur à l'objectif d'enseignement primaire universel (EPU) fixé pour 2015 par les objectifs du Millénaire pour le développement. Les données montrent que l'Afrique subsaharienne présente les taux d'exclusion scolaire les plus élevés au monde : un cinquième des enfants âgés de 6 à 11 ans n'est pas scolarisé, ainsi qu'un tiers des jeunes âgés de 12 à 14 ans. Les taux de scolarisation au-delà du niveau primaire sont encore plus bas : selon l'Institut de statistique de l'UNESCO, près de 60 % des jeunes âgés de 15 à 17 ans ne sont pas scolarisés.

Des disparités de genre subsistent sur ce point, et la scolarisation des filles est à la traîne dans toute la région. Au niveau de l'école primaire, 23 % des filles décrochent contre 19 % des garçons et, à l'âge de l'adolescence, les filles enregistrent un taux d'exclusion de 36 % contre 32 % pour les garçons (Institut de statistique de l'UNESCO (ISU), 2023).

Il est donc essentiel de comprendre les inégalités en matière d'éducation, car la répartition inégale des chances et des résultats en matière d'éducation contribue à transmettre les inégalités de chances d'une génération à l'autre. Une répartition plus équitable des opportunités d'éducation est considérée comme un catalyseur de la réduction de la pauvreté et des inégalités de revenus (Földvári et van Leeuwen, 2011 ; Grimm, 2005 ; Park; 1996). Il convient également de noter que les institutions sociales jouent un rôle important pour assurer l'égalité en matière

d'éducation (Fontanella, Sarra et Di Zio, 2020). Les principaux facteurs d'inégalité dans l'éducation sont les caractéristiques familiales, telles que le patrimoine (Lindahl *et al.*, 2015 ; Nikolai et Helbig, 2021) et les normes sociales et culturelles qui conduisent les parents à investir davantage dans l'éducation de leurs fils que de leurs filles (Erikson et Erikson, 2019). Les sous-sections suivantes étudient plus avant les inégalités dans l'enseignement primaire, secondaire et supérieur, dans certains pays africains.

Inégalités dans l'enseignement primaire et secondaire

Au cours des dernières décennies, le taux de scolarisation en Afrique subsaharienne a progressé rapidement. Entre 1971 et 2015, la proportion médiane d'enfants achevant le cycle primaire dans l'ensemble des pays africains est passée de 27 % à 67 % (Banque mondiale, 2020). La proportion médiane d'enfants terminant le premier cycle de l'enseignement secondaire a elle aussi grimpé en flèche, passant de 5 % en 1971 à 40 % en 2015. Malgré ces progrès, la qualité de l'éducation ne s'est pas améliorée dans les mêmes proportions, car un grand nombre d'élèves présentent de faibles compétences en lecture et en calcul après des années de scolarité, ce qui a été qualifié de « crise de l'apprentissage » (Bold *et al.*, 2018 ; Adeniran, Ishaku et Akanni, 2020).

Les progrès réalisés en matière de scolarisation sont le résultat de la mise en œuvre de différentes réformes politiques ciblant l'enseignement primaire et secondaire dans de nombreux pays africains. Cette section étudie les inégalités dans l'enseignement primaire et secondaire à l'aide d'exemples observés au Ghana, en Afrique du Sud, au Kenya, au Burkina Faso et en Côte d'Ivoire. Au fil des ans, ces pays ont mis en œuvre des réformes éducatives axées sur la gratuité de l'enseignement primaire et secondaire, ce qui a amélioré l'accès à l'éducation.

Au Ghana, le programme d'éducation de base universelle, obligatoire et gratuite (FCUBE) a été lancé en 1995 et le programme d'enseignement secondaire supérieur et technique/professionnel gratuit a été mis en place en 2017-2018. Le Ghana a également introduit la subvention forfaitaire par élève (Capitation Grant)[1] en 2004 et le programme de repas scolaires en 2005, tandis que le Kenya a introduit l'enseignement primaire gratuit et l'enseignement secondaire gratuit respectivement en 2003 et 2018 (Mutegi, Wanjala et Muriithi, 2017). De même, au Burkina Faso, la loi d'orientation scolaire a profité à l'éducation de base (Kouraogo et Dianda, 2008), en rendant obligatoire l'enseignement de base universel et gratuit dans les 45 provinces du pays. Ces politiques visent à améliorer l'accès à l'enseignement primaire et secondaire, en particulier pour les personnes défavorisées, comme les femmes et les populations en situation de pauvreté, dans le but d'atteindre l'égalité en matière d'éducation. Cependant, la littérature montre encore des disparités dans l'accès, les taux de transition et les taux d'achèvement du cycle scolaire dans les cinq pays en fonction du genre, de la zone de résidence et de la situation géographique.

Ces politiques ont généralement permis d'améliorer l'accès à l'éducation. Au Ghana, au Kenya, en Afrique du Sud et au Burkina Faso, les taux bruts et nets de scolarisation ont augmenté de manière significative après l'introduction des politiques éducatives dans l'enseignement primaire et secondaire. Cependant, malgré l'augmentation des taux bruts et nets de scolarisation, il existe des différences selon le genre, la zone de résidence et la zone géographique. En termes de

scolarisation, les écarts de genre diffèrent d'un pays à l'autre, l'écart se réduisant au Kenya et se creusant en faveur des filles au Ghana, tandis qu'en Côte d'Ivoire, les filles sont, encore aujourd'hui, moins scolarisées que les garçons. Au Ghana, par exemple, les taux nets de fréquentation scolaire dans le primaire pour les garçons et les filles étaient à peu près égaux en 2005-2006 (environ 68 %) et l'écart s'est creusé pour atteindre environ 3,3 points de pourcentage en faveur des filles en 2016-2017 (Atta-Ankomah *et al.*, 2020). Au Kenya, l'écart s'est réduit, la proportion de garçons scolarisés entre 6 et 18 ans étant passé de 77,2 % en 1994 à 90,9 % en 2015-2016, tandis que les chiffres concernant les filles sont passés de 73,3 % en 1994 à 90,4 % en 2015-2016 (KNBS, 2020).

En ce qui concerne les disparités de revenus, selon les données du septième cycle de l'enquête sur les niveaux de vie au Ghana (GLSS7), le taux net de scolarisation dans le premier cycle du secondaire pour les personnes appartenant au quintile de revenus le plus élevé est plus de trois fois supérieur à celui du quintile le plus bas (51,9 % contre 16,4 %), et au niveau secondaire, le rapport est d'environ huit à un (40,3 % contre 5,5 %). Au Kenya, la proportion d'enfants pauvres âgés de 6 à 18 ans fréquentant l'école est passée de 70,9 % en 1994 à 87,2 % en 2015-2016, tandis que la proportion d'enfants non pauvres scolarisés est passée de 79,4 % en 1994 à 93,4 % en 2015-2016 (KNBS, 2020). Ces résultats soulignent combien les inégalités de revenus creusent l'écart des taux de scolarisation et, en fin de compte, des niveaux d'instruction et des revenus futurs.

Les données sur la scolarisation montrent également des disparités entre les zones géographiques au sein des pays. En Afrique du Sud, le Limpopo est la province affichant la proportion la plus élevée d'enfants scolarisés, à savoir 98,8 % en 2017. Cette forte scolarisation reflète l'impact du système éducatif progressiste de l'Afrique du Sud, où l'enseignement primaire est obligatoire et « sans frais » pour les élèves issus de familles disposant de faibles revenus (Stats SA, 2019). En 2017, les provinces de Cap-Nord et de Cap-Occidental affichaient les taux de fréquentation les plus bas du pays, avec respectivement 92,7 % et 93,0 %. Au Kenya, on observe également des disparités entre régions : certains comtés, Mandera et Wazir, ayant un faible accès à tous les niveaux de l'éducation de base, tandis que d'autres bénéficient d'un accès élevé.

Au Kenya et au Burkina Faso, de grandes inégalités persistent entre les zones rurales et urbaines, les populations rurales et marginalisées ayant un accès plus faible à l'éducation (Ouilili *et al.*, 2020 ; KNBS, 2020). Au Ghana, les données du recensement de la population et du logement (GSS, 2022) montrent une forte fracture nord-sud en matière de niveau d'éducation.

Les disparités persistent également en termes de taux d'achèvement de la scolarité, les quintiles les plus pauvres ayant des taux d'achèvement bien inférieurs à ceux du quintile le plus riche au Burkina Faso, tant pour le primaire que pour le secondaire. En Côte d'Ivoire, près de 22 % des élèves n'ont pas achevé l'école primaire, 45 % n'ont pas achevé le premier cycle du secondaire et 70 % n'ont pas achevé le deuxième cycle du secondaire au cours de la période d'enquête (Sefa-Nyarko, Kyei, et Mwambari, 2018). Comme indiqué précédemment, le quintile de revenus des ménages, la région et les normes sociales semblent être les principaux facteurs d'inégalités en matière d'éducation dans la plupart de ces pays. Ces difficultés d'accès à un enseignement primaire et secondaire de qualité sont persistantes et entravent l'accès, non seulement à un enseignement supérieur de qualité, mais aussi à des emplois décents après la scolarité.

Inégalités dans l'enseignement supérieur[2]

Le niveau d'éducation connaît généralement une corrélation positive avec les revenus des ménages et/ou les niveaux de consommation. Dans les pays de l'Union douanière d'Afrique australe (UDAA) (à l'exception du Lesotho), l'éducation est l'un des principaux facteurs d'inégalité salariale, et les bénéfices de l'enseignement supérieur varient de 80 % en Afrique du Sud à 121 % en Namibie. (Banque mondiale, 2020). En Afrique du Sud plus particulièrement, les membres des ménages à la tête desquels se trouve un individu ayant fait des études supérieures ont des dépenses moyennes deux, cinq et huit fois plus élevées que les membres des ménages dont le chef, respectivement, a un diplôme d'études secondaires, n'a pas fait d'études secondaires ou n'a complété qu'un cycle d'enseignement primaire (Stats SA, 2019). Au Kenya (KNBS, 2020) les écarts sont moindres, mais les membres des ménages dirigés par une personne ayant fait des études supérieures ont une consommation moyenne au moins trois fois plus élevée que les membres des ménages dirigés par une personne n'ayant pas fait d'études – par ailleurs, ils ont davantage accès à un téléphone portable et à internet.

Au Ghana (Atta-Ankomah *et al.*, 2020), l'incidence de la pauvreté n'est que de 6,4 % pour les ménages dont le chef a suivi un enseignement secondaire ou supérieur, contre 17,5 %, 28,8 % et 49,7 % pour, respectivement, ceux qui ont suivi un enseignement de base, ceux qui n'ont pas suivi d'enseignement de base et ceux qui n'ont aucune instruction (ces tendances n'ont pratiquement pas changé entre 2005 et 2017). En République démocratique du Congo (RDC) (Poncelet et Kapagama, 2020), la pauvreté n'épargne pas les ménages dont le chef a fait des études supérieures (26,9 % d'entre eux sont considérés comme pauvres), mais la proportion de pauvres est néanmoins plus de deux fois plus élevée dans les autres ménages. Dans ce pays, les enfants dont le père a fait des études supérieures ont davantage accès au même niveau d'éducation, surtout à Kinshasa.

L'importance de l'enseignement supérieur pour le bien-être des ménages réside dans le fait qu'il augmente les chances d'avoir un emploi, mais le lien entre l'éducation et l'emploi n'est pas toujours linéaire. Par exemple, dans les pays de l'UDAA (à l'exception du Lesotho), « les personnes ayant suivi une forme d'enseignement supérieur ont plus de 20 % de chances de plus d'avoir un emploi que celles qui n'ont pas reçu d'éducation formelle » (Banque mondiale, 2020, p. 52). D'autre part, au Burkina Faso (Kobiane, Ouilili et Guissou, 2020), le taux d'emploi diminue lorsque le niveau d'éducation augmente, et il atteint même, pour les diplômés de l'enseignement supérieur, des niveaux similaires à ceux de l'enseignement post-primaire.

En effet, dans ce pays, l'offre d'enseignement supérieur ne correspond pas aux besoins de l'économie locale, contribuant ainsi au chômage et au sous-emploi. En Côte d'Ivoire (Aka *et al.*, 2020), on observe le même phénomène d'inadéquation entre les compétences et les emplois ; ici, un diplôme de l'enseignement supérieur, en particulier dans les domaines techniques et professionnels, réduit le risque de chômage, mais augmente le risque de sous-emploi (car les diplômés sont souvent surqualifiés). Il existe également une différence significative entre les diplômés de l'enseignement général et ceux de l'enseignement technique/professionnel, ces derniers bénéficiant d'une meilleure adéquation « horizontale » entre leurs qualifications et les besoins du marché du travail. Toutefois, on constate également

une surcompétence (« inadéquation verticale »), car le même marché du travail ne leur offre pas suffisamment d'emplois formels. La meilleure reconnaissance des diplômes universitaires privés sur le marché du travail s'explique également par le fait que ces établissements sont mieux connectés au monde de l'entreprise.

L'enseignement supérieur peut jouer un rôle clé dans la réalisation des ODD et la lutte contre la pauvreté et les inégalités, et constitue une pierre angulaire du développement des systèmes éducatifs. En Afrique, les politiques d'accès universel à l'éducation primaire et secondaire et l'émergence d'une classe moyenne ont entraîné une augmentation de la demande d'enseignement supérieur. Celle-ci, combinée aux besoins du marché du travail, a créé de fortes attentes pour les secteurs de l'enseignement supérieur. Dans la plupart des pays d'Afrique subsaharienne, les offres d'enseignement supérieur étaient très limitées au cours des décennies qui ont suivi l'indépendance, et restaient cantonnées aux universités créées pendant la période coloniale. L'expansion de l'enseignement supérieur a eu lieu à partir de la fin des années 1980 et du début des années 1990 et s'est poursuivie au cours de la décennie suivante.

D'abord sous la responsabilité du secteur public, comme au Kenya, au Sénégal, au Burkina Faso et dans une moindre mesure en RDC (en raison de la crise institutionnelle), le secteur privé s'est fortement étendu depuis la fin des années 1990. Aujourd'hui, les taux d'inscription dans l'enseignement supérieur ont augmenté de manière significative dans toute la région, mais restent comparativement faibles : moins de 10 % au Kenya (KNBS, 2020), entre 15 et 16 % au Ghana (Atta-Ankomah *et al.*, 2020), et le nombre d'étudiants ne dépassait pas 500 000 en RDC en 2016 (Poncelet et Kapagama, 2020). La part du secteur privé fluctue également (20 % des effectifs de l'enseignement supérieur au Sénégal (Dia et Goudiaby, 2020), et plus de 34 % en RDC).

Malgré un certain élargissement de l'accès à l'enseignement supérieur, que l'on peut observer par exemple au Burkina Faso, ou dans une moindre mesure en Afrique du Sud, de fortes inégalités persistent selon l'origine des étudiants, et notamment de leur capital culturel et économique de départ. Les frais d'inscription demandés par certains établissements, notamment privés, constituent une véritable barrière économique à l'entrée, comme l'illustrent les études sur le Sénégal (Dia et Goudiaby, 2020) et la RDC (Poncelet et Kapagama, 2020). En RDC, le coût général de l'université est relativement faible mais la plupart des établissements pratiquent une sélection sur la base des résultats académiques ou d'examens, et les quelques universités véritablement « élitistes » demandent des frais d'inscription très élevés. Au Sénégal, le coût de l'éducation est également fortement lié à la qualité de l'enseignement (voir ci-dessous).

Dans les deux pays, diverses bourses et subventions permettent à de rares étudiants moins fortunés d'accéder à des institutions privées, favorisant ainsi une certaine diversité sociale mais pas une réelle intégration, qui reste freinée par la différence de capital culturel. Au Sénégal, toutefois, les établissements privés confessionnels permettent désormais aux élèves diplômés de l'enseignement confessionnel arabo-musulman d'accéder à l'enseignement supérieur, ce qui corrige une forme d'inégalité dont ils pouvaient souffrir, sans l'effacer complètement.

Le cas de l'Afrique du Sud, pour laquelle nous disposons d'informations sur les niveaux d'études, apporte un éclairage supplémentaire et confirme les tendances observées dans les autres pays d'Afrique subsaharienne, à savoir de fortes disparités régionales et, surtout, des inégalités entre les groupes de population. En effet, les populations blanches ont des niveaux d'études trois fois plus élevés que les autres groupes, « ce qui reflète les inégalités d'accès à l'éducation pendant l'apartheid ».

> « En outre, bien que tous les groupes de population soient davantage représentés parmi les diplômés post-scolaires depuis 1994, la croissance a été de 10 et 14 points de pourcentage au sein des groupes de population blanche et indienne et de seulement 5 et 7 points de pourcentage au sein des groupes de population africaine et métisse. Cela a creusé l'écart entre les groupes en matière de niveau d'études post-scolaires (Home | Siyaphambili (uct.ac.za)).

Dans tous ces cas, les inégalités socio-économiques et spatiales se chevauchent et s'entrecroisent, notamment en raison de la géographie sociale de l'enseignement supérieur, où le continuum urbain-rural est en corrélation avec des universités ayant des niveaux de coûts et des niveaux de qualité différents.

Si les inégalités de genre ont été presque éliminées dans l'accès à l'enseignement primaire et considérablement réduites dans l'enseignement secondaire, elles persistent dans l'enseignement supérieur. Au Kenya, elles ont même augmenté avec le temps, puisque les universités étaient fréquentées autant par des hommes que des femmes en 1994, tandis que 20 ans plus tard, la proportion d'hommes est de 57,6 %, tandis que celle des femmes est retombée à 42,4 % (KNBS, 2020). Les disparités de genre existent également au sein des différents secteurs universitaires : les femmes sont en effet souvent sous-représentées dans les filières STIM (science, technologie, ingénierie et mathématiques). La sous-représentation des femmes dans les filières STIM peut s'expliquer en partie par les normes sociales et culturelles dictant les rôles des hommes et des femmes dans la société, qui sont examinées plus en détail au chapitre 5.

Les inégalités sont également causées par la valeur inégale de l'éducation, en termes de qualité et de reconnaissance par le marché du travail. Au Sénégal, il existe un double clivage entre les établissements publics et privés et, au sein du secteur privé, entre les établissements d'enseignement de « première », « deuxième » et « troisième » classe. Les établissements privés, en particulier les universités d'élite des quartiers centraux de Dakar, offrent une formation de meilleure qualité et sont généralement caractérisés par des coûts de scolarité élevés. En revanche, dans les régions éloignées et à la périphérie des grandes villes, des établissements de moindre qualité et de moindre coût attirent principalement des étudiants d'origine modeste pour des études de courte durée dans des filières professionalisantes (Dia et Goudiaby, 2020).

En RDC, où l'offre de places dans les établissements d'enseignement supérieur privés est assez abondante, l'enseignement supérieur privé dispose d'effectifs enseignants plus fournis mais moins qualifiés que le secteur public, qui recrute ceux-ci à l'étranger (Poncelet et Kapagama, 2020). Les établissements situés dans des zones reculées ou rurales ne sont souvent pas accrédités et souffrent d'un manque de personnel enseignant et d'infrastructures ; les étudiants de ces zones subissent à la fois un accès insuffisant à l'enseignement et une qualité

d'enseignement médiocre. Le secteur privé propose des formations professionnelles pour tenter de répondre aux besoins du marché du travail, mais n'est pas toujours en mesure de suivre le rythme de celui-ci ; seules les institutions d'élite, qui sont coûteuses, garantissent l'intégration professionnelle.

En d'autres termes, dans ces pays comme dans d'autres parties du monde, les institutions privées facilitent l'accès à l'enseignement supérieur pour les populations ayant des ressources financières limitées ou vivant dans des zones reculées ; mais l'accès à un enseignement supérieur de qualité (privé ou public) dépend largement de l'origine des étudiants (économique, socioprofessionnelle, niveau d'éducation des parents, etc.)

Dans l'ensemble, l'enseignement supérieur améliore l'accès à de meilleurs emplois et à de meilleures opportunités, et peut donc contribuer à une relative réduction des inégalités. Cependant, lorsque, comme en Afrique, les possibilités d'accès sont très inégales, l'enseignement supérieur peut aussi cristalliser les privilèges. Ce phénomène est amplifié par celui des systèmes à plusieurs vitesses, où les étudiants font l'expérience de valeurs et de contextes différents et où la formation des classes moyennes inférieures permet un certain élargissement de l'accès à l'éducation, et donc un certain degré de mobilité sociale, mais a une valeur et un rendement moindres. Cette complexité à plusieurs niveaux confronte les jeunes, en particulier ceux issus des classes moyennes inférieures, à un plafond de verre et contribue à maintenir et à reproduire les inégalités, y compris économiques, d'une génération à l'autre.

Inégalités et injustices dans le recours au système de santé

La demande de soins de santé découle de la demande fondamentale d'une bonne santé, nécessaire à la consommation et à l'investissement, comme l'affirme Grossman (1972). C'est donc la demande de services de soins de santé qui permet de comprendre comment les populations accèdent à ces soins et les utilisent. Le recours à des intrants de santé de qualité contribue à améliorer la santé publique. Les inégalités dans l'accès aux intrants de santé affectent le recours aux services de santé, perpétuant ainsi les inégalités de santé publique. Les conséquences en matière de santé, y compris la mortalité, les maladies et la santé mentale, sont l'objectif ultime de tout programme et de toute politique de santé d'un pays. L'accès aux soins de santé est donc essentiel aux bonnes performances des systèmes de santé et le niveau d'accès à des soins de santé de qualité joue un rôle prépondérant dans la littérature sur les politiques de santé (Levesque, Harris et Russell, 2013). La plupart des études s'accordent à dire que l'accès aux services de santé est un concept multidimensionnel qui englobe le financement, l'organisation et la prestation de services, ainsi que les interactions entre les groupes et les individus qui conduisent à l'utilisation des services (Gulliford *et al.*, 2002).

Un accès durable et une meilleure utilisation des services de santé sont essentiels pour la santé physique, sociale (c'est-à-dire l'aptitude à interagir avec les autres et à créer des relations sincères) et mentale de la population. L'objectif de cette section est de donner un aperçu de l'utilisation des soins de santé sous l'angle des inégalités, en citant des exemples tirés de pays

africains. La littérature a démontré qu'il existe de fortes inégalités d'accès aux services de santé dans de nombreux pays africains. Cette évaluation se concentre sur les inégalités liées aux intrants de santé et la manière dont elles ont affecté l'utilisation des soins de santé et les conséquences sur la santé publique. Le recours aux soins de santé est souvent lié aux inégalités de revenus. Le niveau et la répartition des revenus, ainsi que les niveaux de pauvreté, contribuent souvent de manière importante aux inégalités de santé au sein des populations. Les personnes ayant un niveau d'éducation et de revenus plus élevé ont tendance à être en meilleure santé et à vivre plus longtemps. D'autre part, les inégalités de santé peuvent contribuer aux inégalités de revenus, car une bonne santé peut accroître les chances de participer au marché du travail. Les personnes en mauvaise santé physique ou mentale sont moins susceptibles de travailler et plus susceptibles d'être au chômage que les personnes en meilleure santé.

Inégalités socioéconomiques dans les soins de santé

Les inégalités dans l'accès aux soins de santé se sont énormément creusées en Afrique subsaharienne, le concept d'« accès » étant défini par la disponibilité, l'accessibilité financière, l'accessibilité physique et l'acceptabilité des services de santé (Gulliford *et al.*, 2002). L'accès aux soins de santé favorise une vie saine et prévient les maladies, les handicaps et les décès prématurés, renforçant ainsi l'équité en matière de santé pour tous (Munthali *et al.*, 2019). C'est pourquoi la lutte contre les inégalités en matière de santé, par le biais de la fourniture de soins de santé, est devenue une priorité absolue pour les organisations régionales et internationales.

Au Kenya, les principaux facteurs socioéconomiques d'inégalité dans l'utilisation des soins de santé sont les dépenses totales des ménages, le niveau d'éducation, les caractéristiques des ménages et le niveau de vie, qui sont tous proportionnellement répartis en faveur des individus les plus riches et des ménages les plus aisés (KNBS, 2020). L'analyse de l'accès aux services de santé par zone de résidence montre qu'il est plus élevé pour les ménages ruraux que pour les ménages urbains (KNBS 2020). En 2015, 66 % de la population urbaine du Kenya se faisait soigner dans un établissement public. En Afrique du Sud, la majorité des ménages dirigés par des Noirs africains et des Métis se rendent généralement dans des établissements publics, tandis que la majorité des ménages dirigés par des Indiens, des Asiatiques et des Blancs se rendent dans des établissements privés. Compte tenu de la composante démographique de la pauvreté en Afrique du Sud, cela signifie que les individus les plus pauvres se rendent principalement dans les établissements publics, tandis que les plus riches vont dans les établissements privés.

Cette situation contraste avec celle du Kenya, où les pauvres et les non-pauvres semblent utiliser les établissements publics et privés de manière presque égale (KNBS, 2020 ; Stats SA, 2019). Le Malawi se distingue du Kenya en ce qui concerne l'utilisation des services de santé par les populations les plus pauvres et les moins pauvres. Au Malawi, comme en Afrique du Sud, les plus pauvres sont plus susceptibles de se tourner vers des établissements de santé publics que privés. Dans le cas de la Zambie, les groupes les plus pauvres de la population ont davantage eu recours à des services de santé pour tous types de soins que les groupes les moins pauvres (Rudasingwa *et al.*, 2020a).

En Afrique du Sud, l'analyse des inégalités montre qu'en moyenne, les ménages ruraux mettent plus de temps à rejoindre un établissement de soins de santé que les ménages urbains (Stats SA, 2019). Les tendances en matière d'inégalité en Afrique du Sud ont également montré qu'il y avait une différence substantielle dans l'accès aux soins de santé en fonction de la race et des provinces. Au Kenya, à l'aide des indices de concentration pour les soins ambulatoires, les soins hospitaliers et les soins préventifs et de promotion de la santé, Ilinca *et al.* (2019) ont observé que les individus les plus riches recourent davantage aux services de santé que le reste de la population, tandis que les groupes de statut socioéconomique inférieur représentent une part significativement plus faible du recours aux services de soins de santé, quel que soit le type de service. Au Burkina Faso, les segments les moins pauvres de la population utilisent davantage de services ambulatoires et hospitaliers que les plus pauvres, surtout en ce qui concerne les services hospitaliers. Les résultats du Burkina Faso sont cohérents avec le cas du Malawi, où les groupes riches de la population utilisent plus de services de santé que les groupes pauvres (Rudasingwa *et al.*, 2020a).

Atta-Ankomah *et al.* (2020) soulignent que les ménages ghanéens des quintiles de revenus supérieurs passent plus de temps à se déplacer pour se faire soigner que ceux des quintiles inférieurs. Une fois encore, les ménages ruraux passent plus de temps à se déplacer que les ménages urbains pour se faire soigner. En ce qui concerne les consultations médicales, la proportion de femmes ayant consulté un médecin était en moyenne plus élevée que celle des hommes au Ghana. Les riches consultaient davantage les médecins que les pauvres, comme le montrent les consultations médicales par quintile de revenus, le 5^{e} quintile consultant plus que le 1er quintile.

Dans le cas du Burkina Faso, Rudasingwa *et al.* (2020b) ont montré que les femmes dans les ménages non pauvres utilisaient davantage les services de maternité institutionnels que les femmes des ménages plus pauvres, les inégalités étant plus fortes dans les hôpitaux publics que dans les centres de santé publics. Le même article fait état d'une situation similaire au Malawi, où les ménages les moins pauvres utilisent davantage les services de maternité dans des établissements publics que les femmes des ménages les plus pauvres, qui utilisent davantage les services de maternité en centres de santé publics. En Zambie, on constate une inégalité persistante entre groupes socioéconomiques dans les accouchements en établissements de santé. Il apparaît que plus de 95 % des personnes appartenant au quintile le plus élevé ont accouché avec l'aide d'un professionnel de santé, contre seulement 50 % des personnes appartenant au quintile le plus bas (Rudasingwa *et al.*, 2020b).

Les inégalités persistent également en termes d'accès à l'eau potable, à l'assainissement et aux installations d'hygiène, en particulier pour les pauvres et les personnes vulnérables dans les zones rurales (Acheampong, Opoku et Tetteh, 2024). Les inégalités d'accès aux équipements d'eau, d'assainissement et d'hygiène entraînent de sérieuses conséquences en termes de maladies et de santé publique, qui sont plus répandues dans les zones rurales et parmi les plus pauvres. En utilisant un ensemble de données de panel provenant de 119 pays et collectées entre 2004 et 2020, Acheampong, Opoku et Tetteh (2024) montrent le rôle des inégalités de revenus et

de l'inclusion financière dans l'accès à des installations d'eau et d'assainissement améliorées. Les inégalités de patrimoine constituent un obstacle majeur à l'accès aux installations d'eau et d'assainissement de base, et les plus riches jouissent d'un meilleur accès à celles-ci que les pauvres. Ils montrent qu'une plus grande inclusion financière réduit l'effet négatif des inégalités de revenus sur l'installation d'équipements d'eau et d'assainissement et les pratiques d'assainissement et d'hygiène. Des politiques de protection sociale pourraient être adoptées pour lutter contre les inégalités de revenus et améliorer l'inclusion financière.

Financement de la santé

Un autre problème lié aux services de santé dans les pays africains est le financement des soins de santé[3]. Les moyens de financement des soins de santé en Afrique ont été identifiés comme un obstacle à l'accès aux soins de santé et augmentent la probabilité d'appauvrissement des ménages. C'est particulièrement le cas dans les pays en développement, où les paiements directs (reste à charge pour le patient) représentent une plus grande proportion des sources de financement des soins de santé (Organisation mondiale de la santé, 2013). De plus en plus, plusieurs pays africains mettent en œuvre des réformes du financement de la santé, qui visent à améliorer l'accès aux services de santé et la protection contre les risques financiers, dans le but de réduire les inégalités. Ces réformes visent à se rapprocher de l'objectif politique de la couverture de santé universelle (CSU).

L'Organisation mondiale de la santé (2013) souligne que de nombreux pays africains ont mis en place des mécanismes pour protéger les pauvres et les groupes les plus vulnérables, notamment en supprimant ou en réduisant les frais d'utilisation au point d'accès des services de santé. La sous-section suivante présente quelques perspectives sur les inégalités issues du financement des soins de santé dans certains pays africains.

En Afrique du Sud, les Africains noirs, les Métis et les Indiens et Asiatiques qui déclarent souffrir d'une maladie chronique ont des niveaux d'accès aux soins médicaux[4] nettement inférieurs à ceux des Blancs. Il convient également de souligner que les habitants des provinces rurales et les Africains noirs ont généralement un accès moindre aux soins médicaux. Par ailleurs, en Afrique, les femmes noires souffrant de maladies chroniques sont les moins bien loties en matière de soins de santé, par rapport au reste de la population, notamment les hommes indiens ou asiatiques et les hommes blancs. Ataguba (2021) démontre que même si les cotisations à une assurance maladie privée peuvent réduire les inégalités de revenus, les bénéficiaires de ces assurances ne représentent qu'une petite minorité généralement riche. Le manque d'accès à une aide médicale limite fortement l'accès au vaste système privé de soins de santé de haute qualité présent en Afrique du Sud.

Au Burkina Faso, les femmes les moins pauvres ont bénéficié de manière disproportionnée des montants investis dans l'ensemble des établissements de santé publics, par rapport aux pauvres. Mais les inégalités entre les femmes pauvres et les femmes les plus riches n'a cessé de se réduire, en ce qui concerne les avantages financiers offerts par les établissements publics et les dépenses de santé globales entre 2003 et 2017 (Rudasingwa *et al.*, 2020b). Cela s'explique en partie par

diverses politiques de santé, telles que la réduction et la suppression des frais d'utilisation pour la prestation de services de santé, ainsi que les systèmes de financement basés sur les performances, mis en œuvre pour améliorer l'accès aux services de santé, en particulier pour les groupes pauvres.

La ventilation des dépenses publiques en soins hospitaliers et ambulatoires a montré que les soins hospitaliers restaient largement favorables aux « moins démunis ». Rudasingwa *et al.* (2020a) ont constaté qu'au Burkina Faso, les dépenses publiques pour les soins ambulatoires étaient d'abord favorables aux « moins démunis » en 2009 et 2014, mais qu'elles sont devenues favorables aux groupes pauvres en 2017. Une analyse de l'incidence des bénéfices sur les subventions publiques pour les dépenses publiques en matière de soins curatifs a révélé une tendance en faveur des « moins démunis » dans les zones urbaines.

Au Malawi, en revanche, les dépenses globales consacrées aux soins de santé maternelle ont bénéficié de manière disproportionnée aux « moins démunis » dans les hôpitaux publics et aux plus pauvres dans les centres de santé publics. En cela, le Malawi se distingue fortement de la Zambie, où les dépenses totales et les dépenses hospitalières pour les soins maternels ont été jugées favorables aux pauvres (Rudasingwa *et al.*, 2020b). Il convient également de souligner que la mise en œuvre des politiques de santé universelle a entraîné une réduction des inégalités socioéconomiques dans les dépenses de santé, en particulier dans les centres de santé et pour les soins curatifs (Rudasingwa *et al.*, 2020b). Au Kenya, les inégalités favorables aux riches liées aux revenus, en ce qui concerne la couverture de l'assurance maladie, sont très prononcées : les ménages du quintile le plus riche ont plus de 12 fois plus de chances d'être couverts par une assurance maladie que ceux du quintile le plus pauvre (Kazungu et Barasa, 2017).

Au Ghana, le fait d'être assuré a réduit de manière significative les dépenses médicales inopinées restant à la charge du patient, chez les ménages pauvres, peu instruits, exerçant une activité non salariée et vivant loin des hôpitaux, par rapport aux mêmes ménages vivant à proximité d'un hôpital (Fiestas Navarrete *et al.*, 2019). Novignon et al. (2019) ont montré qu'il existait également des preuves d'inégalités significatives dans l'adhésion au National Health Insurance Scheme (NHIS, régime d'assurance maladie ghanéen), qui repose sur un abonnement et le paiement de cotisations. Ils ont ensuite constaté que l'accès au NHIS contribuait davantage aux inégalités en matière de consultations de soins prénatals au Ghana, en particulier par rapport à la contribution de l'éducation, de la zone de résidence et du patrimoine.

Inégalités en matière de santé maternelle et infantile

L'état de santé de la mère et de l'enfant, ainsi que la répartition équitable des services de santé constituent des indicateurs clés de la situation socioéconomique d'un pays (Bintabara, Nakamura et Seino, 2018). Dans la majorité des pays d'Afrique subsaharienne, d'importantes disparités infranationales persistent dans les interventions de santé reproductive, maternelle, néonatale et infantile (Faye *et al.*, 2020). Les régions de l'intérieur, du centre et du nord-ouest de l'Afrique subsaharienne présentent les niveaux les plus élevés d'inégalités en matière de santé infantile (Pérez-Mesa, Marrero et Darias-Curvo, 2022).

Le Ghana a le coefficient de Gini le plus bas pour la santé infantile (2,6 %), suivi du Kenya (2,9 %) et de l'Afrique du Sud (3,1 %) (Pérez-Mesa, Marrero et Darias-Curvo, 2022). La littérature montre que les antécédents familiaux, l'infrastructure domestique et la région de résidence contribuent aux disparités observées en matière de santé infantile. Entre 1990 et 2015, le Ghana a connu une baisse des taux de mortalité maternelle, passant de 760 décès maternels pour 100 000 naissances vivantes à 319 décès maternels pour 100 000 naissances vivantes (Organisation mondiale de la santé, 2023 ; Apanga et Awoonor-Williams, 2018). Malgré ces progrès, le Ghana n'a pas atteint l'objectif du Millénaire pour le développement fixé à 190 décès maternels pour 100 000 naissances vivantes en 2015. D'une manière générale, si des progrès ont été réalisés dans la réduction de la mortalité maternelle au Ghana, avec une baisse récente de certains indicateurs pertinents[5], une réduction substantielle du taux de mortalité maternelle est encore nécessaire pour atteindre l'ODD de l'ONU, à savoir 70 décès maternels pour 100 000 naissances vivantes (Apanga et Awoonor-Williams, 2018). Malgré les progrès accomplis, les inégalités en matière de santé maternelle et infantile persistent au Ghana.

Contrairement à ce que l'on observe au Ghana, les progrès en matière de mortalité maternelle sont au point mort au Kenya, malgré de récentes avancées mondiales dans le domaine des soins prénatals et maternels (Yuen, 2022). Les obstacles aux soins obstétriques d'urgence, tels que les césariennes, et l'accès insuffisant à des soins prénatals de qualité contribuent aux problèmes de santé maternelle au Kenya. Selon l'UNICEF (2020), le taux de mortalité maternelle et le taux de mortalité infantile du Kenya sont parmi les plus élevés au monde, ce qui indique des difficultés d'accès à des soins de santé de qualité dans ces services. Ce tableau décourageant est aggravé par de grandes disparités dans les taux de mortalité maternelle entre les régions, les localités et les groupes de revenus – ainsi, les ménages des quintiles de richesse inférieurs et des zones rurales sont associés à des risques sanitaires plus élevés.

Il est intéressant de souligner que pour l'Afrique du Sud, dont le coefficient de Gini concernant les revenus est plus élevé que celui du Kenya et du Ghana, les taux de mortalité maternelle et infantile sont les plus bas parmi ces trois pays, avec des projections de la Banque mondiale de 88 décès pour 100 000 naissances vivantes en 2020, un chiffre en baisse par rapport aux 105,9 décès pour 100 000 naissances vivantes enregistrés en 2019. La province de Cap-Occidental présentait le taux de mortalité maternelle le plus bas, avec 43,6 décès pour 100 000 naissances vivantes (Stats SA, 2022).

Bien qu'il existe de grandes différences dans les taux de mortalité maternelle, infantile et juvénile entre les trois pays, la nature des inégalités dans les services connexes reste un problème et est similaire dans chaque pays. Les disparités dans l'accès et la qualité des services de santé maternelle et infantile et, par conséquent, dans les conséquences sanitaires, sont influencées par la localité, les revenus ou le patrimoine et l'éducation. Par exemple, l'enquête de 2017 sur la santé maternelle au Ghana a révélé des disparités infranationales considérables en matière de mortalité maternelle et infantile (Bixby *et al.*, 2022 ; Adu, Mulay et Owusu, 2021). Anarwat, Salifu et Akuriba (2021) observent également que les inégalités dans les services de santé maternelle et infantile au Ghana sont le résultat de différences de localisation, de niveau de revenus et d'éducation.

Des schémas similaires émergent pour expliquer la nature des inégalités dans les services de santé maternelle, néonatale et infantile au Kenya et en Afrique du Sud. Selon Sidze *et al.* (2022), les inégalités en matière d'accès aux services de santé maternelle, néonatale et infantile et le recours à ces services restent considérables au Kenya, et la santé maternelle et infantile est principalement influencée par le statut socioéconomique et la situation géographique (zone urbaine ou rurale). Dans les zones rurales du Kenya, la mortalité maternelle reste relativement élevée par rapport aux zones urbaines, et la qualité des soins de santé maternelle pour les femmes disposant de faibles revenus était bien moindre dans les zones rurales que dans les zones urbaines. En ce qui concerne les inégalités régionales, selon Keats *et al.* (2018), les régions du nord-est présentent les disparités les plus importantes en matière de résultats de santé, et par rapport aux femmes plus aisées, les femmes résidant dans les régions les plus défavorisées du Kenya avaient, en moyenne, moins accès à des soins adéquats lors de l'accouchement. Or, les inégalités dans la qualité des soins de santé maternelle se traduisent par des différences au niveau de la santé de la mère et de l'enfant (Hodin, 2017).

Pour réduire les inégalités en matière de santé, les trois pays évoqués précédemment ont mis en œuvre des programmes pour remédier aux causes situées à la source des inégalités en matière d'accès et de qualité des services de soins maternels et infantiles. Il s'agit notamment du régime national d'assurance maladie au Ghana, de l'initiative Clinton Health Access Initiative (CHAI) en Afrique du Sud et des soins de santé universels au Kenya. Bien que ces actions soient importantes et aient reçu le soutien de différents gouvernements, en particulier pendant les périodes de performance macroéconomique favorable ou d'incertitude, ces programmes sociaux sont souvent les premières victimes des coupes budgétaires. Ces réductions du financement social peuvent affecter les résultats en matière de santé : à l'aide de données provenant de pays subsahariens, Chauvet *et al.* (2020) ont montré l'effet négatif de l'austérité budgétaire sur la mortalité infantile et les inégalités de santé.

Liens entre santé, éducation et résultats sur le marché du travail

L'éducation et la santé sont deux facteurs déterminants de l'emploi et constituent par conséquent des voies importantes de création d'inégalités de revenus et de persistance de celles-ci. D'une manière générale, l'accès à l'éducation et à la santé influence non seulement la capacité des personnes à mener une vie meilleure, mais leur permet également de participer activement aux activités économiques et politiques.

Lien entre les inégalités en matière d'éducation et les résultats sur le marché du travail

Les économistes s'intéressent depuis longtemps aux effets de l'éducation sur les revenus des individus. Parmi les travaux fondamentaux, on peut citer les études de Becker (1964 ; 1975) et de Mincer (1974). L'idée générale est que les individus peuvent choisir le niveau d'éducation qu'ils souhaitent acquérir. Ils font le meilleur choix en comparant les coûts associés à l'obtention d'un niveau d'éducation spécifique aux rendements correspondants (c'est-à-dire les bénéfices) qui découlent de ce niveau d'éducation, par rapport à d'autres niveaux d'éducation.

Ce problème d'optimisation de la part des individus constitue la motivation principale de la plupart des interventions éducatives, qui visent à rendre moins coûteux l'accès à des niveaux d'éducation plus élevés, soit en construisant des écoles ou en subventionnant les frais de scolarité, soit en imposant une scolarisation obligatoire, assortie d'une certaine forme de pénalité en cas de non-respect.

L'obtention de diplômes plus élevés est coûteuse, en raison des coûts réels des études et des coûts d'opportunité associés au manque à gagner pendant les études. La décision d'obtenir des diplômes plus élevés reflète donc les rendements relativement plus élevés des diplômes plus élevés. La forme la plus courante de rendement de l'éducation est représentée par des salaires plus élevés, bien que d'autres dimensions de ce rendement comprennent les perspectives d'emploi, la sécurité de l'emploi, les conditions d'emploi, la sécurité au travail et le statut social associé à certains types de professions. Par conséquent, une plus grande inégalité dans le niveau d'éducation est généralement associée à une plus grande dispersion des revenus.

L'étude empirique des rendements d'un niveau d'éducation spécifique se fait généralement dans l'esprit des travaux de Mincer (1974). Ce dernier a proposé de mesurer les rendements de l'éducation en examinant les revenus des différents groupes d'éducation. Une équation mincerienne standard modélise les salaires en fonction de l'âge et de l'éducation, l'âge étant utilisé comme indicateur de l'expérience potentielle sur le marché du travail. Cette approche, ainsi que ses variantes ultérieures, reste l'une des plus courantes pour identifier les rendements de l'éducation. Néanmoins, elle suscite des critiques valables, car elle ne prend pas en compte le caractère endogène de l'autosélection selon des facteurs non observables, potentiellement corrélés avec la situation des individus, ni les externalités dans les taux de rendement de l'éducation entre les différents groupes d'éducation.

La combinaison des inégalités des résultats scolaires et des différents taux de rendement de ces résultats constitue un lien essentiel pour comprendre les inégalités sur le marché du travail. Ceux-ci peuvent être conceptuellement considérés comme un mélange d'effets de dotation et d'effets de prix, et il s'agit d'une méthode de décomposition largement utilisée pour comprendre les changements qui surviennent dans les inégalités salariales observées.

Constats empiriques sur les rendements de l'éducation en Afrique

Un article de Psacharopoulos (1985) qui a fait date a étudié les rendements de l'éducation dans différentes régions. En Afrique, il conclut que le rendement social de l'enseignement primaire est nettement plus élevé que celui de l'enseignement secondaire ou supérieur. Toutefois, des questions ont été soulevées au sujet de ces résultats, étant donné que l'étude n'a inclus que les données de quatre pays africains pour la région Afrique et que la qualité des données, lorsqu'elles étaient disponibles, était incertaine.

Les données plus récentes provenant d'un plus grand nombre de pays indiquent que les rendements individuels de l'enseignement primaire sont généralement beaucoup plus faibles que ceux de l'enseignement secondaire ou supérieur et que, dans certains pays, les rendements de l'enseignement supérieur sont même plus élevés que ceux de l'enseignement secondaire. Cela signifie qu'un niveau d'éducation plus élevé ne conduit pas toujours à une plus grande

égalité sur le marché du travail et que, dans certains cas, les inégalités de l'éducation et les inégalités sur le marché du travail peuvent avoir une corrélation négative, même si un niveau d'éducation plus élevé coïncide certainement avec des niveaux de revenus individuels plus élevés.

Par exemple, dans le cas de l'Afrique du Sud, Branson *et al.* (2012) montrent que l'augmentation des rendements de l'enseignement post-secondaire a directement contrecarré l'effet égalisateur de l'accroissement du niveau d'éducation, ce qui a maintenu les inégalités au même niveau au fil du temps. Cela rend encore plus complexe le lien entre le niveau d'éducation, les inégalités en matière d'éducation et les inégalités sur le marché du travail, et il est nécessaire d'examiner attentivement le contexte et les spécificités du marché du travail local pour appréhender ces nuances. Il faut par ailleurs garder à l'esprit que les rendements de l'éducation sont eux-mêmes des paramètres dynamiques, qui reflètent un certain nombre de variables technologiques, structurelles et démographiques.

Lien entre la santé et les résultats sur le marché du travail

À travers le continent, il existe des disparités frappantes en matière d'accès aux soins de santé et de résultats sanitaires entre les différents groupes socioéconomiques. Dans un contexte comme celui de l'Afrique subsaharienne, l'inégalité en matière de santé au début de la vie précède l'inégalité économique à l'âge adulte (Smith-Greenaway, 2020). Ces différentes formes d'inégalités en matière de santé ont des implications importantes non seulement pour la santé des adultes, mais aussi pour celle des enfants et, par conséquent, pour le développement du capital humain. Ces inégalités de santé, tant en termes d'accès aux soins de santé que de qualité de ceux-ci, peuvent donc entraîner une baisse de la productivité dans le cas des adultes et une mauvaise santé pour les enfants, ce qui peut nuire respectivement aux résultats actuels et futurs sur le marché du travail.

Selon Ataguba et Alaba (2012), les inégalités en matière de santé provoquent de multiples privations, notamment en matière d'éducation, elles limitent les ressources productives et causent des difficultés sur le marché du travail, ce qui rend les personnes les plus exposées à ces privations dépendantes des transferts sociaux. En effet, les inégalités en matière de santé peuvent perpétuer le cycle de la pauvreté et des inégalités, limitant ainsi la mobilité sociale intergénérationnelle. Lorsque les femmes sont en mauvaise santé pendant leur grossesse en raison d'un accès limité aux soins de santé, elles sont plus susceptibles d'accoucher de bébés présentant un faible poids à la naissance et d'être victimes de naissances prématurées et des complications qui en découlent. Les écarts anthropométriques précoces favorisés par les inégalités en matière de santé peuvent se répercuter sur d'autres aspects tout au long de la vie d'un individu (von Fintel et Richter, 2019).

Au Ghana, Novignon *et al.* (2019) affirment que l'état de santé actuel des ménages détermine en grande partie la vulnérabilité future du ménage à la pauvreté. De même, von Fintel et Richter (2019) avancent des données empiriques pour montrer les effets durables des inégalités de santé sur les résultats intergénérationnels en Afrique du Sud. Plus précisément, les auteurs montrent que, puisque les compétences cognitives se développent tout au long de la vie, les inégalités

cognitives causées par les inégalités en matière de santé et d'autres dimensions socioéconomiques pourraient influencer les opportunités et les résultats sur le marché du travail. Les enfants en mauvaise santé sont plus susceptibles de manquer l'école, de prendre du retard dans leurs études et, en fin de compte, d'avoir moins de chances d'accéder à l'enseignement supérieur et à l'emploi.

Les adultes dont la santé est constamment mauvaise sont plus susceptibles de ne pas pouvoir travailler, de devoir s'absenter du travail, ou d'avoir une productivité réduite. Cela a des conséquences importantes sur leurs choix sur le marché du travail (c'est-à-dire la décision de travailler à temps plein ou à temps partiel, dans le secteur formel ou informel, etc.) et sur leurs résultats (revenus). En outre, les personnes en mauvaise santé sont moins susceptibles d'améliorer leurs compétences par le biais de la formation continue afin d'être compétitives en vue d'emplois mieux rémunérés. Cela peut limiter leur capacité à gagner des salaires élevés, et ils sont donc perpétuellement cantonnés à des salaires inférieurs. L'intersection des inégalités en matière de santé et d'éducation peut aggraver les effets négatifs des inégalités sur le marché du travail dans la plupart des pays africains.

Conclusion

Ce chapitre met en évidence les liens étroits entre les inégalités en matière d'éducation et de santé et les résultats sur le marché du travail et observe les facteurs communs à chaque type d'inégalité. Dans l'ensemble, nous observons un schéma cohérent et similaire en ce qui concerne les facteurs d'inégalité dans l'éducation et la santé. Pour les pays étudiés, les disparités en matière d'accès aux soins de santé, de résultats sanitaires et de niveau d'éducation sont dues, pour l'essentiel, à des facteurs comparables tels que la situation socioéconomique des ménages et la pauvreté, la situation géographique et le genre.

Poverty is an important driver of inequality, as it reinforces inequality in education and health. The relationship also works in the reverse direction, as education and health are key aspects of people's well-being and can enhance opportunities to participate in the labor market, decreasing income inequality. Individuals with low economic standing have limited access to quality health care services and education. Poor households are more likely to access health care services from health facilities that are less endowed with resources. Similarly, poor households are disproportionately disadvantaged in education. Although governments have implemented interventions to narrow the gap in educational access, the gap persists in educational quality, as access to good quality education is still determined by income, and children from low-income households have less access to critical skills.

La pauvreté est un facteur important d'inégalité car elle renforce les inégalités d'éducation et de santé. Cette relation fonctionne également dans le sens inverse, car l'éducation et la santé sont des aspects essentiels du bien-être des personnes et peuvent accroître les possibilités de participer au marché du travail, ce qui réduit à son tour les inégalités de revenus. Les personnes ayant une situation économique modeste disposent d'un accès moindre à des soins de santé et à une éducation de qualité. Les ménages pauvres sont plus susceptibles de recourir aux soins de santé dans des établissements de santé qui disposent de moins de ressources. De même,

les ménages pauvres sont désavantagés de manière disproportionnée en matière d'éducation. Bien que les gouvernements mettent en œuvre des actions visant à réduire l'écart en matière d'accès à l'éducation, ce dernier persiste en termes de qualité de l'éducation, car l'accès à une éducation de bonne qualité est encore déterminé par les revenus. Ainsi, les enfants des ménages disposant de faibles revenus ont moins accès aux compétences essentielles. Outre la pauvreté, les normes sociales et culturelles sont des facteurs importants dans la persistance des disparités de revenus en Afrique, ce qui entraîne d'importantes inégalités en matière de santé et d'éducation selon le genre, les femmes étant sérieusement désavantagées. Les normes sociales qui font peser sur les femmes de manière disproportionnée le fardeau des travaux domestiques et des soins non rémunérés, ainsi que des pratiques comme le mariage précoce, réduisent considérablement les chances des filles d'améliorer leur situation économique par la suite. En outre, les normes socioculturelles réduisent l'accès des femmes à des soins de santé et à une éducation de qualité et limitent leur capacité à sortir de la pauvreté par le biais du marché du travail. Des investissements plus importants dans le capital humain féminin sont nécessaires pour surmonter ce désavantage historique.

Les grandes différences dans les résultats en matière d'éducation et de santé dues à la localisation entre les différents groupes sociaux reflètent les disparités d'infrastructure entre les différentes régions d'Afrique subsaharienne. Comme nous l'avons vu, les zones rurales des pays africains manquent souvent d'infrastructures adéquates et se caractérisent par des réseaux routiers médiocres, un accès limité à l'eau et aux équipements sanitaires, ainsi qu'aux ressources éducatives et sanitaires. Ces disparités se traduisent par des résultats sous-optimaux en matière de santé et d'éducation pour la population qui réside dans ces espaces.

La persistance des inégalités en matière de santé et d'éducation d'une génération à l'autre, qui entravent la mobilité économique et sociale de certains groupes, notamment par le biais du travail, est très préoccupante. Il est important de se pencher sur les facteurs sous-jacents des inégalités en matière de capital humain (éducation et santé), car en fin de compte, c'est cette disparité qui se manifeste dans les inégalités de revenus que nous observons. Ainsi, pour atteindre l'objectif de ne pas faire de laissés-pour-compte à l'horizon 2030, il est important que les gouvernements d'Afrique subsaharienne cherchent avant tout à éliminer toutes les formes d'inégalités dans les domaines de l'éducation et de la santé.

Notes

1. La subvention forfaitaire par élève est une politique lancée par le gouvernement pour soutenir l'éducation inclusive en éliminant les frais supplémentaires et les charges au niveau de l'école de base.
2. L'analyse est basée sur des recherches menées au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, en République démocratique du Congo, au Ghana, au Kenya, au Sénégal et dans les pays de l'Union douanière d'Afrique australe, y compris l'Afrique du Sud.
3. L'accent est mis ici sur la capacité des personnes à payer même si les coûts sont élevés.
4. *Medical Aid* en Afrique du Sud est un régime de type assurance qui offre une couverture financière des frais médicaux aux membres qui paient une cotisation mensuelle pour cette couverture.
5. Le nombre de décès maternels et le taux de mortalité maternelle en institution ont diminué en 2019 et 2020, malgré l'augmentation du nombre total de naissances et la pandémie de COVID-19 (OMS 2023).

Références

Acheampong, Alex O., Eric Evans Osei Opoku, and Godsway Korku Tetteh. 2024. "Unveiling the Effect of Income Inequality on Safe Drinking Water, Sanitation and Hygiene (WASH): Does Financial Inclusion Matter?" *World Development* 178: 106573. https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2024.106573.

Adeniran, Adedeji, Joseph Ishaku, and Lateef Olawale Akanni. 2020. "Is Nigeria Experiencing a Learning Crisis? Evidence from Curriculum-Matched Learning Assessment." *International Journal of Educational Development* 77: 102199. https://doi.org/10.1016/j.ijedudev.2020.102199.

Adu, Joseph, Shree Mulay, and Mark Fordjour Owusu. 2021. "Reducing Maternal and Child Mortality in Rural Ghana." *Pan African Medical Journal* 39: 263. https://doi.org/10.11604/pamj.2021.39.263.30593.

Aka, Bédia François, Wadjamse Beaudelaire Djezou, Angbonon Eugène Kamalan, Ya Assanhoun Guillaume Kouassi, Gongbé Blaise Makaye, Konan Abogni Augustin Kouadio, Affia Larissa Ekian, et al. 2020. "Etat Des Lieux Des Inégalités En Côte d'Ivoire." AFD Research Paper 169. Agence Française de Développement, Paris.

Anarwat, Samuel George, Mubarik Salifu, and Margaret Atosina Akuriba. 2021. "Equity and Access to Maternal and Child Health Services in Ghana: A Cross-Sectional Study." *BMC Health Services Research* 21 (1): 864. https://doi.org/10.1186/s12913-021-06872-9.

Apanga, Paschal Awingura, and John Koku Awoonor-Williams. 2018. "Maternal Death in Rural Ghana: A Case Study in the Upper East Region of Ghana." *Frontiers in Public Health* 6: 101. https://doi.org/10.3389/fpubh.2018.00101.

Ataguba, John Ele-Ojo. 2021. "The Impact of Financing Health Services on Income Inequality in an Unequal Society: The Case of South Africa." *Applied Health Economics and Health Policy* 19 (5): 721–33. https://doi.org/10.1007/s40258-021-00643-7.

Ataguba, John Ele-Ojo, and Olufunke Alaba. 2012. "Explaining Health Inequalities in South Africa: A Political Economy Perspective." *Development Southern Africa* 29 (5): 756–64. https://doi.org/10.1080/0376835X.2012.730962.

Atta-Ankomah, Richmond, Robert Darko Osei, Isaac Osei-Akoto, Felix Ankomah Asante, Abena D. Oduro, Nkechi Owoo, Monica Lambon-Quayefio, and Stephen Afranie. 2020. *Inequality Diagnostics for Ghana*. African Center of Excellence for Inequalities Research, University of Cape Town, South Africa.

Becker, Gary S. 1964. *Human Capital: A Theoretical and Empirical Analysis, with Special Reference to Education*. New York: Columbia University Press.

Becker, Gary S. 1975. *Human Capital: A Theoretical and Empirical Analysis, with Special Reference to Education*, 2nd ed. Human Behavior and Social Institutions 5. New York: National Bureau of Economic Research.

Bintabara, Deogratius, Keiko Nakamura, and Kaoruko Seino. 2018. "Improving Access to Healthcare for Women in Tanzania by Addressing Socioeconomic Determinants and Health Insurance: A Population-Based Cross-Sectional Survey." *BMJ Open* 8 (9): e023013. https://doi.org/10.1136/bmjopen-2018-023013.

Bixby, Honor, James E. Bennett, Ayaga A. Bawah, Raphael E. Arku, Samuel K. Annim, Jacqueline D. Anum, Samilia E. Mintah, et al. 2022. "Quantifying Within-City Inequalities in Child Mortality across Neighbourhoods in Accra, Ghana: A Bayesian Spatial Analysis." *BMJ Open* 12 (1): e054030. https://doi.org/10.1136/bmjopen-2021-054030.

Bold, Tessa, Mwangi Kimenyi, Germano Mwabu, Alice Ng'ang'a, and Justin Sandefur. 2018. "Experimental Evidence on Scaling Up Education Reforms in Kenya." *Journal of Public Economics* 168: 1–20. https://doi.org/10.1016/j.jpubeco.2018.08.007.

Branson, Nicola, Julia Garlick, David Lam, and Murray Leibbrandt. 2012. "Education and Inequality: The South African Case." Southern Africa Labour and Development Research Unit, University of Cape Town, South Africa. https://EconPapers.repec.org/RePEc:ldr:wpaper:75.

Chauvet, Lisa, Siyavash Eslami, Marin Ferry, and Laure Pasquier-Doumer. 2020. "Spatial Inequality and Attitudes Towards Taxation: The Case of Sub-Saharan Africa." AFD Research Paper 122, Agence Française de Développement, Paris.

Dia, Hamidou, and Jean Alain Goudiaby. 2020. "Le Paradoxe de l'enseignement Supérieur Privé Au Sénégal: Réduire Les Inégalités Tout En Les Maintenant." AFD Research Paper 154, Agence Française de Développement, Paris.

Erikson, Martin G., and Malgorzata Erikson. 2019. "Learning Outcomes and Critical Thinking—Good Intentions in Conflict." *Studies in Higher Education* 44 (12): 2293–2303. https://doi.org/10.1080/03075079.2018.1486813.

Faye, Cheikh Mbacké, Fernando C. Wehrmeister, Dessalegn Y. Melesse, Martin Kavao Kavao Mutua, Abdoulaye Maïga, Chelsea Maria Taylor, Agbessi Amouzou, et al. 2020. "Large and Persistent Subnational Inequalities in Reproductive, Maternal, Newborn and Child Health Intervention Coverage in Sub-Saharan Africa." *BMJ Global Health* 5 (1): e002232. https://doi.org/10.1136/bmjgh-2019-002232.

Fiestas Navarrete, Lucia, Simone Ghislandi, David Stuckler, and Fabrizio Tediosi. 2019. "Inequalities in the Benefits of National Health Insurance on Financial Protection from Out-of-Pocket Payments and Access to Health Services: Cross-Sectional Evidence from Ghana." *Health Policy and Planning* 34 (9): 694–705. https://doi.org/10.1093/heapol/czz093.

Földvári, Péter, and Bas van Leeuwen. 2011. "Should Less Inequality in Education Lead to a More Equal Income Distribution?" *Education Economics* 19 (5): 537–54. https://doi.org/10.1080/09645292.2010.488472.

Fontanella, Lara, Annalina Sarra, and Simone Di Zio. 2020. "Do Gender Differences in Social Institutions Matter in Shaping Gender Equality in Education and the Labour Market? Empirical Evidences from Developing Countries." *Social Indicators Research* 147 (1): 133–58. https://doi.org/10.1007/s11205-019-02148-2.

Grimm, M. 2005. "Educational Policies and Poverty Reduction in Côte d'Ivoire." *Journal of Policy Modeling* 27 (2): 231–47. https://doi.org/10.1016/j.jpolmod.2004.12.002.

Grossman, Michael. 1972. "On the Concept of Health Capital and the Demand for Health." *Journal of Political Economy* 80 (2): 223–55. https://doi.org/10.1086/259880.

GSS (Ghana Statistical Service). 2022. *Ghana 2022 Earnings Inequality in the Public Sector*. Accra: GSS.

Gulliford, Martin, Jose Figueroa-Munoz, Myfanwy Morgan, David Hughes, Barry Gibson, Roger Beech, and Meryl Hudson. 2002. "What Does 'Access to Health Care' Mean?" *Journal of Health Services Research & Policy* 7 (3): 186–88. https://doi.org/10.1258/135581902760082517.

Hodin, Sarah. 2017. "Maternal Health Care in Kenya: Poor Quality for Women." *MHTF Blog*, March 15, 2017. https://www.mhtf.org/2017/03/15/maternal-health-care-in-kenya-poor-quality-for-poor-women/.

Ilinca, Stefania, Laura Di Giorgio, Paola Salari, and Jane Chuma. 2019. "Socio-Economic Inequality and Inequity in Use of Health Care Services in Kenya: Evidence from the Fourth Kenya Household Health Expenditure and Utilization Survey." *International Journal for Equity in Health* 18 (1): 196. https://doi.org/10.1186/s12939-019-1106-z.

Kazungu, Jacob S., and Edwine W. Barasa. 2017. "Examining Levels, Distribution and Correlates of Health Insurance Coverage in Kenya." *Tropical Medicine & International Health* 22 (9): 1175–85. https://doi.org/10.1111/tmi.12912.

Keats, Emily Catherine, Nadia Akseer, Zaid Bhatti, William Macharia, Anthony Ngugi, Arjumand Rizvi, and Zulfiqar Ahmed Bhutta. 2018. "Assessment of Inequalities in Coverage of Essential Reproductive, Maternal, Newborn, Child, and Adolescent Health Interventions in Kenya." *JAMA Network Open* 1 (8): e185152. https://doi.org/10.1001/jamanetworkopen.2018.5152.

KNBS (Kenya National Bureau of Statistics). 2020. *Inequality Trends and Diagnostics in Kenya 2020*. Nairobi: KNBS.

Kobiane, Jean-François, Idrissa Ouilili, and Sibi Guissou. 2020. "Etat Des Lieux Des Inégalités Multidimensionnelles Au Burkina Faso." AFD Research Paper 132, Agence Française de Développement, Paris.

Kouraogo, Pierre, and Ambroise Y. Dianda. 2008. "Education in Burkina Faso at Horizon 2025." *Journal of International Cooperation in Education* 11: 23–38.

Lambon-Quayefio, Monica P., Robert D. Osei, Abena D. Oduro, and Isaac Osei Akoto. 2020. "Understanding the Relationship between Consumption Inequality, Inequality of Opportunity and Education Outcomes in Ghana." AFD Research Paper 159, Agence Française de Développement, Paris.

Levesque, Jean-Frederic, Mark F. Harris, and Grant Russell. 2013. "Patient-Centred Access to Health Care: Conceptualising Access at the Interface of Health Systems and Populations." *International Journal for Equity in Health* 12 (1): 18. https://doi.org/10.1186/1475-9276-12-18.

Lindahl, Mikael, Mårten Palme, Sofia Sandgren Massih, and Anna Sjögren. 2015. "Long-Term Intergenerational Persistence of Human Capital: An Empirical Analysis of Four Generations." *Journal of Human Resources* 50 (1): 1–33. https://doi.org/10.3368/jhr.50.1.1.

Mincer, Jacob. 1974. *Schooling, Experience, and Earnings*. Human Behavior and Social Institutions 2. New York: National Bureau of Economic Research.

Munthali, Alister C., Leslie Swartz, Hasheem Mannan, Malcolm MacLachlan, Charles Chilimampunga, and Cecilia Makupe. 2019. "'This One Will Delay Us': Barriers to Accessing Health Care Services among Persons with Disabilities in Malawi." *Disability and Rehabilitation* 41 (6): 683–90. https://doi.org/10.1080/09638288.2017.1404148.

Mutegi, Reuben Gitonga, Genevieve Wanjala, and Moses Kinyanjui Muriithi. 2017. "Education Policies in Kenya: Does Free Secondary Education Promote Equity in Public Secondary Schools?" *International Journal of Development Research* 7 (11): 16696–16699.

Nikolai, Rita, and Marcel Helbig. 2021. "Private Schools as Drivers of Social Segregation: Why Private Schools Should Be Regulated." *On Education Journal for Research and Debate* 4 (11). https://doi.org/10.17899/on_ed.2021.11.9.

Novignon, Jacob, Bernice Ofori, Kwasi Gyabaa Tabiri, and Mohammad Habibullah Pulok. 2019. "Socioeconomic Inequalities in Maternal Health Care Utilization in Ghana." *International Journal for Equity in Health* 18 (1): 141. https://doi.org/10.1186/s12939-019-1043-x.

Ouilili, Idrissa, Abdramane Soura, Kassoum Dianou, Sibi Guissou, and Samuel Ramde. 2020. "Dynamique Des Inégalités de La Pauvreté Multidimensionnelle à Ouagadougou: Données de l'Observatoire de Population de Ouagadougou." AFD Research Paper 142, Agence Française de Développement, Paris.

Park, Kang H. 1996. "Educational Expansion and Educational Inequality on Income Distribution." *Economics of Education Review* 15 (1): 51–58. http://doi.org/10.1016/0272-7757(95)00000-3.

Pérez-Mesa, David, Gustavo A. Marrero, and Sara Darias-Curvo. 2022. "Child Health Inequality in Sub-Saharan Africa." *Economics & Human Biology* 47: 101176. https://doi.org/10.1016/j.ehb.2022.101176.

Poncelet, Marc, and Pascal Kapagama. 2020. "Des Inégalités Éducatives à La Mise En Question de l'opposition Public/Privé Dans l'enseignement Supérieur Congolais. Un Défi Documentaire et Conceptuel." AFD Research Paper 162, Agence Française de Développement, Paris.

Psacharopoulos, George. 1985. "Returns to Education: A Further International Update and Implications." *Journal of Human Resources* 20 (4): 583. https://doi.org/10.2307/145686.

Rudasingwa, Martin, Bona Mukoshya Chitah, Chrispin Mphuka, Edmund Yeboah, Emmanuel Bonnet, Valéry Ridde, Paul André Somé, Adamson Muula, and Manuela De Allegri. 2020a. "Estimating the Distributional Incidence of Healthcare Spending on Curative Health Services in Sub-Saharan Africa: Analysis in Burkina Faso, Malawi and Zambia." AFD Research Paper 140, Agence Française de Développement, Paris.

Rudasingwa, Martin, Bona Mukoshya Chitah, Chrispin Mphuka, Edmund Yeboah, Emmanuel Bonnet, Valéry Ridde, Paul André Somé, Adamson Muula, and Manuela De Allegri. 2020b. "Estimating the Distributional Incidence of Healthcare Spending on Maternal Healthcare Services in Sub-Saharan Africa: Analysis in Burkina Faso, Malawi, and Zambia." AFD Research Paper 141, Agence Française de Développement, Paris.

Rudasingwa, Martin, Manuela De Allegri, Chrispin Mphuka, Collins Chansa, Edmund Yeboah, Emmanuel Bonnet, Valéry Ridde, and Bona Mukosha Chitah. 2022. "Universal Health Coverage and the Poor: To What Extent Are Health Financing Policies Making a Difference? Evidence from a Benefit Incidence Analysis in Zambia." *BMC Public Health* 22 (1): 1546. https://doi.org/10.1186/s12889-022-13923-1.

Sefa-Nyarko, Clement, Pearl Kyei, and David Mwambari. 2018. *Transitions from Primary to Lower Secondary School: A Focus on Equity*. Mastercard Foundation, Toronto, Canada.

Sen, Amartya. 2000. *Development as Freedom*. New York: Anchor Books. https://search.library.wisc.edu/catalog/999977297202121.

Sidze, E. M., F. M. Wekesah, L. Kisia, and A. Abajobir. 2022. "Inequalities in Access and Utilization of Maternal, Newborn and Child Health Services in Sub-Saharan Africa: A Special Focus on Urban Settings." *Maternal and Child Health Journal* 26 (2): 250–79. https://doi.org/10.1007/s10995-021-03250-z.

Smith-Greenaway, Emily. 2020. "Does Parents' Union Instability Disrupt Intergenerational Advantage? An Analysis of Sub-Saharan Africa." *Demography* 57 (2): 445–73. https://doi.org/10.1007/s13524-019-00854-7.

Stats SA (Statistics South Africa), SALDRU (Southern Africa Labour and Development Research Unit), and AFD (Agence Française de Développement). 2019. *Inequality Trends in South Africa: A Multidimensional Diagnostic of Inequality, 2017*. Pretoria: Stats SA, SALDRU, and AFD.

Stats SA (Statistics South Africa). 2022. *Maternal Mortality Rate on the Decline in South Africa*. Pretoria: Stats SA.

UIS (UNESCO Institute for Statistics). 2023. "Data for the Sustainable Development Goals." UIS, Montreal, Canada. https://uis.unesco.org/.

UNICEF (United Nations Children's Fund). 2020. "Country Profiles." UNICEF Data, UNICEF, New York.

University of Cape Town. n.d. "Tracking South Africa's Progress Toward the 28% Attainment Goal." University of Cape Town, South Africa. https://commerce.uct.ac.za/siyaphambili.

Von Fintel, Dieter, and Linda Richter. 2019. "Intergenerational Transfer of Health Inequalities: Exploration of Mechanisms in the Birth to Twenty Cohort in South Africa." *BMJ Global Health* 4 (5): e001828. https://doi.org/10.1136/bmjgh-2019-001828.

WHO (World Health Organization). 2013. *State of Health Financing in the African Region*. Geneva: WHO.

WHO (World Health Organization). 2023. "Maternal Mortality." Data. WHO, Geneva. http://www.who.int/mediacentre/factsheets/fs348/en/.

World Bank. 2020. *World Development Indicators*. Washington, DC: World Bank. https://databank.worldbank.org/source/world-development-indicators.

Yuen, Erica. 2022. "Kenya and Maternal Health: Delivering Results." Think Global Health, Washington, DC.

Chapitre 4

Inégalités sur le marché du travail

Vimal Ranchhod, Anda David, Damiano Kulundu Manda, Cecilia Poggi, Claire Zanuso et Rawane Yasser

Introduction

Le marché du travail est un déterminant majeur des niveaux de pauvreté et d'inégalité dans un pays. Trouver un emploi affecte le bien-être général d'un ménage et est un déterminant important pour un certain nombre de mesures de bien-être socioéconomique, en particulier leur capacité à disposer de revenus (Ranchhod et Daniels, 2021). La recherche d'un emploi dans le secteur formel, en particulier, est fortement corrélée à la sortie de la pauvreté, tandis que les formes de travail précaires telles que les emplois occasionnels et les emplois sans contrat de travail permanent représentent la plus grande part des emplois parmi les populations pauvres et les personnes présentant un risque de tomber dans la pauvreté (Schotte, Zizzamia et Leibbrandt, 2018). Avec une part importante d'emplois informels et occasionnels, une précarité importante parmi les jeunes et un secteur formel relativement restreint, la dynamique du marché du travail est essentielle pour comprendre la dynamique des inégalités en Afrique.

Si le marché du travail a toujours été essentiel pour comprendre le bien-être dans les pays à faible et moyen revenu, son importance s'est accrue récemment, la pandémie de COVID-19 ayant directement affecté les perspectives d'emploi de la population. Les conséquences des perturbations et des restrictions associées à la crise du COVID-19 varient considérablement en fonction de la position des personnes au sein de la distribution des revenus et de leur niveau de vulnérabilité, les groupes vulnérables subissant des effets disproportionnés sur le marché du travail.

Ce chapitre explore la dynamique et les caractéristiques des marchés du travail africains, qui constituent l'un des principaux facteurs d'inégalité en Afrique. Les marchés du travail créent des inégalités de deux manières. Premièrement, en déterminant qui obtient un emploi et qui n'en obtient pas, et deuxièmement, par la répartition des revenus entre les personnes qui ont un emploi. Nous explorons ces deux aspects du marché du travail dans la section 1,

où nous soulignons les principales conclusions des recherches récentes sur les niveaux et les tendances du chômage et des inégalités de revenus en Afrique. Toute analyse du rôle du marché du travail dans les inégalités en Afrique doit prendre en compte la part importante de l'emploi informel, ce que nous faisons dans la section 2 du présent chapitre. Enfin, les inégalités horizontales sont également importantes pour comprendre la dynamique des inégalités en Afrique. La section 3 se penche sur les conditions de travail des groupes marginalisés, lesquels sont confrontés aux conditions de travail les plus précaires. Les groupes démographiques sur lesquels nous nous concentrons sont les femmes, les jeunes et les minorités ethniques et raciales. Nous concluons ce chapitre en résumant nos conclusions et en réfléchissant aux enjeux futurs du marché du travail en Afrique.

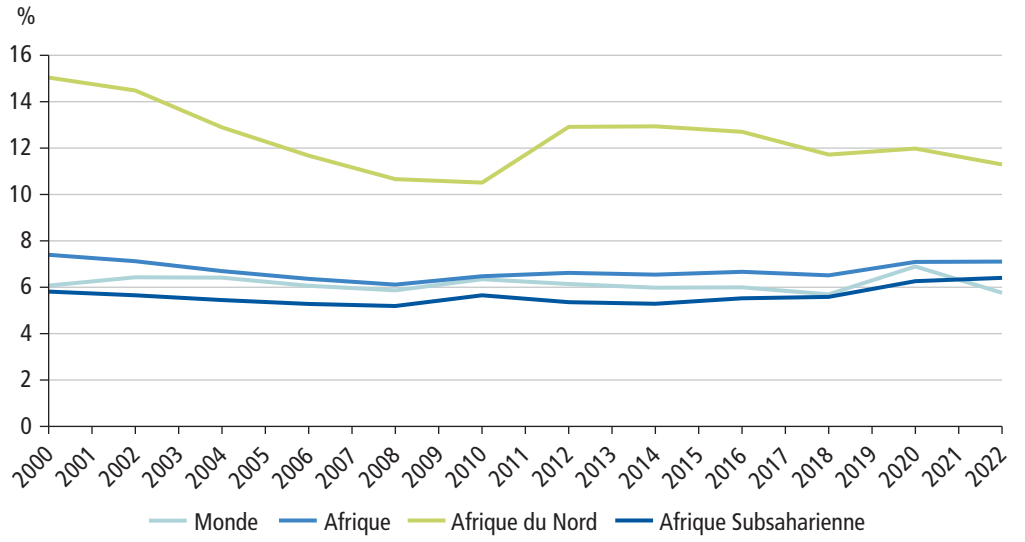
Résultats en matière d'emploi et inégalité des revenus

Le marché du travail de nombreux pays africains se caractérise par une part importante d'emplois informels, un taux de chômage élevé, en particulier parmi les jeunes, un secteur formel relativement restreint et des différences de revenus entre les secteurs et les professions. Comprendre les modèles d'emploi et la distribution associée des salaires est un élément clé pour comprendre les inégalités en Afrique. En Afrique du Sud, par exemple, les revenus du travail constituent le principal facteur d'inégalité des revenus (Stats SA, 2019), tandis qu'au Kenya, les inégalités de salaires sont beaucoup plus importantes que les inégalités de revenus (KNBS, 2020). Les inégalités sur le marché du travail se manifestent également dans d'autres aspects de l'emploi, telles que la sécurité de l'emploi et les conditions d'emploi. Dans cette section, nous nous concentrons spécifiquement sur les niveaux et les tendances du chômage et des inégalités de revenus.

Chômage

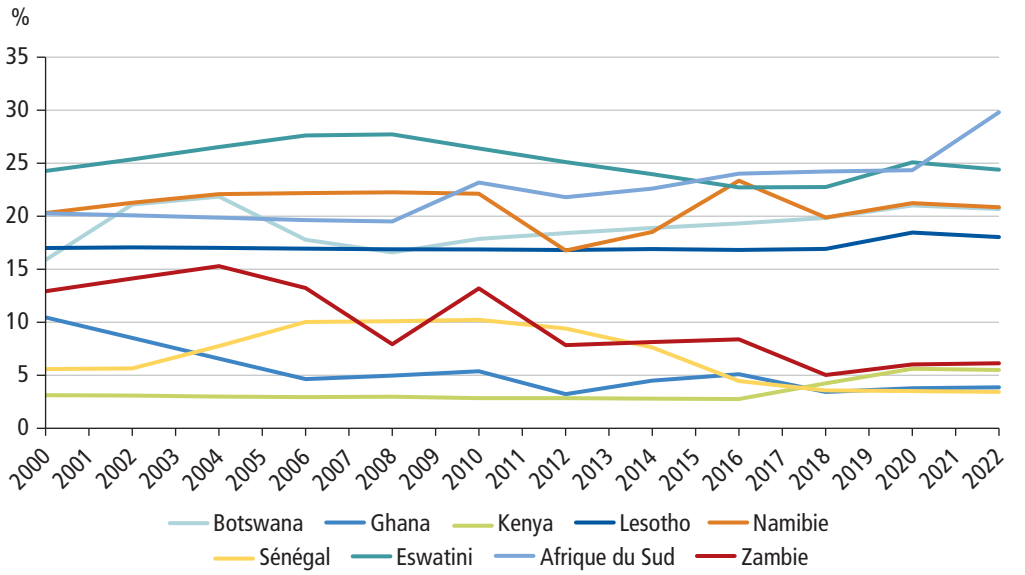
Le taux de chômage élevé et la forte segmentation du marché du travail figurent parmi les principaux facteurs d'inégalité sur le marché du travail en Afrique (Banque mondiale, 2022). Le chômage en Afrique est généralement plus élevé que dans le reste du monde. Comme le montre la Figure 4.1, le taux de chômage en Afrique est en effet légèrement supérieur au taux de chômage mondial. Toutefois, cette statistique globale masque d'importantes disparités entre régions, l'Afrique du Nord affichant un taux de chômage nettement plus élevé que le taux de chômage mondial, tandis que le taux de chômage en Afrique subsaharienne est légèrement inférieur au taux mondial. Par exemple, en 2022, le taux de chômage moyen dans les pays d'Afrique du Nord était de 11,29 %, alors qu'il était de 6,41 % en Afrique subsaharienne.

Figure 4.1 **Taux de chômage (estimations modélisées du Bureau international du Travail)**



Source : Les auteurs, sur la base de données ILOSTAT.

Figure 4.2 **Taux de chômage pour certains pays (estimations modélisées du BIT)**



Source : Les auteurs, sur la base de données ILOSTAT.

Le taux de chômage varie d'un pays à l'autre, et même au sein d'une région. Par exemple, dans les pays d'Afrique australe, les taux de chômage nationaux en 2022 variaient de 18 % au Lesotho à 29,8 % en Afrique du Sud, comme le montre la Figure 4.2. En revanche, le taux

de chômage est beaucoup plus faible dans les pays d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique de l'Est. Par exemple, le taux de chômage a été estimé à 3,4 % au Sénégal et à 6,1 % en Zambie, les taux correspondants pour le Kenya et le Ghana se situant dans cette fourchette.

Les taux de chômage varient par ailleurs dans le temps, au sein d'un même pays. En Afrique du Sud, le taux de chômage a considérablement augmenté au cours de la dernière décennie, augmentant de 24,8 % en 2011 à 27,5 % en 2017 (Stats SA, 2019), puis à 29,1 % en 2018 (ILOSTAT, 2018). Au Kenya, le chômage a reculé, passant de 14,6 % de la population active en 1998 à 7,4 % en 2016 (KNBS, 2020), tandis qu'au Ghana, le taux de chômage est descendu de 8 % en 2005-2006 à 4,4 % en 2012-2013, avant de remonter à 7,9 % en 2016-2017 (Atta-Ankomah *et al.*, 2020).

L'augmentation du chômage en Afrique du Sud s'explique par des facteurs tels que la faible concurrence, les coûts élevés des intrants, un environnement réglementaire incertain et l'inadéquation des compétences qui créent une contrainte à la création d'emplois dans le secteur privé (Banque mondiale, 2022). En revanche, la baisse du taux de chômage au Kenya est principalement due à la création d'emplois dans le secteur informel (KNBS, 2020).

Depuis 2020, les taux de chômage se sont renforcés en raison de la pandémie de COVID-19, qui a éclaté au début de l'année 2020 et qui a touché presque tous les pays d'Afrique et du monde. Par exemple, en Afrique du Sud, 2,2 millions d'emplois (14 %) ont été supprimés au cours du deuxième trimestre 2020 (Kohler *et al.*, 2022). En outre, la proportion de travailleurs en emploi a diminué, passant de 57 % des adultes en âge de travailler en février 2020 à 48 % en avril de la même année, et ce chiffre tombe à 38 % si l'on exclut les travailleurs temporairement absents (Ranchhod et Daniels, 2021). Selon un rapport publié par le Bureau national des statistiques du Kenya en septembre 2020, le taux de chômage avait doublé en septembre, s'élevant à 10,4 %, contre 5,2 % en mars 2020. Pas moins de 1,7 million de Kényans ont perdu leur emploi au cours des premiers mois de la pandémie (KNBS, 2020).

Les taux de chômage varient également d'une région à l'autre dans la plupart des pays africains, ainsi les zones rurales enregistrent des taux de chômage plus élevés que les zones urbaines. Au Ghana, le taux de chômage urbain en 2016-2017 était de 10,9 %, contre 4,8 % pour les zones rurales. Les taux de chômage varient également d'une région à l'autre au Ghana en 2016-2017, la région du Grand Accra affichant le taux de chômage le plus élevé (11,3 %), suivie des régions de l'Ouest et du Centre, avec des taux de chômage respectifs de 8,3 % et 7 % (Atta-Ankomah *et al.*, 2020). En Afrique du Sud, le taux de chômage dans les zones rurales s'élevait à 30,5 % en 2017, ce qui était considérablement plus élevé que dans les zones urbaines, où il était de 26,5 % pour la même période (Stats SA, 2019).

Inégalités salariales

Les inégalités salariales en Afrique sont parmi les plus élevées au monde (Banque mondiale, 2022) mais leurs tendances et leur ampleur varient d'un pays à l'autre, ainsi qu'entre régions et entre groupes au sein d'un même pays. Par exemple, le coefficient de Gini pour les inégalités des salaires a augmenté en Afrique du Sud sur la période 2011-2015, passant d'environ 0,62

en 2011 à environ 0,69 en 2015 (Stats SA, 2019). Au Ghana, le coefficient de Gini pour les salaires d'un emploi rémunéré est passé d'environ 0,67 en 2005-2006 à 0,65 en 2012-2013, avant de s'effondrer à 0,506 en 2016-2017 (Atta-Ankomah *et al.*, 2020). Au Kenya, le coefficient de Gini est passé de 0,499 en 1988-1989 à 0,692 en 2005-2006, avant de retomber à 0,594 en 2015-2016 (KNBS, 2020). Les 10 % les plus riches ont touché 36 % de l'ensemble des revenus en 1998-1999, chiffre qui est passé à 57 % en 2005-2006, avant de retomber à 46 % en 2015-2016. Les 10 % de salariés les plus pauvres ont touché moins de 1 % des revenus pour chacune de ces années.

Les inégalités des revenus du travail contribuent de manière significative aux inégalités globales de revenus et sont généralement plus élevées que ces dernières. Toutefois, les niveaux élevés d'inégalité des revenus reflètent en partie la période sur laquelle l'on mesure les inégalités, car l'on observe généralement un profil âge-revenus positif (Zizzamia et Ranchhod, 2020). Par exemple, en Afrique du Sud, les inégalités découlant du marché du travail ont contribué à environ deux tiers des inégalités globale des revenus (Stats SA, 2019). Au Ghana, le coefficient de Gini pour les salaires dans les données de 2016-2017 était de 0,506 (Atta-Ankomah *et al.*, 2020), tandis que la statistique correspondante pour le Kenya dans les données de 2015-2016 était de 0,594 (KNBS, 2020).

National-level earnings inequality measures tend to hide regional and group-level variations. For example, in Ghana, inequality in earnings is higher in rural areas than in urban areas and varies greatly across regions, ranging from a Gini coefficient of 0.45 in the lowest inequality region to 0.54 in the highest inequality region in 2016/17 (Atta-Ankomah *et al.* 2020). In South Africa, high earnings inequality is compounded by polarization at the two extremes, with employees in high-skill jobs (accounting for less than one-fifth of the total working population) earning nearly five times the average wage of those in low-skill jobs (World Bank 2022).

Les inégalités des revenus du travail contribuent de manière significative aux inégalités globales de revenus et sont généralement plus élevées que ces dernières. Toutefois, les niveaux élevés d'inégalité des revenus reflètent en partie la période sur laquelle l'on mesure les inégalités, car l'on observe généralement un profil âge-revenus positif (Zizzamia et Ranchhod, 2020). Par exemple, en Afrique du Sud, les inégalités découlant du marché du travail ont contribué à environ deux tiers des inégalités globale des revenus (Stats SA, 2019). Au Ghana, le coefficient de Gini pour les salaires dans les données de 2016-2017 était de 0,506 (Atta-Ankomah *et al.*, 2020), tandis que la statistique correspondante pour le Kenya dans les données de 2015-2016 était de 0,594 (KNBS, 2020).

Les mesures des inégalités de revenus au niveau national tendent à masquer les nombreuses variations des inégalités de revenus au niveau des régions et des groupes. Au Ghana, pour la période de 2016-2017, les inégalités de revenus étaient plus élevées dans les zones rurales que dans les zones urbaines et variaient considérablement d'une région à l'autre, allant d'un coefficient de Gini de 0,452, dans la région où les inégalités étaient les plus faibles, à 0,546 dans la région où elles étaient les plus fortes, (Atta-Ankomah *et al.*, 2020). En Afrique du Sud, les fortes inégalités de revenus sont aggravées par une polarisation sur deux extrêmes.

Ainsi, les salariés avec des emplois très qualifiés (qui représentent moins d'un cinquième de la population active totale) gagnent près de cinq fois le salaire moyen de ceux ayant des emplois peu qualifiés (Banque mondiale, 2022). En outre, il existe des écarts substantiels entre les revenus bruts, de l'ordre de 88 pour cent, entre les travailleurs employés sur des contrats temporaires et les autres (Cassim et Casale, 2022). Ces écarts de rémunération ajoutent une dimension différente à notre compréhension des niveaux élevés d'inégalité des revenus sur le marché du travail en Afrique du Sud. D'autres aspects importants des inégalités de revenus sont liés aux inégalités horizontales entre les groupes raciaux et ethniques et liées au genre dans ces pays, que nous examinons en détail plus loin dans ce chapitre.

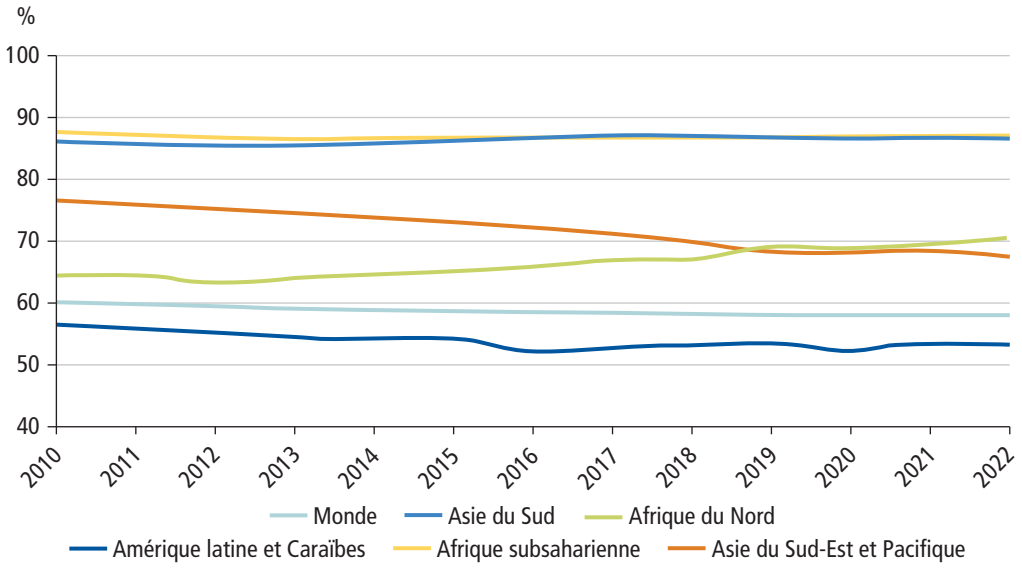
Les inégalités salariales ont plusieurs causes. Citons notamment le niveau d'éducation : les revenus augmentent à mesure que le niveau d'éducation est plus élevé. Par exemple, le fait d'avoir terminé l'enseignement secondaire est corrélé à des revenus significativement plus élevés que ceux des travailleurs n'ayant pas dépassé le niveau de l'enseignement primaire. Dans l'Union douanière d'Afrique australe (UDAA), le niveau d'éducation représente 30,2 % du coefficient de Gini des revenus, tandis que le poste occupé et le secteur d'activité contribuent à hauteur de 44,4 % aux inégalités de revenus (Banque mondiale, 2022). En Afrique du Sud, le fait que l'employeur détermine les salaires est à l'origine d'environ un tiers des inégalités salariales (Bassier, 2023), soit plus que les différences dans les caractéristiques des travailleurs. Parmi les autres sources d'inégalités salariales, citons la discrimination liée au genre, les régions géographiques et les inégalités de chances.

Une grande partie des inégalités sur le marché du travail est due à la segmentation du marché du travail entre les secteurs d'activité et les postes occupés. Ainsi, l'exploitation minière, l'administration publique, la construction et la finance ont des rendements relativement plus élevés que l'agriculture. La segmentation entraîne des inégalités si les personnes d'une certaine race, d'un certain genre ou d'une certaine ethnie sont concentrées dans des secteurs et des professions peu rémunérateurs par rapport à d'autres qui ont plus de chances de trouver un emploi dans des professions et des secteurs bien rémunérés. Par exemple, en Afrique du Sud, les Blancs dominent les postes administratifs et de gestion, tandis que les Africains occupent principalement des postes d'artisans et d'employés dans le secteur des services, dans l'artisanat et les professions connexes, ainsi que dans les forces armées (van der Berg et Bhorat, 1999 ; Gradín, 2019). Les femmes africaines sont plus susceptibles d'exercer une activité indépendante et d'être employées de maison, et un plus grand nombre d'entre elles sont au chômage, en formation ou exercent un travail domestique non rémunéré. Les femmes noires et métisses sont plus susceptibles d'occuper des postes dits « simples » (Gradín, 2021). Au Kenya, le travail domestique non rémunéré et l'emploi indépendant sont les principales sources d'emploi pour les femmes, tandis que pour les hommes, c'est l'emploi salarié qui prime (KNBS, 2020).

Informalité

L'une des particularités des marchés du travail en Afrique est la part importante de l'activité informelle. Le secteur informel en Afrique est l'un des plus importants au monde, estimé à environ 85 % de l'emploi total sur le continent (ILOSTAT, 2018), et contribue à environ 62 % du PIB (Ohnsorge et Yu, 2022). La Figure 4.3 illustre la part de l'emploi informel [1] sur l'emploi total pour le monde et quelques régions sélectionnées. Avec l'Asie du Sud, l'Afrique subsaharienne
a connu le niveau d'emploi informel le plus élevé au cours de la dernière décennie, et ce chiffre est restée stable. En revanche, la région très peuplée de l'Asie du Sud-Est et du Pacifique, ainsi que l'Amérique latine et les Caraïbes, ont connu des taux d'emploi informel en forte baisse, ce qui a entraîné une diminution de la part mondiale de l'emploi informel par rapport à l'emploi total. Seule l'Afrique du Nord a connu des augmentations importantes de la part de l'emploi informel sur l'emploi total.

Figure 4.3 Part de l'emploi informel – Estimations modélisées du BIT



Source : Les auteurs, sur la base de données ILOSTAT.

Cependant, ce niveau élevé d'informalité masque une hétérogénéité significative dans l'étendue du secteur informel entre les sous-régions (67 % pour l'Afrique du Nord, 89 % pour l'Afrique subsaharienne) et les pays (95 % au Burkina Faso, 96 % au Bénin contre 46 % au Cabo Verde et 32 % en Afrique du Sud) (David, Diallo et Nilsson, 2023). Pour le Nigéria, Dell'Anno et Adu (2020) estiment qu'entre 38 % et 58 % de son PIB provient du travail informel.

En outre, alors que les données de la dernière décennie ne montrent pratiquement aucune variation de la taille du secteur informel, des pays comme le Kenya ou le Cameroun ont vu leur part d'emploi informel augmenter de manière significative (KNBS, 2020 ; Zamo Akono *et al.*, 2021). Au Kenya par exemple, la structure de l'emploi a évolué du travail salarié formel vers des emplois informels, la part de l'emploi informel passant de 73 % en 2001 à 83 % en 2017. Au cours de la même période, la part de l'emploi formel salarié a diminué, passant de 21 % à 12 % de l'emploi total (KNBS, 2020).

Bien qu'il soit difficile de démêler les liens entre l'informalité et les inégalités, certains canaux peuvent être esquissés comme suit. D'une part, le manque de protection, la grande vulnérabilité et la faible productivité qui caractérisent le secteur informel créent un marché du travail à deux vitesses, et une société très inégale. Cette inégalité peut soit être amplifiée par la faible capacité de redistribution de l'État en raison d'une assiette fiscale trop étroite, soit être améliorée si le secteur informel facilite l'entrée sur le marché du travail de ceux qui n'en auraient pas eu l'occasion autrement. D'autre part, le niveau d'inégalité lui-même façonne le cadre institutionnel de l'économie et peut encourager l'emploi informel, par exemple en cas de contraintes de crédit élevées ou de barrières à l'entrée. Une analyse transnationale montre qu'un secteur informel plus limité est corrélé à des distributions de revenus plus égales (David, Diallo et Nilsson, 2023). Une série d'enquêtes auprès de ménages des capitales africaines confirme les conclusions de l'analyse transnationale, les résultats montrant une corrélation positive entre l'accès aux revenus formels et la réduction des inégalités.

Les marchés du travail de l'Afrique subsaharienne sont plus flexibles qu'on ne le dit généralement, et des formes variées d'emploi salarié privé et d'emploi indépendant existent en parallèle d'opportunités dans le secteur public. Ces configurations diffèrent selon les pays et selon s'il s'agit du marché du travail urbain ou rural, mais il est relativement courant de voir des emplois informels dans les secteurs privé et public. L'accès aux emplois formels peut dépendre à la fois de caractéristiques structurelles et des réseaux qui existent dans l'économie locale (De Vreyer et Roubaud, 2013), tandis que ceux qui désirent occuper un emploi salarié dans le secteur public peuvent diversifier leurs revenus en combinant un emploi à temps partiel dans le secteur privé et un travail « bénévole » dans des structures publiques (da Corta *et al.*, 2021).

Certains types d'emplois indépendants informels – par exemple ceux basés sur l'hypothèque de biens productifs, tels que des biens donnés à crédit – ne confèrent pas de résistance aux chocs ni ne facilitent la mobilité sociale. Par exemple, da Corta *et al.* (2021) ont étudié les tendances des trajectoires de pauvreté des nouveaux arrivants sur le marché du travail au Niger, en identifiant certaines formes d'emploi précaires qui mènent à une pauvreté chronique. Il s'agit notamment d'activités agricoles faiblement rémunérées combinées à des activités à domicile dans les zones rurales ou d'activités de maraîchage et de couture dans les zones urbaines (da Corta *et al.*, 2021).

Toutes les activités informelles ne sont pas précaires, certains types d'entrepreneuriat à petite échelle – tels que ceux fondés sur les compétences acquises dans le cadre d'une formation scolaire ou professionnelle ou de l'observation – présentant des avantages, et il existe également

des preuves de parcours d'emploi réussis pour les émigrés revenant dans leur pays d'origine (De Vreyer et Roubaud, 2013 ; da Corta *et al.*, 2021). Il existe un consensus relatif sur le fait que, sur le continent africain, certaines professions du secteur informel servent de tremplin vers des emplois formels (De Vreyer et Roubaud, 2013). Dans toute l'Afrique, les activités informelles sont par ailleurs associées aux classes moyennes et, par exemple, Clément *et al.* (2022) montrent dans une étude comparative qu'en Côte d'Ivoire les ménages à revenus moyens peuvent être aussi bien ruraux qu'urbains, et qu'ils travaillent dans les secteurs formel et informel. En dressant le portrait-type des classes moyennes de Côte d'Ivoire, ils montrent que près de 40 % de ce groupe disposant de revenus moyens est constitué de travailleurs informels, travaillant principalement dans les secteurs de la fabrication et du commerce de gros et de détail, et que nombre d'entre eux ont un profil d'entrepreneur.

Ce chevauchement entre le secteur informel et les secteurs des services rend l'émergence de l'économie des « petits boulots » (*la gig economy*) particulièrement intéressante pour prédire les contours du secteur informel à l'avenir. Cieslik, Banya et Vira (2022) proposent un cadre utile pour conceptualiser les liens entre le secteur informel et la *gig economy*, en évaluant son potentiel de création d'emplois décents. Ils s'appuient sur l'étude de cas des services d'*e-hailing* (plateformes privées de transport à la demande) à Lagos, au Nigéria, et constatent que, malgré certains avantages par rapport aux taxis traditionnels, la gig economy n'offre pas d'emplois ni de revenus sûrs. Au-delà de la *gig economy*, la numérisation croissante peut rebattre les cartes du secteur informel sous différents aspects. Cela va de la réduction du coût de la formalisation à l'amélioration de la productivité et de la transparence du marché. Par exemple, les rendements sont significatifs dans le secteur agricole (Nguimkeu et Okou, 2020).

Plusieurs études font état d'une corrélation entre le capital humain, ou l'accumulation de compétences, et les revenus – celle-ci varie selon les types d'emploi et le statut d'informalité. La théorie prédit que, sur un marché du travail très informel avec un mélange d'emplois formels et informels, des distributions de salaires qui se chevauchent et des changements de statut (formel ou non) entre et au sein des emplois, la probabilité que le capital humain n'augmente est plus faible pour les emplois informels que pour les emplois formels (Bobba *et al.*, 2021). Les données empiriques montrent qu'en Afrique subsaharienne, les trajectoires professionnelles ont des effets différents sur le bien-être des travailleurs en fonction du type d'emploi informel. Par exemple, au Ghana, l'éducation affiche une corrélation positive avec la croissance des revenus pour les salariés, mais pas pour les travailleurs indépendants (Falco *et al.*, 2014).

Selon les auteurs, les emplois salariés informels sont plus susceptibles que les emplois indépendants de constituer un tremplin vers des relations d'emploi formelles au Ghana, en Afrique du Sud, en Tanzanie et en Ouganda. Les auteurs identifient également une segmentation de l'emploi entre le travail salarié et le travail indépendant, où peu de travailleurs quittent des emplois formels ou des emplois informels salariés dans des professions qui présentent des barrières à l'entrée (comme celles du capital ou de la formation) pour se lancer dans le travail indépendant (Danquah, Schotte et Sen, 2021). Le passage d'un emploi formel à un emploi informel ne signifie pas toujours un recul pour le ménage dans son ensemble. Au contraire, des données provenant d'une zone urbaine du Nigéria montrent que la

consommation d'un ménage n'est pratiquement pas corrélée aux différents degrés d'informalité vécus lors de la transition professionnelle des personnes du ménage qui travaillent (Egger, Poggi et Rufrancos, 2023).

Groupes marginalisés : Femmes, jeunes, groupes raciaux ou ethniques

Les femmes

Partout en Afrique, les femmes affichent des taux d'emploi inférieurs à ceux des hommes. Les données relatives à l'Afrique du Sud montrent que moins de 38 % des femmes occupent un emploi au cours d'une année donnée (Stats SA, 2019), alors que la statistique correspondante pour les hommes ne descend jamais en-dessous de 48 %. Au Ghana (Atta-Ankomah *et al.*, 2020), le taux de chômage était de 8,8 % pour les femmes, contre 7 % pour les hommes. Au Kenya, les jeunes et les femmes ont des taux de chômage plus élevés que les adultes et les hommes (KNBS, 2020). L'agriculture familiale est la principale source d'emploi dans la plupart des pays, en particulier pour les femmes. Le travail familial non rémunéré et le travail indépendant sont les principaux types d'emploi occupés par les femmes, tandis que les hommes sont davantage concernés par l'emploi salarié.

Malgré la réduction de l'écart de genre dans la participation à la population active, les femmes sur le marché du travail sont confrontées à des conditions plus précaires et à des salaires plus bas. En s'appuyant sur des données provenant de pays africains, Danquah, Schotte et Sen (2021) montrent que les femmes sont plus susceptibles de connaître des formes précaires de travail informel. Les femmes occupent plus souvent un emploi informel (90 %) que les hommes (83 %) (Houngbedji et Zanuso, 2021). Au Burkina Faso par exemple (Kobiane, Ouilili et Guissou, 2020), les jeunes femmes ont non seulement moins accès au travail salarié, mais sont souvent confinées à des emplois qui constituent une extension de leur rôle domestique (petit commerce alimentaire, services de domestique de maison, etc.). Pour ce qui est des revenus, les hommes salariés touchent un revenu annuel moyen près de 3 fois supérieur à celui des femmes salariées.

Les femmes sont en outre victimes d'une ségrégation professionnelle, les professions majoritairement féminines offrant des salaires inférieurs – conséquence et preuve du poids des normes sociales de genre (voir chapitre 5). Si les préférences personnelles d'une femme sont un facteur clé pour déterminer sa potentielle recherche d'un travail rémunéré, ces préférences sont fortement influencées par les normes sociales et la volonté de respecter les rôles traditionnels qui incombent aux hommes et aux femmes. Des données provenant de Tanzanie suggèrent que les normes sociales qui sous-tendent les différences entre les hommes et les femmes en matière de travail rémunéré sont persistantes (Chopra et Zambelli, 2017). La majorité des femmes interrogées pensent que les hommes sont davantage en capacité d'exercer un travail rémunéré et que les femmes sont plus compétentes dans le travail de soins domestiques et les tâches ménagères. Au Burkina Faso, 92 % de la population estime que le rôle des hommes est de soutenir financièrement la famille (Centre de développement de l'OCDE, 2018).

Il est essentiel de tenir compte de ces normes de genre lors de l'élaboration de politiques publiques visant à réduire l'écart entre les hommes et les femmes sur le marché du travail. Ces questions seront examinées plus en détail dans le prochain chapitre sur les inégalités de genre.

Les jeunes

Un autre groupe marginalisé sur le marché du travail est celui des jeunes, qui connaissent des taux de chômage beaucoup plus élevés que les cohortes plus âgées. En Afrique du Sud, les jeunes (âgés de 16 à 24 ans) ont très peu de chances d'avoir un emploi régulier et sont plus susceptibles de connaître un chômage chronique (Zizzamia et Ranchhod, 2020). Selon la définition étroite du chômage, 40 % des personnes âgées de 20 à 29 ans étaient au chômage entre 2005 et 2015 (Sulla et Zikhali, 2018). Au Niger, les jeunes adultes (âgés de 18 à 35 ans) sont économiquement vulnérables par rapport aux générations qui les ont précédés, avec de moins en moins de possibilités d'accéder à un emploi dans la fonction publique ou dans l'industrie manufacturière (da Corta *et al.*, 2021).

Dans une période d'insécurité et de faible développement de l'État, l'inclusion des jeunes sur les marchés du travail ruraux et urbains est de plus en plus précaire et se fait principalement dans le secteur informel. Les zones rurales ont tendance à abriter des jeunes encore plus vulnérables dont l'emploi principal est lié à la production agricole, et qui sont donc plus vulnérables à l'appauvrissement ou à la pauvreté chronique. Au Kenya, les jeunes âgés de 15 à 34 ans représentent 80 % des 2,3 millions de chômeurs (Dolan et Rajak, 2016), tandis que le taux de chômage des jeunes de 20 à 24 ans était de 19,2 %, soit plus du double du taux national qui s'élève à 7,4 % (KNBS, 2020).

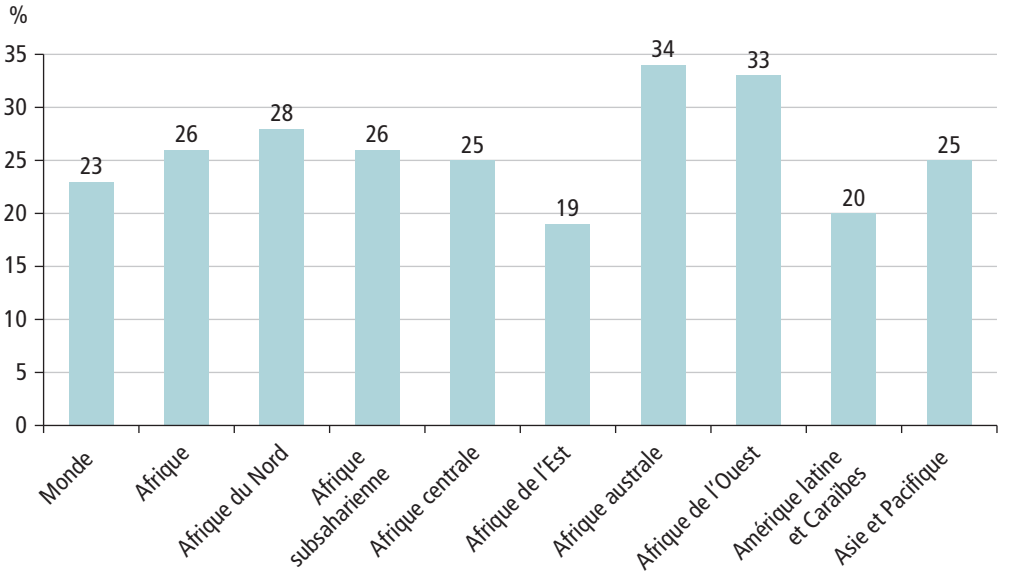
Voyant leurs perspectives d'emploi formel s'amenuiser en Afrique, les jeunes s'en remettent à l'économie informelle ou secondaire (Dolan et Rajak, 2016). Alors que la plupart des études sur l'Afrique se concentrent sur le chômage, la plupart des jeunes sont en réalité en emploi, mais sont sous-employés et évoluent dans un marché du travail difficile et précaire (Ayele, Khan et Sumberg, 2017 ; Dolan et Rajak, 2016).

En mettant l'accent sur les jeunes, nous pouvons attirer l'attention sur les inégalités actuelles du marché du travail et sur son incapacité à permettre à de nombreuses personnes de contribuer à la vie et au développement économiques et d'atteindre un certain niveau de bien-être personnel. Le secteur informel et l'emploi vulnérable[2] sont encore très présents pour la majorité des jeunes employés dans le monde entier et la situation est encore plus difficile pour les jeunes en Afrique. Cela se traduit par des taux élevés de sous-emploi et de chômage chez les jeunes, des taux élevés de personnes NEET (ni en emploi, ni en études, ni en formation) et une transition difficile entre l'école et le travail.

Les taux de NEET varient considérablement d'une région à l'autre dans le monde, et c'est l'Afrique qui remporte la palme du taux le plus élevé de jeunes NEET (26 %) (Figure 4.4). Ce niveau élevé masque l'importante hétérogénéité entre les régions et les pays. Il existe de fortes disparités entre les différentes régions de l'Afrique : le taux le plus élevé de jeunes NEET se trouve en Afrique australe et occidentale, avec plus de 30 %, et cette proportion est beaucoup

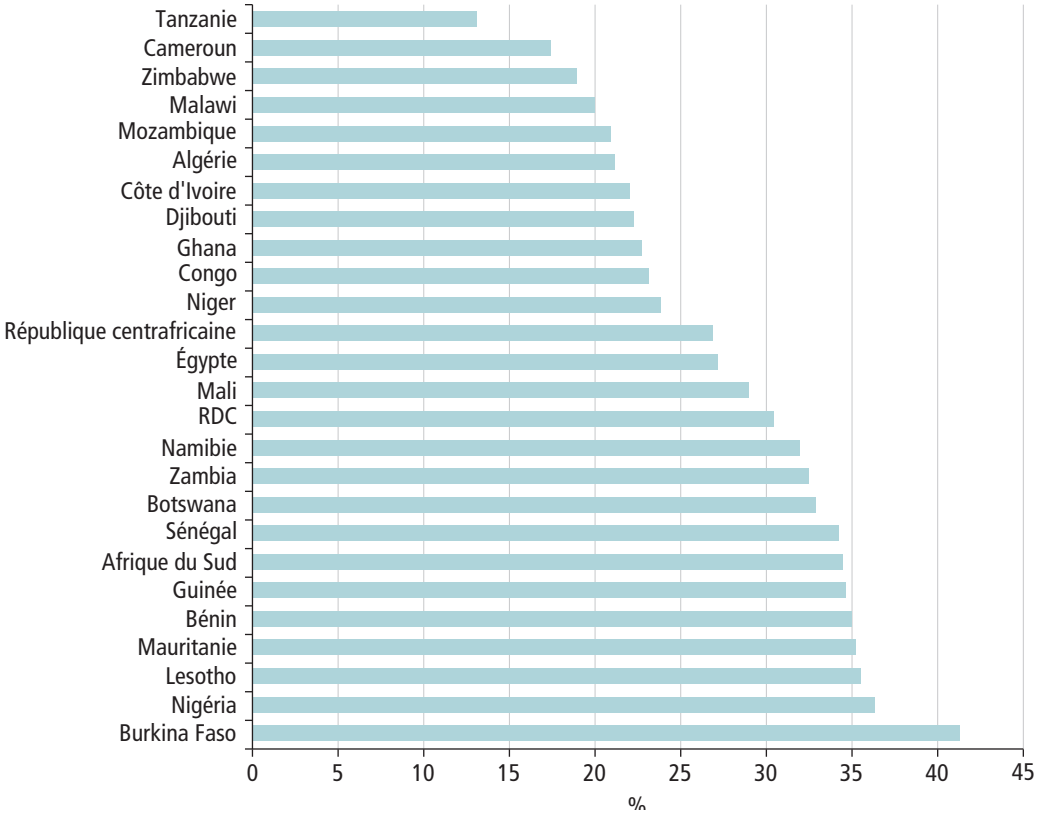
plus basse en Afrique de l'Est (19 %) (Figure 4.4). Les pays présentant les taux les plus élevés de NEET sont le Nigéria, le Lesotho, la Guinée, le Burkina Faso, l'Afrique du Sud et le Sénégal, avec des taux supérieurs à 30 %, tandis que le Malawi, le Zimbabwe et la Tanzanie ne dépassent pas 20 % (Figure 4.5).

Figure 4.4 **Part des jeunes NEET dans le monde en 2022[3] – Estimations modélisées par le BIT**



Source : Les auteurs, sur la base des données ILOSTAT.

Figure 4.5 Part des jeunes NEET dans certains pays africains en 2022 – Estimations modélisées par le BIT



Source : Les auteurs, sur la base des données ILOSTAT.

La précarité des jeunes peut être attribuée à plusieurs facteurs, notamment à des niveaux d'éducation relativement bas (par rapport aux pays de l'OCDE), un faible accès aux actifs productifs (terres, véhicules de transport, bétail), l'augmentation des coûts des services publics (éducation et santé) et des services de base, ainsi que le manque d'accès au crédit. Par conséquent, dans les zones rurales, les jeunes peuvent se retrouver piégés dans le secteur agricole ou être poussés à trouver des emplois précaires sur les marchés du travail locaux ruraux ou urbains caractérisés par une faible sécurité contractuelle (da Corta *et al.*, 2021).

La littérature sur les jeunes dans les pays africains montre que l'emploi indépendant est très répandu parmi les jeunes et n'offre pas une rémunération décente ni la protection d'un quelconque cadre juridique, sans compter qu'il s'agit souvent d'un emploi saisonnier (Carreras, Sumberg et Saha, 2021 ; da Corta *et al.*, 2021 ; Dolan et Rajak, 2016). Dans les zones rurales, les possibilités d'emploi pour les jeunes ont tendance à avoir un caractère intermittent et sont souvent liées à la production agricole (Yeboah et Jayne, 2018 ; Nilsson, 2019).

De solides arguments ont été avancés en faveur de politiques plus intégrées et cohérentes dans les domaines de l'éducation, des marchés du travail et des services financiers (Ayele, Khan et Sumberg, 2017). Le marché du travail actuel crée principalement des emplois agricoles ou des emplois non agricoles informels pour les jeunes, alors que la majorité d'entre eux préféreraient avoir des emplois formels dans le secteur public ou privé. Cela montre bien l'écart entre les aspirations des jeunes et les réalités du marché du travail (Yeboah et Jayne, 2018).

Le poids de la main d'œuvre dans le secteur agricole combiné à la nécessité de concevoir des systèmes alimentaires résilients et moins émissifs soulève le besoin de promouvoir des politiques qui concilient les aspirations des jeunes, l'utilisation des technologies de pointe et les défis de l'agriculture durable (Houngbedji et Zanuso, 2021). Les opportunités de diversification au sein du secteur agricole et en dehors constituent un canal clé d'inclusion pour les jeunes ruraux (da Corta *et al.*, 2021). Les principaux canaux d'inclusion des jeunes sont l'éducation informelle, la formation professionnelle et les réseaux, qui peuvent être pensés de manière à introduire de force des changements dans les normes générationnelles et genrées, donnant ainsi aux jeunes la flexibilité nécessaire pour atteindre l'autonomie et échapper à la pauvreté (da Corta *et al.*, 2021).

L'inclusion des jeunes sur le marché du travail est un facteur essentiel pour que les jeunes adultes échappent à la pauvreté chronique et s'élèvent dans la société. Étant donné que les jeunes représentent la majeure partie de la population en âge de travailler dans presque tous les pays africains (Lam et Leibbrandt, 2023), la création d'emplois productifs pour les jeunes est une priorité essentielle pour l'Afrique, en particulier pour garantir un avenir plus durable. Les données montrent que l'Afrique a un fort potentiel de création d'emplois grâce à la transition vers des économies plus soutenables à fort contenu environnemental et numérique (Dasgupta, 2022). Investir dans le secteur environnemental et numérique peut contribuer non seulement à la réalisation des objectifs de développement durable, mais aussi à la création de davantage d'emplois résilients pour les jeunes.

Groupes ethniques ou raciaux

Les différences entre les groupes ethniques peuvent expliquer certaines différences de résultats économiques, y compris sur le marché du travail (Awaworyi, Churchill et Smyth, 2017). Les différences ethniques sont associées à des discriminations sur le marché du travail, ce qui entraîne des pertes financières pour les groupes de personnes qui en sont victimes. L'existence de plusieurs groupes ethniques dans une société peut engendrer une structure hiérarchique, qui place un groupe ethnique au-dessus des autres ou lui offre un statut politique privilégié. Cette hiérarchie entraîne des désavantages sur le plan économique et sur le marché du travail, ainsi certaines ethnies sont victimes de discriminations, privées d'opportunités, désavantagées ou marginalisées. Cette discrimination sur le marché du travail peut également influencer les salaires et la productivité, par exemple en limitant l'accès au marché du travail formel pour certains groupes ou individus, ce qui les force à occuper des emplois informels ou précaires (Churchill et Danquah, 2022). L'un des principaux canaux par lesquels les différences ethniques

pourraient influencer le travail informel est la confiance, qui a été associée à la pauvreté monétaire, à la productivité et aux salaires (Churchill et Danquah, 2022).

Au Ghana, la diversité ethnique est associée à une probabilité plus élevée d'exercer un travail informel (Churchill et Danquah, 2022). Les données recoltées en Afrique du Sud montrent que les différences de vécu sur le marché du travail sont le fruit des conséquences persistantes des politiques d'apartheid, les Noirs africains affichant les taux de chômage les plus élevés (31 % en 2017), tandis que les Blancs ont un taux de chômage de 6,7 % (Stats SA, 2019). En plus d'avoir de moins bons résultats en matière d'emploi, les Noirs africains ont des salaires plus bas, lorsqu'ils ont un emploi. Dans les données d'enquête regroupées de 2011 à 2015, les revenus mensuels de la population blanche étaient plus de trois fois supérieurs à ceux des Africains noirs (Stats SA, 2019).

L'impact de la crise du COVID-19

Même en période de forte croissance de l'emploi, certains groupes raciaux ou ethniques, les femmes et les jeunes ont connu des difficultés sur le marché du travail. Globalement, avant la pandémie de COVID-19, les jeunes étaient environ trois fois plus susceptibles d'être au chômage que les adultes (Dasgupta, 2022). La pandémie menace d'exacerber les inégalités au sein des pays et entre eux. Cet impact a été plus grave pour les groupes vulnérables, et les pertes d'emploi liées à la crise du COVID-19 en Afrique du Sud concernaient principalement les groupes vulnérables, notamment les jeunes, les personnes ayant un faible niveau d'éducation formelle, les travailleurs peu qualifiés et les travailleurs du secteur informel (Kohler *et al.*, 2022). Les groupes qui ont toujours été vulnérables, tels que les femmes, les Africains et les Noirs, les jeunes et les groupes moins éduqués, ont été affectés de manière disproportionnée.

L'impact de la crise du COVID-19 sur l'emploi a été particulièrement marqué parmi les jeunes. Le déficit mondial d'emploi des jeunes par rapport à 2019 s'élevait à 8,2 % en 2021 (Dasgupta, 2022). Ce déficit varie considérablement d'une région à l'autre, avec un déficit d'emploi des jeunes de 5,6 % en Afrique subsaharienne et de 10,1 % en Afrique du Nord en 2020. Lors de la crise de COVID-19, l'emploi des jeunes femmes a en outre été plus touché que celui des jeunes hommes. La crise du COVID-19 a anéanti des années de progrès dans la réduction des taux de NEET chez les jeunes.

En outre, les événements qui entraînent des bouleversements profonds et impliquent des dimensions multiples, comme la pandémie de COVID-19, affectent de manière disproportionnée les travailleurs informels et peuvent avoir des répercussions négatives durables sur le bien-être de leur ménage. On estime que les confinements stricts et les fermetures de frontières dans certains pays africains, combinées à un ralentissement mondial de l'activité économique, ont fait reculer le PIB de 8,2 % en Afrique du Sud, de 8,9 % au Botswana et de 15 % à l'île Maurice (Anyanwu et Salami, 2021). Cela a fortement limité les opportunités économiques (et parfois la poursuite des activités) dans le secteur informel. Le manque d'accès à l'aide sociale ou l'inaccessibilité des mesures d'urgence pour les travailleurs informels a encore augmenté leur vulnérabilité.

Rogan et Skinner (2022) constatent qu'en Afrique du Sud, les pertes d'emploi ont été plus importantes dans le secteur informel et que le taux de reprise y a été beaucoup plus lent, avec des effets négatifs encore plus marqués pour les femmes, creusant ainsi les inégalités. Khambule (2022) obtient un résultat similaire pour une municipalité du KwaZulu-Natal, avec une précarité accrue pour les travailleurs informels en raison du confinement dû au COVID-19 et de l'absence de réponses politiques adéquates. À Durban, Chen *et al.* (2021) soulignent que les demandes d'aides étaient trop coûteuses pour les ramasseurs de déchets, de sorte qu'il était donc difficile pour eux d'obtenir un soutien. En outre, certaines études indiquent que l'existence d'un secteur informel a empêché une reprise équitable après la pandémie de COVID-19 (FMI, 2021 ; Ohnsorge et Yu, 2022). Cet événement appelle la réforme des systèmes nationaux de protection sociale pour y inclure le secteur informel, afin d'éviter que cela ne se reproduise (Bastagli et Lowe, 2021 ; Barca et Alfers, 2021)[4].

Conclusion

Ce chapitre a exploré le rôle du marché du travail dans les inégalités en Afrique. Certains canaux d'action sont conventionnels et directs, comme les conséquences du chômage et la distribution des salaires, tandis que d'autres sont plus axés sur les spécificités du contexte africain. L'importance relativement grande du secteur informel et de l'emploi informel dans la plupart des économies et des sociétés africaines est un élément clé. Nous avons ensuite observé certaines inégalités horizontales en étudiant la manière dont certains groupes marginalisés évoluaient sur le marché du travail, en mettant particulièrement l'accent sur les jeunes et les femmes.

Dans tous les pays auxquels nous nous sommes intéressés, le marché du travail est une institution clé pour comprendre l'évolution des inégalités globales de revenus. Les personnes qui trouvent un emploi, le type d'emploi qu'elles trouvent et le fait qu'il s'agisse d'un emploi dans le secteur formel ou informel sont autant de facteurs importants qui déterminent les inégalités globales de revenus. Les niveaux d'inégalité sur le marché du travail et les tendances en la matière varient considérablement d'un pays à l'autre, même si, pour plusieurs pays et sur différentes périodes, nous constatons que le coefficient de Gini pour les salaires est supérieur à 0,5. Il est possible d'en déduire que les inégalités salariales sont relativement élevées dans de nombreux contextes africains, ce qui montre l'importance du marché du travail en tant qu'institution clé pour comprendre les inégalités en Afrique.

Outre la dispersion des salaires, certains pays affichent des taux de chômage très élevés. Ces pays sont principalement situés en Afrique australe. D'autre part, les pays où les taux de chômage sont très bas ont tendance à disposer de secteurs informels très importants, ce qui suscite des inquiétudes quant au sous-emploi, à la précarité et à la vulnérabilité des personnes qui travaillent dans ce secteur. Les données sont mitigées concernant les conséquences d'un important secteur informel sur le bien-être. Dans certains cas, un emploi dans le secteur informel facilite le transfert de compétences et l'accès ultérieur à l'emploi

dans le secteur formel, ce qui conduit à une mobilité ascendante. En revanche, dans d'autres contextes, il est prouvé que le secteur informer peut bloquer les individus sur une trajectoire de faible productivité, ce qui peut mener à des « pièges de pauvreté » et à la persistance de celle-ci.

En nous concentrant sur les expériences des groupes marginalisés sur le marché du travail, nous avons constaté des différences significatives et persistantes entre les hommes et les femmes en termes de perspectives d'emploi et de revenus. Les femmes sont également plus susceptibles de trouver un emploi dans le secteur informel ou de ne pas occuper d'emploi salarié (indépendant), et sont plus nombreuses que les hommes à effectuer un travail familial non rémunéré. Ces différences d'emploi et de salaire s'appliquent également à certains groupes raciaux et ethniques dans certains pays.

En nous concentrant sur les jeunes, nous avons notamment constaté que ceux-ci affichent des taux de chômage plus élevés que le reste de la population en âge de travailler, et que les jeunes qui trouvent un emploi ont tendance à être davantage en situation de sous-emploi et de précarité. En outre, c'est en Afrique que l'on trouve le plus grand nombre de jeunes qui ne sont ni en emploi, ni en éducation, ni en formation (NEET). Si l'on considère les tendances démographiques sous-jacentes et que l'on tient compte du fait que le profil d'âge du continent est relativement jeune, les niveaux de NEET sont encore plus préoccupants.

Les politiques du marché du travail et les politiques de développement connexes sont manifestement déterminantes pour l'évolution des inégalités en Afrique. L'hétérogénéité sur le continent africain implique de prendre en compte les contraintes et les facteurs pertinents à des niveaux géographiques ou politiques plus précis, pour qu'ils soient significatifs. Néanmoins, de manière abstraite et générale, il semble judicieux d'envisager la cohérence des politiques dans différentes dimensions sociales et économiques.

Des changements démographiques, économiques et technologiques importants sont susceptibles d'avoir lieu dans les cinquante prochaines années, tant au niveau mondial qu'en Afrique. Les effets du changement climatique et les mesures prises pour en limiter l'impact modifieront le fonctionnement et l'évolution des économies, et l'Afrique devrait représenter une part de plus en plus importante d'adultes en âge de travailler dans le monde, dans un avenir prévisible. Ces facteurs, combinés à la capacité d'assimiler et de s'adapter avec succès aux avancées technologiques, fournissent un cadre précieux, bien qu'imprécis, pour gérer au mieux le marché du travail afin de réduire les inégalités et d'améliorer le bien-être à l'avenir.

Notes

1. L'emploi informel comprend les personnes qui, dans leur emploi principal ou secondaire, sont (a) des travailleurs indépendants, des employeurs et des membres de coopératives de producteurs employés dans leurs propres entreprises du secteur informel ; (b) des travailleurs pour leur propre compte engagés dans la production de biens exclusivement destinés à l'usage final de leur ménage (par exemple, agriculture de subsistance) ; (c) des travailleurs familiaux, qui travaillent dans des entreprises du secteur formel ou informel ; ou (d) des salariés occupant des emplois informels, qu'ils soient employés par des entreprises du secteur formel, des entreprises du secteur informel ou encore des employés de maison rémunérés par les ménages.
2. L'emploi vulnérable ou précaire peut inclure le travail à la journée (à la commission, à la tâche, domestique, etc.), le travail indépendant, le travail salarié saisonnier (dans le commerce de détail ou la construction) et le fait d'être propriétaire d'une petite entreprise.
3. Part des jeunes âgés de 15 à 24 ans qui ne sont ni en emploi, ni en études, ni en formation (NEET) en 2022.
4. Bien que l'urgence de la pandémie de COVID-19 ait donné lieu à quelques expériences temporaires positives de couverture des travailleurs informels dans les initiatives d'urgence (par exemple, Novissi au Togo, voir Devereux, 2021 ; Bastagli et Lowe, 2021), l'expérience du COVID-19 a également révélé que l'aide fournie en espèces est rarement suffisante pour protéger les travailleurs informels. Cela a incité certains pays comme la Tanzanie et le Togo à s'orienter vers des changements structurels éventuellement plus importants pour inclure les travailleurs informels, comme l'extension progressive de l'assurance sociale contributive (Barca et Alfers, 2021).

Références

Anyanwu, John C., and Adeleke O. Salami. 2021. "The Impact of COVID-19 on African Economies: An Introduction." *African Development Review* 33 (Suppl. 1): S1–S16. https://doi.org/10.1111/1467-8268.12531.

Atta-Ankomah, Richmond, Robert Darko Osei, Isaac Osei-Akoto, Felix Ankomah Asante, Abena D. Oduro, Nkechi Owoo, Monica Lambon-Quayefio, and Stephen Afranie. 2020. *Inequality Diagnostics for Ghana*. African Center of Excellence for Inequalities Research, University of Cape Town, South Africa.

Awaworyi Churchill, Sefa, and Russell Smyth. 2017. "Ethnic Diversity and Poverty." *World Development* 95: 285–302. https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2017.02.032.

Awaworyi Churchill, Sefa, and Michael Danquah. 2022. "Ethnic Diversity and Informal Work in Ghana." *Journal of Development Studies* 58 (7): 1312–31. https://doi/org/10.1080/00220388.2022.2061852.

Ayele, Seife, Samir Khan, and James Sumberg. 2017. "Introduction: New Perspectives on Africa's Youth Employment Challenge." *IDS Bulletin* 47 (3). https://doi.org/10.19088/1968-2017.123.

Barca, Valentina, and Laura Alfers. 2021. "Including Informal Workers within Social Protection Systems—A Summary of Options." Social Protection Approaches to COVID-19 Expert Advice Service, DAI Global UK Ltd., Hemel Hempstead, UK.

Bassier, Ihsaan. 2023. "Firms and Inequality When Unemployment Is High." *Journal of Development Economics* 161: 103029. https://doi.org/10.1016/j.jdeveco.2022.103029.

Bastagli, Francesca, and Christina Lowe. 2021. "Social Protection Response to Covid-19 and Beyond: Emerging Evidence and Learning for Future Crises." ODI Working Paper 614, Overseas Development Institute, London. https://doi.org/10.13140/RG.2.2.10088.80641.

Bobba, Matteo, Luca Flabbi, Santiago Levy, and Mauricio Tejada. 2021. "Labor Market Search, Informality, and On-the-Job Human Capital Accumulation." *Journal of Econometrics* 223 (2): 433–53. https://doi/org/10.1016/j.jeconom.2019.05.026.

Carreras, Marco, James Sumberg, and Amrita Saha. 2021. "Work and Rural Livelihoods: The Micro Dynamics of Africa's 'Youth Employment Crisis.'" *European Journal of Development Research* 33 (6): 1666–94. https://doi.org/10.1057/s41287-020-00310-y.

Cassim, Aalia, and Daniela Casale. 2022. "Identifying the Wage Differential in the Temporary Employment Services Sector: Evidence for South Africa Using Administrative Tax Records." *Journal of Development Studies* 58 (10): 2065–88. https://doi/org/10.1080/00220388.2022.2094252.

Chen, Martha, Erofili Grapsa, Ghida Ismail, Mike Rogan, Marcela Valdivia, Laura Alfers, Jenna Harvey, Ana Carolina Ogando, Sarah Orleans Reed, and Sally Roever. 2021. "COVID-19 and Informal Work: Distinct Pathways of Impact and Recovery in 11 Cities Around the World." WIEGO Working Paper 42, Women in Informal Employment: Globalizing and Organizing, Manchester, UK.

Chopra, Deepta, and Elena Zambelli. 2017. "No Time to Rest: Women's Lived Experiences of Balancing Paid Work and Unpaid Care Work." Institute of Development Studies, Brighton, UK.

Cieslik, Katarzyna, Roland Banya, and Bhaskar Vira. 2022. "Offline Contexts of Online Jobs: Platform Drivers, Decent Work, and Informality in Lagos, Nigeria." *Development Policy Review* 40 (4): e12595. https://doi/org/10.1111/dpr.12595.

Clément, Matthieu, Eric Rougier, Jean-Philippe Berrou, François Combarnous, and Dominique Darbon. 2022. "'What's in the Middle': Scratching beneath the Surface of the Middle Class(es) in Brazil, Côte d'Ivoire, Turkey and Vietnam." *World Development* 158: 105988. https://doi/org/10.1016/j.worlddev.2022.105988.

da Corta, Lucia, Aïssa Diarra, Vidya Diwakar, Marta Eichsteller, Abdoutan Harouna, and Cecilia Poggi. 2021. "Youth Inclusion in Labour Markets in Niger: Gender Dynamics and Livelihoods." AFD Research Paper 216, Agence Française de Développement, Paris.

Danquah, Michael, Simone Schotte, and Kunal Sen. 2021. "Informal Work in Sub-Saharan Africa: Dead End or Stepping-Stone?" *IZA Journal of Development and Migration* 12 (1): 20210015. https://doi/org/10.2478/izajodm-2021-0015.

Dasgupta, Sukti. 2022. *Global Employment Trends for Youth 2022: Investing in Transforming Futures for Young People*. Geneva: International Labour Organization. https://doi.org/10.54394/QSMU1809.

David, Anda, Yoro Diallo, and Björn Nilsson. 2023. "Informality and Inequality: The African Case." *Journal of African Economies* 32 (Supplement_2): ii273–ii295. https://doi.org/10.1093/jae/ejac052.

De Vreyer, Philippe, and François Roubaud. 2013. *Urban Labor Markets in Sub-Saharan Africa.* Africa Development Forum. Washington, DC: World Bank and Agence Française de Développement.

Dell'Anno, Roberto, and Omobola Adu. 2020. "The Size of the Informal Economy in Nigeria: A Structural Equation Approach." *International Journal of Social Economics* 47 (8): 1063–78. https://doi.org/10.1108/IJSE-12-2019-0747.

Devereux, Stephen. 2021. "Social Protection Responses to COVID-19 in Africa." *Global Social Policy* 21 (3): 421–47. https://doi/org/10.1177/14680181211021260.

Dolan, Catherine, and Dinah Rajak. 2016. "Remaking Africa's Informal Economies: Youth, Entrepreneurship and the Promise of Inclusion at the Bottom of the Pyramid." *Journal of Development Studies* 52 (4): 514–29. https://doi/org/10.1080/00220388.2015.1126249.

Egger, Eva-Maria, Cecilia Poggi, and Héctor Rufrancos. 2023. "Does the Depth of Informality Influence Welfare in Urban Sub-Saharan Africa?" *Oxford Economic Papers* 76 (1): 187–206. https://doi/org/10.1093/oep/gpac052.

Falco, Paolo, Andrew Kerr, Pierella Paci, and Bob Rijkers. 2014. *Working toward Better Pay: Earning Dynamics in Ghana and Tanzania*. Washington, DC: World Bank.

Gradín, Carlos. 2019. "Occupational Segregation by Race in South Africa after Apartheid." *Review of Development Economics* 23 (2): 553–76. https://doi.org/10.1111/rode.12551.

Gradín, Carlos. 2021. "Occupational Gender Segregation in Post-Apartheid South Africa." *Feminist Economics* 27 (3): 102–33. https://doi.org/10.1080/13545701.2021.1906439.

Houngbedji, Kenneth, and Claire Zanuso. 2021. "Les jeunes et les enjeux du marché du travail en Afrique." In *Agence Française de Développement, L'économie Africaine 2021*, 75–93. Paris: La Découverte.

ILOSTAT. 2018. *ILO Modelled Estimates Database*. Geneva: ILOSTAT. https://ilostat.ilo.org/data/.

IMF (International Monetary Fund). 2021. *The Global Informal Workforce: Priorities for Inclusive Growth*. Washington, DC: IMF. https://doi.org/10.5089/9781513575919.071.

Khambule, Isaac. 2022. "COVID-19 and the Informal Economy in a Small-Town in South Africa: Governance Implications in the Post-COVID Era." *Cogent Social Sciences* 8 (1): 2078528. https://doi.org/10.1080/23311886.2022.2078528.

KNBS (Kenya National Bureau of Statistics). 2020. *Inequality Trends and Diagnostics in Kenya 2020*. Nairobi: KNBS.

Kobiane, Jean-François, Idrissa Ouilili, and Sibi Guissou. 2020. "Etat Des Lieux Des Inégalités Multidimensionnelles Au Burkina Faso." AFD Research Paper 132, Agence Française de Développement, Paris.

Kohler, Timothy, Haroon Bhorat, Robert Hill, and Benjamin Stanwix. 2022. "The Short-Term Labor Market Effects of South Africa's National COVID-19 Lockdown." In *The Future of the South African Political Economy Post-COVID 19*, edited by Mzukisi Qobo, Mills Soko, and Nomfundo Xenia Ngwenya, 129–49. International Political Economy Series. Cham: Palgrave Macmillan. https://doi.org/10.1007/978-3-031-10576-0_6.

Lam, David, and Murray Leibbrandt. 2023. "Demographic Challenges for Global Labour Markets in the 21st Century, Africa in a Changing World." SALDRU Working Paper 303, Southern Africa Labour and Development Research Unit, University of Cape Town, South Africa.

Nguimkeu, Pierre, and Cedric Okou. 2020. "Increasing Informal Sector Productivity." In *The Future of Work in Africa: Harnessing the Potential of Digital Technologies for All*, edited by Jieun Choi, Mark A. Dutz, and Zainab Usman, 121–62. Africa Development Forum. Washington, DC: World Bank.

Nilsson, Björn. 2019. "The School-to-Work Transition in Developing Countries." *Journal of Development Studies* 55 (5): 745–64. https://doi.org/10.1080/00220388.2018.1475649.

OECD (Organisation for Economic Co-operation and Development) Development Centre. 2018. *Burkina Faso SIGI Country Study*. Social Institutions and Gender Index. Paris: OECD Development Centre.

Ohnsorge, Franziska, and Shu Yu. 2022. *The Long Shadow of Informality: Challenges and Policies*. Washington, DC: World Bank.

Ranchhod, Vimal, and Reza Che Daniels. 2021. "Labour Market Dynamics in South Africa at the Onset of the COVID-19 Pandemic." *South African Journal of Economics* 89 (1): 44–62. https://doi.org/10.1111/saje.12283.

Rogan, Michael, and Caroline Skinner. 2022. "The COVID-19 Crisis and the South African Informal Economy: A Stalled Recovery." WIDER Working Paper 2022/40, United Nations University, World Institute for Development Economics Research, Helsinki, Finland. https://doi.org/10.35188/UNU-WIDER/2022/171-6.

Schotte, Simone, Rocco Zizzamia, and Murray Leibbrandt. 2018. "A Poverty Dynamics Approach to Social Stratification: The South African Case." *World Development* 110: 88–103. https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2018.05.024.

Stats SA (Statistics South Africa), SALDRU (Southern Africa Labour and Development Research Unit), and AFD (Agence Française de Développement). 2019. *Inequality Trends in South Africa: A Multidimensional Diagnostic of Inequality, 2017*. Pretoria: Stats SA, SALDRU, and AFD.

Sulla, Victor, and Precious Zikhali. 2018. *Overcoming Poverty and Inequality in South Africa: An Assessment of Drivers, Constraints and Opportunities*. Washington, DC: World Bank.

Van der Berg, Servaas, and Haroon Bhorat. 1999. "The Present as a Legacy of the Past: The Labour Market, Inequality and Poverty in South Africa." Development Policy Research Unit Working Paper 99/029, Development and Poverty Research Unit, University of Cape Town, South Africa. http://hdl.handle.net/11427/7242.

World Bank. 2022. *Inequality in Southern Africa: An Assessment of the Southern African Customs Union*. Washington, DC: World Bank. https://doi.org/10.1596/37283.

Yeboah, Felix Kwame, and Thomas S. Jayne. 2018. "Africa's Evolving Employment Trends." *Journal of Development Studies* 54 (5): 803–32. https://doi.org/10.1080/00220388.2018.1430767.

Zamo Akono, Christian, Thierry Bedzeme, James Bienvenu Ebaa Ebaa, and Rosalie Niekou. 2021. "Transformation Structurelle et Inégalités de Revenus Au Cameroun: 2001–2014." AFD Research Paper, Agence française de développement, Paris. https://EconPapers.repec.org/RePEc:avg:wpaper:fr12320.

Zizzamia, Rocco, and Vimal Ranchhod. 2020. "Earnings Inequality over the Life-Course in South Africa." AFD Research Paper 160, Agence Française de Développement, Paris.

Chapitre 5

Inégalités de genre

Abena D. Oduro, Serge Rabier, Jacqueline Mosomi et Rawane Yasser

Introduction

Les inégalités de genre, qui prennent généralement la forme de discriminations à l'encontre des femmes et des filles, sont profondément ancrées dans les pays africains. Elles ont persisté dans les dimensions économique (par exemple, la participation à des activités génératrices de revenus, l'accès aux ressources et à leur propriété), sociale (par exemple, l'accès à la santé et à l'éducation) et politique (par exemple, la participation à la prise de décision au niveau communautaire et national). Les inégalités de genre se manifestent au sein du ménage, les femmes n'ayant pas voix au chapitre et un faible pouvoir de décision, accablées de tâches non rémunérées et souvent victimes de violences domestiques. Par rapport aux hommes, les femmes africaines ont tendance à avoir des salaires nettement inférieurs, moins de droits politiques et juridiques et davantage de contraintes de mobilité.

Les progrès vers l'égalité de genre n'améliorent pas seulement le bien-être des femmes, mais favorisent également la croissance économique. En revanche, les preuves de l'effet de la croissance économique sur l'égalité de genre sont moins consistentes (Kabeer et Natali, 2013), ce qui s'explique par le fait que la relation de cause à effet est influencée par le type de croissance économique et par les diverses formes que prend le patriarcat (Kabeer, 2016).

Ce chapitre se concentre sur l'importance de l'égalité entre les hommes et les femmes en Afrique, sur son aspect intersectionnel et sur les mesures visant à réduire les inégalités de genre dans le but de construire des sociétés africaines plus justes et plus inclusives. Il aborde les inégalités de genre sous l'angle de l'éducation, de la santé, de la participation au marché du travail, du travail de soin non rémunéré et du patrimoine.

Inégalités de genre dans l'éducation

Des études empiriques ont montré que l'égalité de genre dans les taux d'alphabétisation (Baliamoune-Lutz et McGillivray, 2015) et l'éducation (Altuzarra, Gálvez-Gálvez et González-Flores, 2021 ; Bandara, 2015 ; Klasen et Lamanna, 2009) sont positivement corrélés

à la croissance économique en Afrique. De nombreux progrès ont été réalisés sur le continent, tant en termes d'accès à l'éducation que de réduction de l'écart de genre pour les taux de scolarisation (D. K. Evans, Akmal et Jakiela, 2021 ; Baten *et al.*, 2021). Ces progrès ont eu des conséquences positives : les femmes instruites sont plus susceptibles de scolariser leurs enfants, garçons comme filles. Par ailleurs, l'éducation et la formation professionnelle améliorent les possibilités de revenus des femmes, réduisent la probabilité de mariage précoce, diminuent les taux de fécondité et conduisent à une meilleure santé des enfants. Néanmoins, l'Afrique subsaharienne présente certains des écarts les plus importants au monde entre garçons et filles en matière de scolarisation, ainsi que les taux de scolarisation les plus faibles à tous les niveaux d'éducation.

Écarts de genre en matière de scolarisation et de résultats scolaires

Bien qu'ils se soient réduits, les écarts de genre dans les taux bruts de scolarisation primaire (à savoir la différence entre les taux de scolarisation des garçons et ceux des filles) persistent malgré des taux de scolarisation proches de 100 % dans de nombreux pays (Institut de statistique de l'UNESCO (ISU), 2023). Dans la plupart des pays, l'écart de genre est en défaveur des filles, mais dans certains pays comme à Maurice, celui-ci est en défaveur des garçons. Il est prouvé que les filles obtiennent de meilleurs résultats que les garçons en calcul et en lecture à l'école primaire au Kenya, en Tanzanie et en Ouganda (Buhl-Wiggers, Jones et Thornton, 2021) et que, au début du premier cycle de l'enseignement secondaire, les filles obtiennent de meilleurs résultats en lecture que les garçons dans huit pays d'Afrique australe et orientale (Welmond et Gregroy, 2021).

Les disparités de genre dans l'enseignement secondaire ont pour contexte de faibles taux bruts de scolarisation. L'écart de genre n'est pas toujours en défaveur des filles : dans 14 des 24 pays africains pour lesquels des données sont disponibles, l'écart de genre est en défaveur des garçons. En Afrique du Sud par exemple, bien que le taux de scolarisation soit élevé, la progression à l'école est ralentie par des taux de redoublement élevés, les garçons étant plus susceptibles de redoubler une classe et de décrocher (Lam et Branson, 2014).

Dans quelques pays africains comme le Lesotho, l'Afrique du Sud et l'Égypte, les taux de scolarisation dans le secondaire et dans l'enseignement supérieur sont plus élevés pour les femmes et les filles, et l'on s'inquiète du retard des garçons (Spaull et Makaluza, 2019 ; Bossavie et Kanninen, 2018).

L'écart de genre dans les taux de scolarisation aux différents niveaux d'éducation varie d'un pays à l'autre en fonction du niveau de développement du pays et du statut socio-économique des ménages à l'intérieur des pays. Il est donc important de tenir compte de l'intersection entre le revenu et le genre. Dans les pays les plus pauvres, les taux de scolarisation sont à la traîne et les écarts de genre favorisent les garçons et les hommes. Dans les pays plus riches, malgré la réduction de l'écart de genre au niveau national, les filles des ménages pauvres et celles qui vivent dans les zones rurales sont plus susceptibles d'être déscolarisées.

Ségrégation de genre dans les domaines d'études

Une tendance commune à tous les pays est la sous-représentation des femmes dans les domaines des STIM, c'est-à-dire les sciences, les mathématiques, la physique, l'ingénierie et les TIC dans l'enseignement supérieur (Hammond *et al.*, 2020). Cette tendance ne peut s'expliquer par les différences de performance en mathématiques et en sciences entre filles et garçons, car les filles n'obtiennent pas toujours de moins bons résultats que les garçons aux tests standardisés (Reddy *et al.*, 2021 ; Welmond et Gregroy, 2021). Dans certains pays, en particulier ceux qui connaissent des écarts de genre importants en matière de scolarisation, la sous-représentation des femmes dans les STIM peut s'expliquer par les obstacles à l'enseignement secondaire. Les normes sociales profondément enracinées définissant les rôles des hommes et des femmes dans la société, ainsi que les stéréotypes sur les capacités associées aux hommes et aux femmes, peuvent expliquer les différences de genre au niveau de la scolarisation (Charles et Bradley, 2009). Pour les quelques femmes qui se lancent malgré tout dans les domaines des STIM, d'autres facteurs tels que le sexisme, le harcèlement sexuel et l'absence de mentorat contribuent au fait qu'elles « abandonnent » ces filières (Hammond *et al.*, 2020).

Actions réduisant l'écart de genre en matière de scolarisation

La pauvreté, les coûts directs et les coûts d'opportunité de l'éducation, associés aux normes sociales qui influencent la perception du rôle et de la position des femmes dans la société, sont des facteurs importants d'inégalité de genre dans l'éducation. Lorsque les ressources sont rares, il faut parfois choisir entre envoyer les enfants à l'école et les faire participer aux tâches ménagères ou aux activités économiques pour obtenir un revenu supplémentaire (Giacobino *et al.*, 2022). Généralement, en raison des normes culturelles patriarcales, ce sont les filles qui finissent par décrocher de l'école et par se marier précocement.

Les actions visant à réduire le coût de la scolarité sont celles qui contribuent le plus à maintenir les filles à l'école. En Éthiopie, la gratuité de l'école a permis d'augmenter la scolarisation des femmes et de réduire le taux de fécondité (Chicoine, 2021). Au Ghana, l'octroi de bourses d'études pour le second cycle de l'enseignement secondaire a fait grimper le taux d'inscription des filles dans l'enseignement supérieur (Duflo, Dupas et Kremer, 2021). Les actions visant à réduire la pauvreté, telles que les transferts monétaires conditionnels en Afrique du Sud (Eyal et Woolard, 2014) et au Malawi (Baird *et al.*, 2016) ont elles aussi entraîné une augmentation de la scolarisation des filles.

Il est intéressant de souligner que, pour lutter contre les normes sociales et culturelles, Ashraf *et al.* (2020) ont constaté que le fait d'apprendre aux lycéennes zambiennes à défendre leurs intérêts en leur offrant une formation à la négociation leur a permis de rester à l'école et d'améliorer leurs résultats scolaires au cours des années suivantes. Fournir des vélos aux écolières en Zambie a réduit leur temps de trajet jusqu'à l'école et leur taux d'absentéisme (Fiala *et al.,* 2022). Au Kenya, l'amélioration de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène dans les écoles a permis d'augmenter le taux de scolarisation et d'améliorer la parité de genre (Garn *et al.*, 2013), tandis que la fourniture de serviettes hygiéniques aux écolières a permis de réduire l'absentéisme (Benshaul-Tolonen *et al.*, 2020).

La forte prévalence des mariages d'enfants et des grossesses adolescentes sont des obstacles de plus à la scolarisation ou à l'achèvement de l'enseignement secondaire en Afrique (Giacobino *et al.*, 2022 ; Male et Wodon, 2018 ; Wodon, Nguyen et Tsimpo, 2016). Il a été constaté que l'octroi de bourses aux filles qui étaient sur le point de terminer l'école primaire retardait l'âge du mariage de neuf mois au Niger (Giacobino *et al.*, 2022).

Les inégalités de genre dans l'éducation en Afrique sont très nuancées : la balance peut pencher en faveur des filles ou des garçons en fonction du pays, du niveau d'éducation, c'est-à-dire du primaire, du secondaire ou de l'enseignement supérieur, et de l'indicateur d'éducation considéré. Les retombées de l'éducation sur d'autres aspects des capacités humaines et du bien-être suggèrent que les politiques éducatives doivent être soigneusement pensées pour remédier aux différents facteurs qui influent sur la scolarisation des garçons et des filles et sur leur progression à travers le parcours éducatif.

Inégalités de genre en matière de santé

Les inégalités de genre en matière de santé désignent les différences d'accès à la santé et de résultats entre les hommes et les femmes, ou entre les garçons et les filles, qui découlent d'une forme de discrimination et de mécanismes de prévention et de traitement ne tenant pas compte des différences de genre. Les inégalités en matière de santé sont généralement le fruit de stéréotypes de genre et de rôles socioculturels, qui recoupent d'autres inégalités de genre, notamment dans l'éducation, sur le marché du travail et en matière de revenus.

Cette section se concentre sur les inégalités de genre en matière de droits à la santé sexuelle et reproductive. En effet, une mauvaise santé reproductive et des droits sexuels limités sont dévastateurs pour le bien-être des femmes et pour la société dans son ensemble. Les normes sociales sexistes et les politiques et institutions de santé qui ne tiennent pas compte des différences de genre contribuent aux risques sanitaires et aux vulnérabilités auxquels les femmes et les filles sont exposées par rapport aux hommes et aux garçons. Les dimensions de la santé sexuelle et reproductive qui seront examinées dans cette section sont la mortalité et la morbidité maternelles, les mutilations génitales féminines, le VIH/sida et les violences sexistes et sexuelles (VSS).

Vue d'ensemble des inégalités de genre en matière de santé et de droits sexuels et reproductifs

Si les données globales sur la mortalité et la morbidité maternelles, les mutilations génitales féminines, le VIH/sida et les VSS révèlent certaines améliorations en Afrique, celle-ci reste à la traîne par rapport aux objectifs fixés au niveau mondial (Rabier, 2021).

Les projections les plus récentes pour l'Afrique montrent que d'ici 2030, chaque année, 390 femmes mourront en couches pour 100 000 naissances vivantes. Ce chiffre est bien supérieur à l'objectif de développement durable, qui est de 70. De nombreux facteurs expliquent

cette situation : faibles revenus, mauvaise gouvernance et mauvais financement des systèmes de santé, besoins non satisfaits en matière d'éducation, de statut professionnel et de lieu de résidence. Tous ces facteurs, combinés à des normes sociales persistantes qui pèsent davantage sur certaines filles et certaines femmes que sur d'autres, montrent l'aspect intersectionnel des inégalités de genre. Les normes sociales englobent des pratiques néfastes (mutilations génitales féminines) et l'inaction, en passant par de graves contraintes pour les femmes en quête de soins et de services péri-natals (interdiction de voyager seules). Ces mêmes femmes ne sont traditionnellement pas autorisées à participer à la prise de décision en matière de planification familiale, ce qui les expose à des grossesses et à des accouchements à risque (Evans, 2013).

La fréquentation des cliniques prénatales et la présence de personnel qualifié au moment de l'accouchement réduisent le risque de mortalité maternelle. Au Ghana, les inégalités spatiales dans la distribution des établissements de santé et les inégalités de revenus se cumulent, et exposent les femmes pauvres et celles vivant dans les communautés rurales à un risque plus élevé de décéder en couches. Presque toutes les femmes du quintile de richesse le plus élevé accouchent dans un établissement de santé, contre 62 % des femmes du quintile de richesse le plus pauvre, et 90 % des femmes qui vivent en milieu urbain accouchent dans un établissement de santé, contre 69 % des femmes qui vivent en milieu rural (ESG, 2018).

La mortalité/morbidité maternelle[1] et les complications à l'accouchement dues à des grossesses précoces et/ou non désirées et à un accès limité aux soins prénatals affectent particulièrement les filles et les jeunes femmes (âgées de 15 à 19 ans), qui sont plus exposées que les femmes adultes dans des pays comme le Tchad, la Guinée, le Mali, le Mozambique, le Niger et la Sierra Leone (Osakwe, Bharali et Huchko, 2022). La question des avortements à risque constitue un autre défi pour la santé des adolescentes et des femmes africaines. Même si de nombreux pays ont élargi les cadres juridiques et les conditions pour garantir des avortements plus sûrs, en plus d'améliorer les soins post-avortement, les avortements à risque dus à des grossesses précoces et/ou non désirées constituent encore un énorme enjeu pour les 225 millions de femmes en âge de procréer sur le continent (Bearak *et al.*, 2020 ; Bankole *et al.*, 2020). Il survient 520 décès pour 100 000 avortements non médicalisés en Afrique subsaharienne, contre 30 dans les pays développés et 220 dans les autres régions en développement (OMS, 2021).

Le problème des grossesses non désirées pose la question de l'autonomie et de la prise de décision des femmes, et s'avère étroitement lié aux inégalités de revenus et d'éducation, alors que les taux d'avortement varient d'un groupe à l'autre (Bankole *et al.*, 2020). La probabilité d'avoir subi un avortement est 78 % plus élevée pour les femmes interrogées ayant un niveau d'éducation primaire que pour celles n'ayant pas reçu d'éducation formelle. De même, la probabilité d'avoir subi un avortement est 68 % plus élevée pour les ménages riches que pour les ménages pauvres (Bankole *et al.*, 2020).

Les disparités de genre en matière de santé se manifestent également par des taux élevés de mutilations génitales féminines en Afrique. Plus de 75 % des filles et des femmes âgées de 15 à 49 ans en Somalie, à Djibouti, en Guinée, en Égypte, en Sierra Leone, au Mali, en Érythrée,

au Soudan et au Burkina Faso ont subi des mutilations génitales (UNICEF, 2023). Perpétuées par des normes sociales telles que le mariage des enfants et les grossesses précoces (UNICEF, 2021), les mutilations génitales féminines ne présentent aucune justification ou aucun avantage sur le plan médical, mais au contraire peuvent entraîner la mort, des hémorragies, des kystes, des infections et des conséquences sur le plan émotionnel/mental. Les normes sociales autorisant la violence à l'égard des femmes et perpétuant des relations de pouvoir inégales augmentent la vulnérabilité des femmes face à des pratiques telles que les mutilations génitales.

Les femmes sont également les plus touchées par le VIH en Afrique subsaharienne et les adolescentes et les jeunes femmes enregistrent 25 % des infections à VIH en 2020 alors qu'elles ne représentent que 10 % de la population (ONUSIDA, 2022). Les pratiques et normes socioculturelles, ainsi que les facteurs économiques, contribuent à ce risque élevé (Abubakar et Kitsao-Wekulo, 2015). Le risque élevé de contracter le VIH recoupe les inégalités de genre en termes de position socioéconomique, les femmes étant plus susceptibles d'avoir un moindre niveau d'éducation, d'être au chômage et d'être plus pauvres que les hommes. Cette inégalité économique accroît la vulnérabilité des femmes au VIH. Outre les différences économiques, l'inégalité des relations de pouvoir, qui sont renforcées par les normes sociales et les facteurs culturels, exposent les femmes à un risque plus élevé d'infection à VIH.

Enfin, selon l'Organisation mondiale de la santé, les VSS touchent une femme sur trois dans le monde au cours de sa vie, essentiellement en raison des violences conjuguales. Le taux de prévalence des violences conjuguales en Afrique varie entre 10 % et 40 %, ce qui est bien supérieur aux chiffres mondiaux (Banque africaine de développement, 2018). Les normes sociales qui ferment les yeux sur la violence à l'égard des femmes peuvent saper l'effet protecteur que représente habituellement la possession d'actifs et l'exercice d'un métier sur leur pouvoir de négociation et leurs solutions de repli (Oduro, Deere et Catanzarite, 2015 ; Owoo, 2020).

Assurer l'inclusion des droits en matière de santé sexuelle et reproductive

Les besoins des femmes en matière de santé et les défis spécifiques auxquels elles sont confrontées au sein de leur famille et de leur communauté sont beaucoup moins pris en compte que ceux des hommes. Les femmes n'ont qu'un choix limité d'options en matière de santé reproductive, tant en termes de prévention que de traitement. Malgré l'existence de normes sociales restrictives, certaines femmes s'autonomisent et prennent discrètement des mesures pour éviter les grossesses non désirées (Gyan, Domfe et Tsiboe-Darko, 2023). L'accès limité à l'éducation et la courte durée de la scolarité des filles, le manque d'autonomie économique, la faible reconnaissance de la violence domestique et les faibles possibilités d'exercer leur pouvoir de décision ont un impact négatif sur leur santé reproductive à l'adolescence et à l'âge adulte (Singh, Bloom et Brodish, 2011 ; Do et Kurimoto, 2012).

En dotant les jeunes de connaissances, de compétences et de valeurs appropriées, l'éducation complète à la sexualité (ECS) vise à limiter les conséquences graves sur la santé des normes et croyances sociales traditionnelles, des inégalités de genre et des discriminations. Selon Wangamati (2020), depuis 2013, 20 pays d'Afrique orientale et australe ont signé

l'« Engagement ministériel sur l'éducation complète à la sexualité et les services de santé sexuelle et reproductive pour les adolescents et les jeunes ». Ils expriment ainsi leur volonté de faire face aux défis sanitaires tels que la mortalité maternelle, le VIH/sida, les grossesses précoces et non désirées, les besoins non satisfaits en matière de contraception et les mutilations génitales féminines.

Compte tenu de la situation actuelle, la réalisation des ODD liés à la santé en Afrique nécessite deux types d'actions concrètes. Premièrement, il faut mettre en œuvre l'engagement pris dans la déclaration d'Abuja sur le financement de la santé, à savoir d'affecter 15 % du budget annuel au secteur de la santé (Africa Renewal, 2020). Deuxièmement, il s'agit de relever les défis restants, à savoir les normes sociales, préjugés et stéréotypes qui dévalorisent les filles et les femmes et qui justifient les inégalités de genre, la discrimination et la violence à leur encontre (Muluneh *et al.*, 2020).

Les inégalités sur le marché du travail

Il existe de nombreuses preuves empiriques que l'égalité de genre en matière de participation à la population active (Altuzarra, Gálvez-Gálvez et González-Flores, 2021) est positivement corrélée à la croissance économique en Afrique. Le taux d'activité des femmes en Afrique subsaharienne (62 % en 2021) est supérieur à la moyenne mondiale qui est de 53 %, mais inférieur au taux d'activité des hommes en Afrique subsaharienne (73 %), ce qui se traduit par un écart de 11 points de pourcentage en défaveur des femmes (Banque mondiale, 2023). Néanmoins, le lien entre écarts salariaux et croissance peut être positif ou négatif, et dépend de la structure de l'économie (Seguino et Were, 2014). Les inégalités de genre sont omniprésentes sur le marché du travail. Cette section examine les inégalités de genre dans l'emploi, la ségrégation professionnelle et les salaires. Elle met en évidence la manière dont les inégalités de genre dans les domaines de l'éducation et de la santé entraînent des inégalités sur le marché du travail, tout comme les normes sociales favorisent la discrimination.

Inégalité de genre et participation au marché du travail

Les taux de participation au marché du travail varient fortement d'un pays à l'autre en Afrique. L'écart de participation au marché du travail (PMT) entre les hommes et les femmes est plus important en Afrique du Nord, une région où les pays affichent un taux d'activité très faible – citons ainsi l'Égypte et le Maroc, où l'écart entre les hommes et les femmes est supérieur à 50 points de pourcentage. Des facteurs tels que des normes de genre bien ancrées, le statut matrimonial et la présence d'un conjoint ayant un niveau d'éducation élevé peuvent expliquer ces faibles taux de PMT (Lopez-Acevedo *et al.*, 2021 ; Miyata et Yamada, 2016).

Les taux de PMT ne disent rien de l'incidence du travail décent dans ces pays. L'incidence de l'emploi vulnérable (travailleurs indépendants et membres de la famille effectuant un travail domestique) est plus élevée chez les femmes que chez les hommes. En Afrique du Sud, Casale et Posel (2002) ont montré que l'augmentation de la PMT au début des années 2000 était due

au fait que les femmes pauvres (en particulier les femmes noires) adoptaient ce mécanisme de survie en raison de besoins économiques, et pas nécessairement en raison d'une demande du marché du travail. Le manque d'éducation et de compétences des femmes, leur accès limité au crédit et l'incapacité du secteur formel à créer des emplois pour répondre à l'augmentation de l'offre ont fait que la hausse de la PMT s'est accompagnée d'une hausse de l'informalité.

La nature de l'emploi des femmes, comme le travail chez l'employeur (travailleuses domestiques ou soignantes) ou le travail à domicile en tant que travailleuses indépendantes ou membres actifs de la famille, ou encore en tant que travailleuses non rémunérées, rend le travail des femmes invisible et leur contribution est donc sous-estimée ou exclue des statistiques nationales. Il en résulte des estimations trompeuses de la participation des femmes au marché du travail (Standing, 1999 ; Gaitskell *et al.*, 1983).

L'emploi

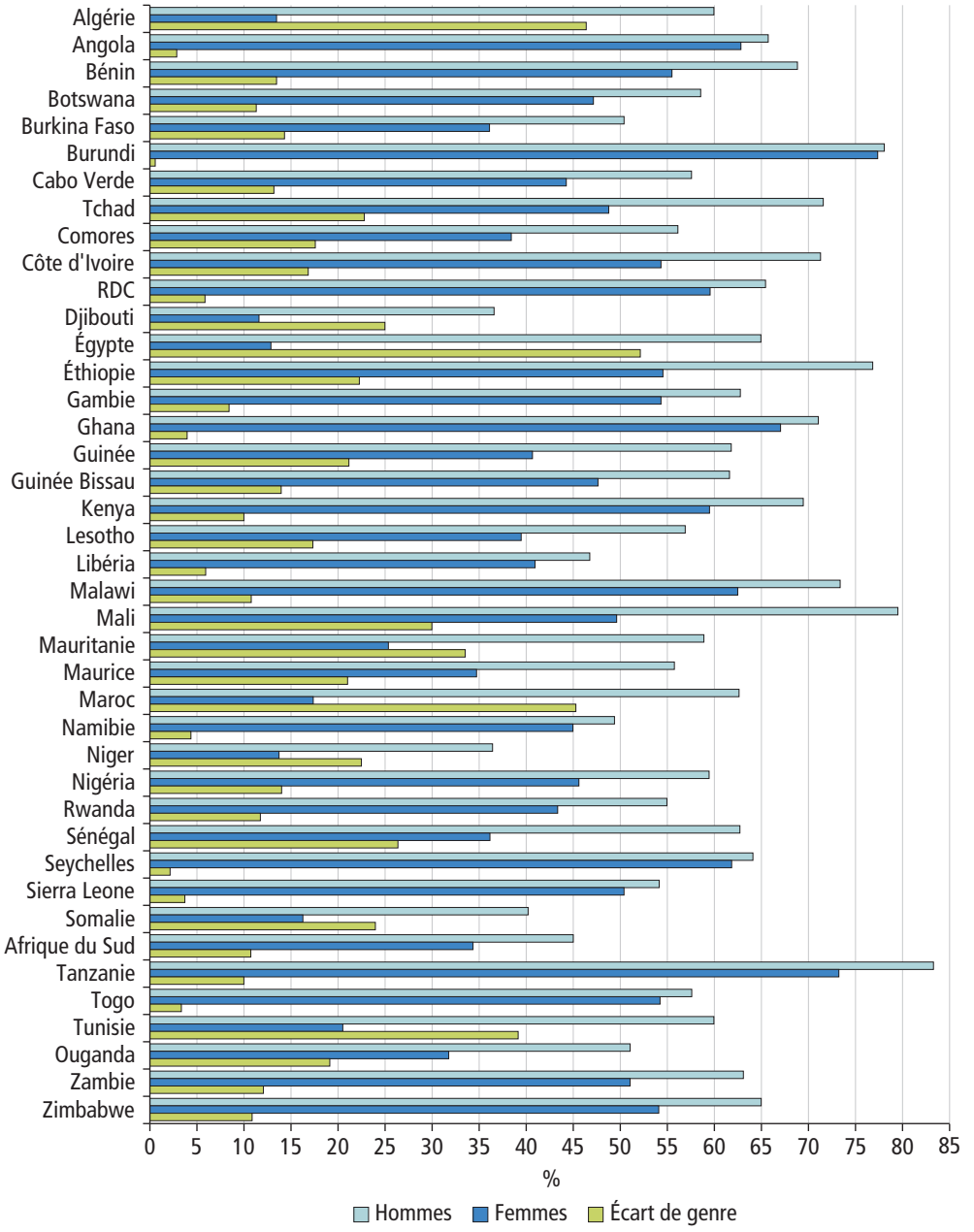
Les écarts de genre en matière de taux d'emploi varient considérablement d'un pays à l'autre (Figure 5.1). Ils dépassent 50 points de pourcentage en Égypte et tombent à moins de 5 points de pourcentage dans des pays comme l'Angola, le Bénin, le Burundi, le Ghana et le Togo. Dieterich, Huang et Thomas (2016) soulignent que les écarts de taux d'emploi en défaveur des femmes sont plus faibles dans les pays d'Afrique subsaharienne disposant de faibles revenus, en raison de la prédominance de l'entrepreneuriat informel et des activités agricoles non qualifiées. Sans surprise, les femmes sont davantage représentées dans l'agriculture de subsistance que les hommes, puisqu'il arrive souvent que ces derniers puissent migrer à la recherche d'un autre emploi ou soient en mesure de créer une entreprise informelle.

Les femmes sont plus susceptibles que les hommes d'avoir un emploi vulnérable et moins susceptibles que les hommes d'avoir un emploi salarié. L'incidence de l'emploi salarié en Afrique du Nord en 2021 est beaucoup plus élevée qu'en Afrique subsaharienne, et l'écart entre les hommes et les femmes est beaucoup plus faible. Dans les pays d'Afrique du Nord, les femmes qui travaillent sont plus susceptibles d'être salariées. En Algérie, en Libye et en Tunisie, l'écart de genre en matière d'emploi salarié est en faveur les femmes (Banque mondiale, 2023). Ces pays d'Afrique sont aussi ceux qui présentent un écart de genre inversé en matière d'éducation, même au niveau universitaire.

Un taux d'activité élevé n'est pas synonyme de taux d'emploi élevé, car les chômeurs (en recherche d'emploi) sont inclus dans la définition de la population active. Certains pays ayant des taux de participation élevés ont également des taux de chômage élevés, les femmes enregistrant des taux de chômage plus élevés. Par exemple, en 2019, le taux de chômage des femmes[2] en Afrique du Sud était de 31,5 %, contre 26,8 % pour les hommes (Casale, Posel et Mosomi, 2021).

Les questions d'intersectionnalité (classe sociale, race et genre) sont également importantes lorsqu'il s'agit d'examiner les questions liées à l'emploi. Par exemple, les femmes pauvres d'Afrique du Sud sont souvent moins scolarisées et donc plus susceptibles d'occuper des emplois élémentaires ou d'effectuer un travail domestique, qui sont les emplois les moins bien rémunérés (Casale, Posel et Mosomi, 2021).

Figure 5.1 **Ratio emploi/population pour des pays africains choisis**



Source : Calcul des auteurs sur la base des dernières données disponibles de l'estimation modélisée de l'OIT (ILOSTAT) dans la base de données de la Banque mondiale sur le genre.

Ségrégation professionnelle

La ségrégation professionnelle et sectorielle est l'une des sources des écarts de genre persistants sur le marché du travail. Les hommes et les femmes s'orientent vers des secteurs différents de l'économie (ségrégation horizontale), les professions majoritairement féminines étant

généralement moins bien rémunérées (Budlender, 2008). Les normes sociales et les stéréotypes liés au genre exercent une influence constante sur la ségrégation professionnelle. Ils influencent le choix du domaine d'études à l'école, le niveau d'instruction et le choix de la profession. Ces normes imposent des restrictions aux interactions sociales et à la mobilité physique, et limitent ainsi les professions et les secteurs dans lesquels les femmes peuvent travailler.

Les perspectives sexistes sur ce qui est considéré comme étant un métier de femme ou d'homme peuvent limiter les choix professionnels des femmes comme ceux des hommes. Enfin, les responsabilités non rémunérées des femmes en matière de soins peuvent influencer leurs choix de profession et de secteur. Même lorsque les hommes et les femmes travaillent dans des secteurs similaires, ils occupent des positions différentes, les hommes étant plus susceptibles d'occuper des postes de direction et les femmes des postes subalternes (ségrégation verticale).

Le fait de transformer les valeurs sociales (sur les rôles masculins et féminins) et de réduire les inégalités de genre dans la formation professionnelle peut combattre les stéréotypes liés au genre. Une étude de la Banque mondiale (Gassier, Rouanet et Traore, 2022) rapporte qu'en République du Congo, le fait de fournir aux femmes des informations spécifiques sur les revenus commerciaux pour un choix de métier donné a augmenté de 28,6 % la probabilité que les femmes rejoignent un domaine professionnel traditionnellement masculin. Les effets sont beaucoup plus importants pour les femmes qui ont des connaissances techniques dans le domaine en question ou qui ont prennent modèle sur des hommes. L'accès à l'enseignement supérieur permet également de réduire la ségrégation professionnelle verticale. Par exemple, en Égypte et à Maurice, où l'écart de genre dans l'enseignement supérieur a été comblé, l'écart de genre au sein des professions qualifiées (proportion de cadres, de professionnels et de techniciens) s'est lui aussi réduit.

Écarts salariaux entre les hommes et les femmes

En Afrique, comme dans d'autres pays, les femmes perçoivent en moyenne des salaires inférieurs à ceux des hommes (Si, Nadolnyak et Hartarska, 2020 ; Blau et Kahn, 2017 ; Ñopo, Daza et Ramos, 2012). L'écart de salaire entre les hommes et les femmes n'est pas uniforme dans l'échelle des salaires, et les facteurs de cet écart diffèrent (Agesa, Agesa et Dabalen, 2013 ; Mosomi, 2019). Les facteurs communs qui influent sur l'écart salarial qui existe entre les femmes et les hommes comprennent les différences de compétences, l'écart de genre en matière d'éducation, la ségrégation professionnelle, les niveaux d'emploi des femmes et les responsabilités familiales (maternité et situation matrimoniale) (Agesa, Agesa et Dabalen, 2013 ; Mosomi, 2019).

La législation peut influer sur l'écart salarial entre les hommes et les femmes. Il est prouvé que l'écart est plus faible dans le segment du marché du travail de l'emploi rémunéré réglementé que dans le segment de l'emploi indépendant privé (Nwaka, Guven-Lisaniler et Tuna, 2016) ou que dans le secteur informel (Nordman et Vaillant, 2014). Les inégalités d'accès au crédit et les responsabilités non rémunérées en matière de soins qui reposent sur les femmes peuvent les pousser à exercer des activités peu rentables, créant ainsi les conditions d'un écart salarial entre les hommes et les femmes parmi les travailleurs indépendants.

L'écart salarial entre les hommes et les femmes est plus réduit dans les pays où la participation des femmes à la population active est faible et où les écarts d'emploi entre les hommes et les femmes sont plus importants (Olivetti et Petrongolo, 2008). Il s'agit d'un phénomène d'autosélection positive où les femmes salariées sur ces marchés du travail ont tendance à avoir un capital humain supérieur à la moyenne du reste de la population. C'est le cas en Égypte où l'OIT n'a signalé aucun écart salarial entre hommes et femmes en 2018 et un écart de 4 points de pourcentage en faveur des femmes en Tunisie. En revanche, en Afrique du Sud, où la participation des femmes à la population active est plus élevée et où les femmes salariées sont les plus instruites, l'écart salarial médian entre hommes et femmes est significatif, de l'ordre de 30 % (Casale, Posel et Mosomi 2021 ; Mosomi 2019).

La persistance des écarts de genre sur le marché du travail, même dans les pays qui ont réduit les écarts de genre en matière d'éducation, indique que pour remédier à cette inégalité sur le marché du travail, il ne suffit pas d'atteindre un niveau d'éducation égal entre les hommes et les femmes. Il faut également s'attaquer aux normes sociales qui engendrent des attitudes défavorables à l'emploi des femmes dans certains secteurs et au sein de certaines professions (Roethlisberger *et al.*, 2023 ; Humlum, Nandrup et Smith, 2019). Il est primordial que les stratégies visant à améliorer les compétences et le niveau d'éducation des femmes s'accompagnent d'efforts pour créer des emplois et des lieux de travail favorables et inclusifs. La pandémie de COVID-19 a révélé que le travail de soin rémunéré effectué par les femmes est essentiel et que rien ne justifie que les salaires soient inférieurs dans les secteurs dominés par les femmes.

Un congé de maternité et de paternité obligatoire et rémunéré peut contribuer à réduire la discrimination sexiste lors du processus d'embauche et à diminuer la pénalité associée à la maternité. Il convient de promulguer et renforcer des lois claires imposant une rémunération égale et un travail également valorisé.

Inégalités de genre dans le travail de soin non rémunéré

Le travail de soin non rémunéré comprend les travaux ménagers, les soins non rémunérés aux malades, aux enfants et aux personnes âgées vivant dans le ménage, ainsi que les services non rémunérés rendus à la communauté, dont les services fournis à d'autres ménages (Budlender, 2008). Le travail de soin non rémunéré contribue à l'entretien et à la production de ce que Braunstein, Bouhia et Seguino (2019) décrivent comme « les capacités humaines qui déterminent la productivité du travail ». Les capacités humaines vont au-delà des notions de capital humain et incluent des facettes telles que les liens émotionnels (en anglais, *emotional connectedness*).

Cette section commence par évoquer la pertinence économique du travail de soin non rémunéré, ainsi que les inégalités de genre vis-à-vis de son exécution. Nous présentons ensuite les quelques éléments qui attestent des inégalités de genre dans la répartition du travail non rémunéré au sein du ménage, et les facteurs des inégalités de genre dans le travail non rémunéré.

La section se termine par une discussion sur les effets des inégalités de genre dans le travail non rémunéré et propose des actions visant à réduire ces inégalités. Les responsabilités des femmes en matière de soins non rémunérés peuvent limiter leur PMT et déterminer leur choix professionnel. Les inégalités de genre dans le domaine des soins non rémunérés sont donc liées aux inégalités de genre qui existent sur le marché du travail.

Le travail de soin non rémunéré et les comptes nationaux

Le système de comptabilité nationale exclut du champ de la « production » la cuisine, le nettoyage et les soins personnels aux membres dépendants de la famille. Ces activités sont donc également exclues de l'estimation du PIB. En effet, ces activités sont considérées comme des activités non marchandes, elles sont difficiles à mesurer et ne sont pas considérées comme pertinentes pour la politique macroéconomique (DeRock, 2021). Contrairement aux économies du Nord où une part importante des services de soin non rémunérés, tels que les soins apportés aux enfants et aux personnes âgées, peuvent être achetés ou sont fournis par le secteur public et donc pris en compte dans les comptes nationaux, dans les pays du Sud, ces activités sont généralement assurées par les membres du ménage, en particulier les femmes, et sont donc exclues des comptes nationaux.

En utilisant différentes méthodes pour évaluer le travail non rémunéré, Budlender (2008) estime que la valeur du travail de soin non rémunéré en Tanzanie se situait entre 11 et 30 % du PIB en 2006, et entre 35 et 63 % du PIB en Afrique du Sud en 2000. Elle est passée de 14,6 % à 38,1 % en Afrique du Sud en 2010 (Oosthuizen, 2018). Au Botswana, on estime que la valeur des services de soin non rémunérés fournis à domicile aux personnes atteintes du VIH/sida dépasse la valeur des services similaires fournis par l'État (Mmopelwa *et al.*, 2013).

Le fait d'exclure des comptes nationaux les activités de soin non rémunérées réduit la taille estimée des économies, en particulier des économies en développement, et rend invisible la contribution des femmes et des filles à l'économie. Cela masque l'effet des inégalités de genre dans la répartition du travail non rémunéré sur le bien-être des femmes et détourne l'attention des liens qui existent entre le secteur des soins non rémunérés et l'ensemble de l'économie.

Le fait de ne pas tenir compte des liens entre les soins non rémunérés et le travail rémunéré, ainsi que du fardeau qui repose de manière disproportionnée sur les femmes pour prodiguer les soins non rémunérés, peut avoir des conséquences sur l'efficacité de la politique sociale et économique. Une réduction du temps consacré aux soins non rémunérés qui compromet la productivité de ce secteur peut avoir pour effet de réduire la productivité du secteur rémunéré, et donc avoir un impact négatif sur la production et la croissance (Vasudevan et Raghavendra, 2022). Les contraintes de temps liées aux responsabilités de soin non rémunérées affectent en outre la productivité des femmes dans les activités agricoles (Carranza *et al.*, 2017) et non agricoles (Nordman et Vaillant, 2014).

Preuves des inégalités de genre en ce qui concerne le travail de soin non rémunéré au sein des ménages

Les données disponibles sur la participation des femmes et des hommes aux soins non rémunérés dans les pays africains sont limitées en raison du manque de données sur l'emploi du temps. Les données de quelques pays d'Afrique de l'Est, de l'Ouest et d'Afrique australe issues d'enquêtes sur l'emploi du temps montrent que les femmes et les filles consacrent une partie importante de leur temps quotidien à des tâches non rémunérées[3]. Dans ces pays, l'écart de genre en ce qui concerne le temps consacré aux soins non rémunérés est en défaveur des femmes. Les données de l'Afrique du Sud, qui dispose de deux enquêtes sur l'emploi du temps, révèlent que le temps consacré aux soins non rémunérés a diminué tant pour les femmes que pour les hommes entre 2000 (Floro et Komatsu, 2011) et 2010 (Oosthuizen, 2018).

Toutefois, un écart de genre subsiste, bien qu'il soit faible. Le temps consacré aux soins non rémunérés et l'ampleur de l'écart de genre varient au fil de la vie. Au Ghana (Amporfu *et al.*, 2018) et en Afrique du Sud (Oosthuizen, 2018), l'écart de genre est le plus important parmi la population âgée de 20 à 35 ans et se réduit au cours des années suivantes.

La pandémie de COVID-19 a mis en lumière l'importance économique cruciale du travail de soin rémunéré et non rémunéré. Les réponses des pouvoirs publics aux conséquences sanitaires de la pandémie ont entraîné une augmentation du temps consacré aux soins non rémunérés, tant par les femmes que par les hommes. Toutefois, cela ne s'est pas toujours accompagné d'une réduction de l'écart de genre en la matière. Par exemple, en Afrique du Sud, même si les hommes se sont davantage occupé des enfants, cela n'a pas permis de combler l'écart de genre qui existe en ce qui concerne la garde non rémunérée des enfants puisque les femmes y ont consacré davantage d'heures supplémentaires que les hommes (Casale et Posel, 2002). Avec l'assouplissement des restrictions liées à la pandémie de COVID-19, le nombre d'heures consacrées par les femmes à la garde des enfants a diminué plus rapidement que celui des hommes. Toutefois, cela n'a pas comblé l'écart de genre concernant le temps consacré à la garde des enfants (Casale et Shepherd, 2021).

Explication de l'écart de genre en matière de travail non rémunéré

Les personnes qui participent aux soins non rémunérés et le temps qu'elles consacrent à ces activités sont principalement déterminés par les ressources, le pouvoir de négociation, le temps disponible et les normes genrées. L'âge, l'éducation, les revenus et le patrimoine peuvent influencer le pouvoir de négociation d'un individu et, par conséquent, sa capacité à négocier une réduction du temps qu'il consacre aux soins non rémunérés. Les **Explication de l'écart de genre en matière de travail non rémunéré** preuves de la relation entre l'âge et l'éducation, d'une part, et le temps que les femmes et les hommes consacrent aux soins non rémunérés, d'autre part, ne coïncident pas toujours d'une étude à l'autre (Herrera et Torelli, 2013 ; Wodon et Ying, 2010 ; Rios-Avila, Oduro et Nassif Pires, 2021). Il existe des données assez cohérentes en Éthiopie, au Ghana, en Tanzanie et en Afrique du Sud qui montrent que les épouses occupant un emploi rémunéré consacrent moins d'heures aux soins non rémunérés que les épouses qui travaillent à leur compte (Rios-Avila, Oduro et Nassif Pires, 2021).

Au fur et à mesure que les revenus des femmes augmentent, on s'attend à ce qu'elles consacrent moins de temps aux soins non rémunérés parce qu'elles sont en mesure de sous-traiter ces services. Lorsque les femmes ont des revenus plus élevés que ceux de leurs maris, cela devrait théoriquement réduire le temps que les femmes consacrent aux soins non rémunérés, car cela leur donne un plus grand pouvoir de négociation. Or, les normes de genre qui définissent ce qu'est le féminin ou le masculin peuvent affaiblir l'influence des revenus, de l'éducation et du patrimoine sur le pouvoir de négociation des femmes (Akanle, Adesina et Ogbimi, 2016 ; Zambelli *et al.*, 2017).

Au Ghana, les revenus absolus des femmes et leur part dans les revenus du ménage affichent une corrélation négative avec le temps consacré aux soins non rémunérés. Il n'existe pas de preuves solides du rôle des normes de genre dans la corrélation inverse entre la part des femmes dans les revenus du ménage et le temps consacré aux soins non rémunérés (Owoo *et al.*, 2022). En Éthiopie, en revanche, les femmes prônant des idées traditionnelles sur les rôles des hommes et des femmes consacrent plus de temps aux soins non rémunérés (Getahun, 2019). La disponibilité de services de base tels que l'électricité et l'eau au sein ou à proximité du domicile devrait réduire le temps consacré aux soins non rémunérés. Or, les maris semblent bénéficier d'un accès à l'électricité en Éthiopie et au Ghana sans que cela ne semble avoir un effet perceptible sur l'emploi du temps des épouses (Rios-Avila, Oduro et Nassif Pires, 2021). Le fait de posséder des équipements qui permettent de gagner du temps n'a pas d'incidence sur le temps consacré aux soins non rémunérés par les épouses au Ghana, tandis que le raccordement à l'eau semble en avoir (Owoo et Lambon-Quayefio, 2021).

Effets du travail de soin non rémunéré

Une personne peut être décrite comme étant « pauvre en temps » lorsque la différence entre son temps disponible (c'est-à-dire le temps disponible après avoir pris en compte le temps consacré aux soins personnels, au trajet pour se rendre au travail et aux soins non rémunérés) et le temps consacré à un travail générateur de revenus est négative (Zacharias *et al.*, 2021). Indépendamment du temps consacré au travail rémunéré par les femmes et les hommes, le taux de pauvreté en temps des femmes dépasse celui des hommes en Éthiopie, au Ghana, en Afrique du Sud et en Tanzanie (Zacharias *et al.*, 2021). Cela s'explique en grande partie par l'écart de genre dans le temps consacré aux soins non rémunérés.

Pour tenter de jongler entre leurs engagements professionnels rémunérés et non rémunérés, les femmes se lèvent tôt et se couchent tard ; un phénomène appelé « étirement du temps » (*time stretching*). Ceci les empêche de se reposer suffisamment, ce qui est source de stress et d'épuisement (Rohwerder *et al.*, 2017 ; Zambelli *et al.*, 2017) et peut nuire à leur santé mentale (Owoo et Lambon-Quayefio, 2021). La pénibilité d'activités telles que la corvée d'eau et le temps passé à effectuer ces tâches épuisantes pèsent lourdement sur la santé des femmes (Chopra, 2021).

Il existe une relation bidirectionnelle entre le travail rémunéré et le travail non rémunéré. Le travail non rémunéré réduit le temps que les femmes consacrent à des activités génératrices de revenus ; et inversement, la participation à des activités génératrices de revenus réduit

le temps qu'elles consacrent au travail non rémunéré (Chopra, 2021). Leurs responsabilités en matière de soins non rémunérés non seulement créent une contrainte de temps pour les femmes, mais réduisent également leurs chances d'être embauchées. Les mères qui cherchent un emploi en étant accompagnées de leurs jeunes enfants ont peu de chances d'être embauchées (Nyariro *et al.*, 2021). Le fait de ne pas pouvoir participer à des activités génératrices de revenus prive les femmes de leur autonomie, car un emploi rémunéré réduirait la dépendance financière à leur mari. Une plus grande autonomie diminue à son tour le risque de conflit et de violence domestique qui survient lorsque les femmes demandent de l'argent à leur mari (Vyas, Mbwambo et Heise, 2015). Au Ghana, le fait de disposer d'un revenu propre augmente la probabilité de participer à la prise de décision au sein du ménage (Fuseini et Kalule-Sabiti, 2015 ; Kishor et Subaiya, 2008).

En Tanzanie, les normes de genre peuvent freiner la participation des femmes à la prise de décision, même si elles disposent d'un revenu propre (Vyas, Mbwambo et Heise, 2015). Les responsabilités liées aux soins non rémunérés peuvent amener certaines femmes à quitter le secteur formel au profit du secteur informel, parce que ce dernier offre plus de flexibilité (Lambon-Quayefio *et al.*, 2021).

En Afrique du Sud, l'augmentation des responsabilités liées à la garde des enfants à la suite de la pandémie de COVID-19 a empêché les femmes d'aller travailler bien plus que cela n'a empêché les hommes. La pandémie a aussi rendu le travail rémunéré plus difficile pour les femmes que pour les hommes, et a empêché les femmes de travailler le même nombre d'heures qu'avant le confinement et de chercher du travail (Casale et Shepherd, 2021). Les responsabilités accrues en matière de garde d'enfants augmentent le risque de dépression chez les femmes et les hommes, l'effet sur les hommes étant plus important (Nwosu, 2021).

Le fait de réduire le volume du travail non rémunéré des femmes contribuerait à améliorer leur bien-être et pourrait favoriser la croissance. Les infrastructures publiques peuvent réduire la charge de travail des femmes et augmenter leurs possibilités d'avoir un emploi rémunéré (Wamboye et Seguino, 2015). Même si les normes de genre constituent un obstacle à la réduction de la pauvreté en temps des femmes, elles évoluent avec le temps, et une législation mise en œuvre efficacement représente la première étape importante pour y parvenir.

Inégalités de genre dans l'accès aux ressources productives et leur contrôle

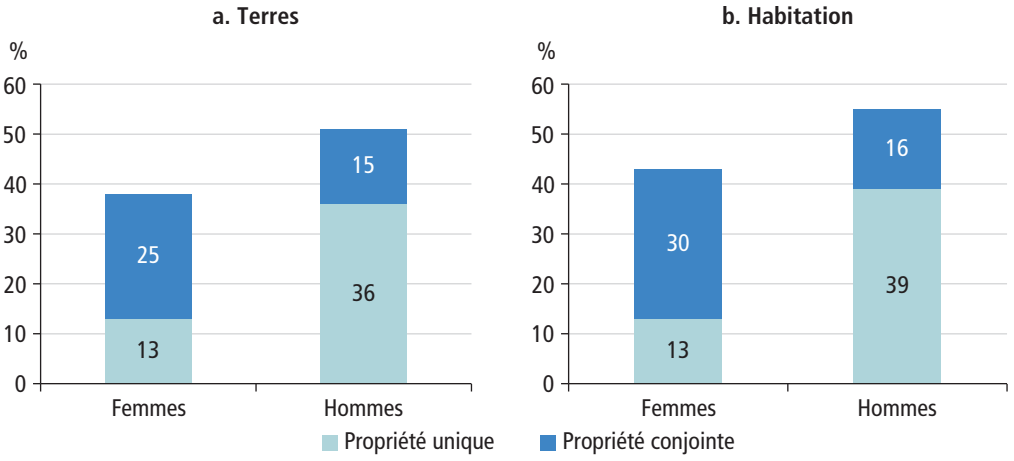
Alors que les études sur les inégalités de genre se sont généralement concentrées sur les revenus, l'emploi, l'éducation et la santé, ce n'est que récemment qu'elles sont allées au-delà des revenus et de leurs inégalités pour inclure les inégalités d'actifs ou de patroimoine, malgré les écarts de genre importants sur ces questions. Dans toute l'Afrique, il existe de grandes différences de genre en ce qui concerne la propriété et l'utilisation des actifs, ainsi que le contrôle des actifs et du patrimoine (Gaddis, Lahoti et Swaminathan, 2022 ; Gaddis, Lahoti et Wenjie, 2018). Il existe des différences de genre en matière de propriété foncière et de logement, mais l'ampleur de l'écart en matière de propriété d'actifs reste floue, tout comme les facteurs

à l'origine de ces écarts. Cela est principalement dû au manque de données, car les enquêtes sur les ménages recueillent traditionnellement ces données pour le ménage, de manière globale. Des efforts récents ont commencé à aborder cette question et la présente section vise à présenter les principaux résultats de ces études en termes de modèles et de tendances des différences de genre en matière de propriété d'actifs en Afrique. Nous examinerons ensuite l'importance de ces différences de genre, avant d'aborder les solutions pour remédier à ces écarts, par le biais des systèmes juridiques et des politiques publiques.

Les écarts de genre en matière de propriété d'actifs en Afrique : modèles et tendances

Dans l'ensemble des pays africains, les hommes sont plus susceptibles de posséder des biens matériels que les femmes. Environ 38 % des femmes africaines déclarent posséder des terres (seules ou conjointement), contre 51 % des hommes africains (Beegle et Christiaensen, 2019). Un peu moins de 13 % des femmes africaines (âgées de 20 à 49 ans) déclarent être seule propriétaire de terres, contre 36 % des hommes africains (Figure 5.2, tableau a). L'écart de genre est moins important si l'on considère la propriété conjointe, mais il reste significatif. La même tendance se dégage pour la propriété de l'habitation (Figure 5.2, tableau b).

Figure 5.2 La propriété en Afrique 2010-2016



Source : Beegle et Christiaensen (2019), à partir des données de l'enquête démographique et de santé des pays
Note : Les données proviennent de 27 pays (tableau a) et de 28 pays (tableau b) de 2010 à 2016 pour la population âgée de 20 à 49 ans (Beegle et Christiaensen, 2019).

Les écarts de genre ne se limitent pas aux actifs physiques, mais s'étendent à d'autres formes d'actifs, y compris le bétail, les actifs financiers et l'épargne (Doss *et al.*, 2020). Les femmes sont moins susceptibles que les hommes de détenir une épargne : 38 % des hommes ont un compte bancaire auprès d'une institution financière, contre seulement 27 % des femmes (Demirgüç-Kunt *et al.*, 2018).

Il existe de grandes différences entre les pays africains, et les écarts les plus importants sont observés en Afrique de l'Ouest, tandis que les écarts de genre sont beaucoup plus faibles en Afrique australe (Figure 5.3). La plus forte disparité de genre en matière d'actifs financiers se retrouve en Tanzanie, où seulement 5 % des femmes ont un compte bancaire, contre 11 % des hommes. Dans des pays comme le Tchad, le Libéria, le Mali et le Sud-Soudan, les hommes ont plus de deux fois plus de chances que les femmes d'avoir un compte, tandis qu'il n'y a pas d'écart de genre en Afrique du Sud, au Lesotho et en Namibie. En Ouganda, les femmes entrepreneurs ne reçoivent que 1 % des crédits disponibles dans les zones rurales (Doss *et al.*, 2012).

La difficulté d'accès aux prêts bancaires ou au crédit pour les femmes peut être liée à la question des garanties. Au Ghana, non seulement les femmes sont moins susceptibles de posséder des actifs, mais elles possèdent généralement des actifs qui ont moins de valeur que ceux des hommes, ce qui entraîne un écart de richesse important en faveur des hommes (Doss *et al.*, 2014).

Au sein des pays, les écarts de genre en matière de propriété des actifs rejoignent d'autres types d'inégalités. Les écarts de genre en ce qui concerne la propriété exclusive d'actifs sont presque toujours plus importants dans les zones rurales que dans les zones urbaines (Gaddis, Lahoti et Swaminathan, 2022). En estimant les écarts de genre en fonction du revenu, les auteurs constatent que les écarts de genre en matière de propriété individuelle sont, dans la plupart des pays, plus importants pour le quintile le plus pauvre que pour le quintile le plus riche.

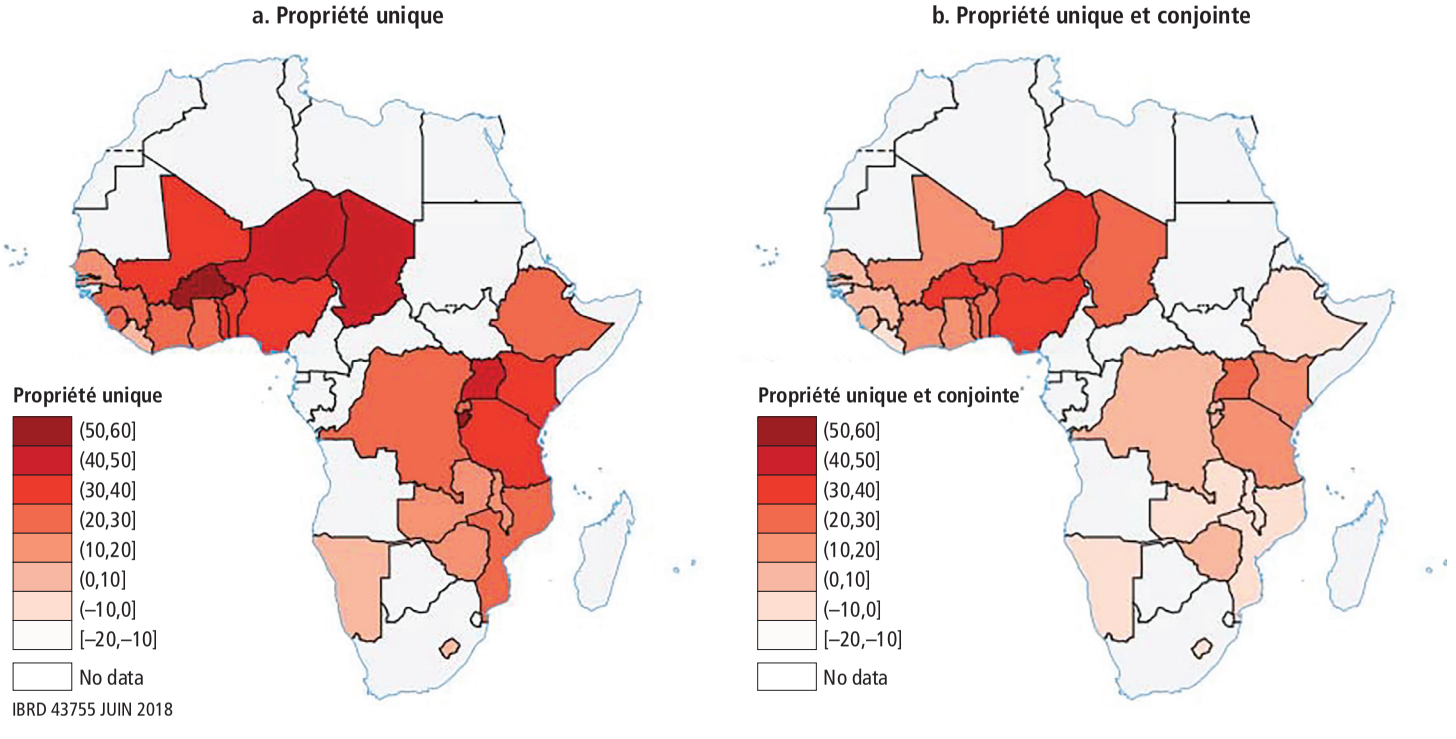
Les écarts de genre au sein des pays varient également en fonction de la situation matrimoniale (Doss *et al.*, 2012 ; Gaddis, Lahoti et Wenjie, 2018). Dans tous les pays, les inégalités de genre en matière de propriété individuelle sont les plus importantes pour les personnes mariées. Pour cette catégorie de la population, elles restent supérieures à 40 % au Niger, au Nigéria et au Burkina Faso, trois pays d'Afrique de l'Ouest.

L'importance pour les femmes de posséder des actifs

La répartition des biens au sein du ménage a une incidence sur le bien-être des enfants. Par exemple, dans les régions d'Éthiopie où la coutume du mariage est d'offrir un prix pour la mariée, le fait que les mères détiennent des biens a donc un effet protecteur contre le mariage d'enfants, car cela augmente leur pouvoir de négociation (Muchomba, 2022). En outre, une répartition plus équitable des biens et des richesses peut favoriser la prospérité économique (Gaddis, Lahoti et Swaminathan, 2022).

D'autre part, les droits des femmes à la propriété et à d'autres actifs peuvent être corrélés à leur position de négociation au sein de la famille ou du ménage (Fafchamps et Quisumbing, 2005 ; Manser et Brown, 1980 ; McElroy et Horney, 1981). Si elle est propriétaire, une femme est moins vulnérable et bénéficie d'une plus grande sécurité en cas de désaccord conjugal.

Carte 5.1 Écarts de genre en matière de propriété foncière et immobilière en Afrique 2010-2016



Source : GLahoti et Wenjie (2018).

Note : Les données proviennent de 27 pays de 2010 à 2016 (à l'exception des Comores). Une valeur positive (négative) indique que davantage (moins) d'hommes que de femmes possèdent des propriétés. La population est âgée de 20 à 49 ans.

L'accession à la propriété offre aux femmes une position de repli solide et un certain poids dans la négociation. Dans les zones rurales, le fait de posséder des terres agricoles offre aux femmes un moyen de subsistance. Une répartition plus égalitaire des biens entre le mari et la femme est corrélée à la participation de la femme à la prise de décision, comme c'est le cas au Ghana (Oduro, Boakye-Yiadom et Baah-Boateng, 2012), la prise de décision étant considérée comme un indicateur de pouvoir. La propriété peut également protéger les femmes face aux violences conjuguales.

Il est prouvé que lorsque les femmes détiennent une part plus importante du patrimoine du couple, le risque de violence est significativement plus faible au Ghana (Oduro, Deere et Catanzarite, 2015). Cependant, on ne retrouve aucun modèle cohérent dans la relation entre la propriété unique ou conjointe des femmes sur les actifs (c'est-à-dire le foncier, l'immobilier ou les deux à la fois) et la violence conjuguale dans une étude portant sur 28 pays (Peterman *et al.*, 2017).

La propriété d'actifs est en outre permanente, contrairement à l'emploi, qui est généralement sporadique ou saisonnier pour de nombreuses femmes africaines. Cependant, lorsque les femmes sont propriétaires sans avoir pour autant le contrôle du bien, l'effet d'autonomisation de la propriété des biens est compromis. En Éthiopie, Dito (2015) constate que la possession d'actifs par les femmes (mesurée par les actifs apportés dans le mariage) n'est pas corrélée à l'état de santé des femmes. Dito (2015) suggère que cela peut être dû au fait que les femmes apportent une part minuscule des biens du couple au moment du mariage et qu'elles n'ont pas le contrôle de ces biens. Le manque de contrôle sur les revenus générés par les actifs est une des raisons pour lesquelles les femmes qui vivent dans les zones rurales du sud-est du Nigéria n'estiment pas que le fait de posséder des actifs (par exemple, un transport motorisé, des fraiseuses et des terres agricoles) leur donnera le pouvoir de négociation nécessaire pour décider du moment de leur grossesse, du nombre d'enfants à avoir et de l'intervalle entre naissances. Sans les ressources économiques que ces actifs devraient leur procurer, elles n'ont pas de pouvoir de négociation (Omeje, Oshi et Oshi, 2011). L'effet protecteur de la possession d'actifs pour les femmes n'est pas le même sur toute l'échelle de la distribution des richesses et varie aussi en fonction du contexte. En effet, il dépend également de facteurs contextuels tels que les normes de genre et les régimes successoraux et matrimoniaux, qui sont examinés en détail dans la section suivante (Oduro, Deere et Catanzarite, 2015).

Le rôle des systèmes juridiques et des normes sociales

Les inégalités de genre sont souvent le résultat de préjugés sexistes à l'égard des femmes ancrés dans les systèmes juridiques, les normes sociales et les structures institutionnelles. Des facteurs tels que les normes et lois discriminatoires en matière d'héritage, les régimes matrimoniaux et l'absence de protection contre la discrimination sur le lieu de travail sont souvent liés à des écarts de genre en ce qui concerne la propriété des biens, la participation à la vie active et l'emploi du temps.

Les pays dotés de régimes juridiques plus égalitaires sur le plan du genre présentent généralement des niveaux plus élevés de propriété parmi les femmes, en particulier en ce qui concerne l'habitation (Deere *et al.*, 2013). Les réformes visant à établir un cadre législatif plus équitable entre les genres pourraient constituer un mécanisme important pour que les femmes accèdent davantage à la propriété de biens. De nombreux pays africains sont signataires du Protocole de Maputo de 2005 de l'Union africaine et ont adopté une législation progressiste, qui confère aux femmes les mêmes droits juridiques qu'aux hommes en matière de propriété foncière, d'héritage et d'accès aux ressources financières (Beegle et Christiaensen, 2019). Par exemple, 46 des 54 pays africains pour lesquels des données sont disponibles ont une législation garantissant les mêmes droits fonciers aux femmes qu'aux hommes (Beegle et Christiaensen, 2019). Des études ont montré que les femmes s'en sortent mieux dans les régimes matrimoniaux qui reconnaissent le rôle des femmes dans l'accumulation des biens matrimoniaux par l'éducation des enfants et d'autres formes de travail non rémunéré, que dans les régimes de séparation des biens, qui renforcent les écarts de genre (Deere *et al.*, 2013).

Les droits des femmes en termes d'acquisition, de vente, de legs ou de location de terres sont essentiels pour leur permettre de posséder davantage de biens (Doss, Meinzen-Dick et Bomuhangi, 2014). Les programmes de formalisation foncière encourageant l'enregistrement conjoint des deux époux pourraient améliorer la situation des femmes et réduire les écarts de genre à ce niveau-là (Goldstein *et al.*, 2015 ; O'Sullivan, 2017). Les réformes visant à renforcer l'inclusion financière représentent peut-être une solution à la faiblesse de l'épargne des femmes et à leur accès aux actifs productifs. Au Kenya, l'expansion des applications de services bancaires a bénéficié de manière disproportionnée aux femmes, en augmentant l'épargne financière des ménages dirigés par des femmes et en leur permettant de quitter le secteur agricole pour se lancer dans le commerce (Suri et Jack, 2016).

Les réformes législatives qui renforcent l'héritage des femmes peuvent améliorer les mesures d'autonomisation des femmes (Deininger *et al.*, 2019). Les législations qui ne prévoient pas une égalité de l'héritage entre les frères et sœurs ou un héritage qui reviendrait aux conjoints contribuent à l'écart de genre en matière de propriété d'actifs. Dans la plupart des pays africains, l'héritage est le principal moyen d'acquisition des terres agricoles actuellement détenues. Au Ghana, 81 % des terres agricoles, qui sont plus susceptibles d'avoir été acquises par héritage, appartiennent à des hommes à titre individuel, ce qui reflète la préférence masculine dans les régimes d'héritage (Deere *et al.*, 2013).

Enfin, les femmes sont aussi désavantagées en termes de protection sur le lieu de travail. Par exemple, dans cinq pays de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, il n'existe aucune interdiction vis-à-vis du harcèlement sexuel sur le lieu de travail, et dans trois pays, il n'y a aucune garantie d'égalité de rémunération entre les travailleurs en fonction de leur genre. Étant donné l'importance des revenus pour l'acquisition d'actifs, les réformes juridiques imposant une égalité de rémunération sont essentielles pour combler les écarts de salaires et de propriété des actifs entre les hommes et les femmes.

Cependant, l'efficacité des réformes législatives dépend des normes sociales persistantes, dans un contexte où les hommes sont privilégiés par rapport aux femmes (Deere *et al.*, 2013). Dans toute l'Afrique, les droits des femmes sont façonnés par le pluralisme juridique[4], qui prend en compte les lois coutumières et religieuses. Dans 43 pays africains, il existe des lois qui garantissent les mêmes droits fonciers aux hommes qu'aux femmes, en parallèle d'institutions informelles qui discriminent les femmes (Beegle et Christiaensen, 2019). Il en va de même pour les régimes d'héritage : 39 pays ont des lois qui garantissent les mêmes droits pour les veuves, les veufs, les fils et les filles, mais ont également des institutions informelles qui discriminent les veuves et les filles. Les normes et institutions informelles peuvent s'avérer encore plus importantes que les lois, et sont généralement en conflit avec les législations qui promeuvent l'égalité.

Le Rwanda est l'un des pays africains qui a promulgué des lois d'une portée considérable, pour instaurer un régime successoral équitable pour les hommes et les femmes. Les lois sur l'héritage et le foncier prévoient la propriété conjointe du foncier par les époux et exigent que les femmes soient signataires du transfert, de la vente, de l'hypothèque et de la location des terres dont elles sont propriétaire de manière conjointe. Toutefois, ces lois n'ont pas entraîné de grands changements dans la gestion quotidienne des terres, et l'on constate toujours une résistance à l'idée que les femmes et les hommes puissent avoir des droits fonciers égaux. Certains hommes excluent leurs épouses des décisions concernant les terres qu'ils possèdent en commun (Abbott, Mugisha, et Sapsford, 2018). Les femmes, pour leur part, ne peuvent toujours pas revendiquer ce qui leur revient de droit, car la société reconnaît encore des normes et valeurs traditionnelles qui nient que les femmes puissent posséder des terres et qui ne valorisent pas le travail reproductif et le travail agricole des femmes, parce que ceux-ci ont lieu au sein du foyer.

Conclusion

Cette étude des inégalités de genre fait ressortir quatre points importants. Premièrement, les inégalités de genre dans un aspect donné ont des effets domino sur d'autres aspects, ce qui fait que les femmes sont confrontées à de multiples freins et contraintes ayant un impact négatif sur leur bien-être, le bien-être de leurs enfants et le potentiel de croissance de l'économie. Par exemple, les inégalités de genre dans l'éducation ont des répercussions sur les écarts de genre dans les résultats ultérieurs sur le marché du travail, tandis que les inégalités de genre en matière de temps consacré aux soins non rémunérés entraînent aussi des inégalités de genre sur le marché du travail contemporain. Indirectement, il apparaît que l'accès des filles à l'éducation a des résultats positifs, tels qu'une meilleure santé pour leurs enfants, une baisse des taux de fécondité et une plus grande autonomisation (*empowerment*).

Deuxièmement, si les chiffres agrégés sont utiles, il est important que les décideurs politiques soient conscients des nuances liées à la classe sociale, au lieu, à l'âge, à la race et à l'appartenance ethnique. Les femmes se trouvent à l'intersection de plusieurs désavantages.

Troisièmement, le désavantage des femmes n'est pas toujours la norme (Buhl-Wiggers, Jones et Thornton, 2021), ce dont il faut tenir compte pour élaborer des politiques et des actions adaptées. L'élaboration des politiques doit se faire selon une perspective genrée, afin de réduire le risque de désavantager un groupe particulier. Par exemple, les politiques d'éducation doivent être conçues pour promouvoir l'accès et la qualité de l'éducation pour tous les enfants. Le fait de mettre l'accent sur l'éducation des filles peut avoir pour conséquence de laisser les garçons à la traîne (Welmond et Gregroy, 2021 ; Evans, Akmal et Jakiela, 2021).

Quatrièmement, l'influence des normes et stéréotypes de genre sur les inégalités entre les hommes et les femmes est un thème récurrent dans les différentes sections de ce chapitre. Il existe des preuves à l'échelle mondiale d'une évolution vers des normes plus équitables, et en particulier d'une évolution chez les femmes qui serait liée positivement à la croissance économique (Seguino, 2007). Les actions spécifiquement conçues pour modifier les normes sociales de genre semblent avoir un certain succès (Njuki *et al.*, 2023). Les gouvernements doivent absolument continuer de promulguer, favoriser et faire respecter efficacement des lois nationales qui interdisent la discrimination à l'égard des femmes dans les sphères sociales, économiques et politiques, et doivent supprimer les lois qui discriminent les femmes.

Notes

1. L'OMS a défini la mortalité maternelle comme le décès d'une femme dont les causes sont liées à la grossesse, pendant la grossesse ou dans les 42 jours suivant celle-ci, exprimé par rapport à 100 000 naissances vivantes dans la population étudiée ; et la morbidité maternelle comme tout état de santé attribué à et/ou compliquant la grossesse et l'accouchement et ayant un impact négatif sur le bien-être et/ou l'état de santé de la femme.
2. Ces taux de chômage, bien qu'élevés, sous-estiment considérablement les niveaux de chômage en utilisant la définition de l'OIT de la participation à la population active, car ils excluent les demandeurs d'emploi découragés, alors qu'ils représentent une proportion importante des travailleurs sur les marchés du travail africains.
3. UNSD https://unstats.un.org/unsd/gender/timeuse
4. Le pluralisme juridique est la coexistence et l'interaction de lois statutaires avec de multiples ordres juridiques tels que les lois étatiques, coutumières, religieuses, de projet et locales, qui fournissent toutes une base pour la revendication de droits de propriété (Doss *et al.*, 2012)

Références

Abbott, Pamela, Roger Mugisha, and Roger Sapsford. 2018. "Women, Land and Empowerment in Rwanda." *Journal of International Development* 30 (6): 1006–22. https://doi.org/10.1002/jid.3370.

Abubakar, Amina, and Patricia Kitsao-Wekulo. 2015. "Gender and Health Inequalities in Sub-Saharan Africa: The Case of HIV." In *Psychology of Gender through the Lens of Culture*, edited by Saba Safdar and Natasza Kosakowska-Berezecka, 395–408. Cham: Springer International Publishing. https://doi.org/10.1007/978-3-319-14005-6_19.

Addati, Laura, Umberto Cattaneo, Valeria Esquivel, and Isabel Valarino. 2018. *Care Work and Care Jobs for the Future of Decent Work*. Geneva: International Labour Organization.

Africa Renewal. 2020. "Public Financing for Health in Africa: 15% of an Elephant Is Not 15% of a Chicken." Africa Renewal, New York. https://www.un.org/africarenewal/magazine/october-2020/public-financing-health-africa-when-15-elephant-not-15-chicken.

African Development Bank. 2018. *Africa Gender Index Report 2019*. Abidjan, Côte d'Ivoire: African Development Bank.

Agesa, Richard U., Jacqueline Agesa, and Andrew Dabalen. 2013. "Sources of the Persistent Gender Wage Gap along the Unconditional Earnings Distribution: Findings from Kenya." *Oxford Development Studies* 41 (1): 76–103. https://doi.org/10.1080/13600818.2013.770304.

Akanle, Olayinka, Jimi Adesina, and A. O. Ogbimi. 2016. "Men at Work Keep Off: Male Roles and Household Chores in Nigeria." *Gender and Behaviour* 14: 7833–54.

Altuzarra, Amaia, Catalina Gálvez-Gálvez, and Ana González-Flores. 2021. "Is Gender Inequality a Barrier to Economic Growth? A Panel Data Analysis of Developing Countries." *Sustainability* 13 (1): 367. https://doi.org/10.3390/su13010367.

Amporfu, Eugenia, Daniel Sakyi, Prince Frimpong, Eric Arthur, and Jacob Novignon. 2018. "The Distribution of Paid and Unpaid Work among Men and Women in Ghana: The National Time Transfer Accounts Approach." Working Paper cwwwp3, Development Policy Research Unit, University of Cape Town, South Africa. https://EconPapers.repec.org/RePEc:ctw:wpaper:cwwwp3.

Ashraf, Nava, Natalie Bau, Corinne Low, and Kathleen McGinn. 2020. "Negotiating a Better Future: How Interpersonal Skills Facilitate Intergenerational Investment." *Quarterly Journal of Economics* 135 (2): 1095–1151. https://doi.org/10.1093/qje/qjz039.

Baird, Sarah, Joan Hamory Hicks, Michael Kremer, and Edward Miguel. 2016. "Worms at Work: Long-Run Impacts of a Child Health Investment." *Quarterly Journal of Economics* 131 (4): 1637–80. https://doi.org/10.1093/qje/qjw022.

Baliamoune-Lutz, Mina, and Mark McGillivray. 2015. "The Impact of Gender Inequality in Education on Income in Africa and the Middle East." *Economic Modelling* 47: 1–11. https://doi.org/10.1016/j.econmod.2014.11.031.

Bandara, Amarakoon. 2015. "The Economic Cost of Gender Gaps in Effective Labor: Africa's Missing Growth Reserve." *Feminist Economics* 21 (2): 162–86. https://doi.org/10.1080/13545701.2014.986153.

Bankole, Akinrinola, Lisa Remez, Onikepe Owolabi, Jesse Philbin, and Patrice Williams. 2020. *From Unsafe to Safe Abortion in Sub-Saharan Africa: Slow but Steady Progress*. New York: Guttmacher Institute.

Baten, Joerg, Michiel De Haas, Elisabeth Kempter, and Felix Meier Zu Selhausen. 2021. "Educational Gender Inequality in Sub-Saharan Africa: A Long-Term Perspective." *Population and Development Review* 47 (3): 813–49. https://doi.org/10.1111/padr.12430.

Bearak, Jonathan, Anna Popinchalk, Bela Ganatra, Ann-Beth Moller, Özge Tunçalp, Cynthia Beavin, Lorraine Kwok, and Leontine Alkema. 2020. "Unintended Pregnancy and Abortion by Income, Region, and the Legal Status of Abortion: Estimates from a Comprehensive Model for 1990–2019." *The Lancet Global Health* 8 (9): e1152–61. https://doi.org/10.1016/S2214-109X(20)30315-6.

Beegle, Kathleen, and Luc Christiaensen. 2019. *Accelerating Poverty Reduction in Africa*. Washington, DC: World Bank. https://doi.org/10.1596/978-1-4648-1232-3.

Benshaul-Tolonen, Anja, Garazi Zulaika, Marni Sommer, and Penelope A. Phillips-Howard. 2020. "Measuring Menstruation-Related Absenteeism among Adolescents in Low-Income Countries." In *The Palgrave Handbook of Critical Menstruation Studies*, edited by Chris Bobel, Inga T. Winkler, Breanne Fahs, Katie Ann Hasson, Elizabeth Arveda Kissling, and Tomi-Ann Roberts, 705–23. Singapore: Springer Singapore. https://doi.org/10.1007/978-981-15-0614-7_52.

Blau, Francine D., and Lawrence M. Kahn. 2017. "The Gender Wage Gap: Extent, Trends, and Explanations." *Journal of Economic Literature* 55 (3): 789–865. https://doi.org/10.1257/jel.20160995.

Bossavie, Laurent, and Ohto Kanninen. 2018. "What Explains the Gender Gap Reversal in Educational Attainment?" Policy Research Working Paper 8303, World Bank, Washington, DC.

Braunstein, Elissa, Rachid Bouhia, and Stephanie Seguino. 2020. "Social Reproduction, Gender Equality and Economic Growth." *Cambridge Journal of Economics* 44 (1): 129–56. https://doi.org/10.1093/cje/bez032.

Budlender, Debbie. 2008. "The Statistical Evidence on Care and Non-Care Work across Six Countries." UNRISD Gender Programme Paper 4, United Nations Research Institute for Social Development, Geneva.

Buhl-Wiggers, Julie, Sam Jones, and Rebecca Thornton. 2021. "Boys Lagging Behind: Unpacking Gender Differences in Academic Achievement across East Africa." *International Journal of Educational Development* 83: 102382. https://doi.org/10.1016/j.ijedudev.2021.102382.

Carranza, Eliana, Aletheia Amalia Donald, Rachel Winter Jones, and Léa Rouanet. 2017. "Time and Money: A Study of Labor Constraints for Female Cotton Producers in Côte d'Ivoire." Policy Brief Issue 19, Gender Innovation Lab, World Bank, Washington, DC. https://api.semanticscholar.org/CorpusID:157719900.

Casale, Daniela, and Dorrit Posel. 2002. "The Continued Feminisation of the Labour Force in South Africa: An Analysis of Recent Data and Trends." *South African Journal of Economics* 70 (1): 156–84. https://doi.org/10.1111/j.1813-6982.2002.tb00042.x.

Casale, Daniela, Dorrit Posel, and Jacqueline Mosomi. 2021. "Gender and Work in South Africa." In *The Oxford Handbook of the South African Economy*, edited by Arkebe Oqubay, Fiona Tregenna, and Imraan Valodia, 734–56. Oxford, UK: Oxford University Press. https://doi.org/10.1093/oxfordhb/9780192894199.013.32.

Casale, Daniela, and Debra Shepherd. 2021. "The Gendered Effects of the COVID-19 Crisis and Ongoing Lockdown in South Africa: Evidence from NIDS-CRAM Waves 1–5." National Income Dynamics Study–Coronavirus Rapid Mobile Survey, University of Cape Town, South Africa.

Charles, Maria, and Karen Bradley. 2009. "Indulging Our Gendered Selves? Sex Segregation by Field of Study in 44 Countries." *American Journal of Sociology* 114 (4): 924–76. https://doi.org/10.1086/595942.

Charmes, Jacques. 2019. "The Unpaid Care Work and the Labour Market: An Analysis of Time Use Data Based on the Latest World Compilation of Time-Use Surveys." ILO Working Paper, International Labour Organization, Geneva.

Chicoine, Luke. 2021. "Free Primary Education, Fertility, and Women's Access to the Labor Market: Evidence from Ethiopia." *World Bank Economic Review* 35 (2): 480–98. https://doi.org/10.1093/wber/lhz042.

Chopra, Deepta. 2021. "Paid Work and Unpaid Care Work in India, Nepal, Tanzania, and Rwanda." In *Women's Economic Empowerment*. Routledge Studies in Development and Society. Abingdon: Routledge International Development Research Centre.

Deere, Carmen Diana, Abena D. Oduro, Hema Swaminathan, and Cheryl Doss. 2013. "Property Rights and the Gender Distribution of Wealth in Ecuador, Ghana and India." *Journal of Economic Inequality* 11 (2): 249–65. https://doi.org/10.1007/s10888-013-9241-z.

Deininger, Klaus, Songqing Jin, Hari K. Nagarajan, and Fang Xia. 2019. "Inheritance Law Reform, Empowerment, and Human Capital Accumulation: Second-Generation Effects from India." *Journal of Development Studies* 55 (12): 2549–71. https://doi.org/10.1080/00220388.2018.1520218.

Demirgüç-Kunt, Asli, Leora Klapper, Dorothe Singer, Saniya Ansar, and Jake Hess. 2018. *The Global Findex Database 2017: Measuring Financial Inclusion and the Fintech Revolution*. Washington, DC: World Bank.

DeRock, Daniel. 2021. "Hidden in Plain Sight: Unpaid Household Services and the Politics of GDP Measurement." *New Political Economy* 26 (1): 20–35. https://doi.org/10.1080/13563467.2019.1680964.

Dieterich, Christine, Anni Huang, and Alun H. Thomas. 2016. *Women's Opportunities and Challenges in Sub-Saharan African Job Markets*. Washington, DC: International Monetary Fund.

Dito, Bilisuma Bushie. 2015. "Women's Intrahousehold Decision-Making Power and Their Health Status: Evidence from Rural Ethiopia." *Feminist Economics* 21 (3): 168–90. https://doi.org/10.1080/13545701.2015.1007073.

Do, Mai, and Nami Kurimoto. 2012. "Women's Empowerment and Choice of Contraceptive Methods in Selected African Countries." *International Perspectives on Sexual and Reproductive Health* 38 (1): 23–33. https://doi.org/10.1363/3802312.

Doss, Cheryl, Carmen Diana Deere, Abena D. Oduro, and Hema Swaminathan. 2014. "The Gender Asset and Wealth Gaps." *Development* 57 (3–4): 400–09. https://doi.org/10.1057/dev.2015.10.

Doss, Cheryl, Ruth Meinzen-Dick, and Allan Bomuhangi. 2014. "Who Owns the Land? Perspectives from Rural Ugandans and Implications for Large-Scale Land Acquisitions." *Feminist Economics* 20 (1): 76–100. https://doi.org/10.1080/13545701.2013.855320.

Doss, Cheryl, Hema Swaminathan, Carmen Diana Deere, J. Y. Suchitra, Abena D. Oduro, and Boaz Anglade. 2020. "Women, Assets, and Formal Savings: A Comparative Analysis of Ecuador, Ghana and India." *Development Policy Review* 38 (2): 180–205. https://doi.org/10.1111/dpr.12424.

Doss, Cheryl, Mai Truong, Gorrettie Nabanoga, and Justine Namaalwa. 2012. "Women, Marriage and Asset Inheritance in Uganda." *Development Policy Review* 30 (5): 597–616. https://doi.org/10.1111/j.1467-7679.2012.00590.x.

Duflo, Esther, Pascaline Dupas, and Michael Kremer. 2021. "The Impact of Free Secondary Education: Experimental Evidence from Ghana." NBER Working Paper 28937, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA. https://ideas.repec.org/p/nbr/nberwo/28937.html.

Evans, David K., Maryam Akmal, and Pamela Jakiela. 2021. "Gender Gaps in Education: The Long View." *IZA Journal of Development and Migration* 12 (1): 20210001. https://doi.org/10.2478/izajodm-2021-0001.

Evans, Emily C. 2013. "A Review of Cultural Influence on Maternal Mortality in the Developing World." *Midwifery* 29 (5): 490–96. https://doi.org/10.1016/j.midw.2012.04.002.

Eyal, Katherine, and Ingrid Woolard. 2014. "Cash Transfers and Teen Education: Evidence from South Africa." https://doi.org/10.13140/2.1.4016.1285.

Fafchamps, Marcel, and Agnes Quisumbing. 2005. "Assets at Marriage in Rural Ethiopia." *Journal of Development Economics* 77 (1): 1–25. https://doi.org/10.1016/j.jdeveco.2004.02.003.

Fiala, Nathan, Ana Garcia-Hernandez, Kritika Narula, and Nishith Prakash. 2022. "Wheels of Change: Transforming Girls' Lives with Bicycles." CESifo Working Paper 9865, Center for Economic Studies, University of Munich, Germany. https://www.ssrn.com/abstract=4175822.

Floro, Maria S., and Hitomi Komatsu. 2011. "Gender and Work in South Africa: What Can Time-Use Data Reveal?" *Feminist Economics* 17 (4): 33–66. https://doi.org/10.1080/13545701.2011.614954.

Fuseini, Kamil, and Ishmael Kalule-Sabiti. 2015. "Women's Autonomy in Ghana: Does Religion Matter?" *African Population Studies* 29 (2): 1831–42. https://doi.org/10.11564/29-2-743.

Gaddis, Isis, Rahul Lahoti, and Hema Swaminathan. 2022. "Women's Legal Rights and Gender Gaps in Property Ownership in Developing Countries." *Population and Development Review* 48 (2): 331–77. https://doi.org/10.1111/padr.12493.

Gaddis, Isis, Rahul Lahoti, and Li Wenjie. 2018. "Gender Gaps in Property Ownership in Sub-Saharan Africa." Policy Research Working Paper 8573, World Bank, Washington, DC.

Gaitskell, Deborah, Judy Kimble, Moira Maconachie, and Elaine Unterhalter. 1983. "Class, Race and Gender: Domestic Workers in South Africa." *Review of African Political Economy* 10 (27–28): 86–108. https://doi.org/10.1080/03056248308703548.

Garn, Joshua V., Leslie E. Greene, Robert Dreibelbis, Shadi Saboori, Richard D. Rheingans, and Matthew C. Freeman. 2013. "A Cluster-Randomized Trial Assessing the Impact of School Water, Sanitation and Hygiene Improvements on Pupil Enrolment and Gender Parity in Enrolment." *Journal of Water, Sanitation and Hygiene for Development* 3 (4): 592–601. https://doi.org/10.2166/washdev.2013.217.

Gassier, Marine, Lea Marie Rouanet, and Lacina Traore. 2022. "Addressing Gender-Based Segregation through Information: Evidence from a Randomized Experiment in the Republic of Congo." Policy Research Working Paper 9934, World Bank, Washington, DC. https://ideas.repec.org/p/wbk/wbrwps/9934.html.

Getahun, Chalahew. 2019. "Resources, Time and Gender: Determinants of Women's Housework in Bahir Dar and Nearby Rural Villages, Northwest Ethiopia." *Ethiopian Journal of the Social Sciences and Humanities* 14 (2). https://doi.org/10.4314/ejossah.v14i2.1.

Giacobino, Hélène, Elise Huillery, Bastien Michel, and Mathilde Sage. 2022. "Schoolgirls Not Brides: Secondary Education as a Shield Against Child Marriage." Working Papers DT/2022/01 Développement, Institutions et Mondialisation, Paris. https://ideas.repec.org/p/dia/wpaper/dt202201.html.

Goldstein, Markus, Kenneth Houngbedji, Florence Kondylis, Michael O'Sullivan, and Harris Selod. 2015. "Formalizing Rural Land Rights in West Africa: Early Evidence from a Randomized Impact Evaluation in Benin." Policy Research Working Paper 7435, World Bank, Washington, DC.

GSS (Ghana Statistical Service), GHS (Ghana Health Service), and ICF. 2018. *Ghana Maternal Health Survey 2017*. Accra, Ghana: GSS, GHS, and ICF. https://statsghana.gov.gh/gssmain/fileUpload/pressrelease/For%20website.pdf.

Gyan, Sylvia E., George Domfe, and Antoinette Tsiboe-Darko. 2023. "'I Am on a Family Planning Program, but I Have Not Told My Husband': Contraceptive Decision-Making of Child Brides in Ghana." *Journal of Family Issues* 44 (9): 2398–421. https://doi.org/10.1177/0192513X221093297.

Hammond, Alicia, Eliana Rubiano Matulevich, Kathleen Beegle, and Sai Krishna Kumaraswamy. 2020. *The Equality Equation*. Washington, DC: World Bank. https://doi.org/10.1596/34317.

Herrera, Javier, and Constance Torelli. 2013. "Domestic Work and Employment in Africa: What Is the Trade-Off for Women?" In *Urban Labor Markets in Sub-Saharan Africa*, edited by Philippe De Vreyer and François Roubaud, 221–49. Washington, DC: World Bank. https://doi.org/10.1596/9780821397817_CH07.

Humlum, Maria Knoth, Anne Brink Nandrup, and Nina Smith. 2019. "Closing or Reproducing the Gender Gap? Parental Transmission, Social Norms and Education Choice." *Journal of Population Economics* 32 (2): 455–500. https://doi.org/10.1007/s00148-018-0692-1.

Kabeer, Naila. 2016. "Gender Equality, Economic Growth, and Women's Agency: The 'Endless Variety' and 'Monotonous Similarity' of Patriarchal Constraints." *Feminist Economics* 22 (1): 295–321. https://doi.org/10.1080/13545701.2015.1090009.

Kabeer, Naila, and Luisa Natali. 2013. "Gender Equality and Economic Growth: Is There a Win-Win?" *IDS Working Papers* 2013 (417): 1–58. https://doi.org/10.1111/j.2040-0209.2013.00417.x.

Kishor, Sunita, and Lekha Subaiya. 2008. *Understanding Women's Empowerment: A Comparative Analysis of Demographic and Health Surveys (DHS) Data*. DHS Comparative Reports 20. Calverton, MD: Macro International.

Klasen, Stephan, and Francesca Lamanna. 2009. "The Impact of Gender Inequality in Education and Employment on Economic Growth: New Evidence for a Panel of Countries." *Feminist Economics* 15 (3): 91–132. https://doi.org/10.1080/13545700902893106.

Lam, David, and Nicola Branson. 2014. "Education in South Africa since 1994." In *The Oxford Companion to the Economics of South Africa*, edited by Haroon Bhorat, Alan Hirsch, Ravi Kanbur, and Mthuli Ncube, 341–48. Oxford University Press. https://doi.org/10.1093/acprof:oso/9780199689248.003.0045.

Lambon-Quayefio, Monica, Nkechi S. Owoo, Abena D. Oduro, and Sylvia E. Gyan. 2021. "The Socioeconomic and Reproductive Health Effects of Unequal Domestic Work on Women in Ghana." G²LM|LIC Policy Brief 34, Gender, Growth, and Labour Markets in Low Income Countries Programme, Institute of Labor Economics, Bonn, Germany.

Lopez-Acevedo, Gladys C., Florencia Devoto, Matías Morales, and Jaime Alfonso Roche Rodriguez. 2021. "Trends and Determinants of Female Labor Force Participation in Morocco: An Initial Exploratory Analysis." Policy Research Working Paper 9591, World Bank, Washington, DC. https://ideas.repec.org/p/wbk/wbrwps/9591.html.

Male, Chata, and Quentin Wodon. 2018. "Girls' Education and Child Marriage in West and Central Africa: Trends, Impacts, Costs, and Solutions." *Forum for Social Economics* 47 (2): 262–74. https://doi.org/10.1080/07360932.2018.1451771.

Manser, Marilyn, and Murray Brown. 1980. "Marriage and Household Decision-Making: A Bargaining Analysis." *International Economic Review* 21 (1): 31–44. https://doi.org/10.2307/2526238.

McElroy, Marjorie B., and Mary Jean Horney. 1981. "Nash-Bargained Household Decisions: Toward a Generalization of the Theory of Demand." *International Economic Review* 22 (2): 333–49. https://doi.org/10.2307/2526280.

Miyata, Sachiko, and Hiroyuki Yamada. 2016. "Do Female Gender Role Attitudes Affect Labour Market Participation in Egypt?" *Journal of Development Studies* 52 (6): 876–94. https://doi.org/10.1080/00220388.2015.1113262.

Mmopelwa, G., B. N. Ngwenya, N. Sinha, and J. B. P. Sanders. 2013. "Caregiver Characteristics and Economic Cost of Home-Based Care: A Case Study of Maun and Gumare Villages in North West District, Botswana." *Chronic Illness* 9 (1): 3–15. https://doi.org/10.1177/1742395312449664.

Mosomi, Jacqueline. 2019. "An Empirical Analysis of Trends in Female Labour Force Participation and the Gender Wage Gap in South Africa." *Agenda* 33 (4): 29–43. https://doi.org/10.1080/10130950.2019.1656090.

Muchomba, Felix M. 2022. "Effect of Schooling on Anemia and Nutritional Status among Women: A Natural Experiment in Ethiopia." *American Journal of Epidemiology* 191 (10): 1722–31. https://doi.org/10.1093/aje/kwac111.

Muluneh, Muluken Dessalegn, Virginia Stulz, Lyn Francis, and Kingsley Agho. 2020. "Gender Based Violence against Women in Sub-Saharan Africa: A Systematic Review and Meta-Analysis of Cross-Sectional Studies." *International Journal of Environmental Research and Public Health* 17 (3): 903. https://doi.org/10.3390/ijerph17030903.

Njuki, Jemimah, Martha Melesse, Chaitali Sinha, Ruhiya Seward, Marie Renaud, Shannon Sutton, Tavinder Nijhawan, Katie Clancy, Ramata Thioune, and Dominique Charron. 2023. "Meeting the Challenge of Gender Inequality through Gender Transformative Research: Lessons from Research in Africa, Asia, and Latin America." *Canadian Journal of Development Studies/Revue canadienne d'ĕtudes du développement* 44 (2): 206–28. https://doi.org/10.1080/02255189.2022.2099356.

Ñopo, Hugo, Nancy Daza, and Johanna Ramos. 2012. "Gender Earning Gaps around the World: A Study of 64 Countries." *International Journal of Manpower* 33 (5): 464–513. https://doi.org/10.1108/01437721211253164.

Nordman, Christophe Jalil, and Julia Vaillant. 2014. "Inputs, Gender Roles or Sharing Norms? Assessing the Gender Performance Gap Among Informal Entrepreneurs in Madagascar." IZA Discussion Paper 8046, Institute of Labor Economics, Bonn, Germany. https://www.ssrn.com/abstract=2412867.

Nwaka, Ikechukwu, Fatma Guven-Lisaniler, and Gulcay Tuna. 2016. "Gender Wage Differences in Nigerian Self and Paid Employment: Do Marriage and Children Matter?" *Economic and Labour Relations Review* 27 (4): 490–510. https://doi.org/10.1177/1035304616677655.

Nwosu, Chijioke O. 2021. "Childcare and Depression during the Coronavirus Pandemic in South Africa: A Gendered Analysis." *PLoS One* 16 (8): e0255183. https://doi.org/10.1371/journal.pone.0255183.

Nyariro, Milka, S. M. Hani Sadati, Claudia Mitchell, Stella Muthuri, and Milka Njeri. 2021. "Picturing Change through Photovoice Participatory Evaluation of a Daycare Intervention in an Urban Informal Context." In *Women's Economic Empowerment*, edited by Kate Grantham, Gillian Dowie, and Arjan de Haan. Routledge Studies in Development and Society. Abingdon, UK: Routledge International Development Research Centre.

Oduro, Abena D., Louis Boakye-Yiadom, and William Baah-Boateng. 2012. "Asset Ownership and Egalitarian Decision-Making among Couples: Some Evidence from Ghana." Working Paper Series No. 14, The Gender Asset Gap Project. http://rgdoi.net/10.13140/RG.2.1.2773.6084.

Oduro, Abena D., Carmen Diana Deere, and Zachary B. Catanzarite. 2015. "Women's Wealth and Intimate Partner Violence: Insights from Ecuador and Ghana." *Feminist Economics* 21 (2): 1–29. https://doi.org/10.1080/13545701.2014.997774.

Olivetti, Claudia, and Barbara Petrongolo. 2008. "Unequal Pay or Unequal Employment? A Cross-Country Analysis of Gender Gaps." *Journal of Labor Economics* 26 (4): 621–54. https://doi.org/10.1086/589458.

Omeje, Joachim C., Sarah N. Oshi, and Daniel C. Oshi. 2011. "Does Possession of Assets Increase Women's Participation in Reproductive Decision-Making? Perceptions of Nigerian Women." *Journal of Biosocial Science* 43 (1): 101–11. https://doi.org/10.1017/S0021932010000520.

Oosthuizen, Morne. 2018. "Counting Women's Work in South Africa: Incorporating Unpaid Work into Estimates of the Economic Lifecycle in 2010." Working Paper cwwwp8, Development Policy Research Unit, University of Cape Town, South Africa. https://ideas.repec.org/p/ctw/wpaper/cwwwp8.html.

Osakwe, Ekene, Ipchita Bharali, and Megan Huchko. 2022. *The Unfinished Agenda of Maternal and Child Health in Africa and Asia: Promising Directions to Address Maternal Mortality Challenges*. Durham, NC: Center for Policy Impact in Global Health.

O'Sullivan, Michael. 2017. "Gender and Property Rights in Sub-Saharan Africa: A Review of Constraints and Effective Interventions." Policy Research Working Paper 8250, World Bank, Washington, DC.

Owoo, Nkechi S. 2020. "Occupational Prestige and Women's Experience of Intimate Partner Violence in Nigeria." *Feminist Economics* 26 (4): 56–88. https://doi.org/10.1080/13545701.2020.1820064.

Owoo, Nkechi S., and Monica P. Lambon-Quayefio. 2021. "Mixed Methods Exploration of Ghanaian Women's Domestic Work, Childcare and Effects on Their Mental Health." *PLoS One* 16 (2): e0245059. https://doi.org/10.1371/journal.pone.0245059.

Owoo, Nkechi S., Monica P. Lambon-Quayefio, Sylvia E. Gyan, and Abena D. Oduro. 2022. "Women's Earnings and Domestic Work among Couples in Ghana." *African Review of Economics and Finance* 14 (1): 26–55.

Peterman, Amber, Audrey Pereira, Jennifer Bleck, Tia M. Palermo, and Kathryn M. Yount. 2017. "Women's Individual Asset Ownership and Experience of Intimate Partner Violence: Evidence From 28 International Surveys." *American Journal of Public Health* 107 (5): 747–55. https://doi.org/10.2105/AJPH.2017.303694.

Rabier, Serge. 2021. "Gender Inequalities." In *Population and Development Issues*, edited by Yves Charbit, 77–103. Hoboken, NJ: ISTE Ltd/John Wiley & Sons. Inc.

Reddy, Vijay, Lolita Winnaar, Andrea Juan, Fabian Arends, Jaqueline Harvey, Sylvia Hannan, Catherine Namome, Palesa Sekhejane, and Ncamisile Zulu. 2021. *TIMSS 2019: Highlights of South African Grade 9 Results in Mathematics and Science. Building Achievement Bridging Achievement Gaps*. Pretoria, South Africa: The Department of Basic Education, TIMSS South Africa.

Rios-Avila, Fernando, Abena Oduro, and Luiza Nassif Pires. 2021. "Intrahousehold Allocation of Household Production: A Comparative Analysis for Sub-Saharan African Countries." Working Paper Series, Levy Economics Institute, Annandale-on-Hudson, New York. https://www.ssrn.com/abstract=3780177.

Roethlisberger, Claudia, Franziska Gassmann, Wim Groot, and Bruno Martorano. 2023. "The Contribution of Personality Traits and Social Norms to the Gender Pay Gap: A Systematic Literature Review." *Journal of Economic Surveys* 37 (2): 377–408. https://doi.org/10.1111/joes.12501.

Rohwerder, Brigitte, Catherine Müller, Birasa Nyamulinda, Deepta Chopra, Elena Zambelli, and Naomi Hossain. 2017. "'You Cannot Live Without Money': Balancing Women's Unpaid Care Work and Paid Work in Rwanda." IDS Working Paper 498, Institute of Development Studies, Brighton, UK.

Seguino, Stephanie. 2007. "Plus Ça Change? Evidence on Global Trends in Gender Norms and Stereotypes." *Feminist Economics* 13 (2): 1–28. https://doi.org/10.1080/13545700601184880.

Seguino, Stephanie, and Maureen Were. 2014. "Gender, Development and Economic Growth in Sub-Saharan Africa." *Journal of African Economies* 23 (Suppl. 1): i18–i61. https://doi.org/10.1093/jae/ejt024.

Si, Chengyu, Denis Nadolnyak, and Valentina Hartarska. 2020. "The Gender Wage Gap in Developing Countries." *Applied Economics and Finance* 8 (1): 1–12. https://doi.org/10.11114/aef.v8i1.5082.

Singh, Kavita, Shelah Bloom, and Paul Brodish. 2011. "Influence of Gender Measures on Maternal and Child Health in Africa." MEASURE Evaluation Technical Report, University of North Carolina at Chapel Hill.

Spaull, Nic, and Nwabisa Makaluza. 2019. "Girls Do Better: The Pro-Female Gender Gap in Learning Outcomes in South Africa 1995–2018." *Agenda* 33 (4): 11–28. https://doi.org/10.1080/10130950.2019.1672568.

Standing, Guy. 1999. "Global Feminization through Flexible Labor: A Theme Revisited." *World Development* 27 (3): 583–602. https://doi.org/10.1016/S0305-750X(98)00151-X.

Suri, Tavneet, and William Jack. 2016. "The Long-Run Poverty and Gender Impacts of Mobile Money." *Science* 354 (6317): 1288–92. https://doi.org/10.1126/science.aah5309.

UIS (UNESCO Institute for Statistics). 2023. "Data for the Sustainable Development Goals." UIS, Montreal, Canada. https://uis.unesco.org/.

UNAIDS (Joint United Nations Programme on HIV/AIDS). 2022. "Women and Girls Carry the Heaviest HIV Burden in Sub-Saharan Africa." UNAIDS, Geneva. https://www.unaids.org/en/resources/presscentre/featurestories/2022/march/20220307_women-girls-carry-heaviest-hiv-burden-sub-saharan-africa.

UNICEF (United Nations Children's Fund). 2021. "Understanding the Relationship between Child Marriage and Female Genital Mutilation: A Statistical Overview of Their Co-Occurrence and Risk Factors." Data and Analytics, UNICEF, New York.

UNICEF (United Nations Children's Fund). 2023. "Female Genital Mutilation (FGM) Statistics." UNICEF, New York. https://data.unicef.org/topic/child-protection/female-genital-mutilation/#notes.

Vasudevan, Ramaa, and Srinivas Raghavendra. 2022. "Women's Self-Employment as a Developmental Strategy: The Dual Constraints of Care Work and Aggregate Demand." *Feminist Economics* 28 (3): 56–83. https://doi.org/10.1080/13545701.2022.2044497.

Vyas, Seema, Jessie Mbwambo, and Lori Heise. 2015. "Women's Paid Work and Intimate Partner Violence: Insights from Tanzania." *Feminist Economics* 21 (1): 35–58. https://doi.org/10.1080/13545701.2014.935796.

Wamboye, Evelyn F., and Stephanie Seguino. 2015. "Gender Effects of Trade Openness in Sub-Saharan Africa." *Feminist Economics* 21 (3): 82–113. https://doi.org/10.1080/13545701.2014.927583.

Wangamati, Cynthia Khamala. 2020. "Comprehensive Sexuality Education in Sub-Saharan Africa: Adaptation and Implementation Challenges in Universal Access for Children and Adolescents." *Sexual and Reproductive Health Matters* 28 (2): 1851346. https://doi.org/10.1080/26410397.2020.1851346.

Welmond, Michel J., and Laura Gregory. 2021. *Educational Underachievement among Boys and Men*. Washington, DC: World Bank.

WHO (World Health Organization). 2021. "Abortion Fact Sheet 2021." WHO, Geneva. https://www.who.int/news-room/fact-sheets/detail/abortion.

Wodon, Quentin, Minh Nguyen, and Clarence Tsimpo. 2016. "Child Marriage, Education, and Agency in Uganda." *Feminist Economics* 22 (1): 54–79. https://doi.org/10.1080/13545701.2015.1102020.

Wodon, Quentin, and Yvonne Ying. 2010. "Domestic Work Time in Sierra Leone." In *Gender Disparities in Africa's Labor Markets*, edited by Jorge Saba Arbache, Alexandre Kolev, and Ewa Filipiak, 333–56. Washington, DC: World Bank.

World Bank. 2023. "World Bank Database." World Bank, Washington, DC. https://data.worldbank.org/indicator.

Zacharias, Ajit, Thomas Masterson, Fernando Rios-Avila, and Abena D. Oduro. 2021. "Scope and Effects of Reducing Time Deficits via Intrahousehold Redistribution of Household Production." Levy Economics Institute, Annandale-on-Hudson, New York.

Zambelli, Elena, Keetie Roelen, Naomi Hossain, Deepta Chopra, and Jenipher Twebaze Musoke. 2017. *"My Mother Does a Lot of Work": Women Balancing Paid and Unpaid Care Work in Tanzania*. Brighton, UK: Institute of Development Studies, BRAC Research and Evaluation Unit.

Chapitre 6

Inégalités spatiales : inégalités multidimensionnelles à l'échelle des territoires

Nkechi Owoo, Muna Shifa, Vimal Ranchhod et Mary Zhang

Introduction

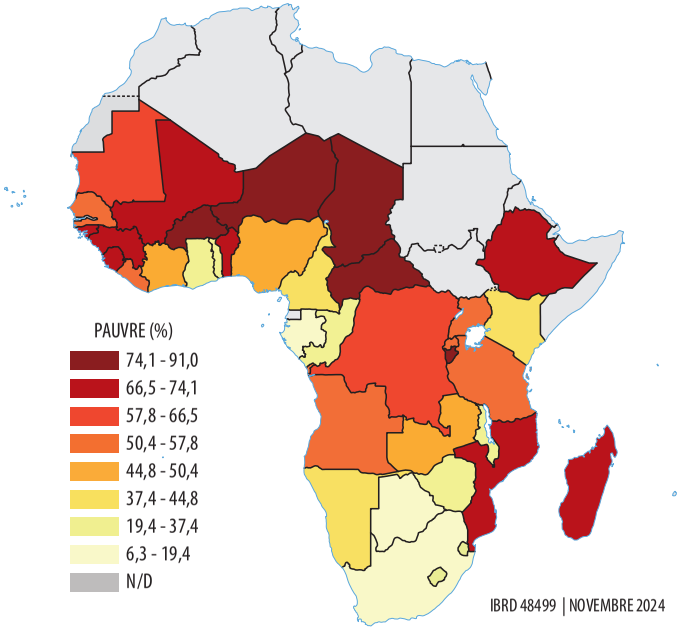
Malgré une forte reprise de la croissance économique dans la plupart des économies d'Afrique subsaharienne à partir du milieu des années 1990, la croissance économique n'a pas été inclusive. La croissance économique n'atténue que peu la pauvreté en Afrique subsaharienne, en raison, entre autres, des niveaux élevés d'inégalité initiale et persistante (Fosu, 2018 ; Clementi, Fabiani, et Molini, 2019). Les inégalités spatiales au sein d'un pays mesurent les inégalités entre les unités géographiques d'un pays (par exemple, entre régions ou districts) et constituent l'une des principales composantes des inégalités nationales dans la plupart des pays d'Afrique subsaharienne (Beegle *et al.*, 2016 ; Shifa et Leibbrandt, 2022). Plusieurs facteurs contribuent à l'émergence et à la persistance des inégalités spatiales en Afrique subsaharienne, notamment les conditions initiales et le passé colonial, ainsi que la nature des accords politiques après l'indépendance (voir Abdulai, 2017).

Ce chapitre vise à fournir une vue d'ensemble de la nature et de la structure des inégalités spatiales dans l'accès aux services de base en Afrique subsaharienne. L'accent mis sur les services de base tels que l'accès à l'électricité, à l'assainissement et à l'eau potable est justifié, car ceux-ci jouent un rôle clé dans les inégalités observées sur le continent. En outre, ces services servent d'infrastructure de base tout au long de la vie des individus, et ont des conséquences pour la santé, l'éducation et l'emploi (c'est-à-dire la participation à l'économie).

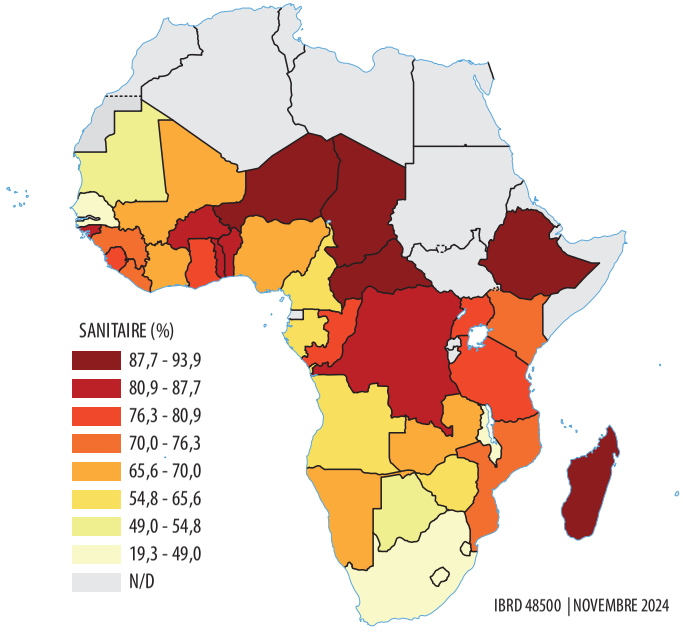
Ci-dessous, la Carte 6.1 présente une vue d'ensemble de la répartition de ces services sur le continent. Deux observations importantes sont faites : premièrement, l'accès aux services de base en Afrique subsaharienne est manifestement limité, et deuxièmement, il existe des différences substantielles dans l'accès à ceux-ci entre les pays. Par exemple, alors que plus de 80 % de la population de pays tels que le Tchad et la République centrafricaine sont considérés comme étant en situation de pauvreté multidimensionnelle, avec un accès limité aux services de base tels que l'assainissement amélioré, seulement 20 % de la population d'Afrique du Sud se trouve dans la même situation.[1]

Carte 6.1 Pauvreté multidimensionnelle et absence de services de base en Afrique subsaharienne

a. Pauvreté multidimensionnelle



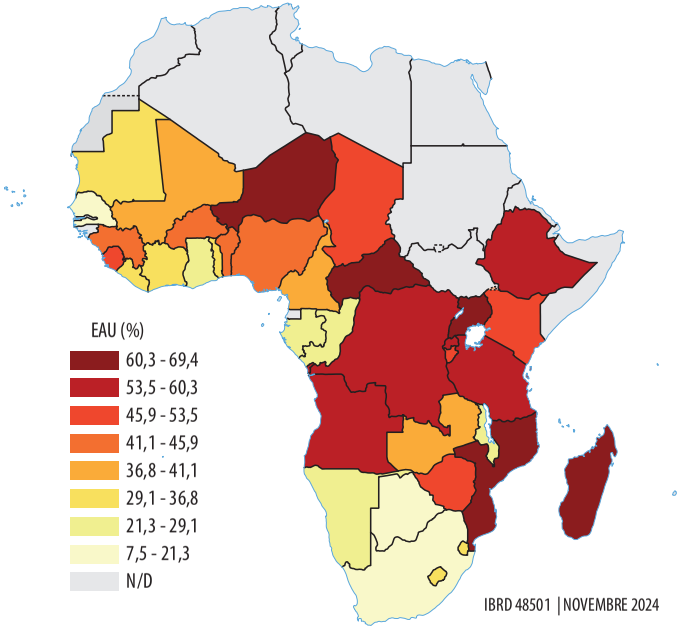
b. Privation d'assainissement



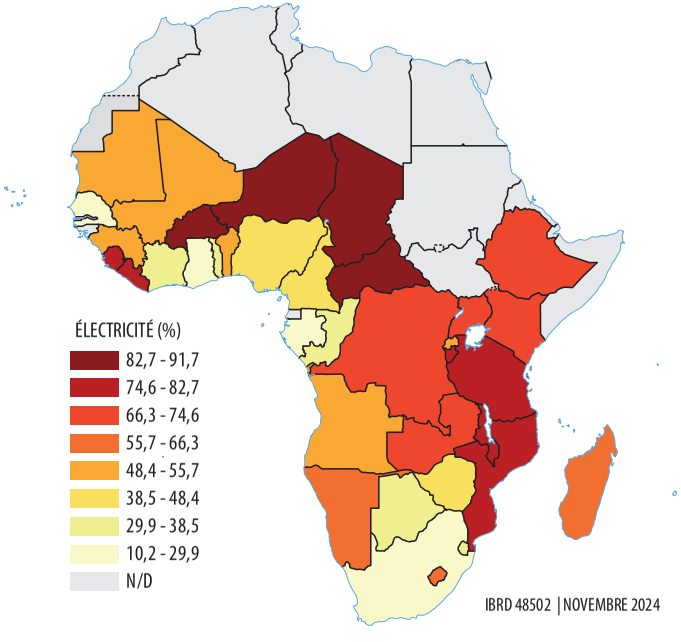
(suite page suivante)

Carte 6.1 **Pauvreté multidimensionnelle et absence de services de base en Afrique subsaharienne** *(suite)*

c. Privation d'eau



d. Privation d'électricité



Source : Calculs des auteurs à partir des données d'Alkire, Kanagaratnam et Suppa (2022).
Note: Les légendes montrent le pourcentage de la population vivant dans une pauvreté multidimensionnelle ou n'ayant pas accès à des installations d'assainissement sûres, à l'eau potable ou à l'électricité.

Le reste du chapitre est organisé comme suit : la section 1 présente les données sur les différences au niveau intranational (c'est-à-dire les différences entre les régions et provinces au sein d'un même pays) en matière d'accès aux services de base en Afrique subsaharienne, et évoque les facteurs qui y contribuent. La section 2 examine les facteurs démographiques et socioéconomiques au niveau microéconomique qui affectent l'accès aux services de base dans les pays du continent. La conclusion présente des remarques finales et les implications en termes de politiques publiques.

Inégalités spatiales dans différents contextes d'Afrique subsaharienne

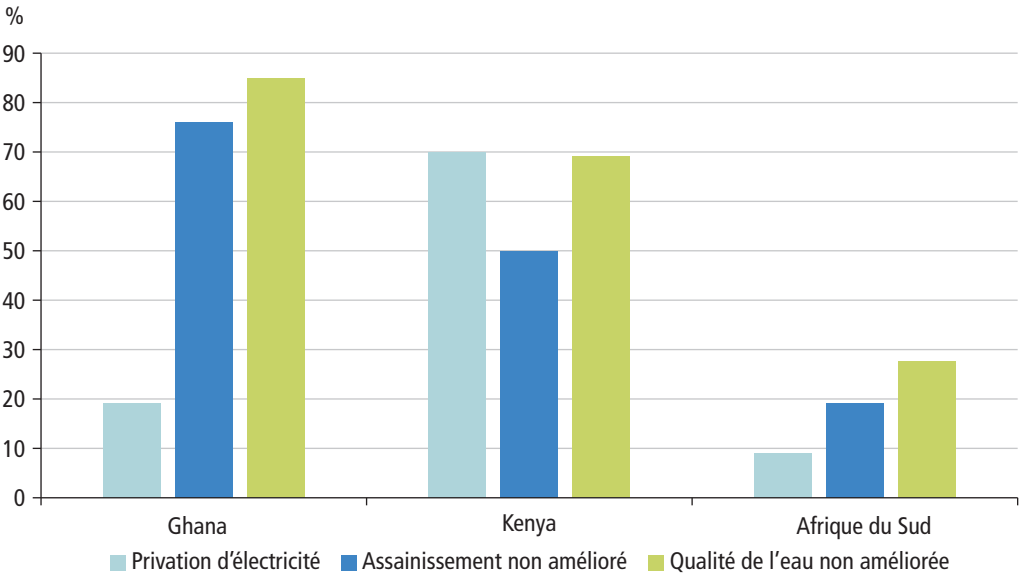
Les inégalités spatiales se réfèrent à « la distribution inégale des revenus ou d'autres variables entre différents lieux » (Kanbur, Venables et Wan, 2006, p. 2). Les ODD 6 et 7 précisent que chacun devrait avoir accès à l'eau potable, à l'assainissement, à l'hygiène et à une énergie moderne et durable d'ici à 2030. Les inégalités spatiales multidimensionnelles sont « un défi important pour la promotion d'une croissance inclusive dans les pays d'Afrique subsaharienne » (Shifa et Leibbrandt, 2022, p. 13). Dans le présent chapitre, nous utilisons les privations en électricité, en assainissement et en eau pour illustrer les inégalités d'accès aux services de base entre les différentes régions d'Afrique subsaharienne et au sein de celles-ci.

En utilisant les données du Ghana, du Kenya et de l'Afrique du Sud (Figure 6.1), le niveau le plus élevé de privation d'électricité a été constaté au Kenya (70 %). Cela s'explique par les coûts élevés et croissants de l'électricité dans le pays (Njiru et Letema, 2018). Parmi les trois pays, les niveaux les plus élevés de non-accès à l'assainissement (76 %) et à l'eau (85 %) ont été enregistrés au Ghana. Cette situation s'explique par le manque de ressources, de personnel et de mise en œuvre des programmes (UNICEF, 2023), en particulier dans les zones rurales.

Comme indiqué ci-dessus, l'Afrique du Sud avait le niveau de privation des services de base le plus bas des trois pays (Shifa et Leibbrandt, 2022). Malgré une meilleure infrastructure électrique, l'accès n'est pas uniforme en Afrique du Sud. Par exemple, un rapport récent d'Afrobarometer indique que seulement 41 % et 51 % respectivement des résidents urbains et ruraux estimaient que le pays disposait d'un approvisionnement fiable en électricité (Oyuke, Penar et Howard, 2016). Depuis 2007, le pays continue de connaître des coupures d'électricité généralisées, largement attribuées à une capacité de production insuffisante. Cette situation met en évidence la nécessité d'opposer l'accès « mesuré » aux services de base à l'accès « réel ».

Outre les différences entre les pays, l'accès aux services de base peut également varier, au sein d'un même pays, entre les régions, les districts et les provinces. La sous-section suivante se penche sur ces différences pour chaque service de base : électricité, assainissement et eau propre.

Figure 6.1 **Pourcentage (%) de privation des services de base dans les différents pays**

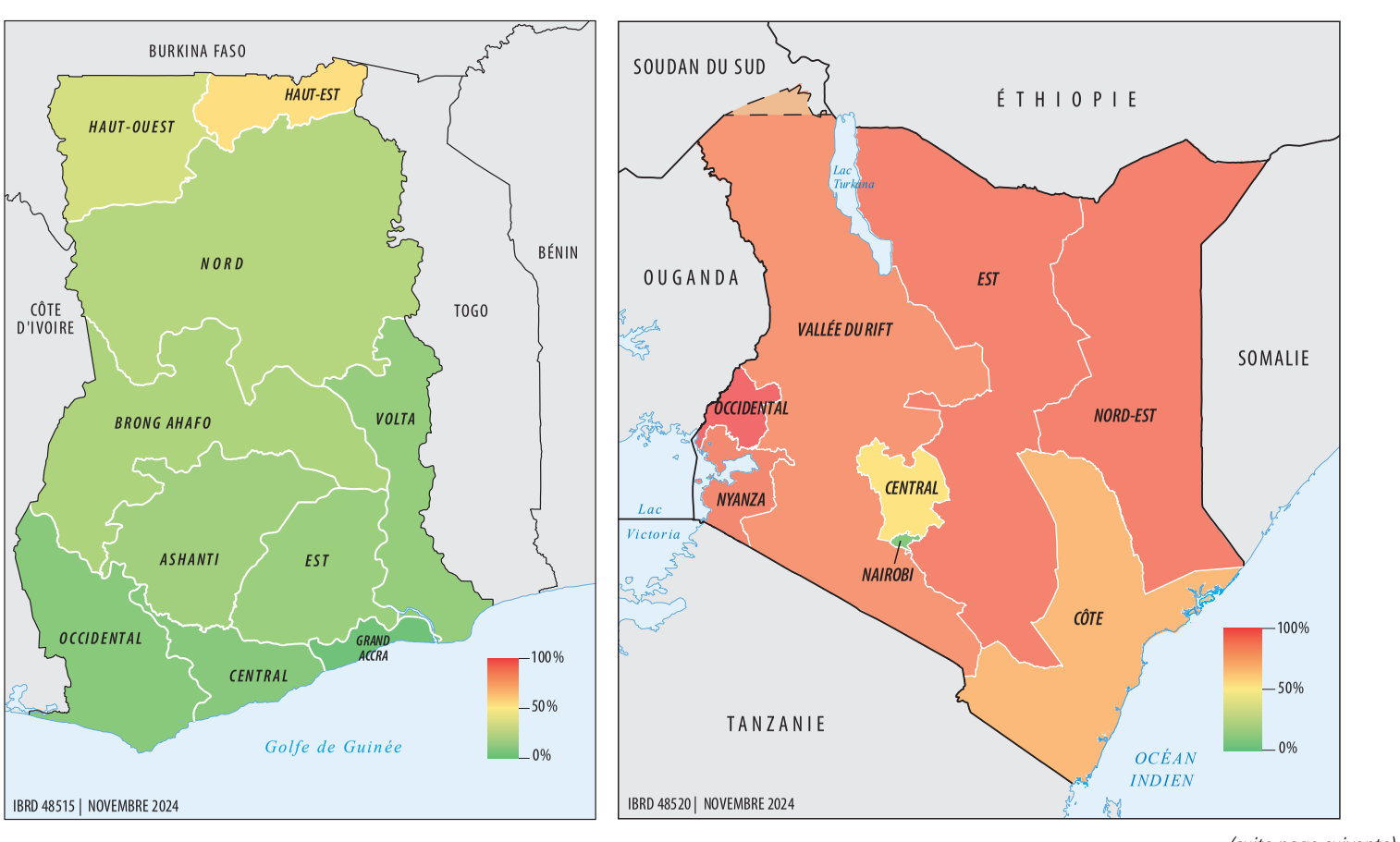


Source : Calculs des auteurs sur la base des données MICS et DHS
Note : Les calculs pour le Ghana proviennent de l'enquête MICS6 de 2018, pour le Kenya de l'enquête DHS de 2014 et pour l'Afrique du Sud de l'enquête DHS de 2016.

Variations régionales en matière de privation d'électricité

Les inégalités en matière d'électrification, de fourniture et de consommation d'électricité sont des questions cruciales dans la plupart des pays d'Afrique subsaharienne (Falchetta *et al.*, 2020 ; Sarkodie et Adams, 2020). La privation d'électricité varie considérablement d'une région à l'autre et d'une province à l'autre au sein d'un même pays. Au Kenya, bien qu'environ 70 % de la population n'ait pas accès à l'électricité (voir la Figure 6.1 ci-dessus), cette proportion varie d'un comté à l'autre. Alors que le niveau de privation atteignait 92 % dans l'ouest du Kenya, il n'était que de 12 % à Nairobi, la capitale du pays. Le Ghana connaît une situation comparable : bien que l'on estime qu'environ 19 % de la population est privée d'électricité, les taux de privations les plus faibles sont observées dans la région du Grand Accra (environ 6 %). En comparaison, le taux le plus élevé est constaté dans la région du Haut Ghana oriental (environ 53 %). En Afrique du Sud, environ 9 % de la population n'a pas accès à l'électricité – le taux de privation le plus élevé est enregistré dans la province du Cap-Oriental (20 %) et le plus faible dans la province du Cap-Occidental (0,3 %).

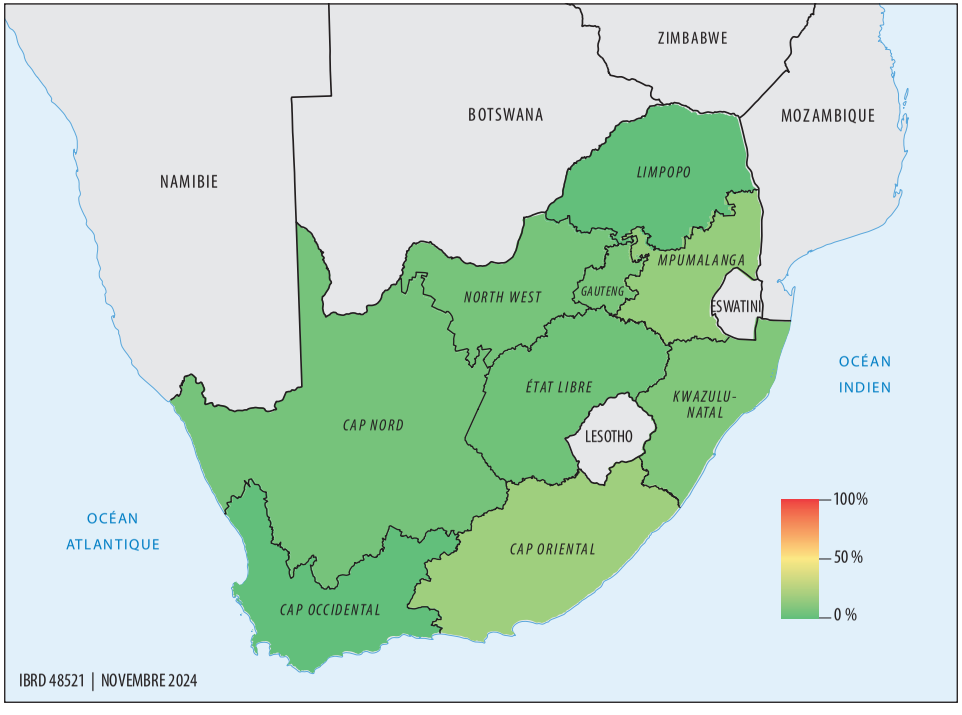
Carte 6.2 Pourcentage (%) de privation d'électricité dans les différentes régions du Ghana, du Kenya et de l'Afrique du Sud



(suite page suivante)

Carte 6.2 **Pourcentage (%) de privation d'électricité dans les différentes régions du Ghana, du Kenya et de l'Afrique du Sud** *(suite)*

c. Afrique du Sud



Sources : Calculs des auteurs sur la base des données MICS et DHS.
Note : Les cartes montrent le pourcentage de ménages qui n'ont pas accès à l'électricité. Les calculs pour le Ghana proviennent de l'enquête MICS6 de l'UNICEF pour 2018 (taille de l'échantillon brut, 61 254), pour le Kenya de l'enquête DHS pour 2014 (taille de l'échantillon brut, 151 093) et pour l'Afrique du Sud de l'enquête DHS pour 2016 (taille de l'échantillon brut, 37 925). Pondération post-stratification normalisée appliquée.

Différences régionales dans l'accès à des installations sanitaires sûres

À l'instar des privations d'électricité, les privations d'accès à des installations sanitaires améliorées varient selon les régions et les provinces de chaque pays. Au Ghana, 76 % de la population est privée d'assainissement. Au Kenya et en Afrique du Sud, respectivement 50 % et 19 % de la population étaient privés d'assainissement. Au Ghana, seules trois régions (Ashanti, Ghana oriental et Grand Accra) présentaient des niveaux de privation inférieurs à la moyenne nationale. Au Kenya, le taux de privation d'assainissement varie de 40 % (province de l'Ouest) à 75 % (province nord-oriental). Bien qu'il s'agisse de la capitale du pays, environ 70 % de la population de Nairobi était privée d'assainissement. En Afrique du Sud, le manque d'assainissement dans la plupart des régions était inférieur à la moyenne nationale, à l'exception de Gauteng (29 %) et du Nord-Ouest (23 %).

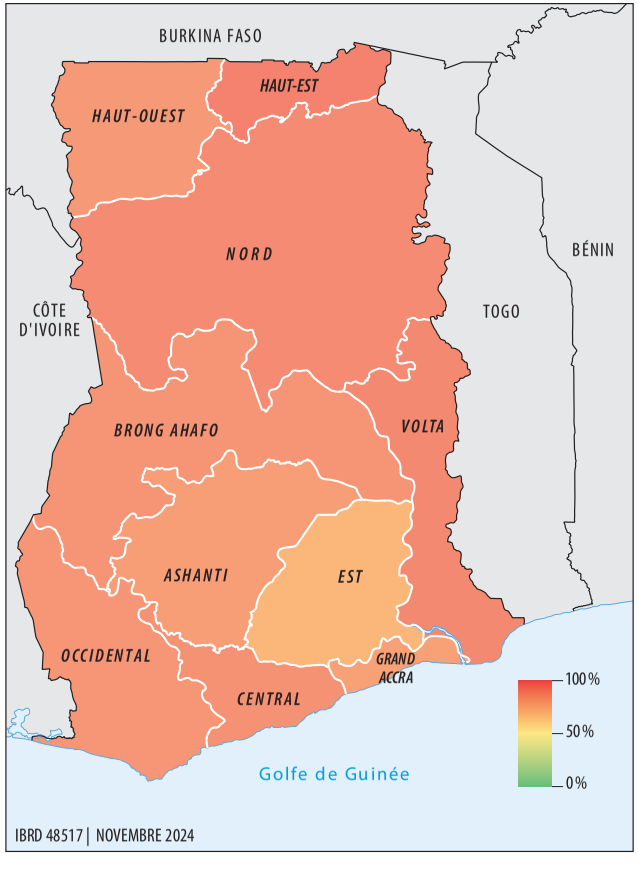
Privations régionales en matière d'accès à l'eau propre

Comme pour les privations d'électricité et d'assainissement, la répartition des ménages n'ayant pas accès à de l'eau propre dans leur logement ou dans leur cour (c'est-à-dire les ménages privés d'eau) varie d'une région à l'autre à l'intérieur de chaque pays. Globalement, 85 % des ménages au Ghana sont privés d'eau, et environ 69 % au Kenya et 28 % en Afrique du Sud. Au Kenya, la privation d'eau est la plus faible dans les régions du centre et de Nairobi (35-36 %), tandis que la privation la plus élevée se trouve dans les provinces de la Côte (82 %), de Nyanza (90 %) et de l'Ouest (92 %). En Afrique du Sud, le pourcentage de ménages souffrant de privation d'eau est deux fois plus élevé que la moyenne nationale dans les régions du Cap-Oriental (52 %) et du Limpopo (57 %). En revanche, les provinces de l'État libre (7 %) et du Cap occidental (7 %) affichent les niveaux de privation d'eau les plus bas.

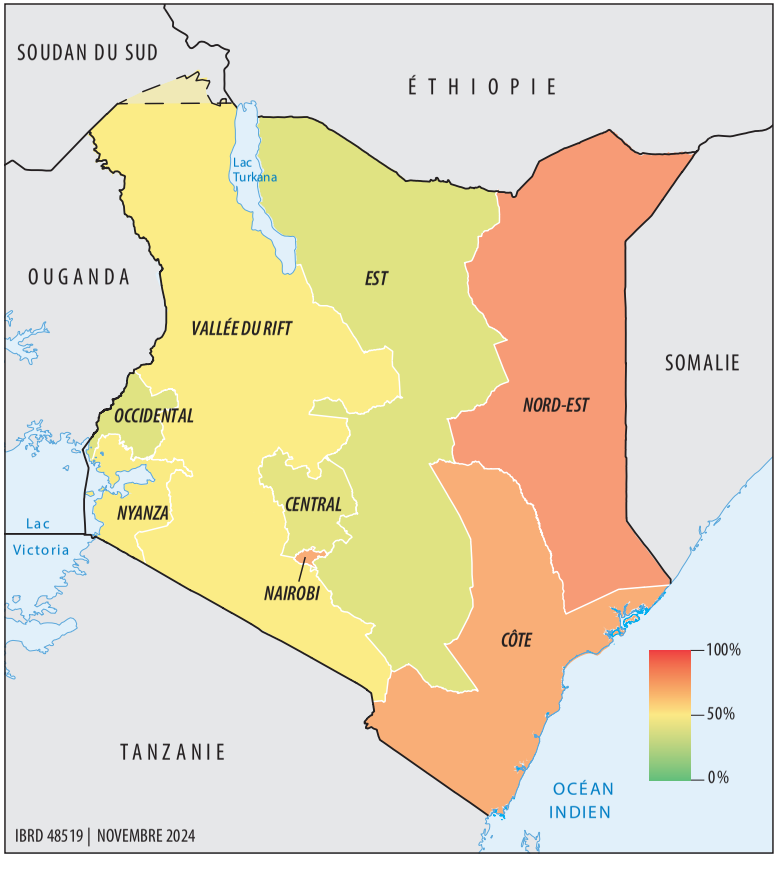
Plusieurs facteurs expliquent les différences régionales et provinciales dans l'accès aux services de base tels que l'électricité, l'assainissement et l'eau potable dans les pays d'Afrique subsaharienne. Au Ghana, au Kenya et dans d'autres pays, le passé colonial joue un rôle important dans la fracture régionale en matière d'accès aux services de base. Au Ghana, à l'époque coloniale, le nord du pays avait été désigné comme une « périphérie » et le sud du pays comme le « centre », de sorte que les intérêts et le développement du nord du Ghana sont passés au second plan (Brukum, 1998 ; Grischow, 1999 ; Plange, 1979 ; Songsore, 2003). Ainsi, les investissements et les dépenses des pays colons dans les régions septentrionales n'ont pas dépassé un niveau minimum, tout juste suffisant pour assurer le fonctionnement de l'administration. Au Kenya, les administrateurs coloniaux ont estimé que le climat du Kenya et de Mombasa était propice et ont donc développé des chemins de fer et d'autres infrastructures (comme des banques) dans ces régions (Morgan, 1963). Ces modèles de développement spatial inégal ont persisté même après l'époque coloniale (Kimari et Ernstson, 2020 ; Bernards, 2022). D'autres facteurs expliquant les variations régionales dans l'accès aux services de base peuvent inclure des événements climatiques extrêmes (comme les sécheresses), des infrastructures limitées, une mauvaise planification et des coûts d'entretien et de maintenance élevés (Hope et Ballon, 2021).

Carte 6.3 **Pourcentage (%) de privation d'assainissement dans les différentes régions du Ghana, du Kenya et de l'Afrique du Sud**

a. Ghana



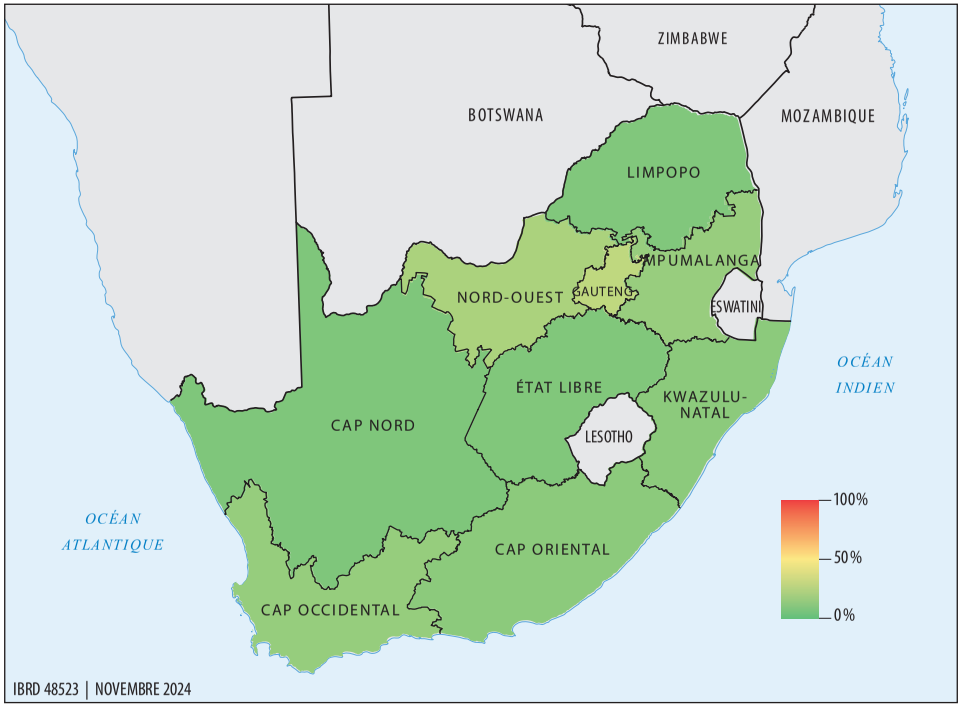
b. Kenya



(suite page suivante)

Carte 6.3 **Pourcentage (%) de privation d'assainissement dans les différentes régions du Ghana, du Kenya et de l'Afrique du Sud** *(suite)*

c. Afrique du Sud

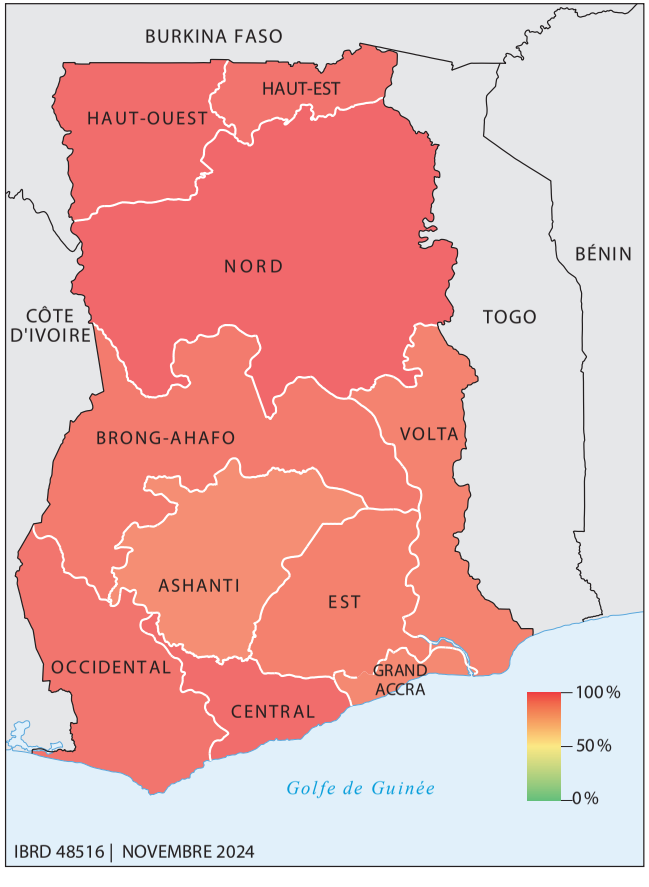


Sources : Calculs des auteurs sur la base des données MICS et DHS.

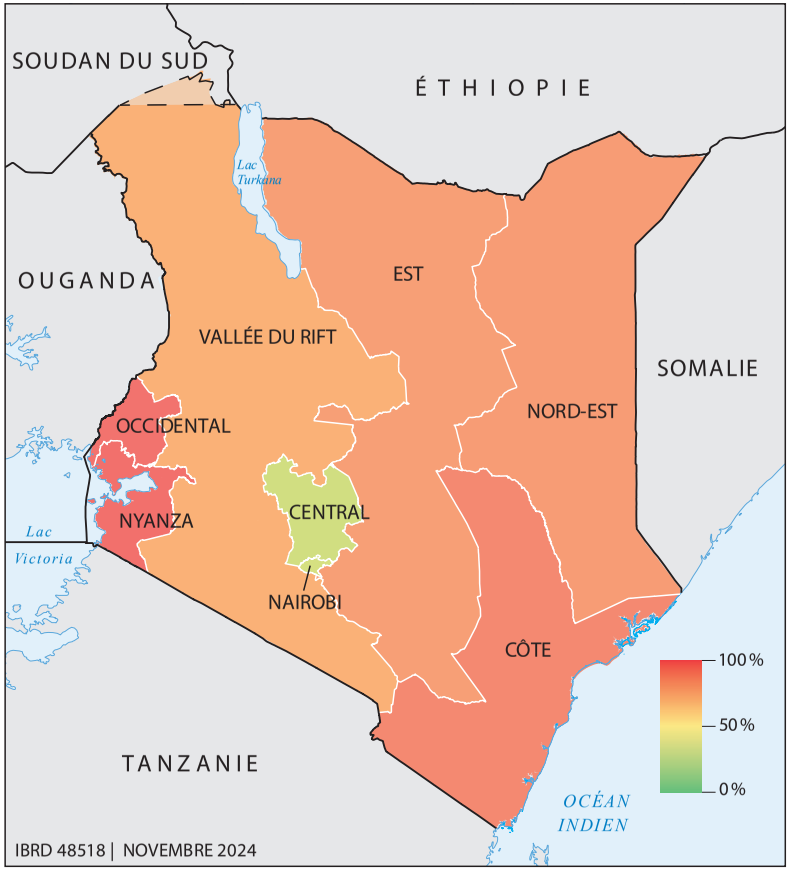
Note : Les cartes montrent le pourcentage de ménages qui n'ont pas accès à des installations sanitaires améliorées. Les calculs pour le Ghana proviennent de l'enquête MICS6 de l'UNICEF pour 2018 (taille de l'échantillon brut, 61 254), pour le Kenya de l'enquête DHS pour 2014 (taille de l'échantillon brut, 151 093) et pour l'Afrique du Sud de l'enquête DHS pour 2016 (taille de l'échantillon brut, 37 925). Pondération post-stratification normalisée appliquée.

Carte 6.4 Pourcentage (%) de privation d'eau dans les différentes régions du Ghana, du Kenya et de l'Afrique du Sud

a. Ghana



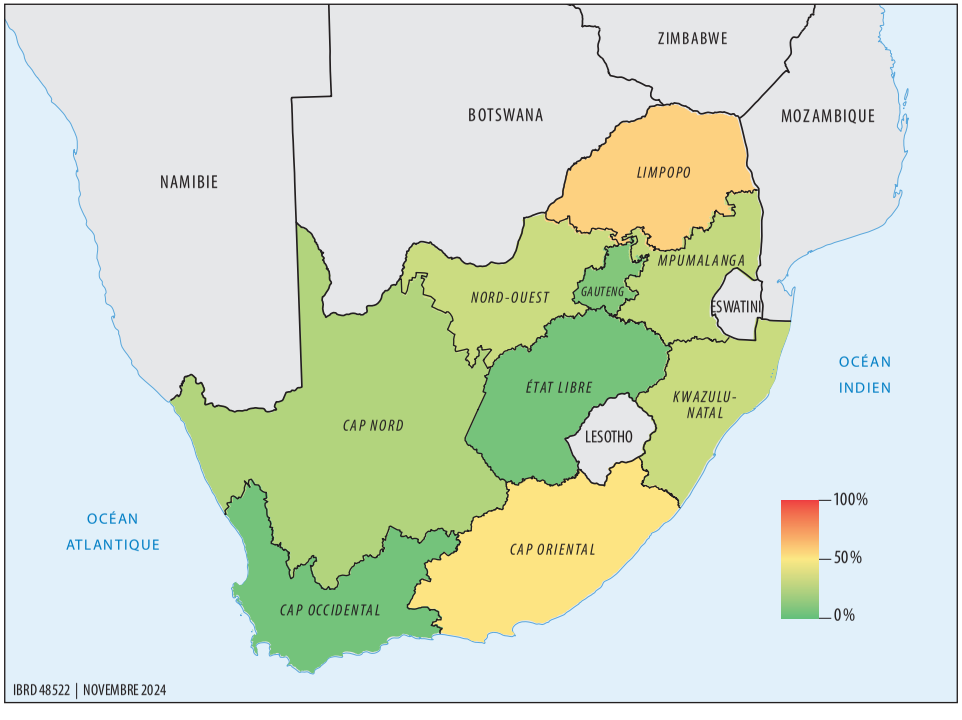
b. Kenya



(suite pas suivante)

Carte 6.4 Pourcentage (%) de privation d'eau dans les différentes régions du Ghana, du Kenya et de l'Afrique du Sud *(suite)*

c. Afrique du Sud



Sources : Calculs des auteurs sur la base des données MICS et DHS.

Note : Les cartes montrent le pourcentage de ménages qui n'ont pas accès à l'eau potable. Les calculs pour le Ghana proviennent de l'enquête MICS6 de l'UNICEF pour 2018 (taille de l'échantillon brut, 61 254), pour le Kenya de l'enquête DHS pour 2014 (taille de l'échantillon brut, 151 093) et pour l'Afrique du Sud de l'enquête DHS pour 2016 (taille de l'échantillon brut, 37 925). Pondération post-stratification normalisée appliquée.

Hétérogénéités dans les inégalités spatiales

Cette section examine les facteurs qui expliquent les différences d'accès aux services de base en Afrique subsaharienne à des niveaux plus désagrégés que les régions ou les provinces. Elle explore les contributions de facteurs tels que la pauvreté, l'éducation, l'urbanisation, le genre, la race et l'appartenance ethnique pour expliquer les différences d'accès aux services de base dans les pays d'Afrique subsaharienne. Sur la Figure 6, par exemple, bien que des provinces telles que le Limpopo et Cap-Oriental, en Afrique du Sud, soient davantage sujets aux privations d'eau que d'autres provinces telles que Cap-Occidental, certains districts sont mieux lotis au sein de ces provinces défavorisées (comme Waterberg) que d'autres (comme Vhembe et Mopani).

Ces hétérogénéités dans l'accès aux services de base au sein d'une région ou d'une province peuvent s'expliquer par certains facteurs au niveau de l'individu et du ménage. Ces facteurs sont examinés ci-dessous.

Statut de pauvreté

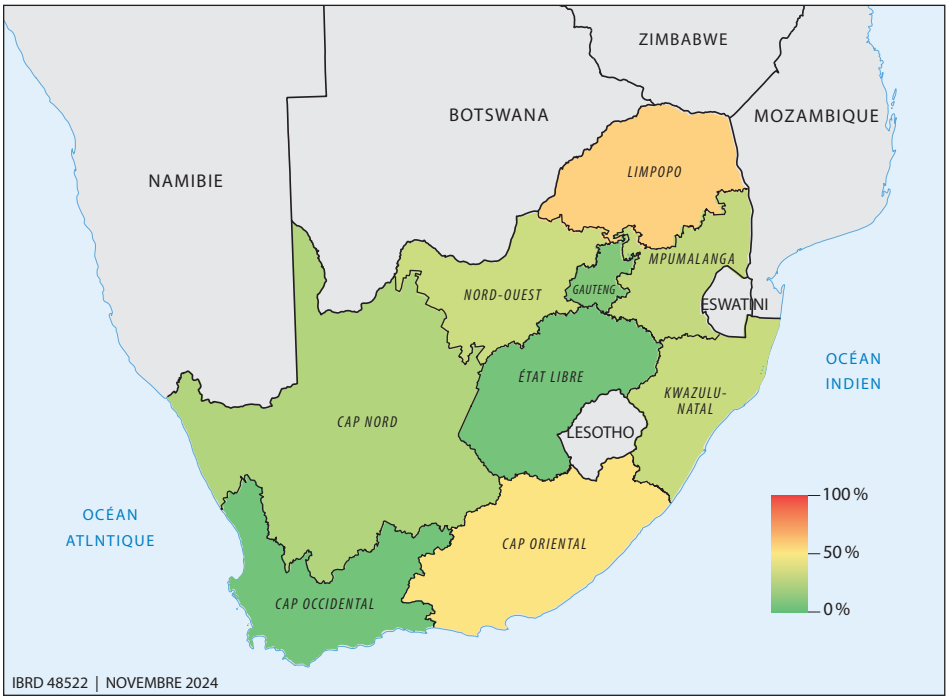
Dans des pays d'Afrique subsaharienne comme le Ghana et l'Afrique du Sud, les ménages les plus pauvres sont généralement ceux qui ont le moins accès aux équipements et réseaux de base et aux services publics (Stats SA, 2019 ; Atta-Ankomah *et al.*, 2020). Selon Parienté (2017), étant donné le caractère monopolistique des prestataires de services, l'incapacité des gouvernements à réglementer correctement le marché peut se traduire par des services inadéquats ou mal entretenus, ainsi que par une application limitée des contrats. Sur la Carte 6.6, les comtés du Kenya tels que Turkana et Mandera, qui présentent les niveaux de pauvreté les plus élevés, sont également les plus touchés par la pauvreté multidimensionnelle. Celle-ci traduit les privations en matière d'accès à l'éducation, aux infrastructures de santé, à l'électricité, à l'assainissement et à l'eau, entre autres privations (Shifa et Leibbrandt, 2017). Les ménages les plus pauvres peuvent également faire preuve d'une volonté et d'une capacité moindres à payer pour les services de base, la situation étant exacerbée en l'absence de facilités de crédit, ce qui limite encore davantage la demande de leur part (Devoto *et al.*, 2011).

Urbanisation

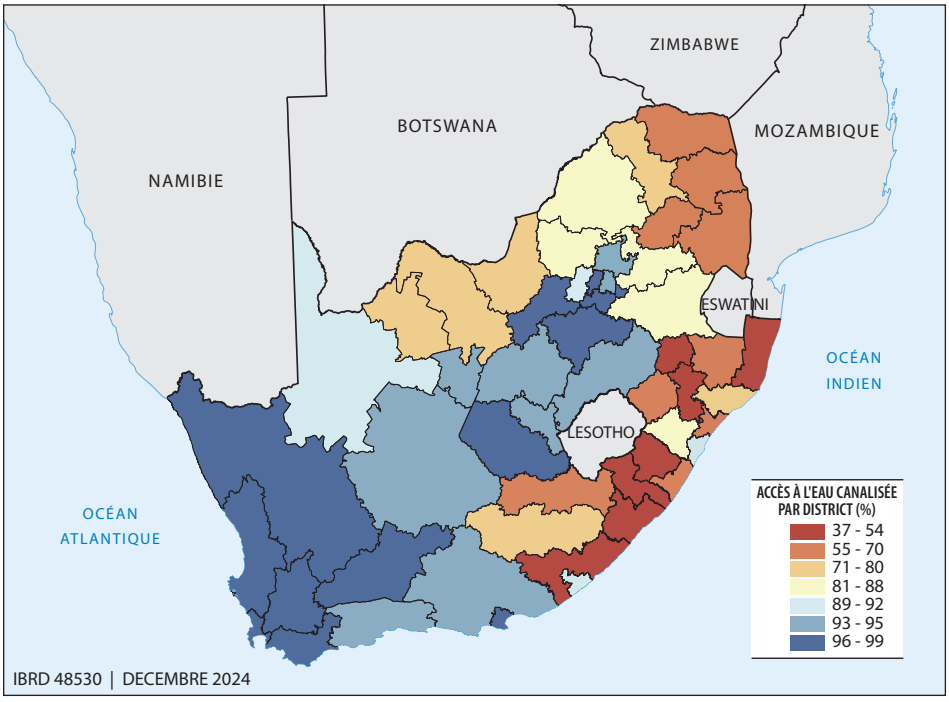
En Afrique subsaharienne, le degré d'urbanisation a lui aussi une influence sur l'accès aux services de base tels que l'eau, l'assainissement et l'électricité. Selon les arguments en faveur des économies d'agglomération, un plus grand nombre de fournisseurs peut réduire les coûts et améliorer la variété et la qualité de la fourniture de services grâce à la concurrence et à la spécialisation. En outre, les liens entre clients et fournisseurs s'avèrent meilleurs en zones urbaines grâce à des systèmes de transport plus efficaces, ce qui facilite l'accès aux services. Selon Martine (2008), il est généralement plus efficace de fournir des services publics et des infrastructures, tels que des installations de traitement des eaux usées et de l'électricité, dans les grandes villes que dans les zones où l'habitat est dispersé, où les densités sont faibles et les distances importantes. L'urbanisation est donc un facteur qui contribue à expliquer les disparités au sein des régions d'un pays.

Carte 6.5 Accès à l'eau propre dans les provinces et municipalités de district en Afrique du Sud

a. Provinces



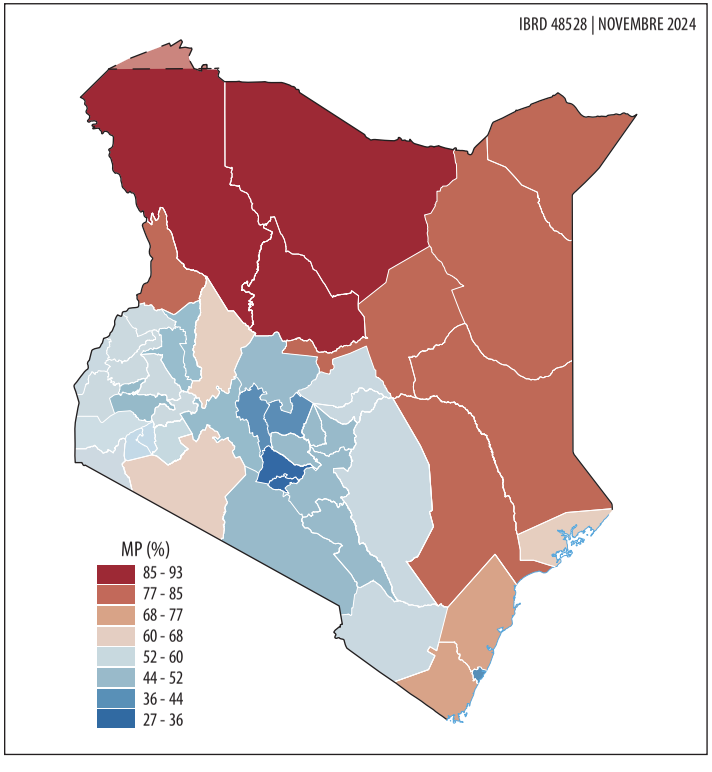
b. Municipalités de district



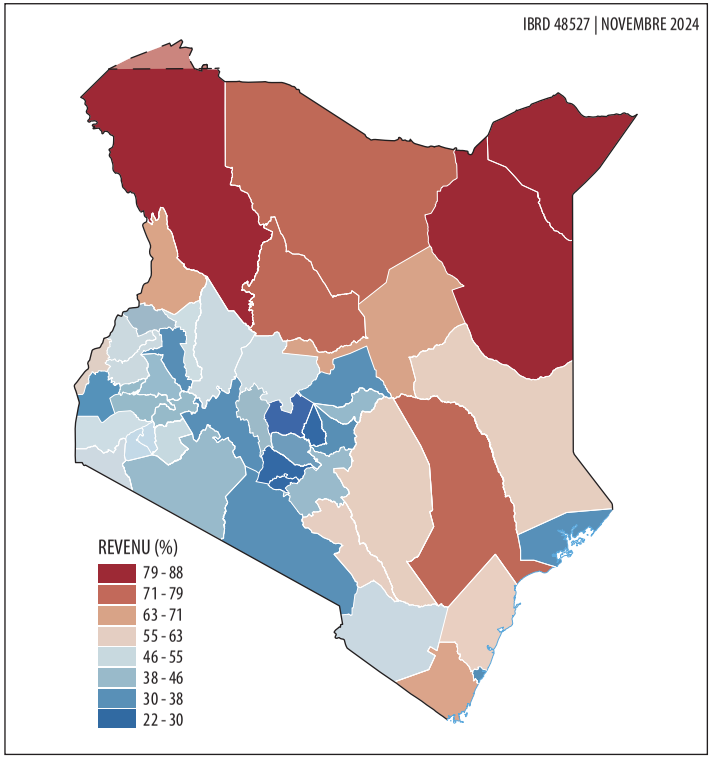
Source : Panel a est original de cette publication ;
panel b est basé sur le recensement de 2011 dans Stats SA *et al.* 2019.

Carte 6.6 Pauvreté et accès à des sources en eau améliorées, Kenya (2009)

a. Pauvreté multidimensionnelle



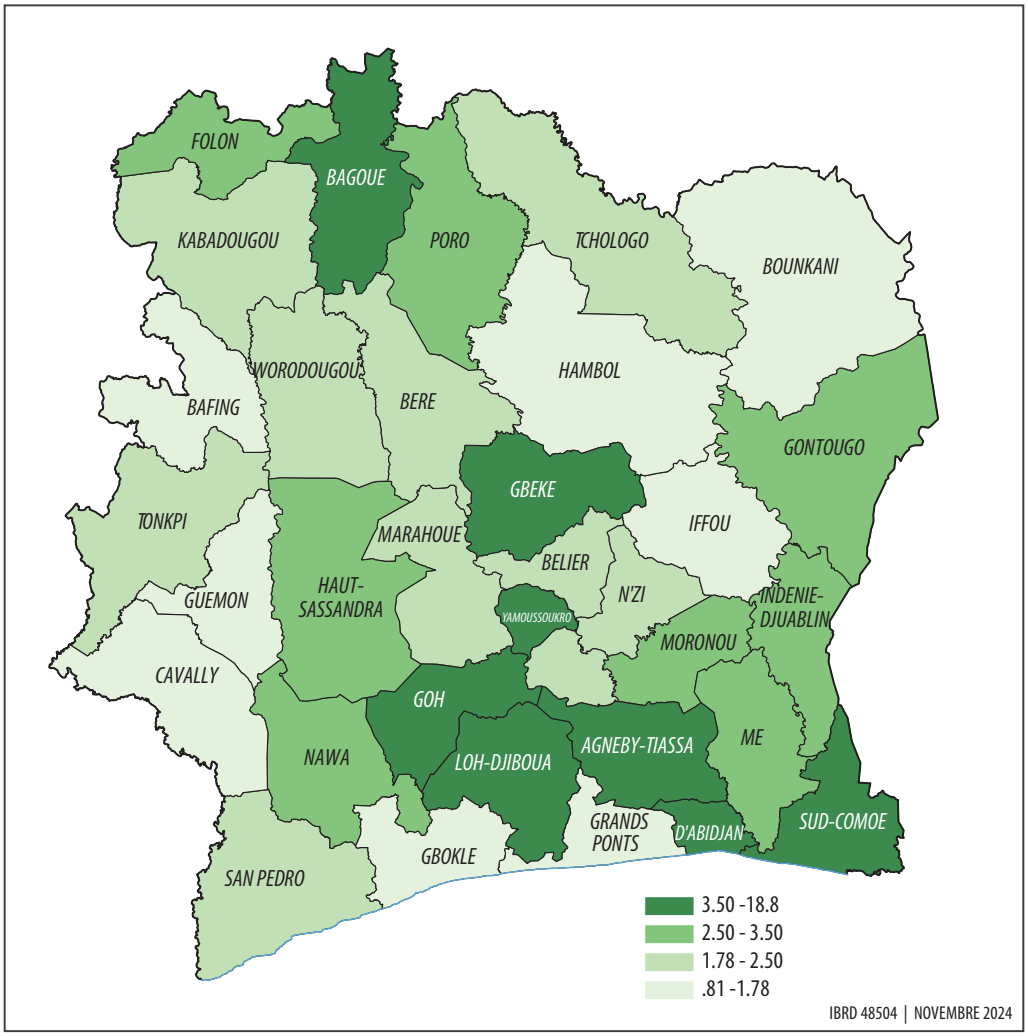
b. Pauvreté monétaire



Source : Basé sur Shifa et Leibbrandt (2017).

Sur la Carte 6.7 ci-dessous, la carte de gauche montre la répartition de la population en Côte d'Ivoire, les nuances plus foncées de marron représentant les zones plus urbanisées. La carte de droite présente l'accès à l'électricité par zone géographique, les nuances plus foncées de vert indiquant les zones disposant d'un meilleur accès. On observe que l'accès à l'électricité est relativement élevé dans les régions urbaines de Poro, Bagoué et Gbêkê, alors que les zones moins urbanisées comme San-Pédro semblent disposer d'un accès plus faible à l'électricité. Cela suggère qu'une plus grande concentration de personnes dans une zone d'un pays est corrélée à un meilleur accès aux services de base, bien qu'il existe des différences marquées entre les riches et les pauvres des zones urbaines (Kuddus, Tynan et McBryde, 2020).

Carte 6.7 Accès à l'électricité des plus grandes villes de Côte d'Ivoire



Source : Carte utilisée sous licence Creative Commons Attribution 4.0 International ; Aka *et al.* 2020.
Note: La carte montre la répartition de l'accès à l'électricité, les nuances de vert plus foncé représentant les zones avec un meilleur accès.

Malgré les probables avantages des économies d'agglomération dans les centres urbains, grâce auxquels la fourniture et l'accès aux services de base sont améliorés, il est important de souligner que la congestion croissante due au trafic, la surpopulation, la pression sur les écosystèmes et d'autres défis connexes peuvent compenser ces avantages si les investissements publics pour préserver et développer ces infrastructures essentielles sont insuffisants (Turok et McGranahan, 2013).

Les données d'autres pays comme le Ghana et l'Afrique du Sud montrent par ailleurs un meilleur accès aux services de base des ménages urbains que des ménages ruraux (voir le Tableau 6.1 ci-dessous). Cela s'explique entre autres par le fait que, du côté de l'offre, les habitants des zones rurales peuvent ne pas être bien organisés et sont donc plus susceptibles d'être négligés ou exclus des programmes de développement nationaux (Kumar, 2015). Du côté de la demande, dans les zones rurales, où les droits de propriété peuvent n'être pas efficaces, les ménages peuvent s'avérer réticents à améliorer leur logement en se procurant des services tels que l'eau potable, l'assainissement et l'électricité.

Tableau 6.1 Services de base des résidences rurales et urbaines au Ghana, au Kenya et en Afrique du Sud

	Eau salubre (%)		Assainissement sûr (%)		Électricité (%)	
Pays	**Rural**	**Urbain**	**Rural**	**Urbain**	**Rural**	**Urbain**
Ghana	67,5	55,0	60,3	91,7	63,5	91,7
Kenya	61,8	86,7	48,8	86,2	20	73,9
Afrique du Sud	40,4	88,8	62,8	90,6	85,8	83,7

Sources : Enquête sur le niveau de vie au Ghana (2016-2017) ; enquête intégrée sur le budget des ménages au Kenya (2015-2016) ; enquête générale sur les ménages en Afrique du Sud (2017).
Note : Les valeurs du tableau représentent le pourcentage de ménages ayant accès à l'eau potable, à des installations d'assainissement sûres et à l'électricité.

Le genre

Le genre figure lui aussi parmi les facteurs d'inégalités d'accès aux services de base dans les unités géographiques d'Afrique subsaharienne. Dans de nombreux ménages, le fardeau de la corvée d'eau et du ménage repose sur les femmes et les filles. Malgré cela, les projets d'approvisionnement en eau et d'assainissement ne tiennent traditionnellement pas compte des femmes et des filles, car ils n'intègrent pas systématiquement les questions de genre dans les décisions d'allocation des ressources et négligent donc les femmes lorsqu'ils planifient l'approvisionnement en eau et l'assainissement. Étant donné que les réunions des parties prenantes du développement communautaire comptent souvent très peu de femmes (et lorsqu'elles sont présentes, celles-ci prennent rarement la parole), les hommes dominent généralement les discussions et la prise de décision. Cela entraîne une distribution des ressources souvent inégale et en faveur des hommes (UN Habitat, 2013).

Les différences de statut de genre dans de nombreux ménages d'Afrique subsaharienne, qui sont influencés par des faits historiques, religieux, économiques et culturels, sont responsables des inégalités d'accès aux ressources et aux équipements (Pouramin, Nagabhatla et Miletto, 2020). En Afrique du Sud, par exemple, 77 % des ménages dirigés par un homme ont accès à une eau salubre, contre 70 % des ménages dirigés par une femme, et 69,2 % des hommes qui sont chefs de ménage bénéficient du ramassage des ordures par les autorités locales, contre seulement 60,6 % des ménages dirigés par une femme (Stats SA, 2019).

Au Ghana, toutefois, les ménages dirigés par des femmes ont tendance à mieux s'en sortir que ceux dirigés par des hommes : ainsi une plus grande proportion de ménages dirigés par des femmes a accès à de l'eau propre (62,1 % contre 61,9 %), à des installations sanitaires sûres (83,9 % contre 71,4 %) et à l'électricité (81,6 % contre 74,4 %) (Atta-Ankomah *et al.*, 2020). Brown et Walle (2020) expliquent que la nature des ménages dirifés par une femme peut expliquer leurs meilleures performances. Ainsi, les femmes chefs de famille qui sont mariées ou vivent dans un ménage polygame qui peuvent compter sur des maris qui vivent ailleurs et qui envoient de l'argent ou des membres masculins contribuant aux dépenses, sont en général mieux loties.

Facteurs raciaux et ethniques

Les hétérogénéités spatiales dans l'accès aux services de base au sein des régions peuvent également s'expliquer par des contextes raciaux et ethniques. Selon Akramov et Asante (2008), la diversité ethnique des individus au sein d'une zone géographique donnée au Ghana a un impact significatif sur leur accès aux services publics locaux. En Afrique du Sud, les ménages dirigés par des Noirs africains subissent davantage d'interruptions de l'approvisionnement en eau, disposent d'un moins bon accès à des installations sanitaires améliorées et affichent les taux d'accès à l'électricité et à internet les plus faibles par rapport aux ménages dont le chef est issu d'autres groupes de la population (Stats SA, 2019).

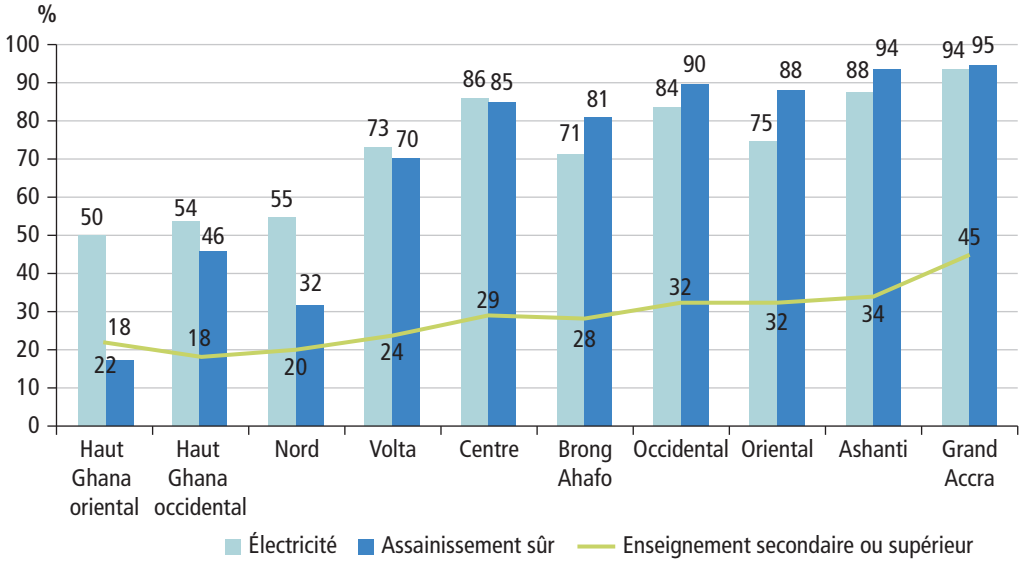
Par ailleurs, Walters, Bittencourt et Chisadza (2023) montrent que les municipalités sud-africaines dont l'ethnie correspond à celle du président connaissent, statistiquement, une meilleure fourniture d'infrastructures d'eau par rapport aux municipalités dont ce n'est pas le cas. Lorsque la réglementation est inefficace, la décision de fournir des services de base à certaines zones pourrait en effet être fondée sur l'appartenance ethnique (Burgess *et al.*, 2015). En outre, les différences ethniques et raciales dans les goûts et les préférences en matière de services de base expliquent peut-être aussi les différences d'accès à ces biens publics locaux, ainsi que l'absence d'institutions politiquement indépendantes qui supervisent l'allocation des fonds et la fourniture d'infrastructures locales (Walters, Bittencourt et Chisadza, 2023). On observe au Kenya le même type d'influence du facteur ethnique dans la distribution des services de base : les districts qui ont une ethnie commune avec le président reçoivent le double du montant des dépenses pour les routes, et enregistrent cinq fois la longueur de routes pavées construites (Burgess *et al.*, 2015).

L'éducation

Le niveau d'éducation est un autre facteur qui explique les inégalités spatiales d'accès aux services de base entre unités géographiques d'un pays et au sein de celles-ci. L'enseignement supérieur peut contribuer à une utilisation plus efficace des services de base tels que l'eau et l'assainissement. Akpakli *et al.* (2018) ont constaté que l'éducation est un facteur déterminant dans l'accès des districts ruraux à un assainissement sûr au Ghana. Le niveau d'éducation peut également faire prendre conscience de l'effet sur le bien-être, par exemple, de l'eau propre et d'un assainissement sûr. L'éducation est parfois corrélée à une meilleure dotation en ressources, ce qui conduit à l'utilisation de ressources pour garantir les équipements et les services nécessaires (Agbadi, Darkwah et Kenney, 2019).

Sur la Figure 6.2 ci-dessous, l'accès à l'électricité et à des installations sanitaires sûres augmente proportionnellement au niveau d'éducation secondaire dans toutes les régions du Ghana. Dans le Grand Accra, où environ 45 % de la population a un niveau d'études secondaires au moins, l'accès à l'assainissement et à l'électricité est le plus élevé. Ceci est à mettre en regard avec la région du Haut Ghana oriental, où seulement 18 % de la population dispose au moins un niveau d'études secondaires.

Figure 6.2 Niveau d'éducation et accès à l'électricité et à des installations sanitaires sûres pour chaque région du Ghana, 2017

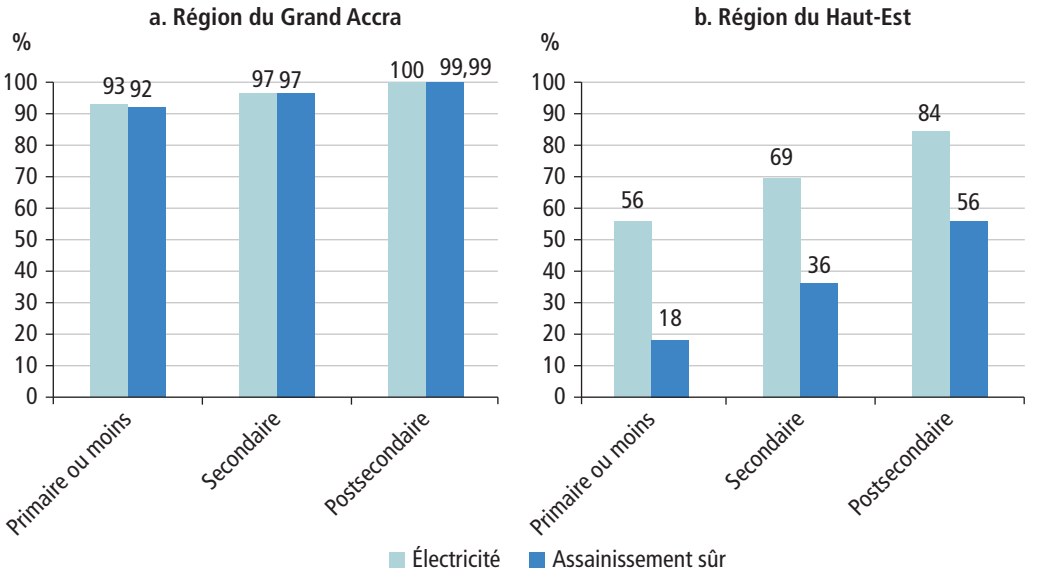


Source : Calculs des auteurs à partir de l'enquête sur les niveaux de vie au Ghana 2017.

Un examen plus approfondi de la Figure 6.3 montre que la région du Grand Accra a le niveau d'éducation le plus élevé et affiche l'accès aux services de base – tels que l'électricité (94 %) et l'assainissement (95 %) – le plus élevé. Or, il existe des différences d'accès, au niveau infrarégional, en fonction du niveau d'éducation. L'accès à des installations sanitaires sûres

est le plus faible chez les personnes n'ayant suivi que l'enseignement primaire (90 %), et le plus élevé chez les personnes ayant suivi au moins l'enseignement secondaire (99 %). Dans la région du Haut Ghana occidental, où l'accès à l'électricité et à l'assainissement est le plus faible du pays, les ménages ayant au moins un niveau d'éducation secondaire ont un meilleur accès à ces équipements que ceux qui n'ont qu'un niveau d'éducation primaire.

Figure 6.3 Niveau d'éducation et accès aux services de base dans les régions du Grand Accra et du Haut Ghana oriental, 2017



Source : Calculs des auteurs à partir de l'enquête sur les niveaux de vie au Ghana 2017.

Dans un autre ordre d'idées, le niveau d'éducation peut également découler des services de base tels que l'électricité, l'assainissement et l'eau propre. Ainsi, selon cette logique, une meilleure fourniture de ces services a pour effet d'accroître le taux de scolarisation (Sharma et Adhikari, 2022 ; Adamba, 2018).

Le regroupement spatial de l'accès aux services de base est visible dans les cartes de ce chapitre. Des recherches récentes ont testé l'importance de ces regroupements spatiaux dans l'accès aux services de base à travers plusieurs pays africains. Par exemple, en utilisant une série d'indicateurs de pauvreté multidimensionnelle en Afrique du Sud, Shifa, David et Leibbrandt (2021) ont découvert des « zones chaudes », ou sensibles, où les privations sont particulièrement élevées, autour des provinces du KwaZulu-Natal et de Cap-Oriental. Cela suggère que les ménages de ces provinces ont un accès plus faible aux services de base et sont entourés par d'autres ménages dont l'accès à ces équipements est tout aussi faible. Cependant, des « zones froides », c'est-à-dire l'inverse, ont été observées autour de la province de Cap-Occidental, ce qui suggère que les ménages ayant un meilleur accès aux services sont souvent entourés d'autres ménages ayant un accès similaire aux services de base dans cette province.

En Éthiopie, Geremew et Damtew (2020) ont trouvé des preuves d'une forte autocorrélation spatiale localisée en ce qui concerne l'accès à l'eau insalubre dans les régions Amhara, Afar, SNNPR (Région des nations, nationalités et peuples du Sud) et Somali. Des « zones froides » ont été découvertes, où l'accès à l'eau salubre est meilleur, dans les régions centrales, occidentales et méridionales du pays. Au Ghana, Moulds *et al.* (2022) ont constaté que les districts présentant des taux élevés de consommation d'eau en sachet ont tendance à être regroupés dans l'espace, en particulier dans le Sud du pays, notamment autour d'Accra et de Kumasi. Nduhuura, Garschagen et Zerga (2021) ont également établi une autocorrélation spatiale de l'accès fiable à l'électricité dans le pays, avec des « zones chaudes » et des « zones froides » réparties dans différentes localités.

Au-delà du continent africain, des études menées dans d'autres pays en développement ont montré que l'accès géographique aux services de base n'était pas aléatoire dans l'espace. Les preuves du caractère non aléatoire de l'accès aux services de base dans l'espace suggèrent que d'autres processus (par exemple, des facteurs socioéconomiques, politiques, démographiques et autres) peuvent influencer la distribution des services de base dans de nombreux pays du continent. Les analyses des « zones chaudes » et « zones froides » pourraient permettre d'identifier les quartiers où mettre en œuvre en priorité des actions ciblées visant à améliorer l'accès à l'eau, à l'électricité, à l'assainissement et à d'autres services de base.

Conclusions et conséquences sur les politiques

Dans ce chapitre, nous avons mis en évidence des différences significatives dans plusieurs dimensions des inégalités sur le plan géographique en Afrique. Ces différences sont constatées de manière générale, que l'on étudie un seul indice de pauvreté multidimensionnelle ou que l'on se concentre sur des sous-composantes particulières d'un indice donné, telles que l'accès à une eau propre, à l'assainissement ou à l'électricité. En outre, ces disparités spatiales se retrouvent dans les pays aussi bien qu'au sein des régions, au niveau infranational.

Même au sein de certaines régions, il existe des différences systématiques d'accès évidentes entre les ménages urbains et ruraux. Certains éléments suggèrent que ces différences sont dues aux caractéristiques démographiques spécifiques des ménages, telles que le genre du chef de famille, les niveaux d'éducation au sein du ménage et la composition raciale ou ethnique de la population dans la région.

En outre, les corrélations spatiales signifient qu'une plus grande proximité avec des zones ayant un meilleur accès aux services augmente également, selon une corrélation indépendante, la probabilité qu'une zone donnée ait un meilleur accès aux services. Cela reflète les coûts des investissements nécessaires dans les infrastructures pour créer l'accès aux services. Par exemple, il est plus facile et plus rentable d'étendre un réseau électrique existant pour la distribution que d'établir un tout nouveau centre de distribution dans une autre ville.

Diverses politiques peuvent être envisagées pour atténuer les inégalités spatiales. L'une d'entre elles a été tentée en Afrique du Sud sous la forme de zones économiques spéciales (ZES). Il s'agit de zones géographiquement consacrées à des activités économiques spécifiques afin de promouvoir la croissance économique nationale et les exportations, à l'aide d'allégements fiscaux et d'autres aides fiscales. En théorie, ces zones pourraient générer suffisamment d'économies d'échelle et d'agglomération pour devenir autonomes au fil du temps, et développer une densité de population suffisante afin que les coûts d'infrastructure pour la fourniture de services deviennent financièrement viables.

La plupart des recherches empiriques sur les effets des ZES se sont concentrées sur les résultats économiques tels que l'emploi ou divers aspects de la performance des entreprises, et relativement peu d'études ont pris en compte l'accès aux services pour les individus. Aggarwal (2007) a mené une étude en Inde et a constaté que l'emploi dans les ZES a amélioré l'accès aux conditions sanitaires, à l'eau potable et à l'électricité. Cependant, l'échantillon est relativement petit et il serait difficile de généraliser à partir de cette étude. Alkon (2018) affirme que si l'utilisation des ZES pour stimuler le développement socio-économique local et régional a eu des résultats probants en Chine, une analyse des données de recensement indiennes montre que les ZES n'ont pas entraîné un développement socio-économique local.

Zeng (2015) a tenté de tirer des leçons de l'expérience chinoise pour l'Afrique en matière de ZES, et note que les ZES en Afrique subsaharienne ont eu des résultats plutôt médiocres, à quelques exceptions près. L'auteur souligne également certaines tensions à long terme dans les cas chinois, notamment la dégradation de l'environnement et le déséquilibre entre le développement industriel et le développement social. Ainsi, les preuves de l'efficacité des ZES en matière d'amélioration sociale et de développement local sont mitigées, et ces zones ne devraient pas être envisagées sans tenir compte de l'environnement économique, social et politique local.

Comme alternative aux ZES, la mise en œuvre de règles fiscales qui allouent des fonds pour le développement sur la base des besoins régionaux pourrait être envisagée. Cette approche éliminerait une partie des décisions discrétionnaires sur le budget et atténuerait ainsi les formes de clientélisme politique les plus nuisibles. En effet, d'après les recherches évoquées dans ce chapitre, le clientélisme pourrait être un facteur important à prendre en compte.

Enfin, lorsque l'on considère le bien-être et que l'on tente de le maximiser de manière dynamique, il est essentiel de reconnaître certaines caractéristiques dynamiques des populations, comme leur taille, leur composition et leur distribution spatiale. Cela a des conséquences significatives à la fois pour la recherche et pour l'élaboration des politiques publiques. Un plan d'urbanisation bien conçu, élaboré conjointement à l'expansion planifiée de l'accès aux services, serait probablement plus efficace que des politiques connexes qui seraient conçues de manière isolée. L'idéal serait de disposer de données sur l'évolution de la répartition des populations, ainsi que sur l'évolution passée et prévue de la répartition spatiale des services, afin d'étayer un tel plan d'urbanisation.

Note

1. La pauvreté multidimensionnelle est calculée en agrégeant les indicateurs de trois dimensions : l'éducation (nombre d'années de scolarité et fréquentation scolaire), la santé (mortalité infantile et nutrition) et le niveau de vie (accès aux services de base et aux biens). Chaque dimension est pondérée de manière égale, de même que les indicateurs au sein de chaque dimension (Alkire, Kanagaratnam et Suppa, 2022).

Références

Abdulai, Abdul-Gafaru. 2017. "Rethinking Spatial Inequality in Development: The Primacy of Power Relations." *Journal of International Development* 29 (3): 386–403. https://doi.org/10.1002/jid.3265.

Adamba, Clement. 2018. "Effect of School Electrification on Learning Outcomes: A Subnational Level Analysis of Students' Pass Rate in English and Mathematics in Ghana." *Educational Research for Policy and Practice* 17 (1): 15–31. https://doi.org/10.1007/s10671-017-9215-1.

Agbadi, Pascal, Ernest Darkwah, and Paul L. Kenney. 2019. "A Multilevel Analysis of Regressors of Access to Improved Drinking Water and Sanitation Facilities in Ghana." *Journal of Environmental and Public Health* 2019: 1–11. https://doi.org/10.1155/2019/3983869.

Aggarwal, Aradhna. 2007. "Impact of Special Economic Zones on Employment, Poverty and Human Development." Working Paper No. 194, Indian Council for Research on International Economic Relations, New Delhi, India. https://EconPapers.repec.org/RePEc:ess:wpaper:id:1111.

Aka, Bédia François, Wadjamse Beaudelaire Djezou, Angbonon Eugène Kamalan, Ya Assanhoun Guillaume Kouassi, Gongbé Blaise Makaye, Konan Abogni Augustin Kouadio, Affia Larissa Ekian, et al. 2020. "Etat Des Lieux Des Inégalités En Côte d'Ivoire." AFD Research Paper 169. Agence Française de Développement.

Akpakli, David Etsey, Alfred Kwesi Manyeh, Jonas Kofi Akpakli, Vida Kukula, and Margaret Gyapong. 2018. "Determinants of Access to Improved Sanitation Facilities in Rural Districts of Southern Ghana: Evidence from Dodowa Health and Demographic Surveillance Site." *BMC Research Notes* 11 (1): 473. https://doi.org/10.1186/s13104-018-3572-6.

Akramov, Kamiljon T., and Felix Ankomah Asante. 2008. "Decentralization and Local Public Services in Ghana: Do Geography and Ethnic Diversity Matter?" IFPRI Discussion Paper No. 872, International Food Policy Research Institute, Washington, DC.

Alkire, Sabina, Usha Kanagaratnam, and Nicolai Suppa. 2022. "The Global Multidimensional Poverty Index (MPI) 2022 Country Results and Methodological Note." OPHI MPI Methodological Note 52, Oxford Poverty and Human Development Initiative, University of Oxford, UK.

Alkon, Meir. 2018. "Do Special Economic Zones Induce Developmental Spillovers? Evidence from India's States." *World Development* 107 (C): 396–409. https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2018.02.028.

Atta-Ankomah, Richmond, Robert Darko Osei, Isaac Osei-Akoto, Felix Ankomah Asante, Abena D. Oduro, Nkechi Owoo, Monica Lambon-Quayefio, and Stephen Afranie. 2020. "Inequality Diagnostics for Ghana." African Center of Excellence for Inequalities Research, University of Cape Town, South Africa.

Beegle, Kathleen, Luc Christiaensen, Andrew Dabalen, and Isis Gaddis. 2016. *Poverty in a Rising Africa*. Washington, DC: World Bank. https://doi.org/10.13140/RG.2.1.2111.8167.

Bernards, Nick. 2022. "Colonial Financial Infrastructures and Kenya's Uneven Fintech Boom." *Antipode* 54 (3): 708–28. https://doi.org/10.1111/anti.12810.

Brdar, Sanja, Katarina Gavrić, Dubravko Ćulibrk, and Vladimir Crnojević. (2016). "Unveiling Spatial Epidemiology of HIV with Mobile Phone Data." *Scientific Reports*, 6 (1): 19342. https://www.nature.com/articles/srep19342.

Brown, Caitlin, and Dominique van de Walle. 2020. "Headship and Poverty in Africa." Working Paper 531, Center for Global Development, Washington, DC. https://ideas.repec.org/p/cgd/wpaper/531.html.

Brukum, N. J. K. 1998. "Studied Neglect or Lack of Resources? The Socio-Economic Underdevelopment of Northern Ghana under British Colonial Rule." *Transactions of the Historical Society of Ghana* 1998 (2): 117–31.

Burgess, Robin, Remi Jedwab, Edward Miguel, Ameet Morjaria, and Gerard Padró i Miquel. 2015. "The Value of Democracy: Evidence from Road Building in Kenya." *American Economic Review* 105 (6): 1817–51. https://doi.org/10.1257/aer.20131031.

Clementi, Fabio, Michele Fabiani, and Vasco Molini. 2019. "The Devil Is in the Detail: Growth, Inequality and Poverty Reduction in Africa in the Last Two Decades." *Journal of African Economies* 28 (4): 408–34. https://doi.org/10.1093/jae/ejz003.

Devoto, Florencia, Esther Duflo, Pascaline Dupas, Vincent Pons, and William Parienté. 2012. "Happiness on Tap: Piped Water Adoption in Urban Morocco." *American Economic Journal: Economic Policy* 4 (4): 68–99. https://doi.org/10.2139/ssrn.1803576.

Falchetta, Giacomo, Shonali Pachauri, Edward Byers, Olha Danylo, and Simon C. Parkinson. 2020. "Satellite Observations Reveal Inequalities in the Progress and Effectiveness of Recent Electrification in Sub-Saharan Africa." *One Earth* 2 (4): 364–79. https://doi.org/10.1016/j.oneear.2020.03.007.

Fosu, Augustin Kwasi. 2018. "Economic Structure, Growth, and Evolution of Inequality and Poverty in Africa: An Overview." *Journal of African Economies* 27: 1–9. https://doi.org/10.1093/jae/ejx036.

Geremew, Abraham, and Yohannes Tefera Damtew. 2020. "Household Water Treatment Using Adequate Methods in Sub-Saharan Countries: Evidence from 2013–2016 Demographic and Health Surveys." *Journal of Water, Sanitation and Hygiene for Development* 10 (1): 66–75. https://doi.org/10.2166/washdev.2019.107.

Grischow, Jeff D. 1999. "A History of Development in the Northern Territories of the Gold Coast, 1899–1957." PhD thesis, Department of History, Queen's University, Kingston, Ontario, Canada.

Hope, Rob, and Paola Ballon. 2021. "Individual Choices and Universal Rights for Drinking Water in Rural Africa." *Proceedings of the National Academy of Sciences* 118 (40): e2105953118. https://doi.org/10.1073/pnas.2105953118.

Kanbur, Ravi, Anthony J. Venables, and Guanghua Wan. 2006. "Spatial Disparities in Human Development: An Overview of the Asian Evidence." In *Spatial Disparities in Human Development: Perspectives from Asia*, edited by Ravi Kanbur, Anthony J. Venables, and Guanghua Wan, 1–6. New York: United Nations University Press.

Kimari, Wangui, and Henrik Ernstson. 2020. "Imperial Remains and Imperial Invitations: Centering Race within the Contemporary Large-Scale Infrastructures of East Africa." *Antipode* 52 (3): 825–46. https://doi.org/10.1111/anti.12623.

Kuddus, Md Abdul, Elizabeth Tynan, and Emma McBryde. 2020. "Urbanization: A Problem for the Rich and the Poor?" *Public Health Reviews* 41 (1): 1. https://doi.org/10.1186/s40985-019-0116-0.

Kumar, Arjun. 2015. "Rural Households' Access to Basic Amenities in India: Deprivation and Socio-Economic Exclusions." *Social Change* 45 (4): 561–86. https://doi.org/10.1177/0049085715602789.

Martine, George, ed. 2008. *The New Global Frontier: Urbanization, Poverty and Environment in the 21st Century*. London: Earthscan.

Morgan, W. T. W. 1963. "The 'White Highlands' of Kenya." *Geographical Journal* 129 (2): 140–55. https://doi.org/10.2307/1792632.

Moulds, Simon, Anson C. H. Chan, Jacob D. Tetteh, Honor Bixby, George Owusu, Samuel Agyei-Mensah, Majid Ezzati, Wouter Buytaert, and Michael R. Templeton. 2022. "Sachet Water in Ghana: A Spatiotemporal Analysis of the Recent Upward Trend in Consumption and Its Relationship with Changing Household Characteristics, 2010–2017." *PLoS One* 17 (5): e0265167. https://doi.org/10.1371/journal.pone.0265167.

Nduhuura, Paul, Matthias Garschagen, and Abdellatif Zerga. 2021. "Impacts of Electricity Outages in Urban Households in Developing Countries: A Case of Accra, Ghana." *Energies* 14 (12): 3676. https://doi.org/10.3390/en14123676.

Njiru, Christine W., and Sammy C. Letema. 2018. "Energy Poverty and Its Implication on Standard of Living in Kirinyaga, Kenya." *Journal of Energy* 2018: 1–12. https://doi.org/10.1155/2018/3196567.

Oyuke, Abel, Peter Halley Penar, and Brian Howard. 2016. "Off-Grid or 'Off-On': Lack of Access, Unreliable Electricity Supply Still Plague Majority of Africans." *Afrobarometer Dispatch* No. 75, March 14.

Parienté, William. 2017. "Urbanization in Sub-Sharan Africa and the Challenge of Access to Basic Services." *Journal of Demographic Economics* 83 (1): 31–39. https://doi.org/10.1017/dem.2017.3.

Plange, Nii-K. 1979. "Underdevelopment in Northern Ghana: Natural Causes or Colonial Capitalism?" *Review of African Political Economy* 6 (15–16): 4–14. https://doi.org/10.1080/03056247908703393.

Pouramin, Panthea, Nidhi Nagabhatla, and Michela Miletto. 2020. "A Systematic Review of Water and Gender Interlinkages: Assessing the Intersection with Health." *Frontiers in Water* 2: 6. https://doi.org/10.3389/frwa.2020.00006.

Sarkodie, Samuel Asumadu, and Samuel Adams. 2020. "Electricity Access and Income Inequality in South Africa: Evidence from Bayesian and NARDL Analyses." *Energy Strategy Reviews* 29: 100480. https://doi.org/10.1016/j.esr.2020.100480.

Sharma, Mohan Kumar, and Ramesh Adhikari. 2022. "Effects of Water, Sanitation, and Hygiene on the School Absenteeism of Basic Level Students in the Government School of Nepal." *Frontiers in Education* 7: 869933. https://doi.org/10.3389/feduc.2022.869933.

Shifa, Muna, Anda David, and Murray Leibbrandt. 2021. "Spatial Inequality through the Prism of a Pandemic: Covid-19 in South Africa." *Scientific African* 13: e00949. https://doi.org/10.1016/j.sciaf.2021.e00949.

Shifa, Muna, and Murray Leibbrandt. 2017. "Profiling Multidimensional Poverty and Inequality in Kenya and Zambia at Sub-National Levels." Project Working Paper 3, Consuming Urban Poverty, University of Cape Town, South Africa.

Shifa, Muna, and Murray Leibbrandt. 2022. "Spatial Inequality in Sub-Saharan Africa." *African Geographical Review* 43: 1–17. https://doi.org/10.1080/19376812.2022.2099916.

Songsore, Jacob. 2003. *Regional Development in Ghana: The Theory and the Reality*. Accra, Ghana: Woehli Publishing Services.

Stats SA. 2013. "File: South Africa 2011 dominant population group map.svg." Wikimedia Commons. https://commons.wikimedia.org/wiki/File:South_Africa_2011_dominant_population_group_map.svg.

Stats SA (Statistics South Africa), SALDRU (Southern Africa Labour and Development Research Unit), and AFD (Agence Française de Développement). 2019. *Inequality Trends in South Africa: A Multidimensional Diagnostic of Inequality, 2017*. Pretoria: Stats SA, SALDRU, and AFD.

Turok, Ivan, and Gordon McGranahan. 2013. "Urbanization and Economic Growth: The Arguments and Evidence for Africa and Asia." *Environment and Urbanization* 25 (2): 465–82. https://doi.org/10.1177/0956247813490908.

UN Habitat. 2013. *Gender Issue Guide: Gender Responsive Urban Basic Services*. Nairobi, Kenya: UN Habitat.

UNICEF (United Nations Children's Fund). 2023. *Water, Sanitation and Hygiene (WASH)*. 2023. New York: UNICEF. https://www.unicef.org/wash.

Walters, Leoné, Manoel Bittencourt, and Carolyn Chisadza. 2023. "Public Infrastructure Provision and Ethnic Favouritism: Evidence from South Africa." *Economics of Transition and Institutional Change* 31 (1): 33–65. https://doi.org/10.1111/ecot.12325.

Zeng, Douglas Zhihua. 2015. *Global Experiences with Special Economic Zones: With a Focus on China and Africa*. Washington, DC: World Bank. https://www.worldbank.org/content/dam/Worldbank/Event/Africa/Investing%20in%20Africa%20Forum/2015/investing-in-africa-forum-global-experiences-with-special-economic-zones-with-a-focus-on-china-and-africa.pdf

Chapitre 7

Migration et inégalités

Anda David, Murray Leibbrandt, Muna Shifa et Rawane Yasser

Introduction

L'Afrique est caractérisée par d'importants flux migratoires intérieurs et internationaux. Si la migration est depuis longtemps considérée comme un moyen de sortir de la pauvreté (Galbraith, 1979), peu d'études examinent les liens qui unissent les migrations et les inégalités. L'indicateur 10.7 de l'ODD 10 « réduire les inégalités à l'intérieur des pays et en leur sein » se concentre sur la facilitation d'une migration et d'une mobilité des personnes qui soient sûres, ordonnées, régulières et responsables, plaçant ainsi les politiques migratoires et les inégalités au centre des discussions mondiales.

La migration est au cœur des mécanismes qui façonnent les inégalités (Safi, 2020), car les individus migrent souvent lorsqu'ils ne sont pas en mesure de satisfaire leurs aspirations dans leur région ou leur pays d'origine (Cirillo *et al.*, 2022). Cependant, la relation entre migration et inégalités est complexe dans la mesure où les inégalités constituent à la fois une cause et une conséquence de la migration humaine (Banque mondiale, 2023). La migration a le potentiel de réduire les inégalités, d'en créer de nouvelles ou d'exacerber les inégalités existantes, en fonction de la nature et du contexte de la migration.

Migration et inégalités sont liées à travers le processus de développement (Zelinsky, 1971 ; Sjaastad, 1962 ; Dao *et al.*, 2018). La migration est une partie intégrante de la transformation structurelle qui implique le déplacement de travailleurs entre les secteurs d'une économie donnée (par exemple, des secteurs ruraux vers les secteurs urbains). Au cours de ce processus, la migration commence par augmenter, puis elle diminue à mesure qu'un pays connaît un développement économique. Les études portant sur la migration et les inégalités de revenus révèlent que les inégalités sont faibles aux premiers stades de la migration, mais qu'elles augmentent au fur et à mesure que la migration croît jusqu'à atteindre un seuil où il n'y a plus d'augmentation des inégalités avec l'accroissement de la migration (Clemens, 2014).

La plupart des études sur la migration et les inégalités se concentrent sur les migrations internationales, notamment celles qui existent entre les États-Unis et le Mexique, ou les flux migratoires entre les pays du Nord et ceux du Sud. Il existe peu de recherches analysant les implications des migrations intracontinentales en termes de bien-être et d'effet redistributif en Afrique. Il est pourtant crucial de comprendre les causes et les conséquences de la migration intracontinentale dans le contexte de l'Afrique, où plus de 85 % de la migration se produit à l'intérieur du continent (OCDE et AFD, 2019 ; Williams, 2024).

Ce chapitre vise à examiner la migration en Afrique subsaharienne à travers le spectre des inégalités et il explore la manière dont la migration façonne les moyens de subsistance, mais aussi les différents aspects des inégalités qui façonnent la migration tels que les inégalités spatiales, les inégalités de revenus et l'inégalité des chances. La première partie donne un aperçu des tendances migratoires en Afrique subsaharienne, en examinant à la fois la mobilité intérieure et la mobilité internationale. La deuxième partie se penche sur le détail des liens qui existent entre migration et inégalités, en se concentrant sur la façon dont les inégalités peuvent être un facteur de migration, mais aussi sur la façon dont les tendances de migration internationale influencent les inégalités, en mettant l'accent sur les envois de fonds et les marchés du travail en tant que canaux par lesquels la migration peut avoir un impact sur les inégalités à l'intérieur des pays. Enfin, la troisième partie explore les nouveaux horizons de la question de la migration, tels que les normes et les institutions, ainsi que le changement climatique.

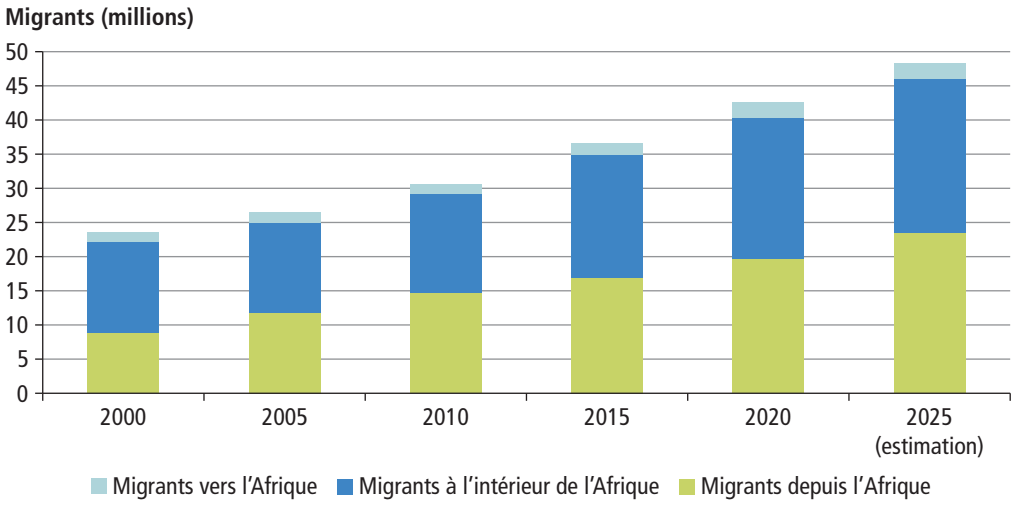
Tendances migratoires en Afrique subsaharienne

Dans les pays en développement d'Afrique subsaharienne et d'ailleurs, où une grande partie de la population habite dans des zones rurales, les flux migratoires internes des zones rurales vers les zones urbaines sont importants (Brueckner et Lall, 2015). La migration intérieure, en particulier dans les zones rurales, reste cependant beaucoup moins étudiée en raison d'un manque de données harmonisées. Selon Selod et Shilpi (2021), l'ampleur des migrations intérieures demeure dès lors largement sous-estimée. Malgré le problème de données, Cattaneo et Robinson (2019) montrent que les migrations d'une zone rurale à une autre zone rurale constituent les tendances migratoires les plus répandues en Afrique subsaharienne, en particulier dans les pays à faible revenu, tandis que pour les pays qui ont subi un certain degré de transformation structurelle, la migration d'une zone rurale à une zone urbaine devient prédominante. Ces derniers constatent également l'existence d'une migration progressive relativement importante, avec plus d'un tiers des personnes s'étant déplacés une première fois qui se déplacent une seconde fois, voire plus.

En Afrique, l'intensité des migrations intérieures (les taux de migration) sont très hétérogènes. Bell *et al.* (2015) proposent des estimations de l'intensité de la migration permanente au cours de la décennie 2000-2010. Ils constatent des intensités migratoires élevées dans certaines parties d'Afrique de l'Ouest et de l'Est (Sénégal, Cameroun, Guinée, Tanzanie et Kenya) et d'Afrique australe (Afrique du Sud et Zambie), mais des intensités migratoires faibles dans le reste du continent.

L'exode rurale peut conduire à une migration internationale, car les migrants urbains peuvent migrer à l'étranger où ils gagnent davantage et découvrent de nouvelles possibilités d'emploi (Williams 2024). En Afrique subsaharienne, la majeure partie des migrations internationales ont lieu à l'intérieur de la région (Figure 7.1). Les tendances migratoires sont plus intenses dans des couloirs de migration tels que ceux qui vont du Burkina Faso à la Côte d'Ivoire ou aux pôles économiques régionaux tels que le Nigeria ou l'Afrique du Sud (Banque mondiale, 2023). En outre, les récents conflits au Soudan, en Éthiopie et dans d'autres pays ont entraîné une augmentation de l'émigration vers les pays voisins. D'importants mouvements de réfugiés proviennent du Soudan du Sud, de la République démocratique du Congo, du Soudan, de la Somalie et de la République centrafricaine.

Figure 7.1 **Chiffres clés sur la migration en Afrique**



Source : Williams 2024 ; les données proviennent du Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies. Figure utilisée avec l'autorisation de l'Africa Center, Washington, DC. Une autorisation supplémentaire est requise pour toute réutilisation ultérieure.

L'émigration vers d'autres pays en dehors de l'Afrique est principalement tournée vers le Moyen-Orient et l'Europe, bien que les Africains ne représentent respectivement que 6,6 % et 8,2 % de l'ensemble des migrants dans ces régions (Banque mondiale, 2023). Les flux migratoires récents dans la région concernent principalement des migrants du Sénégal vers les îles Canaries et l'Espagne en raison des troubles sociaux au Sénégal (Ratha *et al.* 2023). Ratha *et al.* (2023) soulignent également une augmentation des migrants de Guinée, de Côte d'Ivoire, du Burkina Faso, du Mali et du Cameroun vers l'Italie, où ils représentaient 40 % des arrivées en 2023, contre environ 5 % au cours de la même période en 2022.

Une combinaison de divers facteurs a été proposée comme principaux vecteurs des migrations intérieures et internationales en Afrique subsaharienne. Les facteurs clés parmi ceux-ci sont la disparité spatiale des revenus et les inégalités dans d'autres domaines du développement. En outre, les chocs climatiques et les conflits violents, notamment au Moyen-Orient et en Afrique subsaharienne, sont considérés comme des facteurs clés entraînant la migration.

Lien entre migration et inégalités

Les inégalités jouent un rôle important en tant que vecteur de migration, déterminant à la fois le type de migration et le choix de ceux qui migrent (McKenzie, 2018). Cependant, la relation entre les inégalités dans le pays ou la région d'origine et la migration n'est pas aussi simple, car les inégalités peuvent avoir un effet sur la migration de plusieurs manières opposées. La migration est motivée par l'accès aux opportunités, qui déterminent qui migre où. C'est sur cet écart d'opportunités que les inégalités peuvent influer sur les migrations. Dans cette partie, nous examinons les données suggérant que l'inégalité est un facteur déterminant de la mobilité intranationale et internationale.

Les inégalités comme vecteur de migration

Plusieurs études ont mis l'accent sur le rôle des écarts de revenus sur le marché du travail entre les zones urbaines et les zones rurales en tant que principal facteur de la migration interne. Pour expliquer l'exode rurale, le modèle de Lewis (1954), ainsi que le modèle de Harris et Todaro (1970) présentent la migration comme une réponse aux incitations économiques qui se présentent sous la forme de perspectives de revenus plus élevés dans les zones urbaines. La théorie néoclassique des migrations (Harris et Todaro, 1970) suggère que les individus migrent des régions où les salaires sont faibles vers celles où les salaires sont plus élevés après une analyse des coûts-bénéfices. Selon cette théorie, lorsque les inégalités salariales diminuent au sein d'un pays, les niveaux de migration y diminuent également.

Un certain nombre d'études empiriques ont montré que le développement économique est souvent associé à des modèles de développement spatial inégaux au sein d'un pays, entraînant des disparités de revenus et de salaires entre les zones urbaines et rurales. Cela crée une relation inverse entre la migration et le développement, où un développement accru accentue les écarts de salaires entre les zones urbaines et rurales et favorise une migration accrue entre ces zones (Banque mondiale, 2023). Selon la Banque mondiale (2023), l'écart salarial entre les zones rurales et urbaines représente 40 % de l'inégalité moyenne d'un pays. Une personne sur quatre ou cinq ayant grandi dans une zone rurale s'installe dans une zone urbaine en arrivant à l'âge adulte, où elle gagne des revenus beaucoup plus élevés que ceux des résidents ruraux permanents non immigrés (Young, 2013).

Les différences entre les équipements ruraux et urbains peuvent également être un vecteur de l'exode rural (Selod et Shilpi, 2021). Il peut s'agir de l'accès à l'électricité, à des routes goudronnées, à des opportunités sociales et éducatives. L'insécurité alimentaire est également

un facteur déterminant des intentions et des préparatifs de migration (Smith et Floro, 2020 ; Sadiddin *et al.*, 2019). En Afrique subsaharienne, les jeunes, qui sont confrontés à des taux de chômage plus élevés que les autres tranches d'âge (chapitre 4), perçoivent souvent la migration comme leur seule opportunité de mobilité sociale (David et Nilsson, 2021).

Un nombre croissant d'études mettent en évidence d'autres facteurs de migration interne que les différences de résultats sur le marché du travail entre les zones de destination et d'origine. Fondée sur les observations de l'exode rurale en Afrique, la théorie des systèmes migratoires (Mabogunje, 1970) soutient que l'environnement au sens large influence les décisions individuelles des migrants. Les facteurs environnementaux qui influencent la décision de migrer comprennent le système de protection sociale, y compris l'éducation et la santé, les salaires, les prix, les niveaux de développement industriel et technologique (Muyonga, Odipo et Agwanda, 2020).

Un autre mécanisme proposé par Lipton (1980) souligne que l'inégalité au sein des zones d'origine augmente les taux de migration, ainsi, les individus qui vivent dans des zones inégales ont tendance à migrer. Par conséquent, les envois de fonds des migrants les plus riches ont un impact négatif sur la distribution des revenus ruraux, exacerbant l'inégalité de revenus entre les ménages migrants et non migrants. Avec le temps, l'impact sur les inégalités au sein des ménages dans les régions d'origine se neutralise à mesure que la migration augmente entre les zones rurales et urbaines.

Si l'on considère les migrations internationales, une combinaison de facteurs, notamment les inégalités en matière de perspectives de revenus et de bien-être, peuvent être les principaux facteurs des migrations internationales depuis l'Afrique. La littérature s'est longtemps penchée sur le lien entre migration et développement, s'éloignant progressivement des fondements théoriques proposés par Sjaastad (1962) selon lesquels la migration est le résultat d'un écart de salaire, pour adopter une vision plus globale qui inclut la géographie, la culture, les asymétries d'information et les politiques publiques (Dao *et al.*, 2018).

Selon le premier point de vue, les disparités mondiales entre les pays développés et les pays en développement seraient importantes (McKenzie, 2018). La migration internationale peut donc survenir en réponse à ces disparités mondiales de revenus et de bien-être entre les pays, motivée par la perspective de salaires plus élevés et d'un accès à de meilleurs services (Banque mondiale, 2023).

L'idée que la mobilité de la main-d'œuvre est façonnée par les écarts, réels ou escomptés, de salaires et de productivité remonte au modèle de développement d'une économie duale de Lewis (Lewis, 1954) et au modèle de migration du milieu rural au milieu urbain de Harris et Todaro (1970). Ces dynamiques existent également au-delà des frontières nationales. Özden, Packard et Wagner (2017) montrent comment les flux migratoires internationaux réagissent aux écarts de salaires entre les pays, ainsi qu'aux caractéristiques géographiques telles que les distances et la taille des pays.

La littérature a largement documenté la manière dont les avantages économiques de la migration se manifestent à travers des augmentations de salaires pour les migrants (Clemens, Montenegro et Pritchett, 2019 ; McKenzie, Stillman et Gibson, 2010 ; Özden, Packard et Wagner, 2017). Plus de 80 % des migrants partent à la recherche de meilleures opportunités dans le pays de destination, principalement motivés par la possibilité d'obtenir des salaires plus élevés et d'accéder à de meilleurs services (Banque mondiale, 2018 et 2023).

La vision globale est importante, d'autant plus que Milanovic (2015) montre qu'à l'échelle mondiale, plus de la moitié de la variabilité des revenus s'explique par le pays de résidence et les circonstances données à la naissance. Cela implique que, pour la distribution mondiale des revenus, la migration est un facteur clé dans l'amélioration de la situation d'une personne. Ceci coïncide également avec l'observation précoce de Galbraith (1979) selon laquelle la migration a été la plus ancienne action de lutte contre la pauvreté de l'histoire. Ces théories de la migration sur la maximisation des revenus laisseraient entendre que la migration à partir des pays les plus pauvres est élevée (Sjaastad, 1962). Cependant, cette prédiction ne s'applique pas dans les faits car la plupart des migrants ne font pas partie des plus pauvres dans leur pays d'origine et proviennent en grande partie de pays à revenu intermédiaire, qui détiennent la plus grande part d'émigrants, ce qui pousse ainsi à adopter une vision plus globale du lien entre migration et développement (Banque mondiale, 2023).

Dao *et al.* (2018) montrent qu'il existe une relation en forme de U inversé entre la migration et le développement, ce qui signifie que l'émigration augmente d'abord puis diminue à mesure qu'un pays atteint un certain développement économique. Leurs résultats suggèrent qu'à court terme, une hausse des revenus entraîne de faibles effets sur les taux d'émigration moyen de personnes peu qualifiées car les contraintes financières empêchent les travailleurs peu qualifiés de réaliser leurs aspirations migratoires. Sur le long terme, une hausse des revenus peut réduire les contraintes financières et augmenter la proportion de diplômés de l'enseignement supérieur parmi les émigrants ainsi que le taux d'émigration moyen. L'une des raisons pour lesquelles les taux de migration commencent à baisser à un certain niveau de richesse ou de revenus est que le coût d'opportunité de la migration augmente avec les perspectives de revenus dans le pays d'origine, ainsi qu'avec la présence de risques liés à la migration et d'informations incomplètes sur les opportunités à l'étranger (McKenzie, 2018). L'augmentation des revenus n'étant toutefois pas uniformément répartie, elle peut s'accompagner d'une augmentation des inégalités.

Clemens (2014) suggère que les inégalités de revenus au sein d'un pays ont tendance à être plus prononcées au cours des premières phases de développement qui sont marquées par une hausse des inégalités et donc par une augmentation du nombre de personnes relativement démunies. Au cours de cette période, les individus les moins bien lotis se sentent relativement démunis, ce qui les incite à migrer pour améliorer leur situation par rapport aux autres ménages (Dao *et al.*, 2018). Les inégalités peuvent donc avoir un impact sur la migration à travers le prisme des aspirations. Cela permettrait de prédire que l'émigration est positivement associée aux inégalités dans le pays d'origine. Toutefois, pour les personnes touchant de faibles revenus, les inégalités ont un effet limité sur la migration en raison des contraintes financières qui empêchent les individus pauvres de surmonter les coûts de la migration (McKenzie, 2018).

McKenzie (2018) identifie deux effets des inégalités sur le taux de migration. Premièrement, un effet mécanique, à travers lequel des inégalités plus élevées pour un revenu donné se traduisent par un plus grand nombre de personnes démunies, ce qui peut faire baisser les taux de migration si les personnes démunies n'ont pas les moyens de migrer. Deuxièmement, un effet indirect à travers lequel les inégalités reflètent des rendements de compétences inégaux. Ainsi, dans les pays plus inégalitaires où le rendement des compétences est plus élevé, les taux de migration seront plus faibles pour les personnes aisées et qualifiées, et relativement plus élevés pour les personnes pauvres et moyennement aisées, si elles peuvent se permettre d'émigrer.

La pauvreté et les seuils de revenus critiques pour garantir l'émigration sont donc des facteurs déterminants de l'impact des inégalités sur la migration. Les taux d'émigration sont encore plus faibles dans les régions où la population est la plus pauvre. En Afrique subsaharienne, les émigrants ne représentent que 2,5 % de la population (Banque mondiale, 2023). Wouterse (2010) montre que la migration intercontinentale à partir du Burkina Faso est plus répandue parmi les ménages possédant le plus de terres ; alors que la migration intracontinentale est moins biaisée en faveur des riches. Dao *et al.* (2018) constatent que les faibles taux de migration pour les pays à faibles niveaux de revenu par habitant peuvent être attribués à deux facteurs.

Premièrement, les pays à faibles revenus ont des niveaux beaucoup plus bas de main-d'œuvre instruite, et les personnes moins instruites sont moins susceptibles de vouloir émigrer que les personnes plus instruites (Docquier, Peri et Ruyssen, 2014 ; Kerr *et al.,* 2017). En effet, la migration en provenance des pays à faibles revenus se caractérise par une proportion nettement plus élevée de travailleurs hautement qualifiés, à travers ce que l'on appelle « la fuite des cerveaux ».

Deuxièmement, les pays à faible revenu ont des réseaux migratoires plus restreints que les pays légèrement plus riches, et la probabilité de migrer augmente avec la taille du réseau. Dès lors, les individus pauvres sont susceptibles de migrer lorsque les coûts de migration sont faibles, qu'il existe des réseaux et que les politiques leur permettent de le faire (Dao *et al.*, 2018 ; McKenzie, 2024).

Toutes ces conclusions et modèles proposés reposent sur l'hypothèse que la migration est volontaire. Or, 20 % des 184 millions de migrants dans le monde sont des réfugiés, un chiffre qui monte à 34 % pour les pays à faible ou moyen revenu (Banque mondiale, 2023). Dans cette perspective de migration forcée, la conceptualisation des liens entre migration et inégalités économiques est plus difficile. Le déplacement forcé entraîne une perte d'actifs, mais aussi une perte de capital humain et de réseaux, ce qui accroît la vulnérabilité des individus et les enferme dans des cycles de pauvreté (Banque mondiale, 2018). Étant donné que les déplacements forcés concernent souvent les personnes les plus vulnérables, on peut en déduire qu'ils peuvent potentiellement accroître les inégalités au niveau mondial ou, s'ils se produisent à l'intérieur des frontières nationales, qu'ils peuvent accroître les inégalités au niveau mondial.

Mais est-il préférable d'envisager les inégalités entre les réfugiés et les populations d'accueil, même si le contexte est extrêmement différent, ou faut-il plutôt envisager les inégalités entre ceux qui sont partis et ceux qui sont restés ? Des recherches menées en dehors de l'Afrique

ont montré que l'arrivée de réfugiés avait un impact négatif sur les personnes peu qualifiées et à bas salaires, mais que cet impact pouvait être compensé par une redistribution fiscale, dans la mesure où les recettes fiscales et les bénéfices par personne augmentaient (Banque mondiale, 2023). Dans une étude de l'impact des réfugiés sur les communautés d'accueil en Afrique, Ruiz et Vargas-Silva (2018) ont observé des effets mitigées en ce qui concerne le bien-être, car souvent les résultats du marché du travail diminuent en raison d'un concurrence accrue , tandis que le patrimoine des ménages peut augmenter en raison de la prestation de certains services publics ou du décaissement de l'aide internationale.

Comment la migration façonne les inégalités : les modes de transmission

Un grand nombre d'études ont examiné les effets de causalité de la migration sur la pauvreté et les inégalités. Si l'effet macroéconomique de la migration reste ambigu au niveau macro, les effets sont beaucoup plus importants au niveau microéconomique pour les individus et les ménages qui entament une migration. La plupart des études constatent d'importantes augmentations de revenus pour les personnes qui migrent volontairement des pays en développement vers des pays développés, ce qui a pour effet de réduire la pauvreté et les inégalités au niveau mondial (McKenzie, 2018). Cependant, les preuves de ces effets sur les pays d'origine sont mitigées car ils dépendent des personnes qui migrent. Tandis que les inégalités au sein d'un pays donné peuvent augmenter dans un premier temps si les politiques de sélection des compétences et les contraintes de liquidité empêchent les individus pauvres de bénéficier de la migration, la pauvreté diminue davantage lorsque les réseaux sont importants ou quand les politiques migratoires offrent davantage d'options de migration aux travailleurs non qualifiés. Ebeke et Le Goff (2009) soulignent que l'impact de la migration sur les inégalités dépend du coût de la migration, du niveau de développement et du capital humain des communautés d'origine.

La migration peut avoir des effets directs et indirects sur les inégalités (Muyonga, Odipo, et Agwanda, 2020). L'effet direct se produit par le biais des envois de fonds aux ménages migrants qui modifient alors la structure de leurs dépenses, et l'effet indirect peut se produire par le biais de l'évolution du marché du travail au sein des communautés d'origine à la suite de ces nouvelles distributions des dépenses et des investissements, ainsi que dans les communautés d'accueil.

Le rôle des envois de fonds

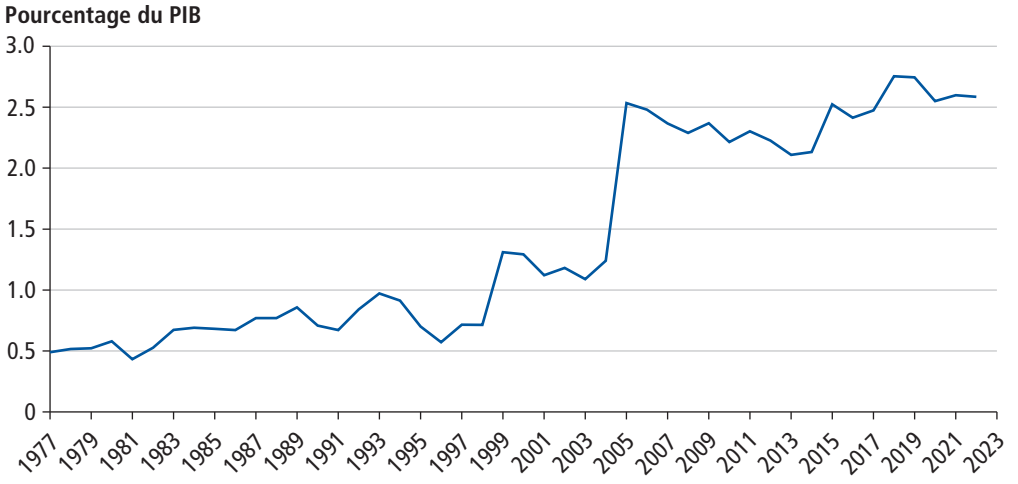
Les envois de fonds sont l'effet le plus visible de la migration sur les pays d'origine. Cependant, l'un des dilemmes découlant de la recherche sur l'impact de la migration sur les inégalités est que les envois de fonds ont augmenté de manière significative au cours des trois dernières décennies sans avoir d'impact visible sur la croissance économique ou la pauvreté dans les pays d'où proviennent le plus de migrants et qui reçoivent le plus d'envois de fonds (McKenzie, 2018). Clemens et McKenzie (2018) soulignent toutefois le manque de fiabilité de cette relation, car la croissance des envois de fonds reflète des changements de mesure, plutôt qu'une véritable croissance de ces envois. Ensuite, étant donné que de nombreux facteurs déterminent également la croissance et la pauvreté au niveau macroéconomique, une régression n'aurait

pas suffisamment de puissance pour détecter ce changement. Cela semble suggérer qu'une estimation fiable de l'impact de la migration internationale sur la croissance (ou la pauvreté) au niveau macroéconomique n'est actuellement pas possible.

Les envois de fonds vers les pays à revenu faible et intermédiaire ont augmenté au cours des deux dernières décennies (Banque mondiale, 2023). Ils représentent une part importante et croissante des flux de financement externe vers ces pays. En Afrique subsaharienne, les envois de fonds n'ont cessé de croître (Figure 7.2) et sont considérés comme une source fiable de soutien. Ils devraient augmenter de 3,7 % en 2024 (Ratha, Plaza, *et al.*, 2023).

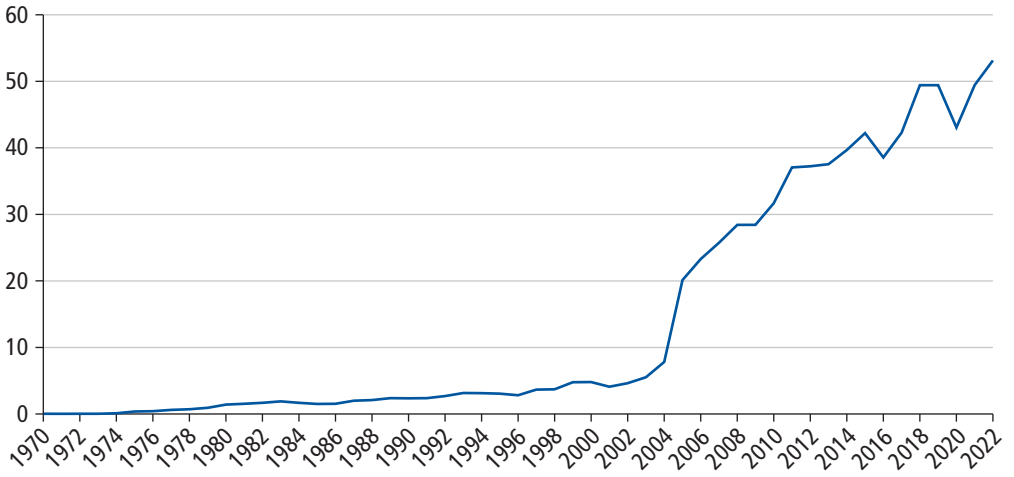
Les flux d'envois de fonds vers l'Afrique subsaharienne devraient avoir augmenté d'environ 1,9 % en 2023, grâce à leur croissance au Mozambique (48,5 %), au Rwanda (16,8 %) et en Éthiopie (16 %). Le Nigéria est le plus grand pays bénéficiaire de transferts de fonds en Afrique subsaharienne. En Gambie, les envois de fonds représentaient 28 % du PIB en 2022 (Banque mondiale, 2023), ce qui constitue la part la plus importante des envois de fonds en pourcentage du PIB, suivie par le Lesotho, les Comores, le Cabo Verde et le Zimbabwe (Ratha, Chandra, *et al.*, 2023). Les flux d'envois de fonds intracontinentaux constituent également un élément important de cette situation. Le Kenya a connu une forte augmentation des envois de fonds en raison du doublement des envois de fonds de l'Ouganda et de la Zambie, et d'une augmentation des envois de fonds de la Côte d'Ivoire et du Nigéria en 2023 (Ratha, Chandra, *et al.*, 2023).

Figure 7.2 Envois de fonds reçus de particuliers[1] (en milliard de dollars actuels) en Afrique subsaharienne



Source : Élaboré par les auteurs à partir de données issues des indicateurs du développement dans le monde (World Development Indicators, WDI) de la Banque mondiale.
Note : PIB = produit intérieur brut.

Figure 7.3 Envois de fonds reçus de particuliers (en milliard de dollars actuels) en Afrique subsaharienne



Source : Élaboré par les auteurs à partir de données issues des indicateurs du développement dans le monde (World Development Indicators, WDI) de la Banque mondiale.
Note : Les envois de fonds de particuliers comprennent les transferts personnels de rémunération des salariés. Les transferts de particuliers comprennent tous les transferts courants en espèces ou en nature effectués ou reçus par les ménages résidents à destination ou en provenance de ménages non-résidents. Les transferts de particuliers incluent donc tous les transferts courants entre individus résidents et non-résidents. La rémunération des salariés correspond aux revenus des travailleurs transfrontaliers, saisonniers et autres travailleurs à court terme qui sont employés dans une économie où ils ne sont pas résidents et des résidents employés par des entités non-résidentes. Les données rassemblent la somme de deux éléments définis dans la sixième édition du *Manuel de la balance des paiements* du FMI : les transferts de particuliers et la rémunération des salariés. Les données sont exprimées en dollars américains courants.

Au niveau macroéconomique, les transferts de fonds peuvent constituer une source stable de devises étrangères pour le pays, ce qui peut soutenir la stabilité macroéconomique et augmenter les réserves de devises étrangères disponibles pour payer la dette extérieure (Banque mondiale, 2023). Les envois de fonds ont également tendance à être plus résistants que d'autres entrées de capitaux, même en période de crise. Ils sont restés stables pendant la crise financière mondiale de 2008-2010 et pendant la pandémie de COVID-19. Cependant, les données restent mitigées en ce qui concerne leur impact sur la croissance économique (Clemens et McKenzie, 2018).

Au niveau microéconomique, les transferts de fonds que les migrants peuvent envoyer à leur famille constituent l'une des principales motivations de l'émigration en raison de leur impact sur la réduction de la pauvreté. Dans certains pays, les transferts de fonds favorisent la mobilité économique et sociale des pauvres, comme au Maroc (de Haas, 2009). En augmentant le revenu des ménages, les transferts de fonds peuvent servir de lien vital pour certains ménages et faire office de garantie (Bossavie et Özden, 2023).

Les transferts de fonds peuvent également accroître la consommation et la sécurité alimentaire. En Éthiopie, les ménages agricoles qui reçoivent des transferts de fonds sont moins préoccupés par l'insécurité alimentaire et courent moins de risques de malnutrition (Abadi *et al.*, 2018). Les envois de fonds permettent aux ménages d'investir davantage dans le capital humain en ce qui concerne l'éducation et les soins de santé. Par exemple, la migration du Malawi vers l'Afrique du Sud a augmenté le niveau d'éducation des enfants dans les zones rurales (Dinkelman et Mariotti, 2016). Les envois de fonds peuvent également alléger les contraintes financières, ce qui peut favoriser l'entrepreneuriat. Au Maroc, en Tunisie et au Sahel, les ménages sont plus susceptibles de se lancer dans l'agriculture commerciale lorsqu'ils reçoivent des transferts de fonds (Konseiga, 2004). Au Nigéria, les investissements dans les produits agrochimiques et les équipements agricoles modernes sont plus importants pour les ménages qui reçoivent des transferts de fonds, ce qui augmente leurs rendements (Iheke, 2014).

Enfin, les transferts de fonds peuvent avoir un impact général sur la réduction de la pauvreté, même pour les ménages qui n'en reçoivent pas. L'augmentation de la consommation des ménages qui reçoivent des fonds peut stimuler l'activité économique locale et créer des emplois locaux, augmentant ainsi les revenus des autres ménages et réduisant les inégalités (Banque mondiale, 2023).

Cette dynamique est néanmoins plus complexe. L'effet des envois de fonds sur les inégalités dépend des ménages qui les reçoivent et du montant qu'ils reçoivent (Koczan *et al.*, 2021). Si les familles qui les reçoivent sont défavorisés et ont de faibles revenus, ces envois de fonds peuvent réduire les inégalités. En revanche, si les ménages bénéficiaires font partie des plus riches, les envois de fonds peuvent accroître les inégalités. En outre, si l'on augmente le revenu des ménages qui reçoivent des fonds, cela peut créer de nouvelles inégalités entre eux et ceux qui n'en reçoivent pas au sein d'une même communauté (Banque mondiale, 2023).

De plus, l'efficacité des augmentations du revenu et de la consommation pour réduire la pauvreté et leur impact sur les inégalités dépendent également de la participation des plus démunis à la migration et des tendances migratoires des plus riches. Étant donné que les ménages plus riches peuvent plus facilement se permettre de migrer et donc obtenir des transferts de fonds plus importants, ces derniers peuvent initialement accroître les inégalités. Elle peut cependant diminuer avec le temps, à mesure que les coûts de migration diminuent grâce aux réseaux de migrants, permettant ainsi aux ménages les plus pauvres d'en bénéficier également (Banque mondiale, 2023 ; Koczan *et al.*, 2021). Margolis *et al.* (2015) soulignent que, en Algérie, les effets de réduction des inégalités sont plus importants dans les régions algériennes qui comptent davantage de migrants et de ménages recevant des transferts d'argent.

L'impact des transferts de fonds sur les inégalités peut également dépendre considérablement des coûts d'envoi et de réception. Ces coûts sont élevés, en particulier pour l'Afrique subsaharienne qui reste la région où ils sont les plus élevés (Ratha, Chandra, *et al.*, 2023). Les coûts varient dans la région, les axes les plus coûteux étant intracontinentaux, comme entre la Tanzanie et l'Ouganda ou entre l'Afrique du Sud et l'Angola, par opposition aux envois de fonds de la France vers la Côte d'Ivoire ou des États-Unis vers l'Éthiopie. En étudiant le rôle

du développement du secteur financier dans la manière dont les transferts de fonds affectent les inégalités dans 42 pays africains, Ofori *et al.* (2022) constatent que les transferts de fonds augmentent les inégalités de revenus en Afrique en raison de l'inefficacité des institutions financières africaines. Ils affirment qu'en présence d'un secteur financier bien développé en termes d'accès, d'ampleur et de rendement, les transferts de fonds peuvent être alloués de manière efficace et à moindre coût, contribuant ainsi à une meilleure répartition des revenus.

L'impact des transferts de fonds en Afrique dépend également des destinations choisies par les migrants. Il est nécessaire de faire une distinction entre la migration intercontinentale vers l'Europe et la migration intérieure au sein du continent africain. Wouterse (2010) constate que les transferts de fonds provenant de la migration intercontinentale contribuent à accroître les inégalités de revenus à l'échelle des villages au Burkina Faso contrairement aux transferts intracontinentaux. Compte tenu des coûts et des risques plus élevés, la migration vers des destinations intercontinentales concerne d'abord les ménages les plus riches, comme nous l'avons vu plus haut. Les transferts de fonds de ces ménages profitent donc aux ménages déjà riches et augmenteront les inégalités de revenus.

Au Ghana, Adams, Cuecuecha et Page (2008) ont constaté que les envois de fonds internationaux augmentent davantage les inégalités de revenus que les envois de fonds nationaux. Cela reflète les défis auxquels sont confrontés les ménages les plus pauvres pour surmonter les coûts de la migration intercontinentale. Lorsque les plus démunis parviennent toutefois à participer à la migration, l'impact sur la réduction de la pauvreté et des inégalités dans les régions d'origine peut être considérable. Au Nigéria, Olowa *et al.* (2013) ont constaté que les transferts de fonds intérieurs et internationaux réduisaient la pauvreté et les inégalités dans les ménages ruraux. Anyanwu (2011) utilise des données issues de la période 1960-2006 pour les pays africains et constate que les envois de fonds ont des impacts différents sur les inégalités de revenus entre l'Afrique du Nord, où ils alimentent une plus grande inégalité, et l'Afrique subsaharienne, où ils génèrent une situation inverse. Gubert, Lassourd et Mesplé-Somps (2010) ont découvert que les envois de fonds réduisaient à la fois la pauvreté et les ingéalités au Mali. Ils estiment que plus de personnes seraient pauvres s'il n'y avait pas de transferts de fonds.

Malgré un impact positif sur la pauvreté et les conditions de vie des ménages, l'effet des transferts de fonds sur l'inégalité reste dès lors ambigu et dépend largement des caractéristiques des migrants, de la destination des migrants et des coûts de la migration. Il peut également dépendre de la mesure dans laquelle les envois de fonds compensent la perte de main-d'œuvre après le départ à l'étranger d'un membre de la famille, ce qui souligne la nécessité d'examiner l'impact du marché du travail.

Le rôle du marché du travail

Pays d'origine

La migration peut façonner les inégalités dans les pays d'origine par son impact sur les marchés du travail. L'émigration d'un grand nombre de travailleurs peut réduire la taille de la population active ce qui peut à son tour réduire le risque de chômage et de sous-emploi (Koczan *et al.*, 2021). Cependant, elle peut également réduire la demande, le capital humain ainsi que l'entrepreneuriat et être le signe d'un phénomène où les individus les plus productifs d'une communauté disparaissent (Banque mondiale, 2023).

La fuite des cerveaux est l'émigration de personnes hautement qualifiées et très productives et peut être une source importante d'effets négatifs sur les inégalités dans les pays d'origine (Koczan *et al.*, 2021). Les personnes très éduquées sont plus susceptibles de migrer que les personnes moins éduquées. En Afrique subsaharienne, les personnes ayant fait des études supérieures sont 30 fois plus susceptibles d'émigrer que celles qui sont moins instruites (Kerr *et al.*, 2017). En 2018, près de 25 % des docteurs formés en Afrique subsaharienne travaillaient dans des pays de l'OCDE (Socha-Dietrich et Dumont, 2021).

Si les pays de destination bénéficient de cette immigration hautement qualifiée en provenance des pays à faible revenu, elle peut causer des dommages aux pays d'origine à bien des égards. Tout d'abord, elle entraîne une pénurie de main-d'œuvre hautement qualifiée, réduisant ainsi la productivité et entravant le développement, quand les coûts liés à la perte d'un travailleur hautement qualifié dépassent les bénéfices des envois de fonds (Koczan *et al.*, 2021 ; Banque mondiale, 2023). En outre, elle aggrave la pénurie de travailleurs qualifiés qui fournissent des services essentiels tels que les soins de santé. Ils peuvent par ailleurs avoir un impact négatif sur la qualité des institutions dans les pays d'origine, car les travailleurs hautement qualifiés constituent souvent une force politique qui exige des améliorations dans le domaine des affaires et un meilleur contrôle de la corruption (Koczan *et al.*, 2021). Enfin, elle peut accroître les inégalités de salaires et de revenus.

En utilisant un panel de 110 pays en développement sur la période 1980-2010, Uprety (2020) constate que la migration de travailleurs hautement qualifiés augmente les inégalités de revenus, tandis que la migration de travailleurs peu qualifiés semble n'avoir aucun effet sur les inégalités. Une augmentation de 10 % de la migration hautement qualifiée est associée à une augmentation de 5 % des inégalités de revenus. Cela serait dû à une diminution de l'offre de main-d'œuvre qualifiée, qui augmente leurs revenus, ainsi qu'à une augmentation de l'offre relative de main-d'œuvre peu qualifiée, qui exerce une pression à la baisse sur leurs revenus.

De plus, si nous considérons que la main-d'œuvre très qualifiée et la main-d'œuvre peu qualifiée sont complémentaires, la demande de travailleurs peu qualifiés diminue avec l'émigration des travailleurs qualifiés, ce qui fait encore baisser le taux des salaires. Toutefois, ces résultats ne sont significatifs qu'à court terme et disparaissent sur le long terme. Sur le long terme, le marché du travail peut réagir en augmentant la demande de main-d'œuvre peu qualifiée ou en augmentant les investissements dans l'éducation et la formation professionnelle, amplifiant

ainsi l'offre de personnes éduquées et compensant l'émigration des personnes peu qualifiées. Mais ces réponses sont des ajustements à très long terme. Les ajustements à plus court terme consistent à compenser la fuite des cerveaux par l'immigration d'une main-d'œuvre qualifiée venant d'ailleurs.

Les impacts de la migration sur les inégalités dans les pays d'origine peuvent également être constatés par le biais des migrations de retour, qui ont généralement un impact sur les marchés à travers une augmentation des activités entrepreneuriales, les migrants de retour étant plus susceptibles de s'engager dans le travail indépendant et l'entrepreneuriat (Banque mondiale, 2023 ; David et Nilsson, 2021 ; Bossavie et Özden, 2023). Les migrants de retour hautement qualifiés peuvent également contribuer au développement des industries dans les pays d'origine (Kerr *et al.*, 2017). Cependant, l'impact de la migration de retour dépend fortement des niveaux de compétences des émigrants par rapport à la population en âge de travailler dans le pays d'origine, ainsi que des conditions économiques dans les pays d'origine et de destination (Bossavie et Özden, 2023).

Enfin, grâce aux transferts de connaissance des diasporas, la migration peut contribuer à l'intégration des pays d'origine dans des réseaux mondiaux. La migration peut aussi accroître le commerce international entre les pays d'origine et de destination en reliant les vendeurs et les acheteurs par-delà les frontières (Banque mondiale, 2023 ; Kerr *et al.*, 2017).

Les politiques des pays d'origine peuvent jouer un rôle crucial dans l'impact des migrations sur les inégalités. Elles peuvent contribuer à maximiser les effets positifs de la migration sur les inégalités en facilitant les envois de fonds et les transferts de connaissances, en renforçant les compétences et en atténuant la fuite des cerveaux afin de réduire l'impact de la migration de personnes hautement qualifiées sur les inégalités (Banque mondiale, 2023 ; Uprety, 2020).

Pays de destination

Les conséquences de la migration sur les inégalités sont également influencées par la demande de main-d'œuvre dans le pays de destination. Ces conséquences dépendent des compétences, du genre, de l'âge et des connaissances linguistiques. Si les travailleurs hautement qualifiés bénéficient d'avantages plus importants que les travailleurs peu qualifiés, ces derniers voient également leurs revenus augmenter. Les Nigérians peu qualifiés qui s'installent aux États-Unis peuvent multiplier leurs revenus par 15 (Clemens, Montenegro et Pritchett, 2019).

L'impact de la migration sur les inégalités dépend aussi de la mesure dans laquelle les compétences des migrants correspondent aux besoins des pays de destination. Lorsqu'il y a une adéquation entre les compétences des migrants et les besoins des pays de destination, les migrants peuvent bénéficier d'avantages significatifs tels que des salaires plus élevés et l'accès à de meilleurs services. Ces hausses de revenus sont partagées avec les familles et les communautés des pays d'origine par le biais de transferts de fonds, ce qui implique de meilleures conditions de vie pour de nombreux migrants et leur famille (Clemens, Montenegro et Pritchett, 2019).

Les compétences des migrants peuvent compléter celles des travailleurs nationaux. La présence de travailleurs peu qualifiés peut apporter des compétences complémentaires dans les pays à revenu élevé où les niveaux d'éducation ont augmenté et où la main d'œuvre a vieilli. L'immigration peut dès lors permettre aux employeurs de répondre à leurs besoins en main-d'œuvre peu qualifiée (Banque mondiale, 2023). Par un effet positif sur l'innovation et la productivité, la présence de migrants hautement qualifiés peut en revanche augmenter à long terme les salaires relatifs des travailleurs peu qualifiés et réduire les inégalités (Koczan *et al.*, 2021 ; Altındağ, Bakış et Rozo, 2020).

Les compétences des migrants peuvent compléter celles des travailleurs nationaux. La présence de travailleurs peu qualifiés peut apporter des compétences complémentaires dans les pays à revenu élevé où les niveaux d'éducation ont augmenté et où la main d'œuvre a vieilli. L'immigration peut dès lors permettre aux employeurs de répondre à leurs besoins en main-d'œuvre peu qualifiée (Banque mondiale, 2023). Par un effet positif sur l'innovation et la productivité, la présence de migrants hautement qualifiés peut en revanche augmenter à long terme les salaires relatifs des travailleurs peu qualifiés et réduire les inégalités (Koczan *et al.*, 2021 ; Altındağ, Bakış et Rozo, 2020).

Tout en profitant aux travailleurs complémentaires, la migration peut avoir des effets négatifs pour les travailleurs dont les compétences sont similaires à celles des migrants (Dustmann, Glitz et Frattini, 2008). En termes de gains ou de pertes salariales, différents résultats ont été observés. En Afrique du Sud, l'arrivée de travailleurs migrants a entraîné une baisse des salaires et incité les travailleurs nationaux à se rendre dans des régions où les perspectives d'emploi sont meilleures (Biavaschi *et al.*, 2018). Comme les travailleurs peu qualifiés ont généralement des compétences plus proches de celles des migrants que les travailleurs plus qualifiés, ils ont tendance à être plus souvent affectés de manière négative.

Les bénéfices gagnés par les migrants et leur inclusion dépendent également des réglementations du marché du travail, puisque les droits dont ils disposent en termes d'accès au marché du travail ont également un impact significatif sur leurs résultats sur le marché du travail en termes de salaires, de niveaux d'emploi et de qualité de l'emploi (Slotwinski, Stutzer et Uhlig, 2019). Les migrants sans papiers sont souvent relégués sur le marché du travail informel avec des salaires plus bas et moins d'opportunités, ils sont aussi plus facilement exploités et sous-payés. Ils peuvent également être en concurrence avec d'autres travailleurs informels. Lorsque les migrants ont des papiers, leurs salaires sont proches de ceux des ressortissants nationaux (Banque mondiale, 2023). La reconnaissance des diplômes et des certificats de compétences est également cruciale pour faciliter l'inclusion des migrants.

Enfin, comprendre comment la migration façonne les inégalités est étroitement lié à la question de l'inclusion et de la cohésion sociales dans les pays de destination. Éviter l'émergence d'une population marginalisée bénéficie à la fois aux migrants et aux sociétés de destination. Les enfants de migrants sans-papiers sont confrontés à des difficultés spécifiques et ne peuvent accéder qu'à une éducation de moindre qualité. Ils sont également moins susceptibles d'avoir

accès aux services de santé. Les réseaux de migrants sont importants car ils contribuent à réduire les coûts de la migration grâce aux ressources et à l'information, ce qui rend la migration moins risquée.

La manière dont les migrations façonnent les inégalités s'est donc révélée avoir des effets mitigés si l'on considère les différents canaux de transmission. Si la migration peut présenter certains avantages pour les pays d'origine tels que les envois de fonds, les transferts de connaissances et les effets positifs sur le marché du travail qui contribuent à réduire la pauvreté et les inégalités, elle peut aussi causer des inconvénients lorsque des travailleurs hautement qualifiés émigrent et que certains pays doivent subir les effets de la fuite des cerveaux. Les effets des différents impacts abordés précédemment, dépendent donc fortement du contexte. De Haas (2010) souligne le rôle de facteurs structurels tels que les contextes politiques, institutionnels, économiques, sociaux et culturels dans lesquels les migrations se produisent et qui peuvent expliquer les différences de résultats entre les pays.

Au-delà des inégalités économiques

La migration est un phénomène qui comporte des dimensions culturelles, sociales et anthropologiques, mais elle se présente aussi comme un phénomène dynamique qui réagit rapidement à de nouveaux défis. Dans cette partie, nous nous concentrons sur deux courants importants de la littérature qui façonnent indirectement les liens entre migration et inégalités : les normes et les institutions d'une part, et le changement climatique de l'autre.

Les normes et les institutions

Les normes sociales et les institutions, définies comme les lois formelles et informelles, les normes et les pratiques sociales, jouent un rôle central dans la définition des rôles de genre, et, par conséquent, dans les choix et les parcours migratoires. Elles peuvent agir à la fois comme des incitations et des obstacles à la migration. La discrimination genrée perçue, peut expliquer les intentions migratoires. La migration est un moyen pour les femmes d'échapper à la discrimination, mais les inégalités en matière d'opportunités économiques et politiques empêchent les femmes de migrer réellement (Ruyssen et Salomone, 2018 ; Ferrant *et al.,* 2014).

Dans les faits, les schémas, les choix et les résultats de la migration ne sont pas neutres du point de vue du genre. Le pourcentage de femmes migrantes a augmenté depuis les années 1960 en raison de la possibilité pour les femmes de voyager et de la nature de la demande de main-d'œuvre migrante, comme par exemple le travail domestique (Banque mondiale, 2023). Les femmes sont surreprésentées dans certains groupes de migrants, notamment parmi les réfugiés. En 2022, 62 % des réfugiés adultes éthiopiens présents au Sud-Soudan étaient des femmes (Banque mondiale, 2023).

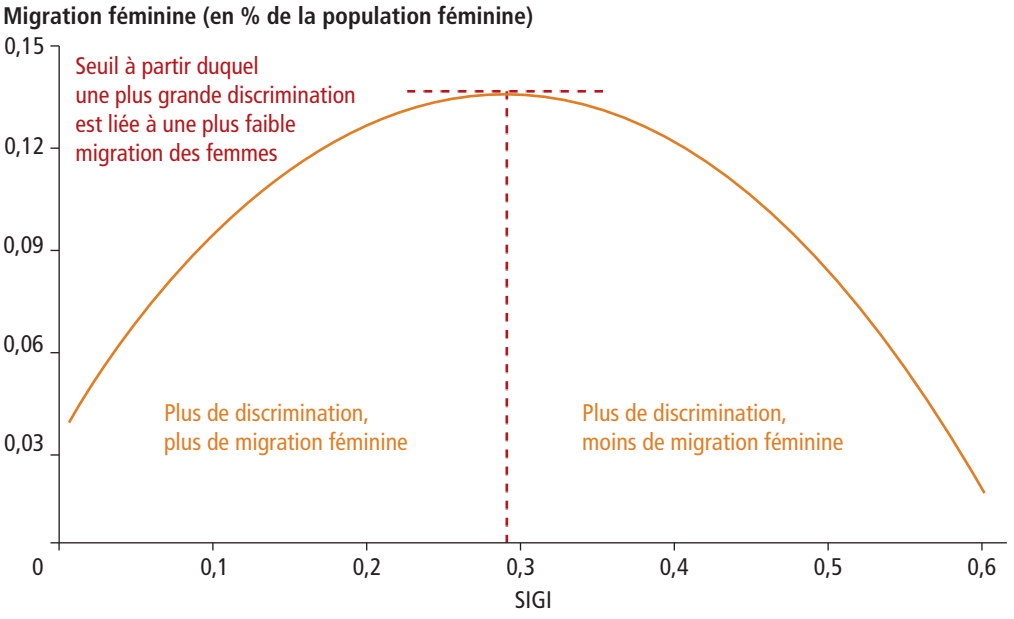
Les normes et les discriminations de genre déterminent les options et les opportunités qui se présentent aux femmes dans le pays d'origine en termes d'éducation et d'emploi. Les inégalités de genre au sein des structures familiales, sociétales et culturelles, accompagnées d'un accès inégal à l'emploi rémunéré et à la vie publique, peut être considérée à la fois comme un obstacle et comme une incitation à l'émigration (Ferrant *et al.*, 2014). Par exemple, si le fait d'être mariée et d'avoir des enfants réduit la probabilité que les femmes émigrent, l'inverse est vrai pour les hommes (Ferrant *et al.*, 2014). Les niveaux d'éducation ont également un impact différent sur la décision de migrer. Les hommes ayant un niveau d'éducation plus élevé sont moins susceptibles de migrer, ce qui n'est pas le cas des femmes éduquées pour lesquelles la probabilité augmente.

Les normes de genre restrictives jouent un rôle dans la migration, en particulier pour les femmes ayant un niveau d'éducation élevé. Un grand nombre de femmes très instruites émigrent pour rechercher des normes de genre plus inclusives à travers leur travail ou la poursuite de leurs études. Ces femmes préfèrent souvent des destinations où les de genre sont moindres et où la discrimination fondée sur le genre est moins forte. La probabilité que les femmes très instruites émigrent est plus élevée lorsqu'elles sont originaires de pays qui se situent dans la moyenne des discriminations fondées sur le genre et où elles ont à la fois la possibilité et la motivation de se déplacer. En revanche, les femmes avec un niveau d'éducation moins élevé sont moins portées à émigrer de leur propre chef (Banque mondiale, 2023 ; Ferrant *et al.*, 2014).

Si les normes restrictives en matière de genre peuvent inciter les femmes hautement qualifiées à migrer, elles peuvent aussi constituer un obstacle (Ferrant *et al.*, 2014). Les normes et les attentes sociales peuvent empêcher les femmes de voyager dans les mêmes conditions que les hommes et leur imposer des charges plus lourdes lorsqu'il s'agit de remplir des obligations familiales. La dépendance économique des femmes à l'égard de leur mari, ainsi que leur faible niveau de qualification et d'éducation, sont autant d'éléments qui limitent leurs possibilités de migration.

Ferrant *et al.* (2014) constatent que les institutions sociales discriminatoires dans le pays d'origine peuvent inciter les femmes à émigrer, mais seulement jusqu'au moment où elles commencent à devenir un obstacle (Figure 7.4). Quand les niveaux de discrimination passent de faibles à modérés, les flux d'émigration féminine augmentent. L'émigration est donc un moyen pour les femmes d'échapper aux institutions discriminatoires. Cependant, lorsque les niveaux de discrimination augmentent trop, l'émigration des femmes diminue, leurs capacités étant alors entravées par des lois et des institutions discriminatoires.

Figure 7.4 Institutions sociales discriminatoires pour la migration des femmes : entre incitation et contrainte



Source : Basé sur Ferrant *et al.* (2014).
Note : Flux migratoires des femmes : estimation de la part des femmes migrantes dans la population féminine. L'indice sur les institutions sociales et l'égalité des genres SIGI (*Social Institutions and Gender Index*) mesure les institutions sociales discriminatoires dans les pays non-membres de l'OCDE. L'échelle va de 0 (discrimination faible), à 1 (niveau élevé d'institutions sociales discriminatoires).
SIGI = Indice des institutions sociales et du genre.

Les politiques et attitudes discriminatoires dans les pays de destination peuvent aussi jouer un rôle clé. Ferrant *et al.* (2014) constatent que les flux d'immigration des femmes sont négativement corrélés aux institutions sociales discriminatoires dans le pays de destination. De faibles niveaux de discrimination assurés notamment par les droits de succession, la protection contre la violence et les droits en matière de procréation, entre autres, semblent être attrayants pour les femmes migrantes, notamment pour celles qui viennent de pays peu discriminatoires. Parmi les des principaux pays de destination des femmes originaires de pays peu discriminatoires, 62 % présentent également un faible niveau de discrimination, ce qui reflète la préférence de ces femmes pour l'égalité des genres. Les politiques et les attitudes discriminatoires peuvent toutefois poser d'autres problèmes. Une couleur de peau plus foncée et des noms étrangers peuvent avoir une incidence sur la capacité des migrants à accéder au marché du travail ainsi qu'au logement, à l'éducation, aux soins de santé et aux services sociaux (Banque mondiale, 2023). Un grand nombre de femmes migrantes se heurtent à des obstacles pour accéder au marché du travail dans les pays de destination. Cela pousse de nombreuses femmes à se retrouver dans des conditions précaires dans le secteur informel et le secteur des services où elles travaillent comme employées de maison ou aides-soignantes (Banque mondiale, 2023).

Les programmes d'inclusion sociale et de soutien social peuvent réduire le risque d'isolement et s'attaquer aux problèmes de discrimination fondés sur le genre et le travail. Ces politiques peuvent inclure la garde d'enfants, l'adéquation des compétences et la formation professionnelle, ce qui peut favoriser l'accès des femmes aux marchés du travail.

La violence à l'égard des femmes est également un facteur déterminant de la mobilité, car certaines femmes et filles migrent pour échapper aux violences sexuelles et sexistes dans leur pays d'origine. Les cas de violences sexistes augmentent dans les contextes de conflit armé. En République démocratique du Congo, 40 000 cas de violences sexistes ont été enregistrés entre 2003 et 2006 (Dallman, 2009). Cependant, les femmes et les filles sont également confrontées à la violence au cours des différentes étapes de la migration et le long des routes migratoires, notamment pour les migrantes forcées.

Enfin, le changement climatique rajoute de nouvelles dimensions et de nouveaux défis à ces schémas, les femmes étant souvent confrontées à des difficultés spécifiques. Dans les pays à faible revenu, les femmes sont souvent engagées dans des activités qui sont affectées de manière disproportionnée par les effets du changement climatique, comme l'agriculture au niveau d'une petite production indépendante. Puisqu'elles n'ont pas d'autres compétences qui sont demandées sur le marché du travail ou qu'elles ont plus de contraintes familiales que leurs homologues masculins, les femmes ne sont pas toujours en mesure de se déplacer, ce qui les enferme dans une situation de mal-adaptation (Šedová, Čizmaziová et Cook, 2021). Au Mali et au Nigéria, les hommes sont plus susceptibles de migrer lorsqu'ils sont confrontés à des chocs climatiques, contrairement au Bangladesh, où les femmes sont plus susceptibles que les hommes de migrer en cas de mauvaises récoltes (Miletto *et al.*, 2017).

La migration, en particulier pour les femmes, peut offrir de meilleures opportunités en matière d'éducation, d'emploi et d'émancipation. Cependant, pour que les femmes puissent bénéficier de la migration, il faut s'attaquer à la discrimination en termes d'opportunités d'éducation et d'emploi.

Changement climatique et migration

Les impacts du changement climatique se manifestent à travers une large variété de conséquences liées à la santé, aux revenus, à la sécurité alimentaire, à l'approvisionnement en eau et à la sécurité générale. Par conséquent, le changement climatique aggrave les facteurs économiques de la migration, tandis que près de 40 % de la population mondiale vit dans des régions très exposées aux effets du changement climatique, comme le Sahel (Banque mondiale, 2023). Les opportunités économiques diminuant dans les régions qui sont touchées, les vulnérabilités augmentent en même temps que la pression migratoire. L'ampleur de l'impact futur du changement climatique sur les migrations internationales dépend des politiques mondiales et nationales d'atténuation et d'adaptation.

Le changement climatique amplifie les configurations migratoires existantes. Tout d'abord, le changement climatique accélère la migration interne des zones rurales vers les zones urbaines. Il affecte également les personnes de manière inégale en fonction de leurs compétences et de leur capital humain. Les personnes qui n'ont pas les moyens de se déplacer sont encore plus appauvries et emprisonnées par le changement climatique, ce qui est le cas des ménages les plus pauvres qui vivent dans des endroits très exposés (Cattaneo *et al.*, 2019).

L'Afrique subsaharienne est exposée à un ensemble de vulnérabilités. Dans la région, la pauvreté, la fragilité des États, la croissance de la population et le changement climatique sont autant de facteurs de migration qui se renforcent mutuellement. L'Afrique subsaharienne est confrontée à des pressions dans chacun de ces domaines. Cette région a le revenu par habitant le plus bas au monde, la croissance démographique la plus rapide et la plus grande vulnérabilité au changement climatique. L'épuisement des ressources naturelles causé par le climat entraîne une augmentation de la pauvreté. Le changement climatique a entraîné une réduction de 34 % de la productivité agricole depuis 1961 (OMM, 2022), ce qui a eu de graves répercussions sur la sécurité alimentaire (voir le chapitre 10 pour plus de détails).

Le Sahel illustre bien ces défis : des pays comme le Burkina Faso, le Tchad, le Mali, la Mauritanie et le Niger figurent parmi les pays les plus pauvres du monde. Leurs taux de fécondité sont également parmi les plus élevés au monde. La vulnérabilité climatique de la région a été aggravée par la hausse des températures. Les conflits au Mali et au Burkina Faso ont accéléré la fragilité de la région, ce qui a entraîné le déplacement de millions de personnes dans une stratégie d'adaptation.

En étudiant 73 pays entre 1960 et 1990, Barrios, Bertinelli et Strobl (2006) constatent que la baisse des précipitations a accéléré l'urbanisation en Afrique subsaharienne. Cependant, en examinant l'impact des précipitations au Mali entre 1981 et 2009, Grace *et al.* (2018) ne constatent pas d'augmentation de la migration, ce qu'ils expliquent par une diminution des ressources disponibles et l'absence de zones de destination offrant de meilleures perspectives économiques. Henderson, Storeygard et Deichmann (2017) ont étudié 29 pays d'Afrique subsaharienne entre 1960 et 2009 et ont constaté un fort impact des changements climatiques néfastes sur la migration des zones rurales vers les zones urbaines voisines. Hauer *et al.* (2019) estiment que les migrations involontaires dues aux sécheresses devraient augmenter dans la région africaine.

Defrance, Delesalle et Gubert (2023) évaluent le volume des migrations entraînées par les sécheresses au Mali depuis la fin des années 1980. Ils constatent que les taux de migration nette ont diminué dans les régions touchées par les sécheresses. L'effet des épisodes de sécheresse est déterminé par la capacité des régions et des ménages à s'adapter aux contraintes climatiques, l'effet de la sécheresse s'atténuant dans les régions caractérisées par des cultures diversifiées et dans les zones qui reçoivent davantage de précipitations. Les chocs climatiques ont également eu un impact sur la mobilité internationale, avec des départs supplémentaires attribués aux sécheresses. Les auteurs prévoient que la mobilité provoquée par la sécheresse augmente considérablement au cours des prochaines décennies.

La mesure dans laquelle le changement climatique peut conduire à de vastes mouvements transfrontaliers dépend en grande partie des politiques d'atténuation et d'adaptation au changement climatique.

Conclusion

En Afrique subsaharienne, on observe une migration importante des zones rurales vers les zones urbaines dans de nombreux pays ainsi que d'importants mouvements migratoires internationaux, dont la plupart se produisent à l'intérieur de la région. Étant donné que la population vieillit rapidement dans la plupart des pays à revenu élevé et intermédiaire et que l'Afrique subsaharienne reste la seule région à connaître une croissance démographique, les flux migratoires devraient augmenter dans tous les pays, ce qui pourrait entraîner des changements par rapport aux dynamiques observées par le passé. Dans ce chapitre, nous donnons donc un aperçu des liens complexes entre migration et inégalités.

La Banque mondiale (2023) identifie quatre facteurs de mobilité étroitement liés : la pauvreté, les pressions démographiques, la fragilité des États et le changement climatique. Étant donné qu'il y a une pression croissante sur chacun de ces facteurs, la migration devrait augmenter, et il est important de prendre en compte l'impact de ces facteurs sur les inégalités, ainsi que d'autres conséquences en matière de bien-être.

Les résultats sont mitigées en ce qui concerne l'impact de la migration sur les inégalités, que ce soit dans les pays d'origine ou de destination, ou dans les régions à l'intérieur des pays. L'une des principales raisons est que ces effets dépendent de l'état du marché du travail aux deux extrémités de la décision de migration. Conformément à une longue tradition de l'économie du développement, il y a toujours des facteurs incitatifs ou des facteurs d'attraction pour migrer tant qu'une personne ou un ménage améliore sa situation relative en migrant. Une fois la migration effectuée, cette dernière entraîne des conséquences sur les marchés du travail d'origine et d'accueil. Il est donc essentiel d'analyser soigneusement l'impact de la migration sur les résultats du marché du travail et sur les revenus relatifs, tant au niveau des pays d'origine que des pays de destination.

La migration de la main d'œuvre qualifiée est très rentable sur les marchés du travail plus lucratifs des pays ou à l'intérieur des pays, ce qui incite fortement les personnes les plus aisées à émigrer. Dans le cas des migrations internationales, c'est la cause fondamentale de la fuite des cerveaux. Sur les marchés du travail des pays de destination, cette migration est généralement positive pour l'activité économique (croissance) et la demande globale de main-d'œuvre. Elle tempère les revenus du haut de l'échelle du marché du travail du pays de destination et prive le marché du travail du pays d'origine des plus hauts revenus. Ces forces tendent donc à réduire les inégalités.

Les personnes moins qualifiées, qui sont souvent pauvres et vulnérables, sont confrontées à des incitations similaires d'un pays à l'autre et à l'intérieur d'un même pays, et la migration semblerait leur offrir la possibilité d'accéder à une vie meilleure. Au moins dans un premier

temps, ils n'ont ni les ressources ni les réseaux nécessaires pour émigrer. Les facteurs d'incitation peuvent toutefois encourager la migration si la situation dans les régions d'origine devient intenable en raison de guerres, d'un chômage endémique ou d'une discrimination fondée sur de nombreux facteurs institutionnels formels et informels, notamment le genre, l'appartenance ethnique, la race, la religion ou des politiques sociales et des politiques de développement spatial. Dans un premier temps, ce type de migration peut exercer une pression à la baisse sur les salaires situés au bas de l'échelle des marchés du travail dans les pays et régions de destination et peut constituer une source d'inégalité croissante au sein des pays ou régions de destination. Toutefois, cet impact dépend du fait que le travail de ces migrants complète ou remplace la main-d'œuvre locale. Les données empiriques sont mitigées sur cette question clé. Compte tenu du caractère sensible de ces migrations, il est urgent de poursuivre les recherches en les adaptant à chaque contexte.

Dans ce chapitre, nous avons également examiné certains des facteurs clés qui contribuent à la migration, en mettant particulièrement l'accent sur les inégalités en tant que facteur clé de la migration. Cette perspective est importante pour évaluer l'impact des politiques migratoires sur la réduction des inégalités. Comme mentionné ci-dessus, la migration a des coûts fixes élevés et nécessite souvent l'accès à des réseaux et à un capital social. Ces contraintes financières et sociales correspondent aux inégalités des zones d'immigration et, en l'absence de facteurs d'impulsion, les personnes pauvres, vulnérables et celles qui sont sujettes à la discrimination sont souvent incapables de migrer. Les données révèlent clairement que les taux de migration globaux dépendent des taux initiaux de pauvreté et que les contraintes financières et sociales entravent considérablement la mobilité. Il s'agit-là d'importantes inégalités des chances qui empêchent de larges pans de la population africaine d'améliorer leurs conditions de vie et qui entravent ainsi un important vecteur de développement inclusif.

Références

Abadi, Nigussie, Ataklti Techane, Girmay Tesfay, Daniel Maxwell, Bapu Vaitla, and UNU-WIDER. 2018. "The Impact of Remittances on Household Food Security: A Micro Perspective from Tigray, Ethiopia." WIDER Working Paper 40/2018, United Nations University, World Institute for Development Economics Research, Helsinki, Finland. https://doi.org/10.35188/UNU-WIDER/2018/482-7.

Adams, Richard H., Alfredo Cuecuecha, and John Page. 2008. "The Impact of Remittances on Poverty and Inequality in Ghana." Policy Research Working Paper 4732, World Bank, Washington, DC.

Altındağ, Onur, Ozan Bakış, and Sandra V. Rozo. 2020. "Blessing or Burden? Impacts of Refugees on Businesses and the Informal Economy." *Journal of Development Economics* 146: 102490. https://doi.org/10.1016/j.jdeveco.2020.102490.

Anyanwu, John. 2011. "International Remittances and Income Inequality in Africa." *Review of Economic and Business Studies* 4 (1): 117–48.

Barrios, Salvador, Luisito Bertinelli, and Eric Strobl. 2006. "Climatic Change and Rural–Urban Migration: The Case of Sub-Saharan Africa." *Journal of Urban Economics* 60 (3): 357–71. https://doi.org/10.1016/j.jue.2006.04.005.

Bell, Martin, Elin Charles-Edwards, Philipp Ueffing, John Stillwell, Marek Kupiszewski, and Dorota Kupiszewska. 2015. "Internal Migration and Development: Comparing Migration Intensities around the World." *Population and Development Review* 41 (1): 33–58. https://doi.org/10.1111/j.1728-4457.2015.00025.x.

Biavaschi, Costanza, Giovanni Facchini, Anna Maria Mayda, and Mariapia Mendola. 2018. "South–South Migration and the Labor Market: Evidence from South Africa." *Journal of Economic Geography* 18 (4): 823–53. https://doi.org/10.1093/jeg/lby010.

Bossavie, Laurent, and Çağlar Özden. 2023. "Impacts of Temporary Migration on Development in Origin Countries." *World Bank Research Observer* 38 (2): 249–94. https://doi.org/10.1093/wbro/lkad003.

Brueckner, Jan K., and Somik V. Lall. 2015. "Cities in Developing Countries: Fueled by Rural–Urban Migration, Lacking in Tenure Security, and Short of Affordable Housing." In *Handbook of Regional and Urban Economics*, edited by Gilles Duranton, J. Vernon Henderson, and William C. Strange, vol. 5, 1399–1455. Amsterdam: Elsevier. https://doi.org/10.1016/B978-0-444-59531-7.00021-1.

Cattaneo, Andrea, and Sherman Robinson. 2019. "Economic Development and the Evolution of Internal Migration: Moving in Steps, Returnees, and Gender Differences." FAO Agricultural Development Economics Working Paper 2019/03, Food and Agriculture Organization, Rome. https://doi.org/10.18356/763a233f-en.

Cattaneo, Cristina, Michel Beine, Christiane J. Fröhlich, Dominic Kniveton, Inmaculada Martinez-Zarzoso, Marina Mastrorillo, Katrin Millock, Etienne Piguet, and Benjamin Schraven. 2019. "Human Migration in the Era of Climate Change." *Review of Environmental Economics and Policy* 13 (2): 189–206. https://doi.org/10.1093/reep/rez008.

Cirillo, Marinella, Andrea Cattaneo, Meghan Miller, and Ahmad Sadiddin. 2022. "Establishing the Link between Internal and International Migration: Evidence from Sub-Saharan Africa." *World Development* 157: 105943. https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2022.105943.

Clemens, Michael A. 2014. "Does Development Reduce Migration?" In *International Handbook on Migration and Economic Development*, edited by Robert E. B. Lucas, 152–85. Cheltenham, United Kingdom: Edward Elgar Publishing. https://doi.org/10.4337/9781782548072.00010.

Clemens, Michael A., and David McKenzie. 2018. "Why Don't Remittances Appear to Affect Growth?" *Economic Journal* 128 (612): F179–F209. https://doi.org/10.1111/ecoj.12463.

Clemens, Michael A., Claudio E. Montenegro, and Lant Pritchett. 2019. "The Place Premium: Bounding the Price Equivalent of Migration Barriers." *Review of Economics and Statistics* 101 (2): 201–13. https://doi.org/10.1162/rest_a_00776.

Dallman, Ashley. 2009. "Prosecuting Conflict-Related Sexual Violence at the International Criminal Court." SIPRI Insights on Peace and Security 2009/1, Stockholm International Peace Research Institute, Solna, Sweden.

Dao, Thu Hien, Frédéric Docquier, Chris Parsons, and Giovanni Peri. 2018. "Migration and Development: Dissecting the Anatomy of the Mobility Transition." *Journal of Development Economics* 132: 88–101. https://doi.org/10.1016/j.jdeveco.2017.12.003.

David, Anda, and Björn Nilsson. 2021. "Migration and Rural Development in NENA Countries." *Region et Developpement* 53: 147–65.

De Haas, Hein. 2009. "Remittances and Social Development." In *Financing Social Policy: Mobilizing Resources for Social Development*, edited by Katja Hujo and Shea McClanahan, 293–318. London: Palgrave Macmillan UK.

De Haas, Hein, 2010. "Migration and Development: A Theoretical Perspective." *International Migration Review*, 44(1): 227–64.

Defrance, Dimitri, Esther Delesalle, and Flore Gubert. 2023. "Migration Response to Drought in Mali: An Analysis Using Panel Data on Malian Localities over the 1987–2009 Period." *Environment and Development Economics* 28 (2): 171–90. https://doi.org/10.1017/S1355770X22000183.

Dinkelman, Taryn, and Martine Mariotti. 2016. "The Long-Run Effects of Labor Migration on Human Capital Formation in Communities of Origin." *American Economic Journal: Applied Economics* 8 (4): 1–35. https://doi.org/10.1257/app.20150405.

Docquier, Frédéric, Giovanni Peri, and Ilse Ruyssen. 2014. "The Cross-Country Determinants of Potential and Actual Migration." *International Migration Review* 48 (1 Suppl.): 37–99. https://doi.org/10.1111/imre.12137.

Dustmann, Christian, Albrecht Glitz, and Tommaso Frattini. 2008. "The Labour Market Impact of Immigration." *Oxford Review of Economic Policy* 24 (3): 477–94. https://doi.org/10.1093/oxrep/grn024.

Ebeke, Christian, and Maëlan Le Goff. 2011. "Why Migrants' Remittances Reduce Income Inequality in Some Countries and Not in Others?" CERDI, Working Papers. HAL Open Science. https://shs.hal.science/halshs-00554277.

Ferrant, Gaëlle, Michele Tuccio, Estelle Loiseau, and Keiko Nowacka. 2014. "The Role of Discriminatory Social Institutions in Female South-South Migration." Issues Paper, OECD Development Centre, Organisation for Economic Co-operation and Development, Paris.

Galbraith, John Kenneth. 1979. *The Nature of Mass Poverty*. Cambridge, MA: Harvard University Press. https://doi.org/10.4159/harvard.9780674333109.

Grace, Kathryn, Véronique Hertrich, Djeneba Singare, and Greg Husak. 2018. "Examining Rural Sahelian Out-Migration in the Context of Climate Change: An Analysis of the Linkages between Rainfall and Out-Migration in Two Malian Villages from 1981 to 2009." *World Development* 109: 187–96. https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2018.04.009.

Gubert, Flore, Thomas Lassourd, and Sandrine Mesplé-Somps. 2010. "Do Remittances Affect Poverty and Inequality? Evidence from Mali." Working Paper DT/2010/08, Unité Mixte de Recherche DIAL (Développement, Institutions et Mondialisation), Institut de Recherche pour le Développement, Université Paris-Dauphine, Paris. https://EconPapers.repec.org/RePEc:dia:wpaper:dt201008.

Harris, John R., and Michael P. Todaro. 1970. "Migration, Unemployment and Development: A Two-Sector Analysis." *American Economic Review* 60 (1): 126–42.

Hauer, Mathew E., Elizabeth Fussell, Valerie Mueller, Maxine Burkett, Maia Call, Kali Abel, Robert McLeman, and David Wrathall. 2019. "Sea-Level Rise and Human Migration." *Nature Reviews Earth & Environment* 1 (1): 28–39. https://doi.org/10.1038/s43017-019-0002-9.

Henderson, J. Vernon, Adam Storeygard, and Uwe Deichmann. 2017. "Has Climate Change Driven Urbanization in Africa?" *Journal of Development Economics* 124: 60–82. https://doi.org/10.1016/j.jdeveco.2016.09.001.

Iheke, Onwuchekwa Raphael. 2014. "Impact of Migrant Remittances on the Output of Arable Crop Farm Households in South Eastern Nigeria." *American Journal of Experimental Agriculture* 4 (10): 1209–18. https://doi.org/10.9734/AJEA/2014/6502.

Kerr, Sari Pekkala, William Kerr, Çağlar Özden, and Christopher Parsons. 2017. "High-Skilled Migration and Agglomeration." *Annual Review of Economics* 9 (1): 201–34. https://doi.org/10.1146/annurev-economics-063016-103705.

Koczan, Zsoka, Giovanni Peri, Magali Pinat, and Dmitriy Rozhkov. 2021. "The Impact of International Migration on Inclusive Growth: A Review." IMF Working Paper WP/21/88, International Monetary Fund, Washington, DC.

Konseiga, Adama. 2004. "Adoption of Agricultural Innovations in the Sahel: The Role of Migration in Food Security." Paper presented at the 38th Annual Meeting of the Canadian Economics Association, Toronto, Ontario.

IMF (International Monetary Fund). 2009. *Payments and International Investment Position Manual,* 6th ed. Washington, DC: IMF. https://www.imf.org/external/pubs/ft/bop/2007/pdf/bpm6.pdf

Lewis, W. Arthur. 1954. "Economic Development with Unlimited Supplies of Labour." *Manchester School* 22 (2): 139–91. https://doi.org/10.1111/j.1467-9957.1954.tb00021.x.

Lipton, Michael. 1980. "Migration from Rural Areas of Poor Countries: The Impact on Rural Productivity and Income Distribution." *World Development* 8 (1): 1–24. https://doi.org/10.1016/0305-750X(80)90047-9.

Mabogunje, Akin L. 1970. "Systems Approach to a Theory of Rural-Urban Migration." *Geographical Analysis* 2 (1): 1–18. https://doi.org/10.1111/j.1538-4632.1970.tb00140.x.

Margolis, David N., Luis Miotti, El Mouhoub Mouhoud, and Joel Oudinet. 2015. "'To Have and Have Not': International Migration, Poverty, and Inequality in Algeria." *Scandinavian Journal of Economics* 117 (2): 650–85. https://doi.org/10.1111/sjoe.12103.

McKenzie, David. 2018. "Poverty, Inequality, and International Migration: Insights from 10 Years of Migration and Development Conferences." *Revue d'économie Du Développement* 25 (3): 13–28. https://doi.org/10.3917/edd.313.0013.

McKenzie, David. 2024. "Fears and Tears: Should More People Be Moving within and from Developing Countries, and What Stops This Movement?" *World Bank Research Observer* 39 (1): 75–96. https://doi.org/10.1093/wbro/lkac009.

McKenzie, David, Steven Stillman, and John Gibson. 2010. "How Important Is Selection? Experimental vs. Non-Experimental Measures of the Income Gains from Migration." *Journal of the European Economic Association* 8 (4): 913–45. https://doi.org/10.1111/j.1542-4774.2010.tb00544.x.

Milanovic, Branko. 2015. "Global Inequality of Opportunity: How Much of Our Income Is Determined by Where We Live?" *Review of Economics and Statistics* 97 (2): 452–60. https://doi.org/10.1162/REST_a_00432.

Miletto, Michela, Martina Angela Caretta, Francesca Maria Burchi, and Giulia Zanlucchi. 2017. *Migration and Its Interdependencies with Water Scarcity, Gender and Youth Employment*. Paris: United Nations Educational, Scientific, and Cultural Organization.

Muyonga, Mary, George Odipo, and Alfred O. Agwanda. 2020. "Interlinkages between Migration and Inequality in Africa: Review of Contemporary Studies." *African Human Mobility Review* 6 (1): 6–26. https://doi.org/10.14426/ahmr.v6i1.779.

OECD (Organisation for Economic Co-operation and Development) and AFD (Agence Française de Développement). 2019. *Migration Data Brief*. Number 5. Paris: OECD and AFD.

Ofori, Isaac K., Emmanuel Y. Gbolonyo, Toyo Amègnonna M. Dossou, and Richard K. Nkrumah. 2022. "Remittances and Income Inequality in Africa: Financial Development Thresholds for Economic Policy." *Research in Globalization* 4: 100084. https://doi.org/10.1016/j.resglo.2022.100084.

Olowa, Olatomide Waheed, Taiwo Timothy Awoyemi, Musediku Adebayo A. Shittu, and Omowumi Ayodele Olowa. 2013. "Effects of Remittances on Poverty among Rural Households in Nigeria." *European Journal of Sustainable Development* 2 (4): 263–84. https://doi.org/10.14207/ejsd.2013.v2n4p263.

Özden, Çağlar, Michael Packard, and Mathis Wagner. 2017. "International Migration and Wages." *Revue d'économie du développement* 25 (3–4): 93–133. https://doi.org/10.3917/edd.313.0093.

Ratha, Dilip, Vandana Chandra, Eung Ju Kim, Sonia Plaza, and William Shaw. 2023. *Migration and Development Brief 39: Leveraging Diaspora Finances for Private Capital Mobilization*. Washington, DC: World Bank.

Ratha, Dilip, Sonia Plaza, Eung Ju Kim, Vandana Chandra, Nyasha Kurasha, and Baran Pradhan. 2023. *Migration and Development Brief 38: Remittances Remain Resilient but Are Slowing*. Washington, DC: World Bank.

Ruiz, Isabel, and Carlos Vargas-Silva. 2018. "The Consequences of Forced Migration for Host Communities in Africa." *Revue d'économie Du Développement* 25 (3): 135–54. https://doi.org/10.3917/edd.313.0135.

Ruyssen, Ilse, and Sara Salomone. 2018. "Female Migration: A Way Out of Discrimination?" *Journal of Development Economics* 130: 224–41. https://doi.org/10.1016/j.jdeveco.2017.10.010.

Sadiddin, Ahmad, Andrea Cattaneo, Marinella Cirillo, and Meghan Miller. 2019. "Food Insecurity as a Determinant of International Migration: Evidence from Sub-Saharan Africa." *Food Security* 11 (3): 515–30. https://doi.org/10.1007/s12571-019-00927-w.

Safi, Mirna. 2020. "Migration and Inequality." *Social Forces* 99 (2): e1–e3. https://doi.org/10.1093/sf/soaa084.

Šedová, Barbora, Lucia Čizmaziová, and Athene Cook. 2021. "A Meta-Analysis of Climate Migration Literature." CEPA Discussion Paper 29, Center for Economic Policy Analysis, Universität Potsdam, Potsdam, Germany. https://publishup.uni-potsdam.de/49982.

Selod, Harris, and Forhad Shilpi. 2021. "Rural-Urban Migration in Developing Countries: Lessons from the Literature." *Regional Science and Urban Economics* 91: 103713. https://doi.org/10.1016/j.regsciurbeco.2021.103713.

Sjaastad, Larry A. 1962. "The Costs and Returns of Human Migration." *Journal of Political Economy* 70 (5): 80–93. https://doi.org/10.1086/258726.

Slotwinski, Michaela, Alois Stutzer, and Roman Uhlig. 2019. "Are Asylum Seekers More Likely to Work with More Inclusive Labor Market Access Regulations?" *Swiss Journal of Economics and Statistics* 155 (17): 1–15. https://doi.org/10.1186/s41937-019-0046-2.

Smith, Michael D., and Maria S. Floro. 2020. "Food Insecurity, Gender, and International Migration in Low- and Middle-Income Countries." *Food Policy* 91: 101837. https://doi.org/10.1016/j.foodpol.2020.101837.

Socha-Dietrich, Karolina, and Jean-Christophe Dumont. 2021. "International Migration and Movement of Doctors to and within OECD Countries—2000 to 2018: Developments in Countries of Destination and Impact on Countries of Origin." OECD Health Working Paper 126 (February 19), vol. 126, Organisation for Economic Co-operation and Development, Paris. https://doi.org/10.1787/7ca8643e-en.

Uprety, Dambar. 2020. "Does Skilled Migration Cause Income Inequality in the Source Country?" *International Migration* 58 (4): 85–100. https://doi.org/10.1111/imig.12661.

Williams, Wendy. 2024. *African Migration Trends to Watch in 2024*. Washington, DC: Africa Center for Strategic Studies.

WMO (World Meteorological Organization). 2022. *State of the Climate in Africa 2021*. Geneva: WMO.

World Bank. 2018. *Moving for Prosperity: Global Migration and Labor Markets*. Washington, DC: World Bank. https://doi.org/10.1596/978-1-4648-1281-1.

World Bank. 2023. *World Development Report 2023: Migrants, Refugees, and Societies*. Washington, DC: World Bank. https://www.worldbank.org/en/publication/wdr2023.

Wouterse, Fleur 2010. "Remittances, Poverty, Inequality and Welfare: Evidence from the Central Plateau of Burkina Faso." *Journal of Development Studies* 46 (4): 771–89. https://doi.org/10.1080/00220380903019461.

Young, Alwyn. 2013. "Inequality, the Urban-Rural Gap, and Migration." *Quarterly Journal of Economics* 128 (4): 1727–85. https://doi.org/10.1093/qje/qjt025.

Zelinsky, Wilbur. 1971. "The Hypothesis of the Mobility Transition." *Geographical Review* 61 (2): 219–49. https://doi.org/10.2307/213996.

Chapitre 8

Mobilité sociale et persistance des inégalités

Murray Leibbrandt, Rawane Yasser, Robert Osei et Mike Savage

Introduction

Depuis les années 1950, l'analyse de la mobilité sociale est devenue un domaine central de la recherche en sciences sociales à travers l'observation de la manière dont les trajectoires de vie sont déterminées par la naissance des individus. La mobilité sociale joue donc un rôle essentiel pour évaluer la manière dont les divisions structurelles telles que la classe, le genre et la race influent sur les perspectives de vie et le bien-être, et la mesure dans laquelle les individus peuvent façonner leur propre avenir.

Ce concept est progressivement devenu une question politique majeure, tandis que les gouvernements ont cherché à justifier les inégalités économiques (souvent renforcées et aggravées par les coupes budgétaires des aides sociales publiques) en soulignant qu'il était possible pour tous leurs citoyens possédant les compétences et les aptitudes adéquates d'avoir des chances réalistes de réussir. C'est en ces termes que les appels à la « méritocratie » bénéficient d'un soutien quasi universel dans de nombreuses nations capitalistes (Mijs, 2021).

Jusqu'à présent, la recherche sur la mobilité sociale a été fortement orientée vers les pays du Nord. Cette situation évolue rapidement, ce qui reflète les deux raisons pour lesquelles les paradigmes du Nord ont fait leur temps. Premièrement, la boîte à outils standard de la recherche sur la mobilité utilise des unités de mesures qui sont ancrées dans les systèmes capitalistes industriels ayant prédominé dans ces pays. Celles-ci incluent notamment les perspectives structurelles des classes influentes que Goldthorpe et ses collaborateurs ont popularisées (Erikson et Goldthorpe, 1992), ainsi que l'utilisation de mesures du statut fondées sur les sociétés de consommation américaines aisées, comme c'est le cas dans les modèles d'obtention du statut social de Blau, Duncan et Tyree (1967).

Dans ces deux perspectives l'éducation formelle joue un rôle majeur en arbitrant les relations entre les origines et la destination, qui suppose donc des normes élevées d'offre éducative. Ces deux perspectives concurrentes, ainsi que d'autres issues des mêmes grands ensembles, ont dominé les programmes de recherche des pays du Nord. Cependant, dans des contextes

marqués par une histoire coloniale, la prédominance du travail dans les secteurs primaires (par exemple, l'agriculture et l'exploitation minière) et le secteur informel, ains qu'une offre éducative restreinte sur le plan historique et un emploi bureaucratisé limité, l'apport de ces mesures à la compréhension des dynamiques de mobilité reste, pour le moins, très incertain.

Il existe une autre raison pour laquelle les paradigmes de l'hémisphère nord ont également fait leur temps. La recherche sur la mobilité sociale s'est développée dans ces pays comme un moyen d'explorer empiriquement la réalité du « rêve américain » et les visions de mobilité ascendante véhiculées par l'inflation des diplômes (par exemple, Chetty *et al.*, 2014). Cependant, une grande partie des recherches récentes se focalise sur l'effondrement progressif de ces rêves. Aux États-Unis, Chetty a posé des questions fondamentales autour du thème central : « Les États-Unis sont-ils encore une terre d'opportunités ? » (« Is the United States Still a Land of Opportunity? », Chetty *et al.,* 2014), et a mis en évidence des baisses spectaculaires de la mobilité absolue des revenus depuis 1940 (Chetty *et al.*, 2017). La même thématique concernant le déclin de la mobilité sociale a été déterminant au Royaume-Uni (Blanden *et al.*, 2002) et le déclin de la mobilité absolue, en particulier la mobilité ascendante, a été confirmé par Bukodi et Goldthorpe (2018).

Étant donné l'ancrage fort de l'analyse de la mobilité dans les cadres et les expériences des pays du Nord, que pouvons-nous apprendre en nous concentrant sur les nations africaines ? Certes, des appels à la méritocratie ont eu cours en Afrique, comme dans le cas du rêve sud-africain d'une société postapartheid qui se détache des récompenses fondées sur la race pour s'épanouir en optimisant le potentiel de l'ensemble de sa population. Dans le cas de l'Afrique du Sud et de nombreux autres pays, l'engagement à construire une telle société est inscrit dans la constitution. Sur l'ensemble du continent africain, l'aspiration à long terme a été, et demeure, de se débarrasser des chaînes du colonialisme et de construire des sociétés africaines postcoloniales inclusives et florissantes qui soient meilleures pour chaque génération successive.

Mais les données concrètes sur la mobilité sociale en Afrique suggèrent-elles un soutien réaliste à ces ambitions ? La mobilité sociale est étroitement liée aux inégalités. Les forces sociales et économiques qui facilitent ou entravent la mobilité sociale sont les moteurs du changement ou de la persistance des inégalités entre les générations et au sein d'une même génération. La répartition des actifs physiques et humains sous-tend les inégalités de chances, qui, à leur tour, déterminent les résultats futurs. Les politiques formelles et informelles, les règles et les normes sociales façonnent également les inégalités en termes d'opportunités et de résultats futurs.

Nous concentrons notre apport dans ce chapitre sur la distinction entre les résultats intergénérationnels et intragénérationnels. Les premiers permettent une vision sur le long terme, en comparant la situation des enfants en matière d'éducation, de marché du travail ou de revenus des ménages par rapport à celle de leurs parents à des moments comparables de leur vie. Comme nous l'exposons en détail tout au long de cet ouvrage, les inégalités se croisent, se renforcent mutuellement et évoluent très lentement. Cependant, si la situation des enfants est meilleure que celle de leurs parents, cette amélioration intergénérationnelle est le signe

d'un certain progrès et d'une société meilleure. Nous prenons également en compte la mobilité intragénérationnelle, celle qui a lieu tout au long de la vie d'individus spécifiques, qui peut être plus évidente pour les individus lorsqu'ils envisagent leurs perspectives et reviennent sur leur trajectoire de vie.

Bien que, du point de vue des pays du Nord, la mobilité intragénérationnelle soit souvent minimisée par rapport à la mobilité intergénérationnelle, ce chapitre examine et passe en revue les données africaines disponibles sur ces deux aspects. Nous concluons en évaluant l'importance des politiques publiques visant à améliorer la mobilité sociale dans le cadre des politiques de lutte contre les inégalités.

Mobilité intergénérationnelle

La mobilité intergénérationnelle est la mesure dans laquelle la qualité de vie des personnes (tels que le niveau d'instruction, le salaire et la profession) correspond à celle de leurs parents (Banque mondiale, 2022). Les circonstances héritées telles que le genre, la race, le lieu de naissance et les antécédents familiaux peuvent limiter les opportunités des enfants et ainsi entraver la mobilité intergénérationnelle (Brunori, Ferreira et Neidhöfer, 2023). Cette inégalité des chances entrave la mobilité intergénérationnelle de différentes manières, notamment à travers un accès inégal aux actifs privés et à la richesse, aux services publics, y compris l'eau, l'énergie, la santé, l'éducation et l'accès aux technologies de l'information et de la communication. Ces schémas d'accès aux ressources et aux opportunités sont souvent marqués par de fortes inégalités spatiales.

Ces préoccupations sont particulièrement présentes en Afrique, où l'avenir des enfants reste étroitement lié au statut socioéconomique de leurs parents, et est notamment limité dès le début de leur vie en raison de carences lors de la grossesse et des premières années de vie (Narayan *et al.*, 2018). Il est clair que ces inégalités d'opportunités ont un lien négatif étroit avec les niveaux de mobilité (Banque mondiale, 2022). La recherche a mis en évidence le rôle central joué par l'égalité des chances dans la relation entre les inégalités et la croissance (Aiyar et Ebeke, 2020). Dans les sociétés où l'inégalité des chances est élevée, les inégalités de revenus sont plus persistantes, ce qui limite les possibilités d'investissement et la croissance. Il est donc évident que la mesure dans laquelle les résultats socioéconomiques sont transmis d'une génération à l'autre est extrêmement importante.

Pour étudier cette mobilité, ou ce manque de mobilité, il faut comparer la situation des enfants à celle de leurs parents à des moments comparables de leur vie. En raison du manque de données pertinentes, ces études sont rares sur l'Afrique. Il existe cependant quelques recherches sur la mobilité intergénérationnelle en Afrique, et la présente section vise à analyser cette littérature et à présenter ce qu'elle révèle sur la persistance des inégalités sur le continent. Nous commençons par explorer les modèles de mobilité intergénérationnelle en matière d'éducation, de profession et de revenus, avant de nous concentrer sur les moteurs et les corrélations de ces mobilités intergénérationnelles.

Évolution et modèles de la mobilité intergénérationnelle dans l'éducation

Compte tenu des difficultés méthodologiques et des limites que présentent les données pour estimer la mobilité intergénérationnelle en matière de rémunération, de profession et de revenus, la recherche a eu tendance à se concentrer sur la mobilité en matière d'éducation (Narayan *et al.*, 2018 ; Alesina *et al.*, 2021 ; Van der Weide *et al.*, 2021 ; Azomahou et Yitbarek, 2021). D'un point de vue méthodologique, la scolarité et le niveau d'étude des parents sont indiqués de manière plus fiable par les enfants que le revenu, la richesse ou la consommation. De plus, contrairement au revenu, le niveau d'éducation ne varie pas au cours du cycle de vie d'un individu, ce qui le rend moins problématiques à évaluer. Enfin, les données sur l'éducation dans les pays en développement sont plus accessibles que celles sur le revenu ou la richesse. La mobilité en matière d'éducation est importante en soi. Elle constitue également une voie essentielle vers la mobilité économique, étant donné que le capital humain et la scolarisation tendent à être de puissants facteurs prédictifs des revenus et du bien-être économique en tant que moteurs importants des résultats sur le marché du travail.

Pour mesurer la mobilité intergénérationnelle en matière d'éducation, il est important de distinguer la mobilité absolue, qui mesure la part des individus qui dépassent le niveau d'éducation de leurs parents, de la mobilité relative, qui saisit la mesure dans laquelle la réussite socioéconomique individuelle est indépendante de la réussite socioéconomique des parents.

De nombreux pays africains ont connu une longue période d'expansion des écoles primaires et de réduction, voire de suppression, des frais de scolarité. Cela s'est traduit par des taux bruts de scolarisation dans les écoles primaires en Afrique subsaharienne de 97,3 % en 2016, soit une augmentation de 20 points de pourcentage depuis 1990 (Razzu et Wambile, 2022). Cependant, l'Afrique subsaharienne est la région où les taux de mobilité intergénérationnelle absolue et relative dans l'éducation sont parmi les plus faibles.

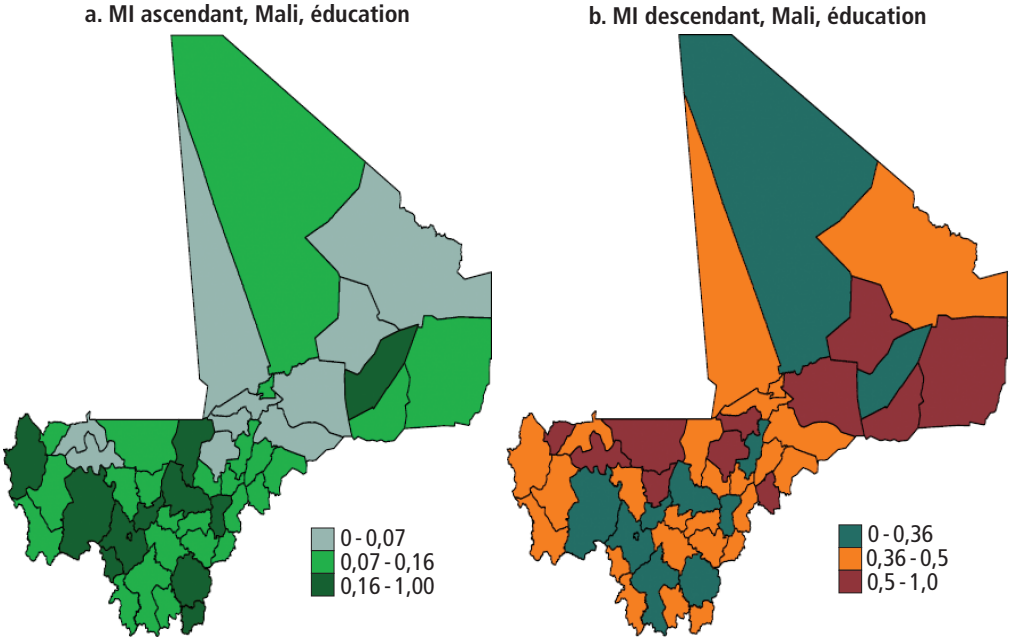
En termes de mobilité absolue, moins de 20 % des personnes interrogées dans certains des pays les plus pauvres ou les plus fragiles ont un niveau d'éducation supérieur à celui de leurs parents, contre plus de 80 % dans certaines régions d'Asie de l'Est (Van der Weide *et al.*, 2021). Parmi les 15 pays situés dans le décile inférieur de la mobilité absolue, 10 se trouvent en Afrique subsaharienne. En moyenne, 36 % des personnes nées en Afrique subsaharienne dans les années 1980 ont un niveau d'éducation supérieur à celui de leurs parents, contre 57 % pour la même génération dans le pays moyen d'Asie de l'Est et du Pacifique. En termes de mobilité relative en matière d'éducation [1], environ 12 % des adultes nés dans les années 1980 dans certains pays d'Afrique subsaharienne à faible revenu sont plus instruits que leurs parents, contre 80 % de la même génération dans la région Asie de l'Est et Pacifique (Narayan *et al.,* 2018).

Les données pour l'Afrique dans son ensemble ont été complétées par des recherches au niveau des pays. En examinant l'évolution de la mobilité intergénérationnelle en matière de niveau d'éducation dans 27 pays africains depuis l'indépendance, Alesina *et al.* (2021) constatent que la probabilité que les enfants nés de parents sans éducation terminent l'école primaire dépasse 70 % en Afrique du Sud et au Botswana, contre moins de 20 % au Soudan (4 %), en Éthiopie, au Mozambique (11 %), au Burkina Faso, en Guinée et au Malawi.

Cette forte variation entre les pays est confirmée par Ouédraogo et Syrichas (2021) et Razzu et Wambile (2022). En se concentrant sur la persistance intergénérationnelle des années de scolarisation sur une période de plus de 50 ans, Azomahou et Yitbarek (2021) mettent en évidence une tendance à la baisse des cohortes après les années 1960 dans la persistance intergénérationnelle de l'éducation dans neuf pays d'Afrique subsaharienne. Cela implique une plus grande mobilité éducative pour les cohortes de naissances plus récentes. Une fois de plus, l'hétérogénéité est évidente entre les pays, le Nigéria, la Guinée, le Ghana et l'Ouganda connaissant la mobilité intergénérationnelle la plus élevée, et les Comores et Madagascar la plus faible.

L'hétérogénéité est aussi prédominante au sein des pays. Au Kenya, la probabilité que les enfants de parents analphabètes terminent l'enseignement primaire varie de 5 % (dans le nord-ouest) à 85 % (dans les Westlands à Nairobi) (Alesina *et al.*, 2021). La mobilité ascendante est en général plus élevée pour les ménages urbains. L'écart entre les zones rurales et urbaines est le plus élevé dans les pays où les niveaux de mobilité et d'alphabétisation sont faibles. Par exemple, il existe un écart d'environ 40 points de pourcentage entre les zones rurales et urbaines en Éthiopie et au Burkina Faso (pays où la mobilité est la plus faible). Cet écart est inférieur à 10 points de pourcentage en Afrique du Sud et au Botswana (pays à forte mobilité). Au Mali, dans certaines régions, la probabilité que les enfants soient moins instruits que leurs parents est supérieure à 70 %, alors que dans d'autres régions, cette probabilité tombe à environ 18 % (Figure 8.1).

Carte 8.1 Élasticités générationnelles de l'éducation au Mali



Source : Utilisé avec l'autorisation de Ouedraogo et Syrichas 2021, IMF Working Paper 2021/215 "Intergenerational Social Mobility in Africa Since 1920," © International Monetary Fund. https://doi.org/10.5089/9781513593807.001.
Note : La carte de gauche montre la mobilité intergénérationnelle ascendante (MI ascendante) et la carte de droite montre la mobilité intergénérationnelle descendante (MI descendante). La partie MI ascendante (descendante) est la probabilité moyenne que les enfants âgés de plus de 14 ans nés de parents non éduqués (éduqués) terminent (abandonnent) l'école primaire.

Au sein des pays, les écarts entre les genres en matière de mobilité éducative se réduisent, les filles recevant davantage d'éducation que les garçons au cours des dernières décennies (Razzu et Wambile, 2022). Toutefois, pour que ces progrès se traduisent par une mobilité des revenus pour les filles, il est important de s'attaquer aux disparités de genre sur le marché du travail. Il en va de même pour d'autres inégalités horizontales telles que la race et l'appartenance ethnique.

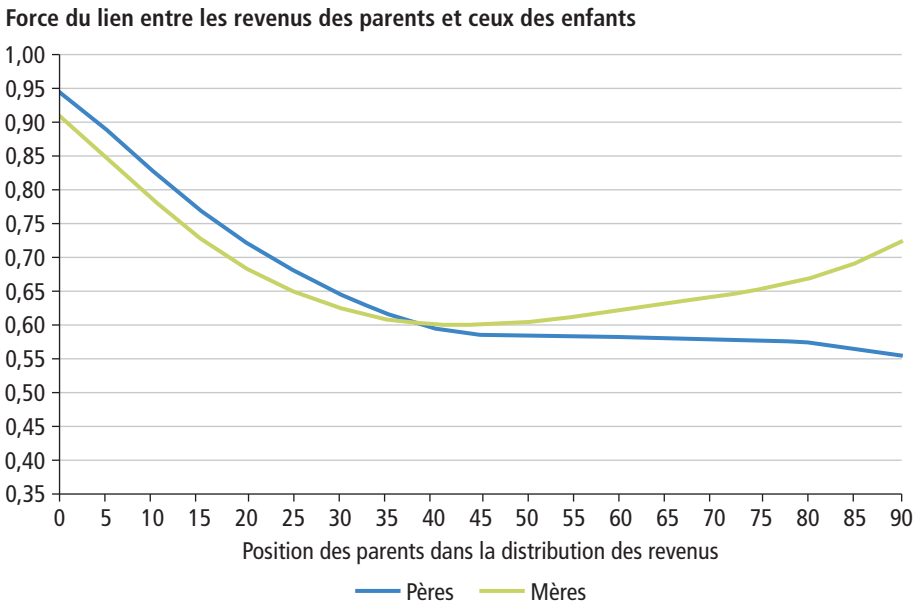
En Europe, on constate généralement que si les enfants de migrants non blancs obtiennent souvent de bons résultats scolaires, parfois supérieurs à ceux des populations blanches autochtones, cela ne se traduit pas par des emplois et une progression économique ultérieure (Van De Werfhorst et Heath, 2019 ; Heath et Schneider, 2021). Il existe des preuves de l'existence de tendances similaires en Afrique. Dans le cas de l'Afrique du Sud, l'avance considérable des enfants en matière d'éducation par rapport à leurs parents n'a pas mis fin à la très forte immobilité des revenus entre les générations (Finn, Leibbrandt et Ranchhod, 2017). Les probabilités de trouver un emploi dépendent de l'expérience très inégale des parents sur le marché du travail et des revenus, ce qui résulte en une forte persistance entre les revenus des pères et des mères et ceux de leurs fils. Cet exemple sud-africain ouvre la voie à une discussion sur les revenus intergénérationnels et la mobilité professionnelle en Afrique.

Évolution et modèles de revenus intergénérationnels et de mobilité professionnelle en Afrique

Dans la plupart des pays africains, la mesure des revenus intergénérationnels et de la mobilité professionnelle est limitée par la disponibilité des données, c'est pourquoi les preuves scientifiques de ces mobilités intergénérationnelles sont rares. L'Afrique du Sud fait partie d'un petit nombre de pays qui ont recueilli des données d'enquête permettant d'estimer la mobilité des revenus entre les générations. L'exploitation de ces données montre que les opportunités offertes aux Sud-Africains sont toujours étroitement liées au statut socioéconomique de leurs parents (Piraino, 2015 ; Finn, Leibbrandt et Ranchhod, 2017), avec un degré élevé de persistance à la fois dans la partie haute et dans la partie basse de la distribution des revenus (Figure 8.1).

Les désavantages sont fortement transmis, neuf enfants sur dix issus des familles les plus pauvres occupant la même position que leurs parents dans la répartition des revenus. Les avantages sont également « hérités », les enfants de pères disposant des revenus les plus élevés ayant 70 % de chances de se retrouver également au sommet de la répartition des revenus. Les personnes situées au milieu de la répartition des revenus sont les plus vulnérables et les moins stables face à la mobilité ascendante et descendante. Cette très forte transmission des désavantages et des avantages, des parents aux enfants, est un résultat très alarmant en Afrique du Sud postapartheid, car il est très éloigné du rêve sud-africain évoqué au début de ce chapitre.

Figure 8.1 Élasticités intergénérationnelles des revenus dans la distribution des revenus en Afrique du Sud



Source : Calculs des auteurs basé sur la Figure 6 dans Finn, Leibbrandt et Ranchhod (2017).
Note : La force de la relation entre les revenus des parents et ceux des enfants est mesurée par l'élasticité intergénérationnelle des revenus (l'élasticité des revenus des enfants par rapport aux revenus de leurs parents) sur les quantiles de revenus.

L'immobilité intergénérationnelle des revenus est également élevée dans d'autres pays d'Afrique, avec une forte corrélation entre les revenus de deux générations en Namibie, en Eswatini, en Afrique du Sud, au Botswana et au Lesotho[2] (Banque mondiale, 2022). En utilisant un riche ensemble de données sur la mobilité professionnelle intergénérationnelle dans 26 pays africains, Ouédraogo et Syrichas (2021) constatent qu'en moyenne, la mobilité professionnelle ascendante a augmenté pour les enfants nés avant l'indépendance, autour des années 1960, mais a ensuite diminué jusqu'à la toute dernière cohorte. Ce résultat comprend des variations significatives entre les pays. En moyenne, moins de 20 % des enfants ont réussi à gravir les échelons professionnels. Cependant, environ 30 % des enfants nés de parents employés dans des secteurs non agricoles finissent par travailler dans l'agriculture. Les trois premiers pays en termes de mobilité ascendante sont le Botswana, l'Afrique du Sud et l'Égypte, tandis que les trois derniers sont l'Éthiopie, le Mali et le Burkina Faso.

La prudence est de mise en examinant les revenus et la mobilité professionnelle en Afrique, car il faut tenir compte du chômage (revenus nuls) ainsi que des revenus et professions du secteur informel (Iversen, Krishna et Sen, 2021). En outre, une même profession peut impliquer un type et une qualité d'emploi très différents pour les enfants sur le marché du travail plus contemporain que pour leurs parents à leur époque.

Canaux de persistance et déterminants de la mobilité intergénérationnelle

Dans la section précédente, nous avons mis en évidence des différences frappantes entre les pays africains. Nous allons donc maintenant examiner les raisons pour lesquelles certains pays présentent une plus forte mobilité intergénérationnelle que d'autres.

Nous commençons par l'éducation elle-même, étant donné l'abondance de preuves expliquant l'importance de l'éducation et des inégalités en matière d'éducation en tant qu'éléments essentiels pour expliquer la mobilité économique en Afrique (Narayan *et al.*, 2018 ; Alesina *et al.*, 2021 ; Razzu et Wambile, 2022 ; Azomahou et Yitbarek, 2021 ; Ouedraogo et Syrichas, 2021). Narayan *et al.* (2018) suggèrent que, dans l'ensemble de l'Afrique subsaharienne, le niveau d'éducation des parents est l'un des facteurs les plus importants pour expliquer les résultats scolaires des enfants. Par ailleurs, la mobilité intergénérationnelle est moins prononcée pour les filles que pour les fils. Dans un exemple probant d'inégalités croisées, le niveau d'éducation d'une fille est plus fortement corrélé à l'éducation de ses parents que celui d'un fils, mais il existe des différences significatives entre les pays, et, au sein d'un pays, entre les genres (Azomahou et Yitbarek, 2021 ; Razzu et Wambile, 2022). Les pays d'Afrique australe et centrale et ceux qui ont des liens historiques avec les anciennes colonies britanniques connaissent une mobilité intergénérationnelle relativement plus élevée en ce qui concerne l'éducation. Cela montre l'importance de systèmes scolaires accessibles pour rompre la persistance des revenus entre les générations.

Au Nigéria, en Guinée et au Rwanda, l'éducation et la profession des parents contribuent le plus à l'inégalité des chances (Brunori, Palmisano et Peragine, 2016). Il est cependant clair que la qualité et l'accessibilité de l'éducation sont particulièrement importantes étant donné la faiblesse préoccupante de la mobilité des revenus en Afrique malgré l'augmentation des niveaux d'éducation. Le contenu et la qualité des années de scolarité que les enfants reçoivent aux niveaux primaires et secondaires sont cruciaux (Finn, Leibbrandt et Ranchhod, 2017 ; et voir le chapitre 3 de ce livre).

Ces tendances se retrouvent également au niveau transnational. La mobilité absolue en matière d'éducation est corrélée aux niveaux des revenus nationaux sous la forme d'un U inversé, c'est-à-dire que les taux de mobilité absolue les plus faibles sont observés dans les pays les plus pauvres et les pays les mieux lotis. Ceci suggère l'existence d'un piège national de la pauvreté pour les pays les plus pauvres et, pour les pays les mieux lotis, d'un effet de plafond où il devient plus difficile de dépasser le niveau d'éducation des parents (Van der Weide *et al.*, 2021). À mesure que les pays s'enrichissent, les dépenses publiques consacrées aux interventions visant à offrir des chances égales à des enfants issus de milieux parentaux différents, en particulier une éducation de qualité, sont des moyens cruciaux permettant d'augmenter la mobilité (Van der Weide *et al.*, 2021 ; Azomahou et Yitbarek, 2021 ; Ouedraogo et Syrichas, 2021).

Cela dit, d'autres facteurs que l'éducation sont fortement corrélés de manière positive avec les revenus intergénérationnels et la mobilité des revenus. Il s'agit notamment de bons indices de la santé infantile, de la fragmentation ethnolinguistique et de la taille de la population

(Van der Weide *et al.*, 2021). Une décomposition des différents canaux à travers lesquels le revenu parental influence les revenus de la génération suivante montre que les caractéristiques parentales (autres que l'éducation) constituent le canal le plus puissant. Les marchés du travail et le lieu de naissance jouent un rôle important à cet égard. De nombreux marchés du travail récompensent les enfants disposant de relations, d'un patrimoine ou de privilèges sociaux à travers leurs parents. Ensuite, les parents plus riches ont tendance à vivre dans des endroits qui leur permettent d'accéder plus facilement à l'information, aux services, aux emplois et aux réseaux. C'est pour ces raisons que le lieu de naissance d'un enfant est identifié comme la principale variable circonstancielle déterminant l'inégalité des chances au Niger et aux Comores (Brunori, Palmisano et Peragine, 2016).

L'ethnicité et la race sont des circonstances héritées qui jouent aussi un rôle important dans l'avenir des enfants (Piraino, 2015 ; Brunori, Palmisano et Peragine, 2016 ; Funjika et Getachew, 2022). En Afrique du Sud, où un ensemble limité de circonstances héritées explique une part importante de l'inégalité des revenus chez les hommes adultes, il a été démontré que la race joue un rôle important (Piraino, 2015). L'ethnicité a également joué un rôle dominant dans l'inégalité des chances en République démocratique du Congo et en Ouganda (Brunori, Palmisano et Peragine, 2016).

Nous avons déjà souligné le rôle des facteurs historiques et géographiques dans la mobilité intergénérationnelle en matière d'éducation (Funjika et Getachew, 2022). Alesina *et al.* (2021) et Razzu et Wambile (2022) approfondissent leurs analyses de la mobilité éducative pour inclure des facteurs tels que la proximité du littoral et de la capitale, les investissements coloniaux dans les transports et l'activité missionnaire. La mobilité ascendante est plus élevée dans les régions proches du littoral et de la capitale. Une année supplémentaire passée dans une région à forte mobilité avant l'âge de 12 ans (et après 5 ans) augmente considérablement la probabilité que les enfants de parents sans instruction terminent l'école primaire (Alesina *et al.*, 2021). Parmi les facteurs historiques, les investissements coloniaux dans les transports et l'activité des missionnaires sont de puissants facteurs déterminants de la mobilité éducative. En revanche, les ressources naturelles, la proximité des frontières et l'existence d'un État précolonial semblent jouer un rôle mineur dans l'explication de la mobilité éducative en Afrique.

Il est donc clair que la mobilité intergénérationnelle en matière d'éducation, de salaires, de profession et de revenus constitue un indicateur crucial des progrès à long terme des sociétés en matière d'égalité des chances et de réduction des inégalités de résultats. Nous avons conclu cette section en étudiant les mécanismes corrélés à l'amélioration de ces indicateurs à long terme. Ces facteurs exercent leur influence sur la vie des parents, des enfants et d'autres personnes dans le pays, jour après jour et année après année, pour aboutir aux résultats intergénérationnels que nous avons décrits. C'est la mobilité intragénérationnelle qui mesure et explique ces trajectoires relatives des personnes au fil du temps et elle sera analysée dans la section suivante.

Mobilité intragénérationnelle

Major et Machin (2018) parlent de « mobilité de classe » pour désigner la mobilité intragénérationnelle parce qu'elle suit les mouvements des individus à travers et au sein des catégories socioéconomiques clés de cette société. Dans un contexte africain, il semble particulièrement utile de diviser la société en trois catégories (les pauvres, la classe moyenne et l'élite) et d'examiner les données relatives aux mouvements d'entrée et de sortie de chacun de ces groupes. Ces données comprennent des informations sur l'ampleur et les facteurs de mobilité de ceux qui sont piégés dans la pauvreté au fil du temps, de ceux qui échappent à la pauvreté, de ceux qui tombent dans la pauvreté, de ceux qui montent dans la classe moyenne, voire dans l'élite, et de la mobilité vers et hors de l'élite. Ces dynamiques constituent une grille de lecture essentielle pour comprendre l'évolution des inégalités ainsi qu'une base d'informations pour concevoir des politiques efficaces de lutte contre la pauvreté chronique, de soutien à la croissance d'une classe moyenne stable ou de modification de la politique fiscale favorisant l'élite dans le cadre de la lutte contre la pauvreté.

Cependant, la mesure de ces dynamiques intragénérationnelles nécessite des données qui suivent les individus dans le temps afin d'observer ces dynamiques. De telles données longitudinales et de panel sont coûteuses à recueillir et sont très rares en Afrique. Ces dernières années, la collecte de données longitudinales ou de panel s'est quelque peu développée en Afrique, permettant une certaine évaluation de ces processus, y compris des transitions vers et hors de la pauvreté, des classes moyennes et de l'élite[3]. En outre, des efforts systémiques ont été déployés pour créer des ensembles de données de panel synthétiques qui suivent, à travers un ensemble de jeux de données transversales, les progrès de cohortes comparables au fur et à mesure qu'elles vieillissent[4]. Ainsi, dans les sous-sections qui suivent nous pouvons passer en revue l'état des connaissances sur les dynamiques de la pauvreté, des classes moyennes et de l'élite en Afrique.

Dynamiques de la pauvreté

S'il existe de nombreuses recherches sur les tendances de la pauvreté en Afrique, on en sait beaucoup moins sur la dynamique de la pauvreté. Est-elle chronique ou transitoire ? On parle de pauvreté chronique quand les mêmes personnes sont constamment pauvres au fil du temps et semblent piégées dans la pauvreté. L'identification des personnes les plus susceptibles de rester dans la pauvreté tout au long de leur vie ou de connaître une mobilité ascendante ou descendante pour sortir de la pauvreté ou y entrer permet de mettre l'accent sur les couches inférieures et vulnérables de toute société. Elle est donc essentielle pour réduiree les inégalités sur le continent.

Un examen de diverses études montre que l'incidence de la pauvreté chronique (persistante) dans certains pays africains tels que le Malawi et l'Afrique du Sud reste remarquablement élevée (Himanshu et Lanjouw, 2021). En l'absence de données de panel sur les ménages, Dang et Dabalen (2019) ont élaboré des données de panel synthétiques pour évaluer la dynamique de la pauvreté dans 21 pays d'Afrique subsaharienne. Si les résultats montrent qu'un tiers de la population africaine est chroniquement pauvre, Dang et Dabalen (2019) soulignent de grandes disparités

entre les pays. Certains pays tels que la Mauritanie, l'Éthiopie, le Togo, le Malawi, le Ghana, l'Ouganda, la Tanzanie et la Mozambique présentent des niveaux de pauvreté chronique plus faibles en raison d'une croissance favorable aux populations les plus pauvres[5], tandis que d'autres pays tels que le Burkina Faso, la Zambie, Madagascar, le Cameroun, le Sénégal et le Nigéria ont connu une croissance qui n'est pas favorable aux pauvres, maintenant un nombre élevé de personnes dans la pauvreté chronique.

Bien que les résultats indiquent une augmentation de 28 % de la taille de la classe moyenne dans la région et donc une certaine mobilité ascendante pour sortir de la pauvreté, la pauvreté chronique demeure élevée, en particulier dans des pays comme la RDC, Madagascar et le Malawi. En RDC, le taux de pauvreté était de 80 % en 2012 et la population en situation de pauvreté chornique représentait près de 75 % de ce groupe. À Madagascar, la population en situation de pauvreté chronique s'élevait à 60 %. En termes de dynamique, 17 % de la population africaine est sortie de la pauvreté mais reste vulnérable à une rechute dans la pauvreté.

En s'appuyant également sur une approche de panel synthétique, une analyse de la dynamique de la pauvreté dans plusieurs pays africains met en évidence les caractéristiques associées aux mouvements des personnes vers et hors de la pauvreté en Éthiopie, en Tanzanie et au Mozambique (Lanjouw et Tarp, 2021). Mekasha et Tarp (2021) se concentrent sur la dynamique de la pauvreté en Éthiopie et montrent un taux élevé de persistance de la pauvreté et un risque élevé de mobilité descendante avec une forte probabilité de passer du statut de non-pauvre vulnérable à celui de pauvre. La pandémie de COVID-19 a aggravé cette mobilité vers le bas. L'analyse dynamique des profils de pauvreté montre que le taux de mobilité descendante augmente lorsque le chef de famille est moins éduqué, qu'il travaille dans le secteur des services, qu'il est indépendant et qu'il est employé de maison. Des résultats similaires ont été observés en Tanzanie où 12,5 % de la population est restée dans une situation de pauvreté persistante entre 2012 et 2018, et 30 % a connu une pauvreté transitoire (Aikaeli, Garcés-Urzainqui et Mdadila, 2021).

L'éducation au-delà du primaire et l'emploi dans le secteur non agricole se sont avérés efficaces pour protéger les ménages de la pauvreté. Les zones rurales affichent des niveaux plus élevés de pauvreté persistante et de mobilité descendante. Au Mozambique, Salvucci et Tarp (2021) constatent qu'il y a une plus grande proportion de personnes qui sortent de la pauvreté que de personnes qui y entrent. Cependant, ils soulignent que le Mozambique se caractérise par un taux élevé d'immobilité, une grande partie de la population restant soit dans la pauvreté, soit hors de la pauvreté et une plus petite partie se déplaçant soit vers le haut soit vers le bas. Ils constatent que la dynamique de la pauvreté semble être davantage liée à des chocs intra-annuels car un pourcentage plus élevé d'individus plonge dans la pauvreté entre la saison sèche et la saison des pluies, et une proportion non négligeable de personnes vulnérables ne parvient pas à sortir de la pauvreté au cours de la saison sèche suivante, ce qui indique un degré élevé d'immobilité pour sortir de la pauvreté.

Ces ensembles de données de panel agrégées couvrent le début de la pandémie de COVID-19. En tant que telles, les études nationales sont très utiles pour souligner la manière dont la pandémie s'est développée relativement plus rapidement dans les pays avec des niveaux élevés

de pauvreté chronique et comment elle a fait augmenter le nombre de personnes non pauvres confrontées à un risque élevé de retomber dans la pauvreté (Mekasha et Tarp, 2021 ; Salvucci et Tarp, 2021 ; Aikaeli, Garcés-Urzainqui et Mdadila, 2021).

Schotte, Zizzamia et Leibbrandt (2018) ont appliqué à l'Afrique du Sud un modèle de transitions de la pauvreté qui estime le risque de pauvreté future en fonction du niveau actuel de pauvreté d'un individu et des caractéristiques du ménage dont il fait partie. Ils distinguent la pauvreté persistante de la pauvreté transitoire et constatent que les populations en situation de pauvreté chronique, celles dont les chances de sortir de la pauvreté sont inférieures à la moyenne, représentaient 50 % de la population sud-africaine et 80 % de la pauvreté totale en Afrique du Sud entre 2008 et 2017. Ils observent que seulement 16,5 % des personnes initialement pauvres ont échappé à la pauvreté entre une vague et la suivante. En revanche, la probabilité moyenne de tomber dans la pauvreté pour ceux qui n'étaient pas pauvres au départ était de 25,9 %.

Ces résultats sont assez similaires à ceux d'Atta-Ankomah et Osei (2021) qui constatent que, pour le Ghana, environ 18 % des pauvres ont échappé à la pauvreté entre 2010 et 2014. Cette étude montre également qu'une proportion encore plus élevée de personnes qui ne sont pas pauvres (environ 60 %) ont sombré dans la pauvreté au cours de la même période. Ce résultat est cohérent avec l'idée qu'une grande partie de la classe moyenne peut être vulnérable (voir par exemple Thurlow, Resnick et Ubogu, 2015). Une étude antérieure menée par Zizzamia, Schotte, Leibbrandt et Ranchhod (2016) avait déjà constaté que 80 % des pauvres en Afrique du Sud sont en situation de pauvreté chronique et que les personnes vulnérables non pauvres sont effectivement vulnérables en raison de la forte mobilité descendante vers la pauvreté.

Les Africains qui vivent en milieu rural sont très susceptibles d'être en situation de pauvreté persistante ou transitoire. Dans les zones rurales, la difficulté d'accéder aux revenus du marché du travail conduit également à la vulnérabilité et à la pauvreté de ceux qui se trouvent principalement dans les franges informelles de la société urbaine. Une assimilation réussie au marché du travail est fortement liée aux inégalités structurelles et aux caractéristiques héritées et socialement déterminées (Zizzamia et Ranchhod, 2019).

Dynamique de la classe moyenne

Dans une récente note d'information, on peut lire que « la classe moyenne d'un pays est historiquement représentative de sa santé économique globale. La croissance des segments des revenus moyens est généralement le signe d'un niveau plus élevé de richesse et de bien-être. Elle peut également soutenir des perspectives financières solides pour le pays » (Amdani, 2023). Une petite classe moyenne freine souvent la mobilité économique et est le reflet d'une société caractérisée par une forte polarisation des revenus, avec une concentration de personnes pauvres et un petit nombre de personnes riches et disposant de très hauts revenus.
Les données empiriques suggèrent qu'une classe moyenne plus importante qui connaît une croissance plus rapide est associée à la stabilité et à la mobilité économique. Lorsque des personnes accèdent au statut de classe moyenne, ils ont tendance à accumuler de l'épargne et à accéder à une éducation supérieure. Elles consomment des biens et des services de qualité,

ce qui favorise la stabilité économique. En somme, la littérature a établi que l'émergence d'une classe moyenne en Afrique joue un rôle social, politique et économique important (voir Resnick, 2015).

La croissance de la classe moyenne et sa représentation statistique, ainsi que le gonflement de la section intermédiaire de la distribution des revenus, se trouvent au cœur d'un développement économique inclusif qui réduit les inégalités. C'est pourquoi il est impératif de comprendre les causes et les limites de l'expansion de la classe moyenne. Cependant, on ne sait que peu de choses sur la dynamique réelle de la classe moyenne africaine. Qui parmi les pauvres a le plus de chances de faire la transition vers la classe moyennes et quelles sont les contraintes qui les en empêchent ?

L'essor de la classe moyenne en Afrique s'est souvent produit après l'indépendance grâce à des initiatives de nationalisation qui ont contribué à transférer les actifs, la propriété et l'emploi des étrangers aux locaux (Resnick 2015). Par la suite, d'autres politiques relatives à la propriété foncière et à l'abolition des propriétés foncières privées ont également joué un rôle important. Les programmes d'ajustement structurel des années 1990 étaient censés façonner la croissance de la classe moyenne en offrant des opportunités potentielles pour l'expansion du secteur privé et d'une classe moyenne active. Toutefois, dans la pratique, cette privatisation a souvent servi à enrichir l'élite politique en lui permettant d'acquérir les entreprises d'État.

La reprise de la croissance à partir des années 2000, accompagnée d'une croissance de l'emploi dans le secteur tertiaire, a augmenté la part de la classe moyenne dans l'emploi total et a joué un rôle dans sa croissance. Toutefois, les recherches récentes menées sur le continent ne fournissent que peu de preuves de l'expansion d'une classe moyenne en Afrique (Visagie et Posel, 2013 ; Corral, Molini et Oseni, 2015 ; Giesbert et Schotte, 2016 ; Zizzamia, Schotte et Ranchhod, 2016). En Afrique du Sud, Schotte, Zizzamia et Leibbrandt (2018) estiment que seuls 24 % des Sud-Africains pourraient être considérés comme appartenant de façon stable à la classe moyenne ou à l'élite. Au Mozambique, si une transition ascendante de pauvre à vulnérable est probable (30 %), la transition de vulnérable à classe moyenne ou de pauvre à classe moyenne est extrêmement improbable (Salvucci et Tarp, 2021).

Cela dit, les définitions précises de la classe moyenne sont parsemées d'innombrables critères et approches alternatives qui influent sur le degré de mobilité sociale supposé. Une définition basée sur le revenu soulève la question de savoir si ceux qui ne meurent plus de faim entrent automatiquement dans la classe moyenne ou non. Si ce n'est pas le cas, quel est le seuil de revenu permettant d'accéder à la classe moyenne ? En utilisant une approche basée sur le revenu et la consommation, la Banque africaine de développement (2011) a classé un tiers de la population africaine dans la classe moyenne. De nombreuses études ont souligné que cette approche est problématique en mettant en évidence la part importante, au sein de cette classe moyenne, de la population vulnérable qui a un risque élevé de tomber à nouveau dans la pauvreté (Thurlow, Resnick et Ubogu, 2015 ; Melber, 2022).

Une approche basée sur les revenus est donc insuffisante pour définir la classe moyenne, à moins qu'elle ne soit accompagnée d'autres critères tels que la propriété d'actifs, le niveau d'éducation, la profession, l'attitude sociale et la conscience politique qui facilitent les

possibilités de mobilité ascendante (Giesbert et Schotte, 2016 ; Němečková, Harmáček et Schlossarek, 2020). Une étude basée sur les actifs montre comment la classe moyenne en Afrique prend de l'ampleur, mais à un rythme plus lent que ce que suggèrent les estimations basées sur les revenus (Shimeles et Ncube, 2015). Une approche fondée sur les attitudes et les comportements politiques met en évidence les jeunes d'Afrique subsaharienne qui, aliénés par des taux de chômage élevés et des inégalités persistantes, sont à la croisée des chemins entre mobilité ascendante et mobilité descendante, et ne présentent aucune sorte d'identité partagée avec la classe moyenne (Giesbert et Schotte, 2016).

Une approche plus prometteuse fondée sur la vulnérabilité[6] définit la classe moyenne comme une « classe émancipée » qui est raisonnablement à l'abri de la pauvreté (López-Calva et Ortiz-Juarez, 2014). Cette approche permet de comprendre les pauvres et la classe moyenne comme des phénomènes dynamiques. Pour qu'une personne soit considérée comme appartenant à la classe moyenne, son risque de tomber dans la pauvreté doit rester inférieur à un seuil spécifique[7]. En utilisant une vulnérabilité à la pauvreté si faible pour définir la classe moyenne ainsi que l'ensemble de données de panel de l'Enquête nationale sur la dynamique des revenus (National Income Dynamics Study, NIDS), on constate que la classe moyenne en Afrique du Sud est relativement restreinte et a connu une croissance lente depuis 1993 (Zizzamia, Schotte et Ranchhod, 2016 ; Schotte, Zizzamia et Leibbrandt, 2018, 2022).

En réalité, le modèle de croissance au cours de cette période a impliqué un déclin de la pauvreté qui a permis aux ménages d'accéder à une classe moyenne vulnérable mais pas à une situation stable et donc à un marqueur d'une position pérenne de la classe moyenne. Au contraire, cette classe moyenne vulnérable est beaucoup plus proche, par ses revenus et ses caractéristiques, ce qui implique un important précariat sud-africain à cheval sur le seuil de pauvreté.

Ils relèvent néanmoins une certaine transformation de la composition raciale au sein de la classe moyenne stable, les Noirs étant nettement plus nombreux que les Blancs. La mobilité descendante des Sud-Africains blancs hors de la classe moyenne étant négligeable, cela concorde avec la mobilité ascendante d'un certain nombre d'Africains vers les classes moyennes depuis 2010-2011. Cependant, comme indiqué ci-dessus, la race reste un facteur prédictif important de la pauvreté et de la précarité, les Noirs étant beaucoup plus exposés au risque de pauvreté que les Blancs.

Au Nigéria, en utilisant la même approche de faible vulnérabilité à la pauvreté, Corral, Molini et Oseni (2015) montrent une croissance de la taille de la classe moyenne avec des personnes sortant de la pauvreté entre 2003 et 2013. La pauvreté a diminué entre 2003 et 2013, passant de 45 % à 33 %, tandis que la classe moyenne a augmenté de 13 % à 19 %. Cependant, une grande partie de la population qui est sortie de la pauvreté vit toujours avec des niveaux élevés de vulnérabilité à la pauvreté.

En étudiant les dynamiques de la classe moyenne au Ghana, Rougier *et al.* (2023) soulignent l'hétérogénéité des trajectoires au sein de la classe moyenne[8], avec une classe moyenne inférieure composée de travailleurs informels sans éducation et vulnérables et une classe

moyenne supérieure composée d'entrepreneurs informels mais prospères et moins vulnérables. L'éducation semble être le principal déterminant de la mobilité sociale vers la classe moyenne. Une période de croissance soutenue, accompagnée de changements structurels qui ont permis aux travailleurs de passer du secteur de l'agriculture à ceux des services et de l'industrie, ainsi que d'importants progrès en matière d'éducation, a apporté de nouvelles opportunités et a contribué à l'émergence d'une nouvelle classe moyenne dans les années 1990. Des schémas de mobilité sociale et un mouvement de professionnels instruits vers la classe moyenne ont également été observés (Lentz et Noll, 2021).

Cependant, cette mobilité ascendante vers la classe moyenne a commencé à s'essouffler dans les années 2000 et, bien que beaucoup aient réussi à échapper à la pauvreté, la plupart des membres de la nouvelle classe moyenne sont restés vulnérables aux chocs. Même au sein de la classe moyenne, la mobilité ascendante reste freinée par une répartition inégale des opportunités qui a confiné ceux qui commençaient leur vie professionnelle à des emplois peu rémunérés et peu qualifiés tels que le secteur informel des services urbains et, souvent, à de faibles salaires tout au long de leur vie professionnelle. En utilisant une approche par méthodes mixtes et une définition qui combine les caractéristiques des revenus, de l'emploi et de l'éducation, Berrou *et al.* (2018) constatent que la classe moyenne en Côte d'Ivoire ne représente que 26,4 % de la population totale. Ils montrent cependant qu'elle présente une composition duale, avec une strate supérieure (environ un cinquième de son ensemble) représentant les héritiers de la classe moyenne de la génération précédente, et une strate inférieure (constituant environ 80 %) de « nouveaux venus » caractérisée par une grande vulnérabilité et composée de travailleurs informels urbains et agricoles.

Dans plusieurs villes africaines du Kenya, de Tanzanie, d'Angola, du Mozambique, d'Afrique du Sud et d'Éthiopie, des études soulignent l'émergence d'une classe moyenne urbaine parmi les jeunes générations. L'urbanisation a offert des opportunités de mobilité ascendante aux jeunes dans des grandes villes africaines telles que Nairobi, Maputo, Luanda, Addis-Abeba ou encore Dar es Salaam (Spronk, 2014 ; Gastrow, 2020 ; Mercer, 2020 ; Nielsen et Jenkins, 2021). Des tendances similaires ont été suggérées pour la jeune classe moyenne noire et urbaine en Afrique du Sud (Ndlovu, 2020).

Ce repositionnement des jeunes générations vers une classe moyenne urbaine semble être plutôt motivé par leurs aspirations d'appartenance et du style de vie qui en découle plutôt que par des considérations pécuniaires. Toutefois, ce processus d'urbanisation rapide met en évidence le concept d'un « idéal de vie urbaine » qui se heurte aux limites des réalités économiques (Melber, 2022). Les aspirations et désirs inassouvis de cette jeune génération sapent la classe moyenne urbaine idéalisée et mettent en évidence la polarisation causée par la croissance rapide de la population urbaine. Dans certaines de ces villes, l'explosion de la population urbaine a été accompagnée d'une augmentation des inégalités, les grandes villes abritant à la fois l'extrême pauvreté et l'extrême richesse.

Dynamique de l'élite

Les indications précédentes sur les obstacles persistants à la croissance de la classe moyenne montrent des niveaux élevés de polarisation des revenus dans les pays africains, avec une concentration de personnes pauvres et quelques personnes riches et à très hauts revenus, généralement appelés « élite ». Dans le chapitre 11 de ce livre (Figure 11.3) apparaît une version africaine du célèbre diagramme de l'éléphant de Milanovic qui confère une grande crédibilité à cette tendance en tant que fait stylisé de la structure de la croissance économique en Afrique au cours des dernières décennie. Ceci reflète des arguments plus généraux soulignant que la formation d'une élite renforcée est une force majeure dans les sociétés contemporaines à travers le monde (Savage, 2021).

Une thématique commune dans la littérature sur les pays du Nord souligne que, bien qu'il puisse y avoir une mobilité substantielle entre les niveaux intermédiaires de la structure sociale, il est plus difficile d'accéder aux niveaux des élites (Reeves *et al.*, 2017 ; O'Brien, 2024). Ces transitions ont suscité beaucoup moins d'intérêt que la dynamique de la pauvreté et de la classe moyenne, même s'il y a de bonnes raisons de signaler leur importance. Dans le contexte sud-africain, le sondage NIDS a montré que les revenus du haut de la répartition ont augmenté beaucoup plus rapidement que les revenus intermédiaires (supérieurs). Ce phénomène, associé à une très faible mobilité ascendante de la classe moyenne stable vers l'élite, suggère que l'élite est structurellement distincte de la classe moyenne.

Les données fiscales sud-africaines viennent également soutenir cette hypothèse. Le Tableau 8.1 ci-dessous est une matrice de transition reflétant les transitions entre les centiles de revenu réel personnel entre 2011 et 2021. Il est dérivé d'un panel de revenus personnels réels produit en fusionnant les données de l'impôt sur les sociétés avec celle de l'impôt sur le revenu. Le Tableau 1 se concentre sur la mobilité vers et au sein du décile supérieur. Il examine donc les transitions des neuf déciles inférieurs vers le décile supérieur et du décile supérieur vers les neuf déciles inférieurs, puis il étudie en détail les transitions au sein du décile supérieur, y compris l'entrée et la sortie du 1 % et du 0,01 % supérieurs. Le tableau montre que 95 % de ceux qui étaient dans les déciles 1-9 en 2011 y étaient toujours en 2021. Il y a très peu de mobilité ascendante vers le décile supérieur et aucune mobilité vers le 1 % supérieur à partir des déciles inférieurs. Il y a une certaine mobilité descendante à partir du décile supérieur, mais elle est particulièrement faible pour ceux qui se trouvaient dans le 1 % et le 0,1 % des données fiscales en 2011.

Tableau 8.1 Mobilité des revenus personnels sud-africains dans les groupes de revenus les plus élevés, comparaison de 2021 à 2011

	Groupe de revenu en 2021				
Groupe de revenus en 2011	**p0 - p90**	**p90 - p99**	**p99 - p99,9**	**p99,9 - p100**	**Total**
p0 - p90	95	5	0	0	100
p90 - p99	46	49	4	0	100
p99 - p99,9	31	34	30	4	100
p99,9 - p100	22	21	29	27	100

Source : Jacobs *et al.* (2024)
Note : p = percentile.

Jacobs *et al.* (2024) montrent que les salaires du marché du travail restent la forme dominante de revenu, même dans le décile supérieur. Toutefois, les gains en capital, les dividendes, les pensions et les intérêts gagnent en importance pour atteindre un maximum de 40 % du revenu total lorsque l'on se dirige vers le sommet de ce dixième décile. Cela suggère que la discrétion structurelle de l'élite et la dynamique de l'élite impliquent la dynamique du marché du travail ainsi que la dynamique de la richesse et leurs intersections.

La littérature africaine sur les élites a reconnu l'importance de la richesse, de l'héritage et du capital humain et social, en plus du marché du travail, pour comprendre la mobilité sociale et les inégalités (Lentz, 2015). Même dans les analyses à long terme, des facteurs historiques tels que la colonisation, peuvent expliquer l'émergence et la croissance d'une élite concentrant des niveaux élevés de richesse en Afrique. Pour ceux qui étudient les élites africaines, l'analyse s'est concentrée sur les Africains qui ont reçu une éducation occidentale et travaillé dans les administrations coloniales et postcoloniales, ainsi que sur les hommes politiques africains qui ont occupé des postes hauts placés dans les gouvernements postcoloniaux (Lentz, 2015 ; Sumich, 2018 ; Michalopoulos et Papaioannou, 2020). Les institutions coloniales, telles que l'administration indirecte par l'intermédiaire des chefs locaux et les accords de concession à des sociétés privées, ont joué un rôle important dans la concentration du pouvoir politique et économique entre les mains d'un petit groupe (Michalopoulos et Papaioannou, 2020).

Les caractéristiques institutionnelles et sociales telles que la centralisation politique ont également joué un rôle important. Sumich (2018) avance que les élites, qui occupent des postes clés dans les domaines politiques et économiques de la société, perpétuent les inégalités pour conserver leurs privilèges, entravant ainsi les possibilités de mobilité ascendante. Au Mozambique, le clivage entre la classe moyenne et les élites s'est accentué car ces dernières contrôlent des réseaux leur permettant de maintenir leur emprise sur le pouvoir socioéconomique et politique, contrairement aux pauvres ou aux vulnérables qui sont passés à travers les mailles du filet de sécurité et n'ont pas réussi à remonter les échelons (Sumich, 2018).

Branson *et al.* (2024) montrent comment le capital économique, social et culturel se combine en Afrique du Sud pour produire deux types différents d'élites : un groupe d'« héritiers » qui présente des niveaux élevés de persistance intergénérationnelle, mais aussi un groupe à mobilité ascendante qui a été en mesure d'emprunter les parcours de l'éducation pour accéder à des positions d'élite. L'élite est fortement racialisée, les Sud-Africains blancs faisant preuve d'une persistance durable et de peu de perspectives de mobilité descendante, mais il existe une certaine mobilité ascendante vers les positions d'élite, en particulier pour les Sud-Africains asiatiques et les Sud-Africains métis.

D'autres facteurs historiques incluent la propriété immobilière. Les politiques de privatisation de biens précédemment nationalisés dans les années 1990 sont souvent citées comme un tournant dans la croissance des élites africaines (Resnick, 2015 ; Sumich, 2018). Bien qu'offrant la possibilité de développer un secteur privé et une classe moyenne ouvrière, la privatisation a profité à l'élite politique, les entreprises publiques ayant été vendues à des ministres et à des dirigeants politiques (Taylor, 2012).

Circuits de persistance

Il a été prouvé que les pays à revenu intermédiaire et les pays les plus riches en ressources naturelles ont une mobilité intragénérationnelle plus importante vers le haut que vers le bas. L'éducation semble aussi être le principal déterminant de la mobilité ascendante vers une classe moyenne supérieure en Afrique (Rougier *et al.*, 2023). L'enseignement post-secondaire en particulier est fortement associé à une mobilité ascendante plus élevée (Dang et Dabalen, 2019). Dans plusieurs pays africains, l'éducation et l'emploi se sont révélés particulièrement efficaces pour empêcher les ménages de tomber dans la pauvreté, tandis qu'il y a plus de risques que cela arrive pour les ménages ruraux et de grande taille (Schotte, Zizzamia et Leibbrandt, 2018 ; Aikaeli, Garcés-Urzainqui et Mdadila, 2021 ; Mekasha et Tarp, 2021). En Afrique du Sud, ceux qui sont catégorisés en tant que pauvres chroniques vivent dans des ménages de cinq membres en moyenne. Cela représente près du double de la taille des ménages de la classe moyenne (Schotte, Zizzamia et Leibbrandt, 2018).

La profession joue également un rôle important pour expliquer la persistance ou non de la pauvreté au cours de la vie d'une personne. Zizzamia, Schotte et Ranchhod (2016) constatent que les catégories professionnelles s'alignent fortement sur la classe sociale, la quasi-totalité des pauvres travaillant dans les services et les professions élémentaires, et l'élite occupant des postes de direction et des professions libérales. Cependant, si la profession peut donc être un déterminant très important pour l'élite et pour les pauvres, il n'y a pas de catégorie professionnelle prédominante pour la classe moyenne. Cela suggère que la profession est devenue moins importante pour déterminer la mobilité pour entrer ou sortir de la classe moyenne.

L'accès au marché du travail reste néanmoins un facteur déterminant de la mobilité, puisque 75 % de la classe moyenne et de l'élite sud-africaine ont un emploi, contre seulement 30,8 % des pauvres chroniques (Schotte, Zizzamia et Leibbrandt, 2018). Les ménages qui résistent à la pauvreté et sont considérés comme appartenant à la classe moyenne ont souvent des chefs de famille qui disposent d'un emploi formel avec un contrat à durée indéterminée et une couverture syndicale.

Un autre facteur déterminant de la mobilité sociale est la situation géographique. En Afrique du Sud, un élément clé qui différencie les pauvres chroniques des pauvres transitoires est leur emplacement géographique. En effet, la moitié des pauvres chroniques réside dans des villages traditionnels et sur des terres appartenant à la communauté, alors que seulement 17,8 % des pauvres transitoires résident dans ces zones (Schotte, Zizzamia et Leibbrandt, 2018).

Dans des pays comme l'Afrique du Sud, la race demeure un important facteur prédictif de la pauvreté et un obstacle à la mobilité sociale, les Africains étant les plus exposés au risque de sombrer dans la pauvreté (Zizzamia, Schotte et Ranchhod, 2016). Les pauvres chroniques sont presque exclusivement des Noirs, tandis que les Blancs constituent deux membres sur trois de l'élite (Schotte, Zizzamia et Leibbrandt, 2018).

Dans l'ensemble, la plupart des résultats indiquent une situation d'immobilité de la pauvreté, un grand précariat qui est vulnérable à une rechute dans la pauvreté, une classe moyenne maigre et stable et une petite élite difficile d'accès. Il s'agit d'une perspective très importante sur l'évolution des moyens de subsistance des Africains tout au long de leur vie.

L'importance de la mobilité sociale pour les politiques de lutte contre les inégalités

Ces dernières années, le débat sur la relation entre inégalités et mobilité s'est systématisé autour des discussions quant à la « courbe Gatsby ». Celle-ci met en évidence l'association de niveaux élevés d'inégalité de revenus ou de richesse à l'immobilité intergénérationnelle (Durlauf, Kourtellos et Tan, 2022). Elle conteste donc l'argument selon lequel la mobilité sociale peut être une perspective réaliste dans les pays très inégaux. Elle a été utilisée pour la première fois par Alan Kruger, alors président du *Council of Economic Advisors* pour le président des États-Unis, lorsqu'il a prédit que la persistance des avantages et désavantages de revenus transmis des parents aux enfants « augmentera d'environ un quart pour la prochaine génération en raison de l'accroissement des inégalités que les États-Unis ont connu au cours des 25 dernières années. Il est difficile de regarder ces chiffres sans s'inquiéter du fait que l'augmentation des inégalités met en péril notre tradition d'égalité des chances » (Krueger, 2012, p. 4).

Ce chapitre a passé en revue les données relatives à l'ampleur de la mobilité intergénérationnelle et intragénérationnelle en Afrique. Les données africaines sur la mobilité intergénérationnelle suggèrent des niveaux d'immobilité au moins aussi élevés que ceux dont Alan Kruger s'inquiétait aux États-Unis et bien plus élevés dans certains pays comme l'Afrique du Sud. Ainsi, nous devrions tous être extrêmement préoccupés par la restriction des opportunités que cela implique pour de nombreuses sociétés africaines. Comme l'a souligné Kruger, cette situation a des conséquences négatives en termes d'étouffement de la croissance et du développement. Si les inégalités de revenus, de salaire et de richesse dans de nombreux pays africains n'augmentent pas, elles ne diminuent pas non plus, et cette persistance est corrélée à une faible mobilité et à une faible égalité des chances.

Les données qui permettent d'identifier les moteurs de la mobilité intragénérationnelle mettent en évidence les dynamiques d'inégalité à l'œuvre dans les sociétés africaines qui sous-tendent les indicateurs intergénérationnels à plus long terme. En tant que telle, cette perspective offre une passerelle unique entre les politiques à court terme visant à surmonter les inégalités et les politiques à plus long terme. La littérature sur la mobilité souligne qu'il est impératif de concentrer l'attention des politiques sur les facteurs structurels qui sous-tendent les inégalités d'opportunités et les inégalités qui en découlent en matière de salaire, de revenus et de richesse (Hackl, 2018). Ces facteurs comprennent les lois formelles et les normes informelles qui affectent à la fois l'accès équitable à des soins de santé et à une éducation de qualité, ainsi que la répartition des opportunités sur le marché du travail, des actifs et des richesses entre les générations (par exemple, les lois et les normes en matière d'héritage).

Un certain nombre de politiques sont censées avoir un impact sur la mobilité ascendante. Les recherches soulignent l'importance des politiques d'éducation et de protection sociale pour accroître les chances des individus de sortir de la pauvreté (Salvucci et Tarp, 2021). Il s'agit d'instruments politiques orthodoxes, mais, dans le contexte de la mobilité, il est clairement établi que ce sont les améliorations de la qualité plutôt que de la quantité de l'enseignement et de la santé dès les premières années qui sont essentielles pour fournir la plateforme nécessaire à de meilleures opportunités d'emploi et pour s'attaquer durablement à la persistance

intergénérationnelle des inégalités (Finn, Leibbrandt et Ranchhod, 2017). Van der Weide *et al.* (2021) soulignent l'importance des investissements publics ciblés, l'augmentation des dépenses publiques de ce type étant fortement associée à une plus grande mobilité dans l'éducation. Azomahou et Yitbarek (2021) soulignent également l'importance de politiques de redistribution ciblées pour élargir l'accès à un enseignement secondaire de qualité afin d'améliorer la mobilité.

Notre analyse de la mobilité parmi et entre les pauvres chroniques et transitoires, les classes moyennes vulnérables et stables, ainsi que l'élite, souligne le même enjeu essentiel. Pour ce faire, nous établissons une distinction claire entre les politiques qui sont nécessaires pour fournir un amortisseur ou une assurance afin de protéger les moyens de subsistance existants et d'empêcher la mobilité absolue vers le bas au sein d'économies léthargiques et instables, et les politiques qui sont nécessaires pour créer une mobilité vers le haut. Ces deux types de politiques sont cruciales. Néanmoins, si les subventions sociales sont importantes pour la survie des individus en situation de pauvreté chronique, elles ne s'attaquent pas aux obstacles structurels à une mobilité ascendante pérenne (Zizzamia *et al.*, 2019).

Pour les pauvres, il est nécessaire de les compléter par des politiques qui modifient l'accès aux marchés du travail et à la propriété des terres et d'autres actifs et/ou qui modifient la répartition spatiale des opportunités économiques. Une grande partie de la population africaine est prise au piège de la pauvreté chronique, et il est impératif de mettre en place ces politiques complémentaires pour briser les pièges de pauvreté afin de stimuler la mobilité ascendante. Les faibles niveaux de mobilité ascendante sur le continent montrent clairement qu'il s'agit d'un mandat politique ambitieux qui nécessitera de faire les choses différemment.

L'approche de la vulnérabilité montre que les politiques de réduction de la pauvreté ne doivent pas cibler seulement les populations en situation de pauvreté existantes mais aussi celle qui ne sont pas pauvres mais vulnérables et qui ont un risque élevé de tomber dans la pauvreté (Mekasha et Tarp, 2021). Il s'agit d'un large précariat qui chevauche le seuil de pauvreté et il existe de nombreux obstacles à la mobilité ascendante de ce groupe vers une classe moyenne stable. Notre analyse montre que les personnes situées en dessous de la classe moyenne stable et de l'élite peuvent représenter les deux tiers ou plus de la population dans de nombreuses sociétés africaines. La promotion de la mobilité ascendante de ce groupe nécessite une éducation et des soins de santé de qualité ainsi qu'un ensemble d'actifs de soutien publics et privés. Par exemple, les politiques de logement abordable ont un impact positif sur la mobilité ascendante (Visagie, Turok et Scheba, 2020). En outre, la mobilité ascendante nécessite un approvisionnement en eau, des systèmes sanitaires, des routes praticables, des transports abordables et des communautés sûres et fonctionnelles.

Il ne s'agit pas là d'une liste de souhaits. La classe moyenne stable et l'élite s'appuient sur ces éléments pour saisir des opportunités ou répondre aux défis qu'elles rencontrent. Il est certain que la classe moyenne stable ne le serait pas sans eux. Les élites ont été en mesure de puiser dans leur capital humain et dans le capital financier de leur richesse pour se protéger contre les économies atones, voire en crise, et contre la pandémie de COVID-19. Cela leur a permis

de bénéficier d'une croissance des revenus réels bien plus forte que celle de la classe moyenne stable. Cela est encore plus vrai pour les centiles supérieurs et, en général, l'élite est un groupe étroit qui n'a que peu de liens avec la société dans son ensemble tout en accumulant 50 % du revenu total.

Ces sociétés africaines ne sont pas viables pour les mêmes raisons que celles évoquées par Alan Kruger dans le contexte des États-Unis. Les modestes perspectives de mobilité dans les couches moyennes de la société, en particulier celles qui sont facilitées par l'offre éducative, peuvent être plus que contrebalancées par l'éloignement des élites et l'institutionnalisation de privilèges bien ancrés, y compris ceux issus de l'expérience coloniale (Branson *et al.*, 2024). Par conséquent, il doit y avoir un argument dynamique de maximisation du bien-être pour une redistribution soigneusement conçue de ce revenu afin de financer l'infrastructure humaine et physique pour donner à la majorité des populations africaines de réelles opportunités de mobilité ascendante.

Notes

1. La mobilité relative est pondérée par la mesure dans laquelle le niveau d'éducation des individus est indépendant de l'éducation de leurs parents, en utilisant le coefficient des régressions des années d'éducation des enfants sur celles de leurs parents. Des valeurs plus élevées indiquent une plus grande persistance, et donc une mobilité relative plus faible (Narayan *et al.,* 2018)
2. L'élasticité intergénérationnelle des revenus mesurée pour les jeunes (âgés de 21 à 25 ans) et leur parent chef de ménage à partir de données tirées d'enquêtes sur les ménages.
3. Dang et Dabalen (2017) et la Banque mondiale (2017) montrent que la couverture des données de panel dans les pays africains demeure limitée. Les données de panel avec une couverture nationale n'existent que dans sept pays en Afrique subsaharienne et lorsqu'elles sont disponibles, elles sont collectées pour des périodes relativement courtes.
4. Voir Garcés-Urzainqui, Lanjouw et Rongen (2021) et Dang et Lanjouw (2023) pour une introduction technique à la création de données de panel agrégées. Le chapitre 2 de ce livre contient une discussion plus complète sur ces données.
5. Une croissance favorable aux classes les plus pauvres est définie comme la dynamique la plus bénéfique pour les différentes catégories de revenus les plus faibles, les revenus intermédiaires et les revenus élevés. Le scénario de croissance favorable aux pauvres le plus positif est celui dans lequel les catégories pauvres et vulnérables diminuent tandis que la classe moyenne se développe.
6. La vulnérabilité est le fait d'être exposé au risque de rester ou de devenir pauvre au fil du temps.
7. Cette approche est similaire à la modélisation de la dynamique de la pauvreté, si ce n'est que l'accent est désormais mis sur la probabilité de tomber dans la pauvreté plutôt que d'y rester ou d'en sortir.
8. Leur approche pour définir la classe moyenne combine la définition de la classe moyenne en tant que catégorie socioéconomique héritée de la sociologie des classes moyennes européennes et américaines (Goldthorpe, Llewellyn et Payne, 1980) avec une approche de la stratification sociale capturée à travers des informations qualitatives et subjectives de ceux qui se situent au milieu de la fourchette des dépenses de consommation.

Références

AFDB (African Development Bank). 2011. "The Middle of the Pyramid: Dynamics of the Middle Class in Africa." AFDB Market Brief 20, AFDB, Tunis, Tunisia.

Aikaeli, Jehovaness, David Garcés-Urzainqui, and Kenneth Mdadila. 2021. "Understanding Poverty Dynamics and Vulnerability in Tanzania: 2012–2018." *Review of Development Economics* 25 (4): 1869–94. https://doi.org/10.1111/rode.12829.

Aiyar, Shekhar, and Christian Ebeke. 2020. "Inequality of Opportunity, Inequality of Income and Economic Growth." *World Development* 136: 105115. https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2020.105115.

Alesina, Alberto, Sebastian Hohmann, Stelios Michalopoulos, and Elias Papaioannou. 2021. "Intergenerational Mobility in Africa." *Econometrica* 89 (1): 1–35. https://doi.org/10.3982/ECTA17018.

Amdani, Yusuf. 2023. "5 Benefits of a Growing Middle Class." *Forbes Books Author Post* (blog), June 6, 2023. https://www.forbes.com/sites/forbesbooksauthors/people/yusufamdani/?sh=33b279486274.

Atta-Ankomah, Richmond, and Robert Darko Osei. 2021. "Structural Change and Welfare: A Micro Panel Data Evidence from Ghana." *Journal of Development Studies* 57 (11): 1927–44. https://doi.org/10.1080/00220388.2021.1939864.

Azomahou, Théophile T., and Eleni Yitbarek. 2021. "Intergenerational Mobility in Education: Is Africa Different?" *Contemporary Economic Policy* 39 (3): 503–23. https://doi.org/10.1111/coep.12495.

Berrou, Jean-Philippe, Dominique Darbon, Anne Bekelynck, Christian Bouquet, Matthieu Clément, François Combarnous, and Éric Rougier. 2018. "Le réveil des classes moyennes ivoiriennes? Identification, caractérisation et implications pour les politiques publiques." AFD Research Paper, Agence Française de Développement, Paris. https://doi.org/10.3917/afd.berro.2018.01.0001.

Blanden, Jo, Alissa Goodman, Paul Gregg, and Stephen Machin. 2002. "Changes in Intergenerational Mobility in Britain." Centre for Economic Performance, London School of Economics.

Blau, Peter Michael, Otis Dudley Duncan, and Andrea Tyree. 1967. *The American Occupational Structure*. New York: Wiley.

Branson, Nicola, Johs Hjellbrekke, Murray Leibbrandt, Vimal Ranchhod, Mike Savage, and Emma Whitelaw. 2024. "The Socioeconomic Dimensions of Racial Inequality in South Africa: A Social Space Perspective." *British Journal of Sociology* 74 (4): 613–632. https://doi.org/10.1111/1468-4446.13034.

Brunori, Paolo, Francisco H. G. Ferreira, and Guido Neidhöfer. 2023. *Inequality of Opportunity and Intergenerational Persistence in Latin America*. Washington, DC: Inter-American Development Bank. https://doi.org/10.18235/0005207.

Brunori, Paolo, Flaviana Palmisano, and Vito Peragine. 2016. "Inequality of Opportunity in Sub-Saharan Africa." Policy Research Working Paper 7782, World Bank, Washington, DC. https://documents.worldbank.org/en/publication/documents-reports/documentdetail/522541470317691539/inequality-of-opportunity-in-sub-saharan-africa.

Bukodi, Erzsébet, and John H. Goldthorpe. 2018. *Social Mobility and Education in Britain: Research, Politics and Policy*. Cambridge, UK: Cambridge University Press. https://doi.org/10.1017/9781108567404.

Chetty, Raj, David Grusky, Maximilian Hell, Nathaniel Hendren, Robert Manduca, and Jimmy Narang. 2017. "The Fading American Dream: Trends in Absolute Income Mobility since 1940." *Science* 356 (6336): 398–406. https://doi.org/10.1126/science.aal4617.

Chetty, Raj, Nathaniel Hendren, Patrick Kline, Emmanuel Saez, and Nicholas Turner. 2014. "Is the United States Still a Land of Opportunity? Recent Trends in Intergenerational Mobility." *American Economic Review* 104 (5): 141–47. https://doi.org/10.1257/aer.104.5.141.

Corral, Paul, Vasco Molini, and Gbemisola O. Oseni. 2015. "No Condition Is Permanent: Middle Class in Nigeria in the Last Decade." Policy Research Working Paper 7214, World Bank, Washington, DC. https://ideas.repec.org/p/wbk/wbrwps/7214.html.

Dang, Hai-Anh H., and Andrew L. Dabalen. 2018. "Is Poverty in Africa Mostly Chronic or Transient? Evidence from Synthetic Panel Data." *Journal of Development Studies* 55 (7): 1527–47. https://doi.org/10.1080/00220388.2017.1417585.

Dang, Hai-Anh H., and Peter F. Lanjouw. 2023. Measuring Poverty Dynamics with Synthetic Panels Based on Repeated Cross Sections. *Oxford Bulletin of Economics and Statistics* 85 (3): 599–622.

Durlauf, Steven N., Andros Kourtellos, and Chih Ming Tan. 2022. "The Great Gatsby Curve." *Annual Review of Economics* 14 (1): 571–605. https://doi.org/10.1146/annurev-economics-082321-122703.

Erikson, Robert, and John Harry Goldthorpe. 1992. *The Constant Flux: A Study of Class Mobility in Industrial Societies*. Oxford, UK: Clarendon Press.

Finn, Arden, Murray Leibbrandt, and Vimal Ranchhod. 2017. "Patterns of Persistence: Intergenerational Mobility and Education in South Africa." SALDRU Working Paper 175, Southern Africa Labour and Development Research Unit, University of Cape Town, South Africa.

Funjika, Patricia, and Yoseph Y. Getachew. 2022. "Colonial Origin, Ethnicity and Intergenerational Mobility in Africa." *World Development* 153: 105841. https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2022.105841.

Garcés-Urzainqui, David, Peter Lanjouw, and Gerton Rongen. 2021. "Constructing Synthetic Panels for the Purpose of Studying Poverty Dynamics: A Primer." *Review of Development Economics* 25 (4): 1803–15. https://doi.org/10.1111/rode.12832.

Gastrow, Claudia. 2020. "Housing Middle-Classness: Formality and the Making of Distinction in Luanda." *Africa* 90 (3): 509–28. https://doi.org/10.1017/S0001972020000054.

Giesbert, Lena, and Simone Schotte. 2016. "Africa's New Middle Class: Fact and Fiction of Its Transformative Power." *GIGA Focus Africa*. Mannheim, Germany: Infrastructure and Research for Social Sciences.

Goldthorpe, John H., Catriona Llewellyn, and Clive Payne. 1980. *Social Mobility and Class Structure in Modern Britain*. Oxford, UK: Clarendon Press.

Hackl, Andreas. 2018. "Mobility Equity in a Globalized World: Reducing Inequalities in the Sustainable Development Agenda." *World Development* 112: 150–62. https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2018.08.005.

Heath, Anthony F., and Silke L. Schneider. 2021. "Dimensions of Migrant Integration in Western Europe." *Frontiers in Sociology* 6: 510987. https://doi.org/10.3389/fsoc.2021.510987.

Himanshu, and Peter Lanjouw. 2021. "Income Mobility in the Developing World: Recent Approaches and Evidence." In *Social Mobility in Developing Countries: Concepts, Methods, and Determinants*, edited by Vegard Iversen, Anirudh Krishna, and Kunal Sen, 115–38. Oxford, UK: Oxford University Press. https://doi.org/10.1093/oso/9780192896858.003.0006.

Iversen, Vegard, Anirudh Krishna, and Kunal Sen. 2021. *Social Mobility in Developing Countries*. Oxford, UK: Oxford University Press. https://global.oup.com/academic/product/social-mobility-in-developing-countries-9780192896858?prevNumResPerPage=20&prevSortField=1&sortField=8&resultsPerPage=20&start=0&lang=en&cc=gb.

Jacobs, Chandré, Amina Ebrahim, Murray Leibbrandt, Jukka Pirttilä, and Marlies Piek. 2024. "Income Inequality in South Africa: Evidence from Individual-Level Administrative Tax Data." UNU-WIDER Working Paper, United Nations University, World Institute for Development Economics Research, Helsinki, Finland.

Krueger, Alan B. 2012. "The Rise and Consequences of Inequality in the United States." Speech at the Center for American Progress, January 12, Washington, DC.

Lanjouw, Peter F., and Finn Tarp. 2021. "Poverty, Vulnerability and Covid-19: Introduction and Overview." *Review of Development Economics* 25 (4): 1797–1802. https://doi.org/10.1111/rode.12844.

Lentz, Carola. 2015. "Elites or Middle Classes? Lessons from Transnational Research for the Study of Social Stratification in Africa." Working Paper 161, Department of Anthropology and African Studies, Johannes Gutenberg University, Mainz, Germany.

Lentz, Carola, and Andrea Noll. 2023. "Across Regional Disparities and beyond Family Ties: A Ghanaian Middle Class in the Making." *History and Anthropology* 34 (3): 455–72. https://doi.org/10.1080/02757206.2021.1885400.

López-Calva, Luis F., and Eduardo Ortiz-Juarez. 2014. "A Vulnerability Approach to the Definition of the Middle Class." *Journal of Economic Inequality* 12 (1): 23–47. https://doi.org/10.1007/s10888-012-9240-5.

Major, Lee Elliot, and Stephen Machin. 2018. *Social Mobility and Its Enemies*. London: Pelican.

Mekasha, Tseday Jemaneh, and Finn Tarp. 2021. "Understanding Poverty Dynamics in Ethiopia: Implications for the Likely Impact of COVID-19." *Review of Development Economics* 25 (4): 1838–68. https://doi.org/10.1111/rode.12841.

Melber, Henning. 2022. "Africa's Middle Classes." *Africa Spectrum* 57 (2): 204–19. https://doi.org/10.1177/00020397221089352.

Mercer, Claire. 2020. "Boundary Work: Becoming Middle Class in Suburban Dar es Salaam." *International Journal of Urban and Regional Research* 44 (3): 521–36. https://doi.org/10.1111/1468-2427.12733.

Michalopoulos, Stelios, and Elias Papaioannou. 2020. "Historical Legacies and African Development." *Journal of Economic Literature* 58 (1): 53–128. https://doi.org/10.1257/jel.20181447.

Mijs, Jonathan J. B. 2021. "The Paradox of Inequality: Income Inequality and Belief in Meritocracy Go Hand in Hand." *Socio-Economic Review* 19 (1): 7–35. https://doi.org/10.1093/ser/mwy051.

Narayan, Ambar, Roy Van der Weide, Alexandru Cojocaru, Christoph Lakner, Silvia Redaelli, Daniel Gerszon Mahler, Rakesh Gupta N. Ramasubbaiah, and Stefan Thewissen. 2018. *Fair Progress? Economic Mobility across Generations around the World*. Washington, DC: World Bank. https://doi.org/10.1596/978-1-4648-1210-1.

Ndlovu, Thabisani. 2020. "Shuttling between the Suburbs and the Township: The New Black Middle Class(es) Negotiating Class and Post-Apartheid Blackness in South Africa." *Africa* 90 (3): 568–86. https://doi.org/10.1017/S000197202000008X.

Němečková, Tereza, Jaromír Harmáček, and Martin Schlossarek. 2020. "Measuring the Middle Class in Africa—Income Versus Assets Approach." *Africa Spectrum* 55 (1): 3–32. https://doi.org/10.1177/0002039720916087.

Nielsen, Morten, and Paul Jenkins. 2021. "Insurgent Aspirations? Weak Middle-Class Utopias in Maputo, Mozambique." *Critical African Studies* 13 (2): 162–82. https://doi.org/10.1080/21681392.2020.1743190.

O'Brien, Shay. 2024. "The Family Web: Multigenerational Class Persistence in Elite Populations." *Socio-Economic Review* 22 (1): 1–27. https://doi.org/10.1093/ser/mwad033.

Ouedraogo, Rasmane, and Nicolas Syrichas. 2021. "Intergenerational Social Mobility in Africa Since 1920." IMF Working Paper 2021/15, International Monetary Fund, Washington, DC.

Piraino, Patrizio. 2015. "Intergenerational Earnings Mobility and Equality of Opportunity in South Africa." *World Development* 67: 396–405. https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2014.10.027.

Razzu, Giovanni, and Ayago Wambile. 2022. "Four Decades of Intergenerational Educational Mobility in Sub-Saharan Africa." *Journal of Development Studies* 58 (5): 931–50. https://doi.org/10.1080/00220388.2021.2008366.

Reeves, Aaron, Sam Friedman, Charles Rahal, and Magne Flemmen. 2017. "The Decline and Persistence of the Old Boy: Private Schools and Elite Recruitment 1897 to 2016." *American Sociological Review* 82 (6): 1139–66. https://doi.org/10.1177/0003122417735742.

Resnick, Danielle. 2015. "The Political Economy of Africa's Emergent Middle Class: Retrospect and Prospects." *Journal of International Development* 27 (5): 573–87. https://doi.org/10.1002/jid.3110.

Rougier, Eric, Matthieu Clément, François Combarnous, Robert Darko Osei, and Stephen Arfanie. 2023. "'Multiple, Polarized, and Vulnerable': A Socio-Economic Exploration of Ghana's Middle Class." AFD Research Paper 287, Agence Française de Développement, Paris. https://www.afd.fr/en/ressources/multiple-polarized-and-vulnerable-socio-economic-exploration-ghanas-middle-class.

Salvucci, Vincenzo, and Finn Tarp. 2021. "Poverty and Vulnerability in Mozambique: An Analysis of Dynamics and Correlates in Light of the Covid-19 Crisis Using Synthetic Panels." *Review of Development Economics* 25 (4): 1895–1918. https://doi.org/10.1111/rode.12835.

Savage, Michael. 2021. *The Return of Inequality: Social Change and the Weight of the Past*. Cambridge, MA: Harvard University Press.

Schotte, Simone, Rocco Zizzamia, and Murray Leibbrandt. 2018. "A Poverty Dynamics Approach to Social Stratification: The South African Case." *World Development* 110: 88–103. https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2018.05.024.

Schotte, Simone, Rocco Zizzamia, and Murray Leibbrandt. 2022. "Snakes and Ladders and Loaded Dice: Poverty Dynamics and Inequality in South Africa between 2008 and 2017." *South African Journal of Economics* 90 (2): 214–42. https://doi.org/10.1111/saje.12308.

Shimeles, Abebe, and Mthuli Ncube. 2015. "The Making of the Middle-Class in Africa: Evidence from DHS Data." *Journal of Development Studies* 51 (2): 178–93. https://doi.org/10.1080/00220388.2014.968137.

Spronk, Rachel. 2014. "Exploring the Middle Classes in Nairobi: From Modes of Production to Modes of Sophistication." *African Studies Review* 57 (1): 93–114. https://doi.org/10.1017/asr.2014.7.

Sumich, Jason. 2018. *The Middle Class in Mozambique: The State and the Politics of Transformation in Southern Africa*. Cambridge, UK: Cambridge University Press. https://doi.org/10.1017/9781108659659.

Taylor, Scott D. 2012. *Globalization and the Cultures of Business in Africa: From Patrimonialism to Profit*. Bloomington: Indiana University Press.

Thurlow, James, Danielle Resnick, and Dumebi Ubogu. 2015. "Matching Concepts with Measurement: Who Belongs to Africa's Middle Class?" *Journal of International Development* 27 (5): 588–608. https://doi.org/10.1002/jid.3105.

Van De Werfhorst, Herman G., and Anthony Heath. 2019. "Selectivity of Migration and the Educational Disadvantages of Second-Generation Immigrants in Ten Host Societies." *European Journal of Population* 35 (2): 347–78. https://doi.org/10.1007/s10680-018-9484-2.

Van der Weide, Roy, Christoph Lakner, Daniel Gerszon Mahler, Ambar Narayan, and Rakesh Ramasubbaiah. 2021. "Intergenerational Mobility around the World." Policy Research Working Paper 9707, World Bank, Washington, DC. https://www.ssrn.com/abstract=3981372.

Visagie, Justin, and Dorrit Posel. 2013. "A Reconsideration of What and Who Is Middle Class in South Africa." *Development Southern Africa* 30 (2): 149–67. https://doi.org/10.1080/0376835X.2013.797224.

Visagie, Justin, Ivan Turok, and Andreas Scheba. 2020. "Social Housing and Upward Mobility in South Africa." AFD Research Paper 191, Agence Française de Développement, Paris.

World Bank. 2022. *Inequality in Southern Africa: An Assessment of the Southern African Customs Union*. Washington, DC: World Bank. https://doi.org/10.1596/37283.

Zizzamia, Rocco, and Vimal Ranchhod. 2019. "Measuring Employment Volatility in South Africa Using NIDS: 2008–2017." SALDRU Working Paper 246, NIDS Discussion Paper, Southern Africa Labour and Development Research Unit, University of Cape Town, South Africa.

Zizzamia, Rocco, Simone Schotte, Murray Leibbrandt, and UNU-WIDER. 2019. "Snakes and Ladders and Loaded Dice: Poverty Dynamics and Inequality in South Africa, 2008–2017." UNU-WIDER Working Paper 235, United Nations University, World Institute for Development Economics Research, Helsinki, Finland. https://doi.org/10.35188/UNU-WIDER/2019/659-3.

Zizzamia, Rocco, Simone Schotte, and Vimal Ranchhod. 2016. "Vulnerability and the Middle Class in South Africa." SALDRU Working Paper 188, Southern Africa Labour and Development Research Unit, University of Cape Town, South Africa.

Chapitre 9

Politiques de lutte contre les inégalités en Afrique

Fabio Andrés Díaz Pabón, Annalena Oppel, Murray Leibbrandt, Mike Savage et Anda David

Introduction

Que ce soit dans les termes de John Schmitt en 2009 (Schmitt 2009), d'Alan Krueger en 2012 (Krueger, 2012), d'Oxfam (Lawson et Martin, 2017) ou de la Banque mondiale et du FMI en 2019 (Mohieldin et Sanchez-Paramo, 2019), tout le monde s'accorde à dire que les inégalités sont un choix politique. L'urgence des problèmes posés par les inégalités et la nécessité de les résoudre n'ont pas besoin d'être soulignées ici. Il est certes difficile de s'attaquer aux inégalités en raison des multiples axes sur lesquels elles opèrent, couvrant des dimensions matérielles de la vie – revenus, richesse, accès ou opportunités – et des aspects empiriques, culturels et symboliques, qui génèrent de puissantes formes de stigmatisation, de marginalisation et d'exclusion (Therborn, 2013 ; Tyler, 2020 ; Savage, 2021).

Ainsi, outre la question des types d'inégalités, il est important de comprendre entre quelles populations ces inégalités surviennent (Stewart, 2004). Les mécanismes à l'origine des inégalités, qui octroient des opportunités et des récompenses et produisent des résultats différents pour des individus différents au sein d'une même société, se chevauchent et opèrent par l'intermédiaire de moyens tangibles et intangibles, de marqueurs visibles et moins visibles, qui varient dans le temps et l'espace. Tout en étant centrés sur des inégalités spécifiques, chacun des chapitres précédents a mis en évidence ces intersections. Par exemple, les niveaux et la qualité de l'éducation font une énorme différence pour l'emploi et les salaires, mais pour des personnes qui partagent les mêmes niveaux et la même qualité d'éducation, ces résultats varient selon le genre, le lieu ou l'accès aux réseaux sociaux.

Cela remet en question toutes les approches du type « solution miracle » ou « contrainte unique » selon laquelle une action politique spécifique, aussi audacieuse soit-elle, peut être susceptible de s'attaquer à l'ensemble des inégalités. Il est notamment nécessaire de mettre en place des

stratégies conçues pour s'attaquer à la distribution inégale des ressources ainsi qu'aux normes et aux valeurs culturelles (Lamont *et al.*, 2016 ; Tilly, 2009). En outre, l'Afrique compte 54 pays différents qui, comme nous l'avons montré, présentent des disparités importantes, et des politiques efficaces doivent être fondées sur les mécanismes distincts à l'œuvre dans chacun de ces contextes.

Cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas de caractéristiques communes aux inégalités en Afrique. Il est important de rappeler que les niveaux élevés de pauvreté sur le continent ne signifient en aucun cas que les inégalités ne constituent pas un problème, que « l'Afrique est trop pauvre pour être inégalitaire ». Tous les contextes africains sont inégaux et la compréhension ainsi que la prise en compte de ces inégalités sont essentielles à toute politique de développement durable et inclusif. Par exemple, dans le chapitre 11 nous montrons que la croissance économique est directement entravée par les inégalités dans presque tous les contextes africains et que les impacts de la croissance sur la réduction de la pauvreté en Afrique sont fortement atténués par ces mêmes inégalités par rapport à d'autres régions du monde.

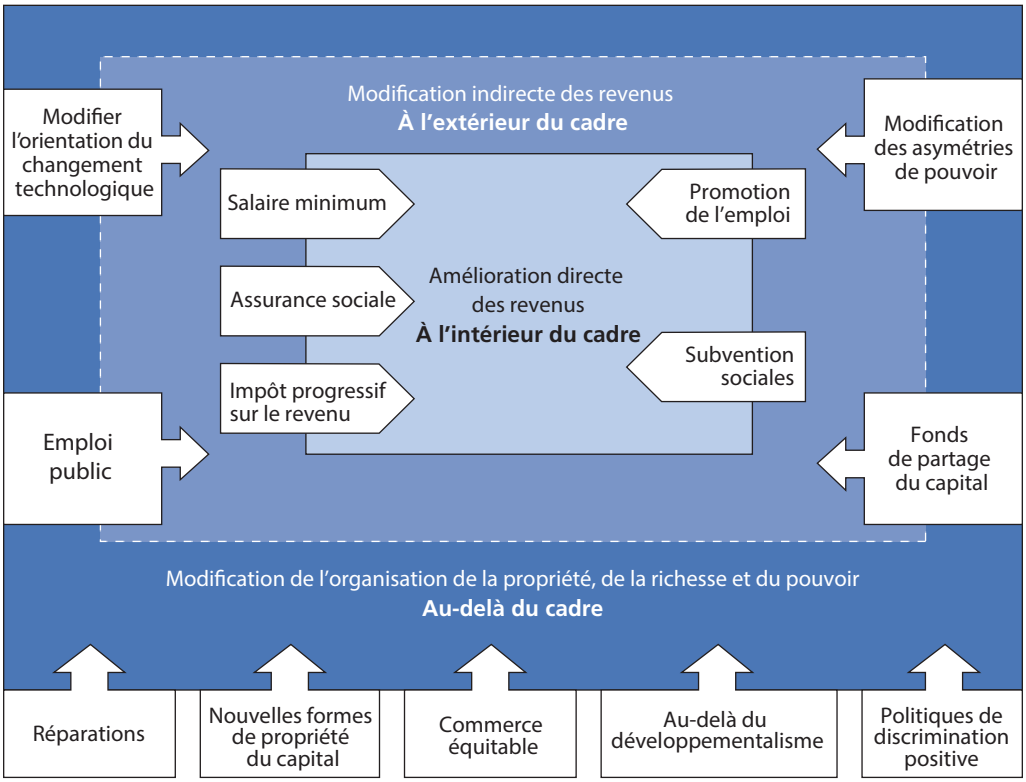
Les pressions multiples exercées par les changements démographiques, les crises économiques et la perspective d'un effondrement du climat renforcent l'urgence de comprendre comment différentes politiques peuvent permettre de remédier aux inégalités, dont les pressions exercées par ces chocs systémiques sur les moyens de subsistance des populations. Plus récemment, nous avons vu comment la pandémie de COVID-19 et les chocs associés à l'augmentation des taux d'intérêt, des prix des denrées alimentaires et de l'inflation mettent en évidence les vulnérabilités des économies des pays africains et de leurs citoyens face aux crises actuelles. Les chocs externes et leur impact sur les moyens de subsistance représentent également un risque, comme l'illustrent les effets des sécheresses sur la famine, la pauvreté et l'aggravation des inégalités préexistantes en Afrique de l'Est. La détérioration du bien-être peut alimenter l'instabilité et conduire à des tensions et à l'émergence ou au soutien d'une économie politique de guerre et de conflit armé (à l'instar de la République centrafricaine, du Mali et du Mozambique) (PNUD, 2023). De nombreux pays africains sont confrontés à de graves contraintes budgétaires pour faire face à ces chocs. Parmi les 39 pays pauvres très endettés (PPTE), 34 se trouvent en Afrique.

Il est donc urgent de s'attaquer aux inégalités dans tous les contextes africains par le biais de politiques efficaces, bien que la nature multidimensionnelle et intersectionnelle des inégalités rende leur élaboration ardue. Pourtant, les réponses politiques à la pandémie de COVID-19 ont clairement montré qu'il était possible d'innover. La déclaration de catastrophes nationales a permis des improvisation créatives et l'élaboration des politiques actuelles. De telles adaptations de programmes et de dispositifs existants étaient nécessaires sur le moment, mais elles ne permettent pas de remédier à leurs faiblesses en termes de conception et de couverture. En fait, nous devrions considérer que ces réponses d'urgence ont ouvert une fenêtre d'opportunité pour façonner de nouvelles propositions politiques et des systèmes politiques adaptatifs en mesure de répondre aux crises de manière plus adéquate. Il faut y voir une dynamique d'apprentissage institutionnel sur ce qui fonctionne, ce qui ne fonctionne pas et sur les circonstances dans lesquelles on s'attaque à l'inégalité. Dans le présent chapitre, nous nous efforçons de consolider cet apprentissage.

Le cadre « *thinking inside of and outside of the box* » (penser à l'intérieur et en dehors du cadre) développé par Atkinson (2015) est très utile pour présenter une typologie claire permettant d'encadrer les différentes politiques de réduction des inégalités. Il se concentre sur les revenus et les trois différents éléments qui les constituent : les salaires, le capital, ainsi que les subventions et les transferts publics (voir Figure 9.1). Plus généralement, il classe les politiques en fonction de leur inscription à l'intérieur ou en dehors d'un cadre politique conventionnel selon la manière dont ces politiques visent à réduire les inégalités de revenus.

Les politiques qui modifient directement les revenus (à travers des modifications directes sur les salaires ou bien à travers des transferts sociaux ou des taxes) peuvent être considérées comme des politiques inscrites « à l'intérieur du cadre » d'élaboration des politiques économiques conventionnelles. Il existe de nombreuses données internationales sur lesquelles s'appuyer pour élaborer ces politiques, quel que soit le contexte. Les politiques visant à modifier les relations sociales qui déterminent les revenus, mais qui laissent en place les structures sociales, sont considérées par Atkinson comme des politiques « en dehors du cadre ». En renforçant par exemple la protection des syndicats, la relation entre les travailleurs et les employeurs est modifiée, ce qui peut avoir un impact sur les salaires et/ou la répartition des revenus entre la main-d'œuvre et le capital. La politique de concurrence peut également influencer cette relation, ainsi que les prix à la production. Par conséquent, les politiques inscrites « en dehors du cadre » ont un effet plus indirect sur les revenus en déterminant la manière dont ils sont produits dans une économie capitaliste. Les propositions « en dehors du cadre » regroupent celles qui influencent le changement technologique et son impact sur le travail et le capital, les programmes publics d'emploi, le renforcement du rôle des syndicats et des confréries, les politiques de concurrence qui façonnent le fonctionnement des marchés des ressources et des biens et services, la possibilité d'un revenu minimum garanti à tous les individus ou d'une dotation plus ciblée versée aux jeunes lorsqu'ils quittent l'adolescence et se tournent vers la formation continue ou l'emploi (Atkinson, 2015).

Figure 9.1 Les politiques inscrites à l'intérieur, en dehors et au-delà du cadre



Source : Élaboré par les auteurs d'après les travaux d'Atkinson (2015)

Il s'agit d'un cadre d'organisation utile et la majeure partie de ce chapitre traite des options inscrites à l'intérieur et en dehors du cadre. Cependant, nous devons reconnaitre qu'il a été élaboré depuis la perspective des pays développés du Nord et qu'il émet des hypothèses, telles que le pouvoir des syndicats, la prédominance de l'emploi formel et les niveaux élevés de capacité d'État, qui pourraient ne pas être applicables partout – ou même où que ce soit – en Afrique. En outre, il est crucial de reconnaître les forces historiques à long terme du colonialisme qui ont façonné les économies et généré des inégalités.

Ces forces continuent de façonner les structures des économies africaines et leur inclusion très restrictive dans la mondialisation actuelle. Elles ne peuvent être ignorées ou définies comme étant hors de portée des politiques contemporaines visant à lutter contre les inégalités en Afrique. Pour faire face à ces héritages structurels, il est nécessaire que les politiques accordent plus d'attention aux inégalités de richesse et à ces forces historiques à long terme (Savage, 2021). Puisque les structures et les relations sociales sont à l'origine des inégalités existantes, il est nécessaire de réfléchir résolument à la manière de les modifier. Nous plaçons les politiques mises en œuvre sur le continent qui visent à modifier l'orientation des inégalités historiques en Afrique sous la bannière « en dehors du cadre », même si elles dépassent les limites du cadre d'Atkinson.

Nous commençons par les politiques inscrites « à l'intérieur du cadre » (section 1). Nous passons ensuite aux politiques situées « en dehors du cadre » et réfléchissons à leurs justifications économiques et politiques plus larges (section 2). Nous concluons en résumant et en accordant de l'attention aux politiques qui sortent davantage du cadre (section 3). Nous soulignons également certains aspects qui n'ont pas encore été pris en compte de manière adéquate dans la plupart des programmes nationaux.

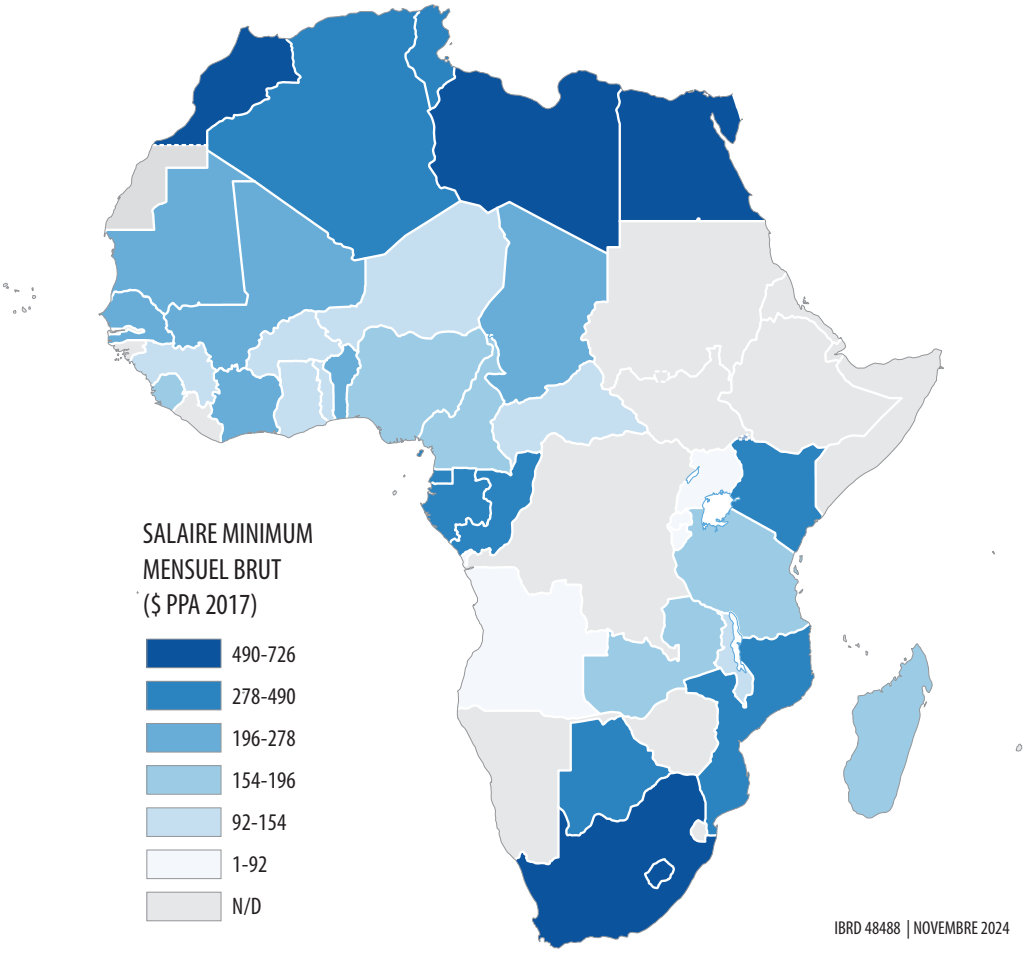
Politiques inscrites à l'intérieur du cadre

Pour rappel, les politiques situées « à l'intérieur du cadre » sont des politiques qui agissent au sein de la structure existante d'une économie pour modifier directement les revenus et donc les inégalités de revenus. La promotion de l'emploi, les salaires minimums, l'assurance sociale, les subventions sociales et la politique fiscale en sont plusieurs exemples. Ces politiques (salaires, protection sociale, transferts sociaux et taxes) affectent le revenu net d'un individu à une période donnée. Il s'agit sans doute des composantes les plus courantes d'un programme politique conventionnel et leur mise en œuvre au niveau mondial et en Afrique ne date pas d'hier. Nous les passons en revue ci-dessous, en les regroupant sous les rubriques « politiques du marché du travail », « politiques de dépenses sociales » et « politiques fiscales », et en notant les défis spécifiques qu'elles posent dans le contexte africain.

Politiques du marché du travail

Depuis longtemps, le discours politique dominant a affirmé que la déréglementation du marché du travail entraînait systématiquement une baisse du chômage. Cependant, de plus en plus d'études ont montré que c'était rarement le cas, que ce soit dans les contextes de pays du Nord ou du Sud (Brancaccio, Garbellini et Giammetti, 2018 ; Ernst, Merola et Reljic, 2022). Parmi les différentes politiques du marché du travail dont disposent ces pays, celle du salaire minimum est peut-être la plus répandue. Sur les 54 pays africains, 40 ont mis en place un salaire minimum, bien que son niveau varie grandement (Carte 9.1). Dans une étude sur les salaires minimums en Afrique subsaharienne, Bhorat, Kanbur et Stanwix (2017) montrent que des niveaux de salaire minimum plus élevés sont corrélés positivement avec des niveaux plus élevés de PIB par habitant, lorsqu'ils sont fixés à un niveau nettement inférieur à celui des salaires moyens. Il faut donc toujours prendre en considération le niveau du salaire minimum.
Il en va de même pour le respect des salaires minimaux. Une étude de l'OIT portant sur une sélection de pays africains montre qu'une part importante des salariés est rémunérée à moins de 80 % du salaire minimum et souligne que la prévalence du secteur informel est l'un des facteurs déterminants du faible respect de cette politique (OIT, 2019).

Carte 9.1 Salaires minimums dans les pays africains en 2022



Source : Élaboré par les auteurs à l'aide de données de l'OIT.
Note : Salaire minimum mensuel brut nominal légal (en USD PPA de 2017).
PPA = parité de pouvoir d'achat.

La négociation collective est un autre volet important de l'environnement règlementaire institutionnel du marché du travail qui peut avoir un impact significatif sur les disparités salariales et donc sur les inégalités. En Afrique, 48 pays ont ratifié la Convention de 1948 sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, mais seulement 19 ont ratifié la Convention sur l'inspection du travail ou la Convention sur la politique de l'emploi de 1964 (OIT, 2023). Dans l'ensemble, en ce qui concerne les questions de sécurité et de santé au travail, de migration, de développement des ressources humaines ou de politiques visant à soutenir les populations autochtones, le degré de ratification est le plus souvent inexistant. Une étude des conventions sur la négociation collective dans 12 pays en développement, dont 8 pays africains, révèle qu'il existe de grandes variations en termes de clauses et qu'elles sont généralement assez faibles sur des questions telles que la sécurité sociale et le congé maternité (Besamusca et Tijdens,

2015). Ceci est également corrélé avec l'informalité, et Lapeyre et Barussaud (2019) montrent que la densité des syndicats dans l'emploi informel est inférieure à la moitié de celle observée dans l'emploi informel. Cela souligne la nécessité d'étendre les droits du travail aux travailleurs informels du continent.

Au-delà des institutions, les politiques actives du marché du travail (PAMT), telles que les incitations à l'emploi, les formations et les programmes publics d'emploi, jouent également un rôle dans la réduction des inégalités en permettant aux personnes vulnérables de participer au marché du travail. McKenzie (2017) et Lam et Elsayed (2021) ont procédé à des examens approfondis de différentes évaluations de politiques actives du marché du travail dans les pays du Sud. Ils concluent tous deux que, prises de façon isolées, ces politiques ont un bilan médiocre, avec peu d'impact significatif sur les revenus (ou l'emploi). Cependant, certaines ont abouti et les deux articles tirent des leçons de ces cas.

Les politiques qui s'attaquent aux défaillances du marché du travail liées à la localisation sont importantes. En Afrique du Sud par exemple, les coûts élevés des transports a été identifié comme l'un des principaux obstacles à la recherche d'emploi et à l'emploi (Kerr, 2017 ; Loewald, Makrelov et Wörgötter, 2021). Les politiques appropriées consistent à subventionner le transport ou la recherche d'emploi. En Afrique du Sud également, de nouveaux éléments indiquent que des programmes tels que les transferts monétaires et les programmes d'emploi public facilitent les transitions vers l'emploi. En effet, bien que de nombreuses évaluations des PAMT soient antérieures à 2020, ces interventions ont connu une expansion significative en réponse à la pandémie de COVID-19 (Gentilini *et al.*, 2021) et d'autres études sont nécessaires.

Compte tenu des résultats décevants de nombreuses politiques conventionnelles actives du marché du travail lorsqu'elles sont mises en œuvre de manière isolée, la nécessité d'expérimenter des initiatives plus audacieuses a été admise, notamment en ce qui concerne les politiques de garantie de l'emploi public. Atkinson propose « […] d'adopter un objectif explicite de prévention et de réduction du chômage […] en offrant un emploi public garanti au salaire minimum à ceux qui le recherchent » (Atkinson et Bourguignon, 2015, p. 140). Il n'existe pas d'emploi garanti en Afrique. Néanmoins, il existe des signes prometteurs d'actions à grande échelle dans le domaine de l'emploi public.

Un très vaste programme d'emploi public sud-africain, le *Presidential Employment Stimulus*, a été initié en réponse à la pandémie de COVID-19 en octobre 2020. Une évaluation récente du programme indique qu'il a directement créé 1,8 million d'emplois temporaires entre la date de son lancement et décembre 2023 (Bassier et Budlender, 2024). Les employés étaient rémunérés au salaire minimum national et l'évaluation montre d'importants effets indirects positifs sur les détaillants de la communauté grâce au plus grand programme du Stimulus, l'initiative pour l'emploi dans l'éducation de base (*Basic Education Employment Initiative*).

Cela dit, selon la Banque mondiale, le taux de chômage en Afrique subsaharienne est inférieur à 7 % (Banque mondiale, 2023b). L'Afrique du Sud est une exception évidente, avec des taux de chômage d'environ 30 %. Nous pourrions affirmer que l'Afrique, en dehors de l'Afrique

australe et de l'Afrique du Nord, ne souffre pas d'un problème de chômage, mais plutôt d'un problème d'emploi précaire et informel. Néanmoins, des programmes publics d'emploi ont été mis en œuvre dans toute l'Afrique afin de créer une passerelle entre les secteurs formel et informel et d'améliorer les conditions de l'emploi informel. À l'heure actuelle, 27 programmes relatifs au marché du travail ou à l'emploi sont répertoriés sur le continent africain, notamment des programmes de formation professionnelle, d'inclusion économique et de travaux publics (socialprotection.org, 2023). Parmi eux, il y a 19 programmes de travaux publics, y compris des avantages en espèce et en nature pour les conceptions de travaux.

Le programme de filets sociaux productifs (*Productive Safety Net Programme*, PSNP) en Éthiopie en est un exemple frappant. Un quatrième cycle du PSNP a été mis en œuvre en juillet 2015 pour une période de cinq ans, avec un coût total de 2,216 milliards de livres sterling, financé par le gouvernement éthiopien (14 %) ainsi que neuf donateurs (DFID, 2016). L'ampleur de ces programmes soulève des considérations antérieures concernant la suffisance des ressources intérieures pour les capacités de financement national. Lors de sa mise en œuvre, il était prévu de porter le nombre de bénéficiaires à 10 millions en 2015, soit environ 18 % de la population éthiopienne en âge de travailler. Ce programme, lancé en 2005, a également fourni la liste des bénéficiaires pour piloter de nouvelles mesures de protection sociale visant à réduire la pauvreté et les inégalités.

Politiques de dépenses sociales

En ce qui concerne les transferts sociaux, les transferts monétaires sont sans doute l'un des outils les plus utilisés pour réduire la pauvreté en Afrique. Parmi les 70 programmes de transferts sociaux répertoriés en Afrique, une majorité (57 %) sont des transferts monétaires inconditionnels (socialprotection.org, 2023). Cela s'explique par le fait que la mise en œuvre de ces politiques est souvent plus simple que celle des réformes structurelles. Plus récemment, en raison de leur portée (et de leur expansion) et du ciblage en vigueur, les subventions sociales sont devenues un mécanisme important pour atténuer l'impact de la pandémie de COVID-19, comme l'illustre le cas de l'Afrique du Sud (Bassier *et al.*, 2021).

Les transferts d'argent peuvent constituer un outil crucial pour établir une protection sociale universelle dans les pays africains et ils ont démontré leur capacité à réduire ou soulager la pauvreté. Cet aspect a également joué un rôle lors de la crise de COVID-19. De nombreux programmes sociaux suscités par la crise ont utilisé des projets existants par le biais d'expansions verticales et horizontales. Selon la plateforme COVID-19 *stimulus tracker* des Nations Unies, 35 pays africains ont mis en œuvre des transferts monétaires ou d'autres formes de soutien aux revenus dans le cadre de mesures d'aides sociales, suivis par 26 pays qui ont mis en place des transferts en nature et des bons d'achat (également). Cela met en évidence la capacité des gouvernements à répondre aux crises en cas de besoin et, bien qu'ils aient laissé de côté certains groupes vulnérables (comme mentionné ci-dessous en ce qui concerne les registres sociaux), ils ont également réussi à aider de nombreuses personnes dans le besoin.

Pourtant, en particulier pour les politiques ciblées, l'existence de registres sociaux exhaustifs est une composante essentielle de ces politiques. Ils jouent un rôle essentiel dans la sensibilisation, l'accueil, l'enregistrement et la détermination des individus et des ménages éligibles aux programmes sociaux (Pereira Guimaraes Leite *et al.*, 2017). Cela pose à nouveau la question de l'inclusion des travailleurs informels qui sont souvent absents de ces registres. Alors que les registres sociaux se sont considérablement développés entre 2020 et 2022, le pourcentage de la population totale couverte par au moins une prestation de protection sociale en 2020 ne représentait que 17,4 % de la population du continent (OIT, 2021), ce qui révèle des lacunes systématiques dans la prise en compte des groupes les plus vulnérables de la population, notamment les travailleurs informels.

En outre, des doutes persistent quant à leur efficacité en matière de réduction des inégalités, les transferts monétaires étant souvent conçus dans une optique de lutte contre la pauvreté plutôt que de réduction des inégalités. Ce dernier point nécessite la reconnaissance explicite des liens entre les politiques de protection sociale et les politiques du marché du travail, ainsi que la nécessaire harmonisation de ces politiques. Dans de nombreux contextes africains, il n'y a pas de de régime d'assurance chômage. La prédominance de l'emploi informel et la difficulté des transitions vers l'emploi pour les nouveaux venus sur le marché du travail font qu'il est très difficile de concevoir des régimes d'assurance chômage autofinancés et durables.

Politiques fiscales

La fiscalité a longtemps été encouragée pour financer les dépenses publiques grâce aux ressources intérieures (Modica, Laudage et Harding, 2018 ; Oppel, McNabb et Chachu 2022). La politique fiscale est aussi considérée comme un élément central du rôle distributif de l'État. Malgré cela, il semble qu'en Afrique, de nombreux systèmes fiscaux n'aient pas été conçus pour être progressifs et pour mettre l'accent sur la réduction des inégalités (McNabb et Oppel, 2023). Même lorsqu'ils le sont, des capacités institutionnelles sont nécessaires pour assurer un recouvrement efficace de l'impôt et, en particulier, pour lutter contre le défaut de paiement de l'impôt et l'évasion fiscale et faire en sorte que les systèmes d'imposition des revenus conçus pour être progressifs le soient réellement dans la pratique.

La fiscalité est donc centrale pour le financement des politiques inscrites à l'intérieur du cadre, modifiant les revenus disponibles pour les individus, par exemple par le financement de l'assurance sociale et des subventions sociales ou par la conception d'allègements fiscaux, d'exemptions et d'abattements. Cependant, la conception de ces politiques nécessite une compréhension des capacités et des faiblesses des gouvernements en place à mettre en œuvre un flux diversifié de ressources intérieures, y compris l'extraction de ressources minérales, les industries de service, notamment les modèles émergents tels que Uber, ou l'économie des services financiers comprenant des développements plus récents tels que les cryptomonnaies.

L'espace fiscal (le montant des ressources disponibles pour des politiques progressives situées à l'intérieur du cadre) est déterminé par les flux de recettes fiscales, mais aussi par l'assiette fiscale. Dans plusieurs pays africains, l'assiette de l'impôt sur le revenu reste limitée et repose essentiellement sur le secteur formel.

En outre, la fiscalité indirecte, qui est presque toujours régressive, demeure dominante (Lustig, Jellema et Martinez Pabon, 2019). Souvent, dans les pays où l'économie est très informelle, la production de recettes publiques dépend de l'imposition des ressources naturelles (Shaxson, 2007 ; Siakwah, 2017 ; Devarajan et Do, 2023). De plus, les taux d'imposition peuvent être limités par la concurrence internationale ; par exemple, des taux d'imposition des sociétés plus élevés peuvent avoir un effet dissuasif sur les investissements directs étrangers. Dans l'ensemble, un espace fiscal limité réduit la capacité des États à effectuer deux actions essentielles : taxer et redistribuer.

Les politiques fiscales ont également joué un rôle important lors de la récente crise du COVID-19, principalement pour atténuer la crise, notamment pour les entreprises. En 2020 par exemple, selon la plateforme *COVID-19 Stimulus Tracker* des Nations Unies, 37 pays du continent ont introduit des exonérations fiscales, des réductions fiscales ou différentes mesures pour les PME et les autres entreprises afin d'atténuer les contractions économiques et éviter les licenciements. Dans le cas de l'Afrique du Sud, Köhler, Bhorat et Hill (2023) montrent que le programme d'allègement temporaire des charges patronales et salariales (*Temporary Employer/Employee Relief Scheme*, TERS), qui a été rapidement mis en œuvre, a augmenté de 15,6 points de pourcentage la probabilité de rester employé à court terme, ce qui a permis de sauver ou au moins d'amortir 2,7 millions d'emplois. Dans le cadre de cette politique, les entreprises ont demandé un allègement fiscal au nom de leurs employés par l'intermédiaire du système obligatoire de paiement de l'assurance chômage qui était en place.

Il s'agit d'un exemple impressionnant d'utilisation flexible des politiques existantes. Toutefois, cette politique excluait les travailleurs embauchés de manière informelle au sein d'entreprises formelles, par exemple par l'intermédiaire de courtiers en main d'œuvre. Même parmi les travailleurs éligibles, les effets ont été légèrement régressifs sur la répartition des salaires. Outre l'impôt sur les sociétés, d'autres mesures ont été prises, comme le contrôle des prix des biens essentiels ou l'exonération des droits de douane pour les entreprises.

Ces mesures, ainsi que d'autres, mettent en évidence une fenêtre d'opportunité pour l'innovation politique. Si certaines d'entre elles sont principalement destinées à faire face à une crise, elles pourraient toutefois ouvrir la voie à des changements plus durables ou à des renégociations, par exemple en ce qui concerne les accords commerciaux.

Il est clair que les politiques inscrites « à l'intérieur du cadre » ont leur place – une place importante de surcroît. Elles définissent des limites inférieures pour la protection de ceux qui se trouvent au bas de l'échelle de la distribution des revenus. Cependant, si l'emploi temporaire ou le soulagement de la faim et de la pauvreté sont tous déterminants, ils ne soulagent pas systématiquement la vulnérabilité et l'instabilité. Les préoccupations liées à cette précarité ne sont pas l'apanage de l'Afrique ou des pays du Sud. En effet, les pays du Nord sont aux prises avec bon nombre de ces mêmes problèmes, et c'est ce qui a incité Atkinson à plaider en faveur de politiques qui sortent de la boîte à outil conventionnelle et qui constituent des compléments essentiels dans la lutte contre l'inégalité.

Politiques inscrites en dehors du cadre

Les politiques situées « en dehors du cadre » visent à modifier le fonctionnement des économies nationales (Atkinson et Bourguignon, 2015) afin de provoquer un changement systémique dans les flux de revenus. Ce type de politiques se concentre sur le changement technologique, la garantie de l'emploi public, la compensation des asymétries de pouvoir entre employeurs et employés en raison du pouvoir de marché sur les marchés des facteurs et des produits, les fonds de partage du capital et le revenu des citoyens. Ces politiques mettent toutes l'accent sur le déplacement des récompenses tirées du capital et du travail. Ces considérations sont certainement pertinentes pour le continent africain.

Cependant, un défi persistant et une différence clé du contexte africain est le degré élevé d'informalité économique. Actuellement, l'informalité s'élève à 83 % en Afrique (OIT, 2022). La récente pandémie de COVID-19 a mis en évidence la volatilité économique, la précarité, l'incertitude, et les difficultés auxquelles sont confrontés les travailleurs informels. Dans de nombreux cas, les employés du secteur formel sont tombés dans l'informalité en raison de contractions économiques analogues.

Bien que l'informalité soit continuellement discutée dans le cadre de l'élaboration des politiques en Afrique, les effets de la crise ont placé le secteur informel au premier plan des dialogues et des débats politiques (David, Diallo et Nilsson, 2023). Les discussions portent notamment sur l'exploration de nouvelles voies pour générer une meilleure intégration des travailleurs informels dans les systèmes de protection sociale formels, essentiels pour protéger le bien-être des travailleurs informels face aux chocs économiques. De manière plus générale, elle a mis en évidence l'importance de créer des voies permettant de passer du secteur informel à des conditions de travail et de vie plus sûres. Ce débat aurait dû avoir lieu il y a longtemps.

Toutefois, il est important de veiller à ce que l'accent mis sur l'informalité en tant que telle n'exclue pas un engagement politique plus large sur des modes alternatifs de structures et de pratiques économiques inclusives pour les économies africaines actuelles au sein de l'économie mondiale. La question de l'informalité ne doit par exemple pas être isolée des discussions sur la restructuration industrielle ou les politiques d'exportation. L'examen de ces questions à grande échelle peut donner naissance à des modes d'organisation économique nouveaux et novateurs. Dans un tel cadre, l'informalité peut également présenter un champ d'opportunité situé « en dehors du cadre » dont il faut tirer les enseignements, par exemple pour les programmes de croissance verte (Amis, 2016). C'est dans cet esprit que nous explorons les domaines politiques clés inscrits « en dehors du cadre ».

Les interventions politiques doivent répondre aux nouvelles technologies qui affectent la distribution de l'emploi et des revenus. Atkinson avance que l'orientation des changements technologiques n'est pas donnée de manière exogène. Elle doit et peut être façonnée par des politiques nationales qui encouragent l'innovation sous une forme qui accroît l'employabilité des travailleurs locaux et met l'accent sur les dimensions humaines de la prestation de services (Atkinson et Bourguignon, 2015). Dès le départ, une telle approche se concentre explicitement

sur les travailleurs qui doivent être inclus dans le processus de croissance (Atkinson et Bourguignon, 2015). Pour soutenir ce cadre politique, il est essentiel de comprendre les processus d'innovation technologique. Ce n'est pas seulement l'utilisation de la technologie qui doit être abordée, mais aussi la production, la propriété et la réglementation de la technologie.

L'utilisation d'applications mobiles pour transférer de l'argent est un exemple africain important. Plus de 50 % de la population africaine réside dans des zones rurales (Banque mondiale, 2023a). Jusqu'à la dernière décennie, cette population était largement déconnectée des services financiers. Les systèmes financiers en place n'ont pas non plus pris en comptes les populations urbaines informelles. Il s'agit là de défaillances très importantes du marché financier. L'introduction de M-pesa, un système qui permet les paiements et les transferts entre particuliers à l'aide de téléphones mobiles, a constitué une innovation majeure. Il fonctionne au Kenya, en Tanzanie, en Afrique du Sud, en Afghanistan, au Lesotho, en RDC, au Ghana, au Mozambique, en Égypte et en Éthiopie. Rien qu'au Kenya, M-pesa a enregistré un flux de trésorerie de 149 012 250 dollars en 2015 (Payments Industry Intelligence, 2016).

Il existe aujourd'hui un ensemble de données qui prouve que M-pesa a permis de lever les contraintes de crédit auxquelles sont confrontées de nombreuses personnes et qui n'ont pas été résolues par les institutions financières formelles publiques et privées et non concurrentielles. Cette nouvelle technologie a perturbé de manière créative d'anciens marchés non inclusifs et a eu de nombreux effets positifs sur le développement (Dupas et Robinson, 2013 ; Jack et Suri, 2014 ; Suri et Jack, 2016).

Cependant, M-pesa a également généré de nouvelles inégalités d'accès (Van Hove et Dubus, 2019). L'application pourrait en effet être encore plus productive. Mais pour cela, il faudrait s'attaquer aux structures sous-jacentes des entreprises, y compris à la propriété de ces plateformes, ainsi qu'aux systèmes fiscaux actuels. Par exemple, il est nécessaire de comprendre où les entreprises qui exploitent les applications en Afrique ont leur siège et où elles paient des impôts, afin d'évaluer le rôle qu'elles jouent dans le soutien ou l'affaiblissement de l'innovation axée sur les besoins des populations indigènes. Il existe toujours un risque que la réglementation des plateformes mobiles soit élaborée de manière à favoriser de nouvelles formes de collusion entre les entreprises internationales et les élites politiques locales. De plus amples recherches sur la propriété, la structure et l'organisation de ces entreprises au niveau international et national en Afrique peuvent nous donner un aperçu de la manière dont ces développements technologiques influencent les inégalités, dans le cas présent à l'intersection importante des marchés financiers.

Nous devons non seulement réfléchir au rôle de la technologie vis-à-vis des revenus, mais aussi à la manière dont les plateformes mobiles affectent les conditions de travail. Par exemple, l'expériences des travailleurs de Uber est marquée par la précarité : les employés ne sont pas assurés, n'ont pas de salaire minimum garanti, les syndicats sont faibles ou inexistants et la relation de force dans le lien direct qu'entretiennent employeurs et employés est quelque peu obscurcie par leur engagement minimum via des applications mobiles qui tendent à donner la priorité au consommateur plutôt qu'aux droits des employés à un emploi décent (Anwar et

Graham, 2021). Là encore, il ne s'agit pas d'un phénomène exclusivement africain ; tous les pays s'efforcent de trouver un moyen de réglementer ces plateformes. Cela n'enlève rien au fait que cette précarisation intervient différemment avec le large éventail de cadres réglementaires africains en matière de travail que nous avons étudié précédemment dans ce chapitre. Chaque pays devra s'attaquer de manière individuelle à ces questions.

Cela a une incidence sur le débat politique majeur autour du rôle de la quatrième révolution industrielle en Afrique (Signé et Ndung'u, 2020). Le progrès technologique offre des possibilités de croissance économique sur le continent. Il est toutefois important de rappeler l'insistance d'Atkinson sur le fait qu'il existe un espace politique pour réfléchir aux directions dans lesquelles ces changements peuvent promouvoir au maximum une croissance équitable.

Par conséquent, le rôle des politiques industrielles fait l'objet d'un dynamisme important (Aiginger et Rodrik, 2020). Dans leur ouvrage collectif sur l'industrialisation en Afrique subsaharienne (*Industrialization in Sub-Saharan Africa*), Abreha *et al.* (2021) avancent qu'il n'est pas utile d'affirmer que l'Afrique subsaharienne dans son ensemble a connu une désindustrialisation prématurée. Les tendances actuelles varient beaucoup et il convient de les comprendre et d'y répondre. Au sein de cette diversité, ils soulignent certaines priorités génériques pour des mesures que les décideurs politiques doivent entreprendre, en mettant l'accent sur une mise à niveau vers des tâches hautement qualifiées, l'augmentation du contenu en valeur ajoutée des exportations actuelles et la création d'avantages comparatifs dans les industries à forte intensité de connaissance.

Nous avons examiné les politiques du marché du travail ci-dessus comme faisant partie des politiques inscrites « à l'intérieur du cadre ». Cependant, Atkinson considère également les politiques liées au rééquilibrage des rapports de force entre les employeurs et les employés. Il affirme que le renforcement de contre-pouvoirs est envisagé comme « […] l'introduction d'une dimension explicitement distributive dans la politique de concurrence ; […] la garantie d'un cadre juridique permettant aux syndicats de représenter les travailleurs sur un pied d'égalité ; et […] la mise en place, là où il n'existe pas encore, d'un conseil économique social impliquant les partenaires sociaux et d'autres organismes non gouvernementaux » (Atkinson, 2015, p. 131). Cette vision tend à donner aux travailleurs une voix et un pouvoir de négociation à tous les niveaux de l'économie, y compris au sein des entreprises, des conseils sectoriels et des discussions politiques nationales.

Les fonds de partage du capital constituent un autre cas important. Ils visent à élargir les modèles historiques de propriété et d'accumulation de capital et d'actifs qui ont été limités à un nombre très restreint d'individus. Cet aspect est d'une pertinence évidente en Afrique, compte tenu de son passé colonial et de ses économies politiques post-coloniales. Les richesses provenant de l'extraction des ressources naturelles ainsi que les rentes de fonds de « partage » du capital appartenant à l'État peuvent servir à alimenter les fonds de partage du capital afin de les orienter vers une population plus large.

Il existe des exemples de politiques ambitieuses de partage du capital en Afrique. Les politiques de discrimination positive *Black Economic Empowerment* (BEE) et *Broad-Based Black Economic Empowerment* (BB-BEE) en Afrique du Sud ont pour objectif de corriger les inégalités raciales et les inégalités de genre en modifiant la structure de la propriété du capital en Afrique du Sud. Bien qu'il y ait eu un important transfert des actions et du capital vers les Sud-Africains noirs, ces politiques n'ont pas réduit les inégalités de revenus dans le pays. Manning (2014) met en évidence le succès limité de la stratégie BEE en raison de son champ d'application limité et du fait qu'au lieu d'inspirer un esprit d'entreprise, elle a engendré un regroupement d'individus à la recherche de rentes.

Une autre série de politiques de discrimination positive et de redistribution du capital a porté sur la redistribution, la restitution et la propriété foncière de terres. En Afrique du Sud, où des millions d'hectares ont été redistribués, la structure de la propriété foncière (et ses inégalités) semble avoir été peu affectée (Díaz Pabón *et al.*, 2021). En effet, ces résultats semblent être le fruit de mises en œuvre qui ont créé et reproduit différentes inégalités en termes de capital et de propriété foncière en fonction du genre, de la race et de l'appartenance ethnique (Hall et Kepe, 2017). Il s'agit là d'un autre exemple qui souligne le rôle des élites (existantes et émergeantes) dans l'appropriation du programme politique, dénaturant ainsi son objectif initial et sa mise en œuvre (De Wet, 1997 ; Acemoglu, Gelb, et Robinson, 2007).

Les données sur la nature et la composition de la richesse privée en Afrique sont en train de se développer, mais elles restent éparses et limitées dans la mesure où elles nécessitent un regard sur la propriété au-delà des frontières nationales. Cette situation est liée aux difficultés d'obtention de registres précis rendant compte des actifs nationaux et étrangers, ainsi qu'au manque de coordination entre les politiques fiscales nationales et internationales. Les cas individuels – dont certains ont été portés devant les tribunaux – donnent simplement une indication du degré de transfert des richesses vers les paradis fiscaux et nécessitent une comptabilisation de la richesse publique extraite du continent et susceptible d'être taxée. Ces facteurs ne facilitent pas l'élaboration de propositions concrètes pour taxer la richesse.

Cependant, ces préoccupations pragmatiques n'enlèvent rien à l'importance d'une prise en compte des options d'impôt sur la fortune comme des moyens possibles de lutter contre l'inégalité structurelle et d'augmenter les recettes nationales. Les complexités de mise en œuvre de ces options ne signifient pas qu'elles sont irréalisables ou que ces politiques ne peuvent pas être prises en compte dans le menu politique. N'oublions pas qu'un impôt sur les placements boursiers a déjà été mis en place dans certains pays. En effet, certains sont toujours en place et d'autres ont été supprimés ; par exemple, l'Allemagne en avait un jusqu'en 1977.

Les dernières propositions politiques « en dehors du cadre » d'Atkinson proposent un revenu citoyen et/ou le versement d'un revenu minimum garanti à tous les individus (Atkinson et Bourguignon, 2015, p. lx). Bien qu'elle soit souvent considérée comme une politique de protection sociale universelle large et non ciblée, elle peut représenter bien plus que cela. Comme l'affirme James Ferguson (2015), elle peut également représenter une réorientation politique vers le partage des ressources et des richesses nationales. De plus, il avance qu'elle

permet de reconnaître et de compenser les lacunes dans le fonctionnement des marchés du travail qui ne parviennent pas à accueillir une main-d'œuvre qualifiée ou qui relèguent la plupart des employés à un travail informel précaire. Cette vision est séduisante. Cependant, Lustig, Jellema et Martinez Pabon (2019) ont modélisé la viabilité fiscale d'un tel transfert « universel » dans une sélection de pays d'Afrique subsaharienne et constatent que les impôts directs seraient loin d'être suffisants pour mettre en place un revenu minimum équivalent aux seuils de pauvreté internationaux et, si le revenu minimum était égal au seuil de pauvreté spécifique d'un pays, cette impossible viabilité serait encore plus exacerbée.

Cela dit, la pandémie de COVID-19 a donné un nouvel élan à certaines de ces discussions (voir Marais, 2022 pour un débat sur l'Afrique du Sud). Tout le monde a été touché pendant la crise, bien que de manières différentes, ce qui a conduit à une nouvelle reconnaissance de la valeur d'universalité. Les revenus universels d'existence représentent un moyen de lier une forme de dépenses sociales à la logique des fonds de capital partagés. Ils constituent également une voie viable pour l'introduction d'une protection sociale adaptive avec une large couverture horizontale (nombre de bénéficiaires) sur laquelle les mesures de crise peuvent s'appuyer par le biais d'expansions verticales (augmentant les niveaux de prestations).

En conclusion, nous avons présenté dans cette section une sélection de politiques situées « en dehors du cadre » qui visent à s'attaquer aux processus clés qui génèrent les inégalités de revenu. Elles cherchent à créer des voies vers une plus grande sécurité et un bien-être renforcé pour les personnes situées au bas de l'échelle de la répartition des richesses, y compris au niveau de la propriété de capital et d'actifs. L'avantage du cadre d'Atkinson est qu'il est clair que ces orientations et politiques requièrent une attention particulière en raison de la manière dont les inégalités se perpétuent sur les marchés actuels des facteurs et des produits, au niveau national comme au niveau mondial. Si l'on n'y prête pas attention, l'efficacité des politiques conventionnelles, inscrites à l'intérieur du cadre, s'en trouve amoindrie. Les réalités africaines de leur mise en œuvre sont décourageantes. La faiblesse des voix et des protections institutionnelles prévues par la loi s'accompagne souvent d'une informalité à grande échelle qui sape l'efficacité de ces institutions, même lorsqu'elles sont en place. L'économie politique de la mise en œuvre des politiques comporte le risque de contrecarrer les forces qui cherchent à faire reculer ces politiques. Dans ce contexte, nous concluons en faisant le point sur l'art du possible.

L'art du possible pour des politiques de réduction des inégalités

La plupart des politiques de réduction des inégalités de revenus en Afrique sont issues de la boîte à outil conventionnelle des filets de sécurité sociale, des marchés du travail et des politiques fiscales. Toutefois, une réflexion intéressante, affinée par la pandémie de COVID-19, s'est développée autour d'approches mieux intégrées qui améliorent la protection sociale et les revenus des bénéficiaires afin de les harmoniser avec les interventions sur le marché du travail. Ce type de réflexion s'attaque à la nature croisée des inégalités non pas avec des solutions miracles mais avec des interventions coordonnées qui ont un impact global supérieur

à la somme de leurs parties. Une telle coordination dépend cependant du renforcement des registres sociaux pour suivre et relier les individus entre les bases de données de la protection sociale, de l'éducation, de la santé et du marché du travail. Il s'agit d'une tâche particulièrement difficile pour les personnes marginalisées et celles qui travaillent dans le secteur informel. La pandémie a montré très clairement que, sans cela, les inégalités préexistantes se creusent entre ceux qui sont pris en compte et ceux qui ne le sont pas. Comme le souligne Atkinson, des politiques plus ambitieuses, telles qu'un héritage minimum versé à tous à l'âge adulte, requièrent la possibilité de comptabiliser et d'atteindre tous les citoyens (Atkinson, 2015, p. 168-199). Il y a également eu un regain d'intérêt pour la compréhension des systèmes fiscaux et des recettes propres à chaque pays, de sorte que l'élaboration de politiques prioritaires puisse être jumelée à la collecte de recettes auprès de ceux qui bénéficient de la croissance nationale.

Si notre objectif est néanmoins d'atteindre les Objectifs de développement durable ou les objectifs de l'Agenda 2063 pour l'Afrique associés à la réduction des inégalités, nous devons élargir notre boîte à outils en prêtant attention aux spécificités africaines. La nature extrêmement informelle des marchés du travail dans la plupart des contextes africains a été mentionnée à plusieurs reprises dans ce chapitre et la présence limitée de marchés compétitifs dans le secteur formel doit également être prise en compte. Les politiques sectorielles et industrielles doivent s'efforcer de briser les barrières et de jeter des ponts entre les secteurs formels et informels. De même, un important pourcentage de personnes économiquement actives se trouve effectivement marginalisé au sein de l'économie et il est nécessaire de mettre en place des plateformes de transferts monétaires et des actions sur le marché du travail qui garantissent l'engagement et la participation à l'économie.

Étant donné que le cadre d'Atkinson se concentre sur les flux de revenus, il n'accorde que peu d'attention aux inégalités d'opportunités antérieures au revenu de marché, fondées sur la santé, l'éducation et le lieu de résidence, qui sont à l'origine de l'inégalité des revenus et de la richesse. Atkinson (2015) reconnaît que ces inégalités sociétales plus larges sont importantes et doivent être prises en compte. Mais, pour lui, cela ne doit pas se faire par le biais des politiques de revenus et d'impôts. Si Atkinson souhaite à juste titre être pragmatique dans ce que l'on peut attendre de politiques spécifiques, l'analyse des inégalités en Afrique menée dans ce livre montre clairement qu'il faut examiner de manière explicite les intersections entre les politiques sociales, les politiques du marché du travail et les politiques de revenus si l'on veut que les politiques modifient les structures qui perpétuent les inégalités au lieu d'encourager la résilience de ces structures.

Il ne s'agit pas de nier qu'il est très difficile d'inclure dans cette approche intégrée de la politique les fractures sociales et culturelles qui sont au premier plan dans les perspectives sociologiques de l'inégalité (Bourdieu, 1986 ; Savage, 2021). Malgré ces difficultés, les chapitres de ce livre sur le genre (chapitre 5), la santé et l'éducation (chapitre 3) et les marchés du travail (chapitre 4) montrent clairement que ces normes formelles et informelles sont répandues dans de nombreux contextes africains et, comme nous allons le voir dans le chapitre 11, elles sont discriminantes et extrêmement contre-productives. Plus précisément, elles entravent la croissance en excluant

injustement de nombreuses personnes. Il est à la fois possible et souhaitable de veiller à ce que les lois définissent une telle discrimination comme illégale et de nombreux pays africains ont désormais mis en place de telles lois. Toutefois, il est difficile d'assurer le respect de celles-ci en raison des niveaux élevés d'informalité dans l'économie et du fait que les normes sociales sont souvent en retard sur les normes législatives. Néanmoins, il est essentiel de reconnaître sans détour l'ampleur de ces discriminations qui réduisent l'efficacité de toutes les politiques visant à surmonter les inégalités, qu'elles soient situées à l'intérieur ou en dehors du cadre.

En outre, malgré tous leurs mérites, ni les ODD ni l'Agenda 2063 pour l'Afrique ne s'attaquent suffisamment aux structures d'exploitation ancrées qui sont toujours à l'origine des inégalités à l'intérieur des pays et entre les pays. On ne peut ignorer des siècles de mondialisation qui ont intégré les économies et les sociétés africaines dans le système économique mondial par des moyens très extractifs. Aujourd'hui, quand les sociétés africaines sont confrontées aux nouvelles dimensions de la mondialisation, elles le font avec l'inertie de ces modèles d'intégration et ces asymétries internationales de pouvoir historiquement établies. Tel est l'environnement politique international dans lequel les pays africains interagissent avec l'ensemble de la communauté internationale, qui comprend aussi les futurs chocs covariants provoqués par l'effondrement du climat, les chocs économiques externes, les pandémies et les tensions politiques qui surgissent en raison de la concurrence entre les hégémonies mondiales et régionales.

Un tel environnement limite considérablement les ajustements et les réformes de l'espace politique dans les contextes africains. Cependant, comme nous l'avons expliqué précédemment, des chocs tels que la pandémie de COVID-19 sont susceptibles d'induire des innovations politiques au sein des pays qui peuvent étendre les réseaux de protection sociale et renforcer les complémentarités politiques dans le cadre de réponses nationales coordonnées. Avec le changement climatique comme exemple probant, ils peuvent aussi susciter des débats productifs sur des réponses mondiales coordonnées, y compris le financement de réformes structurelles nécessaires. Par exemple, le paiement de compensations et de réparations, qui était auparavant exclu, est désormais fréquemment abordé dans le cadre de discussions sur les « pertes et préjudices » liés au changement climatique (FEM, 2022). La création d'un fonds pour les pertes et préjudices liés au changement climatique, qui fournit des fonds aux pays vulnérables, constitue une avancée décisive dans ce domaine (CCNUCC, 2022).

Si cette innovation peut dorénavant être politiquement réalisable en raison d'un sentiment d'urgence partagé face à la dégradation du climat, les leçons et les actions doivent également être tirées au-delà des dégâts causés par le climat. Des propositions ont été déposées auprès du G20 et même du Forum économique mondial en vue d'établir un fonds mondial pour la protection sociale universelle. Elles ont connu un regain d'intérêt lors de la crise de COVID-19 (HCDH, 2021). Les données sur les flux commerciaux montrent que les flux vers les pays du Nord dépassent les flux d'aide et d'assistance étrangère vers les économies africaines (Hickel, 2017). Cependant, pour remédier à cette inégalité, il n'est pas nécessaire de se limiter à des fonds mondiaux dont les dépenses sont réservées. Elle peut également se produire dans le cadre

d'accords bilatéraux visant à rééquilibrer les effets des anciennes relations coloniales en renégociant les accords commerciaux existants lorsqu'ils ne sont pas favorables aux économies africaines (Rodney *et al.*, 2018).

Réfléchir au-delà du cadre nécessite un programme politique qui s'attaque aux inégalités par le biais d'un ensemble coordonné et cohérent de politiques qui réduisent collectivement les inégalités de revenus en élargissant la propriété des richesses et du capital social. Les priorités et les contraintes budgétaires devraient être abordées par le biais d'approches complémentaires qui maximisent les recettes fiscales provenant de tous ceux qui bénéficient du système actuel afin de les utiliser pour accroître la productivité de tous au sein de ces sociétés. Une telle approche maximisera le rendement sociétal de chaque incrément de croissance économique et maximisera la durabilité de manière plus générale. Il y a trop de contraintes majeures qui se croisent ici pour que l'établissement de priorités implique des solutions miracles étriquées. Nous devons faire preuve d'une radicalité créative si nous voulons remettre en question les inégalités historiques profondément ancrées auxquelles sont confrontées les nations africaines au XXIe siècle.

Toutefois, il ne s'agit pas seulement de réformes radicales dans le contexte africain, mais aussi, et peut-être surtout, dans les pays du Nord. C'est ce qui ressort de certaines des politiques abordées dans ce chapitre concernant les réparations, les réformes de l'architecture financière ou des accords commerciaux plus équitables. Le développement « tel quel » fait depuis longtemps l'objet d'une critique croissante, des voix s'étant récemment élevées pour souligner la nécessité de trouver des alternatives qui dépassent les modèles centrés sur l'Occident (Ndlovu-Gatsheni, 2015). Par exemple, les critiques du « *Grand Bargain* », un accord visant à améliorer l'efficacité de l'aide, soulignent son incapacité à atteindre des objectifs clés, en particulier en ce qui concerne la localisation et les engagements de financement (Matcalfe-Hough *et al.*, 2021). En général, une cartographie des programmes mondiaux que l'on compare à la construction de partenariats réalisés expose souvent des problèmes systémiques au sein de l'architecture actuelle de l'aide.

L'une des réponses à ce problème est un développement fondé sur la confiance, qui gagne du terrain et préconise une évolution vers des partenariats équitables dans lesquels les communautés locales détiennent le pouvoir de décision et les ressources (Trust-based Philanthropy, 2024). De façon plus générale, les mesures concrètes en faveur de la création de partenariats décoloniaux comprennent également la priorité accordée aux systèmes de connaissances autochtones (Smith, 2022), la garantie d'une participation significative des groupes marginalisés et la restructuration des flux financiers pour soutenir des voies de développement autodéterminées. Ces approches cherchent à démanteler les déséquilibres de pouvoir et favoriser des résultats du développement qui soient plus durables et plus inclusifs.

Le contexte politique mondial actuel témoigne d'une certaine acceptation de ces réalités politiques. Les efforts récents de réforme de l'architecture financière mondiale cherchent à remédier aux déséquilibres significatifs de la gouvernance internationale, en se concentrant sur l'amélioration des considérations d'équité, la restructuration des mécanismes de la dette et l'augmentation de la représentation des pays du Sud. Au cœur de ces réformes se trouve

la volonté de répartir équitablement les ressources et les opportunités, en cherchant à atténuer les effets disproportionnés des politiques économiques mondiales sur les nations marginalisées et en développement. Ces réformes préconisent une révision complète des cadres de la dette, en mettant l'accent sur des pratiques viables et équitables d'allégement de la dette qui empêchent l'exploitation économique et garantissent une stabilité financière à long terme pour les pays endettés.

Elles abordent aussi la modernisation de l'architecture fiscale mondiale, ce qui est essentiel pour stimuler les recettes du secteur public afin de financer les programmes de développement et les biens publics mondiaux. La résolution de l'Assemblée générale des Nations unies œuvrant pour l'organisation d'une convention fiscale des Nations unies marque une étape décisive dans la promotion de structures fiscales mondiales plus équitables et plus progressives. Elle aborde ainsi des domaines essentiels tels que l'impôt sur les sociétés, la prévention de l'évasion fiscale des personnes fortunées et la taxation adéquate des émissions de dioxyde de carbone. En outre, la réforme de la gouvernance économique mondiale met l'accent sur la nécessité de rendre les institutions financières internationales (IFI) – le FMI et la Banque mondiale – plus inclusives et plus efficaces.

Amplifier les voix des pays du Sud dans ces institutions clés est un élément essentiel de la réforme et permettrait de favoriser des processus de prise de décision plus inclusifs qui reflètent les différents besoins et réalités de chaque nation. Les réformes visant à modifier l'attribution des voix au sein des organes directeurs de ces institutions sont essentielles pour renforcer leur légitimité et leur efficacité, même parvenir à un consensus sur ces réformes demande du temps. Bien qu'elles visent à créer un système économique mondial plus équilibré et plus juste, ces réformes se heurtent à une forte résistance de la part des puissances établies qui bénéficient actuellement du *statu quo*.

Références

Abreha, Kaleb G., Woubet Kassa, Emmanuel K. K Lartey, Taye A. Mengistae, Solomon Owusu, and Albert G. Zeufack. 2021. *Industrialization in Sub-Saharan Africa: Seizing Opportunities in Global Value Chains*. Africa Development Forum. Washington, DC: World Bank. https://openknowledge.worldbank.org/entities/publication/a7fcc389-e024-5a8a-841c-4b32ad1b4ffe.

Acemoglu, Daron, Stephen Gelb, and James Robinson. 2007. "Black Economic Empowerment and Economic Performance in South Africa." Center for Economic Development Working Paper. https://www.researchgate.net/publication/228416806_Black_Economic_Empowerment_and_Economic_Performance_in_South_Africa.

Aiginger, Karl, and Dani Rodrik. 2020. "Rebirth of Industrial Policy and an Agenda for the Twenty-First Century." *Journal of Industry, Competition and Trade* 20 (2): 189–207. https://doi.org/10.1007/s10842-019-00322-3.

Amis, Mao. 2016. "Lessons from the Informal Sector." *International Institute for Environment and Development* (blog), February 24, 2016. https://www.iied.org/lessons-informal-sector.

Anwar, Mohammad Amir, and Mark Graham. 2021. "Between a Rock and a Hard Place: Freedom, Flexibility, Precarity and Vulnerability in the Gig Economy in Africa." *Competition & Change* 25 (2): 237–58. https://doi.org/10.1177/1024529420914473.

Atkinson, Anthony B. 2015. *Inequality: What Can Be Done?* Cambridge, MA: Harvard University Press. http://www.jstor.org/stable/j.ctvjghxqh.

Atkinson, Anthony B., and François Bourguignon, eds. 2015. *Handbook of Income Distribution*, volume 2b. Amsterdam: Elsevier.

Bassier, Ihsaan, and Joshua Budlender. 2024. "Stimulus Effects of a Large Public Employment Programme." AFD Research Paper 305, Agence Française de Développement, Paris.

Bassier, Ihsaan, Joshua Budlender, Rocco Zizzamia, Murray Leibbrandt, and Vimal Ranchhod. 2021. "Locked Down and Locked Out: Repurposing Social Assistance as Emergency Relief to Informal Workers." *World Development* 139: 105271. https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2020.105271.

Besamusca, Janna, and Kea Tijdens. 2015. "Comparing Collective Bargaining Agreements for Developing Countries." *International Journal of Manpower* 36 (1): 86–102. https://doi.org/10.1108/IJM-12-2014-0262.

Bhorat, Haroon, Ravi Kanbur, and Benjamin Stanwix. 2017. "Minimum Wages in Sub-Saharan Africa: A Primer." *World Bank Research Observer* 32 (1): lkw007. https://doi.org/10.1093/wbro/lkw007.

Bourdieu, Pierre. 1986. "The Forms of Capital." In *Handbook of Theory and Research for the Sociology of Education*, edited by John G. Richardson, 241–58. New York: Greenwood.

Brancaccio, Emiliano, Nadia Garbellini, and Raffaele Giammetti. 2018. "Structural Labour Market Reforms, GDP Growth and the Functional Distribution of Income." *Structural Change and Economic Dynamics* 44: 34–45. https://doi.org/10.1016/j.strueco.2017.09.001.

David, Anda, Yoro Diallo, and Björn Nilsson. 2023. "Informality and Inequality: The African Case." *Journal of African Economies* 32 (Suppl. 2): ii273–ii295. https://doi.org/10.1093/jae/ejac052.

De Wet, Chris. 1997. "Land Reform in South Africa: A Vehicle for Justice and Reconciliation, or a Source of Further Inequality and Conflict?" *Development Southern Africa* 14 (3): 355–62. https://doi.org/10.1080/03768359708439970.

Devarajan, Shantayanan, and Quy-Toan Do. 2023. "Taxation, Accountability, and Cash Transfers: Breaking the Resource Curse." *Journal of Public Economics* 218: 104816. https://doi.org/10.1016/j.jpubeco.2022.104816.

DFID (Department for International Development). 2016. "Impact Assessment—Ethiopia Productive Safety Net Programme Phase 4 (PSNP 4)." DFID, London.

Díaz Pabón, Fabio Andrés, Murray Leibbrandt, Vimal Ranchhod, and Michael Savage. 2021. "Piketty Comes to South Africa." *British Journal of Sociology* 72 (1): 106–24. https://doi.org/10.1111/1468-4446.12808.

Dupas, Pascaline, and Jonathan Robinson. 2013. "Savings Constraints and Microenterprise Development: Evidence from a Field Experiment in Kenya." *American Economic Journal: Applied Economics* 5 (1): 163–92. https://doi.org/10.1257/app.5.1.163.

Ernst, Ekkehard, Rossana Merola, and Jelena Reljic. 2022. *Labour Market Policies for Inclusiveness: A Literature Review with a Gap Analysis*. Geneva: International Labour Organization.

Ferguson, James. 2015. *Give a Man a Fish: Reflections on the New Politics of Distribution*. Duke University Press. https://doi.org/10.2307/j.ctv1198xwr.

Gentilini, Ugo, Mohamed Bubaker Alsafi Almenfi, Yuko Okamura, John Austin Downes, Pamela Dale, Michael Weber, David Locke Newhouse, et al. 2021. "Social Protection and Jobs Responses to COVID-19: A Real-Time Review of Country Measures." Working Paper 168386, World Bank, Washington, DC. https://documents.worldbank.org/en/publication/documents-reports/documentdetail/110221643895832724/social-protection-and-jobs-responses-to-covid-19-a-real-time-review-of-country-measures.

Hall, Ruth, and Thembela Kepe. 2017. "Elite Capture and State Neglect: New Evidence on South Africa's Land Reform." *Review of African Political Economy* 44 (151): 122–30. https://doi.org/10.1080/03056244.2017.1288615.

Hickel, Jason. 2017. *The Divide: A Brief Guide to Global Inequality and Its Solutions*. London: William Heinemann.

ILO (International Labour Organization). 2019. *Wages in Africa: Recent Trends in Average Wages, Gender Pay Gaps and Wage Disparities*. Geneva: ILO.

ILO (International Labour Organization). 2021. *Africa Regional Social Protection Strategy, 2021–2025*. Geneva: ILO.

ILO (International Labour Organization). 2022. "Informal Economy in Africa: Which Way Forward? Making Policy Responsive, Inclusive and Sustainable." Concept Note. ILO, Geneva.

ILO (International Labour Organization). 2023. *Labour Standards in Africa*. Geneva: ILO.

Jack, William, and Tavneet Suri. 2014. "Risk Sharing and Transactions Costs: Evidence from Kenya's Mobile Money Revolution." *American Economic Review* 104 (1): 183–223. https://doi.org/10.1257/aer.104.1.183.

Kerr, Andrew. 2017. "Tax(i)ing the Poor? Commuting Costs in South African Cities." *South African Journal of Economics* 85 (3): 321–40. https://doi.org/10.1111/saje.12161.

Köhler, Timothy, Haroon Bhorat, and Robert Hill. 2023. "The Effect of Wage Subsidies on Job Retention in a Developing Country: Evidence from South Africa." WIDER Working Paper 2023/114, United Nations University, World Institute for Development Economics Research, Helsinki, Finland. https://doi.org/10.35188/UNU-WIDER/2023/422-9.

Krueger, Alan B. 2012. "The Rise and Consequences of Inequality in the United States." Speech at the Center for American Progress, January 12, Washington, DC.

Lam, David, and Ahmed Elsayed. 2021. *Labour Markets in Low-Income Countries: Challenges and Opportunities*. Oxford, UK: Oxford University Press. https://doi.org/10.1093/oso/9780192897107.003.0001.

Lamont, Michèle, Graziella Moraes Silva, Jessica Welburn, Joshua Guetzkow, Nissim Mizrachi, Hanna Herzog, and Elisa Reis. 2016. *Getting Respect: Responding to Stigma and Discrimination in the United States, Brazil, and Israel*. Princeton, NJ: Princeton University Press.

Lapeyre, Frédéric, and Simon Barussaud. 2019. *La formalisation vue d'en bas: enjeux pour la transition vers l'économie formelle*. Espace Afrique 22. Louvain-la-Neuve, Belgium: Academia-l'Harmattan.

Lawson, Max, and Matthew Martin. 2017. *The Commitment to Reducing Inequality Index: A New Global Ranking of Governments Based on What They Are Doing to Tackle the Gap between Rich and Poor*. Nairobi, Kenya: Oxfam: Development Finance International. https://doi.org/10.21201/2017.0131.

Leite, Pereira Guimaraes, Phillippe George, Tina George, Changqing Sun, Theresa Jones, and Kathy A. Lindert. 2017. "Social Registries for Social Assistance and Beyond : A Guidance Note and Assessment Tool." Social Protection and Labor Discussion Paper 1704, World Bank, Washington, DC. https://ideas.repec.org/p/wbk/wbrwps/117971.html.

Loewald, Christopher, Konstantin Makrelov, and Andreas Wörgötter. 2021. "Addressing Low Labour Utilisation in South Africa." Working Paper 21/09, South African Reserve Bank, Pretoria, South Africa.

Lustig, Nora, Jon Jellema, and Valentina Martinez Pabon. 2019. "Leaving No One Behind: Can Tax-Funded Transfer Programs Provide Income Floors in Sub-Saharan Africa?" Commitment to Equity Working Paper Series 85, Department of Economics, Tulane University, New Orleans, LA. https://ideas.repec.org/p/tul/ceqwps/85.html.

Manning, Claudia. 2014. "Origins, Trends and Debates in Black Economic Empowerment." In *The Oxford Companion to the Economics of South Africa*, edited by Haroon Bhorat, Alan Hirsch, S. M. Ravi Kanbur, and Mthuli Ncube, 313–21. Oxford, UK: Oxford University Press.

Marais, Hein. 2022. *In the Balance: The Case for a Universal Basic Income in South Africa and Beyond*. Johannesburg, South Africa: Wits University Press. https://doi.org/10.18772/12022077724.

Matcalfe-Hough, Victoria, Wendy Fenton, Barnaby Willitts-King, and Barbara Spencer. 2021. "The Grand Bargain at Five Years: An Independent Review." Overseas Development Institute, London. https://odi.org/en/publications/the-grand-bargain-at-five-years-an-independent-review/.

McKenzie, David. 2017. "How Effective Are Active Labor Market Policies in Developing Countries? A Critical Review of Recent Evidence." *World Bank Research Observer* 32 (2): 127–54. https://doi.org/10.1093/wbro/lkx001.

McNabb, Kyle, and Annalena Oppel. 2023. "Personal Income Tax Reforms and Income Inequality in African Countries." ODI Working Paper, Overseas Development Institute, London.

Modica, Emmanuelle, Sabine Laudage, and Michelle Harding. 2018. "Domestic Revenue Mobilisation: A New Database on Tax Levels and Structures in 80 Countries." OECD Taxation Working Papers 36, Organisation for Economic Co-operation and Development, Paris. https://www.oecd-ilibrary.org/content/paper/a87feae8-en.

Mohieldin, Mahmoud, and Carolina Sanchez-Paramo. 2019. "Tackling Inequality Is a Political Choice." *Project Syndicate*, July 15. https://www.project-syndicate.org/commentary/inequality-political-not-economic-by-mahmoud-mohieldin-and-carolina-sanchez-paramo-2019-07?barrier=accesspaylog.

Ndlovu-Gatsheni, Sabelo J. 2015. "Decoloniality as the Future of Africa." *History Compass* 13 (10): 485–96. https://doi.org/10.1111/hic3.12264.

OHCHR (Office of the High Commissioner for Human Rights). 2021. "World Needs to Prepare for the Next Crisis by Setting Up Global Fund for Social Protection Now." Press Release. OHCHR, United Nations, Geneva. https://www.ohchr.org/en/press-releases/2021/06/world-needs-prepare-next-crisis-setting-global-fund-social-protection-now-un.

Oppel, Annalena, Kyle McNabb, and Daniel Chachu. 2022. "The Dynamics of Domestic Revenue Mobilization across Four Decades." WIDER Working Paper Series wp-2022-1, United Nations University, World Institute for Development Economics Research, Helsinki, Finland. https://ideas.repec.org/p/unu/wpaper/wp-2022-1.html.

Payments Industry Intelligence. 2016. "M-Pesa: The Good and the Bad News." Payments Industry Intelligence, Norfolk, UK. https://www.paymentscardsandmobile.com/m-pesa-good-bad-news/.

Rodney, Walter, Angela Y. Davis, Vincent Harding, Robert A. Hill, William Strickland, and Abdul Rahman Mohamed Babu. 2018. *How Europe Underdeveloped Africa*. London: Verso.

Savage, Michael. 2021. *The Return of Inequality: Social Change and the Weight of the Past*. Cambridge, MA: Harvard University Press.

Schmitt, John. 2009. "Inequality as Policy." *Real Word Economics Review* 51 (1): 2–9.

Shaxson, Nicholas. 2007. "Oil, Corruption and the Resource Curse." *International Affairs* 83 (6): 1123–40. https://doi.org/10.1111/j.1468-2346.2007.00677.x.

Siakwah, Pius. 2017. "Political Economy of the Resource Curse in Africa Revisited." *Development and Society* 46 (1): 83–112.

Signé, Njuguna, and Landry Ndung'u. 2020. "Capturing the Fourth Industrial Revolution: A Regional and National Agenda." In *Brookings Foresight Africa*, 61–66. Washington, DC: Brookings Institution.

Smith, Linda Tuhiwai. 2022. *Decolonizing Methodologies: Research and Indigenous Peoples*, 3rd edition. London: Bloomsbury Academic.

socialprotection.org. 2023. "Social Protection Profiles." socialprotection.org, United Nations Research Institute for Social Development, Geneva.

Stewart, Mark B. 2004. "The Employment Effects of the National Minimum Wage." *Economic Journal* 114 (494): C110–C116. https://doi.org/10.1111/j.0013-0133.2003.00200.x.

Suri, Tavneet, and William Jack. 2016. "The Long-Run Poverty and Gender Impacts of Mobile Money." *Science* 354 (6317): 1288–92. https://doi.org/10.1126/science.aah5309.

Therborn, Göran. 2013. *The Killing Fields of Inequality*. Cambridge, UK: Polity.

Tilly, Charles. 2009. *Durable Inequality*. Berkeley: University of California Press.

Trust-Based Philanthropy. 2024. "Trust-Based Philanthropy." Trust-Based Philanthropy, San Francisco, CA. https://www.trustbasedphilanthropy.org.

Tyler, Imogen. 2020. *Stigma: The Machinery of Inequality*. London: Zed Books Ltd. https://doi.org/10.5040/9781350222809.

UNDP (United Nations Development Programme). 2023. *Journey to Extremism in Africa: Pathways to Recruitment and Disengagement*. New York: UNDP.

UNFCCC (United Nations Framework Convention on Climate Change). 2022. "COP27 Reaches Breakthrough Agreement on New 'Loss and Damage' Fund for Vulnerable Countries." UNFCCC, New York. https://unfccc.int/news/cop27-reaches-breakthrough-agreement-on-new-loss-and-damage-fund-for-vulnerable-countries.

United Nations. 2017. "Africa's App-Based Taxis Battle Uber over Market Share." *Africa Renewal* (blog). https://www.un.org/africarenewal/magazine/august-november-2017/africa%E2%80%99s-app-based-taxis-battle-uber-over-market-share#:~:text=Many%20African%20governments%20seem%20to,Ministry%20of%20Transport%20and%20Uber.

Van Hove, Leo, and Antoine Dubus. 2019. "M-PESA and Financial Inclusion in Kenya: Of Paying Comes Saving?" *Sustainability* 11 (3): 568–94. https://doi.org/10.3390/su11030568.

WEF (World Economic Forum). 2022. "Loss and Damage: Why Climate Reparations Are Top of the Agenda at COP27." WEF, Geneva. https://www.weforum.org/agenda/2022/10/cop27-why-climate-reparations-are-one-of-the-biggest-issues/.

World Bank. 2023a. "Rural Population (% of Total Population)—Sub-Saharan Africa." World Bank, Washington, DC. https://data.worldbank.org/indicator/SP.RUR.TOTL.ZS?locations=ZG.

World Bank. 2023b. "Unemployment, Total (% of Total Labor Force)—Sub-Saharan Africa." World Bank, Washington, DC. https://data.worldbank.org/indicator/SL.UEM.TOTL.ZS?locations=ZG.

PARTIE 3

Repousser les limites de la connaissance et enclencher des actions politiques

Chapitre 10

Changement climatique, réduction de la pauvreté et inégalités entre les pays et en leur sein

Anda David, Murray Leibbrandt, Hélène Djoufelkit et Rawane Yasser

Introduction

Le changement climatique est devenu l'enjeu de développement le plus complexe de notre époque, et l'Afrique est le continent le plus vulnérable à ses répercussions. L'ODD 13 se concentre sur le fait de « prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions ». L'Accord de Paris a été adopté à cette fin en 2015 afin de limiter le réchauffement climatique. Cela pose toutefois la question de la compatibilité de l'endiguement du changement climatique avec la réduction de la pauvreté et l'augmentation des niveaux de consommation des personnes pauvres que cela implique. Pour y répondre, il est essentiel de placer l'inégalité et la redistribution au centre des discussions. Depuis le début des négociations, la question des inégalités de développement et de l'inégalité des émissions entre les pays a été le fil rouge de toutes ces débats.

Il est toutefois urgent d'aller au-delà de la discussion, car il ne fait aucun doute que les conséquences de la crise climatique ont déjà commencé à se matérialiser. Celles-ci englobent notamment une diminution de la sécurité alimentaire et hydrique dans de nombreuses régions en raison de phénomènes météorologiques extrêmes. Ces chocs réduisent directement la production agricole et perturbent les moyens de subsistance des ménages agricoles. Ils contribuent à leur tour à la volatilité des prix des denrées alimentaires, mettant en péril la sécurité alimentaire des ménages disposant de faibles revenus. Par conséquent, le changement climatique contribue à l'inégalité économique et matérielle en aggravant la pénurie d'eau et de nourriture.

Le dernier rapport du GIEC (GIEC, 2022) montre clairement que les différents pays du monde et leurs habitants ne contribuent pas au changement climatique de façon identique et ne sont pas affectés de la même manière par ce dernier. Les effets du changement climatique ne sont pas

également répartis à travers le monde, les pays à revenu faible et intermédiaire subissant des répercussions plus importantes que leurs homologues plus riches. Les pays du Sud, et l'Afrique en particulier, sont touchés de manière disproportionnée par les changements de température et les phénomènes météorologiques extrêmes. Les données scientifiques indiquent que l'Afrique sera fortement touchée par le changement climatique en raison de sa grande vulnérabilité, de sa faible capacité d'adaptation et de sa dépendance excessive à des moyens de subsistance fondées sur les ressources naturelles. Même si le continent contribue à moins de 5 % des émissions mondiales de carbone, il en subira la plupart des répercussions les plus graves (Davis and Vincent, 2017). D'autre part, la crise climatique est également marquée par d'importantes inégalités au sein des pays. Là encore, la vulnérabilité aux impacts climatiques est étroitement liée aux revenus et à la richesse.

Ces dernières années, le changement climatique a donc été à l'origine d'une augmentation des inégalités, tant entre les pays qu'en leur sein. Il est donc impératif de mieux comprendre les inégalités liées au changement climatique, aussi bien entre les pays qu'en leur sein, lors de l'élaboration des mesures d'adaptation et d'atténuation. Bien que le lien entre les inégalités et les effets du changement climatique soit bien documenté (Taconet, Méjean et Guivarch, 2020 ; Chancel, Bothe et Voituriez, 2023 ; Ayanlade *et al.,* 2022 ; GIEC, 2022), ces préoccupations en matière de redistribution ne sont pas toujours au cœur des politiques de lutte contre le changement climatique et la plupart des données sur l'Afrique font encore défaut.

Dans ce chapitre, nous soutenons que, bien qu'il soit de plus en plus admis que la réduction des inégalités est étroitement liée à la lutte contre le changement climatique, nous ne disposons pas encore des outils et des cadres nécessaires pour rassembler les deux sujets. Cette situation est d'autant plus préoccupante que les engagements des pays en matière de changement climatique et les politiques internes des pays sont malgré tout en cours d'élaboration. En passant en revue les dernières études sur les inégalités liées au changement climatique, ce chapitre cherche à proposer une meilleure compréhension des inégalités climatiques en Afrique, tant entre les pays qu'en leur sein, et à mettre en évidence les outils nécessaires à l'élaboration de politiques climatiques.

Inégalités entre les pays

Le premier vecteur des inégalités climatiques est la façon dont le changement climatique a eu, et continue d'avoir, un impact négatif sur les inégalités entre les pays. Les inégalités mondiales se manifestent en termes de contributions relatives aux émissions, de pertes de croissance et de développement découlant de ces émissions, et de capacité à financer des réponses efficaces.

Contributions inégales au changement climatique

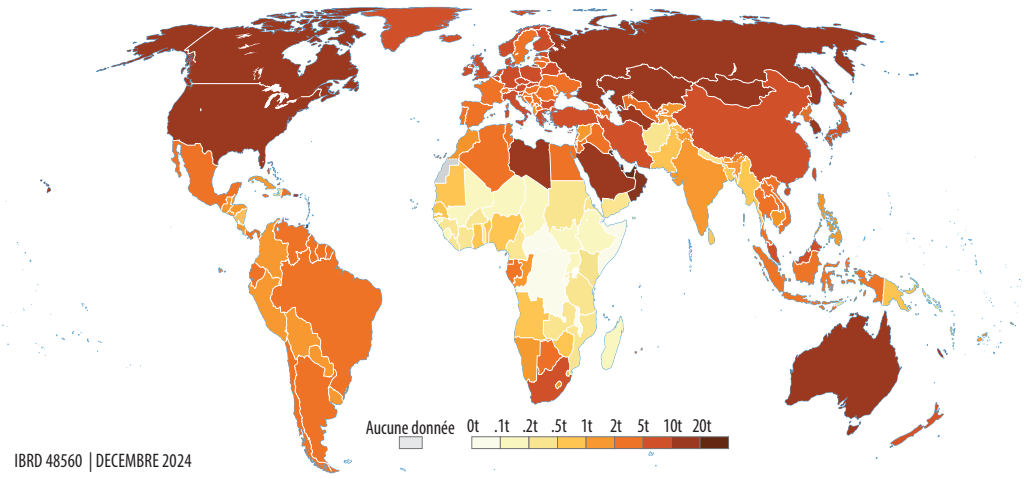
Les émissions actuelles et passées sont inégales entre les pays. Une comparaison entre les 50 % inférieurs, les 40 % intermédiaires et les 10 % supérieurs en termes de préjudices, d'émissions et de capacité à financer des actions climatiques mondiales pour y répondre peut donner

une image claire de l'inégalité climatique. Les 10 % des plus gros émetteurs de carbone génèrent près de la moitié de l'ensemble des émissions de gaz à effet de serre. Quant aux 40 % inférieurs, ils comptabilisent 75 % du total des préjudices et seulement 12 % des émissions, contre 3 % du total des préjudices pour les 10 % supérieurs, dont la part des émission est de 48 % (Chancel, Bothe et Voituriez, 2023).

Selon Chancel (2022), l'ensemble des émissions carbone des 1 % les plus riches dépassent largement les émissions de toute la moitié la plus pauvre de la population mondiale. Les niveaux d'émission du centile supérieur des plus gros émetteurs étaient plus de 16 fois supérieurs à la moyenne mondiale en 2019. En ce qui concerne les modèles et les tendances passés, entre 1990 et 2019, le centile supérieur des émetteurs mondiaux ont été responsables de 23 % de la croissance totale des émissions (Chancel, 2022).

L'inégalité des émissions entre les pays a également été soulignée par Bruckner *et al.* (2022), qui ont analysé les contributions de différents groupes aux émissions mondiales. Ils soulignent la forte concentration des émissions au sommet de la répartition des richesses et les contributions négligeables de la moitié la plus pauvre de la population mondiale (Bruckner *et al.*, 2022). Des pays tels que les États-Unis, l'Australie, le Canada, et la Russie ont les émissions par habitant les plus élevées, tandis que dans de nombreux pays d'Afrique subsaharienne – tels que le Tchad, le Niger et la République centrafricaine – l'empreinte moyenne est d'environ 0,1 tonne par an (Map 10.1).

Carte 10.1 Émissions de CO_2 par habitant en 2022



Source : Our World in Data, basé sur le Global Carbon Project (2023).
Note : Émissions fossiles : Les émissions fossiles mesurent la quantité de dioxyde carbone (CO_2) émise par la combustion des combustibles fossiles et par la combustion directe dans les processus industriels tels que la production de ciment et d'acier. Le CO_2 fossile comprend les émissions issues du charbon, du pétrole, du gaz, des torchères, du ciment, de l'acier et d'autres procédés industriels. Les émissions fossiles n'incluent pas les évolutions d'utilisation des sols, la déforestation, les sols ou la végétation.

L'Afrique subsaharienne est la seule région où les émissions moyennes par habitant atteignent actuellement l'objectif de 1,5 °C. En réalité, les émissions de l'Afrique subsaharienne pourraient augmenter de près de 20 % tout en respectant l'objectif, alors que toutes les autres régions du monde le dépassent déjà largement (Chancel, Bothe et Voituriez, 2023). En outre, l'empreinte carbone de la moitié la plus pauvre de la population de l'Afrique subsaharienne est la plus faible au monde (Chancel, 2022). Tout cela démontre que les émissions actuelles des pays à faible revenu sont souvent proches des objectifs fixés par les pays à revenu élevé pour 2030.

Impacts inégaux du changement climatique

Les inégalités sont importantes au niveau des pays, les pays du Sud étant affectés de manière disproportionnée par le changement des températures et les phénomènes météorologiques extrêmes (Taconet, Méjean et Guivarch, 2020 ; Chancel, Bothe et Voituriez, 2023 ; Ayanlade *et al.*, 2022 ; GIEC, 2022). Ces changements climatiques affectent les inégalités entre les pays de deux manières. Premièrement, la hausse des températures et les phénomènes météorologiques extrêmes entraînent des répercussions directes qui touchent plus fortement les pays à faible revenu. Deuxièmement, le coût de l'atténuation du changement climatique à travers la réduction des émissions pour les pays les plus pauvres pourrait entraver leur rattrapage économique.

Pertes économiques

Comme démontré dans le chapitre 1, dans l'ensemble, les inégalités de revenus entre les pays ont globalement diminué au cours des dernières décennies (Bourguignon, 2015 ; Milanovic, 2016 ; Gradín, 2021). Toutefois, cette évolution est principalement due à une forte convergence en Chine et en Asie de l'Est. Cette convergence a été beaucoup plus discrète dans les pays les plus pauvres, qui sont principalement localisés en Afrique. L'impact du changement climatique peut inverser cette tendance globale et affectera principalement les pays les plus pauvres. Alors que les pays à revenu élevé, où le climat est relativement froid, peuvent profiter du changement climatique, les pays à faible revenu situés dans des régions plus chaudes subiront des pertes importantes (Diffenbaugh et Burke, 2019 ; Taconet, Méjean et Guivarch, 2020). Diffenbaugh et Burke (2019) combinent des trajectoires historiques contrefactuelles de la température avec des données empiriques sur la relation entre les fluctuations historiques de la température et la croissance économique. Ils constatent que le réchauffement climatique a renforcé les inégalités économiques entre les pays, le réchauffement augmentant la croissance dans les pays où le climat est relativement froid (généralement des pays à revenu élevé) et diminuant la croissance dans les pays à faible revenu des régions chaudes[1].

De nombreux pays à faible revenu sont aujourd'hui nettement plus pauvres qu'ils ne le seraient en l'absence des changements climatiques auxquels ils n'ont que très peu participé. Par ailleurs, de nombreux pays riches, qui portent la responsabilité la plus lourde en matière de changement climatique, en ont bénéficié davantage en termes de revenus. Cela peut s'expliquer par les processus extractifs de production, la consommation et l'accumulation de richesses basés sur les combustibles fossiles des pays du Nord qui perdurent encore largement aujourd'hui.

Outre le fait que les bénéfices des combustibles fossiles ne sont pas partagés équitablement, le réchauffement causé par la consommation d'énergie des pays riches a considérablement nui à de nombreux pays (Diffenbaugh et Burke, 2019). Par exemple, au Mozambique, les impacts du changement climatique sur l'économie sont estimés à environ 13 % de réduction du PIB d'ici 2050 (Arndt et Thurlow, 2015). Des résultats similaires ont été obtenus dans d'autres pays d'Afrique australe tels que la Namibie, l'Angola, le Mozambique et la Zambie (Ayanlade *et al.*, 2022).

Il semble que les différences de niveaux de vulnérabilité au changement climatique et de capacité d'adaptation entre les pays soient les principaux vecteurs des impacts inégaux du changement climatique (Taconet, Méjean et Guivarch, 2020). Certain pays, principalement en Afrique subsaharienne, sont plus dépendants des secteurs qui seront les plus touchés par l'exposition à des phénomènes météorologiques extrêmes.

Exposition à des phénomènes météorologiques extrêmes

En plus d'une exposition à long terme, certains des effets du réchauffement climatique prennent la forme de phénomènes météorologiques extrêmes tels que des vagues de chaleur, des sécheresses et des inondations. Ces phénomènes n'ont pas le même impact ni la même ampleur d'un pays à l'autre. Les pays pauvres seront confrontés à une plus forte volatilité des niveaux de températures avec des effets significatifs sur l'agriculture, tandis que les régions qui contribuent le plus au changement climatique pourraient connaître une volatilité réduite des températures (Bathiany *et al.*, 2018).

L'Afrique du Sud fait partie des régions touchées de façon disproportionnée par les conséquences climatiques néfastes telles que les sécheresses ou les inondations (Davis et Vincent, 2017 ; Ayanlade *et al.*, 2022). De nombreux phénomènes extrêmes ont été observés dans la région, entraînant des réductions de la qualité et de la quantité de la production agricole, avec un impact plus important sur les moyens de subsistance des petits exploitants agricoles comme le montre le dernier rapport du GIEC (Trisos *et al.*, 2022). Depuis 1970, les pays africains font partie des régions du monde les plus touchées par les phénomènes météorologiques extrêmes tels que la sécheresse, les épisodes de chaleur extrême, la volatilité des schémas et des quantités de précipitations. Les catastrophes dues à la sécheresse représentent 20 % des catastrophes qui surviennent dans l'ensemble des régions d'Afrique et affectent particulièrement les communautés rurales, contribuant à la famine et la perte de bétail, les régions du Sahel et les zones de savane étant les plus vulnérables aux épisodes de grande sécheresse (Ayanlade *et al.*, 2022). Les prévisions indiquent qu'environ 43,5 % des terres agricoles en Afrique subsaharienne seront affectées par des conditions arides, alors que la moyenne mondiale est de 29 % (Ayanlade *et al.*, 2022).

Nombre de ces phénomènes météorologiques ne sont pas indépendants les uns des autres et certains sont plus susceptibles de se produire simultanément, aggravant ainsi l'impact sur les systèmes sociaux et environnementaux. C'est ce que l'on appelle des événements composés. Plus de 780 millions de personnes dans le monde sont actuellement exposées au risque combiné

de pauvreté et de graves inondations (Chancel, Bothe et Voituriez, 2023). Le Zimbabwe a été exposé à des événements composés en 2020 quand le pays a été frappé par de graves sécheresses et des vagues de chaleur, alors même qu'il essayait d'enrayer la pandémie de COVID-19. Ces événements composés ont fait croître la pression sur les autorités de santé publique en raison de la malnutrition, des maladies et de la surmortalité. Cela a également déclenché des migrations dans certaines régions, ce qui a davantage compliqué la lutte contre la pandémie (Phillips *et al.*, 2020).

Manifestement, de telles interactions négatives et composées exacerbent les défis sociaux et environnementaux posés par le changement climatique. Ils doivent être mieux appréhendés afin de concevoir des mesures et des stratégies d'adaptation appropriées.

Effets sur la sécurité alimentaire et l'agriculture

Plusieurs études ont fait état de conséquences importantes des phénomènes météorologiques extrêmes sur le secteur agricole et de leur intensification au cours des dernières années, touchant à la fois les activités humaines et les moyens de subsistance. Cependant, ces risques affectent de manière disproportionnée les différentes régions du monde, les pays pauvres étant confrontés généralement aux effets néfastes. L'Afrique subsaharienne est la région la plus vulnérable (Ayanlade *et al.*, 2022 ; Ajetomobi, 2016 ; Fuller *et al.*, 2018 ; Trisos *et al.*, 2022 ; Emediegwu, Wossink et Hall, 2022). On estime qu'entre 55 % et 62 % de la main-d'œuvre de l'Afrique subsaharienne est employée dans l'agriculture et 95 % des terres cultivées sont des cultures pluviales (Trisos *et al.*, 2022). Les impacts mis en évidence par les études scientifiques comprennent la baisse des rendements et de la qualité des récoltes, l'assèchement des ruisseaux et des rivières, les flux de chaleur, la perte de terres, de végétation et de biodiversité, la diminution des revenus des ménages agricoles et d'autres impacts socioéconomiques (Ayanlade *et al.*, 2022 ; Ayanlade, Radeny et Akin-Onigbinde, 2018 ; Serdeczny *et al.*, 2017 ; Emediegwu, Wossink et Hall, 2022 ; Apraku, Morton et Gyampoh, 2021).

Dans le même ordre d'idées, l'Afrique subsaharienne est la deuxième région la plus susceptible d'être confrontée à l'insuffisance alimentaire causée par la sécheresse (Ayanlade *et al.*, 2022). Les estimations récentes de Chancel, Bothe et Voituriez (2023) révèlent qu'en Afrique, la productivité agricole moyenne est 35 % inférieure à sa valeur potentielle en raison de la sécheresse. En revanche, d'autres pays tels que le Canada ou la Russie ont vu leur productivité augmenter en raison du changement climatique. Des pays tels que le Mali, le Niger et le Soudan sont confrontés aux effets néfastes les plus extrêmes, avec des pertes liées au réchauffement climatique s'élevant jusqu'à 40 %. Ces effets négatifs ont également été mis en évidence dans le dernier rapport du GIEC (Bezner Kerr *et al.*, 2022). Trisos *et al.* (2022) estiment que la croissance de la productivité agricole en Afrique a baissé de 34 % depuis 1961 à cause du changement climatique, ce qui est plus que dans toute autre région du monde.

Pour résumer, l'Afrique subsaharienne doit faire face à d'importantes pertes de rendement, tout en étant la région du monde où les niveaux de pauvreté et les taux d'insécurité alimentaire sont les plus élevés. Cela aggrave les problèmes de famine des populations qui dépendent des revenus agricoles et/ou qui sont vulnérables à la volatilité des prix des denrées alimentaires.

Le changement climatique constitue aussi une menace importante pour la pêche en eau salée et en eau douce en Afrique, où elle représente la principale source de protéines pour environ 200 millions de personnes (Trisos *et al.*, 2022).

Exposition à l'élévation du niveau de la mer et aux inondations

De même, l'exposition à l'élévation du niveau de la mer et aux inondations est tout aussi inégale, les pays pauvres étant exposés de manière disproportionnée à l'élévation du niveau de la mer. Près de 43 % des personnes exposées aux risques d'inondation sont également confrontées à la pauvreté. Cette pauvreté compromet la capacité de s'adapter et de se remettre des catastrophes naturelles (Chancel, Bothe et Voituriez, 2023). Ce risque combiné d'inondation et de pauvreté est le plus important en Afrique subsaharienne où 28 % de la population est exposée à ces deux défis de manière simultanée. Selon le dernier rapport du GIEC (GIEC, 2022), les risques d'inondation augmenteront de manière significative même en cas de changement climatique modéré, ce qui souligne l'importance d'une mise en œuvre efficace de moyens d'adaptation, en particulier pour les plus exposées et les plus vulnérables.

Exposition aux maladies

Le changement climatique a considérablement augmenté le risque de maladies telles que le paludisme, la dengue et le virus Zika, notamment dans les pays pauvres. Le fardeau du paludisme est le plus lourd en Afrique, où surviennent plus de 90 % de tous les décès qui y sont liés. Dans le dernier rapport du GIEC, Cissé *et al.* (2022) révèlent que ces effets sont répartis de manière inégale entre les pays et que des zones géographiques plus vastes deviennent plus propices à sa transmission.

Des inondations plus fréquentes contribuent à l'accroissement des maladies d'origine hydrique telles que le choléra, en particulier dans les zones où les lacunes en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène (WASH) sont importantes. En Éthiopie, en Afrique du Sud, au Sénégal et au Mozambique l'augmentation des températures et des précipitations est associée à une augmentation des cas de diarrhée et de diarrhée infantile (Cissé *et al.*, 2022). Cette relation entre une infrastructure d'assainissement insuffisante et l'augmentation des risques d'épidémie dans les pays à faible revenu illustre les liens entre les différents impacts climatiques. En s'appuyant sur des données individuelles issues de 30 pays d'Afrique subsaharienne pour la période allant de 1991 à 2017, les auteurs constatent que les régions d'Afrique centrale devraient être confrontées au plus grand risque d'épisodes diarrhéiques induits par la température (Flückiger et Ludwig, 2022).

Coûts d'atténuation inégaux

Les politiques d'atténuation du changement climatique sont essentielles pour limiter l'essor des inégalités futures entre les pays. Cependant, essayer de limiter les effets du changement climatique par des politiques de réduction des gaz à effet de serre peut avoir de graves conséquences sur les inégalités car ces politiques d'atténuation peuvent entraver le développement des pays à faible revenu. Peu d'études ont exploré l'impact de la réduction du changement climatique sur les inégalités entre pays par le biais des coûts d'atténuation. Taconet, Méjean

et Guivarch (2020) analysent comment l'atténuation du changement climatique affecte les inégalités futures. Ils montrent que les coûts de réduction des émissions de gaz à effet de serre varient d'un pays à l'autre et peuvent se révéler plus lourds pour les pays à faible revenu dans la mesure où ils peuvent perdre une plus grande partie de leur PIB pour la même quantité de réduction d'émissions. De même, les économies à faible revenu sont souvent caractérisées par des intensités énergétiques et carbone plus élevées. Dès lors, l'augmentation du prix de l'énergie comme politique d'atténuation peut être plus contraignante pour ces pays. Cependant, l'impact des coûts d'atténuation dépend grandement de la manière dont la contrainte de la réduction des émissions sera répartie entre les pays, ce que nous allons étudier dans la troisième partie de ce chapitre.

Ainsi, les coûts relatifs nationaux de l'atténuation sont inégalement élevés pour les pays les plus pauvres, ce qui doit être pris en compte de manière explicite lors de l'élaboration de stratégies d'atténuation collectives et transnationales. Cette considération est d'autant plus importante que la détérioration de la conjoncture économique et le poids de la dette dans les pays pauvres font qu'il est très difficile d'établir un budget et des dépenses pour des politiques d'atténuation autofinancées. Il existe donc des mesures incitatives à court terme pour reporter la mise en œuvre des mesures d'atténuation, mais les coûts à long terme d'une telle inertie sont très élevés. Cela renforce les sentiers de dépendance et enferme les pays les plus pauvres dans des systèmes de production et d'énergie qui augmentent encore leur vulnérabilité (Fouquet, 2016).

Alors que de nombreuses estimations font état de prévisions pour l'ensemble du continent, les effets du changement climatique peuvent varier entre les différentes régions d'Afrique. En effet, ils sont très différents à l'intérieur de chaque pays et nous allons maintenant nous pencher sur ces inégalités au sein des pays.

Inégalités au sein des pays

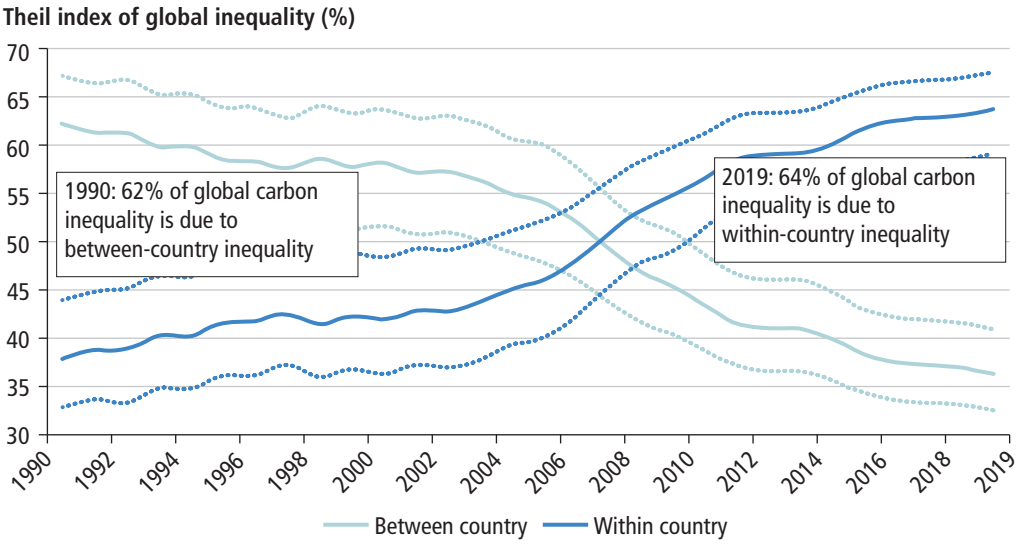
Ce schéma d'inégalités se vérifie également au sein de chaque pays, car le lien entre l'exposition aux risques climatiques et les conditions socioéconomiques est fort. Les inégalités au sein des pays constituent un cercle vicieux, dans lequel les inégalités initiales font que les groupes défavorisés souffrent de manière disproportionnée des effets néfastes du changement climatique, ce qui se traduit ultérieurement par davantage d'inégalités (Islam et Winkel, 2017 ; Banque mondiale, 2022 ; Ayanlade *et al.*, 2022 ; Winsemius *et al.*, 2018).

Contributions inégales

En termes d'émissions, si les inégalités entre pays restent significatives, les répartitions inégales entre les groupes de revenus sont principalement dues aux inégalités d'émissions à l'intérieur des pays. Les inégalités au sein des pays semblent être plus importantes que les inégalités entre pays, notamment en termes d'inégalités carbone. Chancel (2022) estime que si près de deux tiers des inégalités mondiales en matière d'émissions de carbone en 1990 étaient imputables à des inégalités entre pays (62 %), en 2019 celles-ci sont principalement dues aux différences entre

les niveaux d'émission au sein des pays, 64 % des inégalités mondiales d'émission étant désormais dues à des différences au sein des pays (Figure 10.1). Une ventilation géographique des groupes d'émetteurs mondiaux révèle que les principaux émetteurs mondiaux s'étendent à toutes les régions du monde. Même dans les pays africains, les groupes de revenus ne contribuent pas de la même manière aux émissions de carbone.

Figure 10.1 Inégalité mondiale des émissions carbone : entre les pays et en leur sein, 1990-2019



Source : Basé sur Chancel (2022).
Note : Les lignes en pointillés représentent les scénarios avec alpha = 0,4 et alpha = 0,8. Pour les pays inter-pays, la ligne en pointillés au-dessus de la ligne continue correspond à alpha = 0,4 et la ligne en pointillés au-dessous de la ligne continue correspond à alpha = 0,8. Pour les pays intra-pays, la ligne en pointillés au-dessus de la ligne continue correspond à alpha = 0,8 et la ligne en pointillés au-dessous de la ligne continue correspond à alpha = 0,4.

La forte concentration de revenus, de richesses et d'activités à forte intensité carbone au sein d'un petit groupe de population entraîne un degré important d'inégalité en matière d'émissions carbone dans la plupart des pays africains. Actuellement, en Afrique subsaharienne, les 50 % les plus pauvres émettent en moyenne 0,5 tonne de CO_2 par habitant chaque année, contre 7,5 tonnes de CO_2 émises par les 10 % les plus riches en 2019 (Chancel, 2022). Au Nigéria, les émissions par habitant des 10 % les plus riches sont cinq fois plus élevées que celles de la moitié la plus pauvre (Chancel, Bothe et Voituriez, 2023).

Impacts inégaux

Selon le cadre conceptuel du GIEC, nous allons explorer les impacts inégaux sur les pays en fonction des trois dimensions que sont l'exposition, la vulnérabilité et la résilience. Au sein des pays, toutes les personnes ne sont pas exposées ou vulnérables aux effets des phénomènes météorologiques extrêmes de la même manière, car les différents degrés de vulnérabilité sont fortement corrélés aux modèles existants d'inégalité des revenus.

Les études montrent qu'il existe des liens étroits entre l'exposition et la vulnérabilité au changement climatique d'une part, et les conditions de vie socioéconomiques d'autre part. Les personnes les moins bien loties sont plus touchées que les autres. Les différents mécanismes comprennent les conditions météorologiques qui touchent davantage l'agriculture et le secteur informel que d'autres activités, une augmentation de la vulnérabilité aux dommages causés par le changement climatique et une diminution des capacités à faire face au dommages subis et à s'en remettre (Islam et Winkel, 2017 ; Hallegatte *et al.*, 2017).

À l'instar de la répartition inégale des effets du climat dans le monde, les populations pauvres vivent dans des zones plus exposées ou sont plus susceptibles d'occuper des emplois plus exposés, tels que les emplois agricoles. En outre, les populations plus pauvres sont plus vulnérables quand elles sont exposées à des effets défavorables du climat, car leur logement est plus susceptible d'être endommagé par les tempêtes et les inondations. Enfin, les pertes encourues par les populations plus pauvres peuvent également compromettre leur résilience, à savoir leur capacité à s'adapter aux dégâts subis et à s'en remettre.

Exposition

Les ménages pauvres sont généralement plus exposés aux effets du changement climatique que les autres. Hallegatte *et al.* (2017) estiment que les ménages pauvres sont inégalement exposés à trois types de risques : les sécheresses, les inondations et le stress thermique. En termes de sécurité alimentaire, les petits exploitants agricoles sont exposés à des sécheresses prolongées qui entraînent la perte des récoltes et la mort du bétail. Cela réduit la production des agriculteurs ruraux, qui sont pour la plupart pauvres et vulnérables, notamment dans la zone soudano-sahélienne (Ayanlade *et al.*, 2022). En Afrique du Sud, en Éthiopie et dans d'autres pays d'Afrique subsahrienne, les ménages agricoles sont exposés à la variabilité des précipitations sans disposer des moyens nécessaires pour réduire leur exposition.

En Afrique du Sud, les zones rurales dont l'agriculture est la principale activité économique sont les plus exposées aux sécheresses et aux températures élevées et variables, telles que les provinces de Limpopo, de KwaZulu-Natal et du Cap-Oriental (Zhou *et al.*, 2022). En Éthiopie, la plupart des ménages agricoles sont exposés de manière récurrente à la sécheresse (Gebrehiwot *et al.*, 2021). En Mauritanie, pendant la sécheresse de 2014, les ménages vivant dans les districts où la sécheresse était plus intense avaient une probabilité plus élevée de tomber sous le seuil de pauvreté par rapport aux ménages confrontés à une sécheresse moins intense (Ba et Mughal, 2022).

Ainsi, dans de nombreux contextes africains, les populations vulnérables sont fréquemment et durablement exposées aux chocs climatiques, ce qui peut les conduire dans des trappes à pauvreté où les ménages nouvellement vulnérables sont plongés dans la pauvreté, tandis que les ménages déjà pauvres restent durablement dans la pauvreté avec une détérioration de leurs revenus (Ba et Mughal, 2022).

Vulnérabilité

Ce que nous avons évoqué précédemment suggère déjà que les populations pauvres sont généralement plus vulnérables et subissent des pertes plus lourdes quand elles sont confrontées à une catastrophe. Ces impacts directs sont ressentis de manière disproportionnée entre les zones rurales et urbaines, mais il existe aussi des impacts indirects importants. Les chocs météorologiques peuvent entraîner une augmentation des prix des denrées alimentaires, ce qui augmente l'effet néfaste du choc, en particulier pour les ménages ruraux pauvres qui dépendent du marché local pour satisfaire leurs besoins alimentaires et qui sont plus vulnérables à la volatilité des prix des denrées alimentaires sur les marchés et dans les magasins.

La plupart des pays d'Afrique subsaharienne dépendent largement de petits exploitants agricoles, ce qui les rend plus vulnérables au changement climatique. En Mauritanie, face à la sécheresse de 2008, 45 % des ménages ruraux ont déclaré avoir perdu du bétail (Ba et Mughal, 2022). Au Kenya, l'analyse de l'effet des chocs climatiques sur le bien-être des ménages montre que les chocs climatiques réduisent le bien-être des ménages kényans, en particulier dans les zones rurales, en affectant les actifs détenus par les ménages, alors que dans les zones urbaines, la possession d'actifs et l'accès au crédit ont permis de lisser la consommation, ce qui n'a pas eu d'impact significatif sur le bien-être des ménages (Manda, Mwabu, *et al.*, à paraître). Une analyse de la vulnérabilité multidimensionnelle au Kenya montre que les zones rurales sont plus vulnérables que les zones urbaines, une alimentation insuffisante et de mauvaises conditions de vie contribuant davantage à la vulnérabilité dans les zones rurales (Manda, Kipruto, *et al.*, à paraître).

Les ménages pauvres ont également été plus affectés par les chocs du changement climatique que les ménages riches à très court terme. Au Ghana, la sécheresse a eu un effet négatif significatif sur les dépenses de consommation des ménages ruraux alors qu'elle n'a eu aucun impact sur les ménages urbains (Danso-Mensah et Oduro, à paraître). En Afrique du Sud, un examen systématique de la littérature montre que les zones rurales sont plus vulnérables au changement climatique que les ménages urbains en raison des différences d'infrastructure, de moyens de subsistance caractéristiques et d'activités rémunérées (Zhou *et al.*, 2022).

Les impacts des chocs climatiques peuvent aussi toucher de façon disproportionnée en fonction de leur profession et de leur niveau d'éducation. Au Kenya, la vulnérabilité diminue avec le niveau d'éducation (Manda, Kipruto, *et al.,* à paraître). En Afrique du Sud, les chocs dans le secteur minier, par exemple, ont des conséquences négatives directes sur les revenus des travailleurs et, par conséquent, sur leur ménage qui souffre d'une réduction de transferts d'argent (Banque mondiale, 2022). En Afrique du Sud, les habitants des zones rurales, ceux qui ont des revenus plus faibles et ceux qui sont noirs sont touchés de manière disproportionnée par la vulnérabilité multidimensionnelle (Shifa, Leibbrandt et Gordon, à paraître).

L'inégale vulnérabilité face aux chocs climatiques est aussi fortement déterminée par le genre. Au Kenya et en Afrique du Sud, les ménages dirigés par les femmes sont généralement plus vulnérables que ceux dirigés par des hommes (Zhou *et al.*, 2022 ; Manda, Kipruto *et al.*, à paraître). Les femmes sont souvent plus sévèrement touchées par les chocs et peuvent être

confrontées à une charge de travail plus importante. Par exemple, le manque d'eau et de mauvaises conditions d'assainissement peuvent forcer les femmes à marcher sur de longues distances pour aller chercher de l'eau, ce qui réduit leur accès à l'éducation. Des données provenant du Nigéria montrent que les conditions climatiques défavorables ont un impact plus important sur les résultats des femmes sur le marché du travail (Efobi, 2022). Les femmes exposées à la sécheresse voient leur niveau d'éducation et leurs résultats sur le marché du travail se dégrader. Ces dernières présentent 6 points de pourcentage de moins de chance d'avoir travaillé pendant l'année en cours, et 7 points de pourcentage de moins de chances de travailler pendant l'année de référence, tandis que ce résultat ne s'observe pas chez les hommes. Les hommes exposés à des circonstances similaires ne subiront peut-être pas les mêmes effets négatifs, étant donné les obstacles persistants à la participation des femmes sur le marché du travail, ce qui les rend plus vulnérables aux chocs climatiques.

Les femmes sont également confrontées à des risques sanitaires plus importants que les hommes en raison de l'insécurité alimentaire, des maladies et des conditions météorologiques extrêmes liées au climat (GIEC, 2022). Dans les zones rurales d'Afrique, les ménages pauvres et dirigés par des femmes sont davantage confrontés aux risques liés aux moyens de subsistance en raison des aléas climatiques. Comme le montre le chapitre 5 sur les inégalités de genre, les femmes ont moins accès à la propriété foncière, ce qui réduit leur capacité à se remettre des pertes de revenus, la propriété foncière étant liée à l'inclusion financière. Un nouveau rapport de la FAO (FAO, 2023) montre comment le changement climatique aggrave les inégalités auxquelles les femmes sont confrontées dans l'agriculture en affectant leur capacité d'adaptation, car les normes discriminatoires peuvent souvent réduire l'accès des femmes aux informations sur le climat.

Il apparaît donc assez clairement que l'exposition et la vulnérabilité aux conditions climatiques sont inégales au sein des pays, et qu'elles sont généralement associées à des caractéristiques socioéconomiques telles que le revenu, le genre, l'éducation ou l'appartenance ethnique.

Résilience

La résilience mesure la capacité d'une population à faire face aux dommages et à s'en remettre. La capacité à réagir et à s'adapter au changement climatique et aux chocs dépend grandement de l'épargne financière ou de la richesse (Chancel, Bothe et Voituriez, 2023). Les ménages qui peuvent puiser dans leur épargne et leur richesses financières ont tendance à subir moins de pertes lorsqu'ils sont frappés par une catastrophe naturelle. Cependant, il est rare que les ménages pauvres disposent d'une épargne ou de richesses. En effet, une partie des plus démunis au sein des 50 % les plus pauvres se trouvent en Afrique australe où la population est plus exposée aux sécheresses graves et à d'autres événement météorologiques extrêmes (Hallegatte *et al.*, 2017). Les inégalités en termes de propriété d'actifs jouent également un rôle important dans la capacité d'un ménage à faire face aux chocs externes (Janzen et Carter, 2019 ; Gebrehiwot *et al.*, 2021 ; Zhou *et al.*, 2022 ; Asmamaw, Mereta et Ambelu, 2019), mais les données restent limitées en ce qui concerne l'efficacité des actifs pour atténuer les effets des chocs climatiques en Afrique.

Dans les pays où les sécheresses sont fréquentes, par exemple, les ménages ruraux se reposent sur la production agricole et l'élevage pour faire face aux sécheresses et assurer leur consommation domestique. Cependant, les sécheresses entraînent souvent une faible production qui réduit considérablement le pouvoir d'achat des ménages ruraux, aggravant ainsi l'insécurité alimentaire. La vente de bétail comme stratégie d'adaptation pour générer plus de revenus est souvent accueillie avec réticence, car les ménages pauvres qui vendent leur bétail sont plus susceptibles de connaître une baisse de leur consommation et de leur bien-être, ce qui peut, à l'avenir, conduire à des pièges de pauvreté (Ba et Mughal, 2022).

Les recherches montrent que, dans un contexte de sécheresse, les ménages ruraux sont généralement incapables de restaurer les moyens de subsistance et les biens perdus. Même parmi les ménages agricoles, les ménages pauvres sont inégalement touchés et ne se remettent pas suffisamment du choc pour reconstituer leurs actifs. Comme le prouvent les données du Sénégal, les ménages riches sont plus avantagés lorsqu'ils sont confrontés aux chocs climatiques en raison de leur niveau d'épargne et de richesse plus élevés qui leur permet de diversifier leurs cultures et de maintenir leurs revenus et leur consommation lorsqu'ils sont confrontés à des chocs climatiques (Faye *et al.*, 2019). Une étude sur l'Afrique du Sud a montré que la capacité d'adaptation repose sur cinq types de capital : le capital humain, physique, financier, naturel et social, la pauvreté étant considérée comme le principal obstacle à l'adaptation au changement climatique (Zhou *et al.*, 2022). Une analyse visant à identifier les facteurs déterminant la résilience des ménages en Éthiopie a indiqué que l'accès aux actifs tels que les terres agricoles et les exploitations d'élevage, ainsi que les infrastructures et le capital social étaient essentiels (Asmamaw, Mereta et Ambelu, 2019).

Des travaux ont étudié la relation entre la capacités financière, le niveau d'éducation, les revenus et la capacité d'adaptation. Des données provenant de Mauritanie soulignent l'importance de la richesse en tant que stratégie d'adaptation (Ba et Mughal, 2022). Face à la sécheresse, le portefeuille d'actifs des ménages a changé car la richesse des ménages a chuté au cours des deux périodes de sécheresse survenues en 2008 et en 2014. Cela implique que les ménages se sont appuyés sur leurs actifs, à savoir leur bétail, qu'ils ont liquidé, afin de maintenir leur consommation. Cependant, si la vente de bétail a permis de maintenir les niveaux de consommation pendant la sécheresse de 2008, cela n'a pas été entièrement suffisant pour couvrir les pertes ni empêcher les ménages de réduire leur consommation lors de la sécheresse de 2014.

Si les actifs peuvent tempérer les effets négatifs des chocs liés au changement climatique, lorsque les actifs viennent à manquer ou que l'ampleur du choc dépasse la capacité de compensation des actifs existants, ces derniers sont moins susceptibles d'aider les ménages à faire face aux chocs ou à accroître leur résilience (Díaz Pabón, Shifa, Ranchhod, Oduro *et al.*, à paraître). Au Kenya, la propriété d'actifs et l'accès au crédit n'ont protégé que partiellement les ménages des effets néfastes des chocs climatiques en raison de la destruction des actifs (Manda, Mwabu *et al.*, à paraître). Des données provenant d'Afrique du Sud (Díaz Pabón, Shifa, Ranchhod et Machemedze, à paraître) confirment que l'impact des chocs liés au changement climatique est plus faible pour les ménages qui ont accès à des actifs, contrairement aux ménages qui en ont un accès plus limité. Un essai randomisé contrôlé dans les zones rurales du Kenya

révèle que les ménages les plus riches s'adaptent en vendant leurs actifs, tandis que les ménages plus pauvres s'adaptent principalement en réduisant leur consommation alimentaire (Janzen et Carter, 2019).

Des stratégies d'ajustement de la consommation ont également été utilisées dans zones rurales de l'Éthiopie, entraînant une réduction de la qualité et de la quantité de la consommation alimentaire, ce qui exacerbe la vulnérabilité à des chocs ultérieurs (Gebrehiwot *et al.*, 2021). Au Ghana, le rôle d'atténuation de la propriété d'actifs dépend de la durée des chocs et du type d'actifs, car les portefeuilles d'actifs sont restés intacts lors d'une sécheresse de courte durée et n'ont commencé à changer que lorsque la sécheresse s'est prolongée au-delà de 24 mois (Danso-Mensah et Oduro, à paraître). Les actifs plus faciles à liquider, tels que les actifs financiers ont été plus facilement utilisés comme mécanisme d'adaptation que les actifs productifs, tels que le bétail et les outils agricoles, qui ont généralement été conservés tout au long de la période de sécheresse.

Les agriculteurs peuvent également utiliser leur épargne pour lisser leur consommation. Cependant, de nombreux ménages pauvres n'ont pas d'épargne et même ceux qui en ont risquent de l'épuiser si le choc dure trop longtemps, tombant ainsi dans une trappe à pauvreté. Les ménages peuvent aussi diversifier leurs sources de revenus en s'impliquant dans des activités non agricoles(Ba, Anwar et Mughal, 2021). Toutefois, ces activités ne sont pas toujours facilement accessibles dans toutes les zones rurales. Les ménages ruraux continuent donc à rencontrer des difficultés malgré les stratégies d'atténuation des effets des chocs climatiques sur les revenus en raison de la disponibilité limitée d'outils d'adaptation efficaces. Ils peuvent se retrouver dans des trappes à pauvreté dans lesquels ils restent durablement pauvres et leurs revenus continuent de se détériorer. De plus, les ménages disposant de peu d'actifs sont incapables d'emprunter parce qu'ils n'ont pas un accès suffisant au crédit.

Le choix des stratégies d'adaptation dépend dès lors grandement du niveau de propriété d'actifs et de l'ampleur des chocs. Des recherches supplémentaires sont nécessaires pour soutenir le développement de stratégies et de méthodes d'adaptation ex ante qui sont adaptée aux petits exploitants agricoles en Afrique. L'adoption de filets de sécurité peut s'avérer efficace pour améliorer le bien-être des ménages après un choc, ce qui est étudié dans la section 3 du présent chapitre.

Combattre les inégalités climatiques : aller de l'avant

Vecteur d'impacts inégaux

Les inégalités en matière d'exposition, de vulnérabilité et de résilience sont en partie dues aux faibles revenus des populations pauvres. Mais elles sont aussi dues à la mauvaise qualité de leur logement, qui subit davantage de dégâts en cas d'inondation par exemple. En Afrique, les ménages pauvres ont aussi tendance à dépendre davantage des emplois et des revenus agricoles, ce qui les rend plus vulnérables aux chocs climatiques. En revanche, les ménages

à revenu élevé dépendent davantage des revenus du travail dans le secteur formel pour leur subsistance et moins des secteurs directement touchés par les catastrophes naturelles. Lorsque les ménages des groupes plus pauvres subissent des chocs plus importants, ils sont inévitablement forcés d'adopter des mécanismes d'adaptation qui entraînent une baisse de leur productivité et de leur consommation (Banque mondiale, 2022 ; Zhou *et al.*, 2022). La pauvreté multidimensionnelle demeure un obstacle majeur de l'adaptation au changement climatique.

L'impact du changement climatique sur les inégalités dépend grandement de la structure de l'économie et de la structure des inégalités de chaque société. Les recherches étudiées dans ce chapitre montrent clairement que dans presque tous les contextes africains, l'agriculture est un canal essentiel par lequel le changement climatique exacerbe et exacerbera les inégalités existantes en ayant un impact néfaste sur les populations pauvres. Étant donné qu'une grande partie de la population vit dans des zones rurales et travaille dans l'agriculture, l'augmentation des températures et la volatilité causées par le changement climatique ont des effets significatifs sur les inégalités au sein des pays (Paglialunga, Coveri et Zanfei, 2022).

Plusieurs mécanismes entrent en jeu. Tout d'abord, les phénomènes météorologiques extrêmes réduisent les rendements et la production agricole, et donc les revenus des agriculteurs. Ensuite, les ménages défavorisés vivent souvent dans des zones rurales et sont plus exposés aux phénomènes météorologiques extrêmes car leurs biens (bétail, terres) sont davantage touchés. Enfin, le changement climatique entraîne une volatilité des prix des denrées alimentaires qui a un impact sur les habitudes de consommation, notamment pour les plus défavorisés, qui consacrent une part plus importante de leur budget à l'alimentation.

En outre, le niveau actuel des inégalités décuple aussi les chocs climatiques, car les sociétés très inégales où les populations riches détiennent un pouvoir économique et politique disproportionné tendent à favoriser un avenir à plus forte intensité carbone. Les inégalités entravent aussi la cohésion sociale et le sens de la responsabilité sociale, deux éléments essentiels pour faire progresser les politiques nationales de maximisation du bien-être en faveur de l'environnement, et freinent le développement des technologies environnementales (Vona et Patriarca, 2011).

L'analyse de la résilience est aussi très utile pour préciser et comprendre l'agentivité, la réactivité et l'ingéniosité des personnes vulnérables et pauvres qui essayent de préserver leurs moyens de subsistance face aux chocs et au changement climatiques. Néanmoins, ils sont fortement limités en termes de revenus, d'actifs et de richesses, ce qui a un impact sur leur capacité à réagir. Ce chapitre a montré de nombreux exemples de ces inégalités au sein d'un pays et dont les conséquences fondamentales permettent aux mieux lotis de surmonter les chocs ou d'investir et de procéder à des ajustements à long terme, tout en limitant fortement ou en empêchant totalement les personnes vulnérables et pauvres de réagir de la sorte malgré tous leurs efforts d'adaptation. Dans ce contexte, retarder ou éviter des réponses politiques clés revient à mettre à mal la résilience et la capacité d'adaptation des personnes défavorisées.

Notre analyse dans ce chapitre a également révélé que, dans les contextes africains, même pour les plus aisés il n'est pas possible de répondre aux évolutions systémiques des conditions météorologiques par un amortissement à court terme de la richesse ou par le recours à l'épargne. Ces évolutions systémiques requièrent une adaptation et des ajustements systémiques de l'agriculture et des moyens de subsistance ainsi qu'un soutien politique.

Les modèles d'inégalités impliquent des responsabilités différenciées pour les politiques d'atténuation et d'adaptation au changement climatique. La politique environnementale doit prendre en compte les considérations d'inégalité à la fois entre les pays et en leur sein.

Combattre les inégalités climatiques entre les pays

Consommation d'énergie équitable

Tout d'abord, les informations concernant la répartition des émissions doivent être intégrées dans la conception des politiques et dans l'atténuation du changement climatique. On constate que des émissions plus faibles sont associées à des inégalités plus faibles (Taconet, Méjean et Guivarch, 2020) et qu'elles permettraient d'orienter les modèles de croissance actuels vers des modes de production et de consommation plus respectueux du climat (Stern, 2007). Cependant, la responsabilité de la réduction des émissions carbone doit être assumée par les pays aux revenus les plus élevés et par les groupes les plus aisés au sein des pays.

Stabiliser la quantité totale de CO_2 dans le monde ne suffira pas à ralentir le réchauffement climatique (Lam, à paraître). Compte tenu de la répartition actuelle des émissions, les besoins essentiels des groupes à faible revenu et à faibles émissions, comme le chauffage domestique ou les déplacements quotidiens, sont liés à leurs émissions de carbone, il est donc relativement plus facile pour les groupes à revenus élevés de parvenir à réduire leurs émissions et de trouver les moyens de changer. Les gouvernements, en particulier les grands émetteurs historiques, doivent reconsidérer leurs objectifs climatiques, en allant même au-delà des nouveaux objectifs actualisés de la COP27 (Chancel, Bothe et Voituriez, 2023 ; Lam, à paraître).

Des recherches récentes ont suggéré qu'une restructuration de la consommation énergétique actuelle pourrait permettre à un grand nombre de personnes de sortir de la pauvreté multidimensionnelle sans avoir d'effets néfastes sur l'atténuation du changement climatique (Kikstra *et al.*, 2021 ; Oswald *et al.*, 2021 ; Bruckner *et al.*, 2022). Kikstra *et al.* (2021) montrent que la consommation actuelle d'énergie est nettement supérieure à l'énergie nécessaire pour assurer un niveau de vie décent à l'ensemble de la population mondiale. Mais cela masque le fait que, dans des régions telles que l'Afrique subsaharienne, le niveau actuel de consommation d'énergie est insuffisant pour répondre aux besoins vitaux, tandis que dans d'autres régions à revenu élevé, l'utilisation globale de l'énergie est nettement supérieure au niveau requis pour assurer un niveau de vie décent. La restructuration de la consommation actuelle d'énergie et la réduction de la demande au sommet de la répartition pour bénéficier aux pays à faible revenu permettraient de réaliser des progrès considérables en faveur de la réduction de la pauvreté et de l'inégalité des revenus.

Cela donne à penser que les efforts de réduction de la pauvreté peuvent être combinés à des efforts d'atténuation du changement climatique par la redistribution de la consommation de l'énergie. Oswald *et al.* (2021) avancent que la consommation d'énergie et les revenus sont étroitement liés et que les effets de la réduction des inégalités de revenus sur la consommation d'énergie sont donc significatifs. Ils suggèrent que la réduction de la part de la population en situation de pauvreté énergétique, à travers une redistribution mondiale des revenus pour faire baisser cette part de 60 % à 10 % de la population mondiale, n'augmenterait la consommation mondiale d'énergie que de 6,7 %. Une redistribution de « l'espace carbone » des 10 % les plus riches vers le reste de la population mondiale, associée au développement d'un nouveau modèle de prospérité de la classe moyenne à faible émission carbone, est primordiale pour diminuer la pauvreté multidimensionnelle sans dépasser les limites écologiques (Bruckner *et al.,* 2022 ; Lam, à paraître). Cependant, une telle redistribution nécessitera une coordination et un engagement à l'échelle mondiale.

Le rôle de la technologie

En termes de technologie, d'innovation et d'investissement dans la production et les infrastructures agricoles climato-intelligentes, les industries et infrastructures à faible émission carbone peuvent augmenter la résilience, stimuler la productivité et réduire la dépendance de la production agricole vis-à-vis des précipitations, réduisant ainsi les inégalités et s'adaptant au changement climatique (Ayanlade *et al.,* 2022 ; Ba et Mughal, 2022). Alors que de nombreuses innovation en termes d'outils et de technologies ont vu le jour dans les pays développés, la littérature révèle des différences de technologies d'adaptation entre les pays développés et ceux d'Afrique subsaharienne, ce qui implique la nécessité de transferts pour combler les lacunes technologiques (Ayanlade *et al.*, 2022). Les pays développés ayant accès à des technologies plus avancées et les pays en développement étant plus vulnérables au changement climatique, ces derniers sont confrontés à des défis plus importants pour supporter les coûts financiers du développement de technologies par leurs propres moyens et sans disposer d'une grande capacité pour porter ces innovations technologiques. Les pays du Sud sont en mesure de renforcer leurs capacités d'innovation technologique. L'Inde et la Chine ont accordé une priorité politique à cette question et y sont parvenus (Dychtwald, 2021).

Le rapport du GIEC a mis en évidence de nombreuses options d'adaptation au changement climatique que les pays d'Afrique subsaharienne peuvent adopter. Mais, à l'heure actuelle, elles nécessitent des transferts de technologie afin de parvenir à une meilleure adaptation au changement climatique en Afrique subsaharienne (GIEC, 2022). Ayanlade *et al.* (2022) affirment que ces transferts devraient aller au-delà d'un simple transfert d'équipement et de machines. Ces options nécessitent des transferts de connaissances et de compétences pour développer la capacité à utiliser et adapter la technologie. Alors que la majorité des initiatives internationales se concentrent sur le soutien aux stratégies d'adaptation au changement climatique comme l'énergie solaire, l'énergie éolienne et la technologie des biocarburants, seules quelques-unes de ces adaptations sont utilisées dans la technologie des systèmes agricoles et alimentaires en Afrique subsaharienne. Or, c'est dans le secteur agricole que les initiatives

technologiques sont le plus nécessaires. Par exemple, le projet REACT (*Renewable Energy and Adapting to Climate Technologies Window in Africa*) est l'un des projets soutenus par l'UE qui vise à lutter contre le changement climatique à travers des technologies liées au climat et qui se concentre spécifiquement sur les petits exploitants agricoles grâce à de nouvelles technologies dans le secteur agricole.

Pour le moment, les agriculteurs africains ont adopté des stratégies d'adaptation utilisant des technologies traditionnelles pour l'irrigation, mais des technologies qui amélioreraient l'efficacité de la gestion de l'eau sont désormais nécessaires pour atténuer les effets de la sécheresse. Ces stratégies d'adaptation doivent être déterminées par les préférences et les besoins des agriculteurs. L'utilisation d'engrais personnalisés est un autre exemple qui a été mis en œuvre au Maroc par le groupe OCP (Office chérifien des phosphates) pour satisfaire les besoins de sols spécifiques et aider les agriculteurs de manière précise et efficace. Leur approche 4B consiste à fournir les bons engrais, à la bonne dose, au bon moment et au bon endroit (*4R approach: right fertilizer, right rate, right time and right place*).

Le rôle de la finance

Il est essentiel de prendre en compte les coûts d'adaptation au changement climatique dans les pays en développement pour lutter contre les inégalités climatiques. La plupart des coûts seront endossés par les pays en développement qui sont à la fois les moins bien lotis et les plus vulnérables aux effets du changement climatique. Ils ne sont pas en mesure de financer leurs adaptations. Il est nécessaire d'augmenter le montant des fonds consacrés à l'aide aux victimes de catastrophes climatiques, ainsi qu'aux pertes et aux préjudices. Des efforts ont été déployés pour créer un fonds « pertes et préjudices » avant la COP28, dont les bénéficiaires visés seraient les pays en développement particulièrement vulnérables aux effets néfastes du changement climatique.

Bien que la finance de l'adaptation ait augmenté ces dernières années, les fonds ont été principalement captés par les pays à revenu intermédiaire, les pays à faible revenu ne recevant que 8 % des fonds estimés pour le financement du climat (Chancel, Bothe et Voituriez, 2023). La majorité des fonds a été consacrée aux efforts d'atténuation, l'adaptation restant sous-financée. Pour combler le déficit de financement, l'augmentation des recettes fiscales par le biais de taxes progressives sur la richesse et le carbone pourrait générer des ressources importantes et réduire la charge pesant sur les pays et les groupes à faible revenu (Chancel, Bothe et Voituriez, 2023). Toutefois, les implications des taxes sur le carbone et de la réduction des subventions sont complexes. Une évaluation a posteriori d'une réforme des subventions sur les combustibles fossiles au Ghana montre les effets ambigus de la suppression des subventions dans les pays en développement, avec une diminution de l'utilisation du gaz de pétrole liquide mais une augmentation de la consommation de bois de chauffage et de charbon de bois (Greve et Lay, 2023). Les coûts globaux en termes de bien-être ont été plus élevés que les économies de budget réalisées.

Des outils financiers innovants tels que les prêts conditionnels et les clauses de résilience climatique ont été proposés afin de renforcer la résilience des pays en développement. Comme les pays vulnérables disposent de moins de ressources pour faire face aux effets du changement climatique, toute augmentation de la charge de la dette les rendrait plus vulnérables et moins résilients à l'avenir. Ainsi, ces clauses prévoient une pause dans les remboursements de la dette pour les pays vulnérables en temps de crise.

Combattre les inégalités au sein des pays

Des études récentes se sont concentrées sur le rôle des inégalités pour limiter le réchauffement climatique (Wollburg, Hallegatte et Mahler, 2023). Les auteurs avancent que la croissance est un vecteur de réduction de la pauvreté et que les émissions supplémentaires résultant de la croissance et de l'augmentation de la consommation des pauvres et des non pauvres dans les pays n'aura pas d'impact concret sur l'enjeu mondial du changement climatique. En réalité, la réduction des inégalités au sein des pays signifierait que moins de croissance est nécessaire pour éradiquer l'extrême pauvreté, ce qui réduirait encore davantage les émissions liées à la lutte contre la pauvreté. Toutefois, les recherches sur l'impact direct de la réduction des inégalités sur les émissions présentent des lacunes.

Les preuves empiriques existantes ne s'accordent pas toutes à affirmer que la réduction des inégalités modifierait les modes de consommation ou permettrait de mettre en place des politiques climatiques qui réduiraient les émissions. Wollburg, Hallegatte et Mahler (2023) constatent que la réduction des inégalités réduit considérablement les émissions de carbone nécessaires à la réduction de la pauvreté.

Actions des politiques sociales

Les politiques économiques doivent être associées aux actions des politiques sociales élaborées pour accroître la capacité d'adaptation des ménages vulnérables afin de réduire les inégalités. Le renforcement de la résilience aux risques climatiques grâce à des programmes de protection sociale adaptative permettrait d'atténuer l'impact du changement climatique et de réduire ses effets sur les inégalités (Banque mondiale, 2022 ; Chancel, Bothe et Voituriez, 2023 ; Zhou *et al.*, 2022 ; Manda, Mwabu, *et al.*, à paraître). Les programmes de protection sociale doivent être adaptés à la nature des chocs et à leur répartition. Par exemple, le développement des interventions politiques élaborées pour renforcer la capacité d'adaptation des systèmes de production alimentaire, tels que les programmes de formation des agriculteurs et les avancées technologiques, atténuerait les impacts sur les revenus et l'éducation en milieu rural (Fuller *et al.*, 2018). La sécurité sociale et les transferts publics peuvent jouer un rôle majeur pour protéger les ménages disposant de faibles revenus des effets néfastes du changement climatique. Les programmes de filets sociaux peuvent prendre la forme de transferts d'argent et de programmes de travaux publics.

Par exemple, le Programme de filets sociaux productifs (*Productive Safety Net Program*) éthiopien prévoit des transferts en espèces pour réduire l'insécurité alimentaire et la pauvreté (Chancel, Bothe et Voituriez, 2023). En Zambie, les transferts d'argent ont augmenté la résilience

des ménages pauvres face aux chocs climatiques. Le développement de l'accès à de meilleures installations d'assainissement et d'eau potable atténue les risques induits par la température sur la santé et le développement économique. Enfin, des efforts concertés sont essentiels à l'élaboration de politiques nationales de développement pour l'adaptation au changement climatique qui seraient mises en œuvre aux niveaux national, régional et local afin de prendre en compte les besoins des petits exploitants agricoles en Afrique subsaharienne. Il est également essentiel de relier les connaissances traditionnelles et locales aux informations institutionnelles pour les stratégies d'adaptation en Afrique subsaharienne afin de maximiser les conditions optimales et de minimiser la maladaptation (Ayanlade *et al.*, 2022).

Inclusion financière

Étant donné que les inégalités climatiques existent également au sein des pays, le rôle de l'inclusion financière est crucial dans la réduction des inégalités climatiques. Alors que les pauvres souffrent de façon disproportionnée des chocs climatiques, ils ont moins accès aux stratégies de résilience qui les aideraient à s'adapter aux chocs. Il est dès lors indispensable de se concentrer sur la manière dont les services financiers peuvent être utilisés par les populations pauvres et les plus vulnérables. Un accès à des services financiers tels que le crédit, l'épargne et les transferts d'argent peut contribuer à renforcer la résilience. D'autres types de produits conçus spécifiquement pour les risques climatiques peuvent aider à lisser la consommation pendant les périodes de chocs ou à améliorer la récupération après un choc climatique. Par exemple, les produits de crédit et les assurances peuvent aider les ménages pauvres à trouver de nouveaux moyens de subsistance ou à diversifier leurs sources de revenus. Au Mozambique, lors des inondations de 2013, les habitants des zones touchées ont utilisé leurs portefeuilles mobiles pour recevoir des transferts d'argent numérique de la part de leurs amis et de leur famille (CGAP, 2022). Il est également important de tenir compte du contexte local, car différentes solutions financières sont adaptées à différents risques.

Éviter le risque de la maladaptation

Dans le cadre de la lutte contre le changement climatique, la maladaptation peut rendre les populations plus vulnérables au changement climatique en renforçant par inadvertance ou en créant de nouvelles sources de vulnérabilité, ce qui a pour effet de renforcer et d'accroître les inégalités au lieu de les réduire (Eriksen *et al.*, 2021 ; Thomas et Warner, 2019 ; Work *et al.*, 2019). Les actions de financement international destinées à l'adaptation au changement climatique et à la réduction de la vulnérabilité doivent être analysées afin d'éviter le risque de maladaptation. Dans chaque pays, la captation des élites par des groupes de puissants privilégiés et l'exclusion des groupes marginalisés des actions d'adaptation peuvent renforcer les vulnérabilités[2].

Outre le renforcement des inégalités et des vulnérabilités existantes, certaines actions peuvent présenter le risque de redistribuer les vulnérabilités sur une plus grande zone ou parmi d'autres groupes, telles que les actions liées à l'eau et aux zones côtières. Enfin, en plus de renforcer ou de redistribuer la vulnérabilité, certains efforts d'adaptation peuvent introduire de nouveaux risques et de nouvelles sources de vulnérabilité, comme lorsque les actions répondent à des

préoccupations à court terme et créent des voies qui ne sont pas viables à long terme. Les initiatives climatiques qui sapent les stratégies d'adaptation locales par une approche descendante peuvent également créer des vulnérabilités[3].

Quatre mécanismes ont été identifiés pour expliquer les conséquences inattendues de ces actions (Eriksen *et al.,* 2021) : (i) une compréhension insuffisante des contextes de vulnérabilité locale par les décideurs ; (ii) une participation inégale et une faible représentation des groupes marginalisés et vulnérables dans la planification et la mise en œuvre des actions ; (iii) l'ajustement ou la transformation de projets de développement existants en efforts d'adaptation ; (iv) une compréhension insuffisante de ce qu'est une adaptation réussie en raison d'un manque de compréhension des contextes locaux. Afin d'éviter des résultats inadaptés, la littérature récente souligne l'importance de la participation des populations locales aux actions d'adaptation et l'importance de la compréhension du contexte local et des facteurs de vulnérabilité.

L'adaptation devrait être considérée comme un processus social qui s'attaque aux mécanismes sous-jacents de la vulnérabilité et du changement climatique. La planification intersectorielle et à long terme des mesures d'adaptation et d'atténuation est essentielle pour éviter une forme de maladaptation. L'une des principales contributions de ce chapitre est de montrer qu'un des précurseurs de ce processus doit être la compréhension des inégalités prévalentes en matière de pouvoir, de revenus, de richesse et de moyens de subsistance dans tous les contextes, ainsi que l'engagement à y faire face. Les inégalités se situent au cœur des réponses fructueuses au changement climatique. Le terme de post-adaptation a été mis en avant dans la littérature récente comme étant une approche visant à dépasser les approches de développement passées qui se sont avérées perpétuer des modèles historiques de développement, pour adopter une approche plus éclairée grâce à l'expérimentation, la collaboration et l'apprentissage approfondi entre les acteurs (Eriksen *et al.*, 2021).

Notes

1. Les pays où le climat est relativement froid sont généralement des pays à revenu élevé. La Chine peut être une exception, mais la croissance de ses revenus et sa faible sensibilité au réchauffement historique s'expliquent par les relations commerciales qu'elle entretient avec les pays à revenu élevé. En l'absence d'échanges commerciaux, la Chine aurait connu une croissance moins rapide. Le commerce servirait donc de tampon contre les chocs climatiques (Diffenbaugh et Burke, 2019).
2. Comme au Malawi où une étude portant sur 27 donateurs bilatéraux et multilatéraux a révélé que moins de fonds d'adaptation arrivaient dans les zones marginalisées où les besoins étaient plus importants, les plus pauvres recevant le moins.
3. Comme en Éthiopie où la Stratégie d'économie verte résiliente au climat (*Climate Resilient Green Economy Strategy*) a forcé les éleveurs des basses terres périphériques à se sédentariser, ce qui a entraîné une augmentation de la marginalisation, de l'insécurité alimentaire et de la vulnérabilité.

Références

Abbink, J., K. Askew, F. D. Dori, E. Fratkin, E. C. Gabbert, J. Galaty, J., Tosky, et al. 2014. "Lands of the Future: Transforming Pastoral Lands and Livelihoods in Eastern Africa." Max Planck Institute for Social Anthropology Working Paper No. 154. Leiden University. http://hdl.handle.net/1887/27586.

Ajetomobi, Joshua. 2016. "Effects of Weather Extremes on Crop Yields in Nigeria." *African Journal of Food, Agriculture, Nutrition and Development* 16 (4): 11168–84. https://doi.org/10.18697/ajfand.76.15685.

Apraku, Amos, John F. Morton, and Benjamin Apraku Gyampoh. 2021. "Climate Change and Small-Scale Agriculture in Africa: Does Indigenous Knowledge Matter? Insights from Kenya and South Africa." *Scientific African* 12: e00821. https://doi.org/10.1016/j.sciaf.2021.e00821.

Arndt, Channing, and James Thurlow. 2015. "Climate Uncertainty and Economic Development: Evaluating the Case of Mozambique to 2050." *Climatic Change* 130: 63–75. https://doi.org/10.1007/s10584-014-1294-x.

Asmamaw, Mengistu, Seid Tiku Mereta, and Argaw Ambelu. 2019. "Exploring Households' Resilience to Climate Change-Induced Shocks Using Climate Resilience Index in Dinki Watershed, Central Highlands of Ethiopia." *PLoS One* 14 (7): e0219393. https://doi.org/10.1371/journal.pone.0219393.

Ayanlade, Ayansina, Abimbola Oluwaranti, Oluwatoyin S. Ayanlade, Marion Borderon, Harald Sterly, Patrick Sakdapolrak, Margaret O. Jegede, Lemlem F. Weldemariam, and Adefunke F. O. Ayinde. 2022. "Extreme Climate Events in Sub-Saharan Africa: A Call for Improving Agricultural Technology Transfer to Enhance Adaptive Capacity." *Climate Services* 27: 100311. https://doi.org/10.1016/j.cliser.2022.100311.

Ayanlade, Ayansina, Maren Radeny, and Akintomiwa Isaac Akin-Onigbinde. 2018. "Climate Variability/Change and Attitude to Adaptation Technologies: A Pilot Study among Selected Rural Farmers' Communities in Nigeria." *GeoJournal* 83 (2): 319–31. https://doi.org/10.1007/s10708-017-9771-1.

Ba, Mamoudou, Amar Anwar, and Mazhar Mughal. 2021. "Non-farm Employment and Poverty Reduction in Mauritania." *Journal of International Development* 33 (3): 490–514. https://doi.org/10.1002/jid.3533.

Ba, Mamoudou, and Mazhar Mughal. 2022. "Weather Shocks, Coping Strategies and Household Well-Being: Evidence from Rural Mauritania." *Journal of Development Studies* 58 (3): 482–502. https://doi.org/10.1080/00220388.2021.1983168.

Barrett, Sam. 2014. "Subnational Climate Justice? Adaptation Finance Distribution and Climate Vulnerability." *World Development* 58: 130–42. https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2014.01.014.

Bathiany, Sebastian, Vasilis Dakos, Marten Scheffer, and Timothy M. Lenton. 2018. "Climate Models Predict Increasing Temperature Variability in Poor Countries." *Science Advances* 4 (5): eaar5809. https://doi.org/10.1126/sciadv.aar5809.

Bezner Kerr, Rachel, Toshihiro Hasegawa, Rodel Lasco, Indra Bhatt, Delphine Deryng, Aidan Farrell, Helen Gurney-Smith, et al. 2022. "Food, Fibre, and Other Ecosystem Products." In *Climate Change 2022: Impacts, Adaptation and Vulnerability. Contribution of Working Group II to the Sixth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change*, edited by H. O. Pörtner, D. C. Roberts, M. Tignor, E. S. Poloczanska, K. Mintenbeck, A. Alegría, M. Craig, et al., 713–906. Cambridge, United Kingdom: Cambridge University Press. https://doi.org/10.1017/9781009325844.007.714.

Bourguignon, François. 2015. "Revisiting the Debate on Inequality and Economic Development." *Revue d'économie Politique* 125 (5): 633–63. https://doi.org/10.3917/redp.255.0633.

Bruckner, Benedikt, Klaus Hubacek, Yuli Shan, Honglin Zhong, and Kuishuang Feng. 2022. "Impacts of Poverty Alleviation on National and Global Carbon Emissions." *Nature Sustainability* 5 (4): 311–20. https://doi.org/10.1038/s41893-021-00842-z.

Chancel, Lucas. 2022. "Global Carbon Inequality over 1990–2019." *Nature Sustainability* 5 (11): 931–38. https://doi.org/10.1038/s41893-022-00955-z.

Chancel, Lucas, Philippe Bothe, and Tancrède Voituriez. 2023. *Climate Inequality Report 2023*. Paris: World Inequality Lab.

Cissé, Guéladio, Robert McLeman, Helen Adams, Paulina Aldunce, Kathryn Bowen, Diarmid Campbell-Lendrum, Susan Clayton, et al. 2022. "Health, Wellbeing, and the Changing Structure of Communities." In *Climate Change 2022: Impacts, Adaptation and Vulnerability. Contribution of Working Group II to the Fifth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change*, edited by Hans-Otto Pörtner, Debra Roberts, Andreas Fischlin, Mark Howden, Carlos Méndez, Joy Jacqueline Pereira, Roberto A. Sánchez-Rodríguez, Sergey Semenov, Pius Yanda, and Taha M. Zatari, 1041–71. Cambridge, United Kingdom: Cambridge University Press. https://www.ipcc.ch/working-group/wg2/.

Danso-Mensah, Kwadwo, and Abena D. Oduro. Forthcoming. "Climate Shocks, Assets and Welfare. Evidence from Ghana." https://tsitica.uct.ac.za/sites/default/files/media/documents/2-climate-shocks-and-household-welfare-june-2023.pdf.

Davis-Reddy, Claire L., and Katharine Vincent. 2017. *Climate Risk and Vulnerability: A Handbook for Southern Africa*. Pretoria, South Africa: Council for Scientific and Industrial Research. http://hdl.handle.net/10204/10066.

Díaz Pabón, Fabio Andrés, Muna Shifa, Vimal Ranchhod, and Takwanisa Machemedze. 2024. "Assets, Climate Change Shocks, and Wellbeing in South Africa." *Economic Society of South Africa Biennial Meeting* 92 (1): 93–104.

Díaz Pabón, Fabio Andrés, Muna Shifa, Vimal Ranchhod, Abena D. Oduro, Damiano Manda, Kwadwo Danso-Mensah, Murray Leibbrandt, and Germano Mwabu. 2023. "Climate Change-Related Shocks, Resilience, and Welfare Outcomes: Evidence from Ghana, Kenya, and South Africa." Paper presented at the Inequality, Work, and Nature Conference, November 8–9, Cape Town, South Africa.

Diffenbaugh, Noah S., and Marshall Burke. 2019. "Global Warming Has Increased Global Economic Inequality." *Proceedings of the National Academy of Sciences* 116 (20): 9808–13. https://doi.org/10.1073/pnas.1816020116.

Dychtwald, Zak. 2021. "China's New Innovation Advantage." *Harvard Business Review*, May–June. https://hbr.org/2021/05/chinas-new-innovation-advantage.

Efobi, Uchenna. 2022. "The Long-Term Labor Market Effect of Drought Exposure: Evidence from Nigeria." *Journal of Development Studies* 58 (8): 1531–49. https://doi.org/10.1080/00220388.2022.2055464.

Emediegwu, Lotanna E., Ada Wossink, and Alastair Hall. 2022. "The Impacts of Climate Change on Agriculture in Sub-Saharan Africa: A Spatial Panel Data Approach." *World Development* 158: 105967. https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2022.105967.

Eriksen, Siri, E. Lisa F. Schipper, Morgan Scoville-Simonds, Katharine Vincent, Hans Nicolai Adam, Nick Brooks, Brian Harding, et al. 2021. "Adaptation Interventions and Their Effect on Vulnerability in Developing Countries: Help, Hindrance or Irrelevance?" *World Development* 141: 105383. https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2020.105383.

FAO (Food and Agriculture Organization). 2023. *The Status of Women in Agrifood Systems*. Rome: FAO. https://doi.org/10.4060/cc5343en.

Faye, Ndeye Fatou, Moussa Sall, François Affholder, and Françoise Gérard. 2019. "Inégalités de Revenu En Milieu Rural Dans Le Bassin Arachidier Du Sénégal." AFD Research Paper 115, Agence Française de Développement, Paris.

Flückiger, Matthias, and Markus Ludwig. 2022. "Temperature and Risk of Diarrhoea among Children in Sub-Saharan Africa." *World Development* 160: 106070. https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2022.106070.

Fouquet, Roger. 2016. "Historical Energy Transitions: Speed, Prices and System Transformation." *Energy Research & Social Science* 22: 7–12. https://doi.org/10.1016/j.erss.2016.08.014.

Fuller, Trevon L., Paul R. Sesink Clee, Kevin Y. Njabo, Anthony Tróchez, Katy Morgan, Demetrio Bocuma Meñe, Nicola M. Anthony, Mary Katherine Gonder, Walter R. Allen, and Rachid Hanna. 2018. "Climate Warming Causes Declines in Crop Yields and Lowers School Attendance Rates in Central Africa." *Science of the Total Environment* 610: 503–10. https://doi.org/10.1016/j.scitotenv.2017.08.041.

Gebrehiwot, Tagel, Hailemariam Teklewold, Mintewab Bezabih, and Robel Seifemichael. 2021. "Does a Portfolio of Consumption Adjustment Coping Strategies Erode Resilience? Panel Data Evidence from Ethiopia." *World Development Perspectives* 23: 100347. https://doi.org/10.1016/j.wdp.2021.100347.

Gradín, Carlos. 2021. "Inequality by Population Groups and Income Sources: Accounting for Inequality Changes in Spain During the Recession." *Review of Income and Wealth* 67 (2): 481–508. https://doi.org/10.1111/roiw.12470.

Greve, Hannes, and Jann Lay. 2023. "'Stepping Down the Ladder': The Impacts of Fossil Fuel Subsidy Removal in a Developing Country." *Journal of the Association of Environmental and Resource Economists* 10 (1): 121–58. https://doi.org/10.1086/721375.

Haji, Jema, and Belaineh Legesse. 2017. "Impact of Sedentarization Program on the Livelihood and Food Security of Ethiopian Pastoralists." *Journal of Arid Environments* 136: 45–53. https://doi.org/10.1016/j.jaridenv.2016.10.007.

Hallegatte, Stephane, Adrien Vogt-Schilb, Mook Bangalore, and Julie Rozenberg. 2017. *Unbreakable: Building the Resilience of the Poor in the Face of Natural Disasters.* Climate Change and Development. Washington, DC: World Bank.

IPCC (Intergovernmental Panel on Climate Change). 2022. "Summary for Policymakers." In *Climate Change 2022: Impacts, Adaptation, and Vulnerability. Contribution of Working Group II to the Sixth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change*, edited by H. O. Pörtner, D. C. Roberts, M. Tignor, E. S. Poloczanska, K. Mintenbeck, A. Alegría, M. Craig, et al., 3–36. Cambridge, United Kingdom: Cambridge University Press.

Islam, S. Nazrul, and John Winkel. 2017. *Climate Change and Social Inequality*. New York: United Nations Department of Economics and Social Affairs.

Janzen, Sarah A., and Michael R. Carter. 2019. "After the Drought: The Impact of Microinsurance on Consumption Smoothing and Asset Protection." *American Journal of Agricultural Economics* 101 (3): 651–71. https://doi.org/10.1093/ajae/aay061.

Kikstra, Jarmo S., Alessio Mastrucci, Jihoon Min, Keywan Riahi, and Narasimha D. Rao. 2021. "Decent Living Gaps and Energy Needs around the World." *Environmental Research Letters* 16 (9): 095006. https://doi.org/10.1088/1748-9326/ac1c27.

Lam, David. 2023. "How Will Population Growth and Income Growth in the World's Poorest Countries Affect Food, Water, Energy and Climate Change?" Keynote address presented at the Inequality, Work, and Nature Conference, November 8–9, Cape Town, South Africa.

Manda, Damiano Kulundu, Samuel Kipruto, Anthony Wambugu, Martine Oleche, Paul Samoei and Germano Mwabu. 2023. "Climate Change Vulnerability in Kenya: A Spatial and Socioeconomic Analysis of Household Sensitivity". TSITICA Working Paper No. 4. June. https://tsitica.uct.ac.za/sites/default/files/media/documents/tsitica_uct_ac_za/2171/4-climate-change-vulnerability-in-kenya-june-2023.pdf.

Manda, Damiano, Martine Oleche, Samuel Kipruto, Moses Muriithi, Reuben Mutegi, and Germano Mwabu. 2023. "The Impacts of Climate Change Shocks and Asset Ownership on Household Welfare in Kenya." TSITICA Working Paper No 7. June. https://tsitica.uct.ac.za/sites/default/files/media/documents/tsitica_uct_ac_za/2171/7-impact-of-climate-change-shocks-and-asset-ownership-kenya-june-2023.pdf.

Milanovic, Branko. 2016. *Global Inequality: A New Approach for the Age of Globalization*. Cambridge, MA: Harvard University Press. https://doi.org/10.2307/j.ctvjghwk4.

Oswald, Yannick, John K. Steinberger, Daniela Ivanova, and Joel Millward-Hopkins. 2021. "Global Redistribution of Income and Household Energy Footprints: A Computational Thought Experiment." *Global Sustainability* 4: e4. https://doi.org/10.1017/sus.2021.1.

Paglialunga, Elena, Andrea Coveri, and Antonello Zanfei. 2022. "Climate Change and Within-Country Inequality: New Evidence from a Global Perspective." *World Development* 159: 106030. https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2022.106030.

Phillips, Carly A., Astrid Caldas, Rachel Cleetus, Kristina A. Dahl, Juan Declet-Barreto, Rachel Licker, L. Delta Merner, et al. 2020. "Compound Climate Risks in the COVID-19 Pandemic." *Nature Climate Change* 10 (7): 586–88. https://doi.org/10.1038/s41558-020-0804-2.

Serdeczny, Olivia, Sophie Adams, Florent Baarsch, Dim Coumou, Alexander Robinson, William Hare, Michiel Schaeffer, Mahé Perrette, and Julia Reinhardt. 2017. "Climate Change Impacts in Sub-Saharan Africa: From Physical Changes to Their Social Repercussions." *Regional Environmental Change* 17: 1585–1600. https://doi.org/10.1007/s10113-015-0910-2.

Shifa, Muna, Murray Leibbrandt, and David Gordon. 2023. "Profiling Multidimensional Climate-Related Vulnerability in South Africa." TSITICA Working Paper No 3. June. https://tsitica.uct.ac.za/sites/default/files/media/documents/tsitica_uct_ac_za/2171/3-profiling-multidimensional-climate-change-vulnerability-june-2023.pdf.

Stern, Nicholas. 2007. *The Economics of Climate Change: The Stern Review*. Cambridge, United Kingdom: Cambridge University Press. https://doi.org/10.1017/CBO9780511817434.

Taconet, Nicolas, Aurélie Méjean, and Céline Guivarch. 2020. "Influence of Climate Change Impacts and Mitigation Costs on Inequality between Countries." *Climatic Change* 160 (1): 15–34. https://doi.org/10.1007/s10584-019-02637-w.

Thomas, Kimberley Anh, and Benjamin P. Warner. 2019. "Weaponizing Vulnerability to Climate Change." *Global Environmental Change* 57: 101928. https://doi.org/10.1016/j.gloenvcha.2019.101928.

Trisos, Christopher H., Ibidun O. Adelekan, Edmond Totin, Ayansina Ayanlade, Jackson Efitre, Adugna Gemeda, Kanungwe Kalaba, et al. 2022. "Africa." In *Climate Change 2022: Impacts, Adaptation and Vulnerability. Contribution of Working Group II to the Sixth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change*, edited by H. O. Pörtner, D. C. Roberts, M. Tignor, E. S. Poloczanska, K. Mintenbeck, A. Alegría, M. Craig, et al., 1285–1456. Cambridge, United Kingdom: Cambridge University Press. https://doi.org/10.1017/9781009325844.011.1286.

Vona, Francesco, and Fabrizio Patriarca. 2011. "Income Inequality and the Development of Environmental Technologies." *Ecological Economics* 70 (11): 2201–13. https://doi.org/10.1016/j.ecolecon.2011.06.027.

Winsemius, Hessel C., Brenden Jongman, Ted I. E. Veldkamp, Stephane Hallegatte, Mook Bangalore, and Philip J. Ward. 2018. "Disaster Risk, Climate Change, and Poverty: Assessing the Global Exposure of Poor People to Floods and Droughts." *Environment and Development Economics* 23 (3): 328–48. https://doi.org/10.1017/S1355770X17000444.

Wollburg, Philip, Stephane Hallegatte, and Daniel Gerszon Mahler. 2023. "The Climate Implications of Ending Global Poverty." Policy Research Working Paper 10318, World Bank, Washington, DC.

Work, Courtney, Vannrith Rong, Danik Song, and Arnim Scheidel. 2019. "Maladaptation and Development as Usual? Investigating Climate Change Mitigation and Adaptation Projects in Cambodia." *Climate Policy* 19 (Suppl. 1): S47–S62. https://doi.org/10.1080/14693062.2018.1527677.

World Bank. 2022. *Inequality in Southern Africa: An Assessment of the Southern African Customs Union*. Washington, DC: World Bank. https://doi.org/10.1596/37283.

Zhou, Leocadia, Dumisani Shoko Kori, Melusi Sibanda, and Kenneth Nhundu. 2022. "An Analysis of the Differences in Vulnerability to Climate Change: A Review of Rural and Urban Areas in South Africa." *Climate* 10 (8): 118. https://doi.org/10.3390/cli10080118.

Chapitre 11

Développement durable et modèles de croissance économique

Rawane Yasser, Murray Leibbrandt, Anda David, Fabio Andrés Díaz Pabón et Hélène Djoufelkit

Introduction

Le fait de promouvoir une croissance inclusive et durable dans le cadre de l'Agenda 2030 place les questions de développement durable et de distribution des richesses au centre des discussions. Au cours des trente dernières années, la plupart des pays d'Afrique ont connu une croissance économique rapide[1]. Cependant, cette croissance n'a entraîné qu'une réduction limitée de la pauvreté, notamment pour les plus démunis des sociétés africaines. Cette situation a suscité des inquiétudes quant à la viabilité à long terme de l'expansion économique de l'Afrique et à sa capacité à traduire les succès de sa croissance en objectifs de développement clés.

De nombreuses publications font référence au caractère non inclusif de la croissance économique africaine comme étant la principale cause de cette performance en matière de développement (Christiaensen, Chuhan-Pole et Sanoh, 2013 ; Cornia, 2017 ; Odusola *et al.*, 2017 ; Odusola, 2019 ; Fosu, 2018, 2023). Plus catégoriquement, la lenteur avec laquelle l'Afrique traduit sa croissance économique en réduction de la pauvreté est perçue comme symptomatique de la distribution inéquitable des bénéfices de la croissance et de leur captation par ceux situés au sommet de la distribution des revenus (Clementi *et al.*, 2019), tout en augmentant les pressions écologiques qui menacent le bien-être des générations futures (Global Footprint Network, 2023). Il semble que le niveau élevé d'inégalités soit l'une des causes principales responsables de l'incapacité de la croissance économique à se traduire par une réduction de la pauvreté ces dernières années en Afrique, comme le suggère le triangle croissance-pauvreté-inégalité (*Growth-Poverty-Inequality* – GIP) (Bourguignon, 2004).

Au-delà de ces conséquences en termes de viabilité sociale, la croissance économique n'a pas été durable d'un point de vue environnemental. Cette croissance économique à forte intensité carbone a eu des effets écologiques désastreux et a causé une destruction

de l'environnement à un rythme sans précédent (GIEC, 2022). Les répercussions de la pandémie de COVID-19 et notre compréhension des limites planétaires ont clairement montré que les modèles antérieurs de croissance n'étaient pas durables. Certains auteurs avaient d'ailleurs posé cette question bien avant la pandémie (voir par exemple Raworth, 2022). Dans ce contexte postpandémique, nous soutenons qu'un retour aux anciennes stratégies de relance de la croissance reproduira, dans le meilleur des cas, les performances passées avec de graves conséquences pour le changement climatique, la réduction de la pauvreté et la possibilité de sociétés africaines durables. L'impératif de l'action climatique rend les stratégies de croissance économique habituelles encore moins susceptibles de réussir à fournir un environnement favorable pour l'ensemble de la population.

Dans ce chapitre, nous allons aborder la relation entre la croissance, la pauvreté et les inégalités en nous appuyant sur le cadre GIP, avant d'examiner les raisons pour lesquelles les modèles de croissance antérieurs n'ont pas été durables d'un point de vue social et environnemental. Le cadre GIP montre que les inégalités sont un élément clé et souligne les raisons pour lesquelles la poursuite de la croissance économique sans tenir compte de la base distributive échouera très probablement à atteindre l'objectif de réduction de la pauvreté. Nous identifions les facteurs qui, en parallèle des inégalités, sont déterminants dans l'absence de viabilité de ces modèles passés, avant de nous pencher enfin sur un certain nombre d'approches alternatives tirées de la littérature sur le développement durable afin d'examiner la manière dont nous pouvons repenser nos modèles actuels de croissance économique et de développement.

Croissance, pauvreté et inégalités

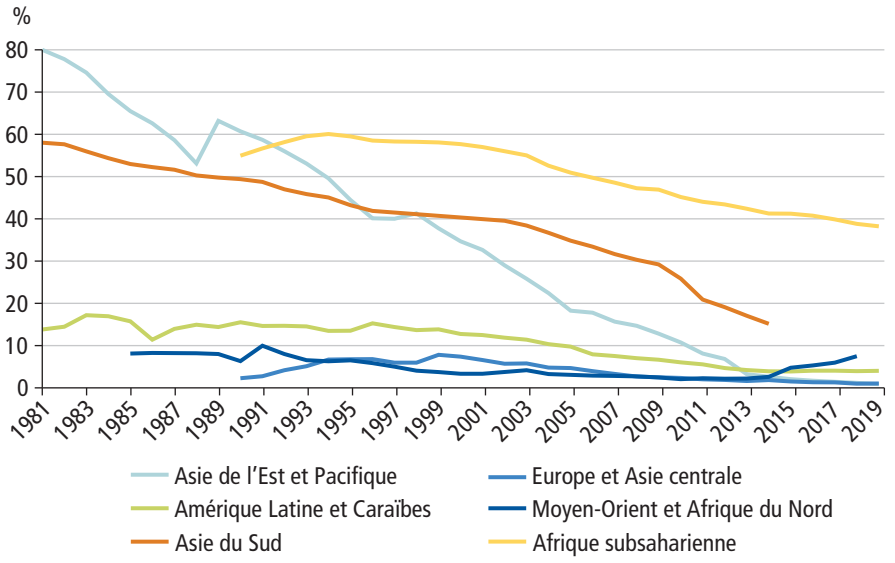
La Banque africaine de développement définit la croissance inclusive comme « une croissance économique qui débouche sur un accès plus large aux opportunités socioéconomiques durables à un plus grand nombre de personnes, de pays ou de régions, tout en protégeant les personnes vulnérables, le tout se faisant dans un environnement d'équité, de justice égale et de pluralité politique » (Banque africaine de développement, 2012, p. 1). Cette approche se concentre sur les opportunités, la productivité et l'emploi pour les personnes pauvres comme pour celles issues de la classe moyenne. Un modèle de croissance inclusif devrait donc présenter de faibles niveaux d'inégalité et des réductions significatives de la pauvreté. Cependant, la traduction de la croissance économique en réduction de la pauvreté sur le continent est actuellement la plus faible au monde (Christiaensen, Chuhan-Pole et Sanoh, 2013 ; Cornia, 2017 ; Odusola *et al.*, 2017).

Le niveau d'inégalité initialement élevé a été avancé comme la principale raison de ce résultat (Fosu, 2018 ; Thorbecke et Ouyang, 2018 ; Bergstrom, 2022 ; Fofana, Chitiga-Mabugu et Mabugu, 2023). De toute évidence, il est essentiel de comprendre la relation entre la croissance, la pauvreté et l'inégalité, ce qui est l'objet de la section suivante. Nous nous intéresserons ensuite aux conséquences plus larges du processus de croissance économique lui-même, en allant au-delà de l'impact de la croissance sur la réduction de la pauvreté pour évaluer les impacts socioéconomiques plus larges dans le cadre de la discussion sur la croissance inclusive.

Croissance et réduction de la pauvreté

Malgré les progrès rapides de la croissance économique, les performances de l'Afrique en termes de réduction de la pauvreté ont pris du retard, et la traduction de sa croissance économique en réduction de la pauvreté est inférieure aux moyennes mondiales (Fosu, 2018 ; Odusola *et al.*, 2019). Si la pauvreté a reculé avec la croissance en Afrique, cette baisse n'a pas été aussi rapide que dans d'autres parties du monde comme en Asie du Sud et de l'Est (Figure 11.1). Par conséquent, la part de l'Afrique dans la pauvreté mondiale a augmenté. À en croire les projections, l'Afrique devrait regrouper 85 % la population pauvre du monde d'ici 2030 (Lakner *et al.*, 2022).
En examinant les progrès de l'Afrique subsaharienne en matière de réduction de la pauvreté, Fofana, Chitiga-Mabugu et Mabugu (2023) constatent que 55 % des pays africains ne sont pas en mesure de réduire la pauvreté de moitié entre 2015 et 2030[2] compte tenu des performances actuelles de croissance de revenus et d'inégalités.

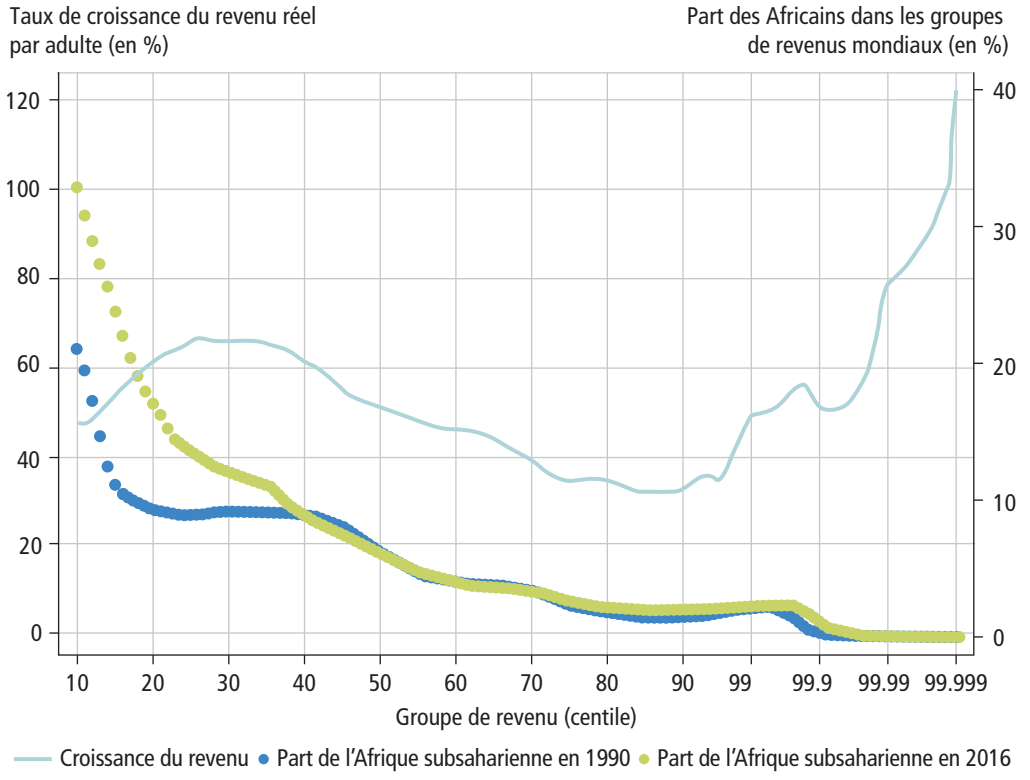
Figure 11.1 Ratios régionaux de pauvreté à 1,90 dollar (%), 1981-2019



Source : Élaboré par les auteurs à partir des données issues des indicateurs du développement dans le monde (World Development Indicators, WDI) de la Banque mondiale.
Note : Pourcentage de la population vivant avec moins de 1,90 dollar par jour.

En déterminant la part des Africains dans chaque groupe de revenu mondial, on constate une concentration de la population africaine dans le bas de la distribution (Figure 11.2), ce qui fait des forces de croissance économique africaines un vecteur de revenus pour les individus situés au plus bas de la distribution mondiale. Selon Milanovic (2016), les plus pauvres ont été exclus de la croissance. En 2016, 33 % de la population des 10 % (10^{e} centile) les plus pauvres en termes de distribution des revenus résidait en Afrique subsaharienne, comparé à 21 % en 1990, les Africains n'étant pratiquement pas représentés dans les 0,1 % les plus riches (Figure 11.2). Cette figure montre clairement que la situation de la population africaine s'est en fait détériorée par rapport à celle du reste du monde, puisque la part des Africains dans les 30 % les plus pauvres de la distribution des revenus a augmenté. Les 0,1 % les mieux rémunérées ont capté 13 % de la croissance totale dans le monde.

Figure 11.2 Part de l'Afrique subsaharienne dans chaque groupe de revenu mondial en 1990 et 2016



Source : Calcul des auteurs à partir des fichiers de réplication de WID.world.
Note : Taux de croissance cumulée entre 1990 et 2016 du revenu national avant impôt en euros PPA 2016. En 2016, 33 % de la population du 10e centile mondial de la distribution des revenus résidait en Afrique subsaharienne.

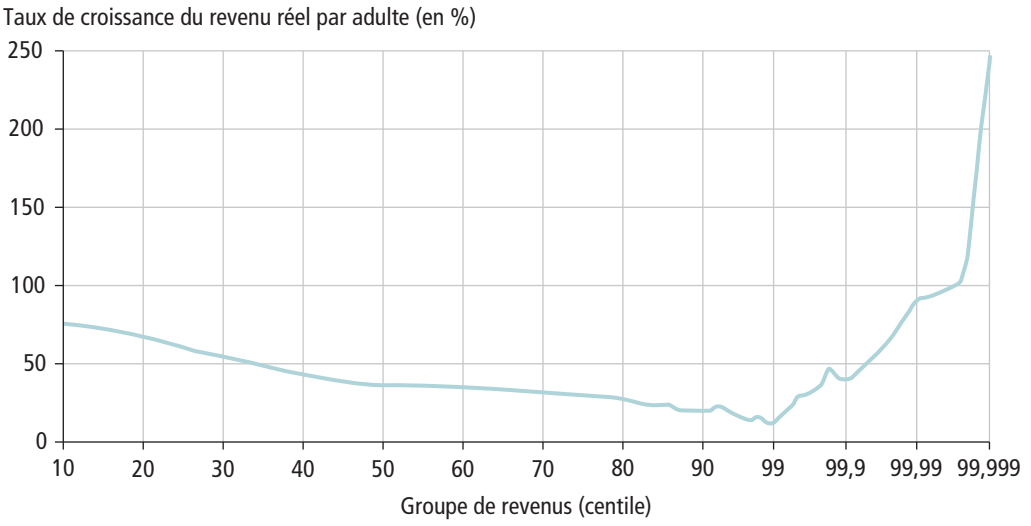
Pour comprendre cette situation africaine, des recherches ont mis en évidence la manière dont la croissance économique africaine a été inégalement répartie et n'a pas atteint une grande partie de la population pauvre (Christiaensen, Chuhan-Pole et Sanoh, 2013 ; Cornia, 2017 ; Odusola *et al.*, 2017 ; Fosu, 2018, 2023 ; Chancel, 2020). Plus précisément, cette recherche a révélé que l'effet de la croissance économique sur la réduction de la pauvreté (élasticité du revenu à la croissance) a été faible en Afrique. En réalité, l'Afrique subsaharienne présente l'élasticité du revenu à la pauvreté la plus faible du monde. Il apparaît clairement que ce modèle de croissance n'est pas inclusif (Cornia, 2017 ; Thorbecke et Ouyang, 2018 ; Odusola, 2019).

Quand on se détourne de la pauvreté de revenus pour s'intéresser à la pauvreté multidimensionnelle, la situation n'est pas meilleure. Effectivement, on estime que l'effet de la croissance sur la pauvreté multidimensionnelle en Afrique est encore plus faible que l'élasticité de la croissance à la précarité des revenus (Balasubramanian, Burchi et Malerba, 2023). En utilisant des indices de la pauvreté multidimensionnelle qui comprennent l'éducation, le travail et la santé comme dimensions de la pauvreté, Balasubramanian, Burchi et Malerba (2023) constatent qu'une augmentation de 10 % du PIB ne diminue la pauvreté multidimensionnelle que de 3 % à 4 %.

Le rôle des inégalités

La Figure 11.3 couvre la période de croissance positive de l'Afrique. il s'agit de la version africaine de la célèbre courbe de l'éléphant de Milanovic (2016). Elle montre un modèle de croissance non inclusif. La courbe africaine présente bien la trompe en haut à droite de la courbe, mais pas la partie conséquente sur la gauche sensée constituer le corps de l'éléphant. Les 1 % des personnes les mieux rémunérées ont capté 27 % de la croissance totale du continent, ce qui explique en partie pourquoi la croissance en Afrique a été encore moins inclusive que celle de l'ensemble du monde.

Figure 11.3 Courbe d'incidence de la croissance pour l'Afrique entre 1980 et 2016



Source : Calcul des auteurs à partir des fichiers de réplication de WID.world.
Note: Taux de croissance cumulée entre 1980 et 2016 du revenu national avant impôt en euros PPA 2016. Les revenus du centile 99-99,1 (les 10 % inférieurs des 1 % des personnes les mieux rémunérées au monde) ont augmenté de 13 % entre 1980 et 2016. Les 1 % les plus riches ont capté 27 % de la croissance totale.

L'Afrique a présenté de fortes inégalités au fil des ans (voir le chapitre 1 pour une vision plus globale des tendances en matière d'inégalités en Afrique). Certains des pays les plus inégalitaires au monde se trouvent en Afrique, et notamment en Afrique australe (Odusola *et al.*, 2017). Des pays tels que l'Angola, le Botswana, la Namibie, l'Afrique du Sud et la Zambie présentent des coefficients de Gini supérieurs à 0,50 (UNU-WIDER, 2022).

Une importante tradition de longue date de l'économie du développement a étudié les relations théoriques et empiriques entre la croissance, la pauvreté et l'inégalité. Kuznets a formulé une relation développement-inégalité en forme de U inversé dans laquelle l'inégalité augmente d'abord puis diminue à mesure que le PIB d'un pays augmente (Kuznets, 1955). Toutefois, les schémas d'inégalités en Afrique n'offrent pas de preuves solides de l'existence sur le continent de trajectoires similaires à celle formulée par Kuznets. De nombreux contextes n'ont pas encore connu de baisse des inégalités, même si certains connaissent une forte croissance

(Odusola, 2019). Paradoxalement, Batuo, Kararach et Malki (2022) constatent que les relations de la courbe de Kuznets ne sont valables que pour les économies africaines les plus pauvres. En outre, ils montrent que les seuls facteurs capables de lutter contre les inégalités dans les économies à revenu élevé sont l'emploi, l'état de droit et les politiques monétaires. Odusola *et al.* (2019) constatent que si les inégalités ont diminué dans l'ensemble de l'Afrique, c'est surtout le cas dans les économies où elles étaient initialement plus faibles.

Bourguignon (2004) et Ravallion (2005) avancent que ce sont les inégalités elles-mêmes qui atténuent l'impact positif de la croissance sur la réduction de la pauvreté. Selon Bourguignon, la pauvreté serait conditionnée à la fois par la nature des inégalités et par celle de la croissance économique. Thorbecke (2013) constate que la combinaison de niveaux élevés de pauvreté et d'inégalités initiales affaiblit l'effet réducteur de la croissance sur la pauvreté. Fosu (2018, 2023) va plus loin en soutenant que la faible élasticité croissance-pauvreté pourrait être une fonction des inégalités croissantes qui réduit encore l'impact de la croissance économique sur les populations pauvres.

Odusola (2019) appuie la constatation selon laquelle les inégalités diminuent la capacité de la croissance économique à réduire la pauvreté et il suggère qu'elles fragilisent également le progrès social dans des domaines tels que l'éducation et la santé. Cela peut provoquer une instabilité économique, réduisant ainsi la pérennité de la croissance. Ces éléments montrent qu'une (re)distribution efficace est essentielle pour parvenir à un développement inclusif et durable en Afrique, le développement économique n'étant qu'un moyen et non une fin en soi.

Récemment, des recherches ont tenté de quantifier l'importance de la réduction des inégalités pour atteindre l'objectif de réduction de l'extrême pauvreté. Clementi, Fabiani et Molini (2019) montrent que la pauvreté aurait pu être inférieure de 6 à 7 points de pourcentage en Afrique si la population n'avait pas augmenté. Ils montrent que 31 pays africains ont connu une croissance importante de la polarisation qui a significativement diminué l'impact favorable de la croissance sur les populations pauvres[3]. Afin de quantifier l'impact de la réduction des inégalités sur la réduction de la pauvreté, Lakner *et al.* (2022) ont simulé l'évolution de l'extrême pauvreté jusqu'en 2030 à l'aide de différents scénarios pour prévoir l'évolution des inégalités et de la croissance économique dans chaque pays. Ils constatent que les variations de l'indice de Gini ont un impact plus important sur la pauvreté que les variations de la croissance économique. Cette constatation est particulièrement pertinente pour l'Afrique subsaharienne, où 1 % de variation de l'indice Gini entraine une variation de 30 % et 40 % des taux de pauvreté projetés (Lakner *et al.*, 2022). Ce constat fait écho à l'observation de Bergstrom (2022) selon laquelle l'inégalité des revenus joue deux rôles importants dans la réduction de la pauvreté, à savoir qu'elle a un effet direct sur la pauvreté et un effet indirect à travers l'élasticité de la croissance à la pauvreté. D'autres recherches soutiennent l'une ou l'autre de ces voies, voire les deux.

À travers une décomposition de l'évolution de la pauvreté, Fosu (2023) examine la progression hétérogène de la pauvreté dans les pays africains et son rapport avec les inégalités. De nombreux pays, tels que la Tanzanie, le Ghana et le Cameroun, ont eu de bons résultats en termes de croissance des revenus, mais leurs piètres performances en termes de réduction des inégalités

ont abouti à de faibles progrès en matière de lutte contre la pauvreté. D'autre part, des pays tels que le Burkina Faso, la Gambie, la Guinée, le Malawi et la Mauritanie ont connu une croissance moins impressionnante mais ils ont réussi à transformer cette croissance des revenus en une forte réduction de la pauvreté grâce aux progrès en matière de distribution des revenus et aux politiques connexes.

Comme mentionné ci-dessus, la faible corrélation entre croissance et pauvreté peut aussi s'expliquer par les niveaux initialement élevés d'inégalités, qui sont plus élevés en Afrique (Fosu, 2018 ; Thorbecke et Ouyang, 2018 ; Bergstrom, 2022 ; Fofana, Chitiga-Mabugu et Mabugu, 2023). Si des niveaux d'inégalités et de pauvreté initialement élevés réduisent directement le taux de croissance économique, elles réduisent aussi l'effet de réduction de la pauvreté de cette croissance (Christiaensen, Chuhan-Pole et Sanoh, 2013). En Afrique subsaharienne, des niveaux initialement élevés d'inégalités et de faibles revenus initiaux ont considérablement réduit l'élasticité de la croissance à la réduction de la pauvreté (Thorbecke et Ouyang, 2018).

En examinant la relation entre les inégalités initiales, la variation de la pauvreté et la variation du PIB, nous constatons que plus les inégalités initiales sont élevées, plus la diminution de la pauvreté est faible. Pour décrire le rôle des inégalités initiales sur la pauvreté, nous comparons dans l'annexe 1 les indices de Gini nationaux des pays africains entre 1980 et 2019 à l'aide de données recueillies auprès de la Plateforme sur la pauvreté et les inégalités de la Banque mondiale. Nous commençons par classer les pays en fonction de leur indice de Gini initial[4], puis nous examinons l'évolution de la pauvreté pour les trois différentes catégories. Nous constatons que les pays avec des niveaux élevés d'inégalités initiales (indice de Gini supérieur à 50), tels que l'Angola, le Zimbabwe, le Kenya et le Malawi, ont vu leur pauvreté augmenter en dépit d'une croissance économique positive. Ces résultats sont cohérents avec la littérature récente (Ravallion, 2022) qui avance que, si la croissance est neutre du point de vue de la distribution, plus les niveaux initiaux d'inégalité sont élevés, plus la part des bénéfices de la croissance économique qui atteignent les populations pauvres en l'absence de politiques redistributives est faible.

En outre, l'élasticité de l'inégalité à la réduction de la pauvreté en Afrique subsaharienne augmente depuis quelques années, suggérant que la réduction de la pauvreté devient plus sensible aux niveaux d'inégalités et plus réactive aux améliorations des taux d'inégalités qu'elle ne l'était auparavant (Thorbecke et Ouyang, 2022). Les amélioration socioéconomiques associées à la réduction des inégalités profiteront à un plus grand nombre de personnes pauvres et auront, à leur tour, un plus grand impact sur la réduction de la pauvreté (Thorbecke et Ouyang, 2018).

En résumé, le message de la littérature sur l'économie du développement est clair : les inégalités entravent les impacts de la croissance économique sur la réduction de la pauvreté. Il est essentiel de réduire les inégalités pour atteindre les objectifs de réduction de la pauvreté. Par conséquent, il est essentiel de comprendre et d'inverser la dynamique en Afrique pour rendre la croissance économique plus inclusive.

L'Afrique, et en particulier l'Afrique subsaharienne, a connu une augmentation significative de sa polarisation qui a grandement affecté les couches inférieures de la distribution (Clementi *et al.*, 2019 ; Clementi, Fabiani et Molini, 2019 ; Clementi *et al.*, 2022). Cette analyse de la polarisation indique que le processus de croissance en Afrique subsaharienne s'est accompagné d'une concentration accrue dans les couches inférieures et supérieures de la distribution, avec une érosion de la partie intermédiaire (Clementi *et al.*, 2022). L'effet de la polarisation annule clairement la diminution de la pauvreté qui aurait pu être entraînée par la croissance économique. Surtout, les auteurs constatent que cette image n'est pas aussi clairement reflétée par les mesures habituelles de l'inégalité qui sont plus sensibles aux changements qui se produisent vers le milieu ou l'extrémité supérieure de la distribution. Ce qui émerge de cela est une croissance non inclusive qui creuse le fossé entre les 40 % les plus pauvres et le reste de la population.

En se penchant sur l'Afrique du Sud, l'un des pays les plus inégalitaires du continent, Zizzamia, Schotte, Leibbrandt et Ranchhod (2016) ont étudié ce modèle de croissance polarisé et ont révélé que la partie intermédiaire de la distribution des revenus avait connu les taux de croissance les plus faibles pendant la majeure partie de la période postapartheid. Associée à l'augmentation des revenus nationaux dans la partie supérieure de la distribution et à la croissance des revenus dans la partie inférieure de la distribution causée par l'expansion des transferts monétaires, l'analyse montre dans quelle mesure les modèles de croissance antérieurs n'ont pas été inclusifs. Le modèle de croissance polarisé de l'Afrique du Sud depuis 1994 a entraîné une augmentation des inégalités et peu de retombées pour les personnes situées au milieu de la distribution des revenus (Bhorat, Tseng et Stanwix, 2014).

Enfin, le concept d'inégalités qui est au cœur de la viabilité sociale comprend non seulement les inégalités de revenus, mais aussi les inégalités d'accès à l'éducation, à la santé, ainsi que les inégalités spatiales et intergénérationnelles, comme l'ont montré les chapitres précédents de cet ouvrage. L'inégalité des chances, mesurée par la mobilité intergénérationnelle, a un impact néfaste sur l'effet que la croissance a sur la pauvreté, entravant ainsi la nature inclusive de la croissance (Ebeke, 2023) (voir également le chapitre 8 de cet ouvrage). En freinant le développement du capital humain et en réduisant les mesures d'incitation à l'éducation, l'inégalité des chances rend la croissance moins inclusive en laissant un nombre important de personnes de côté.

Pourquoi la croissance n'a-t-elle pas été inclusive ?

Dans cette partie, nous passons en revue une partie des explications les plus importantes de cette nature problématique de la croissance économique, y compris des forces à long terme qui ont conduit à la forte dépendance de nombreux pays africains vis-à-vis de l'exploitation minière et des ressources naturelles, une économie politique biaisée, la domination des industries extractives, la qualité de l'emploi créé par la croissance et le fait que la quantité de cette croissance de l'emploi est en deçà du taux de croissance économique.

Facteurs historiques, institutionnels et structurels

Selon Acemoglu et Robinson (2010), un facteur important d'une croissance économique soutenue est la configuration institutionnelle, c'est-à-dire la réforme de l'État pour s'éloigner de l'absolutisme où le pouvoir est absolu et libre des contraintes institutionnelles. L'un des principaux héritages de la période coloniale en Afrique est qu'elle a limité les possibilités des pays africains nouvellement indépendants de s'éloigner des structures absolutistes et extractivistes qui étaient ancrées dans les systèmes coloniaux et institutionnels (Acemoglu et Robinson, 2010). Cela s'est traduit par une croissance atone sur le long terme.

En outre, l'un des principaux vecteurs du niveau élevé d'inégalités dans de nombreuses économies africaines est l'héritage institutionnel à travers lequel la richesse a été (et continue d'être) conservée par une poignée d'Européens à l'époque coloniale, ainsi que par des institutions très extractives. Une partie de cette richesse a été transférée aux populations autochtones lors de l'indépendance. Ces transferts ont toutefois été effectués au profit d'une petite élite africaine, entravant ainsi une répartition plus équitable des ressources et des opportunités (Odusola *et al.,* 2019). Ainsi, de nombreux chercheurs affirment que le modèle de croissance post-colonial en Afrique a rigoureusement maintenu la forme des institutions extractives du passé colonial et a profité de manière disproportionnée aux élites politiques et économiques et aux pays importateurs, plutôt qu'à la classe moyenne et aux populations pauvres (Acemoglu et Robinson, 2010 ; Clementi *et al.*, 2022). La forme et la fonction de ces institutions extractives ont été maintenues et elles expliquent la dépendance de l'Afrique à ces ressources comme principal moteur de sa croissance.

Une version plus étroite de cet argument soutient que la dépendance de l'Afrique à l'égard de ses ressources a été l'une des principales causes du succès limité de la croissance économique à se traduire en une réduction de la pauvreté. Dans les pays qui dépendent davantage des ressources naturelles, avec une prédominance des industries à forte intensité de capital et peu de possibilités de création d'emplois locaux, le risque d'augmentation des inégalités est accru. La croissance continue de reposer sur la production de produits de base, l'extraction de ressources minérales et l'agriculture (Bhorat et Oosthuizen, 2020). Cela permet d'expliquer pourquoi la flambée des prix des produits de base au cours de la dernière décennie a entraîné une croissance économique impressionnante dans de nombreux pays africains, sans se traduire par une amélioration du niveau de vie des populations (Odusola *et al.*, 2019 ; Thorbecke et Ouyang, 2022).

Le Nigéria est un exemple de ce modèle de croissance exclusive principalement entraînée par l'extraction de ressources, dans lequel les bénéfices sont largement confinés au secteur des ressources naturelles, avec un impact minimal sur d'autres segments de l'économie et sur la réduction de la pauvreté (Thorbecke et Ouyang, 2022). Il s'agit là de processus dynamiques, et la croissance de la dépendance à l'égard des ressources a été associée à une augmentation des inégalités à mesure que la part des rentes minérales dans l'économie s'accroit. Ce phénomène est plus marqué sur le continent africain que dans le reste du monde (Christiaensen, Chuhan-Pole et Sanoh, 2013 ; Niño-Zarazúa *et al.*, 2023).

Les institutions constituent l'un des moyens par lesquels la dépendance à l'égard des ressources influe sur la redistribution des revenus. En présence de rentes provenant de ressources naturelles, la force de la cohésion des élites et leurs liens avec les régimes politiques compromettent la possibilité d'une imposition progressive, ce qui accroît les inégalités. En effet, la protection sociale et l'imposition progressive sont utilisées moins efficacement dans les pays fortement dépendants de ressources naturelles. Auty (1997) montre comment la dotation en ressources naturelles est étroitement liée au choix des politiques de développement. Les pays riches en ressources naturelles sont plus propices aux factions politiques qui s'intéressent principalement aux rentes, contrairement aux pays pauvres en ressources naturelles qui ont tendance à avoir des systèmes politiques dominés par les paysans. En outre, la forte intensité de capital dans les pays dépendants des ressources naturelles entrave la création d'emplois, comme nous allons le voir ci-dessous.

Les modèles de croissance économique et la qualité de l'emploi

L'intérêt accordé ci-dessus à la dépendance aux ressources minérales a déjà mis en exergue la nécessité de se concentrer sur des modèles de croissance économique qui soient des déterminants clés de la faible élasticité de la pauvreté à la croissance. Hormis le niveau de croissance économique, il est clair que ce sont les sources et la décomposition de cette croissance qui importent. Une croissance entrainée par des secteurs à forte intensité de main-d'œuvre tels que l'agriculture et l'industrie légère réduit généralement la pauvreté davantage que les secteurs à forte intensité de capital, comme l'industrie minière (Christiaensen, Chuhan-Pole et Sanoh, 2013 ; Odusola *et al.,* 2019). Une productivité du travail plus élevée et des secteurs à forte intensité de main-d'œuvre stimulent l'emploi salarié et, par conséquent, diminuent les inégalités de revenus. À l'inverse, les secteurs à forte intensité de capital peuvent générer une forte croissance économique mais moins d'emplois, augmentant ainsi les inégalités.

En quantifiant ces impacts, Morsy, Shimeles et Nabassaga (2023) constatent qu'une augmentation de l'écart-type dans le mouvement de la main-d'œuvre des secteurs à faible productivité vers les secteurs à forte productivité pourrait réduire l'inégalité globale de 0,5 %, ce qui suggère qu'une transformation structurelle positive pourrait conduire à une réduction durable de l'inégalité en Afrique. Winkler et Black (2021) mettent en évidence ce compromis dans le cas de l'Afrique du Sud, en montrant que la croissance postapartheid a conservé des modèles à long terme qui reposent énormément sur les industries à forte intensité de capital et à faible intensité d'emploi. Ainsi, l'Afrique du Sud se retrouve donc dans une situation difficile, avec un taux de chômage et des inégalités extrêmement élevées et la nécessité de restructurer son industrie.

Selon Cornia (2017), la croissance ne pourrait être égalisatrice en Afrique que si les possibilités d'emploi dans les zones rurales et les industries manufacturières à forte intensité de main-d'œuvre s'amélioraient. Dans la pratique, toutefois, les processus de croissance de nombreux pays d'Afrique n'ont pas suivi cette voie (Thorbecke, 2013 ; Clementi et al., 2019, 2022). Cette tendance est aussi largement entraînée par la croissance dans le secteur primaire et par le manque de développement du secteur manufacturier (Djoufelkit, 2008a, 2008b). Il convient de noter

que la croissance de l'industrie manufacturière a été l'un des principaux vecteurs de la réduction durable de la pauvreté et de la création d'emplois dans d'autres pays (Odusola *et al.*, 2019).

Si les emplois se sont quelque peu détournés de l'agriculture, ce n'est pas au profit de l'industrie manufacturière. Tandis que la part de l'agriculture dans le PIB a baissé dans de nombreux pays d'Afrique, la majeure partie de cette évolution s'est faite au profit du secteur des services à faible productivité ou de l'exploitation minière. Cela n'implique pas une réaffectation de la main-d'œuvre vers des secteurs hautement productifs (Thorbecke, 2023).

L'industrie s'est effectivement développée en Afrique, mais elle est dominée par les activités minières. Le secteur des services tertiaires s'est également développé en absorbant la majeure partie de la main-d'œuvre qui se détournait de l'agriculture. Mais dans de nombreux contextes africains, ces activités sont informelles et non productives. La croissance a surtout eu lieu dans l'exploitation minière et dans les secteurs informels, plutôt que dans les secteurs d'où proviennent une grande partie des moyens de subsistance de la population comme l'agriculture et les petites exploitations (Odusola *et al.*, 2019). La Banque mondiale souligne que la transition depuis l'agriculture vers des secteurs qui sont également caractérisés par une faible productivité constitue une transition depuis des secteurs à faible productivité/faible inégalité et vers des secteurs à faible productivité/haute inégalité. Cela explique la faible élasticité de la croissance économique en termes de réduction de la pauvreté (Chuhan-Pole et Ferreira, 2014).

Si le passage à un emploi non agricole contribue à la réduction de la pauvreté selon les théories de la transformation structurelle du développement, dans la pratique, la qualité de l'emploi non agricole a été déterminante. Dans de nombreux contextes africains, la qualité de ces emplois non agricoles n'a pas été suffisante pour permettre aux individus de gagner suffisamment pour améliorer de manière significative leur bien-être sur le long terme (Banque mondiale, 2019).

Certains auteurs affirment que l'augmentation de la production agricole peut accroitre l'effet de la croissance économique sur la réduction de la pauvreté. La croissance économique générée par l'agriculture a en moyenne permis de réduire davantage la pauvreté que la croissance économique provenant d'autres secteurs (Christiaensen, Chuhan-Pole et Sanoh, 2013). De nombreux pays africains, en particulier les pays riches en ressources naturelles, sont des importateurs nets de produits agricoles de base tels que le riz, le blé et le sucre. Cela souligne la nécessité d'accroître la productivité de l'Afrique dans la production de cultures de base. L'augmentation de la productivité des petites exploitations agricoles génère la réduction de la pauvreté la plus importante, en particulier avec les cultures vivrières (Christiaensen, Chuhan-Pole et Sanoh, 2013).

Des pays tels que l'Éthiopie, le Cameroun et Madagascar ont réussi à suivre un modèle de croissance égalisatrice, alors que la part de l'industrie manufacturière à forte intensité de main d'œuvre augmentait et que celle de l'exploitation minière diminuait. Le passage à des secteurs à forte intensité de capital a été moins marqué et plus équitable, dans un contexte de répartition égalitaire des terres. L'exemple de ces pays souligne l'augmentation de la productivité agricole dans un tel contexte comme un déterminant clé de la réduction des inégalités et d'un modèle de croissance durable (Cornia, 2017).

Les cas du Ghana, du Malawi, du Rwanda et de l'Ouganda illustrent également le rôle fondamental de l'agriculture en tant que moteur de la croissance et de la réduction de la pauvreté grâce à des stratégies de développement agricole (Arndt, McKay et Tarp, 2016). En revanche, en ce qui concerne les cas du Burkina Faso, du Mozambique, du Nigéria et de la Tanzanie, la faible croissance de la productivité agricole a été un facteur sous-jacent de la lenteur de la réduction de la pauvreté. Pour les pays où une part importante de la population travaille dans de petites exploitations agricoles à faible productivité, augmenter la productivité agricole peut être un outil puissant pour parvenir à une croissance soutenue et à une réduction de la pauvreté sur le long terme (Roudier et Dia, 2021).

De nombreux pays africains connaissent un taux de chômage faible, mais les niveaux d'informalité, de pauvreté des travailleurs et de vulnérabilité des emplois sont élevés. L'Afrique se caractérise donc davantage par un problème de qualité de l'emploi que par un problème de chômage, avec un marché du travail caractérisé par une faible qualité de l'emploi, un taux élevé d'informalité, une faible productivité et la prédominance de l'agriculture sur les autres secteurs (Fields, 2023 ; Fields *et al.*, 2023). C'est une raison importante pour laquelle les travailleurs pauvres n'ont pas été positivement impactés par la croissance économique observée sur le continent (Clementi *et al.*, 2022).

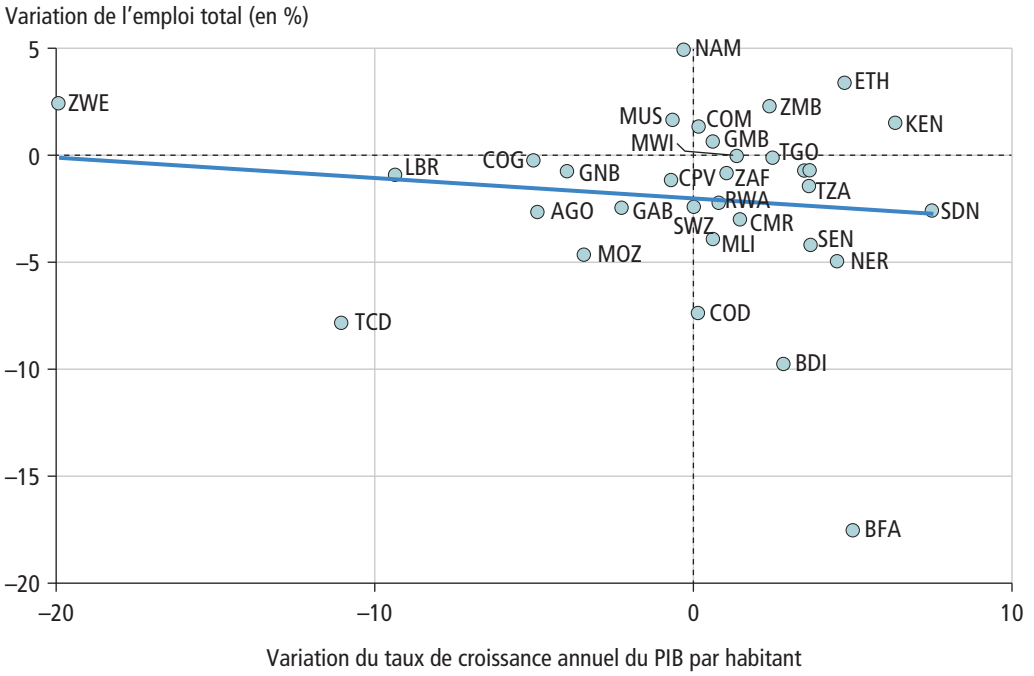
Selon la Banque mondiale (2019), le processus de croissance n'a pas bénéficié aux 40 % inférieurs de la distribution, identifiés comme ceux qui vivent en-dessous du seuil de pauvreté et ceux qui sont exposés au risque de pauvreté lorsqu'ils sont confrontés à un choc négatif. Ce segment de la population est souvent piégé dans un marché du travail caractérisé par une faible productivité, une forte saisonnalité et des revenus instables. Le défi ne consisterait pas à réduire le chômage à proprement parler, mais plutôt à augmenter la productivité du secteur informel, qui constitue la plus grande part de l'emploi dans la plupart des pays africains (voir chapitre 4).

La quantité d'emplois

L'accent mis précédemment sur la qualité de l'emploi ne signifie pas que la quantité de d'emplois créés n'est pas également très importante. Dans les contextes africains, la croissance économique n'a pas entraîné une création substantielle d'emplois. Surtout, la création d'emplois accuse un retard sur la croissance économique (Odusola *et al.*, 2019).

La corrélation entre la croissance de l'emploi et la croissance du PIB est faible. Notre analyse des données de la Figure 4 montre que la croissance économique ne s'est pas traduite par une augmentation de l'emploi. En réalité, cette faible tendance reflète plutôt la relation négative entre la croissance et l'emploi entre 1980 et 2017 en Afrique.

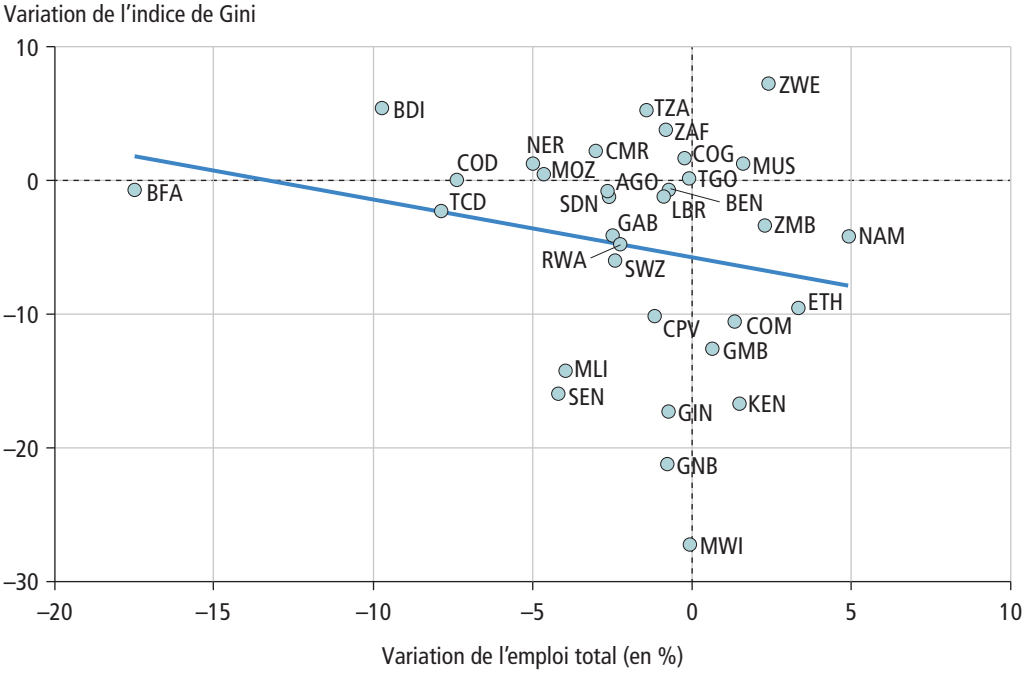
Figure 11.4 **Emploi et croissance des revenus en Afrique (1980-2017)**



Source : Calcul des auteurs à partir des données de la Banque mondiale.
Note : Pour obtenir la liste des codes de pays, consultez https://www.iso.org/obp/ui/#search.
PIB = produit intérieur brut.

Comme nous l'avons abordé en détail dans le chapitre 4, assurer l'accès aux marchés du travail est le facteur le plus déterminant pour la réduction des inégalités de revenus. Nous illustrons ce propos grâce à la Figure 5 qui montre que la croissance de l'emploi est essentielle pour réduire les inégalités, les taux d'emploi plus élevés étant associés à des inégalités plus faibles. Étant donné que la croissance du PIB par habitant entre 1980 et 2017 n'a pas entraîné d'augmentation de l'emploi, nous pouvons également affirmer qu'il s'agit d'une occasion manquée de réduire les inégalités.

Figure 11.5 Emploi et inégalités en Afrique (1980-2017)



Source : Calcul des auteurs à partir des données de la Banque mondiale.
Note : Axe des abscisses : Ratio emploi/population, 15+, total (%). Données pour la première et la dernière années disponibles entre 1980 et 2017.

La croissance économique générant de faibles quantités d'emplois de qualité médiocre, l'inégalité initiale des revenus continue d'influer fortement sur les élasticités croissance-pauvreté à travers l'inégalité initiale des salaires (Odusola *et al.*, 2019). Le contraste entre les revenus salariaux élevés de l'économie formelle et les faibles revenus salariaux de l'économie informelle persiste plutôt que d'être dilué par la croissance. Un tel marché du travail est loin d'être optimal dans le contexte africain où la population en âge de travailler augmente rapidement et doit être absorbée de manière productive sur le marché du travail. La majeure partie de la population mondiale en âge de travailler sera constituée de jeunes travailleurs africains qui entreront sur le marché du travail à un taux annuel moyen de plus de 2 % sur la période 2010-2030, d'où la nécessité de promouvoir une croissance qui crée de l'emploi (Odusola *et al.*, 2019 ; Lam et Leibbrandt, 2023).

Cette question de l'emploi est étroitement liée au défi du développement du capital humain en Afrique, où la mauvaise qualité des systèmes éducatifs et la médiocrité de l'enseignement après le primaire entravent le développement du niveau de capital humain ainsi que la voie vers une croissance économique plus équitable et durable (Odusola *et al.*, 2019). Comme nous l'avons longuement abordé dans le chapitre 3, l'Afrique a atteint des taux de scolarisation élevés dans le primaire, mais les taux de scolarisation dans le secondaire restent à la traîne.

Cela ne permet pas de créer une offre adéquate de compétences professionnelles nécessaires pour soutenir une trajectoire de croissance inclusive de création d'emplois productifs qui étende les avantages de la croissance économique à une population plus large, réduisant ainsi les inégalités et la pauvreté extrêmes (Thorbecke et Ouyang, 2018).

Fields (2023) résume cette situation en suggérant que pour relever le défi de l'emploi en Afrique, les actions politiques prioritaires sont les suivantes : prendre des mesures pour parvenir à une croissance créatrice d'emplois, augmenter les rendements de l'emploi indépendant et investir dans la formation de capital humain. Dans le contexte africain actuel, l'augmentation du travail informel ne suffira pas à réduire les inégalités de revenus et à générer des multiplicateurs de croissance. Dans le même temps, la structure des économies africaines limite les possibilités de créer des emplois de qualité. Cette situation, ainsi que les inégalités persistantes entre les ethnies, les genres et les classes, expliquent les difficultés à générer un développement équitable (Morsy, Shimeles et Nabassaga, 2023), d'où la nécessité de réfléchir au-delà de la croissance économique.

Réduire le chômage simplement grâce à la croissance de l'emploi ne sera pas suffisant. La majorité des jeunes travailleurs africains quittent les zones rurales pour s'installer dans les villes à la recherche d'un emploi et finissent par travailler à leur compte ou par être au chômage. Il est donc essentiel de s'attaquer au secteur informel (Houngbedji et Zanuso, 2021). Faire du secteur informel un type d'emploi plus durable en créant des liens avec le secteur formel et en fournissant un environnement commercial propice à la prospérité de ce secteur est essentiel pour une croissance plus équitable et plus durable (Odusola *et al.*, 2019).

Cela dit, étant donné le rôle central joué par l'agriculture dans les économies africaines, il est également essentiel de promouvoir la croissance du secteur agricole et d'accroître sa compétitivité afin de réduire la pauvreté des travailleurs et l'inégalité des revenus, tout en diminuant son empreinte sur l'environnement. Cela suggère de maintenir et même d'accroître les priorités politiques sur l'amélioration de la productivité pour les petites exploitations agricoles à travers la productivité des cultures, les biens publics sociaux et l'agriculture commerciale à petite échelle (Christiaensen, Chuhan-Pole et Sanoh, 2013).

Nous soutenons donc que les modèles précédents de croissance économique n'ont pas été inclusifs en raison de facteurs clés, notamment les faibles opportunités reflétées par les niveaux élevés d'inégalité initiale, la forte dépendance vis-à-vis des industries minières et extractives, les faibles niveaux de production et une création d'emplois en retard sur la croissance économique. Enfin, hormis la quantité d'opportunités d'emploi, la qualité de l'emploi doit rester une priorité dans les programmes de développement. Tandis que le discours sur le prétendu compromis implicite qui soutient que « n'importe quel emploi vaut mieux que pas d'emploi » est toujours présent dans les débats politiques sur l'ensemble du continent, il ne faut pas oublier que le processus de changement structurel qui mène au développement, comme le résume Rodrik, se résume à « des individus qui passent de mauvais emplois à des emplois meilleurs » (Rodrik, 2023). Les institutions du marché du travail doivent donc être renforcées afin de créer les conditions nécessaires pour que l'emploi devienne une voie menant à un niveau de vie plus élevé et cela doit faire partie d'une stratégie de développement centrée sur l'humain qui aille au-delà des objectifs traditionnels de maximisation du PIB.

Au-delà de la croissance : repenser les modèles de croissance économique

Après la crise du COVID-19, il est impératif que les économies renouent avec la croissance. Cependant, stimuler les économies pour qu'elles reprennent leurs trajectoires de croissance historique antérieures à cette crise produira au mieux les mêmes résultats décevants en matière d'emploi, de pauvreté et d'inégalité que ceux décrits jusqu'à présent dans ce chapitre. Rechercher la croissance économique sans une priorité distributive pour changer la structure de la croissance aura des résultats décevants sur la réduction de la pauvreté. En outre, l'impératif de l'action climatique rend ces stratégies de croissance économique « habituelles » encore moins susceptibles de parvenir à créer un environnement favorable pour l'ensemble de la population. À quelques exceptions près, les pays africains doivent faire les choses autrement pour rendre la croissance économique plus durable et progresser plus rapidement vers la réduction de la pauvreté.

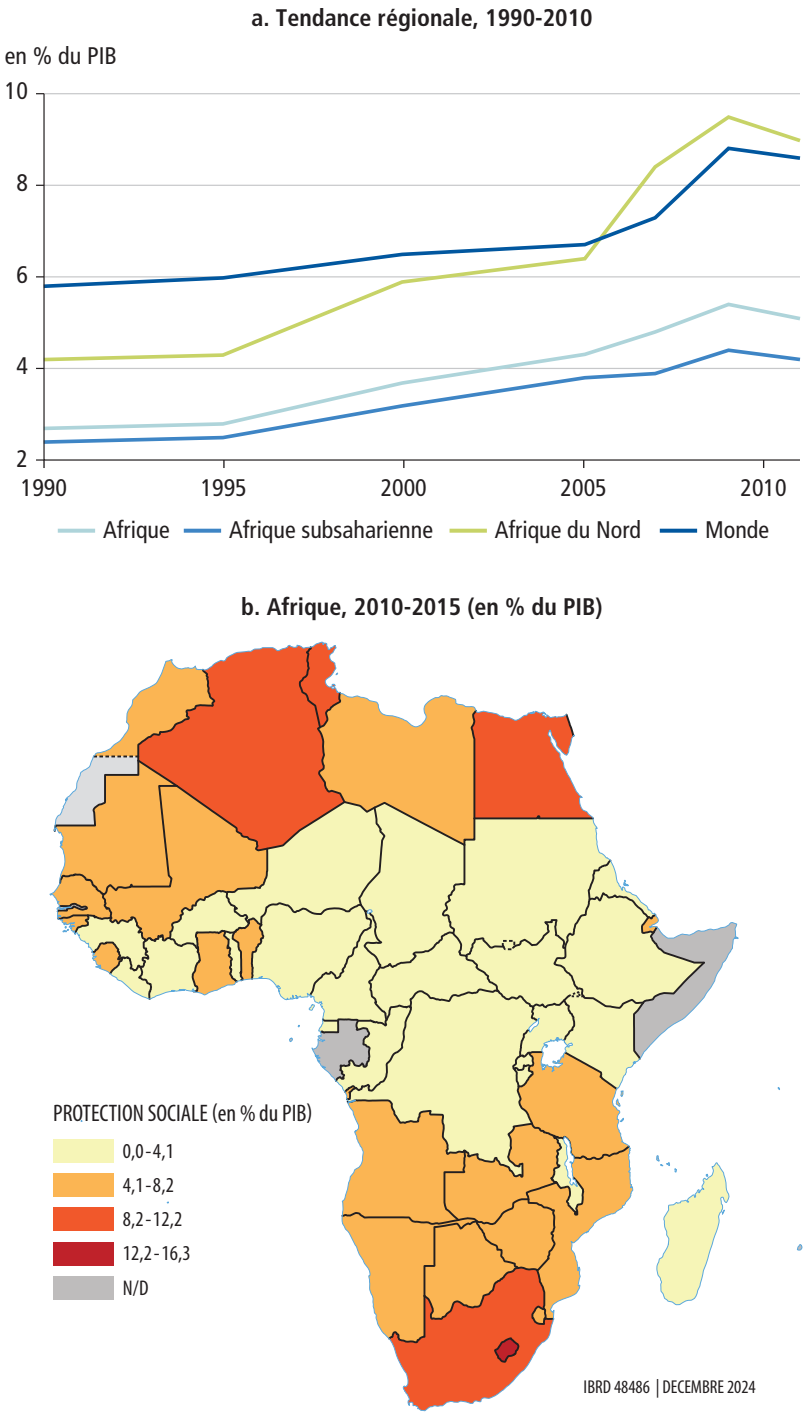
Dans les chapitres précédents, nous avons étudié les politiques de réduction de la pauvreté qui peuvent contribuer à une croissance plus inclusive. Ici, nous nous concentrons sur les politiques nécessaires pour parvenir à une croissance durable sur le plan social et environnemental. Nous abordons tout d'abord la question de la durabilité sociale. Ensuite, nous élargissons cette approche de la croissance durable pour inclure le changement climatique. Heureusement, la littérature sur le changement climatique a accordé une grande attention à la définition du rôle de la croissance économique dans le cadre d'une discussion plus large sur les stratégies en vue d'atteindre un développement plus durable et plus inclusif. Cela a conduit à une prolifération de cadres alternatifs allant d'ajustements mineurs apportés aux calculs du PIB à des propositions plus radicales de réduction de la croissance (Hickel, 2021 ; Parrique, 2021). Nous allons les passer en revue et en tirer leurs implications pour la croissance économique.

Soutenabilité sociale

Une première étape vers la viabilité sociale consiste à donner la priorité aux politiques qui favorisent l'inclusion sociale et économique (CCNUC, 2023b). Les partisans de la croissance inclusive ont en commun un engagement fondamental en faveur de la protection sociale en tant que plateforme permettant de rendre la croissance plus inclusive (Banque africaine de développement, 2018 ; Odusola, 2019 ; Raworth, 2022).

La protection sociale se développe en Afrique, mais la couverture est trop faible pour réduire les inégalités de manière significative. Sur la période 1990-2010, les dépenses moyennes de protection sociale représentaient 4 % du PIB en Afrique subsaharienne, par rapport à 7,1 % à l'échelle mondiale (Figure 6). Cette image globale est une moyenne inconfortable de modèles de dépenses qui varient grandement entre les pays d'Afrique du Nord et les pays d'Afrique subsaharienne. Les dépenses de l'Afrique du Nord ont toujours été nettement plus élevées et ont augmenté beaucoup plus rapidement. Depuis 1990, les dépenses pour la protection sociale en Afrique subsaharienne représentent tout au plus la moitié des niveaux observés dans l'ensemble du monde. Les pays dépendants de ressources naturelles, ce qui est le cas de la plupart des pays africains, dépensent moins pour la protection sociale que les pays qui ne dépendent pas des ressources naturelles.

Figure 11.6 **Dépenses pour la protection sociale par régions et par pays : au niveau mondial et dans l'ensemble de l'Afrique**



Source : Basé sur David, Diallo et Nilsson (2022).
Note : PIB = produit intérieur brut.

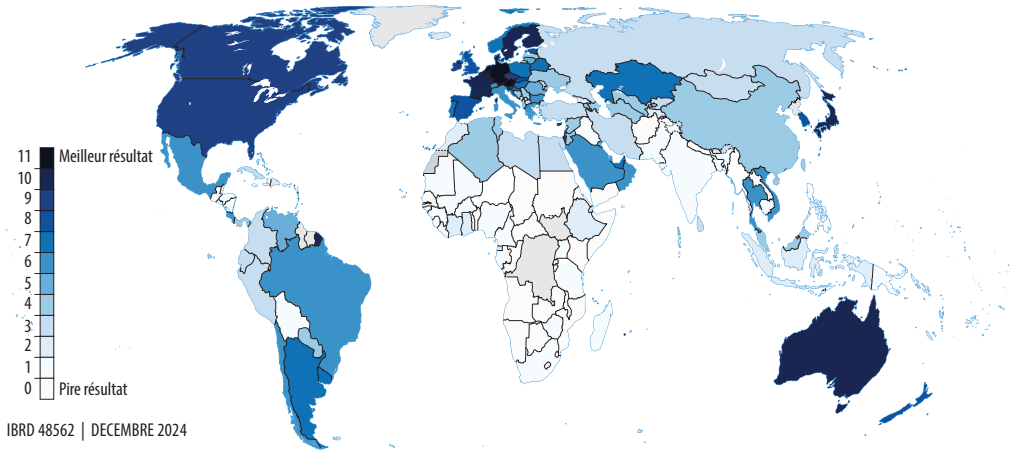
Hormis le niveau moyen des dépenses, un meilleur ciblage de la protection sociale sur les quintiles les plus pauvres augmenterait le pouvoir de réduction des inégalités de la protection sociale en Afrique (Odusola *et al.*, 2017). Les dépenses sociales ciblées telles que les transferts d'argent sous condition de ressources sont plus efficaces pour soutenir les groupes pauvres et vulnérables et tendent à avoir un impact plus large sur la croissance des revenus que des subventions telles que les subventions énergétiques (Banque mondiale, 2022). Nous avons étudié ces politiques de dépenses en détail dans le chapitre 9.

Si l'on passe des dépenses sociales aux impôts, une fiscalité progressive a un rôle potentiellement clé à jouer dans la promotion d'une croissance inclusive en levant des fonds auprès des bénéficiaires d'une croissance non inclusive pour financer des politiques sociales et des politiques du marché du travail qui cibleront explicitement l'inclusion des personnes précédemment exclues (Odusola *et al.,* 2019). Il ne s'agit pas là de minimiser les nombreuses difficultés associées à la collecte de recettes fiscales dans les contextes africains. Comme nous l'avons vu plus en détail dans le chapitre 9, une grande partie des recettes fiscales potentielles est rapatriée depuis les pays africains, ce qui laisse une faible assiette de l'impôt sur le revenu de particuliers. Cette situation est aggravée par le fait que les politiques d'impôt sur le revenu de particuliers en Afrique sont principalement indirectes et régressives.

L'engagement et la capacité des gouvernements africains à mettre en œuvre des politiques bien ciblées en matière d'emploi, de compétences et de développement social suscitent également des inquiétudes. Lustig, Jellema et Martinez Pabon (2023) insistent sur la nécessité d'identifier d'autres formes d'imposition, de revenus et de transferts afin de parvenir à un modèle de croissance plus inclusif. Bien qu'ils soulignent l'importance de mesures spécifiques à chaque pays, ils se concentrent sur le revenu universel minimum et montrent que, dans de nombreux pays, un revenu universel minimum nécessiterait une augmentation des impôts trop importante pour être viable d'un point de vue fiscal. Les transferts progressifs ciblés semblent être une option préférable au moins pour le Botswana, le Ghana, la Namibie et l'Afrique du Sud. Ils donnent également de meilleurs résultats en termes de réduction de la pauvreté.

En dépassant les politiques sociales pour s'intéresser au développement social, le projet *Good Life* de l'université de Leeds montre que l'Afrique s'est engagée sur une voie non durable et qu'elle est en retard en ce qui concerne les seuils sociaux atteints (Figure 7). Les seuils sociaux comprennent des indicateurs tels que la satisfaction à l'égard de la vie, la nutrition, l'assainissement, l'accès à l'énergie, l'éducation, le soutien social, l'égalité et l'emploi. Ces indicateurs peuvent être au cœur d'une nouvelle approche du développement qui s'éloignerait des approches centrées sur la croissance. Il est inquiétant de constater que très peu de pays d'Afrique ont réussi à atteindre plus de deux seuils sur les onze considérés comme les garants d'une « vie satisfaisante » (O'Neill *et al.*, 2018).

Carte 11.1 **Nombre de seuils sociaux atteints**



Source : Basé sur O'Neill *et al.* (2018).
Note : La plupart des indicateurs sont pour l'année 2011.

Viabilité environnementale et climatique

Les modèles de croissance économique ne sont pas durables d'un point de vue environnemental (Steffen *et al.*, 2015 ; Chancel *et al.*, 2021 ; GIEC, 2022 ; Godin *et al.*, 2022 ; Rockström *et al.*, 2023). Le rapport Meadows, « Les limites à la croissance » (Meadows et al., 1972), a été le premier à parler des limites de la croissance économique et de l'épuisement des ressources, ainsi que de la nécessité de modifier le modèle actuel en faveur d'une tendance plus durable. Cinquante and plus tard, le GIEC (2022) met toujours en garde contre les conséquences de la croissance actuelle. Malgré l'augmentation des engagements et des objectifs, on s'attend à un réchauffement mondial d'environ 2,7 °C par rapport aux niveaux préindustriels avant la fin du siècle, loin de l'objectif de 1,5 ° C fixé par l'Accord de Paris (Lenton *et al.*, 2023). Lors de la COP28 à Dubaï (novembre 2023), les parties ont reconnu que si des progrès collectifs significatifs ont été réalisés, les trajectoires d'émissions mondiales ne sont pas conformes à l'Accord de Paris et que notre marge de correction se réduit rapidement (CCNUC, 2023a).

La croissance économique à forte intensité carbone a eu des effets écologiques dévastateurs, les activités économiques actuelles entraînant une destruction de l'environnement à un rythme sans précédent (GIEC, 2022). Il s'agit notamment de l'augmentation des émissions de CO_2 et d'autres gaz à effet de serre, du réchauffement de la planète et de l'augmentation des températures, des pertes et des préjudices dus à l'augmentation des impacts climatiques, notamment la perte de la biodiversité. Les scénarios évalués par le GIEC prévoient une persistance des inégalités mondiales en 2050, notamment en ce qui concerne les inégalités en termes d'énergie, de PIB et d'émissions (Kanitkar, Mythri et Jayaraman, 2024). Ces pressions environnementales sont directement liées à la croissance des revenus, les 10 % les plus riches générant près de la moitié de toutes les émissions de gaz à effet de serre. Par ailleurs, les 40 % les plus pauvres représentent 75 % des pertes de revenus totales causées par le changement

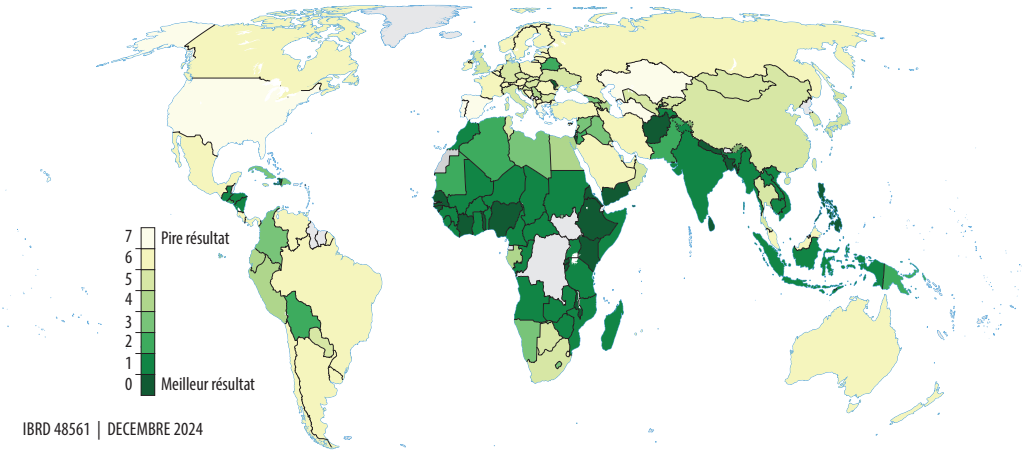
climatique et seulement 12 % des émissions de gaz à effet de serre (Chancel, Bothe et Voituriez, 2023). Dans le chapitre 10, nous avons montré plus en détail la manière dont le lien entre inégalités et changement climatique se manifeste dans différents contextes à travers le continent.

La première limite à la croissance économique avancée par la littérature s'est concentrée sur les ressources naturelles limitées qui entraînent des pénuries alimentaires et des situations de famine (Meadows *et al.*, 1972). Plus tard, les limites en termes d'absorption des déchets ont attiré l'attention sur les effets néfastes de la croissance en termes de pollution causant des préjudices écologiques irréparables. Les émissions de carbone et le changement climatique mondial sont des exemples éloquents de préjudices catastrophiques. L'augmentation des niveaux de dioxyde de carbone entraîne des températures plus élevées, la montée du niveau des mers, des phénomènes météorologiques extrêmes et bien d'autres perturbations de l'environnement (GIEC, 2022). Le déclin de la biodiversité représente un autre dommage causé par les activités humaines.

La poursuite d'une croissance économique mondiale sur la même voie entraînera une dégradation continue de l'environnement (Davidson, 2000). Le changement climatique est aussi une source de chocs et de vulnérabilités pour les peuples africains, et l'adaptation au changement climatique ainsi que l'atténuation de son impact sont les éléments essentiels d'une croissance durable en Afrique. Si l'on examine les limites biophysiques, par rapport à la figure précédente sur les seuils sociaux, la situation est complétement inversée, l'Afrique affichant les taux les plus élevés de réussite des seuils biophysiques (Figure 8) (O'Neill *et al.*, 2018).

L'Afrique est également le continent qui a le moins contribué aux émissions de GES qui ont conduit le monde à la situation critique que nous connaissons aujourd'hui (Chancel, 2022). Mais il s'agit pourtant du continent le plus vulnérable à ses conséquences (voir chapitre 10). Ainsi, notre façon d'appréhender les modèles de croissance doit à l'avenir tenir compte non seulement des erreurs du passé en termes de manque d'inclusion économique et sociale, mais aussi du respect des limites environnementales. Pour réaliser les objectifs mondiaux en termes de pauvreté et de climat, l'avenir et notamment la croissance future devront être très différents du passé (Wollburg, Hallegatte et Mahler, 2023).

Carte 11.2 Nombre de limites biophysiques transgressées



Source : Basé sur O'Neill *et al.* (2018).
Note : La plupart des indicateurs sont pour l'année 2011.

La perspective d'un impact environnemental négatif de la croissance économique telle que nous la connaissons a suscité une prolifération de modes de pensée alternatifs pour aller au-delà de la croissance. Un premier groupe d'idées à ce sujet suggère des ajustements pour rendre la croissance plus durable et inclusive par le biais de ce qui est défini comme la croissance verte. Parmi ces politiques figurent les taxes environnementales, les politiques de décarbonation et le changement de la composition de la production en passant à des sources d'énergie alternatives et à des produits alternatifs tels que les véhicules électriques. De nouvelles politiques sociales émergent, combinant prospérité sociale et faibles émissions de carbone, qui permettraient de lutter simultanément contre le changement climatique et les inégalités de revenus (D'Alessandro *et al.*, 2020). Une réduction des inégalités signifierait qu'il faudrait moins de croissance pour éliminer l'extrême pauvreté ce qui, en retour, réduirait considérablement les émissions et l'empreinte écologique de la lutte contre la pauvreté.

Cependant, si des changements dans l'intensité de la croissance économique en termes d'énergie et de carbone peuvent contribuer à concilier les objectifs en matière de pauvreté et d'environnement, à travers ce que l'on appelle le découplage, ils ne suffisent pas à empêcher le réchauffement climatique (GIEC, 2022). Le découplage survient quand le taux de croissance d'une pression environnementale est plus faible que celui de son moteur économique, par exemple le PIB. Même si les pays développés ont fait des efforts pour réduire leur empreinte environnementale, ce n'est toujours pas suffisant pour respecter les limites de la planète (Jensen, 2023). Les inégalités criantes en termes d'empreinte environnementale entre les pays développés et les pays en voie de développement doivent être prises en compte lorsque l'on plaide en faveur des efforts de découplage.

Une deuxième approche attire l'attention sur le caractère existentiellement menaçant de la croissance dans les pays développés, les partisans de la décroissance soutenant qu'une telle croissance est un problème en soi (Kallis, 2011 ; Rodríguez-Labajos *et al.*, 2019 ; Schmelzer, Vetter et Vansintjan, 2022 ; Hickel, 2021). Ils définissent la décroissance comme une réduction planifiée de l'énergie et des ressources dans les économies riches de manière à libérer de l'énergie et des matériaux pour les pays à revenu faible et intermédiaire afin d'améliorer leur bien-être et de réduire les inégalités mondiales (Hickel, 2021). Une solution aux limites environnementales et sociales serait une économie stationnaire ou décroissante qui reconnaît les limites planétaires et recherche un équilibre économique et écologique durable (Daly, 1993).

Les partisans de la décroissance considèrent que le système économique en lui-même est fondé sur l'exploitation et les inégalités et remettent en question la viabilité des solutions de croissance verte en raison des capacités de régénération limitées de l'écosystème et de l'échec global de ces approches fragmentaires lorsqu'elles sont comparées aux limites planétaires. Winkler *et al.* (2015) affirment que pour modifier les trajectoires de développement et s'aligner sur les contraintes de durabilité, il est nécessaire de redéfinir les contrats sociaux dans tous les pays, en se concentrant sur une réduction de la consommation des riches, sur la redistribution depuis les riches vers les pauvres et sur la modification des aspirations des classes moyennes.

Le discours sur la justice environnementale dans les pays du Sud a affiné des questions sur la place du débat de la décroissance dans les pays en développement eux-mêmes (Rodríguez-Labajos *et al.*, 2019 ; Hickel, 2021 ; Schmelzer, Vetter et Vansintjan, 2022). D'après cette littérature, la décroissance partirait du constat que la croissance économique des pays industrialisés n'est pas durable. Une réorganisation de ces sociétés afin qu'elles consomment moins d'énergie et de ressources est nécessaire. Les pays industrialisés doivent réduire leurs émissions et leur impact sur l'environnement au plus vite pour permettre aux pays du Sud de se développer dans les limites de la durabilité mondiale (Schmelzer, Vetter et Vansintjan, 2022 ; Hickel, 2021).

Une troisième approche suggère de s'éloigner de la fixation sur la croissance dans ce qui est parfois appelé « post-croissance », « a-croissance » (le fait d'être indifférent à la croissance) ou « au-delà de la croissance » (van den Bergh, 2011 ; Jackson, 2019 ; OCDE, 2020). Dans cette approche, la décroissance est considérée comme irréaliste et inefficace pour réduire la pression sur l'environnement, tandis que la croissance verte/inclusive est considérée comme n'agissant qu'a posteriori pour remédier aux problèmes de la croissance économique. La croissance reste au cœur de ce qui entrave l'innovation écologique, accroît l'instabilité financière et renforce les inégalités (Jackson, 2019). Les partisans de cette approche appellent à un concept *a priori* de l'économie afin d'atteindre les objectifs environnementaux et sociaux par une transformation économique fondamentale qui rendrait l'emploi, la sécurité sociale et les services publics moins dépendants de la croissance.

Cette approche met en avant la nécessité de modifier les trajectoires de développement. Le sixième rapport d'évaluation du GIEC a souligné l'importance d'un développement résilient au changement climatique (groupe de travail II) et la nécessité de réorienter les trajectoires

de développement vers une plus grande durabilité (groupe de travail III). Ces conclusions sur les évaluations de la littérature informent la politique climatique multilatérale. L'objectif même de l'Accord de Paris est de « renforcer la riposte mondiale à la menace des changements climatiques, dans le contexte du développement durable et de la lutte contre la pauvreté », et l'un de ses objectifs à long terme est de rendre « les flux financiers compatibles avec un profil d'évolution vers un développement à faible émission de gaz à effet de serre et résilient aux changements climatiques » (Article 2.1 c). L'augmentation du financement public international de l'action climatique comme mesure clé pour modifier les flux financiers plus larges, est un élément essentiel qui permet de modifier les trajectoires de développement, même si ce n'est pas le seul.

Si chacune de ces approches diffèrent dans leur position sur la croissance économique, elles insistent toutes sur la nécessité de repenser et de remodeler la croissance en fonction des impératifs sociaux et environnementaux. Elles diffèrent cependant dans leur mise en œuvre. La croissance verte et inclusive se concentre sur l'ajustement des structures de croissance existantes. La décroissance se concentre sur la suspension complète des processus de croissance du Nord afin de permettre l'avènement d'un monde durable. Cela ouvrirait un espace pour les processus africains de croissance durable qui servent le développement plus large de l'Afrique.

L'école de la post-croissance insiste sur le fait que chaque pays commence avec une vision clairement articulée de la société durable et développée à laquelle elle aspire. Une matrice de croissance et de politique peut alors être définie comme un moyen de parvenir à cette fin et non comme une fin en soi. Toutes ces perspectives considèrent qu'il est insensé de reprendre les processus de croissance habituels après la pandémie du COVID-19 en Afrique sans tenir explicitement compte de leur aspect durable.

Chacune de ces approches se focalisent sur la nécessité de disposer d'indicateurs alternatifs au PIB afin de se concentrer sur les objectifs sociaux et environnementaux. Une série d'indicateurs alternatifs ont été proposés, notamment l'indicateur du vivre mieux créé par l'OCDE, l'indice de développement humain des Nation unies et le *Social Progress Index* (Jensen, 2023) ou indice de progrès social. Si certains de ces indicateurs sont utilisés pour concevoir des stratégies politiques, aucun d'entre eux n'a encore atteint une position comparable à celle du PIB dans les débats politiques et publics. Des questions telles que la disponibilité des données et l'absence de consensus sur les indicateurs à utiliser peuvent retarder et entraver l'utilisation de ces indicateurs. Pourtant, l'incapacité à comparer les objectifs de développement durable d'un pays à un ensemble de critères de progrès a un coût élevé en termes de priorités politiques nécessaires et en termes d'évaluation des progrès.

Conclusion

La plupart des pays africains ont connu une accélération de leur croissance économique à partir des années 1990. Ce chapitre s'est concentré sur le bilan factuel de cette croissance économique en Afrique. Les données présentées montrent que la croissance économique en Afrique n'a pas été suffisamment inclusive ni durable. La croissance économique ne s'est pas traduite par une réduction substantielle de la pauvreté, comme en témoigne la faible élasticité de la réduction de la pauvreté à la croissance dans de nombreux contextes africains. Cette croissance a été largement alimentée par la croissance de services largement informels et d'industries extractives formelles qui n'ont apporté que peu d'avantages aux pauvres et ont laissé de nombreuses personnes en marge de leur économie en pleine évolution.

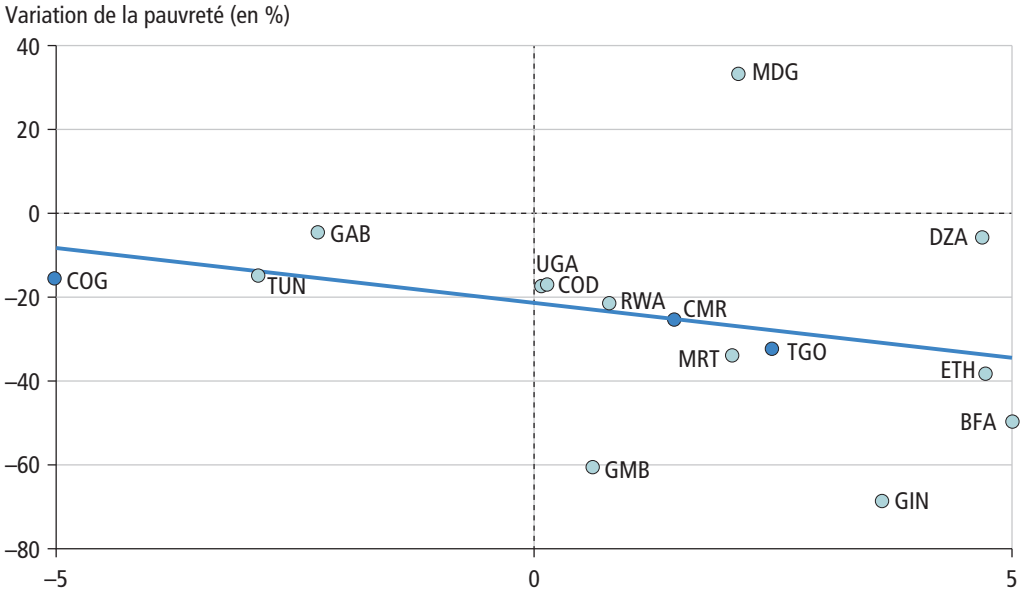
Nous avons étudié en profondeur le lien entre la croissance, la pauvreté et l'inégalité afin de comprendre à la fois les échecs de la croissance et le rôle central de l'inégalité dans l'empêchement d'un développement plus durable et inclusif. Les premiers pas vers la mise en place de plateformes pour l'inclusion de ceux qui sont actuellement exclus des processus de croissance se trouvent dans des ensembles bien ciblés de politiques de création d'impôts et de recettes, qui financent des politiques de protection sociale et de marché du travail tout aussi bien ciblées et coordonnées. Ces politiques sont complémentaires et font partie de la matrice politique qui émerge de la littérature repensant les modèles actuels de croissance économique pour prendre en compte les limites planétaires. Il convient également d'accorder une attention explicite à ces questions de durabilité dans le cadre de l'élaboration de processus de croissance offrant un environnement favorable à l'ensemble de la population.

S'il reste encore beaucoup de travail à faire sur l'intégration équilibrée de ces deux ensembles de politiques, les débats plus larges sur la croissance offrent l'occasion de discuter du type de paradigme à créer pour faire face à ces multiples défis. Ce chapitre s'est efforcé d'être clair sur la place de ces paradigmes alternatifs de croissance dans la lutte contre la pauvreté et les inégalités dans les pays du Sud. Il existe des voies qui garantissent qu'une transition vers une croissance inclusive et durable dans les pays développés n'entravera pas le développement des pays à faible revenu. La durabilité passe par l'innovation. Celle-ci est très coûteuse et soulève la question de la solidarité et de la mobilisation des pays les plus riches pour aider les pays du Sud à s'engager sur la voie du développement durable. En outre, pour mettre fin à la pauvreté et aux inégalités tout en respectant les limites de la planète, il faudra que les pays du Nord cessent de privilégier la croissance comme objectif politique et que les pays du Sud, qui ont toujours besoin de croissance économique, tiennent mieux compte des inégalités et de la réduction de la croissance dans la formulation de leurs politiques.

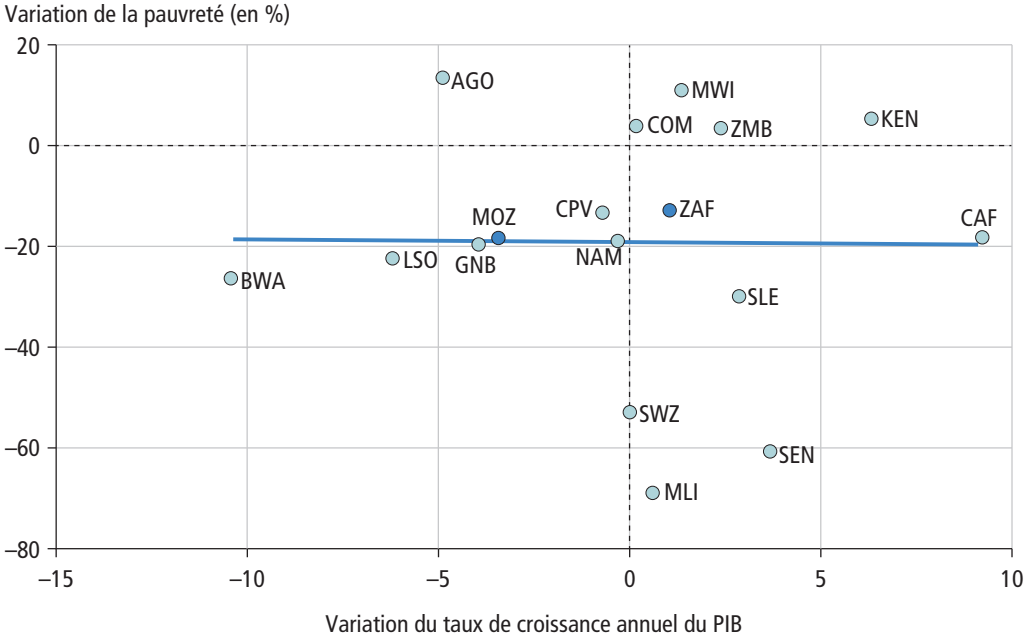
Annexe : Évolution de la pauvreté en fonction des niveaux d'inégalité initiale

Figure 11A.1 **Indice de Gini initial entre 40 et 50**

a. Indice de Gini initial entre 40 et 50



b. Indice de Gini initial entre 50 et 60



Source : Calculs des auteurs basés sur les données de la World Inequality Database.
Note : Pour obtenir la liste des codes de pays, consultez https://www.iso.org/obp/ui/#search.
PIB = produit intérieur brut.

Notes

1. Il s'agit ici du taux de croissance du PIB, désigné tout au long du chapitre par le terme « croissance économique » ou « croissance ».
2. Point 1.2 de l'objectif visant à mettre fin à la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde dans l'agenda des Objectifs de développement durable.
3. La polarisation est une mesure de l'inégalité examinant la divergence des quintiles inférieurs qui s'éloignent de la moyenne mondiale et leur convergence vers une moyenne locale.
4. La première catégorie comprend les pays dont l'indice de Gini est inférieur à 40. La deuxième catégorie comprend les pays avec un indice de Gini entre 40 et 50 et la troisième catégorie comprend les pays dont l'indice de Gini est supérieur à 50.

Références

Acemoglu, Daron, and James Robinson. 2010. "The Role of Institutions in Growth and Development." *Review of Economics and Institutions* 1 (2). https://doi.org/10.5202/rei.v1i2.14.

African Development Bank. 2012. *Inclusive Growth Agenda*. Abidjan, Côte d'Ivoire: African Development Bank. https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Generic-Documents/Revised-%20BRIEF%20-IG%20AGENDA%20-%20LTS%20FINAL%20DRAFT%20FEB20-2012%20REVISED.pdf.

African Development Bank. 2018. *African Economic Outlook 2018*. Abidjan, Côte d'Ivoire: African Development Bank. https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Publications/African_Economic_Outlook_2018_-_EN.pdf.

Arndt, Channing, Andy McKay, and Finn Tarp, eds. 2016. *Growth and Poverty in Sub-Saharan Africa*. Oxford, United Kingdom: Oxford University Press. https://EconPapers.repec.org/RePEc:oxp:obooks:9780198744795.

Auty, Richard M. 1997. "Natural Resource Endowment, the State and Development Strategy." *Journal of International Development* 9 (4): 651–63. https://doi.org/10.1002/(SICI)1099-1328(199706)9:4<651::AID-JID474>3.0.CO;2-4.

Balasubramanian, Pooja, Francesco Burchi, and Daniele Malerba. 2023. "Does Economic Growth Reduce Multidimensional Poverty? Evidence from Low- and Middle-Income Countries." *World Development* 161: 106119. https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2022.106119.

Batuo, Michael E., George Kararach, and Issam Malki. 2022. "The Dynamics of Income Inequality in Africa: An Empirical Investigation on the Role of Macroeconomic and Institutional Forces." *World Development* 157: 105939. https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2022.105939.

Bergstrom, Katy. 2022. "The Role of Income Inequality for Poverty Reduction." *World Bank Economic Review* 36 (3): 583–604. https://doi.org/10.1093/wber/lhab026.

Bhorat, Haroon, and Morné Oosthuizen. 2020. "Jobs, Economic Growth, and Capacity Development for Youth in Africa." Working Paper Series 336, African Development Bank, Abidjan, Côte d'Ivoire. https://www.afdb.org/sites/default/files/documents/publications/wps_no_336_jobs_economic_growth_and_capacity_development_for_youth_in_africa.pdf.

Bhorat, Haroon, David Tseng, and Benjamin Stanwix. 2014. "Pro-Poor Growth and Social Protection in South Africa: Exploring the Interactions." *Development Southern Africa* 31 (2): 219–40. https://doi.org/10.1080/0376835X.2013.878242.

Bourguignon, François. 2004. "The Poverty-Growth-Inequality Triangle." Working Paper 125, Indian Council for Research on International Economic Relations, New Delhi, India.

Chancel, Lucas. 2020. *Unsustainable Inequalities*. Cambridge, MA: Harvard University Press.

Chancel, Lucas. 2022. "Global Carbon Inequality over 1990–2019." *Nature Sustainability* 5 (11): 931–38. https://doi.org/10.1038/s41893-022-00955-z.

Chancel, Lucas, Philippe Bothe, and Tancrède Voituriez. 2023. "Climate Inequality Report 2023." World Inequality Lab, Paris.

Chancel, Lucas, Thomas Piketty, Emmanuel Saez, and Gabriel Zucman. 2021. *World Inequality Report 2022*. Paris: World Inequality Lab. https://ideas.repec.org/p/hal/pseptp/halshs-03693233.html.

Christiaensen, Luc, Punam Chuhan-Pole, and Aly Sanoh. 2013. "Africa's Growth, Poverty and Inequality Nexus—Fostering Shared Prosperity." World Bank, Washington, DC.

Chuhan-Pole, Punam, and Francisco H. G. Ferreira. 2014. *Africa's Pulse*. Washington, DC: World Bank. https://documents1.worldbank.org/curated/en/179091468009576085/pdf/912070REVISED00ct20140vol100v120web.pdf.

Clementi, Fabio, Michele Fabiani, and Vasco Molini. 2019. "The Devil Is in the Detail: Growth, Inequality and Poverty Reduction in Africa in the Last Two Decades." *Journal of African Economies* 28 (4): 408–34. https://doi.org/10.1093/jae/ejz003.

Clementi, Fabio, Michele Fabiani, Vasco Molini, and Rocco Zizzamia. 2019. "Worlds Apart: What Polarisation Measures Reveal about Sub-Saharan Africa's Growth and Welfare Distribution in the Last Two Decades." ACEIR Working Paper Number 1, African Center of Excellence for Inequalities Research, University of Cape Town, South Africa.

Clementi, Fabio, Michele Fabiani, Vasco Molini, and Rocco Zizzamia. 2022. "Are We Really Painting the Devil on the Walls? Polarization and Its Drivers in Sub-Saharan Africa in the Past Two Decades." *Journal of African Economies* 31 (2): 124–46. https://doi.org/10.1093/jae/ejab006.

Cornia, Giovanni. 2017. "Inequality Levels, Trends and Determinants in Sub-Saharan Africa: An Overview of Main Changes since the Early 1990s." In *Income Inequality Trends in Sub-Saharan Africa: Divergence, Determinants and Consequences*, edited by Ayodele F. Odusola, Giovanni Cornia, Haroon Bhorat, and Pedro Conceição, 23–51. New York: Regional Bureau for Africa, United Nations Development Programme.

D'Alessandro, Simone, André Cieplinski, Tiziano Distefano, and Kristofer Dittmer. 2020. "Feasible Alternatives to Green Growth." *Nature Sustainability* 3 (4): 329–35. https://doi.org/10.1038/s41893-020-0484-y.

Daly, Herman E. 1993. "Steady-State Economics: A New Paradigm." *New Literary History* 24 (4): 811. https://doi.org/10.2307/469394.

David, Anda, Yoro Diallo, and Bjorn Nilsson. 2023. "Informality and Inequality: The African Case." *Journal of African Economies* 32 (Suppl. 2): ii273–ii295.

Davidson, Carlos. 2000. "Economic Growth and the Environment: Alternatives to the Limits Paradigm." *BioScience* 50 (5): 433–40. https://doi.org/10.1641/0006-3568(2000)050[0433:EGATEA]2.0.CO;2.

Djoufelkit, Hélène. 2008a. "L'industrie Égyptienne Depuis Le Début Des Années 1970: Histoire d'un Développement Contrarié." Document de Travail 61, Agence Française de Développement, Paris.

Djoufelkit, Hélène. 2008b. "Rente, Développement Du Secteur Productif et Croissance En Algérie." Document de Travail 64, Agence Française de Développement, Paris.

Ebeke, Christian H. 2023. "Intergenerational Mobility and the Growth–Inequality–Poverty Nexus in Africa." *Journal of African Economies* 32 (Suppl. 2): ii99–ii112. https://doi.org/10.1093/jae/ejac044.

Fields, Gary S. 2023. "The Growth–Employment–Poverty Nexus in Africa." *Journal of African Economies* 32 (Suppl._2): ii147–ii163. https://doi.org/10.1093/jae/ejac046.

Fields, Gary S., T. H. Gindling, Kunal Sen, Michael Danquah, and Simone Schotte, eds. 2023. *The Job Ladder: Transforming Informal Work and Livelihoods in Developing Countries*. Oxford, UK: Oxford University Press. https://doi.org/10.1093/oso/9780192867339.001.0001.

Fofana, Ismael, Margaret Chitiga-Mabugu, and Ramos Emmanuel Mabugu. 2023. "Is Africa on Track to Ending Poverty by 2030?" *Journal of African Economies* 32 (Suppl. 2): ii87–ii98. https://doi.org/10.1093/jae/ejac043.

Fosu, Augustin Kwasi. 2018. "Economic Structure, Growth, and Evolution of Inequality and Poverty in Africa: An Overview." *Journal of African Economies* 27: 1–9. https://doi.org/10.1093/jae/ejx036.

Fosu, Augustin Kwasi. 2023. "Progress on Poverty in Africa: The Importance of Growth and Inequality." *Journal of African Economies* 32 (Suppl._2): ii164–ii182. https://doi.org/10.1093/jae/ejac047.

Global Footprint Network. 2023. "Measure What You Treasure." https://www.footprintnetwork.org/.

Godin, Antoine, Anda David, Oskar Lecuyer, and Stéphanie Leyronas. 2022. "A Strong Sustainability Approach to Development Trajectories." *European Journal of Economics and Economic Policies* 19 (3): 381–96. https://doi.org/10.4337/ejeep.2022.0094.

Hickel, Jason. 2021. "What Does Degrowth Mean? A Few Points of Clarification." *Globalizations* 18 (7): 1105–11. https://doi.org/10.1080/14747731.2020.1812222.

Houngbedji, Kenneth, and Claire Zanuso. 2021. "Les jeunes et les enjeux du marché du travail en Afrique." In *Agence Française de Développement, L'économie africaine 2021*, 75–93. Paris: La Découverte.

IPCC (Intergovernmental Panel on Climate Change). 2022. "Climate Change 2022: Impacts, Adaptation and Vulnerability." In *Summary for Policymakers*. Cambridge, United Kingdom: Cambridge University Press.

Jackson, Tim. 2019. "The Post-Growth Challenge: Secular Stagnation, Inequality and the Limits to Growth." *Ecological Economics* 156: 236–46. https://doi.org/10.1016/j.ecolecon.2018.10.010.

Jensen, Liselotte. 2023. *Beyond Growth: Pathways towards Sustainable Prosperity in the EU*. Strasbourg, France: Directorate General for Parliamentary Research Services, European Parliament. https://doi.org/10.2861/602232.

Kallis, Giorgos. 2011. "In Defence of Degrowth." *Ecological Economics* 70 (5): 873–80. https://doi.org/10.1016/j.ecolecon.2010.12.007.

Kanitkar, Tejal, Akhil Mythri, and T. Jayaraman. 2024. "Equity Assessment of Global Mitigation Pathways in the IPCC Sixth Assessment Report." *Climate Policy* 24 (8): 1129–48. https://doi.org/10.1080/14693062.2024.2319029.

Kuznets, Simon. 1955. "Economic Growth and Income Inequality." *American Economic Review* 45 (1): 1–28.

Lakner, Christoph, Daniel Gerszon Mahler, Mario Negre, and Espen Beer Prydz. 2022. "How Much Does Reducing Inequality Matter for Global Poverty?" *Journal of Economic Inequality* 20 (3): 559–85. https://doi.org/10.1007/s10888-021-09510-w.

Lam, David, and Murray Leibbrandt. 2023. "Demographic Challenges for Global Labour Markets in the 21st Century, Africa in a Changing World." SALDRU Working Paper 303. Southern Africa Labour and Development Research Unit, University of Cape Town.

Lenton, Timothy M., Chi Xu, Jesse F. Abrams, Ashish Ghadiali, Sina Loriani, Boris Sakschewski, Caroline Zimm, et al. 2023. "Quantifying the Human Cost of Global Warming." *Nature Sustainability*. 6: 1237–47. https://doi.org/10.1038/s41893-023-01132-6.

Lustig, Nora, Jon Jellema, and Valentina Martinez Pabon. 2023. "Are Budget Neutral Income Floors Fiscally Viable in Sub-Saharan Africa?" *Journal of African Economies* 32 (Suppl. 2): ii202–ii227. https://doi.org/10.1093/jae/ejac049.

Meadows, Donella H., Dennis Meadows, Jorgen Randers, and William W. Behrens, III. 1972. *The Limits to Growth: A Report for the Club of Rome's Project on the Predicament of Mankind*. New York: Universe Books.

Milanovic, Branko. 2016. *Global Inequality: A New Approach for the Age of Globalization*. Cambridge, MA: Harvard University Press. https://doi.org/10.2307/j.ctvjghwk4.

Morsy, Hanan, Abebe Shimeles, and Tiguene Nabassaga. 2023. "Structural Change and Inequality in Africa." *Journal of African Economies* 32 (Suppl. 2): ii228–ii245. https://doi.org/10.1093/jae/ejac050.

Niño-Zarazúa, Miguel, Francesca Scaturro, Vanesa Jordá, and Finn Tarp. 2023. "Income Inequality and Redistribution in Sub-Saharan Africa." *Journal of African Economies* 32 (Suppl. 2): ii296–ii319. https://doi.org/10.1093/jae/ejac053.

Odusola, Ayodele F. 2019. "Growth-Poverty-Inequality Nexus: Toward a Mutually Inclusive Relationship in Africa." In *African Economic Development*, edited by Emmanuel Nnadozie and Afeikhena Jerome, 157–82. Bingley, UK: Emerald Publishing. https://doi.org/10.1108/978-1-78743-783-820192010.

Odusola, Ayodele F., Giovanni Andrea Cornia, Haroon Bhorat, and Pedro Conceição, eds. 2019. "Drivers of Inequality in the Context of the Growth-Poverty-Inequality Nexus in Africa: An Overview of Key Issues." In *Income Inequality Trends in Sub-Saharan Africa*, 52–73. New York: United Nations Development Programme. https://doi.org/10.18356/7b9d64b1-en.

Odusola, Ayodele F., Giovanni Andrea Cornia, Haroon Bhorat, Pedro Conceição, and United Nations Development Programme. 2017. *Income Inequality Trends in Sub-Saharan Africa: Divergence, Determinants and Consequences: Overview*. New York: Regional Bureau for Africa, United Nations Development Programme.

OECD (Organisation for Economic Co-operation and Development). 2020. *Beyond Growth*. Paris: OECD. https://doi.org/10.1787/33a25ba3-en.

O'Neill, Daniel W., Andrew L. Fanning, William F. Lamb, and Julia K. Steinberger. 2018. "A Good Life for All within Planetary Boundaries." *Nature Sustainability* 1 (2): 88–95. https://doi.org/10.1038/s41893-018-0021-4.

Parrique, Timothée. 2021. "From Green Growth to Degrowth." *Global Policy*, April 21.

Ravallion, Martin. 2005. "Inequality Is Bad for the Poor." Policy Research Working Paper 3677, World Bank, Washington, DC. https://documents1.worldbank.org/curated/ru/456501468330044447/pdf/wps3677.pdf.

Ravallion, Martin. 2022. "Growth Elasticities of Poverty Reduction." NBER Working Paper 30401, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA. https://ideas.repec.org/p/nbr/nberwo/30401.html.

Raworth, Kate. 2022. *Doughnut Economics: Seven Ways to Think Like a 21st-Century Economist*. London: Penguin Books.

Rockström, Johan, Joyeeta Gupta, Dahe Qin, Steven J. Lade, Jesse F. Abrams, Lauren S. Andersen, David I. Armstrong McKay, et al. 2023. "Safe and Just Earth System Boundaries." *Nature* 619 (7968): 102–11. https://doi.org/10.1038/s41586-023-06083-8.

Rodríguez-Labajos, Beatriz, Ivonne Yánez, Patrick Bond, Lucie Greyl, Serah Munguti, Godwin Uyi Ojo, and Winfridus Overbeek. 2019. "Not So Natural an Alliance? Degrowth and Environmental Justice Movements in the Global South." *Ecological Economics* 157: 175–84. https://doi.org/10.1016/j.ecolecon.2018.11.007.

Rodrik, Dani. 2023. *Better Jobs Mean Better Development*. New York: Project Syndicate.

Roudier, Philipe, and Djiby Dia. 2021. "Une Troisième Voie Pour l'agriculture Ouest-Africaine? Le Cas de l'agroécologie Au Sénégal." In *L'économie Africaine 2021*. Repères Economie. Paris: La Découverte.

Schmelzer, Matthias, Andrea Vetter, and Aaron Vansintjan. 2022. *The Future Is Degrowth: A Guide to a World beyond Capitalism*. London: Verso.

Steffen, Will, Katherine Richardson, Johan Rockström, Sarah E. Cornell, Ingo Fetzer, Elena M. Bennett, Reinette Biggs, et al. 2015. "Planetary Boundaries: Guiding Human Development on a Changing Planet." *Science* 347 (6223): 1259855. https://doi.org/10.1126/science.1259855.

Thorbecke, Erik. 2013. "The Interrelationship Linking Growth, Inequality and Poverty in Sub-Saharan Africa." *Journal of African Economies* 22: i15–i48. https://doi.org/10.1093/jae/ejs028.

Thorbecke, Erik. 2023. "The Interrelationships among Growth, Inequality and Poverty in Africa." *Journal of African Economies* 32 (Suppl. 2): ii81–ii86. https://doi.org/10.1093/jae/ejac055.

Thorbecke, Erik, and Yusi Ouyang. 2018. "Is the Structure of Growth Different in Sub-Saharan Africa?" *Journal of African Economies* 27 (1): 66–91. https://doi.org/10.1093/jae/ejw032.

Thorbecke, Erik, and Yusi Ouyang. 2022. "Towards a Virtuous Spiral between Poverty Reduction and Growth: Comparing Sub-Saharan Africa with the Developing World." *World Development* 152: 105776. https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2021.105776.

UNFCCC (United Nations Framework Convention on Climate Change). 2023a. *Outcome of the First Global Stocktake. Decision-/CMA.5, Advance Unedited Version*. Dubai: UNFCCC.

UNFCCC (United Nations Framework Convention on Climate Change). 2023b. *Technical Dialogue of the First Global Stocktake. Synthesis Report by the Co-Facilitators on the Technical Dialogue*. FCCC/SB/2023/9. Bonn: UNFCCC. https://unfccc.int/documents/631600.

UNU-WIDER (United Nations University, World Institute for Development Economics Research). 2022. *World Income Inequality Database (WIID)—Version 30 June 2022*. Helsinki, Finland: UNU-WIDER. https://doi.org/10.35188/UNU-WIDER/WIID-300622.

Van den Bergh, Jeroen C. J. M. 2011. "Environment versus Growth—A Criticism of 'Degrowth' and a Plea for 'a-Growth'." *Ecological Economics* 70 (5): 881–90. https://doi.org/10.1016/j.ecolecon.2010.09.035.

Winkler, Harald, and Anthony Black. 2021. "Creating Employment and Reducing Emissions: Options for South Africa." SARChI Industrial Development Working Paper Series WP 2021-06, SARChI Industrial Development, University of Johannesburg, South Africa.

Winkler, Harald, Anya Boyd, Marta Torres Gunfaus, and Stefan Raubenheimer. 2015. "Reconsidering Development by Reflecting on Climate Change." *International Environmental Agreements: Politics, Law and Economics* 15 (4): 369–85. https://doi.org/10.1007/s10784-015-9304-7.

Wollburg, Philip, Stephane Hallegatte, and Daniel Gerszon Mahler. 2023. "The Climate Implications of Ending Global Poverty." Policy Research Working Paper 10318, World Bank, Washington, DC. https://documents1.worldbank.org/curated/en/099557002242323911/pdf/IDU1bbf17510161a9145531b57a1ccaba7a1dc79.pdf?_gl=1*m6c834*_gcl_au*ODcxNDEyNjc4LjE3MTk1MDY3ODI.

World Bank. 2019. *Structural Transformation in Sub-Saharan Africa.* Washington, DC: World Bank. https://documents1.worldbank.org/curated/ar/653121569909327847/pdf/Structural-Transformation-in-Sub-Saharan-Africa.pdf.

World Bank. 2022. *Poverty and Shared Prosperity 2022: Correcting Course.* Washington, DC: World Bank. https://www.worldbank.org/en/publication/poverty-and-shared-prosperity.

Zizzamia, Rocco, Simone Schotte, and Vimal Ranchhod. 2016. "Vulnerability and the Middle Class in South Africa." SALDRU Working Paper No. 188, Southern Africa Labour and Development Research Unit, University of Cape Town, South Africa.

Les disparités croissantes entre les riches et les pauvres restent un défi majeur, touchant les pays de tous les continents, indépendamment de leur produit intérieur brut par habitant. Cet écart grandissant entrave non seulement les efforts visant à éradiquer l'extrême pauvreté, mais il freine également les progrès en matière de justice sociale et de renforcement de la résilience. La montée des inégalités constitue un obstacle considérable au développement durable. C'est dans ce contexte que cet ouvrage contribue aux débats en cours en proposant une analyse approfondie des défis actuels et des perspectives futures des inégalités sur le continent africain.

Malgré l'intensification des appels à une fiscalité sur la richesse et à la réduction des inégalités, les progrès restent lents. Un défi majeur réside dans la mise en place d'une trajectoire politique viable pour l'application de politiques de taxation progressive. La résistance des bénéficiaires du système actuel freine souvent ces efforts, rendant les avancées difficiles. De plus, la réduction des inégalités nécessite non seulement une redistribution *ex post*, mais aussi des mécanismes de pré-distribution qui s'attaquent aux inégalités à la racine. Des politiques ciblant l'éducation, la concurrence, la régulation des marchés financiers et le développement industriel ont le potentiel de créer des opportunités économiques équitables, garantissant l'accès au crédit, la création d'emplois et une croissance économique plus équilibrée.

Bien que confrontée à des défis uniques et profonds, l'Afrique est souvent négligée dans ces discussions à l'échelle mondiale. Cet ouvrage vise à placer au cœur du débat les problématiques du continent liées aux inégalités de revenus, à l'accès inégal à l'éducation et aux soins de santé, à la vulnérabilité climatique et à la croissance inclusive. Le livre plaide en outre pour des politiques innovantes, notamment des réformes de la concurrence et des cadres de négociation qui rééquilibrent la relation entre le capital et le travail.

Au-delà des réformes politiques, il est crucial de renforcer les capacités des infrastructures de recherche africaines qui œuvrent à une meilleure compréhension des inégalités. Cet ouvrage, rédigé en collaboration avec le Centre d'Excellence Africain pour la Recherche sur les Inégalités (ACEIR), appelle à une plus grande valorisation des chercheurs africains dans le cadre d'une stratégie de développement plus large. Ce faisant, il s'aligne sur l'engagement de la Banque mondiale et de l'Agence Française de Développement à soutenir la recherche en tant qu'outil essentiel du développement durable.

ACEIR
AFRICAN CENTRE OF EXCELLENCE FOR INEQUALITY RESEARCH

AFD
AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT

WORLD BANK GROUP

ISBN 978-1-4648-2150-9

9 781464 821509 90000

SKU 212150